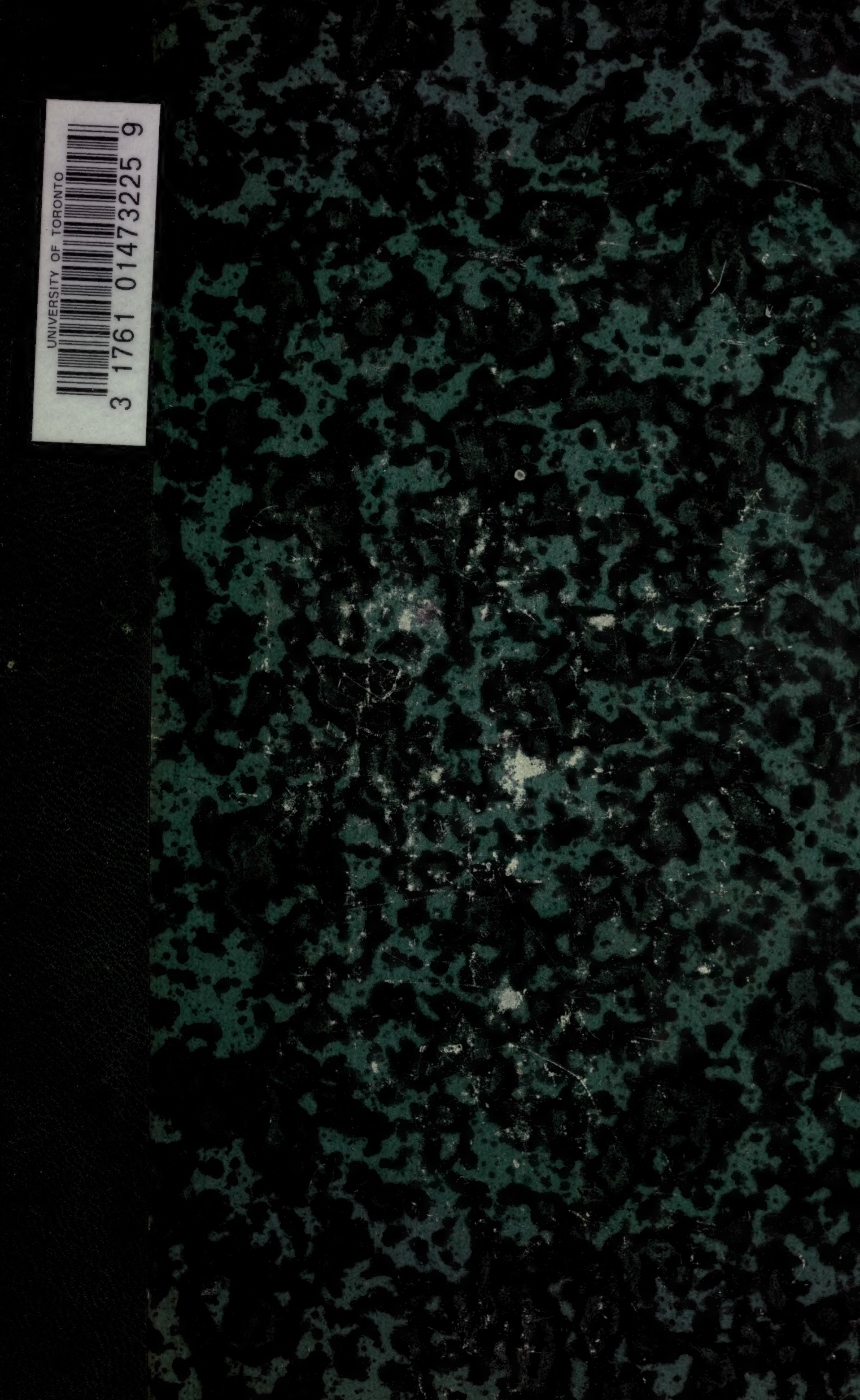

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01473225 9

HISTOIRE

DE LOUVOIS

ET DE

SON ADMINISTRATION POLITIQUE ET MILITAIRE

II

Paris. — Imp. VIÉVILLE et CAPIOMONT, 6, rue des Poitevins.

HISTOIRE

DE

LOUVOIS

ET DE

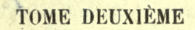
SON ADMINISTRATION POLITIQUE ET MILITAIRE

PAR

CAMILLE ROUSSET

HISTORIOGRAPHE DU DÉPOT DE LA GUERRE

OUVRAGE QUI A OBTENU LE GRAND PRIX GOBERT DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



TOME DEUXIÈME

Troisième édition





PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

1865

HISTOIRE
DE LOUVOIS

ET DE

SON ADMINISTRATION POLITIQUE ET MILITAIRE

JUSQU'A LA PAIX DE NIMÈGUE

CHAPITRE VII

Année 1674. — Projet contre Lisola. — Enlèvement du prince Guillaume de Fürstenberg. — Rupture du congrès de Cologne. — Formation de la coalition. — Évacuation de la Hollande. — Résistance du maréchal de Bellefonds. — Occupation de Germersheim. — Conquête de la Franche-Comté par Louis XIV. — Campagne de Flandre. — Hésitations du prince de Condé. — Difficultés pour le *roulement*. — Projets des coalisés. — Bataille de Seneffe. — Tentative de négociation. — Siége d'Oudenarde. — Retraite et séparation des alliés. — Prise de Huy et de Dinant par les Impériaux. — Siége de Grave. — Une fille de Louis XIV proposée en mariage au prince d'Orange. — Campagne de Turenne sur le Rhin. — Bataille de Sinzheim. — Inquiétude de Louis XIV et de Louvois au sujet de la Lorraine. — Incendie du Palatinat. — Surprise du pont de Strasbourg. — Les Allemands en Alsace. — Bataille d'Ensheim. — Maladie de Louvois. — Soins qu'il prend pour envoyer de bonnes troupes à Turenne. — Convocation et mauvaise conduite de l'arrière-ban. — Grande manœuvre de Turenne. — Combat de Mulhouse. — Combat de Turckheim. — Les Allemands repassent le Rhin. — Guerre dans le Roussillon. — Le comte de Schönberg. — Prise de Bellegarde par les Espagnols. — Combat de Saint-Jean de Pages. — Expédition de Tromp sur les côtes de France. — L'aventurier Sardan. — Complot du chevalier de Rohan. — Résultats de la campagne de 1674.

Les sentiments nobles et généreux que la guerre exalte ont besoin, pour demeurer purs et sans mé-

lange, qu'elle ne dure pas trop longtemps. Pour peu qu'elle se prolonge, avec des chances variables, les bonnes passions se laissent peu à peu gagner et dépasser par les mauvaises; la fatigue abat l'enthousiasme; les inquiétudes s'éveillent; les intérêts souffrent et s'irritent; les mécontentements éclatent; les ressentiments s'aigrissent; on cesse d'estimer son adversaire; on ne se pique plus, à son égard, de justice ni de loyauté; on ne se préoccupe que de lui nuire par tous les moyens. Non-seulement les droits fondés sur les traités que la guerre déchire, sont méconnus, mais aussi les principes qui semblent au-dessus des conventions humaines. Les gouvernements partagent l'exaspération des peuples; la diplomatie elle-même oublie parfois ses traditions de calme, de bienséance et de mesure; elle a aussi ses accès d'emportement. Le caractère inviolable et sacré qu'une fiction salutaire attribue aux représentants des États souverains ne les protége pas toujours ni contre tous; heureusement les attentats contre le droit des gens sont rares; mais, lorsqu'ils se produisent, ils sont le signe d'une époque désordonnée. Des attentats de ce genre ont marqué l'année 1674.

Le congrès de Cologne traînait son agonie comme un moribond désespéré; tandis que les médiateurs suédois s'efforçaient de le ranimer, et que les plénipotentiaires français laissaient faire, les autres hâtaient sa fin de tout leur pouvoir; parmi les plus ingénieux et les plus acharnés était le plénipotentiaire de l'Empereur, le baron de Lisola, ce diplomate franc-comtois dont le talent s'inspirait d'une haine implaca-

ble contre la France. Non content d'exciter la passion de ses collègues d'Espagne et de Hollande, il s'en était allé à Liége pour soulever cette ville contre l'Électeur de Cologne. Sa présence avait en effet réveillé l'insolence de la populace; le résident du roi de France avait vu afficher en plein jour, à sa porte, un placard qui commençait par ces mots : « *Arrestez icy, vrais Liégeois, et lisez les actions abominables des perfides et desloyals François.* » Cependant l'intervention des magistrats réussit à contenir l'émotion populaire.

Louvois remarquait avec quelque raison que la tentative du baron de Lisola n'était pas celle d'un « ministre de la paix. » Mais ne se laissait-il pas emporter trop loin dans la voie des représailles, lorsqu'il recommandait au comte d'Estrades, gouverneur de Maëstricht, de prendre Lisola mort ou vif. « Il y a bien de l'apparence, lui écrivait-il le 16 janvier 1674, que M. de Lisola doit bientôt partir de Liége pour s'en retourner à Cologne. Comme ce seroit un grand avantage de le pouvoir prendre, et que même il n'y auroit pas grand inconvénient de le tuer, pour peu que lui ou ceux qui seroient avec lui se défendissent, parce que c'est un homme fort impertinent dans ses discours, et qui emploie toute son industrie, dont il ne manque pas, contre les intérêts de la France, avec un acharnement terrible, vous ne sauriez croire combien vous feriez votre cour à Sa Majesté, si vous pouviez faire exécuter ce projet lorsqu'il s'en retournera[1]. » Heureusement

[1] *D. G.* 379. — Cette lettre a été imprimée par le P. Griffet, *Lettres militaires*, t. II, p. 425. — Voir aussi Louvois à d'Estrades, 19 décembre

la prudence de Lisola épargna ce crime à Louvois, à Louis XIV et à la France; les ministres de l'Empereur n'eurent pas du moins ce prétexte pour justifier l'acte presque aussi odieux dont ils osèrent se rendre coupables quelques jours après, dans Cologne même.

Le prince Guillaume de Fürstenberg siégeait au congrès comme plénipotentiaire de l'Électeur. Le 14 février, dix ou douze officiers d'un régiment impérial attaquèrent son carrosse en plein jour, au milieu de la ville, mirent sa suite en désordre, l'enlevèrent, et l'emmenèrent aussitôt à Vienne. Louis XIV protesta, les médiateurs protestèrent; tout fut inutile : « MM. de de Fürstenberg, écrivait Courtin, sont tellement haïs en Allemagne et en Suède, que la prison du prince Guillaume n'excitera pas toute l'indignation qu'elle devroit causer[1]. » Le caractère sacré des plénipotentiaires n'étant plus respecté, la neutralité de Cologne ne pouvait pas l'être davantage. Le 1er mars, les Impériaux arrêtèrent, sous la porte même de la ville, une charrette qui portait environ cinquante mille écus à la garnison française de Neuss. Louis XIV donna l'ordre à ses plénipotentiaires de sortir d'une ville où le droit des gens était impunément violé tous les jours. Lisola était parvenu à ses fins; le congrès de Cologne était mort, achevé par les ministres et les soldats de l'Empereur.

Les ennemis de la France triomphaient dans toutes les cours. Le 19 février, Charles II, pressé par le Par-

1673. *D. G.* 317. — Descarrières à Louvois, 14 janvier 1674. *D G.* 410. — Louvois à Descarrières, 18 janvier. *D. G.* 379

[1] Courtin à Louvois, 10 mars. *D. G.* 411.

lement, avait signé la paix avec la Hollande; mais les régiments anglais qui avaient assisté Louis XIV depuis le commencement de la guerre, continuaient de rester à son service[1]. L'évêque de Munster, l'Électeur de Cologne, allaient être également contraints de se séparer de la France. L'Électeur Palatin, les Électeurs de Trèves et de Mayence, les ducs de Brunswick et de Lunebourg, l'Allemagne entière, excepté l'Électeur de Bavière et le duc de Hanovre, prenaient parti pour l'Empereur contre Louis XIV. Enfin, malgré le traité qu'il avait signé l'année précédente avec le roi, l'Électeur de Brandebourg lui-même se préparait à rentrer dans la coalition, que son accession définitive allait achever de rendre formidable[2]. Courtin, qui n'avait jamais cessé de rappeler Louvois à la modération, était forcé de convenir avec lui que le temps n'était pas favorable pour conclure un accommodement avantageux, et que

[1] Le favori du duc d'York, Churchill, depuis si fameux sous le nom de Marlborough, commandait un de ces régiments. — Lord Lockhart à Louvois, 29 mars 1674 : « Celle-cy vous sera rendue par M. Churchill, que je présentay hyer à S. M. T. C. de la part du roy de la Grande-Bretagne, avec prière de luy vouloir accorder une commission de colonel d'infanterie dans son service. » *D. G.* 411. — Déjà, l'année précédente, le 5 mars 1673, le duc de Monmouth écrivait à Louvois : « Celle-cy vous sera donnée par M. Churchill, qui est nommé par le roy pour commander un bataillon qui est à présent à Wesel, à la place de M. Skelton, qui est remandé. Il est jugé à propos que le régiment du comte de Peterborough seroit cassé pour faire un nouveau dont ledit M. Churchill seroit colonel, M. Howard lieutenant-colonel, et M. Boade major. » *D. G.* 397.

[2] Verjus écrivait à Louvois de Berlin, le 17 avril : « Je suis ici parmi des Turcs dont il ne faut espérer de bien que quand ils ne pourront faire de mal. » *D. G.* 411. — L'Électeur de Brandebourg fit son traité avec l'Empereur le 1er juillet; la diète avait déjà déclaré la guerre à la France, le 28 mai.

la paix ne se pouvait bien faire que les armes à la main. « La résolution que le roi prend, disait-il, de soutenir courageusement la grande affaire qui lui demeure sur les bras est aussi généreuse qu'elle est sage[1]. »

Les mécomptes de la campagne précédente avaient pu ébranler la fortune, mais non le génie de Louvois; son énergie n'en était que plus active et son coup d'œil plus juste. L'armée était bonne et reposée; l'infanterie, il est vrai, avait subi des pertes considérables; elle ne comptait plus que soixante-quinze mille hommes au lieu de quatre-vingt-seize mille; mais l'effectif de la cavalerie avait été porté de vingt-huit mille chevaux à quarante mille[2]. Les plans étaient simples, judicieux, bien conçus : achever l'évacuation de la Hollande, sauf Grave, destiné à recevoir l'immense matériel des places délaissées; abandonner la ligne du Rhin que la prise de Bonn ne permettait plus de conserver avec avantage, mais occuper fortement le cours de la Meuse, depuis la frontière française jusqu'à Maëstricht; couvrir l'Alsace et la Lorraine contre les Allemands, le Roussillon contre les Espagnols, et prendre vigoureusement l'offensive en Flandre et en Franche-Comté.

Si, pour l'exécution de ces plans, le roi et le ministre, le ministre et les généraux, les généraux entre eux, se mettaient d'accord et marchaient d'ensemble, le succès était assuré; mais ce concert, Louvois pouvait-il se flatter de l'obtenir? Jamais les jalousies, les

[1] Courtin à Louvois, 24 février et 16 mars. *D. G.* 410 et 411.
[2] Louvois à Courtin, 26 février. *D. G.* 379.

rivalités, les prétentions, les résistances de l'étiquette contre la hiérarchie, de la naissance contre le grade, ne lui causèrent, pour de plus misérables motifs, de plus sérieux embarras. « C'est une chose dure qu'il faille souvent changer ou altérer des projets parce que les commandants ne savent comment se gouverner entre eux. Tous les officiers principaux sont en confusion, et pour faire cadrer les intérêts des particuliers, il faut plus de mesures que pour ajuster les ressorts les plus difficiles du gouvernement[1]. » Qui parle ainsi? C'est le maréchal de Bellefonds; et c'est lui précisément qui a suscité le plus de difficultés à Louvois, non plus, il est vrai, pour des querelles de préséance, mais pour l'exécution même des volontés du roi.

Il faut rappeler ici que le maréchal de Bellefonds était l'un des plus anciens et des plus intimes serviteurs de Louis XIV, un favori, mais un favori d'une espèce rare, faisant scandale parmi les courtisans par la franchise de son langage et l'âpreté de ses jugements. Il se complaisait dans son personnage; il en usait et en abusait; il ne lui était pas possible, disait-il avec satisfaction, de se contenir ni d'arrêter ce zèle indiscret dont il donnait si souvent des marques. Il est certain que Louis XIV souffrait tout de lui. Était-ce que blasé d'adulations hyperboliques, Louis XIV trouvait parfois quelque piquante saveur à ces boutades d'opposition? Quoi qu'il en soit, l'affection qu'il avait pour le maréchal de Bellefonds n'était point un ca-

[1] Bellefonds à Louvois, 10 février. *D. G.* 396.

price; elle était aussi sérieuse que celle qu'il portait au vieux maréchal de Villeroi, son ancien gouverneur.

M. de Bellefonds avait d'abord été désigné pour commander en Flandre; mais presque aussitôt Louis XIV l'avait choisi pour achever l'évacuation de la Hollande, commencée, dans les derniers mois de l'année précédente, par le duc de Luxembourg. Quoique ce projet fût tenu dans le plus profond secret entre Louis XIV, Louvois, Turenne et le prince de Condé, quoique le maréchal de Bellefonds ne dût recevoir ses instructions qu'en arrivant à Nimègue, il ne lui avait pas été difficile d'en soupçonner quelque chose. On ne parlait en Hollande que de la retraite des Français, et des paris étaient même engagés sur la date plus ou moins rapprochée de leur départ[1]. Quelques mots de Louvois sur l'humeur bizarre de l'Électeur de Cologne et de l'évêque de Munster, dont l'accommodement avec les Hollandais était tout près de se conclure, servirent de prétexte au maréchal de Bellefonds, qui était encore en Flandre, pour faire connaître au ministre et au roi la disposition d'esprit avec laquelle il allait remplacer à Nimègue le maréchal d'Humières. « Je vous remettrai devant les yeux, écrivait-il à Louvois, combien déjà l'on nous reproche d'avoir, en abandonnant Utrecht, sacrifié les intérêts de la religion. Il seroit bien dangereux ensuite d'abandonner les alliés; rien ne pourroit justifier cette conduite que le méchant état des affaires; et vous m'assurez que l'on en est bien éloigné. De tout temps les François ont fait

[1] Robert à Louvois, 9 mars. *D. G.* 409.

des conquêtes, et quasi jamais ils ne les ont soutenues. Je suis convaincu que le roi ne s'accommoderoit point du tout des éloges que l'on a donnés à Charles huitième, et qu'il ne lui suffiroit pas d'avoir acquis la réputation de bien faire un siége; ce qui feroit la gloire d'un de ses sujets n'est pas assez pour la sienne. Il est entré dans de grandes affaires; si elles ne finissent pas bien, l'on n'examinera pas qui en est la cause; et, jusqu'à présent, il ne se peut pas plaindre d'aucun de ses généraux; il en a de si renommés que ce lui seroit un reproche s'il ne les faisoit pas agir. La première partie du maître est celle de tirer des particuliers tous les services qu'ils sont capables de rendre, et de leur donner lieu de faire valoir leurs talents[1]. »

On voit que M. de Bellefonds ne ménageait pas, sous le couvert de Louvois, les conseils à Louis XIV; il faut lire encore ce qu'il écrivait au roi lui-même : « Je crois, sire, que Votre Majesté n'aura pas oublié les reproches respectueux que j'ai souvent pris la liberté de lui faire du peu de soin qu'elle prend de faire connoître sa bonté. C'est une chose étrange que ceux qui ont l'honneur d'être dans sa familiarité en soient les seuls persuadés, et qu'elle ne veuille pas faire éclater cette qualité si nécessaire à un grand roi, et qu'elle a reçue du Seigneur en un degré si éminent. Votre Majesté pardonnera, s'il lui plaît, à mon zèle, si j'ose réveiller son attention sur un sujet si important. Je la supplie très-humblement de me permettre de donner toute mon application et tous mes soins pour ouvrir les yeux

[1] Bellefonds à Louvois, 10 février. *D. G.* 396.

des peuples qui lui sont nouvellement soumis, et de trouver bon que, n'ayant pas été assez heureux pour lui aider à les conquérir par la force des armes, je tâche de gagner leurs cœurs en leur donnant des marques de cette bonté. Quelque peu de soulagement que l'on donnera, joint avec une conduite uniforme et des manières douces, fera sans doute plus d'effet que tous les moyens dont l'on s'est servi jusqu'à présent. J'espère que Votre Majesté voudra bien prendre quelque confiance en moi, et ne résoudre point les affaires du pays où je vais, sans m'avoir fait la grâce de m'entendre. Il me semble qu'elle doit croire que la conservation de ce qui lui reste de places est assez importante pour ne rien négliger de ce qui lui sera proposé. J'espère que je ne lui serai point à charge, et que je ne mettrai point d'obstacles aux conquêtes qu'elle va entreprendre. J'espère aussi qu'elles ne lui feront pas oublier celles qui lui ont acquis tant de gloire, et qu'elle verra bien que cette gloire souffriroit, si elle ne pouvoit gagner d'un côté sans reperdre de l'autre. Je me trouverai fort heureux si je puis désabuser toute l'Europe de l'opinion que l'on a conçue de la suite de la campagne dernière, et si je puis faire voir que Votre Majesté est en état de soutenir ses amis les plus éloignés, aussi bien que d'accabler ses ennemis les plus proches[1]. »

Louis XIV avait l'habitude de répondre aux lettres du maréchal de Bellefonds : il ne répondit pas à celle-ci[2]. Louvois écrivit seulement au maréchal qu'il trou-

[1] Bellefonds au roi, 2 mars. *D. G.* 397.
[2] Six semaines après. Louis XIV lui écrivit un billet daté du 12 avril

verait dans ses instructions, à l'égard des alliés comme à l'égard des populations hollandaises, les ordres du roi très-peu conformes à ses vues; mais qu'on ne doutait pas qu'il ne sacrifiât volontiers son inclination à son devoir[1]. Bellefonds ne se tint pas pour battu; il répondit sur-le-champ à Louvois : « Je prétends vous servir, et je ne serai point embarrassé quand ce ne sera pas à votre mode. Avec plus de temps, vous me donnerez plus de part dans votre confiance, et je présume assez de moi pour croire que vous n'aurez pas sujet de vous en repentir[2]. » Si ce n'était pas de l'impertinence, c'était bien de l'entêtement. Un général qui se montrait aussi décidé à ne point obéir, aurait dû être révoqué sur l'heure; tout autre que le maréchal de Bellefonds l'eût été sans aucun doute; mais Louis XIV avait pour lui une complaisance aveugle; il le maintint, au risque de compromettre, avec le succès d'une opération capitale, tout l'avenir de la campagne.

Le roi s'abandonnait lui-même; Louvois le sauva pour ainsi dire malgré lui. Il y avait à Nimègue un homme sur l'énergie et le dévouement duquel il pouvait absolument compter; c'était l'intendant Robert. Le 24 mars, Louvois lui adressa copie des ordres précis et

et qui semble avoir eu pour objet d'adoucir la sévérité des dépêches adressées le même jour à l'opiniâtre maréchal. « Mon cousin, je ne répondis pas par moi-même à votre lettre, parce que je ne le pouvois faire en la manière que vous désiriez et que j'eusse bien souhaité : c'est l'unique raison qui me porta à charger de cette réponse le marquis de Louvois; et comme je n'ai rien à ajouter à ce qu'il vous a mandé par mon ordre, je ne puis que vous assurer de la continuation de ma bienveillance. » *Œuvres de Louis XIV*, t. III, p. 486.

[1] 7 mars. *D. G.* 379.

[2] 10 mars. *D. G.* 397.

impératifs qu'il envoyait au maréchal, en lui enjoignant de travailler avec la dernière application, pour sa part, à la ponctuelle exécution de ces ordres. Le 20 avril, au plus tard, toutes les places de Hollande devaient être désarmées et abandonnées ; l'artillerie et les munitions transportées à Grave ; Neuss et Keiserswert remis à l'Électeur de Cologne ; Wesel, Rhinberg, Rées, le fort de Skenk à l'Électeur de Brandebourg, dont on espérait encore maintenir la neutralité ; enfin, le 30 avril, toutes les troupes devaient être rassemblées sur la Meuse, entre Maseick et Maëstricht[1]. Le maréchal de Bellefonds, qui s'était attardé en Flandre, n'arriva que le 6 avril à Nimègue. La lecture de ses instructions, les instances de l'intendant Robert ne firent qu'exaspérer son opiniâtreté, on peut bien dire son extravagance. « Ayez de la confiance aux gens qui ont vu de grandes guerres, écrivait-il à Louvois, et ne vous jetez pas dans le précipice de peur d'y tomber[2]. » Bien loin de travailler au désarmement de Nimègue et d'Arnheim, il ne se préoccupait que d'augmenter leurs moyens de défense ; il disait à l'intendant Robert qu'il était décidé à n'abandonner ni l'une ni l'autre de ces places, ni le fort de Saint-André, quelque ordre qu'il en pût recevoir par tous les courriers de France[3]. Mais Louvois avait enfin triomphé de la faiblesse de Louis XIV. A peine averti de l'arrivée du maréchal de Bellefonds à Nimègue et de sa persistance

[1] Louvois à Robert, 24 et 30 mars. — Louvois à Barillon et Courtin, 24 mars. *D. G.* 379.
[2] 9 avril. *D. G.* 409.
[3] Robert à Louvois, 16 avril. *D. G.* 405.

dans la révolte, il avait représenté vivement au roi qu'il n'y avait plus de ménagements à garder avec lui, et qu'il fallait prendre un parti rigoureux, mais nécessaire, pour le ranger à son devoir ou pour l'écarter du commandement.

Le 12 avril, un courrier fut dépêché à l'intendant Robert; il lui portait deux lettres du roi adressées au maréchal : l'une, s'il se réduisait enfin à l'obéissance, pour étendre jusqu'au 10 mai le temps qu'il devait employer à l'entier accomplissement de ses instructions; l'autre, s'il refusait de se soumettre, pour lui interdire toutes fonctions militaires. A cette dernière lettre était jointe une patente de commandement pour le comte de Lorge, lieutenant général, avec un ordre aux chefs de corps et aux gouverneurs de le reconnaître à la place du maréchal de Bellefonds[1]. Louis XIV n'avait signé ces dépêches qu'à contre-cœur; le même jour, pour adoucir l'âpreté du langage officiel, il écrivait à son ami un billet affectueux, par lequel il l'assurait de la continuation de sa bienveillance[2]. Dans une situation si critique, la conduite de l'intendant Robert fut un modèle d'intelligence, de tact et de mesure; il n'aurait tenu qu'à lui de faire un grand éclat; il apaisa tout au contraire, servit exactement Louvois, en menant à bien une opération délicate dont tous ces conflits avaient compromis et retardé l'issue, et se rendit agréable à Louis XIV en sauvant le maréchal de Bellefonds d'une complète disgrâce.

[1] Toutes ces pièces, avec une lettre de Louvois à Robert du même jour, se trouvent dans le t. 379.

[2] Voir la note 2 de la page 10.

Lorsque les dépêches de Louvois arrivèrent à Nimègue, le maréchal s'en était allé à Wesel pour conférer, de son chef, avec l'évêque de Strasbourg. Quoiqu'il n'eût agi jusqu'alors qu'en sens contraire de ses instructions, Robert prit sur lui de ne lui envoyer que la première lettre du roi; mais l'intendant donna de lui-même, et sur-le-champ, des ordres pour faire commencer l'évacuation des places[1]. Les nouvelles qu'il eut d'abord du maréchal lui parurent celles d'un homme peu satisfait, mais résigné; tout à coup, le 22 avril, une dépêche de Wesel lui enjoint de faire rentrer les munitions dans les magasins, nonobstant les ordres du roi. Robert monte aussitôt à cheval, court toute la nuit, arrive à Wesel à huit heures du matin, et trouve le maréchal de Bellefonds qui, ne pouvant empêcher l'évêque de Munster et l'Électeur de Cologne de faire leur accommodement avec l'Empereur et les Hollandais, avait imaginé, par désespoir, de conclure avec l'évêque de Strasbourg personnellement, un traité par lequel il remettait à l'évêque les places de Nimègue et d'Arnheim, garnies d'artillerie et de munitions, le fort de Saint-André demeurant occupé par les troupes du roi. En se prêtant à une pareille convention, l'évêque de Strasbourg était aussi fou que le maréchal de Bellefonds; l'idée de faire acte de souveraineté lui avait tourné la tête. Évêque sans évêché, Allemand détesté en Allemagne, comment espérait-il soutenir, au cœur de la Hollande, avec un ou deux régiments qu'il avait grand'peine à entretenir, deux places considérables

[1] Robert à Louvois, 24 avril. *D. G.* 405.

que le roi de France lui-même ne se croyait plus en état de conserver? A toutes les représentations de l'intendant, non pas sur les conditions du traité qui ne souffraient pas la discussion, mais sur le fait même d'avoir traité sans ordre et contre les ordres du roi, le maréchal ne répondit rien, si ce n'est qu'il savait bien que d'autres n'auraient pas agi comme il avait fait, mais qu'il n'était pas homme à s'assujettir à ce que faisaient les autres.

Tous les moyens de conciliation épuisés, l'intendant Robert alla trouver le comte de Lorge et lui communiqua en particulier les ordres qui l'investissaient du commandement à la place du maréchal de Bellefonds; mais il lui donna en même temps à entendre qu'il ferait sa cour au roi si, au lieu de profiter de cette occasion un peu violente de s'élever au premier rang, il ne s'en servait que pour porter le maréchal à se soumettre. Le comte de Lorge eut le rare mérite de comprendre et de suivre le conseil de l'intendant. Au premier moment, Bellefonds, surpris et irrité, voulut se laisser arracher le commandement et partir; mais un peu de réflexion le calma; il capitula, promit d'obéir, et commença par aller retirer des mains de l'évêque de Strasbourg l'étrange traité qu'il avait signé avec lui. L'intendant Robert eut à subir sa mauvaise humeur et celle de l'évêque; mais il avait fait mieux que son devoir; il avait bien mérité de tout le monde[1].

Le même jour, le maréchal écrivit à Louvois une lettre toute pleine du ressentiment de son orgueil

[1] Robert à Louvois, 24 avril. *D. G* 409.

vaincu, mais non dompté. Il faut en citer quelques passages : « La victoire qui accompagne le roi depuis qu'il vous donne sa confiance ne vous a point encore accoutumé à chercher les expédients pour vaincre les obstacles, parce que vous n'en avez point encore trouvé à ses desseins. Il faut commencer à vous y appliquer; car les affaires ne sont pas toujours en même assiette, et vous aurez beaucoup plus de mérite quand elles ne vous seront pas si faciles. Il seroit difficile de me persuader que le roi veuille renoncer à la bonne foi et sacrifier sa gloire. La sortie des troupes est une fuite honteuse et un abandon des alliés dont on ne peut, en nulle manière, se disculper. Pour moi, j'avois présumé que je vous servirois à votre mode en me portant à un expédient auquel M. l'intendant s'est entièrement opposé. J'étois si fort entêté de cette proposition que j'aurois pris sur moi les événements, si j'avois pu la faire réussir; et je ne me suis rendu que parce que j'ai vu qu'il me barroit tous les chemins et qu'il avoit toute l'autorité et que je n'en avois plus. Ce n'est pas, monsieur, pour vous en faire des plaintes; nous n'en serons pas lui et moi plus mal ensemble, et je ne me confierai pas moins en votre protection. Je me fais justice, et je sais bien qu'on ne sauroit trop me mortifier[1]. »

Le 5 mai, toutes les places étaient évacuées; les garnisons rassemblées à Rhinberg formaient un corps d'une quinzaine de mille hommes; quatre mille autres, sous les ordres du marquis de Chamilly, occu-

[1] Bellefonds à Louvois, 23 avril. *D. G.* 409.

paient Grave, qui regorgeait d'artillerie et de munitions. Le 12, le maréchal de Bellefonds arrivait à Maëstricht; il enlevait, sans beaucoup de peine, les forts de Navagne et d'Argenteau, situés sur la Meuse, un peu au-dessus de Maëstricht, et qui gênaient les communications de cette place avec Huy et Dinant. Enfin, le 23, il résignait son commandement entre les mains du prince de Condé, qui était venu à sa rencontre, et auquel ses retards et ses fausses démarches avaient donné « une mortelle inquiétude, » qu'il ne fût surpris et battu par les troupes de l'Empereur[1]. Il eut le bonheur de ne les pas trouver sur son chemin; comme aussi celui de subir pour toute disgrâce une retraite dans sa terre de Bourgueil, en Touraine[2] Cependant Louvois le tint, avec raison, pendant longtemps éloigné du service. Quant au roi, il ne put se résoudre à le bannir de sa faveur ni à lui retirer ses charges de cour; et pourtant l'obstination du maréchal avait failli faire manquer un projet où la gloire de son maître était particulièrement intéressée.

Dès les premiers jours de l'année 1674, Louis XIV avait résolu d'en finir avec la Franche-Comté. En six ans, depuis que la paix d'Aix-la-Chapelle avait rendu cette province à l'Espagne, le gouvernement espagnol avait à peine ajouté quelques hommes aux garnisons, quelques pièces aux fortifications des principales villes; il en avait

[1] Condé à Le Tellier, 29 avril, 8 mai. *D. G.* 398.

[2] Voici ce qu'il écrivait, le 24 mai, à Louvois qui lui avait adressé son ordre d'exil : « Je sors d'intrigue à mon ordinaire. Je me remets en souliers et en carrosse pour suivre la chaise de M. le Prince jusqu'à Charleroy; de là je prendrai le chemin de Bourgueil. »

tout juste assez fait pour irriter la passion du roi de France, en lui offrant l'attrait d'un triomphe un peu moins facile. À dire vrai, le cabinet de Madrid, à bout de forces, contraint d'accumuler aux Pays-Bas ses dernières ressources, ne comptait, pour sauver la Franche-Comté, que sur des secours étrangers; il sollicitait l'Empereur, le duc de Lorraine, les princes allemands; il excitait, sans vouloir toutefois la satisfaire, la convoitise des Cantons Suisses, qui auraient volontiers arrondi leur territoire d'une si belle province. Ce n'était point là d'ailleurs une idée nouvelle, ni en Suisse, ni dans la Comté même, où les populations des campagnes avaient plus de rapports et d'affinités avec leurs voisins de Berne qu'avec leurs voisins de Bourgogne. S'il importait aux princes allemands de prévenir un nouveau succès de la politique de Louis XIV et un agrandissement de son royaume, nul n'y était plus intéressé que le duc de Lorraine, pour qui la Franche-Comté, entre les mains des Espagnols, était une porte ouverte sur la frontière méridionale de son ancien duché. Il avait failli s'en ménager une autre du côté du nord.

Vers le milieu du mois de février, Louis XIV fut averti que, le 14 janvier, un traité avait été signé à Vienne, par lequel l'Électeur Palatin s'engageait à remettre à l'Empereur la petite ville de Germersheim, située sur le Rhin, à peu de distance de Philisbourg. L'occupation de ce poste par les troupes impériales eût été une menace constante, non-seulement pour Philisbourg, mais encore pour l'Alsace et pour la Lorraine. Il n'y avait pas un moment à perdre. Après avoir inutilement essayé, par voie diplomatique, de ramener

l'Électeur à des sentiments moins hostiles, Louis XIV fit tout à coup occuper Germersheim par ses propres troupes [1]. Ce coup de main sur les États d'un prince qui, si près qu'il fût de sortir de la neutralité, n'en avait pas encore franchi la limite, fit grand bruit dans tout l'Empire. Vainement Louis XIV prit soin d'envoyer dans toutes les cours d'Allemagne la copie du traité signé par l'Électeur Palatin avec l'Empereur; son agression, regardée comme injustifiable, ne fit que hâter la déclaration de la diète contre lui. L'Électeur Charles-Louis, quoiqu'il fût presque sexagénaire, avait toute la passion et l'emportement d'un jeune homme. Martyr de ses obligations envers le chef de l'Empire, il se glorifiait de souffrir pour une cause dont on ne pourrait jamais, disait-il, le détacher qu'avec la vie [2]. L'exemple que son opiniâtreté donnait à l'Allemagne était bien autrement redoutable que ses ressources, qui étaient médiocres. « Je crains, écrivait M. de Verjus à Louvois, qu'il ne nuise beaucoup en se ruinant tout à fait [3]. » En attendant qu'il fût prêt à « se battre comme il faut contre les François, » il n'épargnait les sarcasmes ni à « ces preneurs de bicoques — les marquis de Vaubrun et de Rochefort, — ni même à leurs patrons et amis à la cour, qui les vouloient rendre considérables [4]. » Ce dernier trait à l'adresse de Louvois.

L'affaire de Germersheim aurait pu traverser les projets de Louis XIV sur la Franche-Comté. Louvois ne vou-

[1] Louvois à Vaubrun, 16 février. *D. G.* 379.
[2] Électeur Palatin à Béthune, 16 mars. *D. G.* 412.
[3] 17 avril. *D. G.* 412.
[4] Electeur Palatin à Béthune, 16 mars.

lut pas qu'ils fussent retardés même d'un jour. Il est vrai que Rochefort et Vaubrun, qui devaient, l'un par la Lorraine, l'autre par l'Alsace, se jeter inopinément sur la Comté, et surprendre Lure et Vesoul, furent détournés vers le Palatinat; mais le duc de Navailles qui, de son côté, devait attaquer par la Bourgogne, fit leur œuvre en même temps que la sienne. En moins de trois semaines, du 20 février au 15 mars, il enleva Gray, Vesoul et Lons-le-Saulnier; de sorte que Louvois pouvait écrire justement que le roi occupait plus de pays en Franche-Comté qu'il n'en restait aux Espagnols [1].

Louvois n'était pas moins satisfait de la campagne diplomatique dont il avait pris l'initiative en Suisse; car il est remarquable que c'était lui, bien plus que M. de Pomponne, qui dirigeait l'agent français, M. de Saint-Romain. Les instructions qu'il envoyait à cet agent et sur lesquelles celui-ci devait régler sa conduite et ses paroles, peuvent se résumer ainsi: apaiser efficacement l'émotion des Cantons par des libéralités judicieusement placées, et leur donner un prétexte spécieux de se laisser apaiser, en proposant, au nom du roi, la neutralité de la Franche-Comté [2]. M. de Saint-Romain, les députés des Can-

[1] Louvois à Rochefort, 16 mars. *D. G.* 379.

[2] Louvois à Saint-Romain, 14 février 1674. « Tous ceux qui ont été en Suisse prétendent que c'est de l'argent perdu que les pensions que l'on donne aux petits Cantons, puisqu'ils ne tiennent jamais de parole; et que dans les diètes, une vingtaine de pistoles à chacun de leurs députés les fera toujours être d'avis de ce que l'on voudra, quelque contraire qu'il soit à leurs instructions; et l'on prétend qu'il ne faut traiter avec ces petits Cantons que pour avoir la pluralité des voix dans les bailliages qui sont communs, et que vous ne sauriez être assuré de la Suisse qu'en gagnant Berne et Zurich. » — Voir, pour la neutralité de la Franche-Comté, une autre lettre de Louvois à Saint-Romain, du 22 février. *D. G.* 379.

tons, le duc de Navailles, tous s'empressèrent de concourir au succès de l'intrigue. Il n'est pas même jusqu'aux Espagnols qui s'y prêtèrent avec la plus étrange complaisance. N'était-il pas surprenant, en effet, de voir la neutralité d'une province plus qu'à moitié conquise, offerte par le vainqueur et repoussée par le vaincu? Ce n'était pas que le cabinet de Madrid eût l'espoir de recouvrer ce qu'il avait perdu en Franche-Comté, ni même de sauver le reste; mais il croyait plus habile de se laisser tout prendre, afin d'exciter davantage l'opinion et les inquiétudes de l'Europe contre les agrandissements de la France. En offrant la neutralité de la Comté, Louvois savait bien qu'il ne courait pas le risque d'être pris au mot. « Les dernières nouvelles que nous avons eues de Madrid, écrivait-il à Saint-Romain, le 22 février, portent que l'on a résolu de sacrifier cette province pour, en faisant quelque diversion en France, procurer quelque soulagement à la Flandre et au Roussillon. » Le résultat le plus clair et le plus prochain de cette politique des Espagnols était de ruiner le peu d'influence qu'ils eussent encore en Suisse, de paralyser, dans les Cantons, les efforts de leurs très-rares partisans, et d'encourager les amis plus ou moins désintéressés de la France. Le 16 avril, Louvois écrivait à Turenne: « Le roi vient d'avoir avis que la diète des Suisses s'est finie heureusement, sans que le comte Casati [résident impérial] ait pu obtenir aucune résolution favorable pour la Franche-Comté. »

On n'attendait que cette nouvelle pour reprendre la conquête, interrompue au grand regret du duc de Navailles, qui avait offert de l'achever en six semaines.

Louvois l'avait contenu pour deux raisons, d'abord pour donner en Suisse, par une suspension toute volontaire de ses progrès, une apparence de sincérité à ses offres de neutralisation ; mais surtout pour ménager à Louis XIV la satisfaction de rattacher de ses mains victorieuses un tel fleuron à sa couronne. Ce délai fut on ne peut plus favorable à la gloire du roi. Pressé par ses alliés, qui étaient moins résignés que lui au sacrifice de la Comté, le gouvernement espagnol fut obligé d'y envoyer quelques renforts, insuffisants pour sauver les places qui lui restaient, suffisants pour retarder leur chute de quelques jours, rendre la lutte un peu plus sérieuse, et donner plus d'éclat au triomphe.

Louis XIV quitta Versailles le 19 avril. A Joigny, Louvois prit les devants, afin de s'assurer par lui-même si rien ne manquait au succès infaillible de la campagne royale. Il était à Gray le 25; le même jour, le duc d'Enghien, assisté de Vauban, faisait l'investissement de Besançon. Les travaux réguliers du siége commencèrent le 2 mai, après l'arrivée du roi; le 6, les premiers coups de canon furent tirés sur la place. Le plus grand souci de Louvois n'était pas l'énergie de la défense, qui n'avait rien de redoutable; c'était l'hostilité des paysans. M. le Duc en avait averti le roi. « Il y aura deux choses fâcheuses au siége, lui écrivait-il le 30 avril, la difficulté des commerces et d'avoir des nouvelles du pays, à cause de ces coquins de paysans qui nous persécutent dans des chemins fâcheux. Un cavalier ne peut faire un pas hors des gardes qu'il ne soit tué [1]. » Les Comtois avaient plus de mépris que d'affec-

[1] M. le Duc au Roi, 30 avril. *D. G.* 378.

tion pour les Espagnols qui les abandonnaient à eux-mêmes; mais ils avaient surtout la crainte des Français, dont le gouvernement plus efficace leur inspirait beaucoup d'inquiétude pour l'espèce d'indépendance dont ils jouissaient. Si les Suisses ou les Allemands étaient venus à leur aide, ils auraient peut-être réussi à sauver cette indépendance. Pour les Suisses, on a vu comment Louvois les avait divisés et contenus; leur malveillance était évidente, mais inoffensive. Il avait pris contre les Allemands des précautions d'une autre sorte.

Les troupes d'Alsace, réunies sous les ordres de Turenne surveillaient les mouvements du duc de Lorraine. Abrité derrière les massifs de la Forêt Noire, le duc avait conçu l'espoir de dérober sa marche à Turenne qu'il savait campé près de Saverne, de se porter rapidement vers le sud, de franchir le cours supérieur du Rhin à Rhinfeld, d'essayer en passant de soulever la Suisse, et d'entrer en Franche-Comté. Lorsqu'il déboucha dans la vallée du Rhin, Turenne occupait déjà le poste de Heisingen, tout près de Bâle, et lui fermait la route. « M. de Lorraine est derrière les villes forestières, écrivait-il à Louvois; le bruit commence à courir qu'il s'en veut retourner vers le Palatinat. Il peut, si je n'étois ici, être, en huit heures, de Rhinfeld dans l'entrée de la vallée de Delmont, d'où on ne peut plus l'empêcher d'aller en Comté; et les Suisses ne gardent pas cela [1]. » Privés de secours étrangers, intimidés par le châtiment sévère de ceux d'entre eux qui se laissaient prendre, les paysans Comtois rentrèrent bientôt dans leurs villages.

[1] 15 mai. *D G.* 413.

Vauban rendit Louis XIV maître de Besançon, puis de Dôle[1], tandis que les ducs de Luxembourg et de La Feuillade s'emparaient successivement, l'un de Pontarlier, l'autre de Salins. Il restait quelques petits postes que le duc de Duras, nommé gouverneur de la province, eut mission de réduire. Ainsi, la Franche-Comté fut conquise pour la seconde fois, presque aussi rapidement qu'en 1668, avec un peu moins de honte pour les Espagnols, un peu plus de gloire pour Louis XIV, mais sans plus grand profit pour l'histoire militaire.

Le roi n'avait pas même attendu la chute de Salins pour aller goûter les applaudissements qui l'attendaient à Fontainebleau et à Versailles. Toutefois le conquérant de la Franche-Comté n'échangeait pas sans un secret déplaisir la vie des camps contre les somptuosités de la cour ; il avait eu quelque temps le désir et l'espoir d'ajouter à la liste des villes qu'il avait réduites quelque place forte de la Flandre ou du Hainaut. Mais, il ne faut pas l'oublier, Louis XIV, par un sentiment outré de sa dignité, non par un défaut de courage, ne se confiait qu'à bon escient, lorsque le succès d'une entreprise était infaillible; un échec l'eût frappé comme une atteinte à la majesté de sa royale personne, comme une sorte de sacrilége. C'est à cette constante préoccupation de sa grandeur qu'il a dû sans doute d'être pour les contemporains et de demeurer pour l'histoire, non pas un roi, mais *le roi;* c'est à cette préoccupation, en revanche, qu'il a dû de ne ja-

[1] Besançon capitula le 21 mai. — Dôle attaqué le 26, capitula le [illegible] juin.

mais passer, même dans la conscience des plus déterminés flatteurs, non pas pour un grand général, mais seulement pour un homme de guerre. La Flandre n'était pas, comme la Franche-Comté, une sorte de champ clos où la supériorité de l'attaque pouvait toujours être mesurée sur les ressources connues et restreintes de la défense; il fallait compter avec l'imprévu. Cependant le prince de Condé, qui avait été envoyé à l'avance pour réduire aux plus étroites limites la part qu'on devait de toute nécessité laisser à la fortune, n'avait pu accomplir cette partie de sa mission; rien n'était assuré, rien même n'était entrepris pour assurer le succès d'un grand siége. Louis XIV renonça donc à des projets qui donnaient trop au hasard; et, plus mécontent de M. le Prince que de lui-même, il s'en revint à Fontainebleau.

M. le Prince était-il à l'abri de tout reproche? Il est vrai que Le Tellier et Louvois lui avaient bien tenu leurs promesses, et que la modération du prince, dans la crise où l'animosité de Turenne avait voulu perdre la fortune de Louvois, était largement récompensée. Tandis que Turenne, après avoir accepté l'ingrate mission de couvrir la Franche-Comté pendant l'expédition royale, était, suivant le témoignage même de Louvois, dans l'appréhension de demeurer inutile pendant toute la campagne[1], M. le Prince avait le plus beau commandement, la plus belle armée, et, pour intendant, l'ami, le confident, le second de Louvois, Colbert de Saint-Pouenge. Sans doute, il n'avait pas reçu, aussi-

[1] Louvois à Saint-Pouenge, 23 mai. *D. G.* 380

tôt qu'il aurait souhaité, le gros corps d'infanterie que l'obstination du maréchal de Bellefonds avait retenu si longtemps en Hollande; néanmoins il y avait des plans qu'il pouvait faire, des mesures qu'il pouvait prendre, des ordres qu'il pouvait donner, tous les apprêts de l'action, sinon l'action même. Il n'était pas vieux, il n'avait encore que cinquante-trois ans; mais des infirmités précoces l'avaient usé. La goutte paralysait son activité physique; on ne sait quelle affection morale influait sinon sur son intelligence, du moins sur sa volonté; il était plein d'hésitation.

Tout le mois de mai s'écoula sans qu'il fît rien, tandis que le prince d'Orange prenait le temps de venir au secours du comte de Monterey. Condé ne pouvait pas, comme dans la campagne précédente, se plaindre du petit nombre ou de la mauvaise qualité de ses troupes, au moins pour l'infanterie : «Certainement, écrivait-il à Louvois le 3 juin, rien n'est si beau que le corps d'infanterie que j'ai, et il est capable de tout entreprendre. » Il est vrai qu'il objectait tout de suite que la cavalerie était bien différente et qu'elle ne pouvait pas être en plus méchant état. Mais, pour un siége, c'était l'infanterie qui importait ; d'ailleurs le roi lui devait amener la meilleure cavalerie de l'armée. Il sentait bien lui-même les défaillances de sa volonté : « Je vous avoue, ajoutait-il dans cette dépêche du 3 juin, que je suis même encore irrésolu sur le sujet de la place que j'attaquerai. » Il passait en revue Mons, Valenciennes, Condé, Ypres, Courtrai, et, sur toutes ces places, les difficultés qui lui tenaient l'esprit en balance; enfin, il terminait par un appel qui n'était

certainement pas une simple flatterie aux tendances connues de Louvois : « Je vous avoue que j'aurois bien souhaité qu'il eût plu à Sa Majesté de me témoigner à quoi elle auroit le plus d'inclination, et que vous voulussiez bien me mander ce que vous croyez qu'il vaudroit mieux que l'on fît en l'état où je vous représente les choses[1]. » Le 14 juin il écrivait encore : « Je suis bien honteux que le roi attende avec tant d'impatience des nouvelles de la place que nous aurons attaquée, et que nous n'en ayons encore attaqué aucune. » Louis XIV et Louvois lui répondaient qu'ils ne pouvaient rien lui prescrire, mais que, si les grandes places étaient trop difficiles à prendre, ils comptaient bien qu'il attaquerait les moindres. Il n'en attaqua aucune, et le courrier exprès qu'il devait dépêcher « quand il auroit pris quelque résolution, » ne quitta jamais son camp. Il s'était plaint d'être mal secondé, n'ayant qu'un petit nombre d'officiers généraux sans grande expérience, sauf le duc de Navailles, qu'on lui avait donné d'abord comme lieutenant général. Le roi lui envoya de Franche-Comté son fils, M. le Duc; il avait un moment songé à lui envoyer Turenne, qui aurait volontiers servi sous lui, craignant de ne pas servir du tout; « mais, disait Louvois, Sa Majesté ne sait si monseigneur le Prince seroit bien aise de l'avoir[2]. »

Les bons officiers généraux ne manquaient pas ; le difficile était de les faire vivre, servir, *rouler* ensemble, suivant le terme en usage. Il faut bien se rap-

[1] *D. G.* 398.
[2] Louvois à Saint-Pouenge, 23 mai. *D. G.* 380.

peler que ni la naissance ni l'ancienneté n'établissaient en ce temps-là de distinction entre les officiers d'un même grade; chacun exerçait le commandement à tour de rôle; chacun, pour employer une expression consacrée, avait son jour. C'était cette égalité qui était particulièrement insupportable aux grands seigneurs ou à ceux qui avaient commandé en chef des corps d'armée. Mais sur les questions de discipline, Louvois avait rendu le roi inflexible comme lui-même. L'exemple de l'obéissance devait venir d'en haut.

Louvois ne souffrait pas d'exception à cette règle, même pour ses plus intimes amis[1]. Le marquis de Rochefort avait voulu se soustraire aux déplaisirs du *roulement;* Louvois lui fit une semonce à la fois rude et affectueuse, qu'il convient de citer parce qu'elle établit, sous une forme nette et précise, l'une des lois militaires les plus importantes de cette époque. « Je n'ai pas lu à Sa Majesté, lui disait-il, l'endroit de votre lettre dans lequel vous me chargez de lui exprimer votre douleur, parce que j'y ai remarqué de certains endroits qui auroient pû persuader Sa Majesté que vous croiriez lui faire un sacrifice en servant avec d'autres lieutenants généraux; ce qui vous seroit mortel dans son esprit. Je veux croire que ce n'a point été votre pensée; mais comme on pourroit interpréter votre lettre comme si ce l'eût été, j'ai cru mieux faire

[1] Le maréchal d'Humières avait fait remettre aux arrêts un officier qu'il avait puni, mais dont le roi avait levé la punition. Louvois écrivit au maréchal : « Il est bien à propos d'avoir l'esprit soumis pour les ordres du maître; et bien loin de trouver à dire à la grâce qu'il a bien voulu faire au sieur de Muret, vous deviez en témoigner de la joie, quand bien même il auroit eu plus de tort. » 12 mars 1674. *D. G.* 379.

de ne la point lire, et de prendre la liberté de vous dire que si vous avez une pareille pensée, vous devez la bannir avec soin et vous mettre dans l'esprit du poste où vous êtes, qui comporte que vous serviez avec les lieutenants généraux; il n'y a point de milieu à celui de maréchal de France; c'est-à-dire que tant que vous ne le serez point, il ne faut pas qu'il vous tombe dans l'esprit une pareille chose. Pardonnez-moi la liberté avec laquelle je vous parle; mais je vous tromperois et vous rendrois un très-méchant service si je ne vous faisois pas connaître aussi clairement la disposition où le roi seroit à l'égard d'une pareille prétention[1]. »

Ces principes, si clairs et si justes, Louvois eut à les soutenir encore plus énergiquement, lorsqu'il lui fallut choisir des lieutenants généraux pour l'armée de M. le Prince. Cependant il avait fait tous ses efforts pour éviter les froissements d'amour-propre et les conflits. Comme l'armée de Flandre était très-nombreuse, il avait d'abord conseillé au roi de la diviser en deux corps, l'un sous les ordres du duc de Navailles, l'autre sous les ordres du duc de Luxembourg, du marquis de Rochefort et du chevalier de Fourilles[2]. Depuis, il avait encore imaginé de subdiviser le second corps, de façon que chacun des lieutenants généraux devait avoir un commandement spécial et indépendant de ses collègues, les uns et les autres recevant directement les ordres de M. le Prince ou, à son défaut, de M. le

[1] 4 janvier 1674. *D. G.* 363.
[2] Le roi à Navailles, 7 juin *D. G.* 380.

Duc. D'après cette combinaison, le duc de Navailles commandait le gros de l'armée, quarante bataillons et quatre-vingt-dix-huit escadrons. Le détachement du duc de Luxembourg se composait de dix bataillons et de vingt escadrons; celui du marquis de Rochefort, dans les Trois-Évêchés, de sept bataillons et de vingt-neuf escadrons; enfin, le chevalier de Fourilles était à la tête de la réserve, forte de huit bataillons et de dix-huit cents chevaux[1]. Qui ne croirait qu'un tel arrangement eût dû satisfaire tout le monde? Cependant le duc de Navailles trouva mauvais que le chevalier de Fourilles eût un commandement séparé, tout comme le duc de Luxembourg. Pour n'être ni grand seigneur, ni duc, le chevalier de Fourilles n'en était pas moins un officier d'un rare mérite qui avait rendu pour la réforme de la cavalerie des services égaux à ceux de Martinet pour l'infanterie. Les principes de Louvois étaient d'ailleurs en contradiction décidée avec les prétentions aristocratiques dont le duc de Navailles se faisait le champion. A l'inégalité de naissance et de situation à la cour, il opposa sans hésiter l'égalité de grade et de fonctions dans l'armée[2].

Aussi bien, le duc de Navailles n'avait que faire de prendre le parti du duc de Luxembourg. Luxembourg était de ces hommes auxquels il convient mieux de se défendre que d'être défendu, et d'attaquer que de se

[1] Le roi à Condé, 1er juillet. *D. G.* 380.

[2] Louvois à Robert, 9 juillet. « Je ne vois pas quel sujet a M. de Navailles de se plus scandaliser que M. de Fourilles eût un corps à part qu'il n'a fait que M. de Luxembourg en eût un, puisque, quelque différence qu'il y ait de l'un à l'autre, ils sont tous deux en même rang. » *D. G.* 380.

défendre. En faisant connaître au prince de Condé les arrangements qu'il avait imaginés pour ménager les amours-propres de ses lieutenants, Louvois avait prévu le cas où M. le Prince jugerait nécessaire de rassembler les différents corps de son armée, et rétabli, pour cette éventualité, la règle invariable du roulement. Luxembourg ne voulut pas attendre l'événement; il éclata en reproches, en récriminations, en menaces; jamais il n'avait été plus audacieux ni plus insolent. Louvois l'avait trompé, Louvois l'avait trahi : « Cependant, s'écriait-il, voici à quoi votre peu d'égard pour moi me réduit. Je devrois rester dans cette armée et y rouler avec M. de Fourilles si je n'en étois pas détaché, voyant M. de Navailles ne rouler avec personne; ou bien je dois commander un petit corps détaché, qui est un poste peu agréable, parce qu'on n'ose montrer le nez; et, en de certains cas, je dois joindre M. de Rochefort et agir conjointement avec lui que j'ai vu n'être pas colonel que j'étois lieutenant-général. Si je me trouvois à sa place et qu'il fût à la mienne, ma modestie me rendroit honteux de me trouver dans un poste égal avec un homme à qui j'aurois toujours obéi. Ce n'est pas qu'il ne soit de mes amis, et que je ne sois très-aise qu'il s'avance; mais il est impossible que je ne sois fâché de me voir aussi reculer; et je ne sais si lui qui est opiniâtre de son côté, et moi quelquefois du mien, si chacun veut s'en tenir à son sens, si ce sera une chose utile au service. Pour lever cet embarras et continuer comme vous avez si bien commencé, vous n'avez qu'à envoyer un maréchal de France qui nous commande l'un et l'autre; quand vous le feriez, je ne sais

si j'en serois fâché ou bien aise; car je me suis vu tellement strapassé depuis mon retour de Hollande, que je ne sais plus ce qu'il me faudroit pour mon mieux, si ce n'est la paix, chose que je n'avois jamais cru que j'eusse été capable de désirer. Cependant, monsieur, malgré toutes ces choses qui me devroient faire rentrer dans mon néant, je ne sais si c'est folie ou si c'est pour avoir été gâté dans ma jeunesse, mais il ne me peut entrer dans la tête que je ne doive pas avoir quelque petite distinction; il y en a de ma naissance avec beaucoup de gens qui m'entourent; et pour le mérite, je ne crois pas leur être inférieur; pour les services, vous ne savez peut-être pas que j'ai commencé de très-bonne heure à rendre ceux dont j'étois capable et avec assez de bonheur pour m'être acquis quelque estime. Si tout ce que je viens de vous dire n'est pas assez fort pour me tirer de la foule ou je suis, j'aime mieux en sortir, de quelque façon que ce soit, que de servir de manière que je crois mon honneur attaché à ne le point faire... Mais, monsieur, savez-vous ce que cela fait? Cela rebute bien de la vie, quand on y a tant de traverses, et cela abat si fort le cœur, que je ne crois pas en avoir assez pour servir le roi aussi bien que j'en aurois envie; c'est pourquoi ne comptez pas, je vous prie, que j'en aie assez pour revenir rouler dans l'armée, lorsque le bel emploi où je vais sera fini; et j'aime mieux aller aux Indes que d'y revenir; c'est pourquoi, comme je ne pourrois pas le faire et que je supplierois le roi de m'en dispenser, je vous prie encore de ne m'y pas envoyer[1].»

[1] Luxembourg à Louvois, 5 juillet 1674. Lettre autographe de quinze pages. *D. G.* 399.

A cette véhémente protestation, Louvois fit une réponse modérée, ferme, ironiquement affectueuse : « Tant que l'on demeure lieutenant général, disait-il, il faut rouler avec tous ceux qui le deviennent. » Il terminait ainsi : « Il me reste présentement à me justifier de ce que je ne vous ai rien écrit pour vous consoler de ces strapassements que vous dites qui vous rebutent de la vie. J'avoue mon ignorance ; j'avois cru que ce vous seroit un plaisir que le parti que le roi a pris de vous faire détacher de l'armée de monseigneur le Prince... Je ne saurois trouver de termes pour vous bien expliquer la peine où je suis sur ce qui vous regarde. Au nom de Dieu, ne témoignez rien de votre chagrin, et ne donnez pas le plaisir à vos ennemis de vous voir habitant de Ligny pendant qu'ils sont à la tête des armées. Si j'avois moins d'inquiétude pour vous, je vous gronderois de vos injustices pour moi; mais je vous les pardonnerai toutes, pourvu que vous cachiez votre chagrin et fassiez comme si vous n'en aviez pas [1]. » Le même jour, Louvois écrivait à l'intendant Robert : « J'ai bien du déplaisir de la méchante humeur de M. de Luxembourg pour des choses où il n'a aucune raison; et, en un mot, si le roi avoit connoissance des sentiments où il est, il tomberoit dans une disgrâce d'où je ne sais pas quand il sortiroit [2]. »

Luxembourg prit-il la modération de Louvois pour une marque de faiblesse? S'imagina-t-il que lui conseiller la résignation et le silence, c'était trahir l'appréhen-

[1] 9 juillet. *D. G.* 369. — Ligny en Barrois, terre du duc de Luxembourg.
[2] *D. G.* 380.

sion où le ministre était pour son propre compte qu'il ne parlât? Toujours est-il que, non content de renouveler son attaque sur Louvois par une lettre du marquis de Villeroi, son ami[1], Luxembourg écrivit directement et secrètement au roi lui-même, par l'entremise du marquis de La Vallière. Il osa davantage; il essaya, par ses clameurs, de se faire un parti dans l'armée, et de le soulever contre l'autorité du ministre. Il ne réussit ni auprès du roi ni auprès de l'armée. Le marquis de Villeroi reçut une réponse moins bienveillante et plus menaçante pour son imprudent ami : « Comme dans ce monde-ci, disait Louvois, l'on ne fait pas toujours ce que l'on veut quand l'on a un maître, il faut se disposer l'esprit à le servir aux choses auxquelles il nous croit plus propres. Il n'y a point expédient de persuader à Sa Majesté que M. de Luxembourg ne roule pas avec M. de Fourilles; et il faut, s'il en fait difficulté, qu'il se résolve à une disgrâce qui sera d'autant plus dure qu'il n'a aucun prétexte d'en faire. Jugez, après cela, ce que je puis pour lui éviter le malheur qui lui pend sur la tête[2]. »

Louvois avait à l'armée de Flandre un de ces correspondants qui le tenaient au courant des affaires grandes ou petites par les informations les plus minutieuses et les plus exactes; c'était un de ses parents et de ses plus intimes amis, le chevalier de Tilladet. Après lui avoir recommandé de pénétrer certaines intrigues qui s'agitaient autour de M. le Prince et de M. le Duc, Louvois ajoutait avec un laisser-aller dédaigneux : « Je ne vous

[1] Villeroi à Louvois, 18 juillet. *D. G.* 399.
[2] Louvois à Villeroi. 21 juillet. *D. G.* 399.

dis rien sur celui qui a fait tant de bruit, parce qu'il faut compatir aux foiblesses de ses amis; tant pis pour lui s'il n'est pas des miens, je veux dire pour son cœur, puisqu'il n'y a personne en ces pays-ci que j'aie si légitimement obligé à en être [1]. »

On a vu bien des généraux, excellents pour l'attaque, et parfaitement hors d'état de faire une retraite convenable. Luxembourg en fit une désastreuse; il ne sauva sa situation qu'aux dépens de son honneur, par le plus misérable désaveu de ses intentions, de ses paroles et de ses actes. Il n'eut pas même le mérite, qui lui faisait rarement défaut, de dissimuler, sous une forme spirituelle et piquante, la platitude des excuses qu'il s'empressa d'adresser à Louvois : « Vous savez, monsieur, et je sais très-bien aussi, que je ne dois avoir contre vous de colère taciturne ni éclatante ; et je ne crois point vous avoir témoigné ni l'une ni l'autre. Mais de tout cela, je n'accuse que ma destinée, et j'ai trop de peur de vous importuner, pour vous exposer à un éclaircissement de loin ou de près par aucunes plaintes ; je vous assure aussi qu'elles n'ont ennuyé ni fait plaisir à personne dans cette armée, et que tout ce que l'on a pu mander de contraire à ce que je vous dis est assurément très-faux. Il est vrai que j'ai appris hier que M. Tilladet disoit que je pestois contre vous, et cela sans l'avoir entendu, mais parce que l'on lui avoit dit. Je lui dirai aussi de ne pas redire ces choses-là, et de ne les point croire sur le rapport de plus malhonnêtes gens que ceux

[1] Louvois à Tilladet, 16 juillet. *D. G.* 370.

dont ils parlent, quand les choses en regardent de tels que moi; et même qu'il peut dire à ses rapporteurs qu'ils ont menti, parce que je n'ai point parlé sur ce chapitre. Voici une réponse à la lettre dont le roi m'a honoré et que j'espère que vous voudrez bien prendre la peine de lui rendre. Je n'avois pas adressé l'autre à M. de La Vallière pour être envoyée à votre insu; mais comme elle ne regardoit aucune affaire, je n'avois pas cru devoir vous l'envoyer [1]. » Était-ce bien la peine de revendiquer avec tant d'arrogance les priviléges de sa naissance et de son rang, pour faire si bon marché de sa dignité morale ?

Cependant, il était grand temps que l'accord fût rétabli dans l'état-major de M. le Prince, et que le sentiment du bien public remplaçât dans tous les cœurs les mesquines préoccupations des vanités personnelles. C'était le 27 juillet que le duc de Luxembourg faisait amende honorable et consentait à partager le commandement avec le chevalier de Fourilles; quinze jours après, le 11 août, le chevalier de Fourilles tombait mortellement frappé sur le champ de bataille de Seneffe.

La France, heureusement, n'était pas seule à souffrir de ces dissensions intestines ; au-dessus des généraux désunis, elle avait d'ailleurs un gouvernement résolu qui savait les ranger à leur devoir. Tel n'était pas l'avantage de la coalition; non-seulement les généraux, mais les gouvernements eux-mêmes y étaient en rivalité. Les Allemands ne songeaient qu'à reprendre Philisbourg,

[1] 27 juillet. *D. G.* 399.

l'Alsace et la Lorraine; les Hollandais voulaient rentrer en possession de Grave et de Maëstricht; les Espagnols recouvrer tout ce qu'ils avaient perdu dans les Pays-Bas; chacun s'efforçait d'attirer les alliés sur son terrain. Jamais peut-être le génie politique de Guillaume d'Orange n'eut à mettre l'ordre dans une situation plus confuse. De tous les plans proposés, c'était celui des Espagnols qui lui agréait davantage, parce que c'était dans les Pays-Bas qu'il croyait la puissance de Louis XIV plus vulnérable; il en était convaincu comme en 1672, lorsque, abandonnant son pays à l'invasion française, il était venu mettre le siége devant Charleroi. L'échec qu'il avait subi n'avait pas ébranlé sa conviction opiniâtre. Après bien des efforts et beaucoup de temps perdu, il était parvenu à donner aux divers intérêts des alliés une satisfaction à peu près suffisante. Ainsi, les troupes de l'Empereur et de l'Empire devaient former deux corps, dont l'un, sous le commandement supérieur du duc de Lorraine, devait porter la guerre dans les vallées du Rhin et de la Moselle, tandis que l'autre, sous les ordres du comte de Souches, viendrait rejoindre dans les Pays-Bas les troupes espagnoles du comte de Monterey et l'armée hollandaise du prince généralissime; en même temps, pour répondre plus particulièrement aux réclamations des États-Généraux, un corps hollandais, sous les ordres de Rabenhaupt, devait faire le siége de Grave, tandis que deux escadres, commandées par Tromp et Ruyter, menaceraient, l'une les côtes mêmes de France, l'autre les Antilles françaises. Le siége de Grave, la campagne de mer même la guerre sur le

Rhin, n'étaient, aux yeux du prince d'Orange, que des opérations accessoires, des diversions propres à seconder le grand coup qu'il méditait de frapper lui-même dans les Pays-Bas à la tête d'une armée de quatre-vingt-dix mille hommes, avec laquelle il se vantait « d'aller traiter les dames à Versailles et d'hiverner en France[1]. » Louvois était au courant de tous ces projets; il entretenait correspondance, par l'intermédiaire du comte d'Estrades, gouverneur de Maëstricht, avec un des plus intimes serviteurs du prince d'Orange, qui se nommait de Launoy.

Plus les desseins des alliés étaient menaçants, plus il semblait à Louvois qu'il importait à la France de profiter de leurs retards, pour prendre l'offensive dans les Pays-Bas. Laisser à l'adversaire, déjà supérieur en forces, le bénéfice moral de l'entrée en campagne lui paraissait une faute qu'un général même inférieur à M. le Prince n'aurait pas dû commettre. S'il lui avait donné les plus belles troupes de l'armée, ce n'était pas sans doute pour qu'il les tînt pendant plus de six semaines dans l'oisiveté d'un camp. A l'étrange inaction du prince de Condé, Louvois ne pouvait s'empêcher de comparer l'activité de Turenne. Avec une poignée d'hommes, Turenne, sacrifié en quelque sorte dans un poste secondaire, faisait précisément sur le Rhin ce que le prince de Condé aurait dû faire aux Pays-Bas; il combattait et détruisait ses adversaires en détail, avant que la jonction de leurs forces les eût rendus plus difficiles à vaincre. C'était ainsi que le

[1] Ruvigny à Louis XIV. Dépêche citée par M. Mignet, t. IV, p. 312.

16 juin, à Sinzheim, il avait battu le duc de Lorraine avant l'arrivée du duc de Bournonville. Un succès de l'armée d'Allemagne, quel grief contre l'armée de Flandre! On était donc tout prêt à le contester en Flandre, surtout parmi les flatteurs de M. le Prince. Le maréchal d'Humières lui écrivait de Lille : « Comme je n'entends parler de tous côtés que de la grande bataille que M. de Turenne a gagnée, je ne puis m'empêcher encore de vous demander la grâce de me faire savoir ce que Votre Altesse en a appris et ce qu'elle en pense; car je demanderois volontiers comme le comte de Gramont au maréchal de Gassion : *Ubi est cadaver?* ne voyant rien de toutes les suites d'une victoire. » Nouvel et misérable exemple des passions haineuses et envieuses parmi les hommes de guerre! Si piquantes que fussent les épigrammes du maréchal d'Humières, il n'avait pas du moins le courage de son opinion, car il ajoutait : « Je crois qu'il est inutile que je supplie Votre Altesse de vouloir bien ne pas montrer ma lettre à qui que ce soit au monde[1]. » Comme beaucoup d'épigrammes, d'ailleurs, celle-ci portait à faux.

Les suites de la victoire de Sinzheim étaient bien plus favorables au prince de Condé qu'à Turenne lui-même; car le comte de Souches était forcé de détacher une partie de ses troupes qui devaient agir en Flandre, pour les renvoyer sur le Rhin au secours du duc de Lorraine et de l'Électeur Palatin. Quels que fus-

[1] Cette lettre du maréchal d'Humières au prince de Condé se trouve imprimée, à la date du 26 juin 1674, dans le recueil des *Lettres et Mémoires de Turenne*, t. II, p. 516.—Les détails sur la bataille de Sinzheim et sur les belles manœuvres de Turenne seront donnés plus loin.

sent les défauts de Louvois, quelque violentes que fussent son ambition et ses rancunes, elles n'étouffaient pas en lui le sentiment du bien public; il avait la passion dela grandeur de la France. Turenne avait eu des torts envers lui, il avait eu des torts envers Turenne; il oublia les uns et répara les autres. Dans ses projets primitifs, l'armée de Flandre devait être très-forte, parce qu'on attendait beaucoup d'elle, tandis qu'on ne demandait à l'armée d'Allemagne que de se tenir sur la défensive. Les rôles des deux armées se trouvant changés par la conduite tout opposée de leurs chefs, le ministre changea ses plans : il envoya à Turenne, devant qui grossissait l'ennemi, les renforts que réclamait Condé, devant qui l'ennemi diminuait. « Sa Majesté, écrivait-il en Flandre, est persuadée que puisque la force des ennemis a empêché, pendant le printemps, que ses armées ne pussent prendre aucune place, il faut, dans le reste de la campagne, se mettre de manière que les ennemis ne puissent avoir du côté de l'Allemagne aucun avantage considérable. Il ne faut pas laisser M. de Turenne en état d'être battu[1]. »

[1] Louvois à Condé et à Robert, 9 et 11 juillet. *D.G.* 380. —Vauban avait témoigné quelque inquiétude pour la sûreté de Douai. Louvois lui répondit le 2 août : « Votre lettre du 25 du mois passé m'a été rendue avec la copie de celle que vous avez écrite à Mgr le Prince sur Douay, laquelle j'ai lue avec beaucoup d'attention et de plaisir. Il ne faut point perdre de temps à y faire tous les ouvrages qui y sont nécessaires. Mandez-moi ce qu'il faudroit de fonds extraordinaires pour parachever cette place, que j'emprunterois plutôt en mon nom que de la laisser manquer de quelque chose. Il faut, pour cette année, se contenter de résister à tous nos ennemis et de bien garder la Franche-Comté, à moins que les ennemis se faisant battre par Mgr le Prince ne mettent les affaires eux-mêmes sur un autre pied, ou qu'étant assez fols pour dégarnir quelque place, ils ne donnent occasion à Mgr le Prince de l'investir et la prendre brusquement. » *D. G.* 400.

Voici quelle était, au mois d'août 1674, la situation militaire dans les Pays-Bas : l'armée du prince d'Orange, qui devait s'élever, d'après les espérances de la coalition, à quatre-vingt-dix mille hommes, n'en comptait pas beaucoup plus de cinquante mille, dont la moitié consistait en troupes hollandaises; mais, réduite à ce point, elle était encore supérieure en nombre à celle du prince de Condé, qui, après la jonction du duc de Luxembourg et du marquis de Rochefort, ne pouvait mettre en ligne que quarante mille hommes environ. M. le Prince occupait, un peu au nord-ouest de Charleroi, une position défensive parfaitement choisie; c'était un plateau à demi boisé, entouré de trois côtés par un petit affluent de la Sambre, le ruisseau du Piéton, et se terminant au sud vers la ville de Fontaine-l'Évêque. Du camp du Piéton, le prince de Condé couvrait la Champagne, et pouvait se jeter dans le flanc des alliés, s'ils voulaient se porter sur quelque place de la Flandre ou du Hainaut français, comme Ath, que Louvois croyait plus particulièrement menacée[1]. Quant à forcer l'armée française dans son camp, c'était une entreprise trop difficile. « M. de Souches a dit à Son Altesse, mon maître, écrivait au comte d'Estrades son correspondant hollandais, que le poste que M. le prince de Condé occupe vaut mieux que quinze mille hommes, et qu'il ne faut pas songer à l'attaquer en ce lieu, mais tâcher à l'en faire sortir[2]. »

[1] Louvois à Humières, 11 août. — Le roi à Condé, 12 août. *D. G.* 381.
[2] 6 août. *D. G.* 400.

De l'extrême gauche du camp français, vers l'ouest, on voyait, à quelque distance, au delà d'un second ruisseau parallèle au Piéton, la pente opposée d'un coteau entrecoupé de haies, de vergers, de bouquets d'arbres, le sommet couronné de bois; à droite, dans un fond, le village de Seneffe; en face, à mi-côte, le prieuré de Saint-Nicolas-au-Bois; à gauche, un peu plus en arrière et plus haut, le village du Fay. Au nord, on apercevait distinctement les avant-postes des alliés, campés aux environs de Nivelle. On passa quelques jours ainsi à s'observer, chacun des adversaires attendant que le manque de vivres et de fourrages contraignît l'autre à chercher des ressources ailleurs. Le prince de Condé craignait d'être forcé de se retirer le premier. Le contraire arriva.

Le 11 août, au point du jour, l'officier qui commandait les postes avancés de l'aile gauche aperçut une agitation extraordinaire dans le camp des alliés, et, bientôt après, des têtes de colonnes qui paraissaient marcher dans la direction de Seneffe. Le prince de Condé, aussitôt averti, se hâta d'accourir avec son fils et les lieutenants généraux de l'armée. Il eut alors sous les yeux un spectacle extraordinaire. Le prince d'Orange avait mis toute son armée en mouvement, non pour une attaque, mais pour une marche. Il était incertain s'il avait dessein d'aller à Binche ou de s'établir sous le canon de Mons; la seule chose évidente, c'était qu'il voulait descendre dans la vallée de la Haisne, et qu'il y marchait par le chemin le plus court, sans doute, mais aussi le plus dangereux. Était-ce

ignorance, oubli ou dédain de la plus vulgaire des lois de la guerre qui prescrit de ne pas s'exposer inutilement? N'était-ce pas plutôt une insolente bravade? On pouvait le croire, en voyant toute une armée défiler négligemment à très-peu de distance du camp français. Et dans quelles conditions hasardait-elle cette marche de flanc? Avec tout l'attirail de ses bagages, sur un terrain très-accidenté, par une mauvaise route ou par des chemins de village. Il en résultait que les colonnes s'allongeaient en s'amincissant, et que l'avant-garde, composée des troupes allemandes du comte de Souches, avait déjà disparu au delà du Fay, tandis que les Hollandais massés au centre s'engageaient lentement dans les chemins qui reliaient ce village au prieuré de Saint-Nicolas, et que l'arrière-garde où étaient les Espagnols avec la cavalerie presque tout entière et la masse énorme des bagages, encombrait Seneffe ou n'y était pas même encore arrivée.

Frappé de ce désordre, irrité sans doute aussi des reproches contenus de Louis XIV et de Louvois, le prince de Condé résolut d'engager une action et de châtier l'insolence ou l'imprudence de Guillaume d'Orange. Mais il ne s'agissait pas encore de livrer une grande bataille; il n'était question que de tomber sur l'arrière-garde, de la mettre en déroute et de s'emparer des bagages. Aussi, quoique l'ordre fût donné à toute l'armée de prendre les armes, le prince de Condé ne fit avancer qu'une partie de la cavalerie, trois ou quatre régiments d'infanterie et six pièces de canon. Les officiers généraux, au lieu d'aller prendre leurs places de bataille, demeurèrent auprès du prince,

qui, tout dispos et comme rajeuni par miracle, voulut diriger en personne l'exécution du coup de main qu'il avait imaginé. Il eut seulement la précaution d'envoyer en arrière M. de Choiseul pour observer les mouvements du comte de Souches. Ces dispositions faites, il détacha sur sa droite M. de Fourilles pour attaquer six escadrons des ennemis qui se trouvaient tout à fait à l'arrière-garde, après les derniers chariots. En même temps l'infanterie, précédée d'un régiment de dragons, sous les ordres du comte de Montal, marcha droit au village de Seneffe où le comte de Monterey avait jeté quelques bataillons; tandis que la cavalerie, menée par M. le Prince lui-même et par son état-major, prenait un peu sur la droite pour charger les escadrons ennemis beaucoup plus nombreux et très-avantageusement postés par le prince de Vaudemont dans une sorte de grande prairie fermée.

M. le Prince avait choisi l'élite de la cavalerie française, les gardes du corps, les gendarmes, les chevaux-légers de la garde, et le régiment des cuirassiers. Quoique l'espace leur manquât pour donner à leur charge l'impulsion d'un élan pris de loin, ils rompirent les escadrons espagnols, et, après une courte mêlée, ils les forcèrent de tourner bride et de s'enfuir en désordre, avec beaucoup de pertes, au milieu d'un inextricable dédale de haies, de buissons et de bouquets d'arbres. Dans cet engagement, le marquis de Rochefort fut blessé à l'épaule. De son côté, le chevalier de Fourilles avait eu facilement raison de ses adversaires. Le comte de Montal trouva plus de difficultés à Seneffe; débusqués successivement des vergers et des

houblonnières qui protégeaient les abords du village, les bataillons ennemis se renfermèrent dans l'église et dans le cimetière, d'où ils ne se laissèrent chasser qu'après la plus vive résistance. M. de Montal y fut grièvement blessé.

Le prince de Condé n'avait pas attendu que Seneffe fût emporté pour se jeter à la poursuite des escadrons défaits qui s'enfuyaient vers le prieuré de Saint-Nicolas-au-Bois, dans l'espoir de rallier le gros de leur armée. En effet, les derniers bataillons de la seconde colonne avaient fait halte et s'étaient postés des deux côtés de la route, dans tous les enclos, derrière toutes les haies et toutes les barrières, de sorte que leur feu arrêta court la poursuite des vainqueurs, et permit aux cavaliers et aux fantassins rompus de se reformer en arrière, dans les bâtiments et autour des bâtiments du prieuré. Le prince de Condé, qui avait mis ses escadrons en bataille au pied du coteau, attendait avec impatience les dragons et l'infanterie attardés à Seneffe. Enfin ils parurent. Aussitôt il les lança à droite et à gauche de la route, dans les enclos et les vergers; il y eut là toute une série de combats corps à corps où l'énergie française finit par triompher. La route était dégagée. Au delà se trouvait une espèce d'éclaircie où le comte de Monterey avait déployé une ligne d'infanterie, soutenue à quelque distance par une ligne de cavalerie. Deux escadrons de gardes du corps, conduits par M. de Fourilles, s'engagèrent sur la route qu'ils gravirent au galop; le troisième escadron suivait, commandé par M. le Prince en personne et par son fils. Ils passèrent d'un seul élan au travers des lignes d'in

fanterie et de cavalerie, dont les autres corps de la maison du roi et les cuirassiers achevèrent après eux de disperser les débris. Un gros bataillon se tenait massé en réserve au-dessus du prieuré. Il fut abordé avec la même ardeur; mais il exigea, pour être rompu, de plus vigoureux efforts. Le comte de Monterey sentait bien que s'il ne parvenait pas à se maintenir dans ce poste, il ne lui restait plus de point d'appui jusqu'au village du Fay, et que, refoulé sur ce village, il devait perdre tout espoir de recouvrer les bagages que la première affaire avait déjà mis aux mains des Français. La résistance de cette réserve ne fit que retarder de quelques instants la défaite entière de l'arrière-garde. Malheureusement ce dernier succès fut cruellement payé par la mort du chevalier de Fourilles.

L'attaque de Seneffe avait commencé à dix heures et demie; le prieuré de Saint-Nicolas était enlevé à deux heures. Ainsi, en moins de quatre heures, le prince de Condé avait obtenu des résultats hors de toute proportion avec les forces qu'il avait engagées, et, sauf la mort du chevalier de Fourilles, avec les pertes qu'il avait faites : un corps d'armée détruit, trois mille prisonniers, une centaine d'étendards et de drapeaux, cinquante pontons, les équipages du prince d'Orange et des généraux alliés, quinze cents voitures de toute sorte, la caisse militaire, les munitions, tous les bagages, toutes les ressources de l'ennemi enlevées ou anéanties.

Après un tel succès, et puisqu'il n'avait pas eu d'abord l'intention de livrer une grande bataille, M. le Prince ne devait-il pas s'arrêter? Grave question, que l'événement, l'opinion et l'histoire ont résolue

contre lui. Mais l'événement aurait pu lui donner raison, et sans doute alors l'opinion et l'histoire auraient approuvé sa conduite. Il y a une autre question plus importante, un problème d'un ordre plus élevé, dont la solution ne dépend pas au contraire de la bonne ou de la mauvaise fortune. Comment le prince de Condé, prudent, circonspect jusqu'à la timidité la veille même de la bataille, va-t-il se laisser emporter tout à coup aux dernières témérités? C'est qu'il lui manquait, il faut bien le reconnaître, cet équilibre moral et cette possession de soi-même qui font la véritable grandeur de l'esprit et du caractère. Politique, on l'avait vu tomber des emportements du rebelle armé contre sa patrie aux humilités du courtisan le plus souple. Soldat, le héros de la guerre de Trente-Ans était devenu le général incertain, morose, embarrassé de la guerre de Hollande. Mais voici qu'une occasion se présente, une tentation soudaine; l'ennemi semble se livrer lui-même; aussitôt l'ardeur qu'on croyait éteinte se rallume au feu du combat. Il semble qu'en un jour d'audace, le prince veuille effacer les hésitations de toute une campagne et répondre aux reproches dont son cœur est blessé. Il était vainqueur, il veut « outrer sa victoire. » Turenne a eu quelques défaillances, il n'a jamais eu de ces alternatives extrêmes ni de ces brusques retours; parce qu'il était plus maître de lui-même et plus capable de se contenir, il a mérité d'être le plus grand parmi les grands généraux de son siècle, le modèle des hommes de guerre. Le combat de Seneffe, glorieux, fécond en résultats, et qui eût satisfait Turenne, ne satisfit pas le prince de Condé; il

voulut et osa davantage; il livra la bataille de Seneffe, sanglante et indécise.

Comme dans un drame mal fait, après un faux dénoûment, l'intrigue se renoua; on vit l'action se relever; ou plutôt ce fut une action nouvelle. Au bruit de la lutte, qui se rapprochait de plus en plus, le prince d'Orange d'abord, puis le comte de Souches, s'étaient arrêtés, avaient tourné tête et marché au canon. Lorsque l'ardeur de la poursuite eut emporté le prince de Condé jusqu'au village du Fay, il y trouva la masse des alliés fortement établis. Les maisons du village, irrégulièrement placées et séparées les unes des autres, les jardins, les vergers, les houblonnières, entourés de haies ou de fossés, dessinaient une série d'avant-postes; à droite, un grand ravin et un bois; à gauche, un marais et des clôtures formaient des deux côtés du village comme deux défilés qu'il fallait franchir pour aller à l'ennemi; au delà, sur un terrain dominant et découvert en forme d'esplanade, quarante mille hommes étaient en bataille; des batteries d'artillerie commandaient tous les abords.

A la vue de cette position formidable, au lieu de rallier ses escadrons épars et de rentrer dans son camp, le prince de Condé prit la subite résolution d'appeler à lui toute son armée et de livrer bataille. Mais avant que les premiers régiments d'infanterie, malgré leur diligence, pussent entrer en action, il s'écoula un long temps pendant lequel la cavalerie, ces mêmes corps d'élite engagés depuis le matin, déployés en rideau, supportaient le feu du canon chargé à cartouches, c'est-à-dire à mitraille, n'ayant d'autre mission que

de tenir ferme pour protéger la formation de l'infanterie derrière eux. Lorsque le prince de Condé crut avoir un front assez étendu, il prit à la hâte quelques dispositions. La cavalerie, repliée à droite et à gauche, à droite sous les ordres du duc de Luxembourg, à gauche sous les ordres du duc de Navailles, se forma sur plusieurs lignes, tant le terrain était étroit, et ne put fournir que quelques charges incomplètes et peu décisives. Enfin, il lui fallut se dévouer encore pour le salut commun, n'agissant plus, mais empêchant au moins, par son attitude, un mouvement offensif de l'ennemi, « postée huit heures durant à la portée du feu, sans autre mouvement que celui de se presser à mesure qu'il y avait des gens tués[1]. »

La vraie bataille était au centre, entre les deux infanteries. Les passions et les qualités des deux chefs s'étaient communiquées à leurs soldats : les Français, ardents et emportés comme le prince de Condé; les Hollandais opiniâtres et tenaces comme le prince d'Orange. Les régiments succédaient aux régiments à l'assaut ou à la défense du village du Fay. Le soir vint; on se disputait encore la possession de ce misérable village encombré de morts et de blessés. La nuit vint; on ne cessa pas de combattre, aux clartés dou-

[1] C'était madame de Sévigné, dont le fils, guidon des gendarmes-Dauphin, assistait à cette terrible bataille, qui écrivait ce détail à Bussy-Rabutin, et Bussy lui répondait : « Ce que le peuple appelle mener les gens à la boucherie, c'est les poster où étoient les quatre escadrons de la maison du roi; et, qui a passé par là, a essuyé les plus grands périls de la guerre. Quand on affronte de la cavalerie ou de l'infanterie, l'action anime; mais ici, c'est de sang-froid qu'on est passé par les armes. » — Madame de Sévigné à Bussy, 5 septembre. — Bussy à madame de Sévigné, 10 septembre 1674.

teuses de la lune; lorsqu'à minuit elle s'abaissa derrière le coteau boisé, on combattait encore, n'y ayant ni vainqueurs ni vaincus. Les ténèbres et la fatigue aidant, la lutte enfin s'arrêta. Mais le prince de Condé, à qui l'artillerie avait fait défaut pendant la bataille donnait des ordres pour la faire avancer; il voulait reprendre l'action dès le point du jour. « Tous ceux qui entendirent cette proposition en frémirent, dit le marquis de La Fare, et il parut visiblement qu'il n'y avoit que lui qui eût envie de se battre encore. Cependant, on se préparoit à recommencer. » Tout à coup, vers une heure du matin, au milieu du calme, il se fit de part et d'autre, — on n'a jamais su ni comment ni pourquoi, — une décharge terrible. Etrange effet de la surprise sur de si braves gens! En un moment, les deux armées, saisies d'épouvante, se débandèrent et s'enfuirent. M. le Prince, aidé de ses officiers, eut beaucoup de peine à rallier les siens; il y parvint néanmoins et les ramena sur le champ de bataille, sauf la cavalerie qu'il laissa établie dans une situation plus favorable. Le jour venu, on ne vit plus que les dernières colonnes de l'ennemi s'éloignant du côté de Mons. Le prince d'Orange avait profité de la panique et de la nuit pour reformer ses troupes en arrière du champ de bataille et commencer sa retraite. L'armée française n'était pas en état de le suivre; lorsqu'elle eut vu disparaître le dernier escadron, elle se retira à son tour et rentra dans son camp [1].

[1] Condé à Louvois, 9, 12, 13 août. — Relation du combat de Seneffe (portée par Gourville). — Rochefort à Louvois, 11 et 12 août. *D. G.* 400. — Voir aussi les *Mémoires* du marquis de La Fare. C'est dans ce

Telle fut cette sanglante bataille de Seneffe, la plus terrible du règne de Louis XIV avant les grandes rencontres de la guerre pour la succession d'Espagne. Les alliés avaient perdu dix à douze mille hommes; mais leur résistance invincible, pendant dix heures, avait détruit l'effet moral de leurs premiers échecs. Du côté des Français, s'ils avaient ajouté à leurs trophées du matin quelques centaines de prisonniers et trois ou quatre pièces d'artillerie, ils n'avaient pas réellement vaincu, et ils avaient subi des pertes énormes. Un fait extraordinaire qui prouve combien la lutte avait été acharnée, c'est que le nombre des morts était presque aussi considérable que celui des blessés; l'intendant Robert fit relever près de quatre mille blessés et enterrer plus de trois mille cadavres, sans compter les morts et les blessés abandonnés par l'ennemi.

Le régiment du Roi, le régiment modèle, avait noblement, mais chèrement payé l'honneur de son rang et de son nom : cinq cents morts, six cents blessés, trente-quatre de ses capitaines hors de combat. Après lui, sur cette triste et glorieuse liste, venaient Navarre, Picardie, les Vaisseaux, les Fusiliers. Autour des six pièces de canon qui paraissent avoir figuré presque seules du côté des Français, pendant la bataille, avaient été frappés plus ou moins grièvement le commandant de l'artillerie, Dumetz, et dix-neuf de ses officiers. M. le Prince avait donné l'exemple et payé de sa personne, plus qu'il ne convenait sans doute au chef de l'armée;

Mémoires et dans l'*Histoire militaire* du marquis de Quincy que se trouve rapporté l'incident de la panique; la relation officielle n'en parle point.

il avait eu trois chevaux tués sous lui; son fils, M. le Duc, avait été blessé, mais légèrement. La proportion des officiers atteints, un officier pour sept hommes, dépassait aussi la moyenne habituelle. L'ivresse du combat passée, Condé lui-même en était ému et attristé. « M. l'intendant, écrivait-il à Louvois, vous enverra la liste de tous les officiers que le roi a perdus; vous y en trouverez beaucoup, dont j'ai bien de la douleur; mais, en vérité, le feu a été grand et a duré longtemps. Toute l'infanterie françoise a parfaitement bien fait; il n'y a que les Suisses qui n'ont pas fait de même[1]. » Les gardes suisses, en effet, n'avaient pas soutenu leur vieille réputation. Placés en face d'une batterie qu'il s'agissait d'enlever en franchissant un ravin, « ils ne firent que plier les épaules sans s'avancer, dit le marquis de La Fare, se laissant tuer comme des gens qui ont peur. » C'est donc aux dépens, et non au profit de leur honneur qu'il faut porter leurs pertes, cent deux morts et cent quarante blessés[2].

Quelle tâche pour un intendant, le lendemain d'une grande journée de guerre! Il faut encore une fois rendre justice à l'intendant Robert; pris à l'improviste par l'énorme dépense d'hommes que le prince de Condé avait faite, il ne perdit pas un moment pour soulager ceux dont la mort n'avait pas plus rapidement encore terminé les souffrances : « J'ai cru, écrivait-il à Louvois, qu'il valoit mieux risquer de faire un peu trop de dépense que de manquer de rien pour assister les blessés. J'ai distribué deux cent

[1] 14 août. *D. G.* 400.
[2] Robert à Louvois; état des pertes, 19 août. *D. G.* 400.

trente et tant de chirurgiens dans trois villages où j'ai établi aussi d'autres officiers d'hôpital et des gens pour avoir soin de la nourriture des blessés[1]. » Louvois, qui avait d'abord écrit à Turenne, croyant être dans le vrai : « Nous avons eu plus de cent officiers et mille ou douze cents hommes tués ou blessés[2]; » Louvois, qui s'imaginait avoir bien pourvu au soulagement des officiers blessés en faisant partir, aux premières nouvelles, « quatre des meilleurs chirurgiens de Paris[3]; » Louvois fut tout hors de lui quand il reçut de l'intendant Robert l'état des morts et des blessés. « Il faut, écrivit-il à Condé, que les officiers en aient augmenté très-considérablement le nombre, puisque, s'il étoit véritable, Sa Majesté auroit eu plus de sept mille hommes hors de combat de cette journée[4]. » Ce n'était plus le temps des passe-volants, des morts imaginaires, des pertes fictives. Louvois devait bien se rappeler qu'il avait mis bon ordre à ces mensonges. Cependant il fallut, pour qu'il se rendît à l'évidence, que l'intendant Robert lui affirmât de nouveau l'exactitude de ses listes.

Lorsque les détails de la bataille arrivèrent à Paris, ils y produisirent une émotion dont madame de Sévigné nous a laissé l'expression justement douloureuse. « Nous avons tant perdu à cette victoire, écrivait-elle à Bussy, que sans le *Te Deum* et quelques drapeaux portés à Notre-Dame, nous croirions avoir perdu le

[1] Robert à Louvois, 19 août. *D. G.* 406.
[2] 17 août. *D. G.* 381.
[3] Louvois à Condé, 15 août. *D. G.* 381.
[4] 19 août. *D. G.* 381.

combat[1]. » Il faut dire que ces détails étaient empruntés à des lettres particulières dont les auteurs, obsédés par cette instinctive manie d'exagération que les spectacles violents exaltent chez le commun des hommes, avaient fait le mal encore plus grand qu'il n'était, et suscité imprudemment des douleurs qu'ils ne se mettaient guère en peine de calmer. Ici, comme après chaque action de guerre, on envoyait des listes de morts et de blessés sans autorité, sans contrôle, mais qui n'en étaient pas moins une cause d'affliction pour les familles et de joie pour les ennemis de la France. C'était la faute du gouvernement qui, ayant la vérité, devait la faire connaître, tandis qu'on la cherchait en vain ou qu'on la trouvait trop tard et altérée dans *la Gazette*. C'était particulièrement la fauté de Louvois, qui, dédaigneux de l'opinion et de la publicité, se préoccupait aussi peu de donner à autrui des informations exactes, qu'il les recherchait avidement pour lui-même[2].

[1] Lettre du 5 septembre 1674.

[2] Vauban lui en faisait reproche, Vauban à qui la force de son génie et de son bon sens révélait la puissance de l'opinion et de la vérité dans les affaires humaines. « Je ne puis plus souffrir, écrivait-il à Louvois le 14 juillet 1674, je ne puis plus souffrir la stupidité de notre gazetier ; il faut ou que vous y mettiez ordre ou que vous trouviez bon que je présente un placet au roi tendant à ce qu'il plaise à Sa Majesté de supprimer *la Gazette* et toutes les ridicules relations qu'on nous imprime tous les jours, ou de donner cet emploi à quelque plume hardie et enjouée ; je veux bien qu'elle soit sincère, mais il n'est pas défendu en matière de gazette d'orner une bonne nouvelle non plus que d'en adoucir une mauvaise ; enfin j'en voudrois un qui fût capable de tourner en ridicule (mais bien à propos), celles d'Hollande et de Bruxelles sur l'infinité d'hyperboles qu'ils nous débitent; car il est fort honteux à nous qu'il paroisse à toute l'Europe qu'on parle mieux françois dans les pays étrangers que chez nous. Je sais que vous traitez *la Gazette* de bagatelle, mais ils n'en font pas de

Hélas! qu'était-il besoin d'exagérer? La seule vérité était bien assez cruelle. Au moins était-on bien assuré que tant de sang n'eût pas été versé en pure perte? C'étaient les événements politiques et militaires qui allaient décider qui était le vrai vainqueur, et donner au vainqueur la mesure exacte de sa victoire.

Le 12 août, le lendemain de la bataille de Seneffe, Vauban, qui n'en savait rien encore, écrivait à Louvois : « Je crois que les ennemis doivent chercher le combat et nous l'éviter, puisque, évitant de combattre, c'est le moyen sûr de les battre avant qu'il soit peu, ou du moins de disloquer cette grande machine mal assortie dont les pièces ont si peu de liaison que je ne lui donne pas six mois pour qu'il y en ait quelqu'une

même, et je crois qu'ils ont raison ; car, après tout, elle a pouvoir sur la réputation ; et ceux qui ne voient pas ce qui se passe sur les lieux ne peuvent guère juger de nos actions que par là. Vous-même, monseigneur, la lisez avec application. Pour conclure, l'emploi en est assez bon pour mériter l'occupation d'une plume très-délicate ; le royaume en foisonne, faites-en essayer de toutes façons sans faire semblant de rien, et servez-vous après de celle qui vous accommodera le mieux. Les relations qu'on a faites du combat de M. de Turenne [à Sinzheim] qui en soi est une très-belle chose, sont bien les plus pitoyables du monde. J'ai aussi à demander par le même placet qu'il plaise à Sa Majesté d'ordonner les étrivières aux mandeurs de nouvelles qui commencent toujours par rendre nos pertes publiques. Nous avons su la bataille de Zuntzem par la liste des morts et blessés que nous y avons eus, et huit jours devant le reste. » *D. G.* 405. — C'était la même inquiétude des nouvellistes empressés, maladroits et hyperboliques qui préoccupait l'intendant Robert, lorsqu'après Seneffe, il écrivait à Louvois : « Je prendrai la liberté de vous dire, à propos de la liste des blessés, qu'il me souvient que l'on a fait imprimer celle des blessés de l'armée de M. de Turenne, ce qui ne seroit pas, je pense, à propos que l'on fît de celle-ci ; sur quoi vous donnerez tels ordres que vous estimerez à propos, mille gens ayant envoyé de pareilles listes ou même de plus amples. » 19 août. *D. G.* 406.

qui se démonte d'elle-même[1]. » Louvois aurait pu lui répondre qu'il travaillait depuis quelque temps à disloquer la coalition, en s'attaquant à son chef même, au prince d'Orange. Dès le 29 mai, il avait envoyé au comte d'Estrades, dont les anciennes relations avec la maison de Nassau commençaient à se renouer par l'entremise du sieur de Launoy, des instructions dont l'objet était d'amener une négociation directe entre le prince d'Orange et Louis XIV. Le prince avait certainement trop d'esprit, disait-on, pour croire aux prétendus sentiments d'aversion et de mépris que, suivant de faux et malveillants témoignages, le roi de France avait pour sa personne[2], tandis qu'en réalité le roi ne demandait qu'à s'entendre avec le stathouder pour l'aider à maintenir son autorité, malgré la jalousie bien connue des États-Généraux[3]. Quoique ces avances n'eussent pas été accueillies, Louvois ne se découragea pas. A peine eut-il reçu la première nouvelle de la bataille de Seneffe, que, ne doutant pas du désarroi et de la mauvaise disposition où les alliés devaient être les uns vis-à-vis des autres, il renouvela son attaque en proposant de brusquer les choses et de signer la paix à Maëstricht avant que personne en pût avoir connaissance[4]. Il est vrai, s'il faut en croire le correspondant du comte d'Estrades, que le prince d'Orange montra d'abord un vif ressentiment contre les Espagnols : « Il est, di-

[1] *D. G.* 371.
[2] « Tous les discours qu'on a tenus contre Son Altesse à Utrecht l'ont persuadée du peu d'estime que le roi de France fait de sa personne. » Correspondant à Estrades, 30 avril. *D. G.* 398.
[3] *D. G.* 380.
[4] Louvois à Estrades, 15 août, *D. G.* 381.

sait-il, outré au dernier point contre cette maudite race[1]. »

Jusque-là Louvois n'avait fait que des propositions vagues et générales; le 19 août, il formula des propositions précises : pour le prince d'Orange, hérédité du stathoudérat dans la maison de Nassau, et maintien des pouvoirs exceptionnels du stathouder : « Au lieu, disait-il, que la grandeur de M. le prince d'Orange paroît présentement dans un état violent, et appuyée sur des choses qui apparemment ne sauroient durer, elle trouveroit un appui solide dans l'amitié de Sa Majesté. » Pour les affaires d'Allemagne, rétablissement du traité de Westphalie; à l'égard des Espagnols, rétablissement du traité d'Aix-la-Chapelle, sauf la cession de la Franche-Comté à la France; enfin, suspension d'armes pendant deux mois pour donner aux Allemands et aux Espagnols le temps d'examiner et d'accepter ces conditions; la paix demeurant, dans tous les cas, faite et signée entre le roi de France et le prince d'Orange, stipulant pour les États-Généraux[2]. Il importe de remarquer que Louvois ne s'expliquait en aucune façon sur les satisfactions réclamées par les Hollandais, notamment sur la restitution de Grave et de Maëstricht.

Mais déjà le prince d'Orange s'était réconcilié avec les Espagnols et résolu à ne séparer ni ses intérêts de ceux de la Hollande, ni les intérêts de la Hollande de ceux de ses alliés. Cependant, plutôt pour pénétrer les secrètes et véritables intentions de Louis XIV que pour

[1] Correspondant à Estrades, 14 août. *D. G.* 400.
[2] Louvois à Estrades, 19 août. *D. G.* 381.

entamer une négociation sérieuse, il consentit à envoyer à Maëstricht, auprès du comte d'Estrades, le greffier de la province d'Utrecht, Pesters, parent et ami du pensionnaire Fagel. De son côté, Louvois recommandait au comte de laisser parler l'envoyé hollandais, d'écouter ses propositions, et de ne s'ouvrir qu'avec la plus extrême prudence sur la dernière résolution du roi, qui était de restituer Grave, mais de garder Maëstricht, en donnant une grosse somme d'argent au prince d'Orange[1]. Le comte d'Estrades n'eut pas besoin d'user de beaucoup de finesse; car Pesters déclara d'abord qu'il ne pouvait négocier que sur la base des traités de Westphalie et des Pyrénées, y compris la restauration du duc de Lorraine. Toutefois il laissa entendre, dans une seconde conférence, que le prince d'Orange pourrait porter les Espagnols à n'exiger pas le rétablissement pur et simple du traité des Pyrénées, pourvu que le roi de France leur restituât, outre la Franche-Comté, Ath et Charleroi, dans les Pays-Bas[2]. A ces conditions, l'accord était impossible; les conférences furent sinon rompues, du moins suspendues par le départ de Pesters, qui s'en retourna auprès du prince d'Orange chercher, disait-il, de nouvelles instructions.

On voit que les résultats politiques de la bataille de Seneffe étaient loin d'être à l'avantage de la France; il reste à voir si les résultats militaires lui étaient plus favorables. Louvois avait cru la victoire de M. le Prince décisive : tel n'était pas l'avis de Vauban. « Je vous

[1] 14 septembre. *D. G.* 381.

[2] Louvois à Estrades, 23 septembre. *D. G.* 381. — Estrades à Louvois, 23 et 26 septembre. *D. G.* 401

rends de bon cœur, écrivait-il au ministre, le compliment qu'il vous a plu me faire sur la défaite des ennemis que je voudrois être si grande qu'on n'en pût trouver le dernier. Mais il n'est pas encore temps de s'en épanouir la rate. Prenez garde qu'ils ne vous prennent Arras, Dourlens ou quelque autre place aussi importante, ou qu'ils ne ravagent dans la Picardie; car enfin cela se peut encore, et je ne doute pas qu'ils n'y pensent et n'en aient bonne envie [1]. » Déjà, quelques jours auparavant, et tout de suite après avoir eu nouvelle de la bataille, Vauban avait écrit à Louvois : « Quoique je sois moins persuadé que jamais du dessein que les ennemis pourroient avoir sur Tournay, je ne laisse pas d'agir comme si nous les devions avoir dans deux jours; et je puis vous assurer, sans faire le fanfaron, que s'ils y viennent, j'y périrai ou ils s'apercevront de ma présence [2]. »

Quelque crédit que le jugement et le bon sens de Vauban rencontrassent d'ordinaire auprès de Louvois, ces appréhensions lui parurent si étranges qu'il ne chercha pas, dans sa réponse, à dissimuler le dédain qu'elles lui inspiraient. « J'ai vu avec une surprise inconcevable, disait-il, qu'on se soit mis dans l'esprit à Tournay que les ennemis songent à l'attaquer. Comme rien au monde n'est plus éloigné de la vraisemblance, le roi n'auroit guère pu avoir bonne opinion des gens qui auroient été capables de prendre une alarme aussi mal fondée que celle-là ; et il faut, s'il vous plaît, cesser tous les préparatifs pour un siége qui

[1] 23 août. *D. G.* 406.
[2] 18 août. *D. G.* 406.

étant impossible aux ennemis en l'état où ils sont, pourroit couvrir de honte ceux qui leur feroient l'honneur de les croire capables de l'entreprendre [1]. »

Cependant, une dépêche du prince de Condé, datée du 19 août, allait causer à Louvois une bien autre surprise. Cette dépêche n'était déjà plus d'un vainqueur. A certains mouvements de troupes que le ministre, dans sa confiance, lui avait recommandés, voici ce qu'objectait M. le Prince : « J'espère que le roi ne désapprouvera pas les raisons que j'ai eues et que j'ai encore de n'envoyer pas ordre à ces troupes de marcher, étant certain que les ennemis, quoiqu'ils aient reçu un échec considérable, ne laissent pas d'être encore en état de pouvoir entreprendre quelque chose, tant ils étoient supérieurs à nous; et peut-être que sans le secours de ces troupes là, je ne serois pas en état de les empêcher de faire quelque entreprise considérable. Je supplie donc le roi de trouver bon que je retienne ces troupes jusqu'à ce que vous ayez vu la lettre que je vous écris, et j'espère après cela que vous nous les laisserez [2]. »

Ainsi, huit jours après la bataille de Seneffe, les choses étaient en Flandre au même état où elles étaient huit jours auparavant. Énergique et impitoyable, le prince d'Orange avait refait et raffermi son armée, même par la terreur; il avait fait couper la tête au major de ses gardes qui ne s'était pas bien conduit pendant la bataille; il avait traduit devant un conseil de guerre plusieurs autres officiers; il avait contraint le

[1] 21 août. *D. G.* 381.
[2] *D. G.* 400.

comte de Monterey à tirer dix-huit mille hommes de ses places pour reporter à cinquante mille l'effectif de l'armée. Tournant autour de M. le Prince renfermé dans son camp, il espérait l'attirer à quelque nouvelle bataille; mais, cette fois, M. le Prince eut la sagesse de résister à la provocation. Guillaume alors se rabattit à quelque siége. Louvois ne se raillait plus des appréhensions de Tournai, ni de celles de Douai, ni même d'Arras. Mais il avait pour règle, quand il craignait, de dissimuler ses craintes et d'affecter la confiance pour l'inspirer aux autres. « Les ennemis, écrivait-il à Vauban le 5 septembre, font toutes les grimaces de gens qui veulent faire quelque chose; mais ils auront beaucoup de peine à bien choisir, et la saison où nous sommes ne leur étant pas favorable, ils courent risque de faire une entreprise aussi peu heureuse que leur a été l'approche de leur armée auprès de monseigneur le Prince. Vous pouvez compter que Sa Majesté sera bien en repos sur la place qu'ils attaqueront pourvu que vous soyez dedans[1]. » Quelques jours après, c'était pour Ath qu'on avait le plus d'inquiétude, lorsqu'on apprit que le 15, Oudenarde avait été investi. Heureusement Vauban avait eu le temps de s'y jeter; mais il n'eut pas celui d'y déployer toutes les ressources de son génie. Il se trouva que Louvois avait été bon prophète.

Le prince de Condé s'était hâté d'appeler à lui le maréchal d'Humières avec un corps formé des garnisons de Flandre. Après leur jonction sous Tournai, l'armée s'élevait à cinquante mille hommes environ. Le 21 au

[1] *D. G* 381.

matin, M. le Prince se proposait d'attaquer la circonvallation des assiégeants; un brouillard épais retarda l'attaque jusqu'à neuf heures; lorsqu'il se dissipa, les lignes étaient abandonnées. L'ennemi avait levé le siége pendant la nuit, avec tant de précipitation, qu'on trouva dans son camp douze mille sacs de farine, beaucoup d'outils et de munitions de guerre. Cependant, le prince d'Orange ne voulut pas paraître fuir devant l'adversaire qu'il avait si souvent provoqué. Les deux armées restèrent vingt-quatre heures en présence, sans combattre. M. le Prince jugea avec raison plus sage de se contenter de l'avantage moral que ne pouvait manquer de lui assurer la seule levée du siége. L'expérience de Seneffe l'avait convaincu et converti. « Nous avons été en présence, les ennemis et nous, jusqu'à aujourd'hui à midi, écrivait-il à Louvois le 22 septembre; un ruisseau et un grand fossé qui séparoient les deux armées, nous ont empêchés les uns et les autres de combattre, et la chose s'est passée en force coups de canon que nous leur avons tirés sans aucun risque de notre part, parce que tout leur canon et leur bagage s'en étoient allés devant à Gand. Ils ont marché aujourd'hui de ce côté là; M. de Souches avoit l'arrière-garde avec l'armée de l'Empereur, et l'a fort bien faite [1]. »

Tous les soins que prenait le prince d'Orange pour garder dans sa retraite une attitude ferme et noble, ne pouvaient faire que ce ne fût pas une retraite, c'est-à-dire un échec réel pour sa cause, et pour la France « un

[1] Humières à Louvois, 13 septembre. — Condé à Louvois, 17, 21, 22, 23 septembre. *D. G* 401.

succès considérable en soi par la conjoncture où l'on étoit [1]. » Comment avait-il pu risquer cette entreprise d'Oudenarde ? Le terrain du siége était mauvais, mal choisi, dominé par des hauteurs, coupé par l'Escaut qui rendait la communication des quartiers difficile; Vauban était dans la place; mais surtout les chefs alliés ne pouvaient parvenir à s'entendre; il n'y avait plus d'accord possible entre le prince d'Orange et le comte de Monterey. Quelques jours après, cette grande armée se rompit; les Espagnols rentrèrent dans leurs places; les Allemands, en retournant dans leur pays, se donnèrent la facile et médiocre consolation de prendre Huy et Dinant, deux petites villes situées sur la Meuse, entre la frontière française et Maëstricht. Enfin, le prince d'Orange, qui ne voulait pas rentrer en Hollande sans un succès personnel, s'en alla rejoindre devant Grave son lieutenant Rabenhaupt qui l'assiégeait en vain depuis plus de deux mois.

La campagne de Flandre, si menaçante au début pour la France, se terminait, en définitive, à son avantage. L'affaire d'Oudenarde causait à Louis XIV et à Louvois autant de joie qu'elle leur avait d'abord causé d'inquiétude. Tous ceux qui avaient contribué le mieux à la défense ou à la délivrance de la place reçurent leur part de félicitations officielles. Celle de Vauban, par la vérité du sentiment et la simplicité de l'expression, faisait grand honneur à Louvois qui lui écrivait en ces termes : « Au même temps que monseigneur le Prince a rendu compte au roi de la levée du siége d'Oude-

[1] Louvois à Condé, 23 septembre *D. G.* 381.

narde, Son Altesse lui a fait savoir que vous y aviez très-utilement servi, et Sa Majesté en a été facilement persuadée; je vous assure qu'elle en est bien contente, et, en mon particulier, je m'en réjouis de tout mon cœur avec vous [1]. »

Si l'on eût pu sauver Grave comme on avait sauvé Oudenarde, la satisfaction de Louis XIV eût été complète; mais Grave était trop loin et l'heure était passée. Il aurait fallu, pour agir à temps et d'une manière efficace, que le prince de Condé eût remporté de bonne heure sur le prince d'Orange une victoire décisive. Autrement, on ne pouvait demander aux défenseurs de la place que de résister le plus longtemps et de faire à l'ennemi le plus de mal possible. Si quelqu'un d'eux avait eu besoin d'être excité à faire son devoir par une autre considération que celle de l'honneur, on n'aurait eu qu'à lui montrer le malheureux Dupas, l'ex-gouverneur de Naerden, qui s'apprêtait à chercher, aux dépens de sa vie, l'expiation de sa faute ou de son infortune. Le gouverneur de Grave, le marquis de Chamilly, portait vaillamment un nom bien connu des Hollandais, noble héritage de son frère, mort à la peine : c'était le comte de Chamilly qui avait pris Grave en 1672. Cette place demeurait en 1674 comme le dernier témoignage de la conquête, renfermant ce qui restait des dépouilles de la Hollande, et les malheureux otages que les Français avaient emmenés pour assurer le payement des contributions dont l'intendant Robert, malgré tous ses efforts, n'avait pu obtenir le complet recouvrement. La

[1] 23 septembre. *D. G.* 381.

garnison était de quatre mille hommes, avec des moyens de défense excessifs, trop de canons et trop de poudre.

On sait par quel tour d'adresse Louvois avait, avant la guerre, fait acheter en Hollande les munitions des Hollandais; ce qu'on sait moins, c'est comment, par un piquant retour, il se trouvait réduit, en 1674, à s'ingénier pour les leur revendre. Le 29 mai, bien avant qu'il fût question du siége de Grave, il écrivait du camp devant Dôle, au marquis de Chamilly : « C'est un méchant meuble dans une place que la quantité de poudre que vous avez, parce qu'étant la plus grande partie en un seul endroit, si, par une bombe ou quelque autre accident, il venoit à en mésarriver, il ne resteroit ni maisons, ni fortifications, ni hommes dans toute l'étendue de la place. Voyez si vous ne pourriez pas, faisant semblant que vous la volez au roi, la vendre un peu cher aux ennemis, c'est-à-dire aux Hollandois; vous pourriez leur en vendre la moitié de ce que vous avez; il vous en restera toujours suffisamment[1]. » Il y a cependant quelque chose de plus merveilleux que cette imagination de Louvois, c'est la simplicité parfaite avec laquelle M. de Chamilly l'accueille et l'exécute. « Il faut compter, répond-il au ministre, que nous avons ici huit cent milliers de poudre; j'ai mis du monde en campagne pour en vendre aux Hollandois seulement la moitié, comme si je la volois au roi, et conformément à vos intentions[2]. »

[1] *D. G.* 379.
[2] 12 juin. *D. G.* 398.

Cet héroïque officier, qui s'exposait si tranquillement à passer pour un voleur et un traître, était adoré de ses soldats, dont il savait bien faire valoir les services[1]. Aussi, lorsque, vers la fin de juillet, Rabenhaupt vint, avec une douzaine de mille hommes, assiéger Grave, il trouva des adversaires si intelligents et si résolus, qu'après avoir perdu beaucoup de monde, il suspendit ses attaques, se retrancha dans son camp, et d'assiégeant devint comme assiégé. Cependant l'Électeur de Brandebourg envoyait des troupes au secours du général hollandais, et le prince d'Orange allait survenir avec la plus grande partie de son armée. Avec un tel surcroît d'ennemis, et tout espoir perdu de voir paraître le prince de Condé, l'issue du siége n'était pas douteuse; ce ne pouvait plus être qu'une question de temps. Chamilly se mettait en mesure d'exécuter les ordres de Louvois quant à l'artillerie aux armes du roi, c'est-à-dire de faire crever les pièces et d'en jeter les morceaux dans la Meuse[2]; mais que faire des otages hollandais? Comment empêcher le prince d'Orange de ramener triomphalement en Hollande cette preuve vivante de son succès? Un officier du comte d'Estrades, le colonel Mélin, sortit de Maëstricht avec un petit nombre d'hommes décidés, trompa la vigilance des assiégeants, entra dans Grave, mit les otages au milieu de sa troupe, et, par un prodige d'audace et d'habileté, réussit à les mener à Maëstricht. Délivré de ce grave souci, M. de Chamilly se donna tout entier aux

[1] Voir l'affaire du sergent Lafleur, t. Ier, chap. III, p. 215-216.
[2] Louvois à Chamilly, 15 août. *D. G.* 381.

soins de la défense; par malheur, les vivres n'étaient pas en aussi grande abondance que les munitions de guerre. Le 20 septembre, il écrivait à Louvois : « Le soldat témoigne d'avoir quelque répugnance à manger du cheval; mais l'on fera de son mieux pour l'y obliger. Vous pouvez compter, à l'heure qu'il est, qu'il n'y a plus de ville de Grave; elle est sens dessus dessous[1]. » Enfin, le 12 octobre, le roi, satisfait de son héroïque résistance, lui envoya l'ordre de rendre au prince d'Orange les débris de la place. La capitulation eut lieu le 26, après quatre-vingt-treize jours d'attaque. Le marquis de Chamilly sortit à la tête de ce qui restait de ses braves, tambour battant, avec armes et bagages; l'ennemi lui fournit des bateaux pour ses malades et ses blessés; il lui prêta même des chevaux pour ramener à Maëstricht vingt-deux pièces de canon aux armes du roi, et tout un équipage de pontons de cuivre[2].

La courtoisie avec laquelle le prince d'Orange traita personnellement le marquis de Chamilly et son état-major était suspecte à la défiante expérience du vieux Le Tellier. « Ce n'est pas, à mon sens, écrivait-il au comte d'Estrades, une marque de son inclination à rentrer dans les bonnes grâces du roi; il l'a sans doute fait pour se faire honneur et pour marquer qu'il estime les honnêtes gens et aime la vertu[3]. » Rien de plus juste assurément que cette conjecture; mais, à sa perspicacité bien connue s'ajoutait, chez Le Tellier, un

[1] *D. G.* 401.
[2] Le Tellier à Turenne, 2 novembre. *D. G.* 382.
[3] 6 novembre. *D. G.* 382.

sentiment de dépit et d'irritation contre le prince d'Orange, dont la négligence dédaigneuse venait de blesser l'orgueil paternel de Louis XIV et de compromettre la réputation de prudence et d'habileté de son vieux ministre. Ce n'est pas que Le Tellier eût jamais pris au sérieux l'idée qu'il suggérait au comte d'Estrades de faire accepter au prince d'Orange les ordres relatifs à la capitulation de Grave comme un acte de condescendance royale à son égard; ce n'était là qu'une entrée en matière, un prétexte pour aborder un sujet bien autrement délicat.

Il n'était bruit en Angleterre que du prochain mariage du prince d'Orange avec la fille du duc d'York, sa cousine; ce projet, déjà ancien, et qui souriait beaucoup à Charles II, fort peu au duc d'York, était énergiquement combattu par la France. Comme il devenait plus menaçant, Le Tellier avait imaginé de le ruiner en offrant au prince une fille de Louis XIV. C'était, si le prince se laissait séduire, un engagement à longue échéance, puisque mademoiselle de Blois, que Louis XIV avait eue de mademoiselle de La Vallière, n'était encore qu'un enfant. Il faut voir avec quelles précautions Le Tellier indiquait plutôt qu'il n'expliquait sa pensée au comte d'Estrades, dont les conférences avec Pesters étaient sur le point de recommencer. « Sa Majesté, lui écrivait-il, trouve qu'il ne seroit pas inutile à son service que lorsque vous conférerez avec le sieur Pesters, vous lui demandassiez, comme de vous-même et par manière d'entretien, si le prince d'Orange n'auroit pas dessein de se marier en France et d'épouser quelque princesse de mérite, et qu'ensuite, et selon le jour qu'il

vous donneroit, vous lui insinuassiez qu'il s'en trouveroit qui touchent de près Sa Majesté, ce qui ne seroit pas pour lui un parti désavantageux, tâchant ainsi, par cette voie, d'engager ce prince dans les intérêts de Sa Majesté. Vous ménagerez la pensée qu'elle a eue, comme vous le verrez pour le mieux et sans la commettre[1]. » Le prince répondit-il nettement, comme l'affirme Saint-Simon, que les princes d'Orange étaient accoutumés à épouser les filles légitimes des grands rois et non pas leurs bâtardes? Cela n'est pas probable; tout au moins cette réponse ne fut pas officiellement faite. Les amis du prince affirmèrent qu'il n'avait pour le moment aucun dessein de se marier ni en France ni en Angleterre.

Dans la partie compliquée que Guillaume d'Orange avait engagée contre Louis XIV, la fortune était lente à se prononcer. Joueur par calcul et non par emportement, il avait résolu de courir toutes les chances jusqu'à la dernière. Du côté des Pays-Bas, Seneffe indécis, Grave balançant Oudenarde, il n'y avait pas eu de résultat; restait le côté de l'Allemagne, où, depuis six mois, Turenne tenait le jeu contre quatre ou cinq adversaires; c'était là qu'on attendait le coup décisif qui devait donner un sens à la campagne de 1674.

Jamais le génie de Turenne et celui de Condé n'ont mieux signalé leur opposition que pendant cette campagne. En Flandre, tout se résume en un grand drame plein d'émotion, quoiqu'il n'ait pas de dénoûment; dans ce qui précède et dans ce qui suit, l'intérêt man-

[1] 16 octobre. *D. G.* 382.

que, parce que l'action manque ou languit. Tout autre est le spectacle sur les bords du Rhin. Il y a là de moindres rencontres, des batailles moins émouvantes que Seneffe, et qui ont cependant de plus grands résultats; mais l'intérêt n'est point exclusivement en elles; il est aussi, il est surtout dans les manœuvres qui les précèdent et qui les suivent, qui les préparent et qui les complètent. Là même où l'on croirait qu'il y a quelque entr'acte, l'action ne cesse pas de marcher et de grandir. On peut raconter Seneffe isolément; le récit des opérations de Turenne, où tout se tient, où tout s'enchaîne et s'explique, ne veut pas être interrompu.

C'était avec de bien faibles ressources que Turenne avait commencé cette campagne dans laquelle il avait même craint d'abord de ne point servir; tout au plus avait-il quelques milliers d'hommes avec lesquels il empêchait, on doit s'en souvenir, le duc de Lorraine de venir se jeter, comme un trouble-fête, au milieu des triomphes de Louis XIV en Franche-Comté. Le laisserait-on sans renforts, la Franche-Comté conquise, pour envoyer en Flandre la plus grande partie de l'armée royale? Il le craignait beaucoup et non sans motif. C'était encore le temps où Louvois, persuadé que les Espagnols appelleraient en Flandre les principales forces de la coalition, voulait accumuler entre les mains du prince de Condé les ressources de la France et le mettre en état de frapper un coup d'éclat, peut-être le dernier coup de la guerre. Louvois avait raison de croire que l'armée du prince d'Orange serait formidable; mais il avait tort d'attendre trop de M. le Prince et de trop négliger Turenne et la frontière d'Allemagne.

Turenne avait assez de gloire pour n'être pas jaloux de M. le Prince; mais il le connaissait; il savait combien Louvois se faisait illusion sur son compte et sur l'effet même d'un grand succès en Flandre; il savait que les Allemands, pour être lents à se mouvoir, finiraient par arriver en force sur le Rhin, et qu'ils y arriveraient avant que rien fût décidé dans les Pays-Bas. Il s'efforçait d'éclairer le roi et le ministre : « Si le roi avoit pris la plus grande place de Flandre, écrivait-il à Louvois, et que l'Empereur fût maître de l'Alsace, sans même Philisbourg ni Brisach, je crois que les affaires du roi seroient au plus méchant état du monde; on verroit quelles armées on auroit dans la Lorraine, dans les Évêchés et en Champagne. On croiroit peut-être que quand on commande en un lieu, on fait plus de cas qu'il ne faut des choses qui s'y passent; mais je vous assurerai bien que si j'avois l'honneur de commander en Flandre, je parlerois comme je fais; je suis persuadé qu'il y auroit difficilement deux avis dans une affaire comme celle-ci, lorsqu'elle seroit bien discutée[1]. » Cependant, aux meilleures raisons du monde il voulut ajouter la logique des faits, et prouver la nécessité d'agir en engageant l'action.

Le duc de Lorraine, renonçant à ses projets sur la Franche-Comté, avait rallié à la hauteur de Kehl le comte de Caprara, et tous deux marchaient vers le Palatinat pour y faire leur jonction avec le reste des troupes de l'Empereur, commandées par le duc de

[1] Turenne au roi, 4 et 5 juin; à Louvois, 11 juin. *D. G.* 413.

Bournonville. Ainsi commençait à se former le noyau d'une armée que les contingents des Cercles allaient successivement grossir. Le duc de Lorraine et Caprara ne comptaient guère que deux mille hommes d'infanterie; mais ils avaient six mille chevaux d'élite. Turenne résolut de fondre sur ce premier rassemblement et de le détruire avant l'arrivée de Bournonville qui n'était encore qu'aux environs de Francfort. En deux jours, il se porta de Haguenau à Philisbourg avec quinze cents hommes de pied auxquels il joignit quelque infanterie de la garnison de cette place, six mille cavaliers et six petites pièces d'artillerie [1]. Au bruit de sa marche, l'ennemi, qu'il comptait rencontrer dans la vallée du Rhin, s'était rejeté vers Heilbronn pour se couvrir du Neckar. Turenne l'atteignit à moitié chemin, le 16 juin, à Sinzheim.

Un ruisseau profond séparait les deux armées; on ne pouvait le traverser que sur le pont de la ville qui était occupée par les dragons et l'infanterie du duc de Lorraine; au delà, sur une hauteur, se déployait la cavalerie allemande, les cuirassiers de l'Empereur en première ligne. A neuf heures du matin, Turenne donna le signal de l'attaque. Après deux heures de lutte, la ville et le pont furent emportés par l'infanterie; mais pour gagner la hauteur, la cavalerie devait s'engager dans un étroit défilé qui ne s'élargissait que peu à peu, en face de la position de l'ennemi. Turenne prit les dispositions suivantes : il plaça le plus grand nombre de ses mousquetaires à droite et à gauche, derrière les

[1] Il avait dans son armée plusieurs régiments anglais, l'un desquels était commandé par Churchill.

haies qui bordaient cette sorte d'entonnoir, avec ordre de se tenir toujours en avant de la ligne de bataille qui allait se former sous la protection de leur feu; le reste de l'infanterie faisait l'avant-garde. Lorsqu'il eut gagné assez de terrain pour avoir quatre cents hommes de front, il fit rapidement déboucher douze escadrons qui commencèrent à se déployer en marchant derrière l'infanterie; l'artillerie suivait, et enfin le reste de la cavalerie. Au moment où Turenne s'avançait pour voir si ses ordres étaient bien exécutés, les Anglais qui servaient dans son armée le saluèrent de leurs cris en jetant leurs chapeaux en l'air.

Ce fut comme un signal pour les cuirassiers de l'Empereur. Profitant de l'avantage du terrain, ils descendirent comme la foudre sur la première ligne qui n'était pas encore solidement formée et la rompirent. Il y eut pendant longtemps une effroyable mêlée; on ne se reconnaissait plus au milieu du désordre et de la poussière; les étendards furent plusieurs fois pris et repris; celui du colonel-général, qui était le régiment de Turenne, le premier de la cavalerie française, fut surtout vivement disputé; mais enfin, grâce aux efforts des officiers généraux qui se jetèrent au combat comme des capitaines de chevaux-légers, grâce surtout aux mousquetaires placés dans les haies et dont le feu prenait en flanc les cuirassiers de l'Empereur, ces redoutables cavaliers commencèrent à céder. En ce moment, l'artillerie, qui avait été surprise et refoulée par le choc, étant encore attelée, fut reportée en avant, mise en batterie, et acheva de repousser la cavalerie impériale. « Je n'ai jamais vu bataille plus opiniâtrée, disait Tu-

renne; ces vieux régiments de l'Empereur faisoient fort bien. » Dans cette première charge, tous les officiers généraux de l'armée française reçurent des blessures ou des coups dans leurs armes; deux brigadiers, Beauvezé et Coulange y périrent; le lieutenant-général de l'aile droite, M. de Saint-Abre, dont le fils venait d'être tué, mourut quelques jours après de ses blessures [1].

Sans donner à l'ennemi le temps de se reconnaître, Turenne marchait en avant, sur un terrain plus ouvert, faisant entrer en ligne de nouveaux escadrons, tandis que l'infanterie continuait de protéger les ailes en les débordant. Pour arrêter ses progrès, le duc de Lorraine essaya d'une seconde, puis d'une troisième charge, très-vaillamment fournies et soutenues de part et d'autre. Après la seconde, les Impériaux s'étaient encore ralliés à moins de deux cents pas; mais après la troisième, harassés, découragés, ils tournèrent bride pour ne plus reparaître. Les uns s'enfuirent droit devant eux, à Wimpfen, d'autres à droite, vers Heilbronn, quelques autres à gauche, jusqu'à Heidelberg. La cavalerie victorieuse les poursuivit jusqu'au Neckar, en tua beau-

[1] M. de Saint-Abre écrivit au roi une lettre d'une simplicité sublime : « A Philisbourg, le 24 juin 1674. Sire, mon fils et moi perdons la vie dans le même combat. C'est finir dans les formes, et je crois que Votre Majesté sera contente de l'un et de l'autre. Ma mémoire attend de recevoir les récompenses que ceux qui servent depuis moi ont déjà obtenues. J'ai toute ma vie vécu comme une personne de grands biens, mais cela n'a été qu'aux dépens de la bourse de mes amis. Il me reste six enfants qui ont les mêmes sentiments que l'autre ; j'espère que Votre Majesté aura la bonté de ne les pas abandonner au méchant état de mes affaires. Je puis assurer Votre Majesté que jusqu'au dernier moment de la vie, qui sera apparemment demain, je mourrai de Votre Majesté le très-humble, etc. » Cette lettre se trouve imprimée dans les *Œuvres de Louis XIV*, t. III, p. 512.

coup, en prit un assez grand nombre et presque tous leurs bagages. Au prix de quels sacrifices Turenne avait-il acheté ce grand succès? L'infanterie avait dû souffrir beaucoup à l'attaque de Sinzheim, très-peu depuis; on n'a pas l'état officiel de ses pertes, mais on a celui de la cavalerie : vingt officiers, trois cent treize cavaliers tués; soixante officiers, deux cent cinquante cavaliers blessés; au total, six cent quarante-trois hommes hors de combat, à peu près le dixième de l'effectif; c'était une perte relativement peu considérable [1]. Celle de l'ennemi était d'un quart au moins, peut-être d'un tiers; en tout cas, pour rallier les fuyards et surtout pour leur faire reprendre cœur, il fallait un certain temps. On en eut bientôt la preuve.

Turenne avait repassé le Rhin le 20 juin, et s'était posté sur la rive gauche, dans le Palatinat, près de la petite ville de Neustadt; il n'avait fait ce mouvement que pour appeler à lui le peu de troupes qu'il avait laissées dans la basse Alsace. Lorsqu'elles l'eurent rejoint, il traversa encore une fois le Rhin près de Philisbourg le 3 juillet, et marcha droit au quartier général des Impériaux, au-dessous de Heidelberg. Mais quoique le duc de Bournonville leur eût amené, deux jours après la bataille, cinq mille hommes de troupes fraîches et de l'artillerie, à peine eurent-ils vu les premiers préparatifs des Français pour passer le Neckar et les attaquer, qu'ils se retirèrent en grande hâte sur

[1] Turenne au roi, 17 juin. — Relation. — Duc de Lorraine à l'Empereur, 18 juin. — État des pertes, n° 138. *D. G.* 413. — Voir aussi Turenne à Persode, 17 juin. *Lettres et Mémoires de Turenne*, t. II, p. 510. Cette dernière relation est plus claire que la relation officielle.

Francfort, faisant tout d'une traite une marche de quatorze heures, pour se mettre à l'abri sur la rive droite du Mein. On fit encore sur eux beaucoup de prisonniers. « Il y avoit dans leurs troupes, écrivait Turenne, une épouvante qui n'est pas croyable [1]. »

La victoire de Sinzheim et ses suites eurent un bien autre résultat que d'épouvanter les Allemands; elles ouvrirent les yeux à Louvois; elles lui persuadèrent, non pas encore de tenir la balance absolument égale entre M. le Prince et Turenne, mais au moins de ne plus sacrifier celui-ci à celui-là; il commençait à penser que la campagne d'Allemagne, si brillamment inaugurée par Turenne, pourrait bien avoir autant, sinon plus d'importance que la campagne de Flandre, où M. le Prince n'avait encore rien fait. Ce n'est pas un petit mérite pour un ministre que de savoir modifier ses plans en temps utile; Louvois eut ce mérite. « Il ne faut pas, écrivait-il péremptoirement à l'intendant Robert qui sollicitait des renforts au nom de M. le Prince, il ne faut pas laisser M. de Turenne en état d'être battu, ni les villes de Metz et de Verdun, qui sont en très-méchant état, en danger d'être prises [2]. » Il envoya donc des troupes à Turenne, ou plus exactement du côté de Turenne, au marquis de Rochefort qui, placé entre la Meuse et la Moselle, devait, suivant les circonstances, se joindre à l'armée de Flandre ou à l'armée d'Allemagne. C'étaient

[1] Maulevrier à Louvois, 6 juillet. — Turenne à Rochefort, 6 juillet. — Turenne à Louvois, 8 juillet. *D. G.* 413. — Turenne écrivait à Louvois qu'il donnait une pistole des cavaliers, un écu des fantassins.

[2] 9 juillet. *D. G.* 380. — Metz et Verdun étaient du département de Colbert.

les mouvements incertains du comte de Souches qui causaient toutes ces incertitudes. On ne savait pas encore, il ne savait peut-être pas lui-même, tant les Allemands avaient peine à s'éloigner de l'Allemagne, s'il devait céder aux injonctions du prince d'Orange qui l'appelait sur la rive gauche de la Meuse, ou se rendre aux sollicitations du duc de Lorraine et de l'Électeur Palatin qui voulaient le retenir sur la Moselle. Il fut sur le point de prendre ce dernier parti, et d'entrer en France par les Trois-Évêchés. Louis XIV le craignit véritablement; il écrivit coup sur coup à Turenne, d'abord pour le rappeler en deçà du Rhin, puis pour l'attirer sur la Moselle; enfin, dans une longue dépêche, datée du 4 août, il lui demanda son avis, non pas comme beaucoup d'historiens l'ont cru, sur l'abandon immédiat de l'Alsace, mais sur la convenance d'un plan tout à fait éventuel, qui consistait, si les confédérés conservaient l'avantage à la fin de la campagne, à démanteler les places d'Alsace, en ne gardant que Brisach et Philisbourg, et à replier les troupes en Lorraine, sauf à rentrer en Alsace après l'hiver [1].

Turenne avait obéi au premier ordre du roi en repassant sur la rive gauche du Rhin le 28 juillet; mais, après avoir fait une journée de marche vers la Moselle, comme il vit que les Trois-Évêchés n'étaient pas sérieusement menacés, il vint s'établir près de Landau, tout prêt à se reporter dans le Palatinat transrhénan, qu'il n'avait quitté qu'à regret. Quant au plan sur lequel Louis XIV avait appelé son attention et qui

[1] Le roi à Turenne, 22, 27 juillet, 4 août. *D. G.* 380-381.

n'était, on ne saurait trop le redire, qu'un plan éventuel pour un avenir incertain, il le combattit avec la plus grande énergie. « Comme Votre Majesté, répondait-il au roi le 8 août, me fait l'honneur de me demander mes sentiments, et que c'est sur des choses où consiste le bon ou le mauvais état de ses affaires pendant l'hiver, ce qui attire de grandes suites, il faudroit faire un livre au lieu d'une lettre pour en dire toutes les raisons. Je dirai à Votre Majesté que je suis persuadé qu'il vaudroit mieux pour son service que j'eusse perdu une bataille que si je repassois les montagnes et quittois l'Alsace. Elle sait le nombre qu'elle a de troupes; je la supplie, dans ces trois mois qui feront le bon ou le mauvais état de ses affaires, de ne les envoyer qu'aux lieux où elles pourront servir à quelque chose de capital[1]. »

Lorsque Turenne écrivait cette lettre au roi, le comte de Souches avait pris son parti de rejoindre le prince d'Orange au delà de la Meuse, après avoir envoyé un fort détachement au duc de Bournonville. Sa conduite fut exactement imitée par Louvois; le marquis de Rochefort reçut l'ordre de se réunir au prince de Condé, mais en envoyant une partie de ses troupes à Turenne. Cependant le duc de Bournonville se tenait prudemment derrière le Mein, attendant les divers contingents que la plupart des États d'Allemagne ne mettaient pas beaucoup d'empressement à faire marcher. Le mois d'août s'écoula ainsi, Turenne faisant vivre ses troupes aux dépens de l'Électeur Palatin, en deçà

[1] *D. G.* 414. — Cette lettre, dont nous ne donnons que des fragments, est imprimée dans les *Lettres et Mémoires de Turenne*, t. II, p. 548.

du Rhin, comme il les avait fait vivre au delà pendant le mois de juillet.

Est-il vrai que Turenne ait incendié le Palatinat? Est-il vrai qu'il ait, envers des populations inoffensives, usé, abusé de la force brutale? Il faut bien se rappeler que les villes, bourgs et villages, situés dans un certain rayon autour des postes occupés par des troupes ennemies, étaient soumis à la contribution ou au feu, s'ils refusaient de contribuer. On l'a déjà dit à propos de la Hollande, c'était le droit de la guerre en ce temps-là, droit que l'Électeur Palatin lui-même, dans sa lettre de défi à Turenne, ne songeait pas à contester : « Il me semble, disait-il, qu'à toute rigueur on ne met le feu qu'aux lieux qui refusent des contributions. » Si ce droit était incontestable, ce n'était certainement pas Louvois qui eût négligé de le faire valoir. Aussi avait-il ordonné à l'intendant d'Alsace, M. de la Grange, d'expédier des mandats de contribution, et aux officiers de la garnison de Philisbourg, d'envoyer des partis pour brûler les lieux qui n'obéiraient pas aux mandats. En donnant ces ordres, Louvois avait moins pour objet, disait-il, de tirer au bénéfice du roi l'argent des sujets de Son Altesse Électorale que de « matter » Son Altesse elle-même, et de la contraindre à s'humilier aux pieds du roi, qui consentirait volontiers à lui rendre l'honneur de ses bonnes grâces, « à la considération de Monsieur et de Ma« dame [1]. » Mais ni l'Électeur, ni ses sujets n'étaient d'humeur à se soumettre; les paysans du Palatinat par-

[1] Louvois à Maulevrier, 30 mai. *D. G.* 380. — 15 juin. *D. G.* 413.

tageaient la passion de leur souverain contre la France. Non-seulement ils refusaient de contribuer, non-seulement ils abandonnaient leurs villages; ils ne s'en tenaient même pas à la résistance passive; ils s'armaient, ils poussaient les représailles jusqu'aux portes de Philisbourg, jusqu'en Alsace. Un jour, les *schnapans*, — c'était le nom qu'on leur donnait, — avaient attaqué un convoi de bateaux; une autre fois, ils avaient osé s'aventurer au delà du Rhin, et brûler un village du bailliage de Haguenau. Des officiers de la garnison de Philisbourg avaient eu la mauvaise fortune de se laisser prendre; l'Électeur Palatin les fit mettre au cachot, au pain et à l'eau, même avec menaces de mort; ce qui, disait le marquis de Vaubrun, « étoit un procédé tout à fait contre toutes les formes[1]. » Louvois s'irritait : « C'est une moquerie, s'écriait-il, que les habitants du Palatinat continuent à ne point contribuer[2]; » et il ordonnait de nouvelles rigueurs. Rien n'y faisait; trois mois après, le 9 septembre, le gouverneur de Philisbourg, Dufay, lui écrivait comme au premier jour : « J'ai fait brûler depuis quinze jours treize petites villes, bourgs ou villages; mais il n'y a pas une âme dans aucun[3]. »

Voilà, dans l'incendie du Palatinat, en 1674, quelle a été la part de Louvois; voici quelle a été la part de Turenne. Après avoir chassé les Allemands au delà du Mein, il avait voulu les empêcher de revenir en deçà, même après son départ, et leur ôter la tentation d'as-

[1] Dufay à Louvois, 6 mai. — Vaubrun à Louvois, 14 mai. *D. G.* 413.
[2] Louvois à La Grange, 11 juin. *D. G.* 380.
[3] *D. G.* 414.

siéger Philisbourg, en faisant enlever ou détruire tous les fourrages et toutes les récoltes sur les deux rives du Neckar. Il en avait touché quelques mots à Louvois, comme d'une chose toute naturelle et très-utile : « Comme j'ai extrêmement mangé le pays entre Manheim et Heidelberg, deçà et delà le Neckar, lui écrivait-il le 25 juillet, je crois, monsieur, que vous jugez bien de quelle conséquence cela est pour empêcher de venir à Philisbourg. » Louvois ne pouvait trouver mauvais que Turenne ravageât un pays que de son côté lui-même il s'appliquait à détruire; cependant il ne l'approuvait pas entièrement; il craignait, disait-il, qu'un séjour trop prolongé dans les États de l'Électeur n'augmentât en Allemagne le nombre et l'ardeur de ses partisans. Cette inquiétude n'était pas autrement sérieuse; Louvois ne se préoccupait alors que de rappeler Turenne sur la Moselle[1]. Turenne ne s'y laissait pas tromper lorsqu'il répondait au roi, qui affectait les mêmes craintes : « Je supplie Votre Majesté de croire, sur ma parole, que rien au monde n'est si capital pour empêcher le siége de Philisbourg que d'avoir fourragé tous les endroits où l'ennemi peut s'assembler pour y venir. Pour ce qui est des alliés, la ruine du pays de M. l'Électeur Palatin

[1] Louvois à Turenne, 27 juillet : « Sa Majesté appréhende que les progrès que vous ferez sur M. l'Électeur Palatin, qui ne seront point quelque chose de bien capital, n'augmentent les ennemis de Sa Majesté en portant les Allemands à envoyer des secours plus considérables audit sieur Électeur, qu'ils n'auroient fait si l'on n'avoit fait que ravager son pays et que vous n'y eussiez séjourné que le temps nécessaire pour en chasser les armées ennemies. Le mauvais état de Metz et des places de dessus la Meuse fait encore voir avec peine à Sa Majesté que vous en soyez éloigné. » *D. G.* 380.

les refroidit bien plus qu'elle ne les échauffe[1]. » Et de fait, lorsque Turenne eut repassé en deçà du Rhin, quoique ses troupes vécussent avec la même licence qu'au delà, ni le roi ni le ministre n'y trouvèrent plus à redire.

Les sujets de l'Électeur Palatin n'avaient pas souffert sans représailles les ravages de leurs champs. Embusqués aux alentours de l'armée de Turenne, les *schnapans* tuaient sans pitié les traînards ou les imprudents qui s'aventuraient hors du camp. Des soldats, on dit des Anglais, ayant trouvé les cadavres de quelques-uns de leurs camarades horriblement mutilés, mirent le feu aux villages les plus proches. L'Électeur avait souffert les incendies pour refus de contribution, qui pouvaient passer pour des exécutions quasi-légales; ceux-ci lui parurent sans excuse; ce fut alors qu'il écrivit à Turenne, le 27 juillet, cette fameuse lettre qui se terminait par un cartel en bonne forme. Turenne lui répondit, mais avec beaucoup de modération et tant de secret, que Louvois, qui était cependant bien informé, demeura plus de trois semaines avant de rien savoir. Enfin Turenne lui écrivit, le 23 août: « Quand je sortis du Palatinat delà le Rhin, je reçus une lettre de M. l'Électeur Palatin, dont le roi aura assurément ouï parler, car je la lus à ceux qui étoient dans ma chambre. J'en ai gardé l'original et n'en ai point laissé prendre de copies, de peur que cela cou-

[1] Turenne au roi, 27 juillet. — Par un singulier contre-sens, le président Hénault s'est imaginé que Turenne entendait parler des alliés du roi, et blâmait par conséquent les ravages qu'il s'appliquait au contraire à justifier. — Voir *Abrégé chronologique*, année 1674.

rût, car je suis assuré que M. l'Électeur Palatin en aura été fâché une heure après. Je lui répondis que j'avois reçu la lettre qu'il m'avoit fait l'honneur de m'écrire, et lui mandai ce qui est vrai, que si les soldats avoient brûlé sans ordre quelques villages, c'étoient ceux où ils avoient trouvé des soldats tués par les paysans (d'une assez étrange façon). Si le roi veut, je vous enverrai la copie de sa lettre; mais j'ai cru, à cause de Madame, qu'il valoit mieux assoupir cela[1]. »

Cependant l'Électeur Palatin croyait tenir enfin sa vengeance. Le 23 août, les principaux chefs de l'armée allemande s'étaient réunis à Francfort, dans un grand conseil de guerre où Lisola, frappé d'une maladie mortelle, était venu mettre au service de la coalition les derniers restes de sa haine ardente et ingénieuse contre la France. Les troupes de Zell, de Wolfenbuttel, de Lunebourg, de Munster, avaient rejoint. Fallait-il attendre encore le contingent de l'Électeur de Brandebourg? Mais les troupes du Grand-Électeur commençaient à peine à se rassembler aux environs de Magdebourg. On se voyait en force; on croyait l'armée de Turenne très-inférieure en nombre; on résolut de marcher à lui et de le pousser hors de l'Alsace. Dans les derniers jours du mois d'août, les Allemands passèrent le Rhin à Mayence, au nombre de trente mille environ, avec trente pièces d'artillerie. Turenne, à qui leurs informations erronées n'attribuaient guère plus de douze à treize mille hommes, en avait à peu

[1] La remarque qui est entre parenthèse appartient à la réponse de Turenne à l'Électeur. — Tous ces documents se trouvent dans le t. II des *Lettres et Mémoires de Turenne*, la lettre de l'Électeur, p. 537, la réponse de Turenne, p. 538, et la lettre de Turenne à Louvois, p. 560

de chose près le double; son armée comptait, dans les premiers jours de septembre, vingt-trois bataillons et quatre-vingt-cinq escadrons, avec une artillerie égale à celle de l'ennemi.

Louvois avait toujours, au sujet de la Lorraine, de vives inquiétudes qu'il cherchait à faire partager à Turenne. Pourquoi s'en étonner ? Ne savait-il pas que le vieux duc de Lorraine usait de toute son influence et de toute son habileté pour attirer l'armée allemande sur un terrain qu'il connaissait parfaitement et parmi des populations chez lesquelles il avait conservé beaucoup d'intelligences? Turenne lui-même, au premier mouvement des ennemis à Mayence, n'avait-il pas averti l'intendant et les commandants militaires en Lorraine, afin qu'ils se tinssent sur leurs gardes? Pourquoi prêter à Louvois, sans preuve sérieuse, des sentiments de basse jalousie et le désir d'humilier Turenne en l'obligeant à battre en retraite ? Turenne n'eut pas à braver un ordre qui ne lui fut jamais donné. Il ne partageait pas les inquiétudes de Louvois; il y répondit par les arguments que lui suggérait sa grande expérience de la guerre. « Une armée comme celle de l'ennemi, écrivait-il à Louvois le 13 septembre, et en la saison où l'on est, ne peut songer qu'à chasser l'armée du roi d'Alsace, n'ayant ni vivres, ni moyens d'aller en Lorraine que je ne sois chassé du pays[1]. » Le débat n'alla pas plus loin et ne se renouvela pas.

[1] *D. G.* 414. — Je n'hésite pas à dire que l'*Histoire de Turenne*, particulièrement pour cette période, ne mérite en aucun point la confiance que beaucoup d'historiens lui ont accordée. Ainsi la réponse que Turenne est supposé avoir faite aux ordres formels de Louis XIV, au mois de septembre, est un composé d'une lettre du 8 août et d'une lettre du 13 sep-

Turenne s'était établi à Vinden, entre Weissembourg et Landau. Si l'ennemi, qui s'était avancé jusqu'à Spire, voulait entrer en Alsace, il fallait qu'il défilât entre l'armée française et le Rhin, avec beaucoup de chances d'être jeté dans le fleuve. Il ne commit pas cette imprudence; mais, après quinze jours d'attente, voyant que Turenne s'obstinait à garder sa position qui était bonne, le duc de Bournonville se rejeta tout à coup sur la rive droite du Rhin, le 20 septembre, et remonta dans la direction de Kehl. Turenne fit aussitôt marcher un fort détachement sous les ordres du marquis de Vaubrun pour empêcher la ville de Strasbourg de sacrifier les avantages de la neutralité à ses inclinations allemandes, et pour prévenir les Impériaux au pont du Rhin. Il était trop tard; les ministres de l'Empereur avaient depuis plusieurs jours gagné les magistrats qui se dirent violentés par le peuple, et le pont leur fut abandonné. C'était une manœuvre habile, aussi importante que le gain d'une bataille. Les Allemands étaient au cœur de l'Alsace. A cette nouvelle, Turenne se hâta de lever le camp de Vinden et de rejoindre le marquis de Vaubrun à Vantzenau, un peu au nord de Strasbourg. Cependant, l'Électeur de Brandebourg, pressé par ses confédérés, était enfin arrivé sur le Neckar, avec toute une armée, vingt mille hommes et trente-deux pièces de canon; encore quelques jours de marche, et la jonction de cette armée allait porter à

tembre, écrites dans des circonstances très-différentes, avec des additions de la façon de l'auteur. La phrase : « Je connois la force des troupes impériales, les généraux qui les commandent, le pays où je suis; je prends tout sur moi et je me charge des événements, » n'est pas même une imitation heureuse du style de Turenne.

cinquante mille hommes les forces des alliés. Turenne voulut prévenir cette jonction comme il avait prévenu celle des ducs de Lorraine et de Bournonville au commencement de la campagne.

Pour trouver un terrain favorable à la bataille, il fallait se porter du nord au sud-ouest de Strasbourg, en décrivant un grand arc de cercle. Les troupes, averties le 2 octobre au soir, marchèrent toute la nuit et toute la journée du 3; à quatre heures, elles s'arrêtèrent à Molsheim; c'était là que Turenne s'attendait à rencontrer l'ennemi. Il était en effet à peu de distance, dans la plaine en avant d'Ensheim. Le 4, avant le jour, Turenne, laissant ses bagages à Molsheim, fit marcher son armée par delà deux petits ruisseaux, et la déploya, suivant l'ordre régulier, sur deux lignes, l'infanterie au centre, la cavalerie sur les ailes, une réserve de cavalerie derrière la première ligne, et la réserve accoutumée derrière la seconde. Il avait eu seulement la précaution de placer des pelotons d'infanterie entre les escadrons. Les Allemands étaient dans un ordre à peu près semblable; mais comme ils avaient eu le temps d'étudier la position, ils avaient abrité leur centre derrière un village, couvert d'ouvrages de campagne et d'artillerie, tandis que leur gauche s'appuyait à un bois qu'ils occupaient également et qui s'allongeait jusque dans le flanc de l'armée française. Turenne vit aussitôt que ce bois était la clef de la position et qu'il fallait l'enlever à tout prix. Ce fut de ce côté que se porta d'abord tout l'intérêt et tout l'acharnement de la bataille.

L'artillerie ouvrit le feu à neuf heures, sous un ciel

gris et une pluie battante. Une brigade de dragons, commandée par le marquis de Boufflers, parvint à s'établir sur la lisière du bois; mais comme elle avait peine à s'y maintenir sous le feu d'un ennemi bien posté, Turenne la fit soutenir par les détachements de mousquetaires placés d'abord entre les escadrons de l'aile droite. Le duc de Bournonville, à son tour, ne cessant d'envoyer de ce côté de l'infanterie et du canon, il fallut y faire marcher successivement la plupart des bataillons de la seconde ligne et même les deux bataillons de la réserve. Il y eut là, dans les profondeurs du bois, pendant deux heures, un combat violent dont les deux armées immobiles n'entendaient que les détonations et les clameurs, ne voyant rien que les tourbillons de fumée qui s'élevaient au-dessus des arbres, plus préoccupées de cette lutte invisible que des coups de mitraille qui, pendant ce temps là, décimaient leurs rangs, plus inquiètes et plus émues que si la charge avait sonné pour elles-mêmes. Mais les deux généraux ne voulaient hasarder aucune manœuvre avant de connaître le résultat de cet engagement. Cependant, grâce à l'énergie de l'infanterie française et anglaise, — car Churchill et son régiment s'y étaient particulièrement distingués, — les Allemands avaient perdu beaucoup de terrain; ils étaient sur le point d'être chassés entièrement du bois, lorsque M. de Bournonville voulut tenter un nouvel effort.

La disposition de son armée lui donnait un grand avantage; son artillerie, placée derrière des épaulements, avait une grande supériorité sur l'artillerie française qui manœuvrait péniblement dans la fange,

car la pluie ne cessait pas de tomber; mais surtout le village fortifié qui couvrait son centre lui permettait d'envoyer à sa gauche un plus grand nombre de bataillons; tandis que Turenne, combattant à découvert, n'avait pas osé jusqu'à ce moment affaiblir sa première ligne. Il fallut enfin s'y résoudre, lorsqu'un retour offensif des Allemands, ranimés et renforcés, vint ébranler leurs adversaires encore mal établis sur le terrain conquis. Turenne détacha donc, bien qu'à regret, trois bataillons de la première ligne, et les fit marcher au soutien de leurs camarades, pendant que les escadrons de l'aile droite, sous les ordres du marquis de Vaubrun, s'avançaient le long du bois pour appuyer l'infanterie et pour charger l'ennemi au besoin, s'il était repoussé ou s'il s'aventurait dans la plaine. Ce mouvement, heureusement exécuté, ne fut pas absolument décisif; les Allemands, expulsés définitivement du bois, se retirèrent derrière quelques ouvrages de campagne qu'ils avaient au delà et que l'épuisement des troupes ne permit pas d'attaquer. L'infanterie française put reprendre haleine, protégée par les arbres; mais la cavalerie, ne voulant pas reculer, demeura sous le feu des redoutes, à très-petite portée, jusqu'à la nuit.

Tandis que la bataille était ainsi à peu près gagnée à sa droite, Turenne vit le moment où, sur sa gauche, « la chose, disait-il, prenoit un autre train. » Les Allemands n'avaient pas encore fait donner leur excellente et nombreuse cavalerie. L'occasion, cette occasion unique où se reconnaissent les vrais généraux, s'offrit enfin au duc de Bournonville qui l'attendait depuis le matin. Il voyait devant lui une ligne d'infanterie affaiblie de trois

bataillons et découverte sur son flanc par le mouvement général de l'aile droite. Il y avait au milieu de l'armée française un vide qui allait toujours s'élargissant. Tout à coup, deux masses de cavalerie s'ébranlèrent, l'une contre les escadrons français de l'aile gauche, l'autre contre les sept bataillons qui restaient au centre. Parvenus à trente pas de la ligne des piques, les cuirassiers de l'Empereur s'arrêtèrent, et l'un des brigadiers, M. de Pierrefitte, leur criait déjà que s'ils voulaient qu'on tirât, il fallait approcher davantage, lorsque, par une manœuvre rapide, ils essayèrent de tourner les bataillons français pour les charger en flanc ou par derrière. Si Turenne n'avait pas eu des troupes solides et des lieutenants dévoués, il était perdu; mais s'il n'avait pas connu les uns et les autres, il n'eût jamais hasardé le mouvement de son aile droite. Tandis que les escadrons ennemis tourbillonnaient autour d'eux, « M. de Foucaut, dit le rapport, faisoit faire des évolutions aux bataillons pour faire tête de tous côtés, avec un silence non pareil. » L'infanterie tenant ferme, les cuirassiers de l'Empereur se rejetèrent sur la cavalerie. Les premiers escadrons français avaient été renversés. Le neveu de Turenne, le comte de Lorge, qui commandait l'aile gauche, rendit la charge avec ceux de la seconde ligne et de la réserve. Après une longue et confuse mêlée, les Impériaux cédèrent et rentrèrent en désordre dans leurs positions du matin, où l'on n'essaya pas plus de les forcer qu'à l'autre aile. Ce dramatique épisode fut le dernier de la bataille qui s'acheva par le canon; l'artillerie française avait tiré deux mille cinq cents coups.

La nuit venue, les Allemands, qui n'avaient pas de bagages, reconnurent leur défaite en se retirant aussitôt entre la rivière d'Ill et Strasbourg. Les soldats français, qui n'avaient pas cessé de marcher ou de combattre depuis quarante-huit heures, dans la boue, sous la pluie, n'étaient pas en état de les poursuivre. On se contenta, le lendemain matin, de ramasser beaucoup d'armes non-seulement sur le champ de bataille, mais même sur la ligne de retraite des Allemands; on leur avait pris une vingtaine de drapeaux et d'étendards et dix pièces de canon. L'absence d'états et de chiffres authentiques ne permet pas d'évaluer les pertes qui durent être considérables de part et d'autre.

Telle fut la bataille d'Ensheim[1]. Plus importante par le nombre des combattants et par les manœuvres que la bataille de Sinzheim, elle n'eut pas à beaucoup près d'aussi grands résultats. Turenne avait voulu détruire l'armée du duc de Bournonville ou la repousser au delà du Rhin : elle n'était qu'affaiblie, elle était encore en Alsace, et l'Électeur de Brandebourg lui amenait un puissant renfort. Turenne avait besoin plus que jamais de recevoir de nouvelles troupes; il se replia, pour les attendre, dans la direction de Saverne et de Haguenau que Louvois lui avait toujours recommandé de couvrir.

Il y avait quelque temps déjà que Louvois s'occupait d'acheminer des Pays-Bas, où la campagne était finie, un corps d'armée vers la Moselle et le Rhin; cinquante escadrons avaient déjà reçu l'ordre d'y marcher. Mais

[1] Vaubrun à Louvois, 5 octobre. — Turenne à Charuel, 5 octobre. — Turenne à Louvois, 6 et 9 octobre. — Relation. — *D. G.* 414.

au moment où la gravité des circonstances réclamait toutes les ressources de son activité et de son génie organisateur, il tomba tout à coup et sérieusement malade. Obligé d'abandonner à Le Tellier la décision et le détail des affaires, obligé de se faire transporter à Paris et de se livrer à des médecins qui lui tiraient du sang sept fois en huit jours, il disputait aux médecins et à la fièvre quelques instants de répit pour s'occuper lui-même du choix et de la direction de ce secours qu'il voulait grand et efficace. Ainsi, le 9 octobre il écrivait à Le Tellier : « Comme rien ne me paroît plus important que de finir la campagne aussi glorieusement du côté de l'Allemagne que l'on a fait du côté de Flandre, et qu'il est de la prudence du roi de se mettre en état de prévenir tous les malheurs qui pourroient arriver à M. de Turenne, je croirois qu'il seroit fort important qu'il lui plût d'ordonner à monseigneur le Prince d'envoyer vingt bataillons d'infanterie (fort peu de Suisses) de ceux qui ont le moins souffert dans le combat de Seneffe, à Metz, Verdun, Saint-Mihiel, Toul, Nancy et Bar, avec encore trente escadrons de cavalerie outre les cinquante, afin d'avoir ces gens-là tout prêts pour jeter en Bourgogne ou pour soutenir la Lorraine s'il arrivoit un malheur à M. de Turenne. J'avoue que ce sera une fatigue aux troupes et une marche qui sera peut-être inutile; mais s'il arrivoit un malheur, je suis assuré que le roi seroit au désespoir de n'avoir pas ces troupes-là. » Et le ministre, impatient du repos, ajoutait : « Si dans les dépêches de M. de Pomponne, il y a quelque chose de curieux, vous me ferez un sensible plaisir de m'en donner

part, afin de ne me pas laisser oublier la suite des affaires. » Le même jour, Le Tellier lui répondait de Versailles que ses propositions étaient approuvées par le roi. Mais l'esprit méthodique de Louis XIV, livré à lui-même, manquait de décision et d'à-propos.

Il paraît, par cette correspondance, que Louis XIV et Louvois avaient arrêté déjà ensemble les projets et la distribution des troupes pour la campagne prochaine; il y était parlé d'une « première armée » que le roi se proposait de commander en personne, et qui devait nécessairement comprendre les corps d'élite; or, comme le roi craignait beaucoup de les fatiguer d'avance, il prenait garde de ne les point porter sur le contrôle du détachement qui devait marcher vers Turenne, et se donnait beaucoup de peine pour ne composer ce détachement que de troupes de second ordre. Le prudent Le Tellier n'y faisait pas d'objection; il laissait ce soin délicat à son fils. « Sa Majesté a désiré, lui disait-il, que je vous donnasse part de tout ce que dessus, afin que vous envoyiez votre avis sur lequel elle prendra sa dernière résolution. » Louis XIV péchait par excès de prévoyance. Sacrifier le présent à l'avenir, négliger la crise formidable où se trouvait engagé le sort de l'Alsace et de la Lorraine, pour le bénéfice imaginaire d'une campagne qui ne se ferait peut-être pas, c'était une faute dont Louvois ne voulait pas se rendre complice. Le 11, il écrivit à Le Tellier : « Je ne pus faire réponse hier à votre lettre, n'ayant pas même été en état de la lire; présentement qu'il y a plus de douze heures que je suis sans fièvre, je me suis fait donner votre paquet, et ai vu avec plaisir, par ce qu'il contient, que le roi ait

bien voulu approuver ce que je lui ai proposé pour l'envoi des vingt bataillons et des trente escadrons de cavalerie. Je prendrai seulement la liberté de dire sur les troupes que le roi se propose d'y envoyer, que, comme elles ne serviront que pour soutenir une affaire qui n'iroit pas bien, il est de la prudence du roi d'y envoyer toutes des meilleures, et que les troupes qui iront là seront beaucoup mieux et dépériront moins que si elles demeuroient en campagne jusqu'à la Toussaint. Et puisque le roi veut bien que je prenne la liberté de lui dire ce que je pense, je crois qu'il faut envoyer la petite gendarmerie, et pour le surplus choisir tous les meilleurs régiments de cavalerie, se remettant à monseigneur le Prince de prendre ceux qui ont le moins souffert, lui marquant que le roi ne veut pas qu'il ait aucun égard pour personne. A l'égard de l'infanterie, si le roi veut bien faire, il se remettroit encore du choix à monseigneur le Prince, pour choisir les régiments qui sont en meilleur état; à quoi Sa Majesté doit avoir d'autant moins de répugnance que si l'armée de l'Empereur hiverne dans le pays de Liége, le projet [à venir] de Sa Majesté ne se peut exécuter[1]. »

Lorsqu'on lui montrait le vrai, le bon sens de Louis XIV s'y portait volontiers. Le même jour, 11 octobre, Le Tellier écrivait au prince de Condé, précisément dans le sens que venait d'indiquer son fils; et le 16, il annonçait officiellement à Turenne qu'il aurait bientôt à ses ordres vingt bataillons et quatre-vingts escadrons des meilleures troupes de M. le Prince. Le Tellier ac-

[1] Cette correspondance entre Louvois et Le Tellier se trouve dans le t. 382.

compagnait cette bonne nouvelle d'un compliment sur le gain de la bataille d'Ensheim. Les compliments de Le Tellier ont assurément peu d'importance; il les prodiguait à tout le monde; telle n'était point l'habitude de Turenne, qui n'en faisait pour ainsi dire à personne; aussi, les très-rares compliments de Turenne ont-ils une signification toute particulière, une véritable valeur historique. Lors donc qu'il écrivait à Le Tellier, le 23 octobre : « Sachant, monsieur, que la maladie de M. votre fils ne diminue pas, je vous assure que je lui souhaite de tout mon cœur une entière guérison, et que je prends beaucoup de part au déplaisir que cela vous donne; » on peut affirmer qu'il n'accomplissait pas un devoir de politesse banale, et que, bien loin d'avoir à se plaindre de Louvois, il lui était reconnaissant au contraire des soins que le ministre n'avait pas cessé de prendre depuis Sinzheim pour lui envoyer des renforts.

Aux ressources insuffisantes de l'armée régulière, Louvois avait imaginé, depuis quelque temps déjà, d'ajouter une force irrégulière, l'arrière-ban. On sait qu'au beau temps des institutions féodales, lorsque le roi de France n'était encore qu'un suzerain parmi d'autres suzerains, tous les possesseurs de fiefs étaient tenus au service militaire. C'était le temps où les guerres privées étant de droit, où nul ne pouvant compter que sur soi-même, et chacun se tenant constamment armé pour l'attaque ou pour la défense, une telle obligation était parfaitement conforme aux mœurs, aux habitudes, aux besoins d'hostilité perpétuelle qui étaient l'état normal de cette société. Même lorsque le pouvoir

agrandi des rois eut restreint les guerres privées et commencé d'établir au-dessus des intérêts particuliers un intérêt général, une autorité protectrice, l'humeur des vassaux ne cessa pas d'être turbulente et désordonnée. Alors on les voyait se ruer en foule à la bataille, et s'y comporter vaillamment, mais sans aucun souci des chefs, connétable ou maréchaux du roi. Combien de batailles, comme Crécy, comme Azincourt, n'ont été perdues que par excès de bravoure et d'indiscipline! La création d'une armée permanente sauva la royauté de ses trop ardents auxiliaires, et rejeta ceux-ci au second plan. L'arrière-ban n'étant plus la force unique et nécessaire, perdit bientôt toute son importance. Cependant on le convoquait encore de temps à autre; mais à mesure que les années marchaient, ce débris vermoulu des institutions féodales faisait de plus en plus contraste avec les formes nouvelles du gouvernement et de la société. L'arrière-ban et la monarchie absolue, deux mots, deux idées, deux principes incompatibles! Les faits qui parfois donnent tort au raisonnement, s'accordaient ici parfaitement avec lui. Tout ce qu'il y avait en France de vraiment noble et de sang généreux servait dans l'armée, à tous les degrés de la hiérarchie militaire. Quels étaient donc ceux qui restaient dans les provinces? C'étaient les esprits chagrins, les mécontents, les besoigneux et les incapables. Quel service Louvois pouvait-il attendre de ces gens-là? Que leur demandait-il? Seulement de faire nombre et de donner prétexte à ce bruit qui avait produit jusqu'alors un certain effet parmi les étrangers : Le roi de France a rassemblé sa noblesse!

La convocation du ban et de l'arrière-ban, publiée le 17 août, par lettres-patentes du roi, appelait au service, pendant deux mois, la moitié de la noblesse des provinces situées à moins de cent lieues des frontières menacées par l'ennemi[1]. Ceux qui étaient désignés avaient un mois pour s'équiper. Qu'importait le délai pour le plus grand nombre qui avaient moins besoin de temps que d'argent? Aussi Louvois était-il obligé d'autoriser secrètement les intendants de province à recevoir, sur le pied de dragons, ceux qui ne pourraient pas se présenter en équipage de chevaux-légers[2]. Mais comment allaient-ils se tirer d'affaire en campagne, ne recevant ni solde, ni vivres, ni fourrage? Vauban, qui connaissait bien ces misérables hobereaux, conseillait à Louvois de leur donner le service des garnisons, moins coûteux et moins pénible. « L'arrière-ban, lui écrivait-il, ne pouvant être formé que de noblesse fort gueuse et incommodée, ne pourra être que très-mal équipé; et qui va sans équipage à l'armée, est bientôt accablé de misère et de maladie. Ne seroit-ce pas bien fait de mettre tous les mal équipés dans des places où on pourroit avoir lieu de craindre, et en tirer autant de garnison pour aller servir à l'armée[3]? » Mais Louvois tenait à les faire servir en campagne; et, pour ajouter à l'effet qu'il voulait produire, il mit à leur

[1] Provinces désignées : Ile-de-France, Normandie, Anjou, Touraine, Berry, Orléanais, Blaisois et pays Chartrain, Bourbonnais, Nivernais, Maine, Limousin, Haute et Basse Marche, Auvergne, Lyonnais, Forez et Beaujolais, Bourgogne et Bresse, Champagne et Brie. *D. G.* 381.

[2] C'est-à-dire à n'exiger d'eux ni les bottes ni les pistolets.— Louvois à Marillac, 3 septembre. *D. G.* 381.

[3] Vauban à Louvois, 28 août. *D. G.* 406

tête, comme s'ils eussent été un corps d'élite, le marquis de Créqui, un maréchal de France.

Ce fut seulement dans les premiers jours d'octobre qu'ils se trouvèrent rassemblés à Nancy, au nombre de cinq à six mille cavaliers. Le maréchal de Créqui n'était pas très-satisfait de son commandement: « Je vous rends compte par toutes mes lettres, écrivait-il à Louvois, de plusieurs détails touchant la noblesse; mais je retranche bien des choses qui seroient ennuyeuses à lire comme elles me sont très-désagréables à écouter. Malgré toutes les misères dont ceci est environné, si Sa Majesté veut employer ce corps de noblesse à quelque chose, je le mettrai en œuvre le mieux qu'il me sera possible; et ils seroient présentement plus capables d'agir que quand ils auront essuyé les fatigues d'une arrière-saison. L'on peut tirer vingt ou vingt-cinq escadrons de quatre-vingts chevaux chacun, qui peuvent tenir leur place dans une action. Quoique parmi des gens mal disciplinés il soit difficile de passer sans désordre, néanmoins les plaintes n'ont pas été grandes ni considérables[1]. » Quelques jours après, il reçut l'ordre de conduire l'arrière-ban à l'armée de Turenne; ce mouvement était comme une réponse à la jonction définitive de l'Électeur de Brandebourg avec le duc de Bournonville. Le maréchal de Créqui saisit avec assez d'empressement cette occasion de résigner entre les mains de Turenne le commandement de « cette noblesse difficultueuse, » et de se « réduire à la condition de particulier curieux, en visite » à l'armée d'Alle-

[1] 10 octobre. *D. G.* 414

magne, où sa dignité ne souffrait pas qu'il se mît aux ordres du chef de cette armée; ce qui ne l'empêchait pas de se plaindre et de faire valoir sa résignation comme un grand sacrifice, « car, disait-il, l'état où je suis est violent[1]. » Ce n'est pas que Turenne ne mît dans ses rapports avec lui beaucoup de bonne grâce; il poussait même la bienveillance jusqu'à louer la noblesse, quoique, dans une manœuvre très-importante, puisqu'il s'agissait de changer de camp en présence de l'ennemi pour se rapprocher de Saverne, la lenteur de cette noblesse eût mis l'armée en grand péril. « Je vis hier, écrivait-il le 23 octobre, la noblesse que l'on avoit fait mettre en bataille. Il n'est pas croyable combien il y a d'officiers qui ont servi et dont plusieurs seroient bien aises de rentrer dans le service; il y en a des premiers plus de mille. Ils témoignent une grande affection pour le service du roi. »

Au bout de huit jours, il n'en avait déjà plus si bonne opinion; car il demandait qu'on l'en débarrassât, pour faire place aux troupes qui venaient de Flandre; et comme les ordres du ministre n'arrivaient pas assez vite, il prit sur lui de renvoyer l'arrière-ban. « Monsieur, écrivait-il à l'intendant Charuel, je renvoie toute la noblesse; la moitié va à Metz et Verdun, et l'autre à Toul et Saint-Dizier, attendre les ordres du roi[2]. » L'ordre vint, sur ces entrefaites, au maréchal de Créqui de reprendre son commandement et de ramener sa troupe en Lorraine, au grand désespoir des villages qu'elle tra-

[1] Créqui à Le Tellier, 12, 16, 21 octobre. *D. G.* 414.

[2] Turenne à Charuel, 8 novembre. — Turenne à Le Tellier, 30 octobre, 6 et 9 novembre. *D. G.* 414

versait, prenant tout sans rien payer. Ce n'était que plaintes des intendants : « Il n'y a point de désordre, écrivait l'un d'eux, que cette noblesse n'ait fait partout où elle a passé[1]. » L'ancien arrière-ban avait bien des goûts de pillage et d'indiscipline, mais il était brave; on connut alors ce que celui-ci valait pour la guerre.

Des partis ennemis, envoyés par le duc de Lorraine, couraient par toute la province. L'un d'eux surprit, entre Lunéville et Blamont, la noblesse d'Anjou dans ses quartiers, et l'enleva tout entière, sauf une trentaine des plus agiles, qui s'enfuirent à pied jusqu'à Toul[2]. Un autre jour, c'était deux escadrons de la noblesse de Bourgogne qui laissaient piller sous leurs yeux, aux portes de Metz, la vaisselle d'argent du maréchal de Créqui, sans oser suivre leur commandant, qui se faisait blesser en chargeant tout seul[3].

Cette épreuve acheva de les dégoûter du service; le maréchal voyait à chaque instant son autorité méconnue; il écrivait, le 14 novembre : « L'on a, en partant de l'armée, fait entendre aux nobles qu'ils devoient s'en retourner chez eux; il n'est pas concevable combien cela a mis de licence parmi eux; et il seroit difficile de faire comprendre au roi la peine que donnent tant de gens peu accoutumés au commandement, et qui ne peuvent souffrir une pauvreté, en servant, qu'ils supportent dans leurs maisons. A tous moments, ils perdent le respect pour leurs officiers en négligeant le service

[1] Morangis à Louvois, 13 novembre *D. G* 416.
[2] Turenne à Le Tellier, 9 novembre. *D. G.* 414. — Le Tellier à Turenne, 12 novembre. *D. G.* 382.
[3] Créqui à Louvois; Givry à Louvois, 13 novembre. *D. G.* 414.

ou se proposant la retraite; et surtout ils comptent que depuis le 19e de septembre jusqu'au 19e de novembre, les deux mois que le roi leur a demandés sont accomplis, et qu'ils sont éloignés de chez eux. Sur ce que j'expose à Sa Majesté, elle ordonnera ce qu'il lui plaira; mais, en vérité, elle sera mal servie d'un corps aussi peu réglé que celui-là [1]. » Cependant Le Tellier, qui remplaçait Louvois, alors malade, aurait voulu les retenir encore pendant un mois, en leur donnant le pain, le fourrage et la solde, comme aux chevaux-légers; cette concession même ne fit que redoubler leur insolence; des paroles « très-peu mesurées et séditieuses, » ils passèrent aux actes. Deux ou trois cents d'entre eux, conduits par un de leurs commandants, le chevalier de Vandy, partirent de Metz, malgré les ordres formels du maréchal. « Cela est infâme! » s'écriait un colonel de l'armée, M. de Givry. Tous les officiers étaient indignés et inquiets; quel exemple donnaient à leurs soldats ces nobles insoumis, lâches et déserteurs!

Assailli de récriminations unanimes [2], Le Tellier se décida enfin à permettre au maréchal de les renvoyer. « Rien n'est arrivé plus à propos que votre dépêche, lui répondit aussitôt le maréchal; car il étoit fâcheux de voir débander toute la noblesse sans congé, et plus encore d'être nécessité de châtier leur désertion. Je n'ai pas hésité de prendre le parti de délivrer aux escadrons de l'arrière-ban leurs routes qu'ils commenceront à suivre demain et après, en sorte qu'il n'y

[1] *D. G.* 414.

[2] Morangis à Louvois, 18 et 20 novembre, *D. G.* 416. — Givry et Montbron à Louvois, 20 novembre. *D. G.* 414.

aura plus de nobles sur cette frontière. Je souhaite ardemment que le roi n'ait jamais besoin de rassembler sa noblesse; car c'est un corps incapable d'action, et plus propre à susciter des désordres qu'à remédier à des accidents[1]. » Telle fut la fin et telle fut l'oraison funèbre de l'arrière-ban, nous ne voulons pas dire de la noblesse; il y avait longtemps que le mot ne convenait plus à la chose; le mot, conservé par habitude, n'exprimait plus rien qu'un mensonge; la chose n'était plus qu'un vain épouvantail, comme ceux qui se balancent au-dessus des moissons pour tenir à distance les oiseaux pillards. La vraie, la seule noblesse, on ne saurait trop le redire, était dans l'armée régulière; elle y gardait l'honneur, et la bravoure, et la discipline; elle y aidait Turenne à chasser l'étranger de la France par la plus heureuse des inspirations militaires.

Les Allemands, même depuis l'arrivée de l'Électeur de Brandebourg, ne paraissaient pas disposés à prendre l'offensive; ils s'étaient contentés de pousser une reconnaissance vers le camp de Dettwiller, où Turenne, fortement retranché, protégeait Saverne d'un côté, Haguenau de l'autre; puis ils avaient regagné leur campement aux environs de Strasbourg. Hiverner en Alsace, c'était pour eux prendre la revanche d'Ensheim. Le mois de novembre s'était ainsi écoulé, sans mouvement, sans combat; la campagne semblait terminée. Le froid était vif, la neige tombait; il était grand temps de s'enfermer dans les bons quartiers d'hiver de la haute Alsace, un gras pays que la guerre n'avait pas

[1] 22 novembre. *D. G.* 414.

encore visité. Enfin Turenne apprit qu'ils avaient marché vers Schelestadt et Colmar. C'était dans les premiers jours de décembre, au moment même où Louvois reprenait la direction des affaires : « Vous me permettrez de commencer par me réjouir de votre meilleure santé, » lui écrivait Turenne [1]. L'accord entre eux était parfait; non-seulement Louvois n'entravait ni ouvertement, ni sous main, les projets de Turenne; mais au contraire il les favorisait de tout son pouvoir. Les ordres avaient été donnés aux intendants des Trois-Évêchés, de Lorraine et de Champagne, pour faire de gros amas d'avoine et de fourrage; les grands munitionnaires, Jacquier et Berthelot, avaient tout prêts leurs approvisionnements de farines.

Turenne, laissant six bataillons dans Haguenau, trois dans Saverne, abandonne l'Alsace, traverse les Vosges et descend en Lorraine, comme s'il voulait y prendre lui-même ses quartiers d'hiver, tandis que son dessein est de marcher du nord au sud, couvert par les montagnes, de déboucher par Béfort dans la haute Alsace et de tomber sur les Allemands. Au lieu d'appeler à Saverne le gros corps d'armée qui lui était venu de Flandre, il l'avait d'abord arrêté sur la Sarre et laissé quelque temps se refaire ; puis il l'avait remis en mouvement, à l'avant-garde. Comme, pour une expédition de ce genre, il préférait la qualité des hommes à la quantité, il avait renvoyé à Nancy tous les malingres, tous les cavaliers démontés; il y renvoyait aussi tous les chevaux ruinés, gardant les autres qui

[1] 8 décembre. *D. G.* 414.

avaient beaucoup pâti dans la basse Alsace, où les fourrages étaient devenus très-rares, mais qui se rétablissaient en Lorraine, même en marchant, parce qu'ils ne faisaient que de petites journées. Quelques troupes que le duc de Lorraine avait déjà dépêchées pour prendre possession d'Épinal et de Remiremont, s'enfuirent à la hâte ; tels étaient l'engourdissement et la quiétude des Allemands qu'ils ne voulurent croire au danger que lorsque Turenne parut à Béfort, le 27 décembre. Alors ils se pressèrent pour resserrer leurs quartiers; Turenne ne leur en donna pas le temps. Le 29, il surprit auprès de Mulhouse toute la cavalerie de l'Empereur, celle de Munster et celle du duc de Lorraine ; quoiqu'il n'eût sous la main que quatre régiments de chevaux-légers et la gendarmerie, il n'hésita pas à engager un très-brillant combat où, malgré la supériorité du nombre, les Impériaux furent culbutés et s'enfuirent, laissant au vainqueur quatorze étendards, quelques centaines de prisonniers, et, résultat plus important, le prestige du premier succès. L'épouvante et la confusion étaient si grandes parmi les alliés que, le lendemain, un régiment d'infanterie, le régiment de Porzia, qui était de mille hommes, se laissa prendre, hommes, drapeaux, armes et bagages, sans essayer la moindre résistance [1].

Lorsque Turenne eut été rejoint par toute son infanterie, il marcha vers Colmar, où l'Électeur de Brandebourg s'efforçait de rallier les troupes éparses de la

[1] Turenne à Le Tellier, 23, 27, 30 novembre, 4 décembre —Turenne à Louvois, 8, 12, 15, 22, 25, 27, 31 décembre 1674.

coalition. Il y avait en effet, entre Colmar et Turckheim, un rassemblement, plutôt qu'une armée, de trente à quarante mille hommes. En débouchant devant eux, le 5 janvier 1675, Turenne reconnut qu'ils avaient en avant de leur front un canal et des retranchements garnis d'artillerie, que leur gauche était fortement appuyée à Colmar, mais qu'un espace d'environ douze à quinze cents pas séparait leur droite de la ville de Turckheim, qu'ils avaient négligé d'occuper. Turckheim cependant, par sa situation dans la montagne, était un poste d'une très-grande importance; et qui en était maître, était maître de toute la plaine. Les Allemands, dans leur désarroi, ne s'étaient préoccupés que du danger d'être coupés de Colmar, où étaient leurs magasins. Tandis que pour les mieux tromper, Turenne faisait quelques démonstrations, comme s'il eût voulu les attaquer de front en traversant le canal de vive force, la plus grande partie de son infanterie, masquée par un rideau de cavalerie, filait rapidement à gauche vers la montagne. Les pentes voisines de Turckheim étaient couvertes de vignes dont les ceps élevés cachaient aux regards de l'ennemi la marche des régiments français. La ville fut occupée sans difficulté; à peine y trouva-t-on une centaine de traînards qui allaient rejoindre leurs corps; on en prit trente ou quarante; les autres, s'échappant vers la plaine, coururent donner l'alarme aux généraux allemands.

Ceux-ci virent aussitôt la faute qu'ils avaient faite et la voulurent réparer. Ils envoyèrent dans une prairie qui s'étendait au pied des hauteurs, plusieurs bataillons avec une batterie de six pièces, soutenue

de quelques escadrons, et commencèrent un feu très-vif, mais sans oser aventurer leurs troupes dans les vignes. Les Français n'avaient pas encore leur artillerie; les mousquetaires, embarrassés par les grands échalas, avaient beaucoup de peine à manier leurs armes, tandis que les ceps, dépouillés de leurs pampres, ne les dérobaient pas assez aux coups de l'ennemi. Le régiment de la Marine, qui avait été le premier engagé, les régiments des Vaisseaux, de la Reine, d'Anjou et d'Orléans, qui l'avaient suivi, ne se maintenaient qu'avec beaucoup de peine; l'armée avait perdu, dès le commencement de l'action, un de ses meilleurs officiers, M. de Foucaut, ce lieutenant général qui avait fait, avec tant de sang-froid, une si belle manœuvre, au moment le plus critique de la bataille d'Ensheim.

Déjà les Allemands espéraient reconquérir Turckheim par la seule puissance de leur feu, lorsque deux bataillons des gardes françaises et le régiment de Navarre, entraînant les autres, descendirent au bas du coteau, sortirent des vignes, et, se déployant en face de l'ennemi, lui rendirent avec usure le feu qu'ils avaient reçu de lui; puis, quand ils le virent en désordre, ils chargèrent la pique en avant ou l'épée à la main. Tout fuyait devant eux; mais Turenne, craignant un retour offensif de la cavalerie, et voyant la nuit venir, fit sonner la retraite. Il ne voulait pas fatiguer ses troupes, comptant le lendemain livrer une grande bataille, dont ce combat de Turckheim ne devait être que le prélude; mais à peine était-il rentré dans la ville, qu'on entendit un grand bruit du côté de Colmar. C'était toute l'armée allemande qui décampait à la hâte et battait en retraite

sur Schelestadt et Strasbourg ; Turenne la fit suivre par deux brigades de cavalerie qui ramassèrent beaucoup de prisonniers[1].

Les Allemands ne se sentaient plus en sûreté sur la terre d'Alsace; ils se hâtaient de traverser Strasbourg et le pont du Rhin. Toutefois, il était à craindre que par une juste appréhension de la colère du roi, les habitants de Strasbourg ne voulussent garder, même de force, une garnison de troupes impériales. Turenne prévit et prévint le danger. Il se contenta de surveiller la retraite précipitée de l'armée allemande; il ne s'approcha pas trop de Strasbourg, et il écrivit aux magistrats pour leur donner l'assurance que le roi n'entendait pas les rendre responsables de la violence que la populace leur avait faite, à condition qu'ils gardassent mieux à l'avenir leur pont et leur neutralité. Les magistrats furent heureux d'en être quittes à si bon compte[2]; ils hâtèrent eux-mêmes le départ des derniers restes de l'armée allemande; et, le 22 janvier, Turenne put quitter l'Alsace reconquise, pour venir, à travers les acclamations enthousiastes des provinces et de Paris, recevoir, à Versailles, les embrassements de Louis XIV, les témoignages d'admiration de tous les hommes de guerre, les félicitations de toute la cour.

On sait ce que Bussy-Rabutin, l'homme de son siècle le plus vindicatif et le plus jaloux, était forcé d'écrire à madame de Sévigné : « Je vous dirai que j'aime autant M. de Turenne que je l'ai autrefois haï ; car, pour dire

[1] Turenne à Louvois, 2, 6, 7 janvier 1675.
[2] Turenne à Louvois, 11, 14, 16, 18, 19, 21 janvier.

la vérité, mon cœur ne peut plus tenir contre tant de mérite [1]. » Cependant, il s'est trouvé un historien de Turenne qui, pour tenter l'œuvre impossible d'ajouter à la gloire du héros, s'est avisé d'exclure le seul Louvois de ce concert unanime, et de répéter, ou plutôt de transporter au mois de janvier 1675, les malheureux débats qui avaient tristement signalé le mois de janvier 1674. C'est là encore fois une erreur capitale et une flagrante injustice. Louvois n'eut pas d'excuses à faire ou à renouveler; il n'eut pas, contraint par Louis XIV, à solliciter de Turenne le rétablissement d'une entente qui, depuis plusieurs mois, était complétement rétablie [2].

L'évacuation de la Hollande, la conquête de la Franche-Comté, la campagne dans les Pays-Bas, la campagne sur le Rhin, n'étaient pas les seuls événements qui, pendant cette laborieuse année 1674, eussent excité les préoccupations et réclamé les soins de Louvois. Les Espagnols dans les Pyrénées, les Hollandais sur les côtes de l'Océan, les fauteurs d'agitations intestines, avaient aussi mis à l'épreuve la vigilance et la fermeté du ministre. Son histoire serait incomplète si l'on n'accordait pas quelque attention à des incidents qui, pour n'avoir pas l'importance des grands faits qu'on vient de raconter, ne sont pas cependant dépourvus d'intérêt.

La fortune singulière, les talents et la réputation du général à qui Louvois avait fait donner le commandement de l'armée de Roussillon, méritent qu'on s'y ar-

[1] Lettre du 20 mars 1675.
[2] Toute cette partie de l'*Histoire de Turenne* est une suite d'erreurs.

rête. Le comte de Schönberg était un gentilhomme allemand du pays de Clèves. Il avait beaucoup d'esprit et de présence d'esprit, le goût et l'intelligence du métier de la guerre; il s'y adonna très-jeune, et commença de bonne heure une carrière marquée par des succès à peu près constants, sous des drapeaux variés. Il rappelait, en les surpassant, les fameux *condottieri* du quinzième siècle, ou mieux encore les grands aventuriers de la guerre de Trente Ans, ses compatriotes. A proprement parler, il n'avait pas de patrie : il en adopta successivement plusieurs[1]; mais il fit à la France l'honneur de s'attacher à son service plus longtemps qu'à tout autre. Il cherchait dans la guerre l'occasion d'exercer ses talents et d'acquérir de la gloire, sans négliger des intérêts plus vulgaires. Si le prince auquel il engageait pour un temps ses services, ne le récompensait pas autant qu'il croyait mériter, ou si la récompense se faisait trop attendre, il réclamait ou s'en allait chercher fortune ailleurs; on ne saurait lui en faire un reproche. Au reste, il serait injuste de croire qu'il ne fût guidé que par des sentiments cupides; il était luthérien et sincèrement attaché à sa foi. Après la révocation de l'édit de Nantes, il fit à sa conscience le sacrifice de sa dignité de maréchal de France; mais il faut dire qu'il n'eut pas à faire, comme une foule de Français, un sacrifice plus douloureux, le sacrifice de la famille et de la patrie; il faut

[1] « Le roi a dit aujourd'hui au duc de Villeroy : « Ne trouvez-vous pas « bien extraordinaire que M. de Schönberg, qui est né Allemand, se soit « fait naturaliser Hollandois, Anglois, François et Portugais ? » *Journal de Dangeau*, 17 octobre 1688; t. II, p. 190.

dire aussi qu'il trouva, d'abord auprès de l'Électeur de Brandebourg, ensuite auprès de Guillaume III, des dignités, des richesses, une situation encore plus grande que celle que Louis XIV même lui avait faite.

Ce fut en 1650 que le comte de Schönberg prit pour la première fois du service en France; c'était un bon temps pour les officiers de fortune; Mazarin et la Fronde se disputaient les gens de guerre; on était facilement mestre de camp et presque aussi facilement lieutenant général; le grade intermédiaire de brigadier n'existait pas encore, et les fonctions de maréchal de camp étaient si voisines de celles de lieutenant général qu'on passait à celles-ci sans s'arrêter à celles-là[1]. Le comte de Schönberg devint donc rapidement lieutenant général; il fut aussi, dans la maison du roi, capitaine des gendarmes écossais; mais, après avoir obtenu ces faveurs, il sut les mériter; ce que beaucoup d'autres ne se donnaient pas la peine de faire. Formé à l'école de Turenne, il prit une part éclatante au gain de la bataille des Dunes. Après la paix des Pyrénées, il quitta ostensiblement, et avec l'agrément du roi, le service de la France pour s'attacher au roi de Portugal que Louis XIV soutenait secrètement contre les Espagnols. De nombreux succès, couronnés par la victoire de Villa-Viciosa, en 1665, lui valurent le titre de grand de Portugal. Mais il espérait mieux de la France; il y revint. Cependant, mal satisfait de n'avoir pas été com-

[1] Ce ne fut pas un des moindres soucis de Louvois, à son entrée aux affaires, que de remettre l'ordre dans ce chaos. En 1665, il n'y avait pas moins de quatre-vingt-quatorze lieutenants généraux pour une armée qui ne comptait que quarante-six régiments d'infanterie.

pris dans la promotion des maréchaux en 1668, il passa en Angleterre. L'Angleterre faisait des amiraux; un général ne lui semblait pas encore nécessaire.

Le comte de Schönberg se repentit bientôt d'avoir quitté la France, qui était engagée dans une grande guerre dont on ne prévoyait pas la fin. En 1673, il écrivit à Louvois; ses lettres n'étant pas parvenues à leur adresse, il fit parler l'ambassadeur, Colbert de Croissy. Les dépêches de l'ambassadeur trouvèrent Louvois à Nancy; il y répondit sans retard : « Je n'ai point reçu de lettres de M. de Schönberg; mais je vous supplie de lui insinuer qu'il est de son avantage de s'en revenir en France, où il trouvera de plus solides établissements qu'il ne pourroit faire en Angleterre[1]. » Schönberg se hâta de prendre acte des promesses du ministre; il lui écrivit aussitôt : « Venant ici [à Londres] pour voir M. l'ambassadeur, il m'a fait voir votre lettre où vous lui mandez que vous n'avez pas reçu les miennes, et que vous jugez à propos que je parte promptement. Je vous supplie, monsieur, d'être persuadé que j'ai une si grande confiance en ce que vous m'avez dit et mandé, que je quitterois une plus grande fortune que celle-ci pour faire tout ce qui vous peut donner des marques à quel point je suis à vous. Il y a huit jours que je vous ai envoyé un gentilhomme pour vous en assurer[2]. »

Louvois tint toutes ses promesses. A peine arrivé, le comte de Schönberg reprit sans aucune difficulté ses fonctions de lieutenant général; ce fut lui qui, au mois de janvier 1674, aida le duc de Luxembourg à rentrer

[1] 22 septembre 1673. *D. G.* 316.
[2] 2 octobre. *D. G.* 312.

en France avec son corps d'armée, en marchant au-devant de lui sur la grande chaussée de Maëstricht à Charleroi. Un mois après, il fut choisi pour commander en chef en Roussillon. Quelque application que mît Louvois, et il en mettait beaucoup, à servir les intérêts particuliers du comte et ceux de son fils, M. de Schönberg ne trouvait pas qu'il en fît jamais assez; sa correspondance, il faut bien le dire, si intéressante qu'elle soit au point de vue militaire, est déparée par des sollicitations persistantes jusqu'à l'importunité [1]. Il est déplaisant de voir un homme de cette valeur crier misère alors qu'il était comblé de faveurs, et rabaisser même la dignité de son caractère à des supercheries sans excuse. C'est ainsi qu'un commis de Louvois lui ayant par mégarde donné le titre de duc, il voulut de cette surprise se faire un droit acquis, à ce point que Louvois fut obligé de lui écrire : « Je ne vous dis rien de ce que vous me mandez de vos intérêts à l'égard du titre de duc, parce que vous savez bien qu'il n'a été mis dans une de vos commissions que par la faute de celui qui les a copiées, et que je ne crois pas que ce soit le temps présentement de parler à Sa Majesté, qui est accablée de beaucoup d'autres affaires, d'aucune nouvelle prétention [2]. » Le moment, de toute façon, ne pouvait pas être plus mal choisi pour surprendre une telle faveur. Le comte de Schönberg ne faisait que d'arriver en Roussillon, et il n'avait à donner que de mauvaises nouvelles.

[1] Voir entre autres une lettre du 12 février 1675. *D. G.* 432.
[2] 12 juin 1674. *D. G.* 380.

Il y avait encore, dans cette province, en 1674, de nombreux partisans de l'Espagne; quoique leurs mauvais desseins eussent été facilement prévenus ou déjoués, le duc de San-Germano, à la tête d'une petite armée espagnole, était entré sur le territoire français. Schönberg, venant de Paris, accourait en grande hâte. Mais le lieutenant général qu'il allait déposséder, Le Bret, mécontent et jaloux, voulut lui dérober un succès qu'il croyait assuré. Il engagea maladroitement sa cavalerie, tomba dans une embuscade, et ne se retira qu'à grand'peine, blessé lui-même, laissant aux Espagnols l'honneur du champ de bataille et de nombreux prisonniers. Schönberg arriva le lendemain[1]; il rétablit l'ordre dans ses troupes, arrêta les progrès de l'ennemi, mais ne put l'empêcher de se jeter sur Bellegarde, une place qui pouvait résister vingt jours au moins en attendant du secours. Elle ne tint pas plus que n'avait tenu Naerden l'année précédente. Le commandant et plusieurs capitaines furent traduits devant un conseil de guerre.

Quelques semaines après, un nouveau stratagème du duc de San-Germano et une nouvelle imprudence de Le Bret faillirent causer la perte de l'armée française au combat de Saint-Jean-de-Pages; mais l'expérience et le sang-froid du comte de Schönberg réussirent, sinon à ramener la victoire, du moins à prévenir le malheur et la honte d'une déroute. Heureusement l'insurrection de Messine contraignit bientôt la régente d'Espagne à faire passer en Sicile une partie des trou-

[1] Louvois à Turenne, 30 mai. — Louvois à Condé, 13 juin. *D. G.* 379.

pes du duc de San-Germano, qui se replia sur la Catalogne.

Schönberg et lui se tinrent en observation, chacun sur son territoire; mais Bellegarde demeurait aux mains des Espagnols. Ce n'était pas avec les milices du Languedoc, qui formaient presque toute son infanterie, que Schönberg pouvait entamer les opérations d'un siége en règle; il réclamait un renfort de troupes et surtout de meilleures troupes. On était au mois de juillet, entre Sinzheim et Seneffe; quels renforts Louvois pouvait-il lui envoyer? Si Louvois avait donné un bon général à la méchante armée de Roussillon, c'était précisément pour que les grands talents de l'un rachetassent la faiblesse et les défauts de l'autre; combinaison fort ingénieuse; mais il fallait que le général s'y résignât et qu'il eût assez de force d'âme pour attendre patiemment qu'on lui fît la chance meilleure. Louvois et Schönberg savaient qu'ils pouvaient compter l'un sur l'autre. « Il faut pour cette campagne, disait le ministre, faire le moins mal que vous pourrez; je ne doute pas que vous n'ayez autant de satisfaction la campagne prochaine que vous avez eu de peines et de soins pendant celle-ci[1]. »

On a vu que l'insurrection de Messine[2] était survenue fort à propos pour arrêter les progrès des Espagnols dans le Roussillon. Lorsque deux États sont en guerre ou même seulement en rivalité, il est d'usage que chacun d'eux travaille à susciter à son adversaire le plus de difficultés possible, et surtout de

[1] Louvois à Schönberg, 16 juillet. *D. G.* 380.
[2] Voir, pour l'insurrection de Messine et ses suites, le chapitre XI.

difficultés intérieures, qui sont les plus embarrassantes. C'était un procédé tellement familier à la politique de Louis XIV, qu'il en usait même à l'égard de ses amis. Ainsi, tandis qu'il pensionnait en Angleterre Charles II et son gouvernement, il entretenait en même temps de secrets rapports avec quelques-uns des chefs de l'opposition. A plus forte raison était-il en relation avec les mécontents de Hongrie contre l'Empereur, et se préparait-il à tenir publiquement en Sicile la partie qu'il avait naguère sourdement jouée en Portugal contre le roi d'Espagne. Il ne devait pas être surpris à son tour que ses ennemis employassent contre lui les mêmes armes. Sans doute il n'était pas aussi vulnérable qu'eux; mais des gens habiles comme le prince d'Orange pouvaient ajuster leurs coups au défaut de l'armure.

Les impôts et les levées d'hommes faisaient des mécontents en France; Courtin avait de bonne heure signalé le danger à Louvois avec sa franchise habituelle. « La disposition du dedans du royaume, lui disait-il, qui n'est point connue des personnes qui sont dans votre poste, à qui on ne veut jamais dire que des choses agréables, est si dangereuse que vous ne devez pas vous imaginer que le roi puisse à l'avenir en tirer tous les secours qui lui sont nécessaires pour soutenir les grandes dépenses auxquelles il se trouvera engagé. Au moindre revers qui arrivera, les provinces étant aussi épuisées d'argent qu'elles le sont, ne doit-on pas craindre qu'elles ne se révoltent contre ceux qui achèveront de les ruiner par leurs exactions? Et, comme le roi sera puissamment attaqué au dehors,

il ne pourra exercer son autorité que foiblement au dedans [1]. » D'un autre côté, l'intendant Talon communiquait à Louvois l'extrait suivant d'une lettre qu'il avait reçue de Hollande : « Il se parle fortement ici de faire des descentes sur les côtes de France. Il faut bien prendre garde que les gens de la religion ne soient gagnés sur les côtes de Normandie, dont il se parle couvertement; et il seroit bon que le roi leur donnât quelque douceur, afin qu'ils fussent bien intentionnés pour la patrie [2]. »

Ces avis n'étaient point perdus pour Louvois; dès la fin du mois de mars, il recommandait au maréchal d'Albret et au comte de Gadagne, gouverneurs de Guyenne et d'Aunis, de se préparer à résister aux tentatives de débarquement qu'une flotte hollandaise, montée par cinq ou six mille hommes, devait effectuer dans le courant de mai sur les côtes de leurs gouvernements [3]. Un peu plus tard il désignait, comme particulièrement menacées, l'île de Ré, l'embouchure de la Charente et la ville de Bayonne [4]. L'expédition hollandaise ne mit à la voile que dans les premiers jours de juin. « L'amiral Ruyter, écrivait au comte d'Estrades son correspondant hollandais, l'amiral Ruyter a plein pouvoir de faire tout ce qu'il jugera à propos ; mais le principal point de son instruction est de voir si les peuples de France, étant oppressés par les grandes impositions, et ceux de la religion tourmentés dans

[1] Courtin à Louvois, 24 février 1674. *D. G.* 410.
[2] 5 février. *D. G.* 404.
[3] 26 mars. *D. G.* 379.
[4] Louvois à Gadagne, 30 avril ; à d'Albret, 24 mai. *D. G.* 379-380.

leur exercice, ils veulent se délivrer de l'oppression; de leur offrir l'assistance d'une armée de terre et d'une armée navale, et de mettre pied à terre dans les endroits qu'ils souhaiteront [1]. » Le correspondant ne se trompait que sur un point ; c'était Tromp qui était chargé de cette mission, tandis que Ruyter allait attaquer les Antilles françaises.

Tromp croisa pendant longtemps sur les côtes de Normandie ; nulle part il n'aperçut le signal qu'on lui avait promis; partout au contraire, sur les points les plus favorables au débarquement, il ne voyait que des troupes, des milices, du canon qui suivaient les mouvements de sa flotte, mais pour la repousser, non pour l'accueillir. Il alla croiser sur les côtes de Bretagne; même spectacle. Voulant sortir par quelque action de cette situation ridicule, il canonna Quiberon et tenta de s'emparer de Belle-Ile; le marquis de Coëtlogon, avec un millier d'hommes, le força de se rembarquer. Il fut moins malheureux dans l'île de Noirmoutier, qui n'était pas défendue. Il y demeura trois semaines, attendant toujours quelque émotion parmi les religionnaires du Poitou, de l'Aunis et de la Guyenne; les religionnaires étaient contre lui, sous les armes. Il est vrai que Louvois, par prudence, leur avait donné « quelque douceur. » Le duc de la Vieuville, gouverneur de Poitou, avait l'autorisation de permettre aux gentilshommes protestants de se réunir le dimanche pour l'exercice de leur culte; « mais, ajoutait Louvois, vous observerez de faire en sorte que cela se fasse sans

[1] 5 juin. *D. G.* 398

scandale, et que l'endroit où ils s'assembleront soit éloigné de l'église du lieu, et que la grâce que sa Majesté leur fait ne doit point tirer à conséquence après la séparation des milices [1]. » Il n'y avait rien à faire avec des gens qui se contentaient de si peu de chose. Tromp perdit patience et fit voile pour la Méditerranée, où l'appelait le gouvernement espagnol, effrayé du mouvement de Messine. Ainsi s'évanouit cette menace formidable qui avait donné tant de soucis à Louvois. Était-ce par ironie ou sérieusement qu'il faisait remercier le prince d'Orange de la modération que le comte de Horn, son lieutenant [2], avait montrée à Noirmoutier et à Belle-Ile, « ne doutant pas, ajoutait-il, que la modération du comte de Horn ne lui eût été ordonnée par M. le prince d'Orange ? »

Cependant Louvois était loin d'être aussi rassuré qu'il le voulait paraître. Il avait appris que, le 20 mai, un Français, dont le nom était inconnu, s'était embarqué à Ostende sur une frégate espagnole, et qu'il avait dû se rendre à Madrid pour y négocier, avec le marquis de Castel-Rodrigo, des traités et des engagements propres à « faire soulever des provinces entières [3]. » Bien que le roi fût très-persuadé qu'il n'y avait dans son royaume aucune province qui songeât à pareille chose, Louvois avait pour principe que, dans une matière aussi délicate, « on ne sauroit prendre trop de précautions. » Il entama donc avec tous les gouver-

[1] 12 juillet. *D. G.* 380.
[2] Il commandait les troupes de débarquement. Louvois à Estrades, 11 juillet. *D. G.* 380.
[3] Louvois à Saint-Pé, 25 mai. *D. G.* 379.

neurs, lieutenants généraux et intendants des provinces méridionales, une correspondance active; il stimula le zèle de tous ses agents pour arriver à découvrir le nom, la condition, les intentions et les actes de ce traître inconnu. Voici quels étaient, le 31 juillet, les renseignements déjà recueillis [1]: le gentilhomme était de Guyenne, de Languedoc ou de Provence; il se faisait appeler le marquis Dauphin, ou bien Sardan de Paul; il avait vu en Hollande le prince d'Orange et signé un traité avec les États-Généraux; puis il avait vu à Bruxelles le comte de Monterey; enfin, il était passé en Espagne, était resté longtemps caché à Madrid, et venait d'y signer vraisemblablement quelque traité préjudiciable au repos de l'État [2].

Ces renseignements étaient encore bien vagues; le comte d'Estrades ne pouvait-il pas les compléter? Louvois eut recours à lui : « Lorsque vous trouverez occasion, lui manda-t-il, d'écrire naturellement à votre ami sur les intérêts du prince d'Orange, glissez-lui, s'il vous plaît, que vous le croyez trop sage pour faire aucun fondement sur un fol que l'on sait avoir été le trouver pour lui proposer de faire soulever trois ou quatre provinces en France, et de faire remettre au pouvoir des ennemis du roi deux ou trois

[1] Louvois les adressait, en forme de circulaire, au maréchal d'Albret, gouverneur de Guyenne, au maréchal de Gramont, gouverneur de Béarn, au cardinal Bonzi, archevêque de Narbonne, aux marquis de Castres et de Cauvisson, lieutenants généraux, et à M. d'Aguesseau, intendant en Languedoc, au comte de Schönberg, commandant en Roussillon, au comte de Grignan, lieutenant général en Provence, et au duc de Lesdiguières, gouverneur de Dauphiné.

[2] Louvois à d'Albret, etc., 31 juillet. *D. G.* 380.—Le traité avec l'Espagne se trouve en effet dans le *Corps diplomatique* de Dumont, t. VII, p. 277.

places de conséquence, situées dans lesdites provinces; parce que cet homme-là est si peu en état de tenir ce qu'il a promis que, s'il retourne en son pays, il n'aura pas besoin d'autre punition que d'être remis entre les mains de la noblesse, qui le fera déchirer sur-le-champ. Rien au monde ne seroit si important que de tâcher à pénétrer, par votre ami, la teneur du traité, et s'il se peut, le véritable nom du François qui l'a fait[1]. » Le comte d'Estrades était déjà en état de satisfaire, au moins en partie, à ces questions; il avait pris l'avance et obtenu de son ami les indications suivantes: « Le François dont vous me parlez s'appelle Mirande; il est de Gascogne ou de Béarn. Il a proposé à Son Altesse mon maître de faire révolter la Guyenne et le Béarn, pourvu qu'il fût assisté de la flotte de MM. les États-Généraux et de celle de l'Espagne. Il a proposé de mettre pied à terre à un lieu appelé Arcasson, dans le Médoc, et d'entrer dans la Guyenne par deux vallées, dont l'une s'appelle Saint-Gaudens, avec six mille hommes de pied et deux mille cavaliers espagnols; il assure que dès la propre journée qu'ils seront entrés en France, il y aura plus de dix mille hommes qui se joindront à eux. Son Altesse trouva sa proposition chimérique, et ne laissa pas de lui promettre un régiment d'infanterie; mais qu'il falloit agir là-dessus de concert avec les Espagnols, et lui donna une lettre pour M. de Monterey; nous avons su depuis qu'il l'avoit envoyé en Espagne. Son Altesse ne fait nul fondement là-dessus[2]. »

[1] 1er et 2 août. *D. G.* 381.
[2] Correspondant à Estrades, 28 juillet. *D. G.* 399.

Ce nom de Mirande, et, bientôt après, celui de comte de Foncenade, attribués au même personnage, ne contribuèrent pas peu à égarer et à prolonger les recherches, qui furent poussées avec plus d'activité que jamais[1]. Dans cette ardente poursuite, les limiers de Louvois avaient passé à travers la vérité sans la sentir. Le héros de l'intrigue, vrai gibier de potence, n'était qu'un aventurier vulgaire, point gentilhomme, et brouillé depuis longtemps avec la justice. Il s'appelait, de son vrai nom, Sardan, issu d'un village du diocèse d'Uzès en Languedoc, huguenot et neveu d'un sieur Paul, greffier de la Cour des aides de Montpellier. Chargé de la recette des tailles du diocèse du Puy en 1668, il avait volé sa caisse, était venu à Paris, s'était laissé duper par une fille qu'il avait épousée la croyant riche, et s'était enfin réfugié en Flandre, d'où il n'avait eu garde de rentrer en France, ayant été condamné à mort. Quoique Louvois n'eût pas encore tous ces détails[2], il commençait à soupçonner que l'allié des Espagnols n'était qu'un misérable qui cherchait à vivre à leurs dépens, lorsque toutes ces menaces vagues, mais persistantes de complots et de connivence avec l'ennemi, prirent corps tout à coup au sein même de la cour, en s'autorisant d'un des plus grands noms du royaume.

Ce n'était pas sur la foi d'une vaine rumeur que Tromp avait croisé si longtemps sur les côtes de Normandie. C'était pour attendre l'effet d'une conspira-

[1] Louvois à Estrades, 6 août; à d'Albret, 6 et 16 août; à Gramont, 12 août; au cardinal Bonzi, 13 août et 2 octobre. *D. G.* 381-382.

[2] Ils sont donnés dans une lettre du maréchal d'Albret, du 6 février 1675.

tion sérieuse qui avait pour chef nominal le chevalier de Rohan, grand seigneur déclassé, ruiné par la débauche, irrité contre une société où son méchant orgueil et ses détestables passions ne trouvaient plus rien qui les pût assouvir; mais dont le chef réel, l'homme d'initiative et d'action, la tête et le bras, était un gentilhomme normand, qui avait quitté le service parce qu'il ne savait pas et ne voulait pas obéir, non pas seulement un révolté, mais un révolutionnaire avant terme, égaré cent vingt ans trop tôt en plein règne de Louis XIV, La Tréaumont. Si l'on ajoute à ces deux noms celui d'un vieux professeur hollandais et républicain, Van den Enden, théoricien politique, faiseur de constitutions, et qui, caché par son obscurité, voyageait, au profit de la conjuration, entre Bruxelles Rouen et Paris, on aura les principaux personnages d'un drame où la cour et la ville, qui avaient failli être entraînées dans l'action, apportaient plus d'émotion que ne font d'habitude des spectateurs désintéressés. Quant au reste des conjurés, complices inintelligents ou mal instruits, ils ne méritent pas d'être tirés de l'ombre où l'usage relègue les comparses.

Quand le complot fut découvert, le danger actuel était passé; malgré les mécontentements de la Normandie, malgré ses propres efforts, La Tréaumont n'avait pu exciter le soulèvement qui devait livrer Quillebeuf aux Hollandais et aux Espagnols. Tromp s'était éloigné. On pouvait même dire qu'il n'y avait plus rien à craindre, au moins dans un avenir prochain. La mort de La Tréaumont, qui s'était fait tuer par les gardes chargés de l'arrêter, enlevait toute im-

portance aux théories de Van den Enden, et même aux imprudentes bravades du chevalier de Rohan. C'était le sentiment de beaucoup de personnes à la cour, où le chevalier trouvait presque des défenseurs. Hélas! N'avons-nous pas vu souvent nous-mêmes combien l'audace criminelle ou folle excite d'aveugles et malsaines sympathies? A la première nouvelle de l'événement, voici ce que le prince de Condé écrivait à Louvois : « Je n'ai rien à dire sur l'affaire du chevalier de Rohan. J'ai toujours cru La Tréaumont un assez méchant esprit; mais je plains fort M. de Rohan s'il a été assez malheureux pour se laisser persuader par l'autre à faire quelque chose contre son devoir; mais je crois que quand l'affaire aura été bien approfondie, vous trouverez que La Tréaumont est la source de tout le mal qu'il y a en cette affaire[1]. » Louvois résista énergiquement et affermit Louis XIV contre ces molles complaisances; il renouvela, pour punir un crime public, les justes et nécessaires sévérités du cardinal de Richelieu. Nous n'hésitons pas à croire ni à dire qu'il a bien agi.

Par les soins de Louvois, l'instruction du procès fut vigoureusement conduite. Il la dirigea en quelque sorte, se tenant en relation ou en correspondance avec les commandants des troupes et les magistrats de Normandie, avec le lieutenant de police et les commissaires instructeurs à Paris; il recevait et expédiait les renseignements; il indiquait les enquêtes et les ar-

[1] 15 septembre. *D. G.* 400. — Turenne écrivait le 20 septembre : « Pour ce qui regarde M. de Rohan, c'est une chose si extraordinaire que l'on ne peut que s'étonner d'un emportement si méchant et si inconsidéré. »

restations à faire; il interrogeait lui-même Van den Enden; mais il refusait de voir le chevalier de Rohan : « Sa Majesté m'a commandé de vous faire savoir, écrivait-il au gouverneur de la Bastille, qu'ayant nommé des commissaires pour interroger M. le chevalier de Rohan, il leur pourra dire tout ce qu'il avoit intention d'expliquer à M. Colbert et à moi, et qu'ainsi elle ne désiroit pas que nous l'allassions voir[1]. » La maladie qui l'éloigna des affaires, pendant deux mois environ, l'empêcha de suivre jusqu'à la fin ce grand procès. Quand il reprit ses fonctions, justice était faite.

Mais, comme pour effacer les impressions lugubres, l'aventurier Sardan, dont on n'avait plus entendu parler, reparaissait en Espagne, donnant, suivant l'usage du théâtre, la farce après la tragédie; digne émule de Scapin, il persuadait à don Juan d'Autriche qu'il voyait scintiller, au delà des Pyrénées, les armes de trente mille révoltés en Languedoc et en Guyenne, séduisant mirage dont la naïveté de don Juan ne crut pas payer l'illusion trop cher au prix de quatre mille pistoles[2].

Tels étaient les résultats des vastes espérances et des prodigieux efforts de la coalition, elle avait un instant balancé la fortune aux Pays-Bas et dans les Pyrénées; mais elle s'était laissé chasser de l'Alsace et

[1] Louvois à Besmeaux, 27 septembre. — Voir, pour toute cette affaire, Louvois à Condé, 12, 14 septembre, et 9 octobre; à de Bar, 11 et 17 septembre; à Montpezat, 17 et 18 septembre; à Pellot, 15, 20, 22, 23, 26, 29 septembre, 2 et 8 octobre; à Roquelaure, 21 septembre et 3 octobre; à Beuvron, 29 septembre et 8 octobre; à Bezons, 3 octobre.— Le Tellier à Condé, 16 octobre; à Bezons, 12 octobre; à Beuvron, 15 octobre. *D. G.* 381-382.

[2] Louvois à d'Albret, 19 décembre. *D. G.* 382.

n'avait pu reconquérir la Franche-Comté; sur mer, l'occupation momentanée d'une île sans défense n'avait pas justifié la grandeur de ses armements; enfin, pour soulever tout un peuple contre un gouvernement vigilant et fort, elle n'avait trouvé que l'appui d'un Catilina de parade, et, pour comble de honte, elle se laissait encore prendre aux mensonges d'un chevalier d'industrie.

Avouons-le, tant d'imprévoyance et d'impéritie, tant de ridicules et fausses démarches rendaient presque légitimes l'orgueil et les mépris de Louis XIV et de Louvois. La fameuse devise : *Nec pluribus impar*, n'avait encore été qu'une insolence; désormais elle allait prendre, grâce à l'impuissance de la coalition, son complet caractère : la vérité dans l'insolence.

CHAPITRE VIII

Levée de troupes en 1675. — Taxe pour la dispense de l'arrière-ban. — Déclaration de la Suède. — Situation du prince d'Orange. — Sédition en Guyenne et en Bretagne. — Émotion en Franche-Comté. — Essai de négociation entre Louvois et le prince d'Orange. — Le cardinal de Baden. — Occupation de la citadelle de Liége. — Distribution des commandements. — Réclamations du maréchal d'Humières. — État de l'armée royale. — Prise de Dinant et de Huy. — Siége et prise de Limbourg. — Marche du roi vers le Brabant. — Le roi quitte l'armée. — Félicitations de Turenne. — Flatterie du duc de Luxembourg. — Le prince d'Orange fait son propre éloge. — Opérations de Turenne et de Montecuculi en Souabe.— Mort de Turenne.— Le comte de Lorge. — Retraite de l'armée française. — Combat d'Altenheim. — Le prince de Condé envoyé sur le Rhin. — Promotion de huit maréchaux de France. — Ordonnance pour régler les commandements. — Origine de l'*ordre du tableau*. — Mécontentement du comte de Lorge. — Disposition d'esprit du prince de Condé. — Chamlay. — Le maréchal de Créqui. — Bataille de Konz-Saarbrück. — Siége et capitulation de Trèves. — Infamie et châtiment de la garnison. — Mort du duc de Lorraine. — Humeur chagrine du prince de Condé. — Siége de Haguenau. — Siége de Saverne. — Retraite de l'armée impériale. — Suite de la guerre dans les Pays-Bas. — Manœuvres sans résultat du prince d'Orange et du maréchal de Luxembourg. — Relâchement de la discipline. — Expédition du maréchal d'Humières dans le pays de Waes. — Guerre de Roussillon. — Prise de Bellegarde. — Le maréchal de Schönberg. — Punition rigoureuse des séditions de Bretagne et de Guyenne. — Réunion prochaine d'un congrès à Nimègue.

Les labeurs héroïques de la campagne de 1674, les combats, les longues marches, et ce mal honteux,

mais inévitable, la désertion, avaient fait de grands vides dans l'armée. Combler ces vides, rétablir l'effectif tel qu'il était l'année précédente, c'était une grande tâche, et cependant une tâche insuffisante. Parmi les causes qui avaient donné la victoire aux armes de Louis XIV contre les forces bien plus nombreuses de la coalition, il fallait ranger le défaut d'ensemble dans les mouvements de ses adversaires : c'était la lenteur et le désaccord de leurs attaques qui lui avaient permis de leur opposer successivement les mêmes troupes dans les Pays-Bas et sur le Rhin. La coalition serait-elle aussi malhabile en 1675 ? Dans le calcul des chances de la guerre, les fautes de l'ennemi ne doivent compter que par surcroît ; ce sont des faveurs de la fortune dont un général doit faire son profit dans l'occasion ; mais quel est celui qui peut s'assurer que la fortune les lui accordera toujours ?

Louvois s'était préoccupé de bonne heure d'augmenter les forces de l'armée active. Il avait excité le zèle de ses agents en Suisse ; il avait créé dans les régiments français, des bataillons et des escadrons nouveaux, et favorisé le rétablissement des anciens en prenant à la charge du roi la fourniture des justaucorps et des armes pour tous les hommes de recrue [1]. Mais aussi, malheur aux officiers dont les compagnies, au moment d'entrer en campagne, ne se trouveraient pas complètes ! On connaissait Louvois, on savait qu'il ne menaçait pas en vain. Il y eut cependant quelques négligents, qui furent sévèrement punis [2]. Beaucoup de bataillons

[1] Louvois aux colonels, 26 octobre 1674. *D. G.* 373.

[2] Les plus coupables furent cassés; les autres eurent à subir des

de guerre ne s'étaient rétablis qu'aux dépens des compagnies de garnison auxquelles les officiers avaient enlevé presque tous les hommes en état de servir. Il y avait dans un tel mode de recrutement un si grave danger pour la sécurité des places, que Vauban ne croyait pas pouvoir le signaler trop énergiquement au ministre : « Cela va toujours de mal en pis et me fait trembler, lui écrivait-il; car, quand je vois des places gardées par des garnisons composées de compagnies d'enfants et de pauvres petits misérables qu'on enlève violemment de chez eux ou qu'on escamote en cent différentes manières, qui sont commandées par des officiers la plus grande-part aussi misérables qu'eux, en vérité j'appréhende pour la monarchie; d'autant plus qu'il n'y a que peu ou point de fondement à faire sur eux; vu même que, dans la plupart des places, les soldats sont logés comme des porcs, à demi nus, à demi mourants de faim ; ce qui, au dire des prêtres et médecins qui en ont soin, est la principale cause des maladies et de la mortalité que l'on voit régner parmi eux [1]. » Il suffisait de montrer un abus à Louvois pour qu'il l'attaquât aux racines mêmes ; celui-ci en avait malheureusement de bien profondes dans l'intérêt de certains gouverneurs et commandants de places qui, recrutant à vil prix de jeunes soldats, les revendaient ensuite avec bénéfice, quand ils étaient à peu près instruits, pour servir en campagne. Il fallut à Louvois

amendes ainsi graduées : dans l'infanterie, une pistole par soldat manquant à l'effectif; soixante-quinze livres dans les dragons; cent livres dans la cavalerie. Le roi à Turenne, 1er juin 1675. *D. G.* 433.

[1] 11 janvier 1675. *D. G.* 469.

beaucoup de temps et de vigueur pour venir tout à fait à bout de ce désordre.

Enfin, parmi les mesures destinées à augmenter les forces numériques et la puissance morale de la France, on vit, avec une surprise justifiée par la triste expérience de l'année précédente, la convocation de l'arrière-ban. La moitié de la noblesse qui n'avait pas été atteinte par la levée de 1674 était appelée au service pour le 1er avril 1675 [1]. On eut bientôt après le mot de cette énigme : c'était une mesure fiscale ; rien de plus. Une ordonnance parut, qui réglait la dispense de l'arrière-ban moyennant un taxe variable suivant le revenu ; « ne doutant pas, faisait-on dire au roi, que notre noblesse ne soit bien aise, pour une somme si modique, de se dispenser de marcher en personne. » Il n'y eut de réclamation qu'en Normandie, où les intéressés protestèrent qu'ils aimaient mieux payer de leur personne que de leur argent; mais leur réclamation fut dédaigneusement repoussée : « Il ne seroit pas convenable, disait encore le roi, ni de la dignité de l'arrière-ban de mon royaume, qu'il parût dans mes armées en un si petit nombre [2]. » Les refus ou les retards de payement étaient punis d'une amende qui s'élevait au tiers de la taxe. Enfin, le produit de la contribution et des amendes était affecté à la création d'un certain nombre de compagnies de chevaux-légers, par une distribution de primes qui devaient être, suivant

[1] Lettres patentes du 2 janvier. *D. G.* 432.

[2] 23 janvier. — Pour un revenu de 300 livres, taxe : 40 livres; de 300 à 600 : 80; de 600 à 900 : 100; de 900 à 1,500 : 150; de 1,500 à 2,000 : 200; au dessus de 2,000 : 300. — *D. G.* 432.

l'usage, de sept mille cinq cents livres par compagnie de cinquante maîtres, soit de cent cinquante livres par cavalier équipé et monté.

Tandis que la France augmentait ainsi ses troupes, celles de la coalition diminuaient de nombre, ou du moins elles étaient forcées de se diviser. Après beaucoup d'hésitations et de délais, la Suède s'était enfin décidée à remplir ses obligations envers Louis XIV; son intervention dans le nord de l'Allemagne allait donner assez d'occupation à l'armée de Brandebourg pour la tenir éloignée du Rhin pendant toute la campagne.

D'un autre côté, le prince d'Orange venait de faire en Hollande une tentative et de subir un échec qui, en ébranlant profondément son autorité, rendaient faveur au parti de la bourgeoisie républicaine, commerçante, et amie de la paix. Le stathoudérat héréditaire, avec le droit, si contraire aux libres institutions du pays, de nommer les magistrats des villes, n'avait pas satisfait l'ambition du prince; il s'était fait offrir le titre de duc de Gueldre par les États de cette province, espérant que les autres viendraient à la suite et consentiraient à transformer en souveraineté légitime ce qui n'était qu'une dictature exceptionnelle dans une république en danger[1]. La province d'Utrecht s'était montrée favorable aux vœux secrets du stathouder; mais en Hollande et en Zélande, il y eut de si véhémentes protestations dans le peuple, qui était le premier auteur et le soutien tumultueux de sa fortune, qu'il se hâta de désavouer par un refus ses

[1] Louvois à Estrades, 28 janvier 1675. *D. G.* 432.

amis déconcertés et vainement compromis de la Gueldre[1].

Si l'on remarque le soin que prenait en même temps le prince d'Orange et les instructions qu'il donnait à Pesters pour renouer ses relations avec le comte d'Estrades, on reconnaîtra sans doute entre cet empressement et sa déconvenue autre chose qu'un rapprochement fortuit de dates. « Le sieur Pesters, disait-il le 13 février, entretiendra le comte d'Estrades de l'état de mes affaires, de la conduite que j'ai tenue pendant la campagne dernière, tant avec l'Empereur qu'avec l'Espagne, des risques que j'ai courus avec eux et de la patience dont il m'a fallu servir pour surmonter toutes les difficultés. Le sieur Pesters n'oubliera rien pour le persuader que mes sentiments sont très-sincères pour rentrer dans les mêmes liaisons où mes prédécesseurs ont été avec la France, et que, dès que je le pourrai faire avec honneur, je n'en perdrai pas l'occasion[2]. » Il faut observer toutefois que le comte d'Estrades doutait beaucoup de la sincérité du prince d'Orange : « Je crois connoître son esprit, écrivait-il quelques mois auparavant à Le Tellier, comme ayant eu la dernière confiance en moi jusqu'à l'âge de dix-sept ans que je sortis de mon ambassade. Je dois vous dire, monsieur, que ce prince a du cœur, de la fermeté, de l'ambition et du jugement; mais qu'il est fort dissimulé et intéressé à un point jusqu'à passer pour avare[3]. »

[1] Correspondant à Estrades, 18 février.
[2] Louvois à Estrades, 28 février, 18 mars. *D. G.* 432.
[3] 20 novembre 1674. *D G.* 402.

Comme le principal grief de l'opposition, qui devenait de plus en plus formidable en Hollande, était la ruine du commerce, le prince d'Orange avait imaginé de proposer à la France le rétablissement des échanges comme un acheminement à la paix entre les deux pays. Louvois n'y faisait pas d'objection, pourvu que le traité de commerce entraînât, à titre de condition expresse et de garantie, la cessation complète des hostilités sur mer; ce qui ne faisait pas le compte du prince grand-amiral. Louvois d'ailleurs répondait à ses avances par beaucoup de paroles aimables. « Sa Majesté, écrivait-il au comte d'Estrades, trouve bon qu'en répondant à votre ami, vous l'assuriez qu'elle a pour M. le prince d'Orange toute l'estime que sa vertu mérite, et qu'à l'égard de l'amitié de Sa Majesté, il ne tiendra qu'à lui qu'il ne se l'acquière au dernier point, et que par une union sincère d'intérêts, il ne se mette en état de faire ce qu'il voudra au pays où il est; et que vous croyez que son maître a trop d'esprit pour ne pas connoître que les gens qui lui font des relations contraires lui parlent de ce qu'ils ne connoissent pas, et assurément selon leur intérêt, sans avoir égard à la vérité. Quant au traité de commerce, l'intention de Sa Majesté est que vous lui répondiez que celui de France va parfaitement bien par le moyen des Anglois, et qu'ainsi Sa Majesté trouve que ce seroit donner des armes à ses ennemis que d'entendre à un pareil traité, sans que l'on fît une parfaite cessation d'armes par mer; et qu'à l'égard de ce que le sieur Pesters vous a dit des bonnes dispositions de M. le prince d'Orange et de M. Fagel, et de ce qu'il est persuadé que ce traité leur donnera

moyen de travailler dans les villes à entendre à la paix, Sa Majesté est assez bien informée des dispositions des peuples de Hollande pour ne pas ignorer qu'il n'y a personne qui n'y soit absolument disposé, et que si M. le prince d'Orange et M. Fagel étoient dans les mêmes sentiments, elle seroit bientôt conclue[1]. »

Toutefois, en même temps qu'il montrait au prince d'Orange, par cette réponse ironique, la valeur qu'il donnait à ses protestations de bon vouloir, il recommandait, le 20 mars, au comte d'Estrades qui perdait courage, de ne pas rompre son commerce avec Pesters et Launoy, non-seulement pour les lumières qu'on pouvait tirer d'eux, mais aussi « pour ne pas fermer au prince d'Orange tous les chemins de pouvoir revenir au roi. » Les négociations ou plutôt les conversations continuèrent donc sans beaucoup de vivacité ni d'intérêt, si ce n'est qu'un jour l'agent hollandais ayant fait quelque allusion à Maëstricht, Louvois défendit aussitôt au comte d'Estrades de rien écouter sur ce sujet : « Si le sieur Pesters vous reparle de la restitution de Maëstricht, lui écrivait-il le 29 mars, vous lui répondrez nettement que si M. le prince d'Orange a résolu de ne point faire la paix sans le ravoir, son plus court sera de le reprendre, parce qu'assurément Sa Majesté ne se résoudra jamais à restituer cette place. »

Sur ces entrefaites, le prince d'Orange tomba subitement et très-gravement malade. L'émotion fut grande

[1] 9 et 11 mars. *D. G.* 432.

dans toute la Hollande, mais surtout parmi ses partisans. Le pensionnaire Fagel ne cachait pas ses inquiétudes : « Bon Dieu ! mon cher ami, écrivait-il le 18 avril à Pesters, en quel état serions-nous tous s'il venoit faute de Son Altesse? L'on doit faire dans tous les pays des prières publiques, afin qu'il plaise à Dieu toucher les cœurs pour les disposer à une bonne paix. »

Cette nouvelle ne surprit et n'émut guère moins les politiques de France; la mort du prince d'Orange dissolvait la coalition; sa maladie la mettait au moins dans l'embarras. A tout événement, Louvois chargeait le comte d'Estrades de faire à Pesters, au nom du roi, des compliments de satisfaction, si le prince échappait à son mal; et, s'il y succombait, des compliments de condoléance, avec les plus vives promesses de soutenir dans son poste le pensionnaire Fagel, s'il voulait se mettre dans les intérêts bien entendus de son pays et de la France. Le prince guérit, plus rapidement sans doute que Louvois ne l'aurait souhaité; cependant il écrivit au comte d'Estrades une lettre dont le caractère officiel ne donnait que plus de prix au sentiment qui paraissait l'avoir inspirée : « Le roi, disait le ministre, ayant appris que M. le prince d'Orange étoit entièrement délivré de sa maladie, Sa Majesté m'a commandé de vous faire savoir qu'elle désire que vous témoigniez au sieur Pesters, pour en faire part à M. le prince d'Orange, qu'elle a reçu avec bien de la joie cette bonne nouvelle, et que la conduite qu'il a tenue depuis quelques années n'ayant point étouffé les sentiments d'amitié que Sa Majesté a toujours eus pour lui, elle a été fort en peine des premières nouvelles qu'elle avait eues

de son indisposition, et a été informée avec beaucoup de plaisir de son entière convalescence[1]. »

Louis XIV avait d'autant plus d'intérêt à montrer quelque tendance à se rapprocher du prince d'Orange et des Hollandais, qu'il craignait plus sérieusement alors de les trouver mêlés aux troubles qui venaient d'éclater dans deux grandes provinces de son royaume. Les sombres alarmes que le progrès incessant des impôts et de la misère avait fait naître dans l'esprit de Courtin, et qu'il s'était efforcé de faire partager à Louvois l'année précédente, s'étaient réalisées aussi sûrement, sinon aussitôt qu'il l'avait redouté. A Bordeaux, le 28 mars, la populace s'était soulevée aux cris de ; « Vive le roi sans gabelles ! Vive le roi sans maltôte! » La première émotion passée, Louis XIV, qui avait besoin de toutes ses troupes au moment d'entrer en campagne, et qui craignait qu'une répression incomplète ne fît qu'exaspérer les passions populaires, déclara pardonner et oublier la faute qui venait d'être commise. Cependant Louvois n'était pas sans appréhension que « l'amnistie accordée aux séditieux de Bordeaux ne donnât lieu au reste de la province de croire qu'on peut tout entreprendre impunément[2]. »

L'amnistie eut véritablement ce regrettable effet, non-seulement en Guyenne, mais encore et surtout en Bretagne, où le peuple à Rennes, à Nantes, et bientôt dans la plupart des villes et des bourgs, se mit en insurrection avec les mêmes cris qu'à Bor-

[1] Louvois à Estrades, 13 et 25 avril. *D. G.* 433.
[2] Louvois au maréchal d'Albret, 1er avril. *D. G.* 433.

deaux, mais avec bien plus de violence et d'excès. Le contre-coup de ces événements se fit ressentir jusque dans la Franche-Comté, au milieu d'une populace turbulente et fanatique, habituée depuis des siècles à mépriser et à braver l'autorité, que les Espagnols d'ailleurs, de peur sans doute de la compromettre, s'étaient appliqués à faire aussi modeste que possible[1].

[1] Pour nous, hommes du dix-neuvième siècle, qui avons la pleine expérience de la démocratie, l'anarchie franc-comtoise, au dix-septième, est encore un sujet d'étonnement et de dégoût; mais qu'en devait penser un ministre de Louis XIV, le plus absolu des ministres, Louvois, lorsque ses agents lui en donnaient le détail? « La ville de Besançon, depuis des siècles, lui disait l'un d'eux, Franc-Comtois de naissance, a été un petit État purement démocratique où la populace élit tous les ans le magistrat, continuant fort souvent ceux qui le composent ou les changeant à sa volonté. Cela rend cette populace insolente, qui par ce moyen se soumet les principaux qui n'osent la désobliger, crainte d'être éloignés des charges publiques; d'où vient que le génie des habitants de cette ville est fort propre à l'intrigue, parce que dès le berceau l'on n'y entend parler d'autre chose; et feu Lisola me dit plusieurs fois qu'il s'étoit très-bien trouvé, dans les grandes affaires, des subtilités qu'il y avoit apprises. Le magistrat est composé de quatorze juges, la plus grande partie sans lettres, qui se nomment gouverneurs. Chacun d'eux préside à son tour; ils ont seuls la justice civile; et ils sont créés par vingt-huit notables de la lie du peuple qui les élit chaque année à la Saint-Jean. Ces vingt-huit ont la justice criminelle, la police, les finances et les matières d'État avec les quatorze gouverneurs qui sans eux ne peuvent rien déterminer. » Boizot à Louvois, 28 mai; Chauvelin à Louvois, 27 juin 1676. *D. G.* 516.—A Dôle, quoiqu'il y eût un parlement, le despotisme de la populace était à peu près le même. Voici un fait qui montre quel était l'esprit de cette populace et de ses magistrats. Un bourgeois avait été condamné à mort par la mairie de Dôle, pour avoir mangé de la viande un jour défendu. Or, en matière criminelle, quand il s'agissait d'un bourgeois, il n'y avait point d'appel. Cependant l'intendant de la province, M. Chauvelin, justement révolté de l'atrocité de ce jugement, avait saisi les pièces du procès et les avait envoyées à Louvois. Là-dessus, grande rumeur parmi le peuple, et protestation du parlement lui-même, qui s'adressa solennellement au ministre pour revendiquer les priviléges de la province. Que fit Louvois? Cela est triste à dire; Louvois répondit, le 5 avril 1675, à l'intendant, « que l'intention du roi étoit de laisser le parlement dans la liberté de juger suivant les ordonn nces du pays. » L'intendant

Quelques arrestations, ordonnées par le duc de Duras, et surtout la présence des troupes qui étaient plus nombreuses en Franche-Comté qu'on n'en avait jamais vu au temps des Espagnols, firent impression sur les mutins et les continrent. Mais en Guyenne, mais en Bretagne, dans ces provinces maritimes où les ressources militaires étaient beaucoup moindres, où les flottes ennemies pouvaient tenter un débarquement avec plus de succès que l'année précédente, il fallait user de prudence, non point se laisser soupçonner d'impuissance ou seulement de faiblesse, mais montrer la menace des châtiments et la traîner en longueur.

Louvois savait que deux hommes étaient arrivés à La Haye le 8 avril, se disant députés de Bordeaux, et chargés de promettre aux États-Généraux, moyennant

se soumit, écrivit en conformité de cette décision au vice-président du parlement, et termina sur ce sujet sa correspondance avec le ministre par cette conclusion qu'on trouvera peut-être bien laconique : « C'est pourquoi c'est une affaire finie. » Chauvelin à Louvois, 22 avril 1675. *D.G.* 516.—Mais le propre jour que finissait cette affaire, une autre commençait dans laquelle Louvois ne devait pas montrer autant de respect pour les coutumes du pays. Il demandait, au nom du roi, de l'argent à la ville de Besançon. Ce n'était pas l'usage de la ville, non plus d'ailleurs que de la province, d'en donner beaucoup aux rois d'Espagne, si même il lui était jamais arrivé d'en donner. Dans une assemblée des *notables* convoquée pour examiner cette demande insolite, l'un d'eux, nommé Noidan, le plus populaire et le plus applaudi, parce qu'il était le plus audacieux et le plus emporté, après avoir remontré que la ville était trop pauvre, prit sur lui de rassurer ses auditeurs sur le maintien de leurs priviléges, « puisque, ajoutait-il ironiquement, Sa Majesté avoit même la bonté de les conserver à Messieurs de Bordeaux qui s'étoient révoltés plusieurs fois. » Le duc de Duras, gouverneur de la province, et l'intendant Chauvelin le firent arrêter sur-le-champ, et Louvois donna l'ordre qu'on l'enfermât au château de Dijon. Chauvelin à Louvois, 22 avril. — Duras à Louvois, 23 avril 1675. *D. G.* 516.

l'appui d'une flotte hollandaise, un soulèvement universel en Guyenne. Mais le désordre où la maladie du prince d'Orange, qui était alors dans toute sa force, avait jeté les esprits à La Haye plus qu'ailleurs, la défiance justement inspirée à des esprits froids et positifs par les événements de l'année précédente, la vaine expédition de Tromp, l'inutile complot, découvert et puni, du chevalier de Rohan, et surtout les hâbleries intéressées du faux comte de Foncenade, tous ces motifs ensemble devaient faire écarter des inconnus qui n'appuyaient leur prétendue mission d'aucune lettre de créance. Les États-Généraux refusèrent de les entendre; le prince d'Orange lui-même, quand il fut convalescent, ne les accueillit pas davantage; il leur fit seulement dire, par le pensionnaire Fagel, que, lorsqu'ils pourraient produire des pouvoirs en bonne forme, signés des magistrats de Bordeaux, ou des officiers du Parlement, ou de quelque grand seigneur capable de soutenir la guerre, alors seulement les États-Généraux assisteraient les révoltés d'une flotte de cinquante vaisseaux, de vingt brûlots et d'un corps de six mille hommes[1].

Les compliments envoyés par Louis XIV au prince d'Orange, pour le féliciter du rétablissement de sa santé, avaient produit beaucoup d'effet dans toute la Hollande. Le prince s'empressa de répondre au comte d'Estrades, le 2 mai, que, n'osant pas s'adresser directement à Sa Majesté Très-Chrétienne, il le priait de se faire auprès d'elle l'interprète de sa reconnaissance,

[1] Correspondant à Estrades, 8, 16, 22 avril.

et de lui témoigner de sa part que les malheurs du temps ne l'empêchaient pas d'avoir le même respect et la même vénération qu'il avait toujours eus pour sa royale personne. Mais ce qui était beaucoup plus important que cet échange de politesses, c'était que le pensionnaire Fagel avait chargé formellement Pesters, le 21 avril, de savoir du comte d'Estrades quelles ouvertures les États-Généraux pourraient faire, sans blesser leurs intérêts ni leur honneur, afin de rentrer dans les bonnes grâces du roi et dans leurs anciens engagements avec la France. Aussitôt Louvois répondit, le 1er mai, par une longue dépêche qu'on peut résumer en trois ou quatre points qui représentent essentiellement ce que demandait Louis XIV ou plutôt ce qu'il voulait qu'on lui offrît : du côté des Hollandais, cession de Maëstricht et des pays d'outre-Meuse, renouvellement des anciens traités d'alliance et de commerce; du côté des Espagnols, cession de toutes les conquêtes faites et même à faire jusqu'à la conclusion de la paix, sans aucun échange de places, quelles qu'elles fussent; du côté de l'Allemagne, rétablissement pur et simple du traité de Westphalie, restitution par le roi de la ville de Trèves, restitution par l'Empereur des cinquante mille écus pris à Cologne, élargissement du prince Guillaume de Fürstenberg; nulle stipulation dans le traité général en faveur du duc de Lorraine, le roi s'engageant d'ailleurs à lui rendre ses États, mais à titre de pure bienveillance et de faveur spontanée; enfin, conclusion directe et rapide de la paix entre la France et les États-Généraux, sans congrès, avant l'ouverture très-prochaine des hostilités, soit par l'inter-

médiaire du comte d'Estrades et de Pesters, soit, si les États-Généraux désiraient plus d'éclat, par des plénipotentiaires uniquement chargés de la signature[1].

Ces conditions et surtout ces procédés expéditifs étaient bien d'un ministre plus habitué à presser des opérations militaires qu'à débrouiller patiemment les fils délicats des trames diplomatiques. Il n'y a donc pas à s'étonner que ni le fond ni la forme n'aient séduit les hommes d'État de la Hollande, au point de les amener à recopier et à signer l'acte de soumission respectueuse dont Louvois lui envoyait si complaisamment le modèle. Les négociations ne s'ouvrirent même pas et les relations languirent, sans cesser absolument. Au moment de partir pour l'armée, le 14 mai, le prince d'Orange écrivait encore à Pesters : « Je ne compterai cette campagne que sur ce que j'emmènerai de Hollandois, et sur rien de ce que les Espagnols promettent. Il faut tâcher de sortir avec honneur de cette affaire et ne s'y embarquer jamais plus. Je vous ai déjà mandé que, dès que je verrai une ouverture pour cela, je ne la perdrai pas. Ménagez toujours bien M. le comte d'Estrades. »

De son côté, Louvois, après avoir fait au prince d'Orange les compliments de Louis XIV, ne négligeait pas l'occasion de lui faire personnellement les siens. On sait qu'en 1672 un gentilhomme français, le comte de Montbas, commandait, sous le prince d'Orange, l'armée hollandaise. Poursuivi par la colère du peuple qui l'accusait d'avoir livré, par une négligence calcu-

[1] Louvois à d'Estrades, 1er mai 1675. *D. G.* 435.

lée, le passage du Rhin aux troupes de Louis XIV, il s'était réfugié, d'abord à Utrecht, auprès du duc de Luxembourg, puis en France, où il avait eu permission de revenir. On le voyait souvent dans l'antichambre de Louvois; à tort ou à raison, l'on supposait entre eux un commerce dont le prince d'Orange, qui savait que Montbas parlait fort mal de lui, crut devoir se plaindre avec quelque amertume. Au premier bruit qu'il en eut, Louvois, qui était déjà en campagne, s'empressa d'écrire de Charleroi au comte d'Estrades : « Je ne sais pas si M. de Montbas parle ailleurs avec peu de respect de la personne de M. le prince d'Orange; mais je puis vous répondre qu'après ce que M. le prince d'Orange a fait la campagne dernière, et le compte que j'ai entendu que M. de Chamilly a rendu au roi de la manière dont il a conduit le siége de Grave, depuis qu'il y est arrivé, et de celle dont il s'est exposé, je n'aurois guère bonne opinion, et n'entretiendrois pas une seconde fois un homme qui me voudroit mal parler de lui; et pour vous ouvrir tout à fait mon cœur sur ce sujet, je vous dirai que j'ai un regret sensible de voir que M. le prince d'Orange persiste dans le méchant parti où il est, par la connoissance que j'ai que, quelque mérite qu'il ait, la méchante conduite ou mauvaise foi de ses alliés lui attirera quelque chose de fâcheux; au lieu que, s'il étoit uni d'intérêt avec le roi, il me semble que le roi et M. le prince d'Orange pourroient faire de grandes choses ensemble et qui seroient également avantageuses à la France et à la Hollande. Il faut espérer que quelque succès favorable à Sa Majesté fera ouvrir les

yeux à M. le prince d'Orange, et le portera à profiter de la disposition où Sa Majesté paroît être de le recevoir dans ses bonnes grâces, s'il y a bientôt recours; et je puis vous assurer que, si une fois il y étoit rentré, je n'oublierois rien pour faire en sorte que cela durât longtemps, et rendre à M. le prince d'Orange tous les services qui pourroient dépendre de moi[1]. »

Tant de courtoisie réciproque n'empêchait pas qu'on ne s'apprêtât à se battre. Les fatigues de la campagne précédente, les pertes considérables que les alliés y avaient faites, et qui s'étaient accrues encore pendant l'hiver par la désertion, surtout parmi les troupes espagnoles qu'on ne payait point; l'ignorance ou l'incurie des généraux et des administrateurs qui ne s'occupaient qu'au dernier moment des vivres, des armes, des munitions de guerre; la déclaration de la Suède; enfin le changement qui s'était fait aux Pays-Bas, la cour d'Espagne ayant remplacé le comte de Monterey que le prince d'Orange avait pris en haine, par le duc de Villa-Hermosa; toutes ces causes réunies avaient longtemps retenu dans leurs quartiers les armées de la coalition. Tels n'étaient pas les embarras de Louis XIV; grâce à Louvois, les recrues étaient toujours faites de bonne heure, les magasins nombreux, à portée des besoins, toujours remplis, les uns d'armes et de poudre, les autres de farine, d'avoine ou de fourrage, les places exactement ravitaillées, les commissaires des guerres excités par les intendants, les intendants excités par le ministre; en un mot, l'armée toujours prête.

[1] 24 mai. *D. G.* 433.

Pendant l'hiver, le maréchal de Créqui avait eu le commandement de la frontière entre la Sambre et la Meuse, comme le maréchal d'Humières entre la mer et l'Escaut, pour empêcher l'ennemi de pénétrer sur le territoire français et d'y faire les dégâts que faisaient dans le pays espagnol les commandants des places françaises. Le marquis de Chamilly surtout, qui avait reçu le gouvernement d'Oudenarde, se distinguait par son ardeur et son habileté à réveiller par le pillage et le feu la mémoire des Flamands qui oubliaient d'acquitter leurs mandats de contribution. Il dirigeait lui-même ses partis au delà de Gand, dans le riche pays de Waes, et les ramenait, à leur grande joie, chargés de butin. Tandis que ces courses répétées mettaient au désespoir les gouverneurs espagnols, et hors d'haleine leurs soldats épuisés et peu nombreux, Louvois traçait avec Louis XIV, Turenne et Condé, des plans de campagne, en cherchant à prévoir ceux de la coalition. La prise de Grave par le prince d'Orange, la prise de Huy et de Dinant par les Impériaux, indiquaient presque infailliblement le siége de Maëstricht, qui était la seule place hollandaise que les Français occupassent encore,et dont les communications avec la France étaient fermées ou du moins compromises. Pour déjouer les projets de l'ennemi, il ne s'agissait donc que de rouvrir ces communications en s'établissant fortement sur la moyenne Meuse; par où l'on avait à la fois le double avantage de soutenir Maëstricht et d'empêcher les Allemands de se réunir aux Espagnols.

Liége était, sur la Meuse, le poste le plus important

à prendre. Depuis que l'Électeur de Cologne avait été forcé d'abandonner l'alliance française, les magistrats de Liége s'étaient renfermés dans une neutralité d'où Louis XIV d'un côté, la coalition de l'autre, s'efforçaient à l'envi de les faire sortir. Les Allemands et les Espagnols s'applaudissaient publiquement de la sympathie que leur témoignaient les habitants de la ville beaucoup plus qu'aux Français; Louvois, mieux avisé, ne se vantait pas des relations pour le moins aussi amicales qu'il avait engagées avec le baron de Vierzet, gouverneur de la citadelle. Or, les alliés en étaient encore à négocier avec les Liégeois, alors que le gouverneur avait déjà fait son traité, par lequel il s'engageait à recevoir jusqu'à la paix une garnison française dans la citadelle, sans préjudice des droits de M. l'Électeur.

Pendant tous ces pourparlers, un prélat allemand, le cardinal de Baden, qui était aussi chanoine de Liége, était venu pour occuper sa place au chapitre; ses bagages ayant été pris par un parti de la garnison de Maëstricht, on y trouva des papiers qui traitaient d'autres affaires, disait le comte d'Estrades, que de la résidence de son canonicat. Que le cardinal de Baden fut venu à Liége pour soutenir la cause des Allemands ses compatriotes, il n'y avait rien que de très-naturel. Louvois le comprenait bien; aussi ne voyait-il rien à reprendre dans les papiers qu'on lui avait envoyés; il en aurait voulu d'autres plus compromettants pour la politique impériale; et ne les trouvant pas, il eut la fâcheuse idée de faire comme s'il les avait trouvés. Il écrivait le 24 mars à Descarrières, qui était son agent à Liége : « Voyez si vous ne pourriez

point feindre que l'on a trouvé dans les papiers du cardinal de Baden quelque lettre de ministre de l'Empereur qui pût, étant répandue dans l'Allemagne et le pays de Liége, y décrier les affaires de Sa Majesté Impériale et de tout son parti. Il faudroit que cette lettre fût faite à peu près du style de la cour de Vienne et remplie de toutes les choses qui pourroient rendre sa conduite plus odieuse. Brûlez ceci après que vous l'aurez lu[1]. » On ne sait pas si l'imagination de Descarrières suffit à la tâche, ni par conséquent si le faux fut consommé.

Louvois ne s'était pas pressé de jouir du bénéfice de son traité avec le baron de Vierzet; il attendait que Maseick, dont l'abandon avait été résolu, fût entièrement désarmé et démantelé. Ce fut seulement le 31 mars que le comte d'Estrades prit possession de la citadelle de Liége[2], à la grande surprise des habitants et du cardinal de Baden, au grand désespoir des alliés et surtout du prince d'Orange qui, plus de trois mois après, écrivait encore à Fagel : « Vous savez combien de fois j'ai écrit à Bruxelles de prendre ce poste; et cependant toutes mes précautions n'ont de rien servi, et les Espagnols et les Allemands ont gâté toutes nos affaires en laissant perdre la citadelle de Liége, dont vous voyez les suites[3]. »

Le mois d'avril fut employé aux derniers préparatifs de la campagne que Louis XIV voulait faire en personne dans les Pays-Bas, ayant avec lui M. le Prince et

[1] *Dépôt de la Guerre*, 432.
[2] Estrades à Louvois, 2 avril. *D. G.* 433.
[3] 5 juillet. *D. G.* 450.

M. le Duc; le maréchal de Créqui devait commander, sous ses ordres, un corps d'armée séparé. Lorsque le maréchal d'Humières eut connaissance du choix qui favorisait son collègue d'un emploi si envié, il ne put cacher son déplaisir; et de fait, il avait bien quelque motif de se plaindre.

Depuis trois ans, on lui faisait faire sur la frontière de Flandre, pendant tout l'hiver, un service de police plutôt que de guerre; et, l'été venu, quand d'autres se mettaient en campagne, on le renfermait invariablement dans son gouvernement de Lille. Jusque-là, ses reproches étaient dictés par un sentiment honorable; malheureusement, la fierté du guerrier méconnu se perdait tout à coup sous les humbles doléances du courtisan de Louvois : « Quoique ce me soit une mortelle douleur de me voir ainsi négligé, lui écrivait-il, je vous avoue que ce n'est pas encore ce qui m'est le plus sensible, tous ces dégoûts ne pouvant m'arriver sans que j'aie lieu de croire que j'ai entièrement perdu la part que vous m'aviez promise dans vos bonnes grâces; il n'y a rien que je n'aie fait pour les mériter et pour me les conserver, quand j'ai cru y être parvenu, ayant renoncé à toute sorte de liaisons et d'attachement pour suivre aveuglément celui que j'avois pour vous. Ce me seroit une cruelle chose d'être forcé de changer de sentiments, après la profession publique que j'ai fait toute ma vie d'être votre serviteur et de vous honorer plus que personne du monde. » Quand les gens s'abaissent à ce point, ils n'excitent tout au plus qu'une commisération dédaigneuse. Louvois prit cependant la peine de rassurer le triste maréchal, et de lui démontrer, par une très-in-

génieuse, mais très-fausse argumentation, qu'il n'avait rien à envier au maréchal de Créqui, puisqu'il était exactement à l'aile gauche de l'armée du roi, ce que son rival était à l'aile droite[1]. M. d'Humières accueillit avec empressement cette apparence de satisfaction, et demeura inutile, mais consolé.

Le 3 mai, l'état de l'armée royale fut ainsi arrêté par Louvois et approuvé par Louis XIV : quarante-sept bataillons d'infanterie en sept brigades, plus deux bataillons des fusiliers pour la garde et le service de l'artillerie ; vingt-cinq escadrons en trois brigades formées de la maison du roi et de la gendarmerie ; cent escadrons en dix brigades de cavalerie légère, plus quinze escadrons de dragons réunis en une seule brigade; c'était au total une force de plus de soixante mille hommes[2].

Louis XIV quitta Saint Germain le 11 mai, prit le commandement des troupes rassemblées entre Ham et Câteau-Cambrésis, et s'avança le 18 au Quesnoy, d'où, après avoir donné beaucoup d'inquiétude aux places espagnoles de l'Escaut, il se porta sur la droite, en suivant le cours de la Sambre. Pendant la marche de l'armée royale, le maréchal de Créqui et le marquis de Rochefort, venant, l'un de Charleville, l'autre de Philippeville, s'étaient réunis le 19 mai sous les murs de Dinant. Attaqués sur les deux rives de la Meuse, la ville et le château capitulèrent le 28. Dans les pre-

[1] Humières à Louvois, 17 avril. — Louvois à Humières, 21 avril. *D. G.* 433.

[2] *Bibliothèque du Dépôt de la Guerre.* Tiroirs de Louis XIV, mss. t. 2, n° 55. — L'état de l'artillerie manque.

miers jours du siége, Louvois s'était avancé jusqu'à Florenne, au delà de Charleroi, pour conférer avec le maréchal de Créqui au sujet de la ville de Limbourg, que Louis XIV avait d'abord résolu de faire attaquer, aussitôt après la prise de Dinant[1]. Mais, dans l'intervalle, des nouvelles étant survenues qui signalaient des mouvements inquiétants de Montecuculi sur le haut Rhin, vers Strasbourg, et du duc de Lorraine sur le bas Rhin, entre Bonn et Cologne, le maréchal de Créqui reçut l'ordre de se porter rapidement entre la Moselle et la Sarre, de manière à pouvoir soutenir Trèves contre le duc de Lorraine, ou marcher vers l'Alsace, s'il y était appelé par Turenne.

Tandis qu'il faisait ce mouvement, le marquis de Rochefort suivait la rive droite de la Meuse, et commençait, le 1er juin, l'investissement de Huy, qu'un détachement de l'armée royale complétait sur l'autre rive. Louis XIV, au camp de Falais, protégeait un siége dont aucun ennemi extérieur n'était d'ailleurs en état de troubler les travaux. Surpris par l'invasion royale avant d'avoir achevé leurs préparatifs, le prince d'Orange, encore souffrant des restes de son mal, ne faisait que d'assembler ses troupes à Berg-op-Zoom, et le duc de Villa-Hermosa, s'agitant avec plus de bon vouloir que de succès, trouvait à peine, en dehors de ses garnisons, six mille hommes à mettre en campagne. Rassuré sur l'issue du siége, Louvois prit le temps d'aller faire au comte d'Estrades, dans la citadelle de Liége, une visite dont les Liégeois eurent à payer les frais, non en argent, mais en grains et en fourrages au profit de la

[1] Louvois à Créqui, 18 et 20 mai; au roi, 20 mai. *D. G.* 433.

garnison de Maëstricht. Les défenseurs de Huy capitulèrent le 6 juin.

Après quelque délibération, Louis XIV avait repris ses projets sur Limbourg, place de guerre assez forte, et capitale d'un duché qui faisait partie des Pays-Bas; située sur la rive droite, mais à quelque distance de la Meuse, elle formait, avec Liége et Maëstricht, un triangle stratégique d'une certaine importance. Les premières opérations du siége furent commencées, le 9, par le marquis de Rochefort, tandis que l'armée royale venait camper à Nay, sur le bord même de la Meuse, entre Maëstricht et Viset. Les dernières nouvelles du Rhin étaient meilleures; Turenne se maintenait avec avantage devant Montecuculi; quant au duc de Lorraine, il n'était pas assez fort pour menacer Trèves. Aussitôt Louis XIV, qui tenait beaucoup à prendre Limbourg sans faire un nouveau détachement de son armée, s'empressa d'arrêter la marche du maréchal de Créqui vers la Moselle, et de le rappeler sur la Meuse. Créqui n'avait obéi qu'avec regret à un ordre en vertu duquel ses troupes, dans certains cas, pouvaient être absorbées parmi celles de Turenne. « Il est douloureux, écrivait-il à Louvois le 7 juin, d'être anéanti tant de fois dans l'armée, quand on est porté d'un zèle infatigable pour le service de Sa Majesté. » Voilà de quelles plaintes Louvois était sans cesse assailli; Humières d'un côté, Créqui de l'autre; mais Créqui, dont Humières avait au moins quelque raison d'envier la fortune, était-il sérieusement en droit de se plaindre? Quoi qu'il en soit, il se hâta de ramener ses troupes, épuisées par dix-sept jours de marche,

au siége de Limbourg dont le prince de Condé avait pris la direction.

Le prince d'Orange et le duc de Villa-Hermosa étaient enfin parvenus à rassembler près de Louvain trente-cinq à quarante mille hommes, à la tête desquels ils se portèrent par Diest à Ruremonde, au confluent de la Meuse et de la Roer. A la nouvelle de ce mouvement, Louis XIV passa sur la rive droite de la Meuse, et vint, le 19 juin, s'établir près de Dalem à Neufchâteau, sur la route de Ruremonde à Limbourg. Le même jour, M. le Prince remit à son fils la direction du siége pour venir assister le roi de ses conseils, si l'ennemi voulait forcer le passage et livrer bataille. Mais le prince d'Orange, dont l'armée était d'un tiers au moins inférieure à celle du roi de France, ne jugea pas même prudent de diminuer la distance de douze à quinze lieues qui les séparait l'une de l'autre; et, le lendemain, 20 juin, après une résistance qui n'avait pas été sans vigueur, le comte de Nassau, gouverneur de Limbourg, offrit de capituler. Le 22, une garnison française prit possession de la place dont on s'occupa aussitôt de réparer les défenses. Déjà Louis XIV avait renvoyé vers Trèves le maréchal de Créqui, un peu moins chagrin, prêt à reprendre son train ordinaire, disait-il, pour être témoin des affaires du Rhin, mais voulant bien reconnaître d'ailleurs que ces affaires étaient importantes, et ne s'étonner pas que Turenne, qui les menait, « assujettît les autres choses à cet intérêt. »

Louis XIV, après la prise de Limbourg, se reporta sur la rive gauche de la Meuse, et marcha par Tongre,

Saint-Tron et Tirlemont, dans la direction de Louvain et de Bruxelles, tandis que le prince d'Orange se hâtait de quitter Ruremonde, et gagnait à marches forcées lés environs de Malines, en faisant occuper la position de Diest, sur le flanc droit, mais à distance respectueuse de l'armée française. Pendant plusieurs jours, le Brabant fut dans la terreur. Il est certain que Louis XIV eut l'idée ou reçut le conseil de faire encore un grand siége; on ne sait lequel. Le 5 juillet, Louvois écrivait du camp de Saint-Tron aux intendants des provinces et places françaises les plus voisines, leur donnant l'ordre de rassembler, pour le 20 juillet, plusieurs centaines de charrettes et huit mille quatre cents paysans, organisés par escouades de cent travailleurs, avec les outils nécessaires pour faire des travaux de terrassement comme des lignes de circonvallation; et il avait soin d'ajouter : « Vous les pouvez assurer qu'ils ne seront employés à aucun ouvrage où le canon ni le mousquet puisse porter. » Six jours après, les intendants étaient invités à différer l'exécution de ces ordres[1]. L'armée s'était déjà remise en marche pour se rapprocher de Charleroi. Le 17 juillet, Louis XIV, après avoir fait partir un détachement de cavalerie sous les ordres du chevalier de Sourdis, et un détachement d'infanterie sous les ordres du marquis de La Trousse, pour augmenter les forces du maréchal de Créqui, laissait le commandement de l'armée à M. le Prince.

Il rentrait à Versailles, glorieux de n'avoir point fait

[1] Louvois aux intendants, 5 et 11 juillet. *D. G.* 434.

de siéges, mais d'avoir couvert ceux qui les faisaient, glorieux d'avoir marché en campagne et de s'être exposé à livrer bataille, glorieux enfin du suffrage de Turenne, qui, des bords du Rhin, avait écrit à Louvois : « On ne sauroit dire combien a éclaté partout la marche que le roi a faite et la résolution qu'il a prise de s'avancer en personne plus avant que Dalem, après avoir passé la Meuse pour couvrir le siége de Limbourg, dans le temps qu'une armée si considérable des ennemis s'approche pour secourir la place[1]. J'en ai une extrême inquiétude, quoiqu'il n'y ait rien eu de si beau ni de si glorieux pour Sa Majesté. »

Après Turenne, qui n'était pas d'habitude suspect d'adulation, voici qu'un fin courtisan, le duc de Luxembourg, ne manquait pas l'occasion, quatre mois plus tard, de réveiller ce grand souvenir avec infiniment d'art et de délicatesse, mettant dans une bouche ennemie une forme d'éloge toute nouvelle. Le 12 octobre, il rendait compte à Louvois d'une conversation qu'il avait eue avec le prince de Vaudemont, alors au service de l'Espagne; après s'être étendu sur les affaires générales, sur la guerre et sur la paix, il imaginait le petit dialogue suivant, en style indirect : « Je lui demandai ce qu'on avoit dit à Madrid quand on avoit su le siége de Limbourg, et surtout de ce que Sa Majesté y voyant marcher les forces d'Espagne et de Hollande qui devoient se joindre à d'autres considérables, avoit passé la Meuse pour s'opposer en personne à toutes ces

[1] Turenne croyait les forces de l'ennemi plus considérables qu'elles n'étaient en réalité. Il écrivait le 30 juin, ne connaissant pas encore la prise de Limbourg.

troupes jointes ensemble, s'exposant à les combattre pour continuer le siége commencé; il me répondit que cette action avoit eu en ce pays-là tout l'éclat qu'elle méritoit; et, comme un roi d'Espagne et les grands du pays ne sont pas capables d'en faire de pareilles, quoiqu'ils aient parlé de celle-là avec admiration, il semble pourtant qu'ils ne l'ont pas tant louée, trouvant que c'étoit trop en faire, qu'ils en ont été surpris; et il m'a dit que toute la cour étoit dans un étonnement extraordinaire que le roi se fût exposé à un événement tel que pouvoit être celui-là [1]. »

Il faut bien dire que, de son côté, le prince d'Orange, non par vanité sans doute, mais par nécessité politique, dictait lui-même à ses amis un éloge de sa propre conduite, qui n'était peut-être pas aussi bien justifié. « Il est nécessaire, écrivait-il à Fagel, que vous fassiez courre le bruit dans les villes de Hollande, et que vous-même vous y alliez, pour parler aux bourgmestres et pensionnaires des villes, pour leur faire savoir la diligence dont j'ai usé par une marche extraordinaire pour sauver les villes de Louvain, Malines et Bruxelles, qui étoient infailliblement perdues, si je n'eusse prévenu l'ennemi en occupant Diest; ce qui a remis l'esprit de ces peuples, qui étoient fort ébranlés, et rompu le dessein de nos ennemis. Je donne charge au sieur Pesters d'en faire de même aux provinces d'Utrecht, de Gueldre et d'Over-Yssel, et au prince de Nassau, d'agir aussi de même dans les provinces de Frise et de Groningue [2]. »

[1] Luxembourg à Louvois, 12 octobre 1675. *D. G.* 452.
[2] Le prince d'Orange à Fagel, 5 juillet. *D. G.* 450.

Il y avait un grand homme, héros modeste, dont l'éloge, naturellement, sans artifice, remplissait alors toutes les bouches, et dont la mort, hélas ! allait, à quelques jours de là, faire jaillir de tous les yeux, amis ou ennemis, des larmes presque également sincères. L'admiration et le regret de Turenne n'ont pas eu besoin de courriers complaisants pour se répandre parmi les foules.

Turenne avait pris congé de Louis XIV peu de jours avant le départ du roi pour les Pays-Bas. Dès son arrivée en Alsace, il avait rassemblé près de Schelestadt une armée moins nombreuse de moitié que l'armée royale, mais composée pour la plupart de vieux régiments habitués à servir sous ses ordres et de quelques nouveau-venus désireux à l'égal des anciens de gagner son estime. « Je n'ai jamais vu tant de bons hommes, disait-il avec satisfaction, ni mieux intentionnés. » L'Empereur, contre son habitude, avait mis de bonne heure ses troupes en campagne. N'ayant plus à compter sur les forces de l'Électeur de Brandebourg attaqué par les Suédois, il avait rappelé sur le Rhin, vers le gros de son armée, quelques détachements qui avaient passé l'hiver dans les Pays-Bas ; mais s'il n'avait plus le bénéfice du nombre, il avait rétabli en revanche l'unité et l'autorité du commandement ; personne n'aurait osé disputer contre Montecuculi. C'est qu'en effet ce vieux et renommé capitaine avait consenti à quitter la retraite où le retenaient ses infirmités, pour soutenir encore une fois la fortune de l'Empereur contre la fortune du roi de France. Les chances étaient bien réparties, trente mille hommes environ de cha-

que côté, des troupes excellentes, Turenne et Montecuculi; jamais le noble jeu de la guerre n'avait offert l'intérêt et l'enseignement d'une plus savante partie.

Mais d'abord où allait-elle s'engager, en Souabe ou en Alsace? Outre l'avantage moral attaché à la solution de ce problème, chacun s'efforçait d'épargner à son propre territoire et de rejeter sur celui de son adversaire le lourd fardeau de charges militaires que fait nécessairement peser sur un pays l'entretien de deux armées. Déjà Montecuculi se flattait d'avoir gagné ce premier point si important. Ayant fait marcher ses troupes à grandes journées depuis Francfort jusqu'à Strasbourg, il se croyait maître de la ville et du pont ; il se voyait en Alsace. Pendant deux ou trois jours, Turenne crut lui-même au succès de son adversaire et l'écrivit à Louvois. Mais les magistrats et les notables de Strasbourg eurent, plus qu'on ne s'en doutait, le courage de résister à leurs inclinations allemandes et aux passions plus violentes de la populace. Il n'y avait pas si longtemps qu'ils avaient vu repasser en désordre au delà du Rhin, sur ce même pont qu'ils lui avaient livré quelques mois auparavant, les débris d'une armée plus formidable que celle qui réclamait de nouveau le passage; et Turenne, qui avait dispersé cette armée, qui sans doute allait disperser l'autre, était tout près d'eux, à Benfeld. Ils furent prudents encore plus qu'honnêtes en refusant de violer encore une fois leur propre neutralité [1].

Trompé dans son attente, Montecuculi s'éloigna

[1] Turenne à Louvois, 20-24 mai ; aux magistrats de Strasbourg, 23 mai. — Louvois à Turenne, 24, 25, 27, 28 mai. *D. G.* 433.

tout à coup de Strasbourg, suivit la rive droite du Rhin et passa sur la rive gauche, le 31 mai, près de Spire. Turenne demeura ferme aux environs de Strasbourg, persuadé que la manœuvre de Montecuculi n'était qu'une feinte pour l'attirer à sa suite, et donner aux troupes allemandes laissées à Offenbourg le loisir de surprendre le pont de Kehl. En effet, Montecuculi n'osa pas plus que le duc de Bournonville, l'année précédente, s'engager dans la basse Alsace, et repassa, le 4 juin, sur la rive droite. A cette nouvelle, Turenne prit la résolution de se porter lui-même au delà du Rhin et de s'établir, avant le retour des Impériaux, entre Strasbourg et Offenbourg. L'armée passa, le 7 et le 8, sur sept ponts de bateaux jetés entre les deux rives et les îles du Rhin à Ottenheim, et gagna, le 10, malgré les pluies, l'importante position de Wilstett, sur la Kinzig, à deux lieues de Kehl[1]. Quatre jours après, Montecuculi, longeant les montagnes de la Forêt Noire, défila non loin du camp français qu'il n'essaya pas d'attaquer; i passa outre, et vint s'appuyer en arrière à Offenbourg, d'où il avança, le 18, une de ses ailes sur la Schutter, à quelque distance d'Ottenheim, comme s'il eût voulu menacer les ponts que Turenne y avait laissés et qui faisaient sa seule communication avec l'Alsace. Mais cette manœuvre par le sud, comme celle qu'il avait faite auparavant par le nord, n'avait encore pour but que d'éloigner les Français de Strasbourg, en les attirant en masse de Wilstett sur Ottenheim.

Turenne fit précisément tout le contraire de ce que

[1] Turenne à Louvois, 7, 8, 10 juin. — Basin à Louvois, 8 juin. — Descures à Louvois, 11 juin.

souhaitait Montecuculi; après un changement de front habilement exécuté pour faire face à l'armée impériale, il resserra sa ligne de postes qui avait quatre lieues d'étendue, rapprocha de sa gauche établie solidement à Wilstett son centre et sa droite qui en étaient trop éloignés, rompit ses ponts, les fit descendre deux lieues plus bas, et les rétablit près d'Altenheim, sous la protection de sa droite qui s'appuyait à ce dernier village. Il n'y avait plus qu'une heure et demie de marche entre les points extrêmes occupés par les troupes françaises[1]. Les deux armées restèrent ainsi huit jours en présence, à une heure environ l'une de l'autre, Turenne ayant le Rhin derrière lui, Montecuculi adossé aux montagnes. Tous les jours, Louvois attendait la nouvelle d'une bataille; il n'y eut que des escarmouches, des rencontres de fourrageurs. Ni Turenne ni Montecuculi ne voulaient engager une grande action qu'à coup sûr, chacun d'eux épiant son adversaire et cherchant l'occasion de le prendre en faute. Enfin Montecuculi replia toutes ses troupes sur Offenbourg; mais après une courte halte, craignant d'affamer la place sans qu'il y eût pourtant assez de vivres pour son armée, il se porta d'abord un peu plus au nord, à Urlaf, puis sur la rivière de Renchen, dont il occupa, le 5 juillet, la rive droite jusqu'à sa jonction avec le Rhin.

La situation du pays, coupé de ruisseaux, de marais, de bois, et sur tout cela, des pluies incessantes, avaient empêché Turenne d'attaquer les Impériaux

[1] Turenne à Louvois, 16, 21, 24 juin. — Vaubrun à Louvois, 17, 18 juin.

dans leur marche ; d'ailleurs il voulait aussi peu s'éloigner du Rhin que Montecuculi tenait à s'en rapprocher. Les agents de l'Empereur à Strasbourg y avaient préparé un équipage de pont, des ponts volants et un convoi de farines, qui devaient descendre le fleuve jusqu'à l'embouchure de la Renchen. Mais Turenne, laissant Wilstett bien gardé, s'était avancé au delà de la Kinzig, à Bischen, tout en face de l'ennemi, la gauche au Rhin. Des détachements d'infanterie postés sur les deux rives et dans les îles; des barrages établis sur les petits bras du fleuve par un habile officier d'artillerie, M. de la Freselière « qui est très-agissant, » disait Turenne; sur les bras plus considérables, des barques armées sous la direction du même officier, interceptaient toute communication par eau entre Strasbourg et les Impériaux qui avaient grand'peine à vivre. Les soldats de Turenne, au contraire, ne manquaient pas de pain; mais les chevaux commençaient à souffrir du mauvais temps et de ses conséquences; tout le pays était sous l'eau; les petites rivières, grossies en torrents, emportaient les foins déjà coupés, quand elles n'emportaient pas les prairies même[1]. Lorsque les pluies eurent un peu diminué de violence, Turenne qui se trouvait précisément resserré dans les terrains les plus bas, résolut de s'étendre vers sa droite pour chercher des fourrages sur un sol un peu plus relevé ; mais le soin qu'il eut de faire occuper des postes sur la Renchen, au-dessus des positions de l'ennemi, se rapportait en même temps à de plus graves desseins.

[1] Turenne à Louvois, 28, 30 juin; 2, 4, 9, 11, 14 juillet.

Craignant que les Impériaux ne finissent par recevoir de Strasbourg ou par construire eux-mêmes un pont de bateaux avec les barques et les matériaux qu'ils rassemblaient de tous côtés, il avait décidé de faire une grande manœuvre pour les tourner par leur gauche, les envelopper dans leur camp et les jeter dans le fleuve s'ils se laissaient surprendre, tout au moins pour les forcer à décamper, s'ils avaient plus de vigilance. Le comte de Lorge, son neveu, était chargé de garder, avec huit bataillons et trente escadrons, le poste principal de Bischen qui était protégé par des retranchements palissadés et des redoutes, les autres postes échelonnés vers la droite devant servir aux communications de cette réserve avec le gros de l'armée en mouvement. L'artillerie commença de marcher le 22 juillet; le lendemain la cavalerie et l'infanterie allèrent passer la rivière de Renchen au village de Waghurst, où était un détachement commandé par le chevalier du Plessis. A quelque distance au delà se trouvait un autre village nommé Gamshurst que Turenne voulut faire occuper pendant la nuit par la brigade de dragons du chevalier de Boufflers. En s'y portant, M. de Boufflers se heurta dans l'ombre contre un gros corps de cavalerie impériale commandé par le prince Charles de Lorraine.

Montecuculi ne se doutait pas encore du danger qui le menaçait; mais intrigué de l'établissement de ces postes qui débordaient sa gauche, il avait donné l'ordre d'en déloger les Français; c'était cet ordre qui s'exécutait. Le prince Charles, d'un côté, avec quatre ou cinq mille chevaux, le comte de Caprara, sur l'autre bord

de la rivière, avec un corps d'infanterie et quelque cavalerie, devaient, au point du jour, tomber sur le quartier du chevalier du Plessis et le prendre inopinément entre deux feux. Le chevalier de Boufflers, très-inférieur en nombre, ne laissa pas de contenir l'ennemi et de combattre en rétrogradant avec lenteur vers le quartier de Turenne; mais quand le jour parut, le prince Charles, étonné de trouver toute une armée là où il ne croyait avoir affaire qu'à un détachement, soutint quelque temps par honneur le feu de l'infanterie française qui avait marché aux secours des dragons, et fit ensuite sonner la retraite. Quant au comte de Caprara, au bruit du combat qui lui avait paru plus grand qu'il ne fallait, il s'était arrêté prudemment à distance; et le jour lui ayant montré que sa prudence avait été raisonnable, il s'était retiré. Cependant l'ennemi revint à la charge la nuit suivante, et s'établit fort près du campement dans un village qu'il se mit aussitôt à fortifier. Il fallut, pour l'en chasser, faire avancer quatre pièces de canon, les dragons et cinq ou six bataillons d'infanterie, quoiqu'il n'y eût guère que deux mille Impériaux; mais le poste était bon; l'église surtout et le cimetière étaient faciles à défendre et furent vivement défendus. Un colonel de dragons, le chevalier d'Hocquincourt, y fut tué. La lettre datée du 25 juillet, qui contient la relation de ces deux combats, est la dernière que Turenne ait écrite à Louvois[1].

Tous ces événements avaient éclairé Montecuculi;

[1] Turenne à Condé, 22 juillet; à Louvois, 25 juillet. — Vaubrun à Louvois, 22, 24 juillet. *D. G.* 459.

dans la nuit même du 25 au 26, il fit charger ses bagages et marcha le lendemain vers Bihel, prenant la direction des montagnes, comme s'il voulait se retirer dans le Wurtemberg. Turenne résolut de le couper dans sa marche; il envoya l'ordre au comte de Lorge de quitter sur-le-champ Bischen avec toutes ses troupes, moins deux bataillons et une brigade de cavalerie qu'il devait laisser à la garde du camp. Le 27 au matin, toutes ses forces étant réunies, Turenne partit de Gamshurst et s'avança sur Nider-Akren, où il arriva vers midi. Au delà de ce village coulait le ruisseau de Sasbach, dans une petite plaine attenante aux montagnes, au pied desquelles on voyait se presser les troupes impériales, tandis que leurs bagages s'enfonçaient dans les sapinières. Mais pour les atteindre, il fallait passer sous le feu du village de Sasbach dont l'église et le vieux château étaient remplis de mousquetaires que Montecuculi, comprenant bien toute l'importance de ce poste, se disposait à vigoureusement soutenir.

Pendant que les deux armées se mettaient en bataille, Turenne, qui voulait à tout prix faire tomber cet obstacle, avait envoyé des volontaires pour mettre le feu aux premières maisons du village, et fait disposer une batterie de huit pièces qui se mit à canonner, sans beaucoup d'effet, l'église et le château. Cependant il avait découvert sur sa gauche une issue moins dangereuse pour aller à l'ennemi dont il pouvait croire, avec beaucoup d'apparence, la situation très-compromise, lorsqu'en achevant de visiter ses postes, il fut prié par le commandant de l'artillerie, M. de Saint-Hilaire, d'examiner une nouvelle batterie disposée sur

la droite de l'armée. Au même instant, un boulet emporta le bras de M. de Saint-Hilaire et frappa Turenne en plein corps. Il tomba. Ses restes, couverts d'un manteau, furent portés silencieusement dans sa tente. Il passa, mort inconnu, au milieu de ses soldats, attentifs seulement au signal de la bataille. On redoutait la furie de leur douleur. Pendant combien de temps les généraux espéraient-ils se contenir eux-mêmes et garder le secret?

Il était trois heures. Montecuculi s'étonnait de n'être pas attaqué. Un chirurgien français, qui avait tout vu, lança son cheval à travers la plaine et vint apprendre au chef des troupes impériales l'effet de ce coup de canon qui lui donnait la victoire sans combat[1]. On raconte que Montecuculi se recueillit un peu et qu'il dit gravement : « Il est mort aujourd'hui un homme qui faisoit honneur à l'homme. » Mot sublime, plus simplement vrai que toute la rhétorique des oraisons funèbres. C'était l'éloquence de la raison; voici l'éloquence du sentiment[2]: « D'abord que notre général fut tué, nous fûmes des enfants sans père. » Qui a dit cela? Qui a poussé cet autre cri d'angoisse : « La plaie est trop grande et saigne encore? » On ne sait; un inconnu écrivant à un inconnu. Qu'est-il besoin d'éclairer cette incertitude? Cette lettre anonyme du 2 août, c'est la lettre de tous à tous, c'est la plainte collective de toute l'armée, après six jours d'accablement et de douleur muette.

Durant ces six jours, entre le 27 juillet et le 2 août,

[1] Vaubrun à Louvois, 27 et 30 juillet. — Charuel à Louvois, 28 juillet. *D. G.* 459.

[2] Qui ne connaît et qui n'admire le mot héroïque de M. de Saint-Hilaire?

de graves événements avaient eu lieu; d'abord des discussions confuses et pénibles. « J'ai connu depuis la mort de M. de Turenne, écrivait à Louvois l'intendant Basin, combien le grand nombre d'officiers généraux est nuisible aux résolutions. » Rien n'était réglé pour le commandement; deux hommes y prétendirent : le marquis de Vaubrun, comme étant le plus ancien lieutenant général; le comte de Lorge, comme se trouvant de jour, le 27 juillet, et comme étant neveu de Turenne. Ce fut ce dernier titre qui lui concilia les suffrages de l'armée; car l'armée fut juge en ce débat; la lettre anonyme du 2 août le dit expressément : « L'on donna d'un commun accord la conduite de l'armée à M. le comte de Lorge. » Mais le nouveau général, ainsi élu, n'avait pas assez d'autorité pour décider seul; il y eut un débat très-vif sur la conduite à tenir.

Turenne mort, nul ne proposait de donner la bataille, d'autant que l'église et le château de Sasbach, qu'il aurait fallu d'abord enlever, avaient soutenu sans dommage le feu d'une violente canonnade. La bataille ne pouvant plus être donnée, nul ne proposait de continuer la guerre en Souabe, puisque Turenne lui-même ne croyait plus possible d'y demeurer, à moins d'avoir complétement battu Montecuculi [1]. La question n'était donc pas si l'on

[1] « M. de Turenne dit au comte de Roye que ce poste qu'il trouvoit si avantageux ne seroit plus de même si cette église demeuroit aux ennemis; et il n'étoit plus possible de la prendre quand il a été tué, parce qu'ils y avoient établi leur communication. » Vaubrun à Louvois, 30 juillet. — « Tous ceux qui ont entendu parler M. de Turenne, le jour avant sa mort, disent qu'il n'avoit d'autre vue que de conserver la haute Alsace, puisqu'il croyoit ce jour-là être obligé de repasser le Rhin, ne pouvant plus demeurer de l'autre côté. » Duras à Louvois, 9 août. *D. G.* 459.

rentrerait en Alsace, mais si l'on y rentrerait plus ou moins vite. Il fut enfin décidé que l'armée demeurerait encore quelque temps en face de l'ennemi, prête à recevoir la bataille, s'il lui plaisait de l'offrir, qu'ensuite on marcherait au Rhin sans précipitation, et, suivant l'heureuse incorrection de l'anonyme, « que l'on *se* battroit en retraite. »

Les deux armées restèrent deux jours entiers en présence, sous un feu de canon où les Impériaux avaient l'avantage d'une artillerie plus nombreuse; mais d'ailleurs ils n'attaquèrent pas. Dans la nuit du 29 au 30 juillet, le comte de Lorge ramena ses troupes au camp de Bischen[1]. Elles n'y firent qu'une courte halte afin de prendre leurs bagages, et se replièrent sur Wilstett, où elles passèrent toute la journée du 31, pour donner aux munitionnaires le temps d'évacuer les magasins de vivres; on brûla le soir ce qu'on ne put emporter. Les Impériaux s'étaient tenus jusqu'alors à distance, observant la retraite, n'essayant de la troubler que par de légères escarmouches; il n'y eut de combat un peu sérieux qu'à Wilstett. Mais le lendemain, 1er août, tandis que l'armée française était occupée à passer la Schutter, moitié au delà, moitié en deçà, Montecuculi parut vers dix heures du matin, et l'attaqua vigoureusement; en même temps une forte colonne de troupes impériales tournait le champ de bataille et se portait sur la tête de pont d'Altenheim; si l'ennemi parvenait à l'emporter, l'armée française pouvait être prise ou détruite. Là heureusement se trouvaient les régiments

[1] Vaubrun, Lorge, Basin à Louvois, 30 juillet.

de Champagne, de La Ferté, de Turenne, et le régiment anglais d'Hamilton; leur résistance, dirigée par le marquis de Vaubrun [1], fut héroïque; ils se battirent en désespérés, moins pour leur salut que pour venger la mort de leur cher général, de leur père; de part et d'autre, on ne faisait pas de quartier; sur seize capitaines du régiment de La Ferté, quinze tombèrent autour du marquis de Vaubrun tué d'une balle dans la tête. Du côté de la Schutter, après un premier désordre causé par la brusque attaque de Montecuculi, le comte de Lorge avait rétabli et soutenu le combat avec une opiniâtreté invincible. « Il a donné ses ordres, écrivait l'officier anonyme, avec un froid qui fait bien voir qu'il est parent de l'incomparable M. de Turenne; il eut un cheval tué sous lui; si Dieu nous l'eût ôté, tout étoit perdu. » Presque tous les autres officiers généraux, le duc de Vendôme, le comte de Roye, le marquis de La Ferté furent blessés. Enfin, à sept heures du soir, les Impériaux, repoussés sur tous les points, s'éloignèrent, ayant perdu deux ou trois mille hommes, plusieurs drapeaux, et sept pièces de canon [2].

L'armée française avait été cruellement mutilée; elle était épuisée, mais fière d'avoir fait enfin à son général des funérailles dignes de lui. « Les officiers disent tous, écrivait quelques jours après le duc de Duras, que ce dernier combat a beaucoup fait de bien aux soldats qui avoient le cœur abattu par la mort de M. de Turenne. » Les Impériaux n'étaient plus en

[1] Le marquis de Vaubrun, blessé au pied, huit jours auparavant, au combat de Gamshurst, s'était fait mettre à cheval, la jambe sur l'arçon.
[2] Basin à Louvois, 1er août. — Lettre anonyme du 2 août.

état ni en disposition de renouveler leur attaque; après deux jours d'attente, ils se replièrent sur Wilstett et Kehl. Lorsqu'ils eurent disparu, le comte de Lorge fit passer toutes ses troupes sur les ponts d'Altenheim, qu'il eut soin de rabattre sur la rive gauche du Rhin, et prit ses campements entre ce fleuve et l'Ill, à Plobsheim.

Quelques lignes écrites à la hâte, le 27 juillet à trois heures, par le marquis de Vaubrun, avaient appris, le 29, à Louvois, la mort de Turenne; aussitôt, il avait conseillé au roi de rappeler immédiatement des Pays-Bas le prince de Condé pour l'envoyer à l'armée d'Allemagne, de détacher de l'armée de Flandre quatre bataillons et douze escadrons, pour les faire marcher en Lorraine et en Alsace, et d'ordonner cependant au duc de Duras, gouverneur de Franche-Comté, d'aller prendre le commandement, soit de l'armée d'Allemagne jusqu'à l'arrivée de M. le Prince, soit du corps d'armée de la Moselle, si le maréchal de Créqui, au su de la mort de Turenne, s'était rendu à l'armée d'Allemagne. En même temps, Louvois conseillait à Louis XIV de prévenir à la fois l'abattement de ses peuples et l'arrogance de l'Europe liguée, en montrant à tous que, si la France avait perdu son plus grand capitaine, il lui restait encore assez d'hommes de guerre pour continuer la lutte avec plus d'énergie que jamais.

Le 30 juillet, Louis XIV nomma huit maréchaux de France, le duc de Navailles, le comte d'Estrades, le comte de Schönberg, le duc de Duras, le duc de Vivonne, le duc de La Feuillade, le duc de Luxembourg et le marquis de Rochefort. C'était beaucoup sans

doute, et les gens d'esprit, qui ne pouvaient se tenir de lancer un bon mot entre deux larmes, se donnaient carrière sur ces maréchaux à la douzaine, sur cette monnaie de Turenne, sur ce beau louis d'or changé en louis de cinq sous; ou bien encore les envieux, comme Bussy, trouvaient l'occasion bonne de se dire en quelque façon consolés de n'avoir pas le bâton par le rabais où le roi l'avait mis. Mais le gros du public comprenait, dans son bon sens, que si le roi faisait tant de maréchaux, ce n'était pas apparemment pour les laisser inutiles, et que si, pour quelques-uns, cette faveur n'était pas absolument justifiée par leurs services passés, elle était une excitation à de nouveaux et plus grands services, non pas tant une récompense qu'une obligation.

Il y avait toutefois ce grave danger que parmi tant de personnages, égaux en dignité comme grands officiers de la couronne, mais inégaux et divisés par la naissance, par les intérêts, par le caractère, par les sentiments et les passions, les rivalités, les conflits ne se multipliassent au grand dommage du service et de la discipline. Ce grave danger, Louvois l'avait prévu. Il fit alors sa plus grande œuvre, en détruisant dans l'armée les derniers restes de l'anarchie féodale; il fit une révolution dans le commandement en fondant la hiérarchie militaire sur la base solide de l'ancienneté de grade. Le 30 juillet, il annonçait au prince de Condé la fameuse ordonnance qui fut promulguée le 1er août, « donnant le commandement au plus ancien des officiers égaux en grade, et supprimant l'ancien usage du roulement. » Et tout de suite il consacra ce salutaire

principe en l'appliquant aux premiers chefs de l'armée. Le rang des nouveaux maréchaux de France fut réglé d'après la date de leur entrée en fonctions comme lieutenants généraux. Telle fut l'origine de ce fameux *ordre du tableau*, que le ressentiment indigné du duc de Saint-Simon a poursuivi de ses amères et injustes critiques. L'ancienneté fut dès lors, pour les grades supérieurs de l'armée, le principe de la hiérarchie; elle devint un titre essentiel à l'avancement, mais non pas un titre exclusif; la naissance toute seule cessa d'en être un, au grand dépit d'une minorité de grands seigneurs dont Saint-Simon s'est fait l'interprète; mais le mérite individuel, mais les services exceptionnels, mais les actions d'éclat ne cessèrent pas de se recommander à l'attention du roi, du ministre et des généraux, avec un avantage qui balançait toujours et primait souvent le droit de l'ancienneté[1].

[1] Cela est si vrai que Saint-Simon, colonel médiocre, se vit préférer, dans une promotion de brigadiers, trois colonels, ses cadets, qui avaient apparemment plus de mérite, et qu'il se crut obligé de quitter le service à cause de cette infraction même à l'ordre du tableau. Qui ne connaît ses attaques passionnées contre ce qu'il nomme la politique militaire de Louvois, le soin avec lequel il rassemble et met en relief « les funestes obligations de la France à ce pernicieux ministre ? » Parmi toutes ces accusations, il en est une qui touche plus particulièrement l'ordre du tableau, le fond du système de Louvois, et qui ne tend à rien de moins qu'à faire voir « comment il a, pour être pleinement maître, arraché les dernières racines des capitaines en France, et l'a mise radicalement hors de moyen d'en plus porter... » — « Jusqu'alors, dit expressément Saint-Simon, les généraux étoient en liberté et en usage de donner à qui bon leur sembloit les détachements gros et petits de leur armée. C'étoit à eux, suivant la force et la destination du détachement, de choisir qui ils vouloient pour le commander, et nul officier général ou particulier n'étoit en droit d'y prétendre... Telle fut l'école qui de plus en plus gros détachements, qui de plus en plus de besogne importante, conduisit au grand les élèves de ces écoles, et qui, suivant la capacité, forma cette foule d'excellents

Le duc de Saint-Simon n'a vu Louvois qu'à travers les rancunes de ses nombreux ennemis et surtout du

officiers généraux et ce petit nombre de grands capitaines... Des guerriers de ce mérite ne ployoient pas volontiers sous Louvois. Aussi les détruisit-il, et avec eux leur pépinière. Ce fut par ce fatal ordre du tableau... Il fit entendre au roi qu'il falloit que les officiers généraux et particuliers qui prenoient jour ou qui étoient de piquet, en pareil grade, les uns après les autres suivant leur ancienneté, marchassent de même pour les détachements, sans en intervertir l'ordre à la volonté du général. Il en fit une règle qui a toujours depuis été observée. L'essentiel est que cette règle est devenue la perte de l'école de la guerre, de toute instruction, de toute émulation. Il n'y a plus où, ni de quoi apprendre, plus d'intérêt de plaire aux généraux, ni de leur être d'aucune utilité par son application et sa vigilance. Tout est également sous la loi de l'ancienneté ou de l'ordre du tableau. On se dit qu'il n'y a qu'à dormir et faire ric à rac son service et regarder la liste des dates, puisque rien n'avance que la date seule, qu'il n'y a qu'à attendre en patience et en tranquillité, sans rien devoir à personne ni à soi-même. Voilà l'obligation qu'a la France à Louvois, qui a sapé toute formation de capitaines pour n'avoir plus à compter avec le mérite et pour que l'incapacité eût un continuel besoin de sa protection. » *Mémoires de Saint-Simon*, t. XXIV, ch. CDIX, p. 123 et suiv.—Voir aussi t. IX, ch. CLVIII, p. 67 et 68. Edition de 1843. — Nous ajouterons : voilà qui est net, clair, logique et radicalement faux. Si le duc de Saint-Simon, qui n'avait pas servi du temps de Louvois, et qui ne le connaissait que par les dires peu bienveillants du maréchal de Lorge, son beau-père, avait pris la peine de consulter également, sans sortir du cercle de famille, le maréchal de Duras, oncle de sa femme, il aurait apparemment lu certain passage d'une lettre écrite par Louvois au maréchal de Duras, le 30 juillet 1689. Voici ce passage : « Sa Majesté m'a commandé de vous renouveler ce qu'elle vous a expliqué elle-même de ses intentions avant votre départ, à l'égard des détachements que vous auriez à faire, pour le commandement desquels elle vous défend de nommer les officiers généraux par leur rang, mais bien de choisir ceux que vous croirez les plus capables de bien exécuter les ordres que vous leur donnerez; c'est-à-dire, par exemple, quand vous aurez un détachement à faire de cavalerie ou de dragons, elle désire que vous le fassiez commander par ceux des officiers généraux qui auront le plus servi dans la cavalerie; et de même, quand vous aurez à faire un détachement d'infanterie, par ceux des officiers généraux qui auront le plus servi dans l'infanterie. » *D. G.* 873. — Que devient, après cela, le réquisitoire de Saint-Simon ? Il est certain que, mises en présence des faits, la plupart de ses assertions au sujet de Louvois ne supportent pas l'examen davantage et ne méritent pas plus de confiance.

maréchal de Lorge. Quelle admiration M. de Lorge pouvait-il avoir pour l'ordre du tableau, pour les droits de l'ancienneté, quand il se rappelait qu'il n'avait dû sa plus haute fortune et sa plus grande gloire qu'à l'oubli de ces mêmes droits, lorsque le choix de l'armée d'Allemagne l'avait porté au commandement, moins pour ses mérites que pour l'amour de Turenne, au préjudice du marquis de Vaubrun, plus ancien et plus éprouvé que lui? Pouvait-il condamner ce funeste usage du roulement qui avait failli perdre l'armée dans cette dispute, lorsque c'était le roulement même qui lui avait permis de se porter en compétition contre M. de Vaubrun? Pouvait-il enfin oublier que si l'ordonnance du 1er août eût précédé ce débat dont elle devait rendre le retour désormais impossible, il n'eût ni dirigé la retraite, ni recueilli tout seul le bénéfice de ce beau combat d'Altenheim, au succès duquel M. de Vaubrun, s'il n'y avait pas été glorieusement frappé, aurait pu largement prétendre ?

Outre cela, M. de Lorge croyait avoir contre Louvois des griefs personnels. Après la mort de Turenne, Louvois lui avait écrit une lettre qui vaut la peine d'être citée, comme étant jusqu'ici le seul témoignage des sentiments officiels, il est vrai, que ce grand malheur de la patrie avait inspirés au ministre : « Quand l'accident qui est arrivé à M. de Turenne ne seroit pas aussi fâcheux qu'il est pour le service du roi, je ne pourrois pas m'empêcher d'en avoir en mon particulier un très-grand déplaisir; et comme je sais que sa perte vous est très-sensible, et que j'ai toujours pris plus de part que personne en vos intérêts, je vous assure que

cette considération augmente encore ma douleur, et que si quelque chose peut la soulager, c'est d'avoir occasion de vous rendre mes très-humbles services, vous assurant que je n'en perdrai aucune de faire valoir les vôtres et de vous témoigner que je suis toujours tout à vous[1]. »

Un mois plus tard, ce n'était plus le même langage. Dans l'intervalle, le comte de Lorge avait eu ce qu'on appelait alors un dégoût. Une promotion de maréchaux s'était faite, sans qu'il y eût été compris; un nouveau général était venu lui enlever le commandement jusqu'à l'arrivée de M. le Prince; il est vrai que ce général était son propre frère, M. de Duras; mais le coup n'en était peut-être que plus sensible. Il est encore vrai que la promotion des maréchaux et la nomination de M. de Duras avaient précédé de deux jours le combat d'Altenheim; mais, depuis ce combat, M. de Lorge avait espéré que le zèle de ses amis à la cour et le témoignage de l'armée obtiendraient pour lui l'envoi distinct et d'autant plus glorieux d'un neuvième bâton de maréchal. Il attendit vainement; il se plaignit et se fit plaindre; obligé de rester comme subalterne dans une armée qu'il avait commandée en chef, il affecta de négliger ses fonctions de lieutenant général. Cependant ses amis l'ayant averti qu'il se mettait sur la voie d'une disgrâce, il se soumit, s'excusa même, pas assez tôt toutefois pour éviter d'être rappelé durement à son devoir. Louvois lui écrivit le 30 août : « J'ai reçu, monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'hon-

[1] 31 juillet. *D. G.* 434.

neur de m'écrire le 23 de ce mois; je l'ai lue tout entière à Sa Majesté, qui m'a paru satisfaite de votre soumission et en désirer la continuation. Elle est venue à propos pour dissiper des bruits qui se répandoient ici que vous suiviez l'armée sans faire aucune fonction de lieutenant général; ce qui n'auroit assurément pas plu à Sa Majesté, si elle en avoit été informée. »

Cette succession militaire de Turenne, dont le comte de Lorge s'était vu dépouillé avec tant de déplaisir, avait cependant de quoi effrayer les plus éprouvés à la guerre. Le prince de Condé lui-même ne s'y était résigné qu'avec la plus extrême défiance. C'était le 1er août[1] qu'il avait appris à la fois et la mort de son rival de gloire, et la nomination de ses trois lieutenants, Luxembourg, La Feuillade, Rochefort, à la dignité de maréchal, et les ordres du roi qui lui prescrivaient de laisser à Luxembourg le commandement de l'armée de Flandre pour aller au plus vite prendre celui de l'armée d'Allemagne. Le même jour, il répondait à Louvois : « J'ai appris avec la plus grande douleur du monde la mort de M. de Turenne. C'est une perte très-considérable pour le service du roi, et particulièrement dans un rencontre aussi capital que celui où elle est arrivée. J'en suis aussi touché que je le dois être. Je vous avoue que je me crois fort mal propre à bien servir le roi dans l'emploi où Sa Majesté me destine; c'est un pays d'un travail extrême, et ma santé est si peu affermie que j'appréhende bien de succomber, particulièrement si le froid vient avant la fin de la campagne. Vous savez que je vous le dis auparavant de partir; j'obéis pourtant, et je ne ferai

jamais de difficulté d'exposer ma vie et le peu qui me reste de santé pour la satisfaction et le service du roi; mais j'appréhende bien que je ne lui puisse pas être si utile en ce lieu-là qu'il le croit et que je le souhaite; et je vous avoue que je ne m'attendois pas à recevoir cet ordre. Je vous prie d'ordonner à Chamlay qu'il me vienne trouver, et d'envoyer ici quelqu'un à sa place. Il me soulage tout à fait, et j'ai besoin d'avoir du soulagement[1]. »

[1] *D. G.* 451. — L'homme dont le prince de Condé réclamait ainsi le concours et dont le nom mérite de tenir dans l'histoire militaire de Louis XIV une place plus considérable que celle qui lui est généralement faite, Chamlay, exerçait la charge de maréchal général des logis de l'armée. Les fonctions de cette charge consistaient à reconnaître les chemins que les troupes devaient suivre, les campements qu'elles devaient occuper, et dans l'occasion, le terrain où elles devaient combattre. Ce sont les fonctions que remplissent aujourd'hui les officiers d'état-major. Chamlay avait le génie de la topographie militaire. Au mois d'avril 1672, lorsque Louvois faisait étudier les routes que devaient suivre les armées de Louis XIV pour aller attaquer les troupes et les places de la Hollande, le duc de Luxembourg lui écrivait : « Voici, monsieur, un mémoire dont je me suis reposé sur le sieur de Chamlay. Je ne le connoissois point; mais c'est peut-être le garçon le plus propre qu'on pourroit rencontrer pour faire sa charge; car c'est une carte vivante; et il en fait une juste de ce qu'il n'a vu qu'une fois. » *D. G.* 275. — Il faut ajouter que Chamlay était un honnête homme, et capable en dehors de son métier, mais d'une modestie qui ne cherchait pas à se faire valoir; son mérite se fit reconnaître naturellement et frappa les bons juges ; Turenne et Condé se le disputèrent; il fut bientôt dans la confidence de Louvois et, sous lui, comme un second ministre. Après la mort de Louvois, Louis XIV voulut qu'il fût ministre en titre ; Chamlay refusa ; ayant été l'ami du père, il ne voulut pas dépouiller le fils, ou plutôt il n'accepta de l'héritage que la part onéreuse, les affaires, les soucis, le travail, laissant à Barbezieux l'honneur du succès, l'éclat du ministère et les jouissances du pouvoir. Chamlay, comme Vauban, comme Catinat, est un de ces hommes rares, intelligents et probes, qu'on peut louer sans défiance, puisque Saint-Simon les a loués, et dont l'amitié sincère et constante, après avoir été pour Louvois un mérite, reste pour sa mémoire un honneur, au besoin même une sauvegarde. — Voir le portrait de Chamlay dans les *Mémoires de Saint-Simon*, t. XXIV, ch. CDVII, p. 99-100. Edition de 1843.

Le prince de Condé avait à peine dépassé Châlons, regrettant, disait-il, de ne pouvoir causer seulement deux heures avec l'ombre de M. de Turenne, que la nouvelle d'un nouveau malheur, la défaite du corps d'armée commandé par le maréchal de Créqui, venait subitement ajouter à ses préoccupations et à ses douleurs physiques un surcroît d'inquiétudes et de fatigues. On a vu que le maréchal de Créqui avait manqué, sans s'en douter, l'occasion d'aller se mettre à la tête de l'armée d'Allemagne après la mort de Turenne. Il en avait un ressentiment qu'il exprimait avec beaucoup de vivacité : « Vous savez bien, écrivait-il à Louvois, le 3 août, que dans les instances que je vous ai faites de prendre ce commandement sur les différents incidents qui pouvoient ôter M. de Turenne du service, vous savez bien que vous ne m'avez point parlé positivement sur ce sujet; et lorsque je me suis contenu dans mon petit emploi, je trouve que le roi m'ordonne d'y demeurer, et prescrit à M. de Duras d'aller prendre les affaires qu'il trouvera dans l'armée qui est au delà du Rhin. J'espérois que cette disposition me seroit favorable, que Sa Majesté ne me condamneroit pas aux emplois subalternes. Ce que je trouve en cela de préférence m'est fort sensible et me fait tomber dans l'appréhension de ne pas manier les affaires au gré de Sa Majesté. » Il cherchait, pour se relever, un coup de fortune; mais il cherchait sans prudence, et la fortune acheva de l'accabler.

L'armée que le duc de Lorraine avait lentement formée d'un ramas de troupes de Lorraine, de Brunswick-Lunebourg, de Hesse, de Munster, et de quelques

10.

troupes de l'Empereur, ne s'était mise en mouvement que très-tard. Ses premières manœuvres étaient fort ambiguës. Des environs de Cologne, où elle s'était assemblée, allait-elle se porter sur le haut Rhin, pour rejoindre Montecuculi, ou sur la Moselle, pour attaquer Trèves, ou sur la basse Meuse, pour tendre la main au prince d'Orange? Louvois, comme M. de Créqui, s'épuisait en conjectures, lorsque enfin le duc de Lorraine prit son parti d'aller à Trèves, avec dix-huit ou vingt mille hommes. C'était peu pour attaquer une place qui avait quatre mille hommes de garnison et un excellent gouverneur, M. de Vignory. Le maréchal de Créqui, de son côté, même après avoir reçu les renforts amenés de Flandre par le marquis de La Trousse et le chevalier de Sourdis, ne pouvait guère disposer que de huit bataillons et de trente escadrons, c'est-à-dire de dix mille hommes au plus; mais il était plein de confiance, et pressé, mandait-il à Louvois le 7 août, « d'embarquer quelque grande affaire. »

Les alliés avaient paru, le 9 août, sous les murs de Trèves; le 10, le maréchal de Créqui se posta près d'eux, à Konz-Saarbrück, dans l'angle formé par la jonction de la Moselle et de la Sarre. Il convint aussitôt avec M. de Vignory que lorsque l'armée de secours attaquerait les ennemis d'un côté, la garnison de Trèves sortirait contre eux de l'autre; le même soir, M. de Vignory tomba de cheval et se tua. Le lendemain matin, 11 août, vers neuf heures, tandis que la moitié de la cavalerie était au fourrage, le maréchal, qui visitait ses postes, aperçut de l'autre côté de la Sarre de fortes colonnes de troupes en marche vers la rivière. C'était

l'ennemi. Le duc de Lorraine n'était pas encore arrivé; un jeune duc de Zell, qui commandait en son absence, avait pris soudain une résolution dont la prudence du vieux duc n'aurait sans doute pas approuvé l'audace. Ne valait-il pas mieux aller chercher les Français que de s'inquiéter continuellement de leur voisinage, et donner la bataille que de la recevoir dans les embarras d'un siége? Les quartiers avaient donc été levés presque aussitôt qu'établis, et toute la nuit on avait marché.

Surpris par cette brusque apparition, le maréchal de Créqui s'était hâté de faire sonner le ralliement pour les fourrageurs, et de faire prendre les armes à tout ce qui se trouvait dans le camp. Il comptait sur les difficultés du terrain et sur certains défilés pour retarder la marche des alliés; il espérait avoir le temps de soutenir le petit poste qui gardait le pont de Konz-Saarbrück; il fut partout prévenu. A dix heures, les Allemands bordaient la rive droite de la Sarre; à onze heures, ils avaient franchi la rivière, l'infanterie, sur le pont qu'elle avait facilement emporté, la cavalerie, par des gués qu'elle avait trouvés en grand nombre.

Cependant les troupes françaises accouraient en désordre et commençaient à peine à se former sous le feu du canon. Le maréchal les plaçait à mesure qu'elles arrivaient, sans souci de l'ordre régulier; ainsi, un régiment d'infanterie, le régiment de Normandie, occupait, à l'extrême gauche, une hauteur dominée elle-même par une colline boisée; puis venaient cinq escadrons de cavalerie, puis un autre régiment d'infanterie; dans la plaine, au pied de cette hauteur, étaient échelonnés deux bataillons des gardes, trois autres ba-

taillons, et tout le reste de la cavalerie, dont les escadrons très-éclaircis s'efforçaient de s'étendre vers un marais qui se trouvait à leur droite. Mais le maréchal de Créqui avait trop peu de monde pour développer un grand front; à droite et à gauche, l'ennemi, deux fois plus nombreux, manœuvrait pour déborder ses ailes. A gauche, un régiment de dragons et quatre bataillons allemands s'étant rendus maîtres de la colline boisée, tombaient en flanc et à revers sur le seul régiment de Normandie, tandis que deux autres bataillons et cinq escadrons, franchissant un ravin, attaquaient de front la cavalerie française. Les régiments de Grancey et de Vermandois essayèrent en vain de donner un point d'appui à leurs camarades renversés et dispersés; ils furent écrasés l'un après l'autre; le comte de La Marck, qui commandait la gauche, ayant été tué, la résistance, de ce côté, devint impossible.

A droite, le maréchal avait eu quelque succès d'abord; dix escadrons, dont trois étaient anglais, menés à la charge par le marquis de Genlis, avaient refoulé l'ennemi jusqu'à la rivière; et s'étaient même emparés d'une partie de son artillerie. Mais le feu de deux pièces qui étaient sur le pont en réserve, et qui tiraient à mitraille au plus épais de la mêlée, rompit les escadrons du marquis de Genlis; cinq fois il les rallia et les ramena à la charge; une sixième fois, le maréchal se lança lui-même à leur tête au milieu des rangs serrés de l'ennemi; ce fut leur dernier effort; il fallut là aussi céder au nombre. Restaient au centre, sous les ordres du marquis de La Trousse, les deux bataillons des gardes et le bataillon de la Couronne; ils étaient

comme noyés au milieu des flots pressés et tumultueux de l'armée victorieuse. Le premier bataillon des gardes disparut sous le choc d'une masse énorme de cavalerie; ses débris se relevèrent, essayèrent de se rallier, reçurent un nouveau choc, et furent anéantis. Le second bataillon et celui de la Couronne tinrent ferme; chargés de tous côtés, mais faisant partout face à l'ennemi, perdant la moitié de leur monde, mais serrant les rangs à mesure, ils parvinrent à gagner un bois où ils se jetèrent. Le marquis de La Trousse, moins heureux, fut fait prisonnier. Ainsi finit le combat, qui n'avait pas duré deux heures.

Ce n'était pas une défaite, c'était une déroute. Toute l'artillerie, tous les bagages, toutes les munitions, tous les magasins, étaient au pouvoir du vainqueur. Les premiers fuyards, qui étaient des valets d'armée, ayant tourné bride dès qu'ils avaient aperçu le commencement du désordre à la gauche, étaient arrivés à Thionville à sept heures du soir; pendant quatre heures encore, on ne cessa de voir affluer une masse confuse de cavaliers, les officiers confondus parmi eux et n'ayant plus aucune autorité, la plupart se croyant encore poursuivis par les Allemands. On ne voyait pas d'infanterie; comme on ne songeait pas à la distance, on la croyait entièrement perdue : « Toute l'infanterie est tuée ou prisonnière de guerre, » écrivait à Louvois le commissaire Guénin[1]. Mais le lendemain et pendant plusieurs jours, les débris des bataillons rompus arrivèrent à

[1] Guénin à Louvois, 11 août. — Perrin à Louvois, 11 août. — La Feuillade à Condé; Genlis à Condé, 14 août.

leur tour dans différentes villes. On put compter les pertes; il se trouva que la cavalerie était revenue presque tout entière, moins deux cents chevaux; l'infanterie, au contraire, avait laissé sur le champ de bataille ou dans les mains de l'ennemi deux mille hommes, la moitié à peu près de son effectif. C'était peu de chose en comparaison de ce qu'on avait craint d'abord; mais l'effet moral n'était-il pas le même?

Louis XIV et Louvois étaient courroucés [1]. Quant au public, il était dans la stupeur. « Je crois, écrivait madame de Sévigné à sa fille, que vous aurez été bien étonnée de voir une petite défaite de notre côté; vous n'en avez jamais vu depuis que vous êtes au monde. » Cependant on s'inquiétait du maréchal de Créqui, dont on n'avait point de nouvelles. Était-il mort ou pris? A la façon désespérée dont on l'avait vu se battre, il y avait à craindre qu'il n'eût été tué. Il n'était ni mort, ni pris; vaincu, mais non découragé, il était allé chercher dans Trèves la revanche de sa défaite. La lettre qu'il écrivit à Louvois, dès le lendemain de la bataille, pour lui annoncer son malheur et sa résolution, était simple et digne. Il ne cherchait pas à dissimuler ses fautes ni leurs conséquences; il avouait que l'ennemi l'avait surpris, et que ses troupes avaient été mises en pleine déroute.

Sa conduite dans Trèves fut héroïque. « Le siége, disait-il, a eu de jolis commencements. » Mais, après trois semaines d'une résistance acharnée, dont tout

[1] Louvois à Guénin, 14 août; à Condé, 15 août; à Luxembourg, 16 et 17 août. *D. G.* 434.

l'honneur doit lui revenir, — car sans lui, de l'aveu de tous, la garnison n'eût pas tenu deux jours ; — tous les dehors ayant été pris, et la brèche ouverte dans le corps de la place, des symptômes de découragement et d'insubordination commencèrent à se produire, surtout parmi les cavaliers et les dragons; des officiers même les excitaient. On voulut persuader au maréchal de capituler; il s'y refusa. Enfin, le 6 septembre, tandis qu'il était sur la brèche, donnant l'exemple, un capitaine au régiment de Navarre, nommé Boisjourdan, mit contre lui l'épée à la main; cependant il n'osa pas frapper le maréchal; mais il se laissa glisser dans le fossé, passa aux ennemis, et, revenant bientôt avec eux, il proposa à ses camarades une capitulation qu'ils acceptèrent. Le maréchal indigné s'enferma dans la grande église avec quelques officiers et quelques soldats fidèles à leur devoir; il s'y défendit quelque temps; mais les munitions lui ayant bientôt manqué, il fut forcé de se rendre au duc de Zell. La garnison n'eut pas même le bénéfice de sa honte; elle fut, en dépit de la capitulation, maltraitée et dépouillée par les Allemands; ceux qui voulurent défendre leurs bagages furent tués [1]. Mais là ne devait pas se borner la punition de cette infamie.

Dès qu'ils furent arrivés à Metz, le roi donna l'ordre au maréchal de Rochefort de diviser les cavaliers et dragons par groupes de vingt hommes, et de faire pendre sur-le-champ celui que le sort désignerait dans

[1] Créqui à Louvois, 8 septembre. — Rochefort à Louvois, 7 et 8 septembre. — Givry à Louvois, 8 septembre.

chaque groupe. Quant aux officiers, voici ce que Louvois écrivait à l'intendant Barillon de Morangis : « Il faut faire le procès non-seulement aux officiers qui sont notés d'avoir désobéi à M. le maréchal de Créqui ou cabalé, mais encore aux commandants des corps qui ne pourront point justifier d'avoir fait quelque chose de fort vigoureux contre ceux qui se sont révoltés ; et établir pour principe qu'un commandant qui ne se commet pas pour arrêter un désordre doit être traité comme s'il l'avoit suscité, parce qu'il donne par sa foiblesse la hardiesse aux gens d'exécuter des choses qu'ils ne feroient pas, s'ils le voyoient ferme dans son devoir. Le roi ne veut point entendre parler des informations que par le jugement et la sévère punition des coupables, n'y ayant ni parents, ni alliances, ni services passés qui puissent porter qui que ce soit à sauver ou épargner des gens qui ont mal fait leur devoir dans une occasion comme celle-là [1]. » Combien d'émotions militaires ou populaires, combien d'insurrections, combien de guerres civiles, combien de révolutions même auraient été prévenues ou comprimées, si le principe formulé par Louvois avait trouvé seulement quelques hommes bien résolus à l'appliquer! Il est vrai qu'il exige des vertus plus rares et moins récompensées dans ce monde que le courage militaire, à savoir, le courage civil, le sentiment énergique du devoir et le dévouement à la loi.

Louvois en fit tout le premier la désolante expérience; le conseil de guerre ne trouva que trois cou-

[1] 22 et 27 septembre *D. G.* 434.

pables, Boisjourdan, qui fut décapité, et deux autres officiers qui furent seulement dégradés et punis d'une amende. Si, par un renversement trop fréquent de la loi morale, c'est la mesure de la peine qui détermine, pour le vulgaire, l'importance du crime, Louvois avait lieu de s'indigner d'une indulgence qui rendait les juges en quelque sorte complices des accusés, et qui menaçait d'ébranler jusque dans leurs bases le respect de l'autorité, l'obéissance et la discipline. Le maréchal de Rochefort fut obligé d'alléguer l'insuffisance et même le silence de la loi. « Il seroit à propos, ajoutait-il, qu'il y en eût de plus sévères; car il faut compter que tous les juges vont, autant qu'ils peuvent, à la douceur, et qu'il n'y a que la décision de la loi qui les détermine. » Sans toucher au jugement du conseil, Louvois décida que les officiers dégradés seraient, par mesure disciplinaire, retenus jusqu'à nouvel ordre dans la citadelle de Metz[1].

Il était d'autant plus fâcheux que la prise de Trèves eût entraîné ces misérables suites, qu'il n'y en avait absolument pas eu d'autres, ni militaires, ni politiques. Les chefs alliés étaient à ce point satisfaits et peut-être étonnés de leur succès, qu'ils ne songèrent pas même à le poursuivre, de peur de le compromettre. Dès le lendemain de la capitulation, le 7 septembre, un officier allemand écrivait ainsi : « Il me semble que messieurs nos princes ne veulent pas faire de campagne, et que chacun retournera chez soi;

[1] Rochefort à Louvois, 13 septembre, 2 et 14 octobre. — Morangis à Louvois, 5 octobre. — Louvois à Rochefort, 9 octobre. — Louvois à Morangis, 11 octobre.

il est vrai que pour ne pas se mieux accorder qu'ils font, il vaut mieux qu'ils se séparent. » La mort du vieux duc de Lorraine, le 17 septembre, acheva bientôt de disperser l'armée qui avait gagné la bataille de Konz-Saarbrück, pris Trèves et fait prisonnier un maréchal de France. Il faut voir si, pendant ce temps, les troupes impériales et leur illustre chef, le comte de Montecuculi, avaient plus infligé de dommages à l'Alsace que celles-là n'avaient donné d'inquiétude sérieuse du côté de la Lorraine.

Après la mort de Turenne, les magistrats de Strasbourg s'étaient crus déliés des engagements qu'il les avait forcés de prendre; le pont et la ville étaient désormais à la libre disposition des Impériaux. Cependant Montecuculi ne mit pas un grand empressement à passer en Alsace. Son armée, depuis le commencement de la campagne, avait beaucoup plus souffert des fatigues et des privations que l'armée française, et le combat d'Altenheim lui avait enlevé plus de monde. Il ne traversa le Rhin que le 7 août; la veille, le maréchal de Duras était arrivé au camp de Plobsheim; il y demeura huit jours encore, tant que les Impériaux demeurèrent aux environs de Strasbourg; lorsqu'ils parurent vouloir se mettre en mouvement, il s'éloigna vers le sud, et vint s'établir à Châtenoi, au pied des Vosges, entre Schelestadt et Sainte-Marie-aux-Mines. C'était une grave résolution que d'abandonner ainsi toute la basse Alsace; mais, pour le comte de Lorge et pour tous les officiers qui avaient entendu raisonner Turenne, c'était la seule résolution qu'il aurait prise lui-même, s'il avait été forcé de repasser le Rhin. Dans la

campagne précédente, il est vrai, la basse Alsace avait eu ses préférences; il avait sacrifié Schelestadt et Colmar pour couvrir Saverne et Haguenau; mais, dans celle-ci, sa base d'opération n'était plus la même; c'était à Schelestadt et à Colmar que se trouvaient les hôpitaux et les magasins de l'armée; c'était la haute Alsace, moins ravagée, moins épuisée que l'autre, plus féconde en ressources, qu'il voulait défendre et sauver. Louvois ne faisait pas cette distinction; pour lui, le salut de l'Alsace tout entière était le but suprême de la guerre; Haguenau et Saverne lui importaient autant que Colmar et Schelestadt; tel était le sens des dépêches qu'il avait écrites successivement, mais toujours dans le même ordre d'idées, au comte de Lorge, au maréchal de Duras et à M. le Prince.

Jusqu'à son arrivée en Alsace, le prince de Condé parut d'abord partager les vues générales du ministre. La défaite du maréchal de Créqui l'avait obligé de s'arrêter quelques jours à Nancy pour en connaître les suites; un peu rassuré par le maréchal de La Feuillade qu'il avait envoyé à Metz, il s'était remis en route. Il arriva le 19 août au camp de Châtenoi, dans une disposition d'esprit sombre et inquiète, plutôt faite pour abattre que pour relever les cœurs; il voyait partout le mal avec une exagération évidente, et il trouvait des courtisans pessimistes qui exagéraient encore sa tristesse. Ainsi, quoique Saverne et Haguenau ne fussent pas des places de premier ordre, il était presque ridicule de laisser dire et de répéter qu'elles étaient « les plus méchantes du monde, à peu près de la force

de Nanterre[1]. » L'apparence de l'armée, de la cavalerie surtout, n'était pas brillante, à ce point que le maréchal de Duras, qui était un esprit calme, s'en était ému lui-même : « Notre cavalerie, écrivait-il à Louvois le 9 août, est ruinée au delà de l'imagination; il n'y a pas de chevaux qui ne soient dans une maigreur dont je n'ai jamais ouï parler. »

Cependant il semblait que le prince de Condé trouvât une certaine satisfaction à voir l'armée encore plus affaiblie qu'elle n'était réellement, et qu'il fît tout exprès pour la surprendre dans les conditions les plus défavorables. Ainsi, pour connaître exactement l'effectif des troupes, au lieu de les passer en revue dans le camp, il imagina de les voir en pleine marche. Les officiers avaient été prévenus, disait-il; mais n'avait-il pas assez l'expérience des choses de la guerre pour savoir que, surtout pendant une marche qui ne se fait pas dans le voisinage de l'ennemi, beaucoup de soldats, en dépit des officiers, quittent les rangs, s'écartent et restent en arrière, pour marcher à leur aise ou pour faire la maraude? Aussi ne trouva-t-il pas ce jour-là plus de quinze à seize mille hommes, trois cents en moyenne pour les plus forts bataillons, beaucoup d'escadrons à soixante-dix cavaliers. Toutefois, malgré qu'il en eût, il ne put s'empêcher d'admirer le bon air et la fière allure de ces soldats éprouvés. Que faut-il penser de ces singuliers préliminaires d'entrée en campagne? Était-ce qu'il voulait s'excuser d'agir, ou se justifier par avance d'un échec,

[1] Condé à Louvois, 16 août.

ou tout au contraire faire valoir son génie par le contraste de ses ressources? Rien de tout cela. M. le Prince obéissait comme involontairement à cette humeur chagrine et morose, à ce besoin de contredire et de se plaindre, à cette maladie morale enfin qui, depuis quelques années, affectait son caractère.

Il approuvait et il blâmait tour à tour les plans de Louvois; cependant il ne perdait pas une minute pour les exécuter. Dès le lendemain de son arrivée en Alsace, ayant appris que Haguenau était assiégé, il marchait au secours de Haguenau, mais avec combien de récriminations, d'incertitudes feintes et de sombres conjectures! « Tout le monde, écrivait-il à Louvois, le 19 et le 20 août, me représente le secours comme une chose fort difficile. Je ne sais encore à quoi je me déterminerai, ne sachant, après le malheur de M. de Créqui, s'il est du service du roi de hasarder beaucoup. Cependant il est bien dur de me voir dans une situation comme celle où je me trouve. Si Haguenau se perd, Saverne et la basse Alsace courent beaucoup de risques, et je vois peu de postes à prendre d'où je puisse sauver les deux, particulièrement si Trèves se prend bientôt, et que les Lunebourgs viennent en deçà; et même M. de Turenne, avant la bataille de M. de Créqui, comprenoit si bien ce que je dis, qu'il n'a pas fait difficulté de hasarder cent fois cette année la perte et la ruine de l'armée, plutôt que de se résoudre à repasser le Rhin, jugeant bien qu'il étoit impossible, en le repassant, de sauver les deux Alsaces, le pays étant situé comme il l'est, les places étant aussi méchantes comme elles le sont, et Strasbourg donnant

passage comme il le donne. Je trouve donc les choses en cet état-là, et par-dessus, la bataille de M. de Créqui perdue, et une armée bien forte prête à venir ici, si elle le veut, outre celle qui y est déjà, et les secours que vous pouvez m'envoyer bien éloignés, pour ne rien dire davantage. J'appréhende que vous ne croyiez que je prêche le malheur de bonne heure, et que vous ne disiez : Tout ce mal n'arrivera pas. Je le souhaite, et je ferai de mon côté tout ce que je pourrai pour soutenir les affaires de mon mieux; mais j'ai cru être de mon devoir de vous donner sur cela des vues qui me paroissent fort vraisemblables. » C'est qu'en effet Louvois n'écoutait pas bénévolement ses doléances, Louvois, qui avait au contraire pour principe de se montrer toujours confiant et de dissimuler ses inquiétudes.

Qui allait décider entre les deux systèmes? Les événements et Montecuculi. M. le Prince était à peine arrivé à Molsheim que les Impériaux levaient précipitamment le siége de Haguenau, qu'ils avaient canonné pendant deux jours seulement, et se rapprochaient en toute hâte de Strasbourg. Les deux adversaires restèrent ainsi quelques jours en présence, l'armée française campée sur le champ de bataille d'Ensheim; après quoi, manquant de fourrages, elle rétrograda de quelques lieues jusqu'à Benfeld; puis, sur un mouvement de Montecuculi dans la direction de Schelestadt, elle revint occuper, le 29 août, le camp de Châtenoi, d'où elle ne sortit plus jusqu'à la fin de la campagne.

Que faisait cependant le comte de Montecuculi? Comment, s'il avait eu l'énorme supériorité de forces

que persistait à lui attribuer M. le Prince et que Louvois persistait à nier, n'aurait-il pas provoqué son adversaire à la bataille ou forcé son camp, ou, s'il n'avait pu le décider à combattre, ravagé sous ses yeux la haute Alsace, attaqué Schelestadt ou Colmar? Comme il avait essayé de prendre Haguenau, il essaya de prendre Saverne, avec aussi peu de succès et moins d'honneur encore, puisqu'il n'eut pas même, pour justifier la levée de ce second siége, le prétexte d'un mouvement quelconque de l'armée française. Attaqué le 10 septembre par le marquis de Bade, le gouverneur de Saverne, M. des Fougerais, se défendit si bien que, le 14 au matin, il ne vit plus que des batteries désarmées et des tranchées désertes. Huit jours après, toute l'armée impériale avait évacué l'Alsace et s'était retirée à Kandel, dans le Palatinat cis-rhénan, entre Weissembourg et Landau. Ainsi, « les deux plus méchantes places du monde, qui étoient à peu près de la force de Nanterre, » avaient repoussé les attaques de Montecuculi; ainsi cette armée impériale, si supérieure en nombre à l'armée française, et qui devait tout renverser, s'en était allée sans rien faire. Louvois triomphait, mais il triomphait pour M. le Prince, rapportant avec un juste hommage tout l'honneur du triomphe au grand nom de Condé et à la réputation de cette armée que M. le Prince avait toujours plus estimée qu'il ne voulait le dire.

Si c'était une grande gloire, c'était peut-être aussi une heureuse fortune pour l'armée française et pour son illustre chef, d'avoir eu en tête un adversaire prudent et expérimenté comme Montecuculi; un général

plus jeune, moins savant, mais plus ardent, aurait sans doute osé davantage et réussi peut-être, comme le duc de Zell contre le maréchal de Créqui. Montecuculi, plus âgé que M. le Prince, usé comme lui par des infirmités précoces, mécontent de tout le monde, chagrin, défiant, plus sérieusement inquiet de ses troupes que M. le Prince ne l'était des siennes, n'avait pas voulu commettre au hasard des combats et contre un pareil adversaire les derniers instants d'une carrière justement illustre. Il demeura jusqu'à la fin d'octobre à Kandel, faisant construire de grands ouvrages de défense autour de Lauterbourg, et deux fortes têtes de pont sur les deux rives du Rhin. Si la cavalerie française avait beaucoup souffert, la sienne n'était certainement pas en meilleur état; pendant les quinze derniers jours du camp, les chevaux n'eurent à manger que la paille pourrie des baraques et le vieux chaume qui couvrait les maisons des paysans. Ainsi se termina cette fameuse campagne d'Allemagne où l'on avait vu pour la dernière fois les trois plus grands capitaines du temps; Turenne était mort; Montecuculi et Condé se renfermèrent dans une retraite d'où ils ne sortirent plus désormais.

Si, après d'aussi émouvantes péripéties que la mort de Turenne, le combat d'Altenheim, la bataille de Konz-Saarbrück et le siége de Trèves, la guerre avait eu du côté de l'Allemagne une fin peu tragique, il faut reconnaître qu'elle s'était traînée dans les Pays-Bas avec moins d'intérêt encore et moins de résultats. C'était pourtant le duc de Luxembourg qui, après le départ du prince de Condé pour l'Alsace, avait reçu, en même

temps que le bâton de maréchal, le commandement de l'ancienne armée royale. Il est inutile de dire quel redoublement de douleur cette nouvelle préférence excita dans l'âme désolée du maréchal d'Humières; mais elle ne lui inspira pas davantage un peu de cette fierté qui relevait au moins les plaintes du maréchal de Créqui[1].

L'orgueil et la joie du duc de Luxembourg s'échappèrent en un flux de protestations spirituellement fausses d'indignité, d'insuffisance et de défiance de soi-même, dont il aurait été bien fâché que Louvois parût croire le premier mot. « J'apprends, monsieur, lui écrivait-il, la grâce que le roi vient de me faire; je suis si obligé à Sa Majesté, et j'ai une si grande envie de la bien servir, que tous les emplois me sont bons, depuis ceux qui conviennent à un sergent d'infanterie jusqu'à ceux du poste où le roi m'a élevé. Je sais bien que je ne l'ai jamais mérité; mais je voudrois bien aussi ne m'en rendre pas indigne. Cependant l'importance de l'emploi que Sa Majesté me confie me paroît bien au-dessus de mes forces; il faisoit faire des réflexions à monseigneur le Prince; jugez de l'état où il me doit mettre; il n'avoit pas besoin de conseil, et je serai peu assisté, quoique ce soit une chose qui me soit fort nécessaire. Vous aurez su, monsieur, par monseigneur le Prince lui-même, qu'il partit hier pour obéir aux ordres du roi, et qu'il a affoibli cette armée bien moins par les troupes qu'il a emmenées que par son absence. Elle ne laisse pas que d'être belle et

[1] Humières à Louvois, 3 août. *D. G.* 451.

bonne; et, s'il y manque quelque chose, ce n'est qu'une seule dont je n'oserois dire mon avis, par la bonne opinion et le respect que j'ai pour le choix du roi, que je tiens pour plus infaillible que le pape, et parce que j'ai lieu de croire que vous ne lui avez rien représenté contre ses sentiments; vous voyez bien que cela ne peut regarder que celui qui la commande. A cela près j'ai très-bonne opinion du reste. L'armée ennemie est pourtant forte; il y est venu quelque canaille de Hollande, et l'on dit qu'on y en attend encore. Tout cela ne me fera pas tourner ma méchante cervelle. Je vous conjure de me prescrire positivement ce que j'aurai à faire, afin que je ne fasse point de faute; car j'ai toujours peur de manquer. Est-ce m'abandonner à mon peu de mérite, ou me traiter comme un homme qui en auroit, de ne me pas envoyer une tablature de tout ce qu'il faut que je fasse? Je ne distingue pas bien lequel c'est des deux, et je pencherois assez du côté du premier; mais le bien du service vous oblige à me mander, et bien promptement, la conduite que j'aurai à tenir pour soutenir comme il faut l'emploi dont le roi m'a honoré[1]. »

Tout ce que lui prescrivit Louvois, surtout après l'exemple du maréchal de Créqui, ce fut de ne rien hasarder, et de se contenter d'observer les mouvements du prince d'Orange. L'armée qui, après les divers détachements qu'on avait successivement envoyés en Bretagne, sur la Moselle, en Alsace et en Lorraine, s'élevait encore à quarante mille hommes, passa tout

[1] Luxembourg à Louvois, 1, 3, 6, 15 août. *D. G.* 451.

le mois d'août renfermée dans le camp de Brugelette, entre Mons et Ath. Le prince d'Orange, de son côté, n'osait pas l'attaquer; mais il faisait de grandes démonstrations et de grands préparatifs, comme s'il voulait assiéger quelque place d'importance. Tout se réduisit à la surprise de la petite ville de Binche, qui n'avait que deux ou trois cents hommes de garnison. Après la prise de Trèves, les troupes de Luneboug d'un côté, le prince d'Orange de l'autre, ayant paru vouloir, comme de concert, se rapprocher de la Meuse, le maréchal de Luxembourg marcha du même côté, et vint s'établir sur la Mehaigne, à proximité du maréchal d'Estrades, qui avait conservé le commandement de Maëstricht, de Limbourg, et des autres places françaises du pays de Liége. Ce seul mouvement suffit pour rompre les desseins de l'ennemi pendant tout le reste de la campagne.

Rien n'est plus funeste aux bonnes dispositions d'une armée qui s'est attendue à combattre que les loisirs forcés et la monotonie d'un camp. Il faut dire aussi que le maréchal de Luxembourg n'avait pas pour le maintien de la discipline et des règlements militaires cette exacte sévérité que Louvois exigeait avec raison de tous les généraux. Ainsi, des abus qu'on croyait détruits avaient reparu, les passe-volants par exemple, les fraudes sur la solde, le gaspillage des vivres et la désertion à la suite. Aux reproches de Louvois, le maréchal, en homme habile, n'essaya pas de répondre en atténuant le mal; mais, au contraire, il affecta de se montrer encore plus courroucé que le ministre contre les officiers coupables; il proposa de saisir les appoin-

tements des capitaines, « car il me semble, disait-il, qu'il se faut prendre directement à eux de la hardiesse qu'ils ont de montrer leurs compagnies si fortes pour le payement et si foibles dans le service. Je voudrois bien aussi qu'on leur pût trouver une punition de leur négligence, dont, pour parler comme Molière, il y en a tant entichés de ce défaut, qu'il faudroit que l'exemple fût général, si l'on en vouloit faire; car s'il n'y avoit eu qu'à châtier quelques-uns, cela auroit déjà été fait; mais parmi tous, c'est une nonchalance que je n'ai jamais vue, et avec cela, un grand nombre de subalternes fort jeunes, ignorants et incapables sur le tout. Les troupes sont plus libertines que je ne voudrois; contre mon naturel, j'ai bien fait pendre, depuis le départ de M. le Prince, une douzaine de soldats ou de cavaliers; cela n'a servi de rien, et j'ai vu que tous les officiers négligents étoient ravis de dire qu'il n'y avoit qu'à pendre[1]. »

Louvois ne se laissa pas prendre à cette manœuvre qui consistait à rendre la punition impossible en faisant tout le monde coupable; il exigea que quelques-uns fussent châtiés; ils le furent; le désordre disparut, et tout de suite le maréchal de Luxembourg changea de langage. « J'ai été surpris moi-même, écrivait-il huit jours après, en voyant l'armée comme je l'ai trouvée; en un mot, il n'y a rien de si beau; elle est plus belle que dans le commencement de la campagne, parce qu'il n'y reste point de malingres; et tout ce qu'il y a de cavaliers et de fantassins ont des visages

[1] Luxembourg à Louvois, 2 et 8 octobre. *D. G.* 452.

d'une santé parfaite. Les chevaux sont dans le meilleur état du monde, et pour la graisse, comme en quartier d'hiver. Dans la vérité, l'armée est aussi fort nombreuse. Je ne puis me passer de vous dire que jamais, au 14 octobre, on n'a vu une armée en l'état où est celle-ci, et tout ce qui y est est le plus beau du monde. » Quel contraste avec la pauvre armée d'Allemagne! Il est vrai que riantes ou sombres, les couleurs de M. le maréchal de Luxembourg étaient toujours fort chargées. Cependant Louvois, qui avait obtenu satisfaction, et qui savait que penser de ces hyperboles, ne tenait pas rigueur au maréchal, et se contentait de le railler : « Je vous dirai, lui écrivait-il, que les paroisses marchent en front de bannière, et que les troupes campent en front de bandière, afin que quand vous aurez à mander que vous les aurez fait camper en front de bannière, vous vouliez bien le mettre en chiffre, et que les étrangers, ne connoissant pas l'ignorance de nos généraux, n'en deviennent pas plus difficiles dans les traités dont ils nous menacent cet hiver[1]. »

Louvois pouvait bien s'égayer; car, en ce moment-là, le prince d'Orange, presque aussi mécontent du duc de Villa-Hermosa que naguère du comte de Monterey, avait évacué Binche, son unique et misérable conquête, et déjà repris, avec la plus grande partie de ses troupes, le chemin de la Hollande, laissant le reste aux Espagnols, pour garder leurs places pendant l'hiver. Le maréchal d'Humières avait eu lui-

[1] 29 octobre. *D. G.* 434.

même son succès. De concert avec le marquis de Chamilly, gouverneur d'Oudenarde, il avait fait, du 6 au 8 octobre, une expédition dans le pays de Waes. Le canon de la citadelle de Gand, sous lequel il avait fallu passer, un combat et d'autres petits engagements lui avaient fait perdre quelques hommes; mais il avait brûlé plus de deux mille maisons et châteaux, et « les plus beaux villages qui fussent au monde. »

Au sud comme au nord, sur la frontière d'Espagne comme aux Pays-Bas, la France avait repris l'ascendant. Ce n'est pas d'ailleurs que Louvois eût trop exigé du comte de Schönberg : « Pourvu que l'on reprenne Bellegarde, lui avait-il écrit le 14 avril, et que l'armée ait vécu sur le pays ennemi sans être ruinée, Sa Majesté croira avoir fait une bonne campagne du côté du Roussillon. » Le comte de Schönberg avait plus de troupes et de meilleures troupes que l'année précédente; son infanterie, au lieu de n'être composée en grande partie que de milices sans discipline et sans valeur, avait un fonds solide de quinze bataillons; en outre, Louvois l'avait autorisé à lever, à l'exemple des Espagnols, douze compagnies de montagnards, sous le nom de miquelets. C'était un corps d'éclaireurs et de tirailleurs irréguliers, excellents, dans un pays comme celui-là, pour la guerre de postes et d'embuscades. Enfin, pour mieux assurer au comte de Schönberg la libre disposition de son infanterie régulière, Louvois avait donné l'ordre aux lieutenants généraux de Languedoc de choisir dans les villes les plus voisines du Roussillon quinze cents bourgeois, et de les envoyer en garnison dans les places de Perpignan, Villefranche

et Collioure, en leur faisant payer la solde accoutumée des troupes[1]. Schönberg avait en outre plusieurs régiments de cavalerie et les dragons de Fimarcon, l'un des meilleurs régiments de l'armée.

Cependant il ne se tenait pas pour satisfait et il réclamait de nouveaux renforts. A l'entendre même, et de l'avis des principaux officiers réunis en conseil de guerre, le siége de Bellegarde était impossible dans l'état de faiblesse où il se trouvait : « Cela me fait souhaiter, ajoutait-il pour conclure, ce que je vous ai souvent mandé la campagne passée, de faire plutôt le métier de volontaire dans l'une des armées du roi que d'avoir l'honneur de commander en chef celle de ce pays-ci. » Il demandait une réponse courrier par courrier. Louvois lui répondit en effet sur-le-champ et le plus simplement du monde : « Comme Sa Majesté vous envoie les troupes qu'elle croit vous pouvoir donner pour le bien de son service, il est de votre industrie de vous accommoder de ce que Sa Majesté a réglé. Il est seulement à désirer de savoir si, avec les troupes que vous avez, vous ne pouvez rien entreprendre; parce qu'en ce cas-là, il faudroit se réduire à une guerre défensive pour laquelle vous n'auriez besoin que de la moitié des troupes que vous avez; et ainsi le roi en pourroit disposer ailleurs où elles seroient employées plus utilement. »

La dépêche de Louvois était du 28 avril; le 9 mai, sans plus de réflexion, le comte de Schönberg était en pleine marche. Il descendit dans le Lampourdan,

[1] Louvois à Schönberg, 6 mars, 14 avril; à Montpezat, 15 avril. *D. G.* 433.

sans autre obstacle que le feu plus irritant que meurtrier des miquelets espagnols dans les passages difficiles. Le duc de San-Germano, général d'une armée qui avait été envoyée presque tout entière en Sicile, n'avait plus de troupes à mettre en campagne; tout au pas lui en restait-il assez pour garder les principales villes de Catalogne. Figuières fut occupée sans la moindre résistance; Ampurias, après un court engagement. Si ses instructions l'y avaient autorisé, le comte de Schönberg se serait, sans grande difficulté apparemment, rendu maître de Girone; il se contenta de prendre un fortin qui se trouvait à quelque distance de la place. Après avoir fait vivre son armée pendant deux mois sur le territoire espagnol, et lorsqu'il sut que la moisson était faite dans le Roussillon, il se rabattit sur Bellegarde, dont les postes qu'il avait pris avaient empêché le ravitaillement et rendaient le secours désormais impossible. Le siége ne dura qu'une dizaine de jours, quoiqu'il eût fallu tailler dans le roc les travaux d'approche. La garnison capitula, le 29 juillet, à des conditions honorables[1].

Ce fut à ce moment que le comte de Schönberg reçut le bâton de maréchal, noblement payé par la prise de Bellegarde; car la nouvelle de ce succès ne parvint à Versailles que plusieurs jours après la promotion des maréchaux. Louvois avait déjà fait donner au fils

[1] Le comte de Schönberg s'occupa aussitôt de faire réparer et augmenter les défenses de la place; mais l'ingénieur qu'il avait auprès de lui trouvait les ouvrages mal entendus, et prétendait à peu près tout refaire; ce qui faisait dire au comte qui n'était pas de cet avis : « Les ingénieurs ressemblent souvent aux tailleurs qui, quand ils n'ont pas fait un habit, disent qu'il n'est point à la mode. »

du comte le grade de brigadier; on voit que ce n'était pas en vain que les Schönberg lui avaient confié leurs intérêts et leur fortune militaire; le maréchal lui en était justement reconnaissant : « Je sais, lui écrivit-il aussitôt, le 8 août, ce que je dois là-dessus à vos soins et à votre protection; je vous supplie très-humblement, monsieur, de me les continuer toujours, et d'être persuadé que vous ne pouvez obliger personne dans le royaume qui soit avec une passion plus reconnoissante et avec plus de fermeté et de respect, votre serviteur. »

Les opérations de la campagne étaient terminées pour l'armée de Roussillon. Une partie des troupes qui la composaient fut alors envoyée contre les insurgés de Bordeaux. Quoique la Guyenne fût du département de M. de Châteauneuf, et la Bretagne du département de M. de Pomponne, quoique les troupes, une fois entrées dans les provinces rebelles, dûssent être aux ordres des secrétaires d'État de qui dépendaient ces provinces, Louvois s'arrogeait le droit de prendre à la répression du désordre une part d'autant plus directe et active que la seule menace d'une guerre civile l'obligeait à garder à l'intérieur une partie des forces que réclamaient les frontières, et redoublait la confiance des puissances liguées. Il savait que des Bretons étaient passés au mois de juillet en Hollande, et qu'ils avaient été mieux accueillis que les députés de Bordeaux par les États-Généraux et par le prince d'Orange. Le 20 juillet, Launoy écrivait au comte d'Estrades : « On se flatte ici que dans peu il paroîtra de grandes révoltes en Bretagne et en Guyenne, et même dans d'autres pro-

vinces qui ne peuvent plus soutenir les impositions qu'on leur met; et on est persuadé que c'est un des sujets qui a obligé le roi de quitter l'armée pour aller en France. » Le 8 août, le prince d'Orange écrivait à Fagel : « Il faut toujours bien traiter les gens que vous savez; les révoltes en France se fortifiant, feront diversion de troupes que le roi sera obligé d'y envoyer. » Mais partout les précautions étaient prises, et si l'insurrection n'était pas absolument comprimée, on l'empêchait au moins de s'étendre. Dès le mois d'avril, le maréchal d'Albret avait en Guyenne deux régiments d'infanterie et deux de cavalerie; au mois de mai, un bataillon du régiment de la Couronne et six cents archers de la maréchaussée avaient été envoyés au duc de Chaulnes, pour tenir en échec les insurgés de Bretagne. On lui avait encore envoyé de l'armée des Pays-Bas, après le retour de Louis XIV, plusieurs compagnies des gardes françaises et suisses, un régiment de dragons, et les mousquetaires du roi. Alors les paysans bretons avaient été désarmés et rudement châtiés.

Le mal était plus profond en Guyenne, parce qu'il avait plus de racines dans les villes que dans les campagnes. Dès que la guerre eut à peu près cessé au dehors, Louis XIV résolut de faire occuper Bordeaux par une grande force militaire. Les magistrats, les notables s'effrayèrent et supplièrent le maréchal d'Albret de leur épargner ce malheur, qui serait la ruine de leur ville. L'intendant de la province lui-même fit quelques représentations à Louvois; mais Louvois lui répondit : « Il est difficile qu'il n'y ait quelque incon-

vénient à l'exécution de la résolution que le roi a prise pour le châtiment de la ville de Bordeaux; mais c'est un si grand bien pour l'État que Sa Majesté veut passer par-dessus tout pour le lui procurer. » Quelques jours après, Louvois donnait des ordres pour faire construire à Bordeaux un bastion dont il expliquait ainsi l'usage : « Sa Majesté ne prétend point faire de ce bastion retranché une forteresse capable de soutenir un siége contre des troupes réglées, mais seulement un réduit où quatre-vingts ou cent hommes puissent être en sûreté contre la folie du peuple, et de là, à coups de canon, dissiper ceux qui voudroient s'assembler dans les quartiers qui en sont voisins; et si la sédition se faisoit dans les autres endroits de la ville, pour que les troupes que Sa Majesté pourroit y envoyer pussent avoir une entrée libre outre celle du château Trompette, et faire en sorte que le canon que l'on tireroit du château Trompette, du château du Ha, et de ce bastion retranché, se croisant dans la ville, pût réduire à l'obéissance ceux qui se seroient soulevés[1].

Cependant le 17 novembre, six à sept mille hommes de troupes de toute sorte avaient fait leur entrée à Bordeaux comme dans une ville prise; tous les habitants, sans excepter les magistrats du Parlement, avaient été désarmés, les murs de la ville abattus. Mais après ces exécutions faites par ordre du roi, les troupes, méconnaissant toute discipline, avaient commis les plus abominables désordres; on avait vu des

[1] Albret et de Sève à Louvois, 2 novembre. — Louvois à de Sève, 9 novembre; à Durban, 25 novembre. *D. G.* 435

soldats du régiment de Sault attaquer en plein jour des officiers du régiment de Navailles; le maréchal d'Albret lui-même étant dans son carrosse, des forcenés se jetèrent sur son cocher et le battirent. En même temps l'infortuné maréchal était rendu responsable de ce dévergondage : « Le roi, lui écrivait Louvois, le 28 novembre, a été extrêmement surpris de voir le désordre avec lequel les troupes vivent dans Bordeaux en votre présence. Elle a un juste sujet d'appréhender que quand elles seront plus avancées dans la province, elles feront un brigandage encore plus violent; ce qu'elle désire absolument que vous empêchiez. »

On se hâta de les faire sortir de Bordeaux, ou plutôt de donner des ordres pour les faire sortir. Le 1er décembre, Louvois répondait ainsi aux jurats qui s'étaient adressés à lui : « Vous aurez connu par les ordres qu'il a plu au roi d'envoyer à M. le maréchal d'Albret pour votre soulagement, la bonté de Sa Majesté pour une ville qui en a si peu mérité par sa conduite, dans les temps qu'elle expose le plus sa personne pour la gloire et la sûreté de son État. » Mais, à la suite de toutes ces émotions, le maréchal d'Albret, qui n'était plus jeune, était tombé gravement malade; les officiers généraux se disputaient à qui ferait exécuter les ordres du ministre, qui cependant ne s'exécutaient point; il y avait encore des cavaliers à Bordeaux six semaines après qu'ils en avaient dû sortir. Plus de douze cents familles avaient quitté la ville, et le commerce était comme détruit. Mais la Guyenne et la Bretagne n'étaient plus en état ni en goût de se révolter.

Vers le milieu du mois d'août 1675, le prince d'Orange, promenant sur les affaires un regard satisfait, voyait Turenne mort, Montecuculi en Alsace, le maréchal de Créqui vaincu et prisonnier, Trèves recouvrée, des provinces en France insurgées ou menaçantes, les Suédois battus par l'Électeur de Brandebourg, et il écrivait à Fagel : « Vous voyez bien par les événements qu'il a mieux valu ne se hâter pas de faire la paix. » Le 31 décembre, Launoy écrit au maréchal d'Estrades : « M. de Vaudemont est auprès de Son Altesse de la part du duc de Villa-Hermosa, et M le marquis de Grana de la part de l'Empereur, pour détourner la paix, faisant voir grande espérance d'une heureuse campagne; M. de Brandebourg fait aussi les mêmes poursuites par son résident, et promet de faire la guerre tout l'hiver, si Son Altesse veut n'entendre à la paix d'un an; mais j'espère que les plénipotentiaires de France étant arrivés à Nimègue, feront des ouvertures si raisonnables que les intrigues du prince de Vaudemont et du marquis de Grana seront inutiles. » Tel est le désarroi des alliés après la campagne de 1675; voilà pourquoi, de son côté, Louvois invite, en se raillant, le duc de Luxembourg à se conduire de sorte que « les étrangers ne deviennent pas plus difficiles dans les traités dont ils nous menacent cet hiver. »

CHAPITRE IX

Opinion de Vauban sur les conquêtes à faire en 1676. — Le siége de Condé est résolu. — Louvois en Flandre. — Sa correspondance avec Louis XIV et Le Tellier. — Projet pour le siége de Puycerda. — Les compagnies de garnison. — Siége et prise de Condé. — Siége de Bouchain. — Manœuvres du prince d'Orange. — Le roi se porte à la cense d'Heurtebise. — Conseil de guerre. — Opinion de Louvois et des maréchaux, excepté le maréchal de Lorge, contre la bataille. — Motifs de l'opinion de Louvois et des trois maréchaux. — Opinion de Vauban et du maréchal de Luxembourg. — Regrets de Louis XIV. — Prise de Bouchain. — Levée du camp sous Valenciennes. — Mort du maréchal de Rochefort. — Départ du roi. — Siége de Maëstricht par le prince d'Orange. — Le siége d'Aire est résolu. — Second voyage de Louvois en Flandre. — Caractère nouveau de sa correspondance avec Louis XIV. — Prise d'Aire et du fort de Linck. — Le maréchal de Schönberg marche au secours de Maëstricht.— Cabale du comte d'Auvergne. — Énergie de Louvois pour soutenir le maréchal. — Défense héroïque du comte de Calvo. — Le prince d'Orange lève le siége de Maëstricht. — Il veut couper la retraite à l'armée française. — Empressement du maréchal de Schönberg à solliciter une récompense. — Le duc de Lorraine.— Échec des projets de Louis XIV sur la Lorraine. Siége de Philisbourg. — Position prise par le duc de Lorraine. — Indécision du maréchal de Luxembourg. — Il marche à l'ennemi et se retire sans l'attaquer. — Irritation contre le maréchal de Luxembourg. — Ses récriminations. — Capitulation de Philisbourg. — Manœuvre inutile du maréchal de Luxembourg. — Ses motifs. — Lettre sévère de Louvois. — Occupation de Montbéliard et du château de Bouillon. — Le maréchal de Navailles en Roussillon.

« Il me semble que le roi n'a que trop de places avancées; s'il en avoit moins de cinq ou six que je sais bien, il en seroit plus fort de douze à quatorze

mille hommes et les ennemis plus foibles au moins de six à sept mille; et si cela étoit, on seroit en état de les chasser d'Alsace et de les empêcher aisément de rien entreprendre en Flandre. Si nous voulons longtemps durer contre tant d'ennemis, il faut songer à se resserrer; vous ne le pouvez bien faire que par la prise de Condé qui nous assurera celle de Bouchain; et l'une et l'autre faciliteront tellement celle de Valenciennes et de Cambrai, qu'il est presque impossible qu'elles en pussent échapper. Si le roi étoit maître de ces places, il épargneroit je ne sais combien de garnisons dans ses derrières; enfin leur prise assureroit vos conquêtes et feroit ce *pré carré* tant désirable, sans quoi le roi ne pourra jamais rien faire de considérable ni de solide, et que vingt années de guerre ne pourroient pas lui arracher, attendu la liaison que toutes ces places auroient les unes avec les autres, les rivières, le pays et la facilité de les secourir et de rendre inutiles tous les desseins des ennemis. Il n'y auroit que Charleroi et Oudenarde qui seroient un peu écartés; je suis sûr qu'il n'y a point d'armée qui ose assiéger Oudenarde quand il y aura mille hommes dedans avec la quantité de munitions qui lui sont nécessaires; qu'un pareil corps mettroit Charleroi en état de ne craindre rien; moyennant cela, une armée de vingt mille hommes garderoit le reste, pendant qu'on en pourroit jeter de grandes en Allemagne, qui est le côté le plus foible et celui par où vous avez le plus à craindre. Enfin, monseigneur, je suis persuadé qu'on ne sauroit trop penser à la prise de Condé, et qu'il est de la dernière importance de se mettre en

état d'en pouvoir faire le siége à la première occasion favorable qui s'en présentera; et plût à Dieu qu'au lieu de s'être amusé à toutes ces bicoques de Liége, on eût songé sérieusement à s'accommoder de cette place; on auroit eu lieu de se consoler de la perte de Maëstricht et de ses environs, que je considère comme des pièces qui vous sont plutôt à charge qu'utiles en quoi que ce soit. » Voilà ce que Vauban écrivait à Louvois le 21 septembre et le 4 octobre 1675 [1].

En lisant ces lignes fermes et simples, on a sous les yeux une vue générale et par avance de la campagne de 1676. Les conseils de Vauban furent écoutés, compris et suivis; ils méritaient de l'être. Ce n'était plus le temps des chimères ni des conquêtes lointaines; Vauban avait raison; il fallait songer à se resserrer. Des bords du Zuyderzée, des bouches de la Meuse et du Rhin, la guerre s'était progressivement rapprochée des frontières françaises, non par l'affaiblissement des armes de Louis XIV, mais par la force même d'une politique plus raisonnable. Rien n'avait été abandonné que volontairement et sagement; l'heure était venue cependant de conquérir pour ne plus abandonner, de faire succéder à des courses rapides et brillantes, à de merveilleuses, mais trop courtes étapes, une prise de possession solide et immuable. Un congrès allait s'ouvrir à Nimègue; les Espagnols, qui devaient s'attendre à payer les frais de la guerre, ne manqueraient sans doute pas de prendre pour base de négociation le traité d'Aix-la-Chapelle, qui leur avait laissé dans le

[1] *D. G.* 452.

territoire français de si singulières enclaves, Aire, Saint-Omer, Condé, Bouchain, Valenciennes, Cambrai. Vaincus sur les champs de bataille, ils chercheraient nécessairement à reprendre leur avantage sur le terrain diplomatique, en y multipliant les obstacles, les embuscades, les retards, les propositions d'échange, les compensations, les équivalents, les alternatives. Il fallait couper court à toute cette chicane en détruisant, jusqu'à la dernière, les stipulations d'Aix-la-Chapelle, et plaider, mains garnies, un arrangement nouveau sur des bases tout à fait nouvelles.

Le siége de Condé fut résolu ; Vauban, sur l'invitation de Louvois, en dressa immédiatement le plan avec tous ses détails[1]. Une grande partie de l'enceinte de la place était couverte par des marais qui pouvaient être facilement inondés. Vauban proposait de faire occuper cette inondation par une redoute flottante, des galiotes et des barques armées ; Louvois entra dans ce projet avec ardeur ; et tandis que la flottille était le plus secrètement possible préparée à Oudenarde, Louvois dirigeait lui-même à Versailles la construction de la redoute[2]. Les préparatifs de toute

[1] Louvois à Vauban, 9 octobre 1675. — Vauban à Louvois, 25 octobre. *D. G.* 452.

[2] Le 13 novembre, Louvois écrivait à Vauban, avec toute la joie d'un jeune ingénieur à son premier succès : « Ce mot est pour vous dire que j'ai vu hier l'épreuve de la redoute flottante. Elle n'avoit que douze pieds de large sur vingt de long ; il y avoit cinq pièces de canon dessus, sur des affûts marins, dont trois de deux livres et deux d'une livre, et pour le moins quarante-cinq hommes, sans qu'elle prît plus de cinq pouces d'eau; il en restoit encore quatre hors de l'eau ; et toute cette machine ne pesoit point plus de seize cents livres ; c'est-à-dire qu'il n'y a pas de

sorte furent pressés avec une activité sans égale; Louvois voulait entrer en campagne avant l'ennemi et plus fort que l'ennemi.

Dès le 21 février 1676, la distribution des armées et des commandements était arrêtée. Louis XIV se réservait de commander l'armée de Flandre, ayant sous ses ordres Monsieur, duc d'Orléans, son frère, cinq maréchaux de France, Créqui, racheté tout récemment de sa prison, Schönberg, Humières, La Feuillade, le comte de Lorge, qui venait enfin de recevoir le bâton de maréchal, trois lieutenants généraux, sept maréchaux de camp et dix-neuf brigadiers. L'infanterie comptait cinquante-trois bataillons de quinze compagnies chacun, et la cavalerie cent vingt deux escadrons de quatre compagnies; l'artillerie, commandée par le grand maître en personne, le duc du Lude, se composait de trois équipages, réunissant ensemble cinquante et une bouches à feu de divers calibres et onze cent vingt-quatre chevaux. Le maréchal de Rochefort, commandait l'armée de la Meuse, forte de quatorze bataillons et de cinquante escadrons; Louvois lui avait donné pour major général un officier dont il avait distingué le mérite et qu'il avait fait brigadier, quoiqu'il ne fût encore que capitaine aux gardes: c'était Cati-

charrette qui ne la voiture partout; et, pour la mettre à l'eau et en état de porter le canon, il ne faut pas plus de temps que pour écrire ce billet. J'y ajouterai une autre petite perfection; c'est qu'un coup de canon qui la perceroit tout au travers ne la feroit pas couler à fond. Devinez, s'il vous plaît, après cela, si vous pouvez, comme quoi elle est faite. Je crois vous pouvoir encore assurer qu'avec cette même machine nous ferons un pont de deux cents toises de long sur quatre pieds de large, que vingt-cinq chariots porteront partout. » *D. G.* 435.

nat. L'armée d'Allemagne, forte de vingt bataillons et de cent escadrons, avait pour chef le maréchal de Luxembourg; le maréchal de Navailles remplaçait Schönberg à l'armée de Catalogne, et le maréchal de Vivonne commandait en Sicile où il avait été envoyé dès le commencement de l'année précédente.

Ces dispositions faites[1], Louvois se donna plus spécialement aux apprêts du siége de Condé. Comme il importait avant tout d'en cacher jusqu'au dernier jour le secret aux Espagnols, les mouvements des troupes devaient être calculés avec une extrême précision. Louvois fit d'abord un mémoire général qu'il soumit au roi; puis, pour les généraux et chefs de corps, des instructions particulières qui traçaient à chacun son rôle avec une exactitude mathématique. Le 24 mars, il partit de Saint-Germain pour la Flandre, accompagné de Chamlay. Un voyage de Louvois sur la frontière était toujours un grand événement; les généraux, les officiers de tous grades, les intendants, les commissaires, les munitionnaires, les ingénieurs, les entrepreneurs, tous faisaient leur examen de conscience, tous attendaient avec tremblement ce terrible visiteur; de l'autre côté de la frontière, l'émotion n'était pas moindre; les courriers se croisaient, les gouverneurs veillaient nuit et jour, étudiant avec inquiétude tous les points de l'horizon, s'imaginant à chaque instant voir surgir la cavalerie chargée de les investir. Pour l'historien, l'intérêt est plus grand encore; il trouve là, nous l'avons déjà montré, la rare

[1] Louvois à Rochefort, 21 février 1676. *D. G.* 482.

occasion de surprendre entre le ministre et le roi le secret de leurs relations mutuelles. Parmi les voyages de Louvois, celui-ci n'est pas le moins fécond en révélations intéressantes, n'y aurait-il qu'un nouveau témoignage de l'influence exercée par Louvois sur l'esprit et la volonté de Louis XIV.

Le maréchal de Navailles faisait en Roussillon de grands projets, comme d'attaquer Puycerda; l'intendant Camus de Beaulieu, fidèle à l'obligation, que Louvois imposait à tous les intendants, de lui faire tout savoir [1], avait informé le ministre des projets du maréchal. Louvois était déjà parti; mais la dépêche confidentielle de l'intendant finit par le rejoindre en route, à Tournai. Dans l'intervalle, M. de Navailles avait écrit lui-même pour informer le ministre et demander l'approbation de ses desseins. Sa lettre, qui n'avait pas le même caractère que celle de l'intendant, n'avait point été renvoyée à Louvois ; Le Tellier, l'ayant ouverte, avait pris les ordres de Louis XIV, et le 30 mars il répondait ainsi au maréchal : « Le roi a été bien aise de voir le projet que vous faites d'attaquer Puycerda. » Par une singulière coïncidence, Louvois, qui ne savait rien de la lettre du maréchal, encore moins de la réponse de Le Tellier, écrivait à celui-ci le même jour, 30 mars : « A l'égard du projet que fait M. le duc de Navailles pour attaquer Puycerda, Sa Majesté a toujours témoigné grande répugnance à ce siége, par la facilité qu'un engagement pareil donneroit aux en-

[1] « Votre premier devoir est de mander tout ce qui se dit, ce qui se projette et ce qui se fait dans l'armée. » Louvois à Beaulieu, 27 avril 1678. *D. G.* 534.

nemis, quelque foibles qu'ils soient, d'entrer en Roussillon. C'est pourquoi je croirois qu'il seroit bien à propos qu'il plût à Sa Majesté de trouver bon qu'on confirmât à M. le duc de Navailles ce que je lui ai mandé par son ordre, c'est-à-dire que le roi sera fort content quand même il n'entreprendroit rien, pourvu qu'il fasse vivre son armée dans le pays ennemi. Comme il est très-nécessaire que le sieur de Beaulieu continue à être bien dans l'esprit de M. le duc de Navailles, je croirois qu'il faudroit tellement mesurer les termes de cette lettre, qu'il ne pût, en aucune manière que ce fût, soupçonner que le roi eût eu aucune connoissance de sa pensée. » A cet égard, tout était sauf, puisque le duc de Navailles venait de donner avis de ses projets ; mais pour ces projets mêmes, pour ce siége de Puycerda, que Louis XIV n'approuvait pas quand Louvois était auprès de sa personne, et qu'il approuvait quand Louvois n'y était pas, que de difficultés allait soulever ce conflit d'opinions ! La vérité est qu'il n'y eut ni difficulté ni conflit, puisque l'opinion de Louvois, à peine connue, devint aussitôt, et sans débat, l'opinion de Louis XIV.

La lettre de Louvois était arrivée à Saint-Germain le 1er avril ; le lendemain, Le Tellier lui répondait : « Vous aurez appris, par la réponse que j'ai faite à M. le duc de Navailles, dont je vous envoie copie, les sentiments de Sa Majesté touchant l'entreprise qu'il propose ; mais le roi ayant vu ce que vous mandez des inconvénients que cette entreprise pourroit causer au service de Sa Majesté, elle m'a commandé d'écrire à M. le duc de Navailles, sur le sujet du siége de Puy-

cerda et sur la conduite qu'il doit tenir en Roussillon, au sens marqué dans votre lettre. » Il n'y eut que le duc de Navailles qui ne fut pas absolument satisfait, et qui, trouvant quelque contradiction entre les deux dépêches de Le Tellier, venues à trois jours l'une de l'autre, ne tint pas la question pour définitivement réglée. Il insista; il écrivit, par un courrier exprès, à Le Tellier, qui fut chargé de lui expédier l'arrêt décisif de la volonté royale, ainsi formulé par Louvois: « Sa Majesté a loué le zèle de M. le duc de Navailles, mais elle persiste dans la résolution dont vous lui avez fait part et ne désire point qu'il songe, quant à présent, à entreprendre sur Puycerda [1]. »

Louis XIV n'avait pas résisté davantage sur une autre question qui le touchait directement lui-même, puisqu'il s'agissait du détail des troupes, où il se croyait plus entendu que personne. Dans la revue que Louvois faisait des régiments qui allaient composer l'armée royale, il avait trouvé quelques compagnies en mauvais état. Louis XIV proposait, un peu timidement, il est vrai, de les envoyer dans les places, et de faire marcher un pareil nombre des meilleures compagnies de garnison, qu'on pourrait incorporer provisoirement dans les bataillons de campagne [2]. Outre qu'il n'était pas sûr de compter

[1] Louvois à Le Tellier, 29 avril. — Cette correspondance se trouve au *Dépôt de la guerre*, 482-483.

[2] Le roi à Louvois, 2 avril 1676 : « Remédiez, autant que vous le pourrez, aux compagnies qui sont en mauvais état; il seroit fâcheux qu'il y en eût qui entrassent méchantes en campagne; car, quoi que l'on dise, elles ne s'y remettent jamais. Voyez si on pourroit les mettre dans les régiments de garnisons et en tirer d'autres à leur place que l'on incor-

immédiatement pour le service en campagne sur des compagnies de garnison, et que le temps manquait pour les y dresser, elles auraient introduit dans l'armée, eussent-elles été les meilleures du monde, un principe de désordre et de ruine. Un régiment vaut par l'ensemble, par l'accord des éléments qui le composent, par la confiance mutuelle qu'un continuel commerce et les relations, chaque jour mieux comprises, du commandement et de l'obéissance inspirent à tous, officiers et soldats, en un mot par cette habitude morale qu'on nomme l'esprit de corps. Jeter tout à coup au milieu d'hommes accoutumés entre eux, un certain nombre de nouveau-venus, et les mener tous au danger sans leur donner le temps de se connaître et de s'apprécier les uns les autres, c'eût été désorganiser les régiments ; autant valait les supprimer tout à fait et revenir au vieux système des compagnies franches. Ces considérations générales, et beaucoup d'autres particulières à cette époque, auraient pu être objectées à Louis XIV ; il y avait tant à dire que Louvois, qui avait mieux à faire, n'essaya pas de raisonner ; il commença par conclure assez laconiquement : « Votre Majesté me permettra de lui dire que l'expédient qu'elle propose de changer les compagnies de régiments ne convient pas à son service, pour beaucoup de raisons qui seroient trop lon-

poreroit dans les régiments qui doivent servir. Cela donneroit moyen à ceux à qui on les donneroit, de les remettre plus aisément. Vous le ferez si cela est possible, et me ferez savoir quel parti vous aurez pris. J'y vois bien quelques inconvénients, mais celui d'entrer mauvaises en campagne est le pire de tous. » *D. G.* 483.

gues à lui expliquer par une lettre[1]. » Il n'en fut plus parlé. Si la volonté royale cédait sur quelques points, sur d'autres elle prenait avec éclat sa revanche. Ainsi Louvois avait demandé très-humblement au roi s'il n'agréerait pas que, pour accélérer la prise de Condé, l'on travaillât, sans attendre son arrivée, aux batteries de siége. Le roi répond : « Je n'approuve pas seulement, mais j'ordonne que l'on travaille à toutes les batteries et logements que Vauban jugera utiles et nécessaires, pour avancer la prise de la place[2]. »

[1] 6 avril. *D. G.* 483.

[2] Louvois au roi, 12 avril. — Le roi à Louvois, 14 avril. — Il y a, dans cette correspondance entre Louis XIV, Le Tellier et Louvois, une pièce d'un intérêt capital et d'un caractère exceptionnel; c'est un procès-verbal ou compte-rendu envoyé par Le Tellier à Louvois, le 15 avril, d'une délibération prise par Louis XIV en conseil des ministres, sur une proposition d'alliance faite à la France par la Turquie contre l'Empereur. Voici cette pièce : « Le roi entendit hier après midi la lecture d'une lettre de M. de Nointel, ambassadeur à Constantinople, contenant que le Grand Seigneur lui avoit fait proposer que si le roi vouloit promettre au Grand Seigneur de ne point faire la paix avec l'Empereur sans son consentement, il entreroit en Hongrie la campagne où nous allons entrer; que lui, Nointel, avoit répondu qu'il n'avoit charge suffisante pour y répondre et qu'il dépêcheroit au premier jour son secrétaire pour venir quérir ici les ordres du roi sur ce sujet. Sa Majesté résolut qu'il seroit écrit en son nom à M. de Nointel, par laquelle lettre le roi lui donneroit pouvoir, en attendant l'arrivée de son secrétaire, d'assurer le grand visir que Sa Majesté ne donneroit point de secours à l'Empereur contre le Grand Seigneur, même après que le roi auroit fait la paix avec l'Empereur; que M. de Pomponne écriroit à M. de Nointel, en lui adressant cette lettre, que le roi n'entendoit pas de faire un traité par écrit avec la Porte, mais que le roi vouloit bien lui tenir la parole que lui, Nointel, donneroit au grand visir de sa part, et que pour cela, Sa Majesté trouvoit bon qu'il fît voir la lettre du roi que M. de Pomponne lui adressoit, afin que le grand visir connût qu'il parloit avec fondement. M. de Pomponne eut aussi ordre d'ajouter que le roi désiroit que M. de Nointel s'employât incessamment, suivant les mémoires qui lui ont été envoyés par l'évêque de Marseille [Forbin Janson, ambassadeur du roi en Pologne], pour procurer la paix entre la Porte et la Pologne. M. de Pomponne fit tout ce qu'il put pour porter l'esprit du roi à ne rien résoudre

Louvois cependant parcourait la Picardie, l'Artois et la Flandre, visitant les fortifications, les magasins, les troupes, examinant surtout avec une attention sévère l'infanterie des places dont Vauban lui avait fait, l'année précédente, un si désolant tableau. « Les hommes, écrivait-il au roi, le 28 mars, ne sont pas comme ceux des régiments qui servent en campagne; mais il n'y a point de ces petits enfants dont la plupart des troupes de garnison étoient remplies dans les années dernières. » Quant aux bataillons de guerre,

jusqu'à l'arrivée du secrétaire de M. de Nointel, ne pouvant souffrir que Sa Majesté promît de ne point donner de secours à l'Empereur contre le Grand Seigneur, sous prétexte que s'il attaquoit la Hongrie, l'Empereur pourroit accorder des conditions fort avantageuses pour la paix, à condition que le roi le secourroit, et qu'il y auroit inconvénient que le roi se privât de l'avantage qu'il pourroit tirer par cette voie-là. M. Colbert et moi nous trouvâmes dans un même sentiment, qui est que le roi pouvoit faire toutes choses pour décharger la Pologne de la guerre du Turc et la faire passer dans les États de l'Empereur, qui s'est élevé contre le roi, au préjudice de ce qu'il lui avoit promis par un traité solennel; que d'attirer le Turc en chrétienté, c'étoit une chose qui ne pouvoit être approuvée, mais qu'il étoit bon et raisonnable de s'employer pour décharger de cette guerre un royaume catholique possédé par un des alliés du roi, pour la faire passer dans un autre royaume possédé par ses ennemis. L'on ajouta que, par les nouvelles que nous avons, l'Empereur nous apprenoit comment il falloit se conduire en cette matière, faisant toutes choses possibles pour empêcher la paix d'entre la Porte et la Pologne, par appréhension que le Grand Seigneur étant libre ne fît la guerre à ses Etats; et que, par identité, le roi pouvoit procurer la paix entre la Pologne et la Porte, pour décharger la Pologne du faix de cette guerre-là et en charger les Etats de l'Empereur. M. de Pomponne eut beaucoup de peine à voir prendre cette résolution. Il est question de savoir comment il l'exécutera; le roi lui a ordonné de lui faire voir la lettre qu'il écrira au nom de Sa Majesté à M. de Nointel; mais comme je présume qu'il y satisfera dans le voyage, il faudra que vous observiez ce que le roi en dira. Le roi, en se levant, finit en disant qu'il connoissoit un homme qui seroit bien aise de voir le Turc en Hongrie, et puis il dit que c'étoit vous. » *D. G.* 483. — Il faut préciser les faits. Le Grand Seigneur, au début de la campagne de 1676, proposait à Louis XIV une alliance formelle; il offrait, malgré qu'il fût lui-même en guerre avec la Pologne, d'interve-

ils étaient, à peu d'exceptions près, excellents. Tout ce que Louis XIV pouvait souhaiter pour l'heureuse issue de ses desseins s'accomplissait, grâce à Louvois, avec la dernière perfection. Rien n'échappait à ce grand accord que ce qui est au-dessus du pouvoir de l'homme ; la saison était trop belle, le printemps trop précoce, l'herbe trop abondante; les blés étaient plus avancés au 5 avril qu'ils ne sont d'habitude au 1er mai. « Il seroit fâcheux, disait Louis XIV, que ceux qui n'ont pas de magasins pussent se mettre

nir sur-le-champ en Hongrie contre l'ennemi du roi, pourvu que de son côté le roi s'engageât à ne point faire la paix avec l'Empereur sans le consentement de son allié. Louis XIV ne voulait ni d'alliance directe avec le Grand Seigneur ni d'engagement écrit qui pût l'empêcher de traiter, quand il voudroit et comme il voudroit, avec l'Empereur; il promettait seulement, sans autre garantie que la parole de son ambassadeur, de ne point aider l'Empereur contre les Turcs, même la paix faite. On voit combien peu s'accordaient les deux propositions. Cependant cette promesse de neutralité, de non-intervention, comme on dirait aujourd'hui, n'était pas sans valeur, venant d'un souverain qui avait naguère soutenu l'Empereur contre les Turcs en 1664, et donné quelques secours aux Vénitiens à Candie en 1669. Et déjà même Louis XIV montrait sa bonne volonté pour le Grand Seigneur, en contribuant à rétablir la paix entre la Porte et la Pologne. La paix, en effet, fut négociée et conclue, à Zuranow, le 16 octobre 1676; et si les Turcs n'entrèrent pas en Hongrie pendant cette campagne, on les vit soutenir en 1677 l'insurrection des Hongrois. Voilà certes des faits diplomatiques de la plus grande importance. Plus importante encore, ce nous semble, est la discussion qu'ils soulevèrent entre les ministres de Louis XIV. Leur caractère, leur génie, leurs sentiments, leurs rivalités, tout est résumé, tout est rendu dans cette inestimable scène. Déjà l'on y pressent la chute de M. de Pomponne, affaibli par l'indifférence du roi, condamné par l'alliance inattendue de Le Tellier et de Colbert. Comment pourrait-il se défendre contre l'intrigue, l'homme honnête, simple, timide même, qui redoute les difficultés et qui use inutilement ses forces pour en retarder la solution, le ministre chez qui l'intérêt religieux prime l'intérêt politique, pour qui c'est affaire de conscience d'appeler le Turc en pays chrétien, et qui, forcé dans ses retranchements, imagine, en désespoir de cause, que l'Empereur, après l'expérience de Saint-Gothard, pourrait bien faire au roi les conditions plus belles pour obtenir son concours et lui donner l'occasion d'un nou-

en campagne peu de temps après moi [1]. » Mais les Espagnols étaient en confusion; le riche pays de Waes était encore une fois envahi par le maréchal d'Humières, et ne tirait des mains de Louvois ses notables, emmenés comme otages, qu'au prix d'une énorme contribution de neuf cent mille florins pour neuf mois [2].

Des mouvements de troupes, des convois d'artillerie bruyamment promenés sur la frontière, de la mer à la Lys et de la Sambre à la Moselle, entretenaient l'agitation dans toutes les places de l'ennemi, sauf précisément dans celles de l'Escaut. Aire, Saint-

veau triomphe? Quelle souplesse au contraire, quelle aisance et quelle vigueur en même temps dans l'argumentation de Le Tellier! Car c'est évidemment Le Tellier qui mène la charge; Colbert ne vient qu'en réserve. Attirer le Turc en pays chrétien! Quelle abominable pensée! Qui peut y songer sans horreur? Mais si le Turc est déjà, par malheur, en pays chrétien, l'attirer d'un point où l'on a plus de sympathie sur un autre moins intéressant, n'est-ce pas tout autre chose, n'est-ce pas au contraire charité chrétienne, surtout quand il s'agit de délivrer un royaume catholique, un royaume allié, cette Pologne enfin, si chère au cœur de Colbert? Et n'est-il pas juste de faire retomber le mal sur un ennemi, sur un parjure, qui s'efforce tout le premier d'entretenir, par égoïsme et par crainte, la guerre du Turc dans la Pologne chrétienne? Non-seulement Pomponne est battu, battu sur son propre terrain, mais encore il est forcé de dresser lui-même l'acte qui sanctionne sa défaite, et de subir l'injurieuse défiance que ses adversaires ont eu l'art de communiquer au roi lui-même. Et pour comble de disgrâce, en même temps que Louis XIV accable de ses soupçons la loyauté de Pomponne, il affecte d'évoquer le souvenir triomphant de Louvois. L'influence de Louvois avait évidemment plané sur le conseil; mais peut-être, s'il eût été présent, la discussion aurait-elle pris un caractère plus décidé; peut-être, au lieu de cette espèce de transaction ambiguë, si conforme au génie de Le Tellier qui l'avait fait prévaloir, Pomponne aurait-il eu la douleur de signer le traité d'alliance avec la Porte et d'appeler le Turc en Hongrie. Le langage de Louis XIV autorise du moins cette conjecture.

[1] Le roi à Louvois, 2 avril. — Louvois à Le Tellier, 5 avril. *D. G.* 483.

[2] Louvois au roi, 15 avril. — Traité pour la contribution, 26 avril.

Omer, Ypres d'un côté, Mons, Charlemont, Namur, Luxembourg et Trèves même de l'autre, se croyaient également menacées[1]. Du côté de la mer, par exemple, Louvois ordonnait à l'intendant de Picardie d'envoyer avec ostentation, le 10 avril, dans les élections d'Amiens, de Montdidier, de Péronne et de Roye, des mandements pour rassembler le 19, à Péronne, deux mille paysans et quatre cents charrettes, en ayant soin de tout contremander le 18. Mais en même temps il donnait d'autres ordres pour faire, avec moins de fracas, réunir, le 13, à Guise, mille travailleurs armés chacun d'un fusil et d'un outil de terrassier, avec promesse de leur donner le pain et cinq sous par jour[2].

De toutes les places espagnoles, c'était Condé certainement qui avait le moins d'inquiétude : le 17 avril, Condé était investi par le maréchal de Créqui. Le 18, huit mille pionniers travaillaient, sous la direction de Vauban, aux lignes de circonvallation ; le 20, l'artillerie commençait à construire les premières batteries de canons et de mortiers ; le 21, enfin, Louis XIV, qui avait quitté Saint-Germain le 16, faisait son entrée dans les lignes ; on l'avait attendu, suivant ses ordres,

[1] A Paris, on se perdait en conjectures. Voir les lettres de madame de Sévigné à sa fille. Du 15 avril : « On croit que le siége de Cambrai va se faire. » Le même jour, de Corbinelli à la même : « On a dessein de donner des jalousies et de tenir les confédérés dans l'incertitude, afin de les empêcher de faire un gros corps d'armée d'une partie de leurs garnisons ; on veut amuser le tapis. Ce que l'on trouve ici de plus beau, c'est d'envoyer un secrétaire d'État assembler les troupes et porter les ordres partout. » De madame de Sévigné, 17 avril : « Le roi partit hier, on ne sait point précisément le siége qu'on va faire. »

[2] Louvois à Breteuil, 2 avril ; à Machault, 3 avril.

pour ouvrir la tranchée. Le programme tracé par Louvois s'était exécuté sans le moindre écart. Aussi le maréchal de Luxembourg, du fond de l'Alsace, ne manquait-il pas de l'en féliciter à sa manière : « J'ai vu, monsieur, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, que vous n'appréhendiez pas que les ennemis allassent attaquer Péronne; vous étiez trop gai pour cela, et même assez pour me faire juger que vous étiez content de vos préparatifs pour le siége d'une de leurs plus importantes places. La manière dont on s'y est pris devroit pourtant vous faire quelque peine; car, au lieu de marcher à Condé comme à un duel assigné, et de mander au gouverneur qu'il se tînt sur ses gardes, vous avez donné des jalousies de tous côtés, fait atteler le canon pour marcher dans toutes les villes; cela a été suivi d'une infinité de ruses entassées les unes sur les autres; et enfin les ennemis disent fort bien en ce pays que votre voyage en Flandre n'a pas été celui d'un homme d'honneur, et que vous n'y avez fait que des trahisons pour les surprendre. Ma consolation est que le roi n'a point paru dans tout cela, qu'il vous a laissé faire toutes vos menées, et que Sa Majesté en personne n'a voulu avoir part aux choses que quand il y a eu du péril à essuyer et qu'elle a pu y acquérir de la gloire[1]. »

[1] « Ce que j'ai encore parfaitement connu par votre lettre, c'est que vous n'étiez point prisonnier, comme le bruit en couroit ici sur une lettre de M. de Mazarin à M. de Gondreville auquel il écrivoit que vous aviez été pris par un parti des ennemis, et qu'un autre des troupes de Sa Majesté vous avoit tiré d'affaire. J'ai ajouté peu de foi à cette nouvelle, parce que j'ai bien compris que si votre intrépidité pouvoit vous porter à marcher avec une très-petite escorte, le bon sens vous engageroit aussi à ne pas exposer une personne autant nécessaire au service du roi

La gloire fut bien au-dessus du péril. La tranchée avait été ouverte devant Condé le 21 avril au soir; dans la nuit du 25 au 26, tous les dehors, ruinés par le canon, furent enlevés d'assaut, et le gouverneur capitula. Il n'y avait eu pendant tout le siége que seize officiers atteints, dont quatre mortellement, et quatre-vingts soldats environ [1]. A qui devait-on d'avoir fait, à si peu de frais, une conquête de cette importance, si ce n'est à Louvois, dont les menées, pour parler comme le maréchal de Luxembourg, avaient si bien réussi que les Espagnols, quelques jours avant le siége, avaient envoyé à Mons une partie de la garnison de Condé?

Deux jours après la capitulation, l'armée royale quitta ses lignes et vint prendre position un peu au sud-est, entre Sebourg et Quiévrain, pour couvrir le siége de Bouchain, que Monsieur, assisté du maréchal de Créqui et de Vauban, investit le 2 mai, avec dix-neuf bataillons et cinquante-cinq escadrons. Comme Louis XIV et Louvois l'avaient appréhendé, la précoce abondance des fourrages avait permis au prince d'Orange et au duc de Villa-Hermosa d'entrer en campagne peu de temps après le roi de France; ils achevaient d'organiser leur armée sous les murs de Mons,

que vous êtes; et cette réflexion a fait que j'ai plus compté sur votre raison que sur votre courage, sachant que vous le tenez si bien en réserve pour les grandes actions que vous ne le trouvez pas toujours dans les petites; par exemple, il me souvient qu'à Gray vous ne vouliez pas venir dîner chez moi, à cause du canon, et que vous eûtes à Versailles quelque légère appréhension de faire naufrage, un jour que vous trouvâtes le roi fort méchant pilote, parce que sur le canal il fit trop brusquement aborder son vaisseau. » Luxembourg à Louvois, 1[er] mai 1676. *D. G.* 508.

[1] Louvois à Le Tellier, 27 avril.

quand la chute de Condé vint les surprendre. Laisseraient-ils également tomber Bouchain? Louvois en doutait; il écrivait au maréchal de Luxembourg, en lui faisant la description du poste occupé par l'armée royale : « Comme la compagnie est nombreuse, le prince d'Orange n'a pas jugé, jusqu'à présent, à propos de sortir de derrière la rivière d'Haisne. Il faut pourtant qu'il prenne bientôt un parti. Il nous reste ici cent quinze escadrons de cavalerie et quarante bataillons d'infanterie, qui font plus de quarante-cinq mille hommes, sans compter plus de quatre mille chevaux que l'on pourroit tirer de l'armée de Monsieur, en six heures de temps; et nous sommes postés dans un lieu où une armée aussi forte au-dessus de celle-ci qu'elle l'est au-dessus de celle du prince d'Orange, ne nous regarderoit pas. Il a à choisir d'aller secourir Bouchain à force ouverte ou d'aller attaquer quelque place. Nous apprendrons dans peu de jours le parti qu'il aura pris. » — « Votre dépêche, répondait Luxembourg, m'apprend si bien le poste que le roi occupe avec son armée, que je crois le connoître comme si j'avois été dans son camp; et c'est dans ce rencontre que, pour citer les bons auteurs, on peut dire après Molière, que vous me le faites voir tout aussi fin droit que si je l'avois lu dans un livre; mais ce qui ne se voit dans aucun, c'est qu'un roi bien moins grand que le nôtre aille se mettre dans un lieu comme celui-là pour son seul plaisir[1]. »

[1] Louvois à Luxembourg, 2 et 4 mai. — Luxembourg à Louvois, 15 mai. *D. G.* 483-508.

Le 3 mai, on apprit que les Espagnols rassemblaient des pionniers du côté d'Ypres, comme s'ils voulaient assiéger Courtrai; le roi donna aussitôt des ordres pour faire entrer dans cette place quatre mille cinq cents hommes des troupes de Flandre, et envoya dans l'île de Saint-Amand le maréchal d'Humières avec mille dragons et les deux compagnies des mousquetaires de la garde, pour surveiller les mouvements des alliés, s'ils avaient sérieusement le dessein de marcher de ce côté-là. C'était une feinte. Le prince d'Orange marcha d'abord, en effet, par la rive droite de la Haisne; mais, arrivé à la hauteur de Condé, il se rabattit brusquement à gauche sur l'Escaut, pour s'établir sous le canon de Valenciennes, entre Bouchain et le camp de Sebourg. Si Louis XIV n'avait pas eu de bons avis, Monsieur était perdu; mais avant que le prince d'Orange eût achevé son mouvement, l'armée royale s'était repliée sur Bouchain, avait elle-même passé l'Escaut entre Bouchain et Valenciennes, et pris position à Denain.

Le 10 mai, au point du jour, le maréchal de Schönberg vint éveiller le roi pour lui apprendre que l'ennemi commençait à paraître du côté de Valenciennes. Louis XIV avait donné parole à son frère de l'avertir aussitôt qu'il verrait quelque apparence d'une bataille. Tandis que le maréchal de Schönberg courait à toute bride vers Bouchain, pour donner avis à Monsieur de l'événement qu'il souhaitait, le roi montait à cheval, faisait prendre les armes à toute l'armée, donnait l'ordre de marcher et se portait lui-même en avant, pour reconnaître le terrain, suivi seulement des gardes

du corps, des gendarmes et des chevaux-légers de la garde. Arrivé à la cense d'Heurtebise, tout près de Valenciennes, à portée de canon, il aperçut d'abord treize escadrons en bataille au pied du glacis; c'était sans doute la cavalerie de la place. Déjà le maréchal de Lorge proposait de les charger avec les douze escadrons de la maison du roi, lorsqu'on vit des colonnes d'infanterie et de cavalerie se déployer successivement à leur droite et former une ligne continue qui couronna bientôt le mont d'Anzin, et finit par s'étendre jusqu'au mont Bouillon, dans les bois de Saint-Amand. Il fallait attendre. Les troupes françaises accouraient; à peine arrivées, le roi les rangeait à mesure sur une ligne parallèle à celle de l'ennemi, la droite à l'Escaut, à la hauteur de Fontenelle; la gauche aux bois, vers l'abbaye de Vigogne. Le maréchal de Schönberg était à huit heures au camp devant Bouchain; à onze heures, il rejoignait l'armée royale avec Monsieur et le maréchal de Créqui, suivis de vingt escadrons qui entrèrent aussitôt en ligne.

L'armée n'attendait plus que le signal. Lorsqu'on vit les maréchaux et les lieutenants généraux se rassembler autour du roi, tous à cheval, on crut qu'ils prenaient ses derniers ordres pour la bataille. Au lieu d'ordonner, le roi demandait conseil. Fallait-il engager la bataille? Louvois prit le premier la parole; il exposa la situation, faisant office de rapporteur : l'armée du roi, dit-il, n'avait d'autre mission que de couvrir le siége de Bouchain; son rôle n'était pas d'attaquer, mais de défendre; si le prince d'Orange voulait être aussi fidèle au sien, c'était à lui de prendre l'offen-

sive. Le roi se taisait; les maréchaux furent invités à donner leur avis. Créqui, Schönberg, La Feuillade approuvèrent le raisonnement de Louvois; seul, le maréchal de Lorge conseilla vivement de livrer bataille; il fit valoir l'excellence et l'ardeur des troupes, et la supériorité du nombre, que Louvois lui-même ne contestait pas, et la gloire de battre le prince d'Orange avec autant de certitude qu'on peut en avoir à la guerre. Le roi recueillit les voix, et se rendant, sans autre observation, à la pluralité des suffrages, il ajouta seulement, dit-on : « Comme vous avez tous plus d'expérience que moi, je cède, mais à regret. » Alors il distribua les postes et se prépara pour la défense.

Louis XIV choisit pour lui-même le commandement de l'aile droite, ayant auprès de lui le maréchal de Créqui; il donna celui de l'aile gauche à Monsieur, et, sous ses ordres, au duc d'Enghien et au maréchal de Schönberg; le maréchal de La Feuillade eut le commandement de l'infanterie au centre; à l'extrême gauche, faisant retour en arrière, le maréchal de Lorge fut chargé d'occuper, avec trente escadrons et mille mousquetaires, des hauteurs qui voyaient les bois de Saint-Amand. Sur tout le front de l'armée, le duc du Lude disposa des batteries d'artillerie, entre les postes avancés d'infanterie et de dragons qui occupaient une suite de châteaux, de maisons et de masures, depuis l'abbaye de Vigogne jusqu'à la cense d'Heurtebise. Lorsque toutes ces dispositions furent achevées, il était midi. Le roi fit tirer trois coups de canon, comme pour avertir l'ennemi qu'il était prêt à le recevoir; l'ennemi répondit quelque temps après par

trois autres coups de canon, mais il ne s'ébranla pas; au contraire, on le vit travailler en hâte à se retrancher. Louis XIV ne voulut pas d'abord qu'on fît, en avant de sa ligne de bataille, le moindre terrassement qui pût empêcher le prince d'Orange de venir librement jusqu'à lui ; l'armée demeura toute la journée et toute la nuit sous les armes, dans ses postes de combat; ce fut seulement le lendemain matin, à neuf heures, lorsqu'il fut bien constant pour tous que loin de vouloir attaquer, le prince d'Orange se trouvait trop heureux de n'avoir pas été assailli la veille, que le roi permit aux troupes de dresser leurs tentes et de faire, devant le front du camp, quelques travaux de défense [1].

C'est ainsi que Louis XIV a manqué la plus belle occasion qu'il ait jamais eue de gagner une bataille; il avait pour lui tout ce qui peut fixer la victoire; il avait toutes les chances, moins toutefois cette chance unique et fatale que la fortune se réserve pour rappeler aux plus fameux capitaines que si la guerre est une grande et noble science, elle n'est pas, malgré tous les calculs de leur génie, une science exacte, parce qu'elle tient toujours du jeu par quelque endroit. C'est cette unique chance qui a fait hésiter Louis XIV; il a eu peur, non de se battre, mais d'être battu. Ce n'était pas le cœur, chez lui, qui était défiant et timide; c'était l'orgueil. Louvois connaissait bien cette faiblesse de son caractère ; les maréchaux la connaissaient aussi; pourquoi le roi leur demandait-il con_

[1] Louvois à Rochefort, 13 mai ; à Le Tellier, 14 mai. — A la suite, un mémoire concernant les mouvements qui ont été faits par l'armée du roi. *D. G.* 483.

seil, si ce n'est pour s'en prendre à eux, en cas de mauvaise fortune? Ils reculèrent devant cette responsabilité; eurent-ils tort? Le duc de Saint-Simon, qui défend avec une passion toute légitime l'opinion du maréchal de Lorge, son beau-père, fait un aveu qui justifie ses contradicteurs: «La personne du roi les embarrassoit.» Il est vrai, Louis XIV n'ayant du général en chef que le nom, était un embarras dans l'armée. Louvois avait donc raison de dissuader la bataille; Créqui, La Feuillade, Schönberg avaient donc de sérieux motifs pour partager l'avis de Louvois. Pourquoi les taxer de servilité? Que dire alors de Vauban qui, le 11 mai, à peine instruit de ce qui s'était passé la veille, écrivait à Louvois, du camp devant Bouchain : « Surtout empêchez que le roi ne combatte? » Il y a mieux encore; nous avons à citer, au bénéfice de Louvois, un témoignage qui tombe avec tant d'à-propos qu'on pourrait le croire, au premier abord, composé à dessein. Il n'en est rien, comme on va voir.

Le 5 mai, Louvois avait écrit au maréchal de Luxembourg pour lui recommander de publier à grand bruit et de façon à donner inquiétude aux Allemands, que le roi se proposait de venir, après le siége de Bouchain, prendre le commandement de son armée d'Allemagne, et il ajoutait : « Tenez ceci, s'il vous plaît, secret; pour peu que Sa Majesté voie d'apparence qu'elle y pût réussir, je suis persuadé qu'elle prendroit volontiers ce parti-là vers la fin du mois prochain ou le milieu du suivant. Ne me répondez point, s'il vous plaît, sur cet article, dans les lettres que vous m'écrirez, et mandez-moi seulement, par des

billets à part, votre sentiment sur ce sujet, et s'il seroit possible que ce qui suit Sa Majesté pût subsister de ces côtés-là, c'est-à-dire s'il n'y auroit point sujet d'appréhender que Sa Majesté allât là ruiner ses troupes, sans pouvoir espérer de rien faire pour sa gloire. »

A cette question délicate, M. de Luxembourg répondit, le 15 mai, de Schelestadt, par la lettre suivante, écrite à part et soigneusement chiffrée : « Quand il est question au roi de prendre un parti comme celui dont vous me parlez, il y a tant de choses à éplucher qu'il est impossible qu'elles n'embarrassent pas. Il est constant que si les ennemis attaquent Philisbourg, il faut une bataille pour leur en faire lever le siége; et vous savez mieux que moi, si le roi s'y trouvoit en personne, à quel endroit il faudroit qu'il demeurât. Si c'étoit à une aile, comme il dit lorsqu'il parle de ces sortes de choses, il y courroit trop de hasards, et je pense que vous ne consentiriez pas qu'il s'y mît ; il n'y auroit de poste pour la personne d'un roi que la réserve, à mon gré ; mais il faudroit la faire forte, et cela affoibliroit les ailes, qui n'ont pas besoin d'être amoindries pour combattre les troupes de l'Empereur, qui sont bonnes. Outre cela, je vous ai dépeint les endroits par où il faut passer pour marcher au secours de Philisbourg. Il faut reconnoître tout cela; le roi ne peut vouloir y aller en personne, et qui que ce soit n'y consentiroit ; s'il se trouve, quand on verra quelque endroit comme cela, on n'osera pas aller aussi loin qu'on feroit, de peur qu'il ne s'avance ; et s'il ne le fait pas, n'ayant pas vu ce qu'un autre auroit re-

connu, il pourroit ne pas consentir qu'on le fît; et cela seroit capable de ruiner la chose, où il faut que celui qui la conduit soit le maître, pour profiter de moment en moment de ce qui lui paroîtra favorable. Il faut essuyer des coups pour cela ; on peut croire que le roi ne se trouveroit pas à une escarmouche ; mais on tire du canon, et on a devant les yeux l'exemple de M. de Turenne ; et parlant franchement, ces choses ne sont pas du métier d'un roi. Tous ces petits obstacles-là surmontés, il faut s'assurer de voir une bataille dans la plaine; et vous savez s'il faut que le roi s'y trouve[1]. »

On voit que le maréchal de Luxembourg traitait à fond, mais à titre d'hypothèse, la question qui s'était débattue effectivement, le 10 mai, sous les murs de Valenciennes. Voilà l'opinion sérieuse de l'homme de guerre. Voici le compliment outré du courtisan, quatre jours après, le 19, lorsqu'il eut appris ce qui s'était passé à la cense d'Heurtebise : « Je tiens qu'il est beaucoup plus beau à Sa Majesté d'avoir présenté la bataille à ses ennemis, sans qu'ils aient osé l'accepter, que si elle en avoit gagné une qu'ils lui auroient offerte, en la pressant assez pour que Sa Majesté n'eût pu s'empêcher de la donner. Je suis ravi à cette heure qu'elle n'ait point voulu, durant tout un jour, que son armée se retranchât ; mais si j'avois été auprès d'elle et que je n'eusse point eu d'outils, je crois que j'y aurois travaillé avec les ongles. »

La flatterie, pour cette fois, trouva Louis XIV insensible. Il avait, au fond du cœur, un mortel déplaisir

[1] Luxembourg à Louvois, 15 mai 1676. *D. G.* 508; n° 44.

d'avoir laissé échapper cette faveur de la fortune, et contre Louvois un ressentiment qui, sourd et contenu d'abord, apaisé même en apparence, ne fit que s'exaspérer avec le temps, à mesure que la domination de son ministre lui devint plus évidente et plus odieuse. Vingt-trois ans après la journée d'Heurtebise, huit ans après la mort de Louvois, Louis XIV laissait encore éclater ses regrets devant ses courtisans. Le jeudi 16 avril 1699, raconte Dangeau, le roi se promenait l'après dînée dans ses jardins de Marly; « durant sa promenade, on vint à parler du jour où il campa près de Valenciennes; il nous dit tout bas que c'étoit le jour de sa vie où il avoit fait le plus de fautes ; qu'il n'y pensoit jamais sans une extrême douleur, qu'il y rêvoit quelquefois la nuit et se réveilloit toujours en colère, parce qu'il avoit manqué une occasion sûre de défaire les ennemis ; il en rejeta la principale faute sur un homme qu'il nous nomma, et ajouta même que c'étoit un homme insupportable en ces occasions-là, comme partout ailleurs. » Cet homme qu'une prudente réserve, même envers les morts, empêche Dangeau de nommer, c'est Louvois.

Et cependant, n'était la satisfaction personnelle de Louis XIV, tout avait réussi à souhait. Après l'investissement de Bouchain, le 2 mai, la tranchée avait été ouverte dans la nuit du 6 au 7. Le 10 au soir, Monsieur et le maréchal de Créqui étaient revenus du camp d'Heurtebise ; quelques heures après, les dehors, bouleversés en quatre jours par neuf mille coups de canon, étaient emportés de vive force. Le 11, au matin, Vauban envoyait à Louvois le bulle-

tin suivant : « Nous sommes absolument maîtres de tous les dehors. De quelque manière que la chose tourne, j'espère, Dieu aidant, qu'avant qu'il soit vingt-quatre heures, Bouchain sera au roi, ou que du moins nous aurons trois ou quatre mineurs attachés sur le corps de la place. Réjouissez-vous, monseigneur, puisque tout va le mieux du monde; et surtout empêchez que le roi ne combatte. J'ai cinq ou six ingénieurs blessés ; ils ont tous fait des merveilles, et il ne se peut rien voir de plus vigoureux que tous ces gens-là. La lassitude et l'abattement où je suis m'empêchent de vous en dire davantage. Le régiment des fusiliers est le plus brave régiment du monde, à compter depuis le dernier soldat jusqu'au premier officier. » Le 11 au soir, Bouchain avait capitulé.

Louis XIV ne pouvait songer à s'éloigner de cette place avant que les défenses en eussent été relevées au point de garantir, au moins contre une surprise, les trois mille hommes qu'il avait résolu d'y laisser; il demeura donc pendant huit jours encore dans son camp, comme le prince d'Orange dans le sien, sans aucun acte d'hostilité de part ni d'autre. Le 15 mai, Louvois écrivait à Le Tellier : « Tout est ici dans la même tranquillité que si l'armée ennemie n'étoit point à la portée du canon de nous; on ne la verra bientôt plus, tant ils élèvent les remparts qu'ils mettent devant eux. Le roi alla hier sur une hauteur qui est delà l'Escaut, d'où l'on voit leur armée comme si l'on étoit dedans. Il n'y a personne qui ne convienne, à voir les camps, qu'elle est d'un tiers plus foible que celle de Sa Majesté. » Le lendemain, le roi fit un détachement de

huit mille hommes pour renforcer l'armée du maréchal de Luxembourg; quatre jours après, enfin, le 20 mai, les réparations les plus urgentes ayant été faites aux fortifications de Bouchain, le camp d'Heurtebise fut levé[1].

[1] Courtin, l'ami de Louvois, venait d'arriver à Londres comme ambassadeur de Louis XIV; Louvois s'empressa de renouer correspondance avec lui par un récit moitié sérieux, moitié plaisant du départ de l'armée. « Le décampement d'auprès de Valenciennes se passa à peu près comme je vous avois mandé qu'il se feroit; c'est-à-dire que dès la pointe du jour, toutes nos vedettes dirent à celles de l'ennemi que l'on s'en alloit, et les tambours et les trompettes firent un si grand bruit que je crois qu'on l'entendoit à dix lieues à la ronde. Comme il faisoit un peu de brouillard, au point du jour, le roi voulut attendre qu'il fût entièrement levé, et ne commença à marcher qu'un grand quart d'heure après sept heures. Nos vedettes firent la révérence à celles des ennemis qui la leur rendirent fort humblement, et rejoignirent leurs petits corps de garde, dont un, composé de vingt maîtres, se trouvant lanterné d'une cinquantaine de volontaires qui tiroient, retourna l'épée à la main, et les remena jusqu'à leur terrain; après quoi il s'en revint au petit pas sans qu'un seul homme le suivît. Les bagages ayant marché dès la pointe du jour, la troisième ligne commença à s'ébranler à l'heure que je vous ai marquée ci-dessus, et la première et la deuxième un quart d'heure après, marchant toutes en bataille comme elles étoient campées. Les dragons et les fusiliers formoient une quatrième ligne entre la première et la deuxième, avec vingt pièces de canon, et six troupes de quatre-vingts chevaux chacune marchoient à la queue de tout. Une autre ligne qui avoit fait front au bois pendant le temps que nous avons demeuré en ce camp-là, marcha en colonne tout le long du bois pour couvrir les ailes de l'armée qui marcha en cet ordre jusqu'à une lieue de là, que le roi fit marcher l'infanterie et l'artillerie droit au camp sur quatre colonnes; et après avoir dîné sur une petite hauteur d'où on voyoit le camp que nous avions quitté, l'on continua de marcher au camp près Bouchain, où l'on arriva environ sur les deux heures, sans qu'il ait été tiré un coup. Les ennemis envoyèrent reconnoître notre camp environ sur le midi, et ayant appris qu'il n'y avoit personne caché dans un fond qui étoit derrière nous, M. le prince d'Orange vint visiter le camp avec soixante escadrons, et fut bien surpris qu'après avoir envoyé huit mille hommes en Allemagne, quatre jours devant que de partir, et en avoir laissé trois sous Bouchain, le roi eût encore une armée si nombreuse. Quelques grenades qui étoient restées dans le camp des régiments, réjouirent un peu la compagnie en prenant feu; et ils n'approchèrent d'une maison qui

Après avoir marché sur Douai, comme s'il se proposait de rentrer en France, le roi remonta tout à coup vers le nord, et vint s'établir, le 27 mai, au camp de Nider-Asselt, près de Ninove; il était à quatre lieues de Bruxelles, au cœur même des Pays-Bas[1]. Outre qu'il faisait vivre largement ses troupes aux dépens des sujets de l'Espagne, il tenait le prince d'Orange en respect, et l'empêchait de se porter sur Bouchain ou sur Condé, dont les défenses, mises par de rapides travaux à l'abri d'une insulte, n'étaient pas encore en état de soutenir l'épreuve d'un siége. Même dans ce rôle d'observation et de surveillance, l'orgueil de Louis XIV trouvait moyen de se montrer satisfait : « Je suis ici, écrivait-il à Colbert, dans un lieu où j'ai besoin de patience. Je veux avoir ce mérite de plus à la guerre, et faire voir que je sais embarrasser mes ennemis par ma seule présence; car je sais qu'ils ne souhaitent rien avec tant d'ardeur que mon retour en France[2]. »

Ce fut au camp de Nider-Asselt que Louvois apprit la perte soudaine d'un ami qui lui rendait en dévouement le soin que le ministre avait pris de sa fortune; le marquis de Rochefort était mort à Nancy, le 23 mai,

étoit au milieu du camp qu'avec des précautions à faire rire ceux qui les voyoient. » Louvois à Courtin, 31 mai. — Louvois à Luxembourg, 25 mai. *D. G.* 483.

[1] « Nous sommes à quatre lieues de Bruxelles, où M. de Villa-Hermosa renvoyant son médecin ces derniers jours, un parti d'Ath, à un quart de lieue de Bruxelles, détela les chevaux de Son Excellence et laissa fort indiscrètement le carrosse et le docteur au milieu des champs. » Louvois à Courtin, 7 juin.

[2] 2 juin. *Œuvres de Louis XIV*, t. IV, p. 83.

à quarante ans, capitaine des gardes du corps, maréchal de France, commandant en chef l'armée de la Meuse[1]. Sa rapide élévation et l'amitié de Louvois lui avaient fait bien des ennemis, bien des envieux; ils ne pouvaient nier son courage, ni sa passion pour la guerre, ni le zèle qui le retenait sur les frontières quand les autres faisaient leur service à la cour; ils ont nié ses talents militaires, ils ont calomnié sa conduite, ils lui ont imputé des fautes qu'il n'a point faites, comme l'affaire de Muiden en 1672, ou comme la perte de Philisbourg, qui n'arriva que trois mois après sa mort[2]. L'historien a toujours le devoir, sinon la puissance, de relever les mémoires injustement frappées. Le maréchal de Créqui eut le commandement de l'armée de la Meuse; quant à la charge de capitaine des gardes, le roi la donna au maréchal de Lorge; c'était la récompense du zèle qu'il avait montré pour la gloire de Louis XIV, dans le débat d'Heurtebise[3].

Dans le repos du camp, sous l'influence d'une belle saison, au milieu d'un gras pays, l'armée était devenue, au témoignage même de Louvois, plus belle qu'à son entrée en campagne; son effectif réel s'élevait à plus de cinquante mille hommes[4]. Les ennemis n'osaient

[1] « C'est un beau sujet de méditation que la mort du maréchal de Rochefort; un ambitieux dont l'ambition est satisfaite, mourir à quarante ans, c'est quelque chose de bien déplorable! » Madame de Sévigné à sa fille, 1er juin.

[2] V. les *Mémoires de La Fare*.

[3] Le maréchal de Duras, son frère, avait depuis longtemps une charge pareille. « Ainsi, disait madame de Sévigné, les deux frères devenoient jumeaux. »

[4] « L'on fit hier la revue de l'armée, qui est plus belle que quand l'on

l'approcher. Louis XIV, pour se distraire, alla visiter Oudenarde, tandis que Louvois, pour hâter les travaux, s'en allait à Bouchain et à Condé. En rendant compte au roi de l'état où il avait trouvé cette dernière place, il ajoutait, le 12 juin : « De tout ce que dessus, Votre Majesté peut compter qu'elle ne peut d'un mois songer à quitter les environs du lieu où elle est, sans exposer Condé; ce que je ne saurois croire que Votre Majesté veuille faire. » Louis XIV quitta cependant les environs de Ninove, mais d'abord pour venir camper sous Condé même, à Quiévrain. Enfin, soit que, par l'effet de sa présence, les travailleurs eussent redoublé d'activité, soit que son impatience ne lui eût pas permis d'attendre le terme que Louvois lui avait indiqué, il partit le 4 juillet pour Versailles, laissant au maréchal de Schönberg le commandement de l'armée affaiblie par un nouveau détachement de sept bataillons et de vingt escadrons envoyé quelques jours auparavant au maréchal de Créqui.

Louis XIV avait dit vrai; le prince d'Orange n'attendait que son retour en France; mais, au lieu d'attaquer Bouchain ou Condé, le stathouder se jeta sur Maëstricht, qu'il fit investir le 7 juillet. Les circonstances paraissaient favorables à son entreprise. Louis XIV, docile aux conseils de Vauban, avait fait démolir la citadelle de Liége et le château de Huy, qui servaient auparavant de soutien à Maëstricht; enfin, le maréchal d'Estrades, qui depuis trois ans avait le gouvernement de

est entré en campagne; il y a assurément 32,000 hommes de pied, sans compter les officiers, et plus de 16,000 chevaux et 1,800 dragons. » Louvois à Courtin, 7 juin. *D. G.* 483

cette place, venait d'être subitement envoyé à Nimègue pour prendre la part la plus importante aux négociations du congrès. Mais il avait laissé dans Maëstricht une forte garnison, et, pour la commander, un officier d'une énergie indomptable, le comte de Calvo. Dans cette crise, les idées de Vauban triomphèrent encore : sacrifier les places avancées, et faire des conquêtes sur les frontières. Maëstricht fut abandonnée à la vigueur de sa propre défense, et le siége d'Aire fut résolu. Louvois en fit donner le soin au maréchal d'Humières, tandis que le maréchal de Schönberg était chargé de contenir et de battre, si l'occasion s'en présentait, la petite armée du duc de Villa-Hermosa; enfin Louvois lui-même se fit donner l'ordre de retourner sur-le-champ en Flandre[1] pour diriger l'ensemble des opérations et pour prévenir ou apaiser toute mésintelligence entre les deux maréchaux.

Ainsi revêtu d'un pouvoir qui était plutôt celui d'un roi que d'un ministre, au moment de prendre dans l'armée, au-dessus des généraux, une autorité plus efficace même que celle de Louis XIV, on doit s'attendre à le trouver plus arrogant et plus absolu. On le trouvera plus modeste, au contraire, et moins tranchant, au moins dans la forme. Il ne se contentera plus d'écrire négligemment à Le Tellier, comme au temps des apprêts du siége de Condé : « Je ne rends point compte au roi de tout ce que je fais pour préparer toutes choses pour l'exécution de ce que Sa Majesté a résolu, parce que les lettres peuvent être prises en

[1] Arrivé le 10 juillet avec Louis XIV à Versailles, il était déjà le 13 à Bapaume, et le 15 à Condé.

chemin, et que je suis persuadé que Sa Majesté ne doute point de mon application sur cette matière[1]. » Il écrira directement à Louis XIV et lui donnera les moindres détails. Il est vrai qu'il saura toujours l'amener à son opinion, mais par adresse et non par violence; il lui soumettra respectueusement ses idées; il abdiquera même, en termes formels, sa volonté propre; mais il perdra le roi dans un dédale de vues et de projets contradictoires dont lui seul aura le fil. D'où vient et d'où date ce changement extraordinaire? De la journée du 10 mai, de la discussion d'Heurtebise. Louvois a deviné le mécontentement du roi; il veut l'arrêter dans ses progrès, et, s'il est possible, l'éteindre dans son foyer même

On voit bien, dès les premières lettres qu'il écrit pendant ce nouveau voyage, comme il se préoccupe des regrets de Louis XIV, comme il cherche toutes les occasions de justifier l'opinion qu'il a fait prévaloir, et dont il n'entend pas d'ailleurs désavouer la convenance. Ainsi, le 16 juillet, il écrit à Le Tellier : « Un espion dit qu'il arriva hier un courrier du gouverneur de Mons pour avertir M. de Villa-Hermosa que Cambrai étoit investi; j'espère qu'il aura eu avis ce matin que Valenciennes fut hier investi, puisqu'on y tira, tandis que nous passions au mont d'Anzin, plus de quarante volées de canon qui ne firent de mal à personne. Je souhaiterois que le roi eût vu ce poste, pour connoître que, quand il auroit marché le matin du jour que le prince d'Orange vint audit mont d'Anzin, comme Sa

[1] 3 avril. *D. G.* 483.

Majesté pensa le faire, elle n'auroit fait autre chose que d'obliger la garnison de Valenciennes à se retirer un peu à la hâte derrière le ruisseau du Noir-Mouton; et que l'armée de M. le prince d'Orange, étant au delà du défilé de Bouvrage, auroit pu y demeurer en sûreté et, faisant passer du monde dans Valenciennes par le moyen du pont sur l'Escaut, auroit obligé Sa Majesté à se retirer auprès d'Heurtebise. » Ainsi, le 18, il écrit au roi lui-même : « Je suis arrivé à Condé le 15, un peu avant midi. J'y trouvai M. le maréchal de Schönberg, lequel j'informai du dessein que Votre Majesté avoit formé et de ce qu'elle désiroit qu'il fît, pendant que durera le siége que M. le maréchal d'Humières va faire. Il me parut un peu surpris de la résolution que Votre Majesté avoit prise, croyant qu'il auroit mieux valu attaquer Valenciennes avec toute l'armée, pourvu que Votre Majesté n'y fût point ; et il me parut persuadé que quelque avantageuse que fût la prise de Valenciennes, il ne jugeoit pas que cela valût que Votre Majesté s'exposât à attendre l'ennemi dans des lignes. »

Cette lettre ne s'arrête pas là ; elle contient, en abrégé, comme l'argument d'un livre, tout le système de ruses et d'approches au moyen desquelles Louvois travaille à rentrer dans la complaisance de Louis XIV. C'est le plan d'un siége en règle. Ainsi pour le détail des affaires : « J'expédiai l'après-dîner tous les ordres de Votre Majesté nécessaires pour que les pionniers et les chariots qui ont été commandés partout, arrivent devant Aire le même jour que l'infanterie s'y rendra ; et ayant concerté avec M. le maréchal d'Hu-

mières la route que les troupes tiendront, et pris les mesures nécessaires pour le pain et les farines, tout cela est réglé de manière que, le même jour que les troupes se rendront devant la place, il y arrivera quatre mille sacs de farine, qui peuvent faire subsister l'armée vingt-quatre jours, deux cents milliers de poudre, cinquante de plomb, cinquante de mèche, vingt mille outils, quinze mille grenades, quinze mille boulets, quatorze cents bombes, trente pièces de 24 et de 33, douze mortiers, vingt plates-formes, cinquante mille sacs à terre et quatre cents boulets creux et...[1] pièces de campagne pour garnir les lignes. » Ainsi pour les sentiments de zèle respectueux et d'empressement modeste : « J'aurai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté, avec beaucoup d'exactitude, de tout ce qui se passera au siége ; j'essaierai de contribuer de quelque chose à la reddition de la place par les soins que j'apporterai à ce qu'il ne manque rien à ceux qui l'attaqueront. » Enfin viennent les vues, les propositions humblement soumises à l'examen et à la décision souveraine de Sa Majesté. Aire n'est pas encore pris, pas même assiégé, pas même investi, puisqu'il ne doit l'être que dans trois jours ; et déjà Louvois parle de prendre et de détruire le fort de Linck, auprès de Saint-Omer, et d'assiéger Saint-Omer la campagne prochaine, à moins que le roi ne préfère Valenciennes ou Cambrai. Car tout se trouve dans cette lettre du 18 juillet 1676, jusqu'aux projets de guerre pour 1677[2].

[1] Le nombre n'est pas indiqué dans la minute.
[2] Louvois au roi, 18 juillet. *D. G.* 484.

Aire a été investi le 21 juillet, à l'heure annoncée ; le 22, Louvois écrit à Le Tellier : « Comme j'espère que cette place ne durera pas plus de douze ou quinze jours de tranchée ouverte, et que l'on pourra l'ouvrir dans trois jours, je vous supplie de savoir du roi ce qui lui plaira que je fasse après sa réduction, et s'il me permettroit de m'en retourner à Versailles. Il n'est pas extraordinaire que j'aie la soumission que je dois; mais je vous puis dire sur ce sujet que je n'ai pas même de désir, et que, hors l'impatience que j'ai d'être auprès de vous, je me conformerai avec joie à tout ce qu'il plaira à Sa Majesté de décider sur cela. » Reportons-nous de huit années en arrière ; n'est-ce pas le Louvois de 1668?

Louis XIV ne fit pas une longue défense ; au premier coup, il fut touché ; au second, il se rendit. « Votre père, écrivit-il à Louvois, me lut une lettre, par laquelle vous lui dites de me demander ce que vous ferez après la prise d'Aire, et si je ne trouve pas bon que vous veniez, assurant que vous n'avez aucune impatience que celle d'être auprès de moi ; je le crois, et que vous ferez avec plaisir ce que je jugerai utile pour le bien de mon service. C'est pourquoi, quoique je fusse très-aise de vous voir et que vous pussiez être utile ici en beaucoup de choses importantes, je ne saurois vous rien dire de positif sur votre retour, que je ne voie tous les partis qu'on pourra prendre. Il y a tant de grandes choses entreprises de tous côtés, que je regarde avec attention et beaucoup d'inquiétude dans le fond, quoique je paroisse fort tranquille... J'attends des nouvelles du siége avec quelque

impatience, mais avec quelque tranquillité, ayant bonne opinion de votre conseil et du courage du maréchal d'Humières et de mes troupes... Faites que tout contribue à faire finir heureusement ce siége. Je vous avoue que si vous n'y étiez pas, j'aurois une grande inquiétude, connoissant, comme je fais, toutes les têtes qui sont avec vous[1]. »

On va voir si Louis XIV portait, dans les plans que lui soumettait Louvois, beaucoup de lumière et de décision. Aire, même accompagnée de Linck, ne lui semblait pas une suffisante compensation de Maëstricht; il aurait voulu qu'on fît encore quelque chose avant la fin de la campagne; mais quoi? « Songez à tout ce qui sera possible, écrivait-il à Louvois, le 21 juillet; mandez-moi votre avis; préparez ce qui pourra être nécessaire, et n'oubliez rien de ce qui se pourra faire, sans hasarder beaucoup. Enfin, je ne dis rien de positif, mais j'ai bien envie que l'on fasse quelque chose avec prudence. » Louvois proposerait bien le siége immédiat de Valenciennes ou de Cambrai, si d'un côté, la prudence n'exigeait pas qu'on attendît l'issue des événements engagés autour de Maëstricht et de Philisbourg; si, de l'autre, les siéges de Condé, de Bouchain et d'Aire n'avaient pas consommé la plus grande partie des munitions de campagne, cinq cents milliers de poudre, trente mille boulets, tout ce qu'il y avait de bombes et de balles à feu; à peine resterait-il, en dehors des magasins des places qu'il ne serait pas sage de dégarnir, deux cents milliers de

[1] Le roi à Louvois, 25, 27, 29 juillet. *D. G.* 484.

poudre qui ne suffiraient pas pour l'attaque de Valenciennes ou de Cambrai, mais qui suffiraient bien pour une moindre entreprise, comme l'attaque de Charlemont, par exemple [1]. Louis XIV est bien en peine de rien résoudre. Dans le doute, il ne trouve rien de mieux que de s'en remettre à Louvois, à la seule condition que Louvois le tienne au courant de ce qu'il aura décidé : « Continuez, lui écrit-il le 27 juillet, à me mander et à mander de tous côtés ce que vous croirez nécessaire, et m'envoyez, comme vous avez fait, les copies des lettres, pour que je sois très-bien informé de tout, et que je ne donne point d'ordres qui puissent laisser ceux à qui ils s'adresseroient incertains. »

Cependant le siége d'Aire tire à sa fin; les bombes surtout font dans la place un ravage dont Louvois est singulièrement frappé; désormais il aura la passion du bombardement. Il écrit au roi le 30 juillet : « L'artillerie fut si bien servie hier que l'on tira plus de trois mille coups de canon qui démontèrent la plus grande partie des pièces des ennemis et labourèrent fort leurs travaux. On tira cinquante ou soixante bombes dans la journée qui, hors deux ou trois qui crevèrent en l'air, tombèrent toutes dans la ville ou dans les travaux des ennemis, dont une mit le feu au petit magasin à poudre qu'ils avaient dans leur demi-lune, et à plus de trois mille grenades. M. de Vauban assure que Votre Majesté peut compter la prise de cette place abrégée de sept ou huit jours, d'hier et d'aujourd'hui. M. de Vauban a reçu un coup de mousquet sur la main, qui n'a fait

[1] Louvois au roi, 25 juillet

que la lui écorcher. L'on a tiré, depuis neuf heures du soir jusqu'à minuit, deux cents bombes, dont plus de cent quatre-vingt-dix ont fait leur effet dans la ville; il n'y a rien d'égal à l'adresse du capitaine des bombardiers. Comme il n'y a plus que de grandes villes à attaquer dans les Pays-Bas, je crois que Votre Majesté ne peut mieux faire que d'avoir deux compagnies de bombardiers, parce que, si vingt mortiers pouvoient être servis continuellement, on détruiroit assurément une ville en trois jours, ou on obligeroit une bourgeoisie à se révolter.» Le 31 juillet, à cinq heures du soir, le gouverneur d'Aire demandait à capituler.

Le matin même, Louvois avait repris avec le roi le thème des projets; les difficultés étaient grandes pour Valenciennes et Cambrai, plus grandes encore pour Mons, Bruxelles ou Namur; restaient Saint-Ghislain, Charlemont et le fort de Linck, qui offraient certainement plus de chances de succès. « Pour parler de tout ce qui se pourroit faire, ajoutait-il, je dois encore dire à Votre Majesté que l'on pourroit tenter le secours de Maëstricht, si l'on voit que le siége prenne un air de durer longtemps; je dis durer longtemps, parce qu'il faut pour le moins vingt jours pour marcher à portée de cette place. Mais, outre qu'il est incertain si la place en donnera le temps, il faut se commettre à une action dans un pays où, si l'on n'avoit pas un bon succès, une armée seroit tout à fait ruinée à sauver une place qui, si la guerre dure, sera toujours à charge à Votre Majesté. »

Ce qui agit davantage sur l'esprit de Louis XIV, et Louvois le sait bien, ce sont les objections; elles le

subjuguent. Les grands siéges lui plaisent plus que tout le reste; mais il voit bien qu'il les faut remettre à un autre temps; le secours de Maëstricht serait d'éclat, mais il ne lui paraît pas sûr de s'y engager, non plus qu'au siége de Charlemont, à cause du voisinage du prince d'Orange; il faut donc s'en tenir au siége de Saint-Ghislain et du fort de Linck. « Je ne nomme pas les officiers généraux ni les régiments, écrit-il à Louvois, le 1er août; vous séparerez les troupes selon que vous croirez pour le mieux, et les officiers généraux aussi. Quand vous verrez toutes choses en train, vous pourrez revenir, et je vous assure que je serai très-aise de vous revoir. Si vous croyez que votre présence ne soit point nécessaire, vous pouvez revenir plus tôt; je vous en laisse la liberté. » Louvois fit donc prendre Linck par le maréchal d'Humières, et seulement Linck, ainsi qu'il l'avait résolu dès le premier jour. Quant au siége de Saint-Ghislain, il y vit tout à la fin des difficultés, et il l'écarta de sa propre autorité, comme aussi, d'accord avec le maréchal de Schönberg, il décida tout à coup le secours de Maëstricht, « de tous les partis à prendre, écrivait-il au roi, dès le 31 juillet au soir, le plus glorieux et peut-être le moins difficile, pourvu que l'on y marchât avec les précautions nécessaires, c'est-à-dire avec les vivres, et en intention de ne se point approcher à portée de donner un combat forcé. »

Lorsque Louvois eut tout ordonné, lorsqu'il eut vu toutes choses en train, il partit pour Versailles, où Louis XIV lui fit le meilleur accueil. « M. de Louvois est revenu, écrit le 7 août madame de Sévigné; il

n'est embarrassé que des louanges, des lauriers et des approbations qu'on lui donne. » Il trouva une lettre du maréchal de Luxembourg qui lui avait écrit d'Alsace, le croyant de retour depuis quelque temps : « Vous voilà arrivé, monsieur, et je ne puis m'empêcher de vous envoyer dire que j'en suis bien aise; en premier lieu, c'est parce que j'aime mieux que vous vous donniez un peu de repos que de vous tourmenter comme vous faites; car j'aime votre santé et je m'y intéresse; et, après cela, c'est que je veux vous parler, non comme à un ministre, mais comme à un officier de guerre qui vient de donner des ordres pour celle de Flandre, et qui est fort capable de m'en donner pour faire ici celle qui sera la plus avantageuse[1]. »

Louvois ne s'inquiétait que de la marche du maréchal de Schönberg. Jamais général n'avait été mieux choisi pour une entreprise qui demandait autant de sang-froid que de talents militaires; mais il n'avait pas à triompher que du prince d'Orange; il avait tous les jours à combattre dans sa propre armée. Le maréchal de Schönberg était étranger et protestant, deux démérites, le premier surtout, qu'on lui reprochait amèrement dans son état-major. Les officiers généraux qui venaient de servir sous Louis XIV s'indignaient ou se dispensaient d'obéir au maréchal à qui cependant Louis XIV avait fait l'honneur de léguer le commandement. Lorsque Louvois l'avait vu à Condé, le 15 juillet, M. de Schönberg n'avait pu s'empêcher de lui faire quelques plaintes des lieutenants généraux qui, depuis

[1] 27 juillet. *D. G.* 508.

le départ du roi, n'étaient point allés, comme leur devoir les y obligeait, une seule fois au fourrage. Le chef de la cabale était le comte d'Auvergne, un neveu de Turenne, qui prenait des airs de souverain, parce qu'il était de la maison de Bouillon, et de général en chef, parce que le roi, dans la succession militaire de son oncle, lui avait accordé la charge, purement honorifique et lucrative, de colonel général de la cavalerie, tandis qu'il n'était en réalité, par son grade, que maréchal de camp. Louvois avait énergiquement soutenu l'autorité du maréchal contre la mauvaise volonté de son état-major et surtout contre les prétentions du comte d'Auvergne. « Le roi, écrivait-il à Le Tellier, le 25 juillet, ordonnera là-dessus ce qu'il lui plaira ; mais il est important qu'il le fasse promptement, parce que ces sortes d'altérations diminuent fort la considération que l'on doit avoir dans l'armée pour M. le maréchal de Schönberg, laquelle est déjà si foible que, quand il monte à cheval, à peine y a-t-il un officier qui le suive[1]. »

Tant que Louvois fut à l'armée, les difficultés cessèrent ; quand il en fut parti, le désordre recommença. Le 17 août, il écrivit à l'intendant Robert : « Dites à M. le comte d'Auvergne que j'ai vu quelques lettres ici qui portoient que M. le maréchal de Schön-

[1] Comme Le Tellier, scrupuleux observateur de l'étiquette, ne savait quelles formes employer à l'égard du comte d'Auvergne, Louvois, qui n'y faisait pas tant de façons, lui répondit : « J'ai toujours écrit à M. le comte d'Auvergne par billet et n'ai jamais mis monseigneur dans le corps dudit billet ; je ne crois pas qu'il puisse raisonnablement désirer que vous le traitiez de monseigneur, et suis persuadé que le seul de la maison qui puisse raisonnablement désirer que l'on le traite ainsi, est le cardinal de Bouillon. »

berg ayant commandé qu'on fît pendre deux cavaliers pour être sortis du camp contre ses ordres, lui, M. le comte d'Auvergne, avoit parlé un peu haut contre cette sévérité ; que la profession que je fais d'être son serviteur m'oblige à le faire avertir qu'il feroit très-mal sa cour à Sa Majesté s'il témoignoit désapprouver quoi que ce soit que fera son général ; et que je lui conseille de s'étudier de manière à l'avenir qu'on ne puisse pas mander de pareilles choses. » L'avertissement resta sans effet ; quelques jours après, le comte d'Auvergne se trouva blessé, quoique son tour fût venu d'être à l'arrière-garde, que le maréchal l'eût commandé pour marcher à l'escorte des bagages. Il réclama ; Louvois lui donna tort ; alors, plus emporté que jamais, il demanda et reçut aussitôt son congé[1].

La cabale malheureusement ne disparut pas avec lui. Le désordre ne fit que gagner dans les bas grades et menaça tellement la discipline de toute l'armée, que Louvois fut obligé de s'en prendre directement au maréchal de Schönberg et de gourmander sa mollesse : « Le roi, lui écrivit-il le 24 septembre, a appris avec beaucoup de surprise ce qui s'est passé lorsque, par votre ordre, l'on a voulu exécuter un gendarme-Dauphin ; et Sa Majesté en a eu encore davantage quand, après une pareille révolte, vous vous êtes contenté d'en faire informer, au lieu de faire prendre sur-le-champ tout ce qui s'est trouvé dans le camp de cette compagnie, pour les faire tirer au billet et en faire pendre deux ou trois, n'y ayant que ces sortes de pu-

[1] Louvois à Robert, 1er et 7 septembre.

nitions subites qui fassent leur effet; et quoique Sa Majesté ne doute point que vous n'ayez fait une justice sévère du gendarme qui a été pris et de ceux que l'on aura découverts qui auront eu le plus de part à la sédition, néanmoins Sa Majesté, voulant par une démonstration publique faire voir à quel point les officiers se doivent précautionner contre de pareils désordres, elle m'a commandé de vous faire savoir que son intention est que vous fassiez interdire M. le marquis de La Fare[1]. A l'égard des deux capitaines d'infanterie et du lieutenant de cavalerie qui n'ont pas fait leur devoir pour empêcher cette sédition, le roi désire que vous les envoyiez prisonniers dans la plus prochaine place de Sa Majesté, et que vous me mandiez leurs noms, afin que Sa Majesté puisse prendre la résolution qu'elle jugera à propos contre eux. Elle a paru un peu surprise que quand vous avez fait donner des ordres aux officiers de la gendarmerie de camper le long de la ligne, et que vous voyez qu'ils ne le font pas, vous ne vous faites pas obéir. » Tout cela n'avait pas empêché le maréchal de Schönberg d'exécuter, avec le plus grand succès, les plus habiles manœuvres.

Maëstricht avait été investi le 7 juillet par le prince d'Orange; mais les travaux préliminaires du siége, comme la ligne de circonvallation qui était fort étendue, retardèrent jusqu'au 19 l'ouverture de la tranchée. L'attaque, dirigée d'abord contre un des ouvrages

[1] Le marquis de La Fare était sous-lieutenant de la compagnie, et la commandait en l'absence du marquis de La Trousse, capitaine-lieutenant. N'aurions-nous pas trouvé la cause de la mortelle rancune de l'auteur des *Mémoires* contre Louvois? Il se garde bien de raconter cet incident.

extérieurs de la place, fut abandonnée au bout de quelque temps et recommencée contre un autre; c'était un bastion détaché que le comte de Calvo défendit avec une généreuse opiniâtreté, d'abord par de fréquentes sorties, qui refoulaient les assiégeants et bouleversaient leurs travaux, puis, quand il fut resserré davantage et assailli à son tour, par un feu meurtrier de grenades, enfin par l'extrême ressource des mines. Trois fois les colonnes que le prince d'Orange avait lancées à l'assaut du bastion furent emportées par l'explosion des fourneaux; les Hollandais s'opiniâtrèrent, mais ils n'occupèrent que des ruines. Par delà ce premier ouvrage, si chèrement payé, il y en avait un second beaucoup plus considérable avant d'arriver au corps même de la place. La défense étant aussi bien conduite que l'attaque l'était mal, il en résulta que le 11 août, après plus d'un mois, les assiégeants n'étaient encore parvenus qu'au fossé de ce second ouvrage, et, chose plus extraordinaire, que depuis ce moment-là, pendant les quinze jours qu'ils demeurèrent encore devant la place, ils ne gagnèrent pas un pouce de terrain.

Cependant le maréchal de Schönberg avançait, chassant devant lui l'armée trop faible du duc de Villa-Hermosa. Parti le 6 août des environs d'Aire, il arrivait le 26 aux environs de Tongres; c'était exactement la marche de vingt jours que Louvois avait annoncée à Louis XIV. Pour signaler son approche au comte de Calvo dont l'héroïque défense avait permis, contre tout espoir en quelque sorte, que cette marche ne fût pas inutile, le maréchal fit tirer à la fois ses trente-deux pièces de canon. Ce fut aussi pour le prince d'Orange le signal d'une attaque

désespérée; en plein jour, contre tout usage, il lança sur la brèche une dernière colonne presque entièrement composée d'officiers; ils furent repoussés; presque tous périrent. Le lendemain, 27 août, le prince d'Orange levait le siége. Il avait embarqué sur cinquante grands bateaux, qui devaient descendre la Meuse jusqu'à Grave, toute sa grosse artillerie, ses magasins, ses blessés et ses malades; les eaux étaient basses; les bateaux, lourdement chargés, s'engravèrent à Stochem; tout fut pris par les défenseurs de Maestricht [1].

Le stathouder avait le courage froid et opiniâtre; tandis qu'on le croyait en pleine retraite sur la Hollande, c'était lui qui manœuvrait pour couper la retraite à l'armée française. Deux fois le maréchal de Schönberg le rencontra sur sa route, au défilé des Cinq-Étoiles sur la Mehaigne, et en avant de Gembloux; deux fois il sut lui échapper par feinte ou le gagner de vitesse au meilleur poste. La première fois, lui opposant sa droite, comme s'il voulait s'ouvrir un chemin de vive force, il faisait rapidement jeter des ponts sur la Mehaigne, dérobait le passage de son centre et de sa gauche, et, contenant l'ennemi par le feu incessant de son artillerie déployée sur l'autre rive, il rappelait enfin à lui sa droite, sans précipitation, sans désordre, repliait ses ponts et poursuivait sa marche. Il n'y eut de combat sérieux qu'à Gembloux, où la cavalerie d'avant-garde, sous les ordres du comte de Montal, déblaya, par une charge vigoureuse, la route que les Hollandais avaient déjà occu-

[1] Louvois à Luxembourg, 29 août — Louvois à d'Estrades, 31 août.

pée. Dès lors le prince d'Orange désespéra de prendre en faute un adversaire si intelligent et si résolu; il laissa au comte de Waldeck le soin de ramener ses troupes épuisées de fatigue, et regagna tristement la Hollande sans avoir aucune satisfaction à lui donner pour les désastres de sa marine et pour la perte irréparable de Ruyter[1].

Le maréchal de Schönberg rentrait à Charleroi couvert de gloire; mais il mit trop d'empressement à réclamer le prix de ses services. Il y aurait eu plus de délicatesse et d'habileté même à laisser au roi l'initiative des grâces qu'on ne lui marchanda pas d'ailleurs. Il avait demandé quatre pièces de canon pour décorer son château de Coubert, acquis l'année précédente des deniers du roi ; on les lui donna. Il avait demandé les biens confisqués en France sur le rhingrave, lieutenant du prince d'Orange, mort de ses blessures au siége de Maëstricht; on les lui donna. Il avait même demandé le gouvernement de Guyenne, vacant par la mort du maréchal d'Albret; mais Louvois lui répondit à ce sujet, le 16 septembre : « J'ai lu au roi la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 10 de ce mois, sur vos affaires particulières; à quoi Sa Majesté m'a commandé de vous dire qu'elle a disposé, il y a déjà quelques jours, du gouvernement de Guyenne en faveur de M. de Roquelaure; mais que, quand il ne seroit pas encore donné, vous savez bien qu'il y a des raisons invincibles pour lesquelles, quelque considération qu'elle ait pour vous, elle n'en pourroit pas dis-

[1] Voir l'expédition de Sicile, ch. xi.

poser en votre faveur. » Il y avait trop de religionnaires dans une province encore émue d'une sédition récente, pour que Louis XIV y eût mis un gouverneur protestant.

Le défenseur de Maëstricht, Calvo, fut fait lieutenant général; le roi lui donna le gouvernement d'Aire et vingt mille livres de pension. Tous les officiers, tous les soldats, ses compagnons de fatigues et de gloire, eurent aussi leurs récompenses [1]. Louvois en préparait d'autres pour les braves qui soutenaient dans Philisbourg un siége encore plus acharné que celui de Maëstricht.

L'Empereur avait donné le commandement de son armée au nouveau duc de Lorraine, Charles V, qu'en

[1] Si le maréchal de Schönberg devait en partie sa gloire au comte de Calvo, qui lui avait donné, par son héroïsme, le temps d'arriver, le comte de Calvo devait en partie la sienne à l'ingénieur hollandais, qui lui avait donné, par sa maladresse, le temps d'attendre. Louvois écrivait à Vauban le 7 septembre : « J'ai vu le plan des attaques que M. le prince d'Orange avoit fait faire à Maëstricht, qui ont été conduites par un ingénieur hollandois nommé Yvoy, qui a fortifié Genève. Il n'y a point d'écolier qui ait étudié un mois les mathématiques qui fît de pareilles âneries à celles que l'on a faites à la conduite de ces travaux, par lesquels on voit clairement que celui qui les conduisoit avoit une assez grande peur pour lui faire perdre le jugement. En un mot, il a voulu prendre l'ouvrage à corne en n'embrassant qu'un angle saillant de sa contrescarpe, et, pour éviter de prendre une redoute de brique qui étoit un peu sur la gauche de l'attaque, il s'est jeté dans un angle rentrant de la place où il falloit s'épauler de tous côtés ; aussi y a-t-il perdu douze mille hommes, sans que depuis le 11 du mois d'août, qu'il se logea sur la contrescarpe, il y ait plus avancé un pas. J'ai cru que vous ne seriez pas fâché de voir cette petite description de la conduite de l'ingénieur général de Hollande. » *D. G.* 484. Et Vauban lui répondait, le 14 : « Je vous suis très-obligé, monseigneur, de la description qu'il vous a plu me faire des attaques de Maëstricht et de la capacité de l'ingénieur général d'Hollande. Cette conduite me fait beaucoup d'honneur et ne contribue pas peu à vous faire connoître le cas et l'estime que vous devez faire de ceux qui ne font pas les mêmes fautes. » *D. G.* 515.

France on continuait de nommer, comme auparavant, le prince Charles. Ce choix devait d'autant moins plaire à Louis XIV, que, l'année précédente, l'influence du prince avait empêché le roi de se faire élire duc de Lorraine par le suffrage des principaux du pays. C'était le maréchal de Rochefort qui avait eu la première idée de ce projet, vivement accueilli par Louis XIV et par Louvois; on lui avait envoyé la copie du traité de 1662, en vertu duquel la souveraineté de la province était dévolue au roi après la mort de Charles IV. Mais, le vieux duc ayant depuis protesté contre cet arrangement et déclaré son neveu seul et légitime héritier de ses droits, tous les efforts du maréchal de Rochefort, afin de porter les Lorrains à reconnaître Louis XIV pour leur souverain, échouèrent contre leur silencieuse inertie [1]. Le prince n'avait pas paru disposé davantage à renoncer à ses prétentions ni à ses alliances. Il avait envoyé à Nancy, au mois d'octobre 1675, un de ses gentilshommes, M. de Rizaucourt, sous prétexte de s'entendre avec l'intendant Charuel sur le renouvellement des traités relatifs à l'exemption des contributions pour la Lorraine et le Barrois; mais, en effet, pour connaître les intentions et ruiner les projets de Louis XIV. Charuel ne manqua pas de rendre compte à Louvois des demi-confidences que lui faisait l'envoyé du prince, à la fois sur le désir qu'avait son maître de rentrer dans ses États par la grâce du roi, et sur les engagements auxquels il se croyait tenu cependant envers les alliés, comme héritier de son oncle.

[1] Rochefort à Louvois, 2 octobre 1675. — Louvois à Rochefort, 25 et 26 septembre, 10 octobre 1675. *D. G.* 434.

Cette contradiction choquait naturellement Louvois : « Puisque M. le prince Charles, disait-il, connoît qu'il ne peut y avoir de fortune solide pour lui que dans les bonnes grâces du roi, il devroit prendre le chemin de les mériter; et si la manière dont monsieur son oncle l'a traité l'a obligé à aller servir dans des pays étrangers qui n'étoient pas en ce temps-là ennemis du roi, il devroit depuis la mort de son oncle avoir déjà fait parler au roi. Rien n'est plus prudent à lui que de ne se pas marier dans un pays ennemi de la France, parce que, si une fois il l'avoit fait, comme le roi ne pourroit plus prendre confiance en lui, il ne pourroit plus compter de rentrer jamais dans ses bonnes grâces. Au surplus, le roi est bien informé que les traités que feu M. le duc de Lorraine avoit faits avec les puissances qui sont en guerre avec le roi n'étoient point pour ses successeurs; de quoi Sa Majesté est d'autant plus assurée que ceux qui veulent perpétuer cette guerre-ci sollicitent les Hollandois de faire avec M. le prince Charles le même traité qu'ils avoient avec son oncle. Il est inutile, ajoutait Louvois quelques jours après, d'entrer [en pourparlers] avec M. le prince Charles sur les partis qu'il pourroit trouver en France, puisqu'il n'est pas disposé à suivre présentement son véritable intérêt qui seroit de rentrer dans les bonnes grâces du roi, de lui amener ses troupes et de remettre tous ses intérêts entre les mains de Sa Majesté; et ledit sieur prince peut bien juger que, s'il avoit les bonnes grâces de Sa Majesté, il y a des partis en France qui l'accommoderoient mieux que ne pourroit faire la reine de Pologne, qui, si elle se résolvoit à l'épouser, se souviendroit toujours avec

chagrin qu'il lui auroit fait perdre son rang[1]. » Le prince Charles ne montra pas plus d'empressement que n'en avait montré en pareille occasion le prince d'Orange à comprendre qu'il ne tiendrait qu'à lui de devenir gendre de Louis XIV ; et comme pour achever le rapprochement, de même que le prince d'Orange commandait l'armée de Hollande, le duc de Lorraine s'en alla commander l'armée de l'Empereur.

Toutefois il y avait entre eux cette différence que le prince d'Orange, déjà vieil adversaire de Louis XIV, avait gagné qu'on ne parlât de lui, au moins publiquement, qu'avec une certaine considération, tandis qu'à l'égard du prince Charles, nouveau dans le commandement, on se donnait plus de liberté. Aussi Louvois ne se contraignait-il pas de le plaisanter en compagnie du maréchal de Luxembourg : « Plusieurs lettres que j'ai vues de Vienne, écrivait-il au maréchal, portent que M. de Montecuculi ne juge pas à propos de servir cette année, et qu'ayant su que les incommodités de monseigneur le Prince l'empêchoient de commander l'armée d'Allemagne, il avoit assuré l'Empereur que M. le prince Charles en sauroit assez pour vous tenir tête; que Sa Majesté Impériale avoit approuvé la proposition de M. de Montecuculi, à condition que l'on donneroit un conseil à M. le prince Charles pour le conduire. Comme je ne doute pas que Sa Majesté ne veuille faire la même chose à votre égard, je vous supplie de me mander diligemment qui vous

[1] Charuel à Louvois, 20 octobre 1675. — Louvois à Charuel, 25 octobre et 4 novembre *D. G.* 434-435.

aimeriez mieux que Sa Majesté vous envoyât, et si vous ne seriez pas bien aise qu'elle jette les yeux sur M. Boucherat, M. Poncet, M. Pussort ou M. Hotman[1]. »

M. de Luxembourg n'était pas d'esprit ni de caractère à manquer une si belle occasion de faire sa cour au ministre : « Comme c'est un homme d'église, lui répondit-il, que M. le prince Charles a pour conseil, je pense qu'il sera plus à propos que le roi en envoie un, pour faire les mêmes fonctions auprès de moi, que s'il n'étoit simplement que de robe. Je n'en vois point qui y soit plus propre qu'un évêque grec qui étoit à Saint-Germain lorsque j'en partis; s'il n'a les autres choses nécessaires, il portoit du moins un bonnet à la dragonne. Au défaut de celui-là, je ne serois pas fâché de voir le bonhomme Poncet marcher armé comme les officiers de cavalerie à la tête de l'armée; mais si son âge se trouvoit incompatible avec une pareille fatigue, je crois qu'il suffira que vous m'écriviez. Le roi donne ses ordres assez clairement, et quelquefois par hasard vous vous faites bien entendre; vos lettres me vaudront bien un conseiller; mais, pour m'éclairer, il faudra souvent m'en écrire et m'expliquer bien nettement la volonté du roi sur ce que je ferai à l'égard de Philisbourg, en cas qu'il soit assiégé ou qu'il ne soit que bloqué[2]. »

En fait, le blocus de Philisbourg avait commencé dès la fin de la précédente campagne, lorsque, sous les yeux mêmes de M. le Prince, Montecuculi avait fait

[1] C'étaient de vieux conseillers d'État. — 15 avril 1676. *D. G.* 483.
[2] 1er mai. *D. G.* 508.

fortifier Lauterbourg et occuper d'autres postes à distance de la place. Cependant, pour être devenues moins faciles, les communications n'étaient pas interrompues avec la France, et la garnison avait ses mouvements si libres au dehors, que l'Électeur Palatin, moins inexorable, avait enfin permis à ses agents de traiter pour la contribution du Palatinat tout entier. Un juif de Manheim, nommé Samuel, autorisé pour cette négociation, et le commissaire La Goupillière, qui faisait les fonctions d'intendant à Philisbourg, étaient tombés d'accord et sur la somme à payer et sur le mode de payement, qui consistait principalement en fournitures de blé, de farine et d'avoine; de plus, il était expressément stipulé que l'Électeur ne s'opposerait plus à l'approvisionnement de la ville ni même au passage des partis pour les pays au delà du Palatinat[1]. Ainsi la garnison de Philisbourg était plutôt observée que resserrée, dans une place bien munie, incessamment ravitaillée, où elle avait d'autant moins à craindre de mourir de faim, que son commandant, Dufay, était tout prêt à se conduire suivant la maxime enseignée par Louvois à tous les gouverneurs de places : « Dès qu'une ville est assiégée, il faut se servir de tout ce qui est chez le bourgeois pour la subsistance de la garnison[2]. »

Les opérations de guerre commencèrent dans le mois d'avril. Tandis que le maréchal de Luxembourg rassemblait ses troupes au camp de Schelestadt, le

[1] La Goupillière à Louvois, 4 et 15 septembre 1675. *D. G.* 466. — Louvois à Dufay, 6 janvier 1676. *D. G.* 482.

[2] Louvois à Dumonceau, 4 janvier 1675. *D. G.* 432.

duc de Lorraine entrait dans la basse Alsace, et s'avançait jusqu'à Brumpt, à quelques lieues de Strasbourg. Ce mouvement avait pour but d'attirer l'attention et les inquiétudes du maréchal sur Saverne et Haguenau, de masquer les détachements que le duc faisait marcher derrière lui pour bloquer plus étroitement Philisbourg, et surtout de protéger l'embarquement d'un énorme matériel de siége, auquel il avait fait travailler à Strasbourg pendant tout l'hiver. Lorsque le convoi de bateaux eut descendu le Rhin, le duc de Lorraine se replia derrière la Lauter, entre Lauterbourg et Weissembourg, couvert par une ligne de retranchements auxquels la rivière servait de fossé.

Philisbourg était situé sur la rive droite du Rhin; une bande de terrain étroite et souvent inondée par les crues du fleuve l'en séparait à peine; le reste de l'enceinte était presque partout environné de marais. Sur la rive gauche s'élevait un fort qui couvrait un pont destiné à relier cette pièce aux ouvrages de l'autre rive. Le prince de Bade, chargé du siége sous les ordres du duc de Lorraine, ouvrit d'abord, le 10 mai, la tranchée devant le fort. Après neuf jours d'attaque, les parapets étant ruinés par le canon, les défenseurs capitulèrent et se retirèrent dans la place. Ce premier succès obtenu, les assiégeants détruisirent le pont dont le feu de la rive droite leur interdisait l'usage, et s'occupèrent d'en établir un autre, hors de la portée du canon. Cette opération, la difficulté d'asseoir les premiers travaux du siége au-dessus et au-dessous de la place sur un terrain limité, la lutte qu'il fallait soutenir et contre l'envahis-

sement des eaux et contre les fréquentes sorties habilement dirigées par Dufay, toutes ces causes retardèrent de plus d'un mois, jusqu'au 22 juin, l'ouverture régulière de la tranchée.

Que faisait cependant le maréchal de Luxembourg? Il écrivait au roi, il écrivait à Louvois, pour demander ce qu'il fallait faire. En dépit de son audace accoutumée, la nouveauté d'un grand commandement du côté de l'Allemagne, l'importance et la difficulté de secourir Philisbourg, lui donnaient une hésitation qui se traduisait en consultations verbeuses et peu décisives. Jamais il n'a plus écrit et moins agi que pendant cette campagne; aussi madame de Sévigné disait-elle : « M. de Luxembourg accable de courriers. Hélas! ce pauvre M. de Turenne n'en envoyoit jamais; il gagnoit une bataille, et on l'apprenoit par la poste[1]. » M. de Luxembourg se désespérait, sérieusement cette fois, de ce que le ministre ne lui envoyait pas d'ordre formel. « Rien n'est plus de conséquence que de conserver Philisbourg, lui écrivait Louvois le 25 mai, et Sa Majesté trouve bon que, fortifié de toutes les troupes qu'elle met à votre disposition, vous en tentiez le secours; mais elle me commande de vous faire toujours observer que la perte d'un combat ruineroit les af-

[1] Lettre du 11 août 1676. — La correspondance du maréchal s'ouvre, au mois d'avril, par une lettre en douze feuilles sur les fortifications de Haguenau. — Luxembourg à Le Tellier, 6 avril. *D. G.* 507. — Louvois se trouvait alors en Flandre pour les apprêts du siége de Condé. « J'ai reçu, lui écrit Le Tellier le 13 avril, une grande lettre de M. de Luxembourg, qui contient la situation de la place de Haguenau. Comme il faudroit du temps pour la chiffrer, étant une espèce de bible, du temps pour vous l'envoyer et du temps encore pour être déchiffrée, j'ai cru que tout cela ne seroit pas fait avant que vous eussiez joint le roi. » *D. G.* 483.

faires beaucoup plus que le gain d'une bataille ne les pourroit accommoder, et qu'elle s'attend que vous n'entreprendrez rien qu'avec poids et mesure, et où vous n'ayez lieu de croire que vous puissiez réussir[1]. »

Louis XIV avait détaché, le 16 mai, de l'armée de Flandre pour l'armée d'Allemagne, un corps de huit mille hommes. Ce fut pour marcher au-devant de ce corps, qui devait arriver en Alsace par Phalsbourg et Saverne, que le maréchal de Luxembourg se décida enfin à quitter Schelestadt vers la fin du mois de mai. Il se plaignait, comme l'année précédente en Flandre, de la désertion, qu'au lieu de prévenir par une discipline ferme et régulière, il s'avisait trop tard de réprimer par des coups de force[2]. Au demeurant, il comptait sur son armée pour un jour de bataille; son infanterie valait mieux que l'infanterie allemande; la cavalerie seulement lui paraissait un peu jeune pour lutter contre les vieux escadrons de l'Empereur. L'arrivée prochaine de ces huit mille hommes qui venaient de vivre plus de six semaines en campagne sous l'œil sévère de Louvois, allait d'ailleurs apporter dans l'armée du maréchal de Luxembourg non-seulement un surcroît

[1] *D. G.* 483. — Voir aussi une lettre du 16 mai dans le même sens.

[2] Luxembourg à Louvois, 19 mai : « La désertion des troupes qui étoient en Lorraine et en Franche-Comté est furieuse; le régiment royal des dragons en a perdu cinquante-deux. » — 29 mai : « La désertion continue; quatre-vingts Anglois s'en sont allés la nuit passée se rendre à Bitche. L'on nous ramène beaucoup de déserteurs françois; ils comptent tous de mourir, et je ne vois point que ces exemples les corrigent; je m'en vais essayer d'un qu'on croit qui fera plus d'effet; c'est de faire couper le nez à quelqu'un et leur faire mettre la fleur de lys à la joue; cela fera peut-être mieux; je le souhaite, car nous en avons besoin. » *D. G.* 508.

de nombre, mais encore et surtout un surcroît de force morale.

Le duc de Lorraine s'en émut; il voulut prévenir cette jonction, quitta précipitamment ses retranchements de la Lauter et se porta sur les défilés de Saverne, pour s'opposer au passage des troupes qui venaient de Flandre. Les défilés étaient déjà gardés par le maréchal de Luxembourg; il y eut là un engagement qui coûta la vie au comte d'Hamilton, maréchal de camp dans l'armée française, mais où les Impériaux furent repoussés. Se trouvant désormais trop faible pour tenir la campagne contre un adversaire qui allait avoir plus de quarante mille hommes, le duc de Lorraine se retira sur la Lauter; bientôt même, après avoir évacué les magasins de Lauterbourg et de Weissembourg, il se replia d'abord sur Landau, puis enfin sur Philisbourg même. Il y avait sur la rive gauche du Rhin, près du fort dont les Impériaux s'étaient emparés dès le commencement du siége, une plaine appelée la *Petite Hollande*, autour de laquelle le fleuve décrivait une courbe régulière en forme de demi-cercle. Ce fut là que s'établit définitivement le duc de Lorraine, ayant derrière lui le pont établi par le marquis de Bade, ses deux ailes appuyées aux deux extrémités de l'arc formé par le Rhin, et devant lui, comme la corde de cet arc, une ligne de retranchements coupés de distance en distance par des intervalles égaux qui pouvaient chacun donner passage à six escadrons de front.

Pendant ce temps-là, le maréchal de Luxembourg écrivait à Louvois qu'il allait s'approcher de la Lauter,

qu'il pensait pouvoir emporter Lauterbourg, mais que Weissembourg lui paraissait inattaquable, et qu'enfin il espérait pouvoir secourir Philisbourg, quoiqu'il y eût de grandes difficultés. Louvois lui répondit, le 16 juin, du camp de Nider-Asselt, par une longue dépêche qui se terminait ainsi : « Vous conclurez de tout ce que dessus, monsieur, que le roi estime qu'il est de son service que vous secouriez Philisbourg, s'il y a apparence d'y réussir; que vous preniez Lauterbourg, si cela est faisable; et que, si cela ne se pouvoit, vous teniez d'assez près les ennemis pour que la prise de Philisbourg leur coûte la perte de leur armée; que vous donniez avis au commandant de Philisbourg que vous n'oublierez rien pour le secourir, et lui défendiez de faire aucune capitulation avec les ennemis qu'à la dernière extrémité. Si le roi vous rendoit responsable de ce que Philisbourg sera pris sans que vous le secouriez, les difficultés que vous prévoyez vous devroient embarrasser; mais comme Sa Majesté ne vous prescrit rien que ce que vous trouverez de faisable, et qu'elle vous ordonne seulement de faire que l'ennemi soit obligé de ruiner son armée en prenant Philisbourg, vous pouvez avec l'armée que vous avez y réussir facilement, puisque Sa Majesté sera persuadée que ce que vous n'aurez pas fait aura été impossible[1]. »

Le maréchal de Luxembourg était difficile à satisfaire et lent à se décider; ce ne fut que le 19 juillet qu'il parut avoir pris son parti de livrer bataille, si

[1] *D. G.* 483.

toutefois il en fallait juger par la lettre qu'il écrivait à Louvois ce jour-là : « Je pèse bien les choses que vous me mandez ; mais, après les avoir considérées, je trouve que Philisbourg sera pris tôt ou tard sans un combat, et que le gain d'une bataille le sauve. Il est donc certain que, en ne faisant rien, on perdra Philisbourg; et, quoique l'événement d'une bataille soit douteux, on croit la gagner quand on la donne. » Le 23, il parlait encore dans le même sens, mais avec moins de résolution. Que n'aurait-il pas donné pour savoir qui tenait le plus au cœur du roi, ou Philisbourg ou son armée? Le roi le savait-il lui-même? « Vous voulez bien que je vous die, écrivait l'anxieux maréchal, que j'aurois à désirer que vous m'eussiez marqué sur ces deux points si importants, lequel des deux est le plus utile pour le service du roi et le plus pressant; car je ne le décide pas bien dans ma tête, et il faudroit que le roi, qui connoît ce qui est le plus utile pour son service, voulût bien en ordonner. Si Sa Majesté le fait, elle sera obéie; et si elle ne le fait pas et qu'elle laisse une seconde fois la chose dans l'incertitude, je me disposerai à attaquer les ennemis, à moins d'y voir une impossibilité tout entière. »

Ce fut Le Tellier qui ouvrit ces deux lettres en l'absence de Louvois, occupé au siége d'Aire. Quelle fut sa stupéfaction lorsque, trois jours après, il reçut du maréchal, non point la nouvelle de cette bataille, qu'on attendait avec *trémeur*, — c'est le mot de madame de Sévigné, — mais la proposition d'assiéger Strasbourg! Était-ce bien M. de Luxembourg qui écrivait ainsi? « Si j'osois vous dire mon avis, j'aime-

rois mieux prendre ce parti que celui d'attaquer les ennemis, parce que j'aimerois mieux que le roi eût Strasbourg que Philisbourg, et que ce que nous pourrons tenter pour le secours de Philisbourg est douteux[1]. » Le Tellier se hâta de lui renvoyer son courrier avec cette réponse : « Le roi me commande de vous faire savoir que le change de Strasbourg avec Philisbourg seroit très-bon, mais qu'il auroit fallu s'appliquer de meilleure heure à cette entreprise-là, et à préparer dès cet hiver toutes les choses qui sont nécessaires pour en faciliter la conquête; ainsi les préparatifs manquant, et le siége de Philisbourg étant aussi avancé qu'il est, Sa Majesté n'estime pas qu'il y ait lieu de tenter cette diversion[2]. » Louvois n'était pas moins surpris : « Si Sa Majesté, écrivait-il le 31 juillet, vouloit se faire relire les lettres que j'ai reçues de M. de Luxembourg pendant que le roi a été auprès de Ninove, Sa Majesté verroit que tout ce qu'il trouve de difficile présentement étoit ce qui ne lui faisoit pas de peine en ce temps-là, et qu'il n'y avoit que le poste de Weissembourg qu'il trouvoit inattaquable. »

Le sort en est jeté; le maréchal, décidé à combattre, a recouvré son entrain; son langage est bref et résolu; c'est le style d'action : « Cependant un chacun se prépare pour l'occasion que nous ne croyons pas éloignée; toute l'infanterie accommode ses armes, et la cavalerie met ordre à tout ce qu'elle a à faire. Jamais je n'ai vu tant de bonne volonté dans une armée; j'es-

[1] Luxembourg à Louvois, 26 juillet. *D. G.* 508.
[2] 28 juillet. *D. G.* 484.

père que nous ne serons pas longtemps sans la mettre en usage, et que le 6 ou le 7 du mois ne se passeront pas sans que les armées du roi remportent un grand avantage. » C'était le 1[er] août que M. de Luxembourg écrivait ainsi, non pas à Louvois seulement, mais encore à l'archevêque de Reims et à toute la cour. Qu'on se figure l'état des esprits irrités par tous ces soubresauts, l'émotion, l'attente maladive si bien rendue par ce mot de madame de Sévigné : « C'est brûler à petit feu, ce me semble, que de savourer ainsi dix ou douze jours une violente inquiétude ! »

Une dépêche arrive, datée du camp de Landau, le 12 : « Je n'ai point secouru Philisbourg ni par un grand ni par un petit effort. J'espère que Sa Majesté ne trouvera pas qu'il y ait de ma faute, si vous voulez bien lui rendre compte de la conduite que j'y ai tenue, dont je vous vas informer. » Suit une longue explication, en quinze pages. Des bateaux chargés d'artifices avaient été lancés sur le Rhin, une espèce de machine infernale avait été construite et dirigée contre le pont des Impériaux ; mais il s'était trouvé dans le fleuve une forte estacade que le duc de Lorraine avait fait établir sans qu'on en soupçonnât l'existence ; et les artifices et la machine infernale avaient fait explosion en pure perte. On avait marché à l'ennemi croyant bien connaître sa situation par les rapports et par les cartes ; mais les uns et les autres étaient si peu justes, que, lorsqu'on était arrivé en vue du camp, on s'était trouvé masqué sur la droite par un bois dont personne n'avait ouï parler et qui, si l'on avait avancé davantage, rompait tout l'ordre de bataille. On était resté deux

jours à délibérer comment on pourrait tourner ce bois; mais, de l'aveu de tous les officiers généraux, c'était une entreprise à recevoir inévitablement un échec. On s'était retiré.

La résistance de Philisbourg n'était plus que de l'héroïsme sans espoir, une glorieuse agonie. Louis XIV paraissait en prendre son parti ; mais les courtisans eux-mêmes, si façonnés qu'ils fussent à composer leur visage sur celui du maître, ne gardaient pas aussi bien leur sang-froid ; ils ne se résignaient pas aussi facilement à voir retourner aux mains des Allemands une ville française depuis trente-deux ans, une des premières conquêtes du règne. Il faut rappeler, à l'honneur de cette patriotique douleur, l'anecdote racontée par madame de Sévigné : « Le roi disoit un de ces matins : « En vérité, je crois que nous ne pourrons pas « secourir Philisbourg ; mais enfin je n'en serai pas « moins roi de France. » M. de Montausier lui dit : « Il est vrai, Sire, que vous seriez encore fort bien roi « de France, quand on vous auroit repris Metz, Toul et « Verdun, et la Comté, et plusieurs autres provinces « dont vos prédécesseurs se sont bien passés. » Chacun se mit à serrer les lèvres [1]. » Ce que M. de Montausier avait seul le courage ou la liberté de dire, tous le pensaient. C'est encore madame de Sévigné qu'il faut lire pour savoir comment on parlait du maréchal de Luxembourg : « Au reste, écrivait-elle, le 19 août, à sa fille, vous savez déjà comme cette montagne d'Allemagne est accouchée d'une souris, sans mal ni douleur. Un

[1] Lettre du 5 août 1676.

de nos amis me mande qu'il ne sait comment ménager mon esprit ni le vôtre en cette rencontre ; qu'il s'est trouvé un diable de bois, inconnu sur la carte, qui nous a tenus en bride de telle sorte que, ne pouvant nous ranger en bataille qu'à la vue des ennemis, nous avons été obligés de nous retirer le 10, et d'abandonner Philisbourg à la brutalité des Allemands. Jamais M. de Turenne n'eût prévu ce bois; ainsi l'on doit se consoler de plus en plus de sa perte. »

Aussi bien, n'avons-nous pas sur les dispositions de l'opinion le témoignage de M. de Luxembourg lui-même, une récrimination en treize pages, adressée à Louvois? « J'apprends, monsieur, qu'on me daube étrangement sur ce sujet; et il y a des gens de cette armée qui ne sont ni bien ni mal avec moi qui ont écrit à de leurs amis, disant du bien de moi sur le parti que j'ai pris ; la réponse qu'on leur fait, c'est qu'on est disposé à les croire, mais que la plupart du monde n'est pas de même. L'on mande à un qui écrit de cette armée à un de ses amis, que s'il mande à M. de La Feuillade les mêmes choses qu'à lui dans une lettre que cet ami est chargé de lui rendre, qu'il se moquera fort de lui. Il me revient d'ailleurs qu'on me condamne sur deux choses : l'une, c'est qu'on dit que, dès que les ennemis quittèrent Weissembourg et Lauterbourg, je devois les suivre sur leurs pas; l'autre reproche que l'on m'a fait, c'est que j'ai écrit à M. de Rheims que je croyois battre les ennemis et que je me suis vanté mal à propos. A cela il est aisé de répondre : si j'avois cru être battu, je ne me serois point avancé pour chose du monde. Tout ce que je dirois là-dessus d'un autre, c'est

qu'il vouloit et croyoit battre les ennemis, jusqu'au moment qu'étant à leur vue, il auroit trouvé des obstacles insurmontables. Mais je n'ai point mandé à M. de Rheims que je forcerois les ennemis postés comme ils étoient, ainsi qu'on feroit cinquante hommes dans une redoute; et je lui ai écrit que je marchois dans une grande confiance sur la vigueur des troupes. L'on peut parler comme cela à un de ses amis; et quand la canaille y trouve à redire, cela ne marque autre chose que l'envie qu'elle a contre moi. Il me reste à vous dire, monsieur, que le sieur Jacquier[1] m'a mandé que le roi lui avoit dit que j'avois mieux aimé le bien de son service que ma gloire; sur quoi j'ai à répondre que l'un et l'autre en ce rencontre-ci m'ont paru inséparables[2]. »

Cependant c'était le temps où, le maréchal de Schönber ayant résolûment marché, le prince d'Orange livrait son dernier assaut et levait le siége de Maëstricht. Ce grand coup de théâtre, auquel on ne s'attendait pas, acheva d'accabler le maréchal de Luxembourg. Mais aussi la délivrance de Maëstricht rendit encore plus douloureuse la perte de Philisbourg. Dufay, moins heureux que Calvo, luttait encore, après avoir vu disparaître l'armée qui emportait avec elle sa dernière chance de salut; il luttait encore, après avoir eu du roi l'ordre de rendre la place. Enfin, le 9 septembre, il capitula, après trois mois de siége; mais il exigea des assiégeants huit jours d'attente, comme s'il espé-

[1] Le fameux munitionnaire.
[2] Luxembourg à Louvois, 25 août. *D. G.* 508.

rait encore du secours. Il sortit le 17, à la tête des héroïques débris de sa garnison, tambour battant, mèche allumée, enseignes déployées, avec huit pièces de canon, un mortier, quatre pontons de cuivre, ayant fait pour sa part ce que n'avait pas fait le maréchal de Luxembourg, ayant ruiné le corps d'armée qui l'assiégeait, et ne lui laissant que des ruines. Il n'était que brigadier ; le roi le fit maréchal de camp et lui donna une grosse pension ; tous ses compagnons de gloire furent récompensés comme l'avaient été ceux de Maëstricht.

Le maréchal de Luxembourg s'était retiré d'abord sur Schelestadt, puis il marcha vers Brisach, où il passa le Rhin, dans l'espoir de surprendre Fribourg ; mais les Impériaux avaient eu la prévoyance d'y mettre une forte garnison. Bientôt le duc de Lorraine s'avança lui-même jusqu'à Offenbourg, et, feignant de menacer la haute Alsace, il força le maréchal d'évacuer le Brisgau pour se mettre en défense sur la rive gauche du Rhin. Pourquoi Luxembourg avait-il hasardé ce mouvement qui laissait si bien l'Alsace à découvert que l'ennemi en avait profité pour brûler Sainte-Marie-aux-Mines[1] ? C'est qu'il avait craint qu'on ne lui donnât un successeur, ou plutôt qu'en lui laissant une fraction de son armée, on n'en confiât la plus grande partie à un autre, au maréchal de Créqui sans doute. Il est certain qu'aussitôt après sa déconvenue de Philisbourg, Louvois lui avait écrit que l'intention du roi était de faire un détachement de ses troupes, et

[1] Louvois à Luxembourg, 9 septembre.

lui avait même demandé quel nombre de bataillons et d'escadrons il croyait nécessaire pour tenir les places en sécurité. Mais Luxembourg avait feint de ne pas comprendre; et, se gardant bien de répondre directement à la question que lui posait le ministre, il avait demandé à son tour quelle était l'entreprise que le roi projetait de faire exécuter, afin de proportionner l'importance du détachement à l'importance de l'entreprise. Les pourparlers engagés de la sorte se croisèrent sans se rencontrer, comme dans une négociation diplomatique, et le temps s'écoula sans que le ministre et le maréchal fussent parvenus à s'entendre.

Enfin Louvois, à bout de patience et las de ménagements, écrivit le 23 septembre à M. de Luxembourg : « Si le roi avoit voulu régler ce qu'il vous avoit ordonné de détacher de troupes de l'armée que vous commandez par ce qu'il vouloit entreprendre, il ne vous auroit pas consulté si souvent sur ce détachement ; mais, voulant régler ce qu'il pouvoit faire par le nombre de troupes dont vous lui manderiez que vous n'auriez pas besoin, vous avez si bien fait, qu'en répondant toujours en termes généraux, le temps s'est écoulé durant lequel on auroit pu faire quelque chose; et, quoique je vous eusse assez clairement donné lieu de pouvoir prévenir ce reproche, vous vous êtes mis en état que Sa Majesté vous pourra justement reprocher que, pendant toute la campagne, vous lui avez tenu la plus belle armée françoise qui ait jamais été en Allemagne entièrement inutile ; car, quant à la facilité que vous me dites que vos lettres ont fait voir pour un détachement, ce n'est point de cette facilité dont il étoit ques-

tion, mais bien d'expliquer à Sa Majesté avec combien de troupes vous pouviez garder le reste des places d'Alsace[1]. »

Louvois n'obtenait pas que Luxembourg le satisfît davantage sur une autre question de la plus grande importance ; car il s'agissait de savoir s'il valait mieux conserver ou détruire les fortifications de Saverne et de Haguenau : « Vous répondez, lui disait-il, assez à la manière des oracles sur le rasement d'Haguenau ; à l'égard de Saverne, vous vous expliquez encore moins décisivement[2]. » Ne serait-ce pas en manière de représailles que Luxembourg affectait ainsi le style ambigu, pour se venger de l'incertitude où Louis XIV et Louvois l'avaient si longtemps laissé au sujet de Philisbourg[3] ?

Enfin, pour clore sa triste campagne, le maréchal de

[1] « Sa Majesté a vu avec une très-grande peine que vous ayez pris la résolution d'aller camper sous Brisach, ce qui ne donnera pas de réputation aux armes de Sa Majesté en Allemagne. » Louvois à Luxembourg, 23 septembre. — *Voir* aussi Luxembourg à Louvois, 30 septembre, et Louvois à Luxembourg, 5 octobre. *D. G.* 509.

[2] 8 octobre. *D. G.* 484.

[3] Il faut sans doute encore voir dans la lettre suivante, datée du 16 octobre, un trait de la mauvaise humeur de Louvois à l'adresse du maréchal de Luxembourg lui-même autant qu'à celle de l'officier général qui semble être l'unique sujet des observations du ministre : « J'ai lu avec quelque surprise ce que vous me mandez de la situation de l'esprit de M. de La Motte, puisque je ne connois guère d'officier qui ait plus lieu d'être satisfait que lui du chemin qu'il a fait, et quant à l'élévation, et quant à l'estime de Sa Majesté ; mais je m'aperçois il y a déjà longtemps que depuis que les gens sont un peu longtemps hors de ce pays-ci, il n'y en a guère dont le bon esprit ne soit altéré ; et quoique je croie ce que je vais vous dire fort hors de propos par la bonne opinion que j'ai de M. de La Motte, il faut qu'un homme qui est propre à servir le roi dans la conjoncture présente, et qui, par bizarrerie, se veut retirer chez lui, s'attende à faire un séjour de deux ou trois ans à la Bastille ; ce que je suis persuadé que sa sagesse lui fera assurément éviter. »

Luxembourg reçut l'ordre de s'emparer de la ville et du château de Montbéliard, qui, appartenant à un prince allemand de la maison de Wurtemberg, pouvaient devenir un jour ou l'autre, entre les mains des Impériaux, un poste inquiétant pour la sécurité de la Haute-Alsace et de la Franche-Comté [1]. Il se trouvait que le prince de Montbéliard était un cousin du maréchal de Luxembourg; mais le maréchal, loin de se récuser, se trouva trop heureux de faire cette exécution sur son parent, et de l'offrir en sacrifice pour apaiser le ressentiment du ministre. Ce fut entre eux une occasion de reprendre leur correspondance sur le ton agréable. « L'intention de Sa Majesté, lui écrivait Louvois le 8 octobre, est que vous marchiez à Montbéliard avec les troupes que vous estimerez nécessaires pour en dépouiller M. votre cousin, dont vous devez prendre garde que la bonne mine et votre grand esprit ne viennent à vous persuader de manquer à l'exécution des ordres de Sa Majesté. » — « Nous sommes en négociation, répondait Luxembourg, pour que messieurs de Montbéliard se mettent à la raison; d'y mettre le prince, ce seroit une chose trop difficile, aussi bien que la princesse sa femme; car ils en ont fort peu l'un et l'autre [2]. » Que pouvait faire le prince

[1] « C'est une place, disait Vauban, dont on n'aura jamais besoin qu'en reculant; mais, en ce cas, elle sera de la dernière conséquence, d'autant que c'est la porte du Comté, et qu'à deux ou trois lieues aux environs passent toutes les routes de Suisse et d'Alsace, qu'il y a deux ou trois lieux à camper de part et d'autre qui sont merveilleux et où une armée de douze à quinze mille hommes fera tête à une de quarante-cinq mille et lui en fermera tous chemins, qui sont très-aisés à barrer. » 5 février 1677. *D. G.* 568.

[2] 17 novembre. *D. G.* 509.

de Montbéliard ? Il n'y avait pas de résistance à tenter, pas de secours à attendre dans ce moment-là ; il protesta contre la spoliation dont il était victime et se retira [1]. Tel fut l'unique exploit du maréchal de Luxembourg, pendant la campagne de 1676.

La tâche du maréchal de Créqui s'était aussi réduite à une mission du même genre ; il est vrai qu'il n'avait pas eu Philisbourg à secourir. Après être resté, depuis le mois de juin, en observation sur les frontières de la Lorraine et des Trois-Évêchés, pour surveiller les mouvements des troupes de Zell et de Munster dont Trèves était le quartier général, le maréchal fut chargé de s'emparer, ou plutôt de prendre possession du château de Bouillon, qui dépendait de l'évêché de Liége ; il n'eut qu'à se présenter devant la place qui lui fut aussitôt livrée par le gouverneur. Il y avait longtemps que ce gouverneur et sa femme, le comte et la comtesse de Poitiers, étaient gagnés par Louvois ; mais ils avaient exigé une démonstration militaire, pour mettre autant que possible, sinon leur conscience en repos, au moins leur réputation à couvert [2].

[1] L'année précédente, Louvois avait fait de vains efforts pour engager le prince à recevoir une garnison française dans son château.

[2] Les négociations avec le gouverneur de Bouillon avaient commencé dès l'année 1674. Le 1er janvier 1675, Louvois écrivait à Servigny, lieutenant de roi au château de Sedan : « L'intention du roi est que vous continuïez autant que vous le pourrez à entretenir commerce avec M. le gouverneur de Bouillon ; et comme sa femme a, à ce que l'on publie, beaucoup de pouvoir sur lui, il faut que vous essayiez de lui faire envisager que, si elle portoit son mari à prendre la résolution de recevoir garnison françoise dans la place, Sa Majesté lui feroit une gratification de cinq à six mille écus. Enfin Sa Majesté vous laisse la liberté de le tenter par tout ce que vous croirez qui le pourra persuader le plus. Le roi veut bien que vous engagiez Sa Majesté à lui donner un gouvernement en France,

Sur la frontière de Catalogne, le maréchal de Navailles eut encore moins à faire que le maréchal de Créqui. Louvois lui ayant interdit le siége de Puycerda, et sa petite armée se trouvant affaiblie par les détachements qu'on en avait tirés pour les envoyer en Sicile aux ordres du duc de Vivonne, il n'eut qu'à mener le reste de ses troupes vivre pendant quelques mois dans le Lampourdan aux dépens des Espagnols qui, préoccupés aussi de se fortifier en Sicile, n'avaient plus personne à lui opposer. Dans ses loisirs forcés, le maréchal de Navailles avait eu la belle imagination qu'on pourrait employer à fortifier les places du Roussillon les fonds destinés aux travaux du canal du Lan-

s'il venoit à perdre celui de Bouillon à cause qu'il auroit reçu garnison françoise dans sa place. » *D. G.* 432. — On trouve dans le t. 433, à la date du 3 avril 1675, un pouvoir au sieur de Servigny pour traiter avec le sieur comte de Poitiers, touchant le château de Bouillon. — Sous la date du 2 janvier 1676 (t. 482), Louvois écrit au maréchal de Rochefort pour surseoir à l'affaire du château de Bouillon. Le maréchal de Rochefort, par lettre du 4 janvier, informe Louvois que le comte et la comtesse de Poitiers exigent, pour se rendre, un siége réglé, « se faisant l'un et l'autre un point d'honneur sur cela. Du reste, ils agissent avec affection, » ayant soin de tenir la place en désordre, sans munitions et sans vivres. Le comte de Poitiers est pauvre et demande au roi quelque gratification pour subsister. — Vauban fut chargé de voir quel parti le roi pourrait tirer de sa nouvelle acquisition ; voici le compte qu'il en rendit à Louvois, le 21 décembre 1676 : « J'ai employé le jour que je devois séjourner à Sedan à aller voir Bouillon, qui est une grosse et vieille gentilhommière des siècles passés, qui sent assez sa petite souveraineté ; son apparence est ridicule et méprisable à ceux qui ne font que la découvrir de loin ; mais c'est en effet une très-bonne situation sur laquelle, à peu de frais, on peut faire une excellente place. Cent cinquante hommes de pied et cinquante dragons seront capables de garder cette place, de la défendre un fort long temps et de faire tourner la tête aux plus habiles gens du monde ; au surplus, ce poste-là me paroît d'autant plus considérable qu'il met en quelque façon Sedan à couvert, occupe les avenues principales des Ardennes, et qu'en un mot il peut faire nombre parmi nos meilleures places, à moindres frais que pas une autre. » *D. G.* 515.

guedoc. Louvois se donna vis-à-vis de Colbert le facile mérite de repousser énergiquement l'étrange proposition du maréchal[1].

Telle a été la campagne de 1676, une campagne toute de siéges, glorieuse pour Vauban qui l'a inspirée et conduite en partie, glorieuse pour Louvois, pour le maréchal de Schönberg, pour Calvo, pour Dufay; la justice veut qu'on ajoute, glorieuse aussi pour le duc de Lorraine.

[1] Louvois à Navailles, 14 juin 1676. *D. G.* 483.

CHAPITRE X

Apprêts pour la campagne de 1677. — Louvois et Vauban. — Les régiments anglais. — L'opinion en l'Angleterre. — Correspondance de Louvois et de Courtin. — Surtaxe des lettres. — Campagne d'hiver. — Siége de Valenciennes. — Audace des mousquetaires et des grenadiers à cheval. — Prise de Valenciennes. — Siéges simultanés de Cambrai et de Saint-Omer. — Monsieur et ses conseillers. — Marche du prince d'Orange. — Bataille de Cassel. — Siége de la citadelle de Cambrai. — Débats sur le sort de la garnison. — Opinion de Vauban. — Capitulation de la citadelle et de Saint-Omer. — Séparation de l'armée. — Campagne d'Allemagne. — Dévastation de la basse Alsace et de la vallée de la Sarre. — Plan du maréchal de Créqui. — Guerre défensive. — Marche du duc de Lorraine sur Nancy. — Canonnade de Morville. — Marche des Impériaux vers la Meuse. — Leur retraite. — Le maréchal de Luxembourg et l'armée de Flandre. — Désertion. — Indiscipline. — Projets du prince d'Orange. — Siége de Charleroi. — Louvois au camp du maréchal de Luxembourg. — Les volontaires anglais. — Attente d'une bataille. — Levée du siége. — Contestation entre les maréchaux de Luxembourg et d'Humières. — Avances de Louvois au prince d'Orange. — Projets du maréchal de Créqui pour porter la guerre au delà du Rhin. — Objections de Louvois. — Retraite et défaite du prince de Saxe-Eisenach. — Le duc de Lorraine en Alsace. — Combat de cavalerie de Kochersberg. — Séparation des armées. — Reprise subite des hostilités. — Siége et prise de Fribourg. — Siége et prise de Saint-Ghislain. — Lettre de Louvois à Catinat. — Le Tellier chancelier de France. — Le maréchal de Navailles et le comte de Montérey en Catalogne. — Bataille du col de Bagnols. — Projet simulé contre le Milanais. — Courtin et Barillon. — Mariage du prince d'Orange avec la fille du duc d'York. — Attitude de l'Angleterre.

La campagne de 1676 et celle de 1677 ont exactement le même caractère; la seconde est la conséquence

logique, le complément obligé de la première; c'est moins l'ordre des temps qui les relie l'une à l'autre que l'enchaînement des idées conçues par Vauban, adoptées par Louvois, appliquées par tous les deux : conquérir en Flandre, se maintenir partout ailleurs. En 1677, ces idées se développent avec plus de largeur et de rapidité. Les deux grands artisans de cette œuvre, Louvois et Vauban, ne se donnent pas de repos; pour eux il n'y a pas de quartier d'hiver; une campagne finit, une autre commence; c'est peu dire; une campagne n'est pas encore à son terme, l'autre est déjà commencée.

Dans les premiers jours du mois de décembre 1676, Louvois a fait en Flandre une de ces courses qui sont toujours pour les Espagnols le présage d'une catastrophe[1]. De son côté, Vauban parcourt les places; il

[1] Louvois n'a été que six jours absent, du 3 au 9 décembre. Qu'a-t-il pu voir, qu'a-t-il pu faire en six jours? Qui nous le dira? Un mémoire daté du 28 novembre, un *agenda* conservé par hasard. La forme en est aride, le détail parfois vulgaire; qu'importe? C'est un document précieux; c'est l'activité de Louvois, dévorante et réglée, Louvois lui-même pris sur le vif. « Mémoire contenant ce que M. de Louvois a à faire dans son voyage. — Parler à M. de La Motte de ce qu'il y a à faire contre Saint-Omer et Cassel; — au sieur Boistel de Chantignonville, du pays auquel on peut défendre la contribution à Saint-Omer; — à M. le maréchal d'Humières, de défendre la contribution à l'Artois et à la châtellenie de Lille, au Tournaisis couvert de la rivière; des précautions à prendre le long de la Lys et entre Courtray et Oudenarde; de la garde de la Scarpe; de la manière de vivre avec Valenciennes et Cambray; des grains; de l'occupation de la Seille, de celle de la Haisne; fixer le logement de la cavalerie, et faire un nouveau projet, en cas que la garnison de Cambray se sépare; de Bavay et de Maubeuge; du Cateau-Cambrésis; des mesures qu'il y a à prendre pour ce qu'il y a faire en cas que la contribution vienne à se rompre ou que la conférence de Deinse [pour le règlement de la contribution et des partis] cesse; avec M. de Souzy, de la contribution; des fourrages, de leur sûreté; de la bière; des lards; des magasins ennemis à brûler; de la manière de traverser leur commerce; — avec M. de Mes-

écrit à Louvois de Nancy, le 6 janvier 1677 : « Je vous envoie une espèce de petit chiffre pour pouvoir parler un peu couvertement des pays que vous savez; j'attends qu'il vous plaise commencer discours là-dessus. Comme il pourroit bien arriver que vous me donnerez un rôle dans la comédie que vous préparez, faites du moins que je le sache de bonne heure, afin que j'aie le temps de l'étudier. Les petites pièces sont jouées; vous n'en avez plus que de grandes; c'est pourquoi il est bon que les principaux acteurs y soient de longue

grigny, des futailles; des fortifications de Condé; du château de Quiévrain; — avec M. de Montal, du Casteau; du château d'Agimont, de Maubeuge, de Bavay, de Thuin; — avec M. du Rencher, des magasins des ennemis; de ce qu'il faut pour les brûler; — avec M. de Chamilly, du Vieux-bourg de Gand; de quelques postes sur l'Escaut; — avec M. Talon...; — avec M. Dumetz, des préparatifs pour l'artillerie; — avec M. de Montgivrault, de la fortification de Courtray; — avec M. de Quincy, de ce qui peut se faire à l'ouverture de la campagne; — avec M. de Valicourt, sur les avoines et le commerce des ennemis; sur les sacs; — avec M. de La Fitte, des postes à occuper autour de Saint-Quentin; — avec le sieur Robelin, des fortifications d'Aire; — avec le sieur de La Touche, des fortifications de Bouchain; — avec le sieur de Choisy...; — avec M. de Breteuil... » *D. G.* 485. — Quelques documents secondaires expliquent et complètent celui-ci. Par l'un, on voit que Maubeuge et Bavai ont été occupés dès le 17 décembre; par d'autres, que Valenciennes et Cambrai ont commencé d'être bloqués du 22 au 28; rien ne devait plus y entrer, ni hommes ni choses. — Louvois à Quincy, 23 décembre; à Saint-Geniès, 22 décembre; à Catinat, 28 décembre. — On voit aussi quels étaient les préparatifs d'artillerie dont s'occupait Dumetz, le meilleur officier de l'arme, le premier lieutenant du grand maître; Louvois avait mis sur pied une seconde compagnie de bombardiers; toutes les deux étaient à Lille; Dumetz avait ordre de les exercer au tir trois ou quatre fois par semaine. Il fallait en outre qu'il mît en état, pour le 1er février, trois couvertures de pont à Lille, trois à Tournai, quarante pièces de 33 et de 24, dix pièces de 16, des affûts à proportion, quarante pièces de campagne, trente mortiers de douze pouces, trois cents boulets creux pour pièces de 33 et de 24, deux mille balles à feu, trois mille fusées de bombes, quarante mille fusées de grenades, soixante mille outils, quarante mille sacs à terre. — Louvois à Dumetz, 21 novembre.

main préparés. » Louvois lui donnait rendez-vous à Paris pour le 15 février : « L'intention du roi, ajoutait le ministre, est de faire deux siéges à la fois, dont l'un sera conduit par vous et l'autre par le sieur de Choisy[1]. » Quels étaient ces deux siéges? Louvois ne s'expliquait pas davantage, et Vauban s'irritait de n'être pas mieux instruit. « Il ne faut pas s'attendre, répliquait-il avec une familiarité bourrue, de me voir à Paris devant le 17 ou 18 de ce mois de [février], quelque effort que je puisse faire. Au reste, ce sera un très-grand agrément pour moi d'arriver au camp avec des chevaux sur les dents, et moi n'en pouvant plus, dans le temps qu'il faut entrer dans les fatigues horribles d'un siége. C'est une chose assez curieuse de voir que tout le monde sait ce que vous voulez faire et qu'il n'y a qu'à moi qu'on en fasse un secret ; apparemment que j'y dois faire un personnage inutile, et que mes avis doivent être comptés pour rien. Dieu en soit loué! Je ferai mon devoir, mais je me donnerai bien de garde de tant prendre sur moi que j'ai fait aux autres siéges ; de cela je vous en réponds[2]. » Louvois connaissait assez Vauban pour ne s'inquiéter pas de ces boutades.

Il s'occupait des troupes, de leur subsistance, de leur instruction. Il ordonnait la formation d'un régiment de dragons de dix-sept compagnies, qui devait être entretenu jusqu'à la paix aux frais des États de Languedoc, à la place des milices qu'ils étaient auparavant

[1] 16 janvier 1677. *D. G.* 531.
[2] *D. G.* 568.

obligés de fournir[1]. Il autorisait en Roussillon la formation d'un régiment de quatre cents hommes levés et entretenus aux frais de la province[2]. Il pressait les officiers suisses de faire dans les Cantons de nombreuses recrues; mais il pressait beaucoup moins les officiers anglais. « Vous ne devez pas vous étonner, écrivait-il à Courtin, ambassadeur de France en Angleterre, le 2 novembre 1676, si l'on ne vous parle point des recrues du régiment de Monmouth, puisque Sa Majesté n'en veut point donner à ce régiment qu'elle veut réformer à autant de compagnies qu'il y a de cent hommes, pour diminuer un corps qui est si mal discipliné qu'il désordonne toute l'armée où il est par son mauvais exemple. » On essaya d'y rétablir l'ordre en y mettant pour lieutenant-colonel un Irlandais de grande naissance, Mac-Carthy, neveu du duc d'Ormond. Churchill avait été proposé aussi pour un grand commandement; mais il n'inspirait pas confiance à Louvois : « M. Churchill est trop adonné à son plaisir, mandait-il à Courtin le 23 novembre, pour pouvoir se bien acquitter de la charge qu'on lui destine; et il faut un homme qui fasse son affaire et sa maîtresse du régiment royal-anglois, ou bien ce corps ne sera jamais bon. » Churchill tira lui-même le ministre d'embarras en se refusant à continuer de servir en France.

Il y avait déjà longtemps que Louvois regardait les

[1] Le roi consentait à contribuer aux premières dépenses par un fonds de 144,500 livres, soit 8,500 par compagnie, dont 6,000 pour la levée, 1,200 pour les manteaux et bonnets, 400 pour les quartiers d'assemblée, 900 pour les fusils. — Louvois au cardinal Bonzi, 30 décembre 1676. *D. G.* 485.

[2] Louvois à Navailles, 1er janvier 1677. *D. G.* 531.

régiments anglais comme des auxiliaires plus dangereux qu'utiles; mais Louis XIV tenait à les conserver en signe de bonne intelligence avec Charles II. Au mois de janvier de l'année précédente, Louvois annonçant au duc de Charost l'arrivée prochaine à Calais d'un certain nombre de cavaliers venant d'Angleterre, lui recommandait expressément de les loger dans la basse ville, et de prendre les plus grandes précautions pour la sûreté de la place pendant leur séjour[1]. C'est qu'en effet chacun de ces hommes apportait la haine instinctive de tout Anglais contre la France. « Vous avez assurément à bien prendre garde à l'Angleterre, disait le comte d'Estrades en 1674; ils vous ont déjà manqué en faisant la paix avec la Hollande; ils pourroient bien le faire encore en se déclarant contre le roi. C'est une nation si changeante et infidèle qu'il n'y a nulle sûreté dans leur amitié ni dans leurs traités; et s'ils sont une fois ligués d'intérêt avec l'Espagne, l'Empire et la Hollande, on ne verra de nos jours la fin de cette guerre[2]. » Depuis, les succès constants de Louis XIV, ses conquêtes en Flandre, l'occupation de Messine, les triomphes de la marine française dans la Méditerranée, avaient soulevé dans toute l'Angleterre une fureur mêlée d'inquiétude.

Charles II était aux abois, sans argent, le Parlement à la veille de s'ouvrir. Pour calmer l'exaspération de ce Cerbère, Louis XIV avait préparé comme appât, d'abord un traité de navigation favorable aux intérêts du

[1] 29 janvier 1676. *D. G.* 482.
[2] Estrades à Louvois, 9 septembre 1674. *D. G.* 400.

commerce anglais; puis une proposition de trêve générale pour deux ou trois ans au moins, au besoin même pour un plus long terme; enfin, pour satisfaire certains appétits particuliers, il avait mis à la disposition de son ambassadeur une grosse somme d'argent à répartir avec intelligence dans la Chambre des communes. Ce n'était pas la partie la moins délicate du rôle difficile que Courtin soutenait à Londres avec beaucoup d'esprit et de fermeté d'ailleurs. « Je ne doute point, lui écrivait Louvois, que l'orage qu'excitera l'assemblée du prochain Parlement ne soit grand; mais votre habileté, aidée des moyens que Sa Majesté se résout de vous donner, en conjureroit de plus grands. La déclaration contre la France, dont on vous parle, est-elle le seul moyen pour la conservation de la Flandre? Et ne sera ce point un moyen plus juste et plus assuré de parler un peu ferme à ceux qui ne veulent point la paix, et, pour connoître qui a tort ou raison sur cela, de proposer une trêve de deux ou trois ans[1]? Si l'Angleterre trouvoit la France bien déraisonnable sur de pareilles propositions, elle pourroit avec raison prendre parti contre elle; mais de souffrir qu'un parti ne veuille point la paix, et ne vouloir pas que l'autre lui fasse tout le mal qu'il pourra, c'est une jurisprudence un peu nouvelle et un conseil que le roi

[1] Louvois à Courtin, 15 février 1677 : « Je ne sais pas ce que vous a mandé M. de Pomponne de la pensée du roi sur la trêve; mais j'ai toujours entendu que Sa Majesté lui a donné ordre de mander que, pour qu'elle pût accepter une trêve, il faudroit qu'elle fût au moins de deux ou trois années; ce qui vous fait bien voir que Sa Majesté n'en veut point qui ne soit de ce terme-là, mais qu'elle ne feroit aucune difficulté pour en avoir une d'un plus long terme. » *D. G.* 531.

ne suivra assurément pas. Je sais bien que vous me direz que ce n'est pas la raison qui mène le pays où vous êtes; mais, avec de bonnes raisons et de l'argent, l'on ramène quelquefois les gens de bien loin. Quoique le roi sache bien qu'aucun de ses ennemis n'a encore envoyé mille pistoles pour les dépenser en Angleterre à gagner des membres du Parlement, Sa Majesté vous a envoyé cent mille livres, sans prétendre limiter à cette somme la dépense que vous feriez; et le roi avoit cru qu'avec un peu d'argent comptant et des assurances de plus grandes sommes à la fin de l'année, vous contenteriez ceux qui s'engageroient à n'être pas contraires à la France; et ce d'autant plus que personne ne sait au juste la somme que vous avez en argent comptant. Cependant je ne doute point qu'entre-ci et l'ouverture du Parlement, le roi ne vous envoie encore quelque somme considérable; et vous devez compter qu'outre cela, Sa Majesté tiendra les paroles que vous donnerez. » Courtin reçut encore deux cent mille livres « pour conjurer les tempêtes qui pourroient arriver[1]. » Il y réussit assez bien; mais Louvois faillit en exciter une à tout emporter.

En qualité de surintendant des postes, il avait cru pouvoir, par une surtaxe au transport des lettres, procurer à Louis XIV un surcroît de bénéfices. Aussitôt les maîtres de poste et les commerçants en Angleterre avaient jeté les hauts cris; Courtin était assailli de protestations furieuses, appuyées par le duc d'York luimême. Il se hâta d'écrire à Louvois : « Les marchands

[1] Louvois à Courtin, 20, 23 et 29 janvier 1677. *D. G.* 531.

de Londres sont les maîtres de la ville, et la ville de Londres a un si grand pouvoir dans la Chambre des communes, qu'une plainte desdits marchands, soutenue avec chaleur, sera capable de ruiner en un matin toutes les mesures que M. le duc d'York auroit prises pour empêcher qu'on ne propose de donner une somme considérable au roi son frère, à condition de rompre avec la France. Il n'en est pas de même ici qu'en France, où le roi est le maître des impositions; la taxe sur les lettres se fait en Angleterre par un acte du Parlement; ainsi le Parlement est en droit de prendre connoissance de toutes les nouveautés qui arrivent à cet égard. Il n'y a rien de si périlleux que de lui donner occasion de se soulever contre nous dans un temps où l'on peut dire qu'il ne cherche que des prétextes pour témoigner ouvertement son animosité contre la France. Pour ce qui regarde M. le duc d'York, c'est par lui seul que nous pouvons ménager que l'Angleterre demeure dans la neutralité où elle est; et si on lui donnoit lieu de changer de sentiments, il seroit inutile de tenir ici un ambassadeur, ou pour mieux dire, on le prieroit bientôt de repasser la mer. Les Anglois nous haïssent; ils sont recherchés par nos ennemis, et ils sont naturellement si pleins d'orgueil qu'ils croient qu'ils feront pencher la balance du côté qu'ils voudront; c'est à nous à nous montrer les plus sages; et quand ils ne seront plus en état de prendre des résolutions en corps de nation, vous ferez sans péril tout ce que vous croirez qu'on pourra faire avec justice[1]. »

[1] 15 février. *D. G.* 543.

Louvois eut, en effet, la sagesse de suivre le conseil de Courtin, mais non sans protester à son tour. « Je pourrois facilement, répondit-il, vous faire voir combien sont mal fondées les prétentions des maîtres de poste d'Angleterre ; mais comme ce n'est pas une affaire que de laisser présentement un mois les choses en l'état qu'elles sont, je donne ordre au sieur Richard de ne plus écrire sur ce sujet, jusqu'à ce que le Parlement soit fini d'une façon ou d'autre; après quoi, je ne crois pas que le roi veuille établir que les actes du Parlement d'Angleterre doivent servir de règle dans son royaume; et, comme vous ne vous chargeriez pas volontiers de demander que l'on changeât le tarif des douanes en Angleterre, parce que, par un arrêt du Parlement de Paris, il seroit ordonné que leurs marchandises ne se vendroient qu'un certain prix en France, vous ne voudriez pas aussi que les actes du Parlement d'Angleterre privassent le roi de cinq ou six cent mille livres de rente, dont il faudroit que les postes de France diminuassent, si l'on continuoit plus longtemps ce que l'on demande[1]. »

Louvois écrivait cette lettre trois jours avant l'ouverture du Parlement, trois jours aussi avant de partir lui-même pour aller en Flandre donner le signal d'une attaque plus rapide encore et plus irrésistible que celles dont les Espagnols demandaient à l'Angleterre une vengeance déjà tardive. Le siége de Condé avait surpris l'Europe au printemps; le siége de Valenciennes allait la surprendre en plein hiver, dans la

[1] 22 février. *D. G.* 531.

saison de ces fêtes magnifiques où Louis XIV affectait de s'abandonner aux jouissances de l'orgueil satisfait. Il faut lui rendre cette justice qu'il sacrifia sans hésiter les plaisirs aux fatigues de la guerre, et qu'il fit toute cette campagne en vigoureux soldat. Cette fois, il ne fallait pas s'attendre à vaincre par surprise ; les Espagnols étaient prévenus ; ils savaient que l'orage allait tomber sur Saint-Omer, Valenciennes ou Cambrai; ils avaient accumulé dans ces trois places tous leurs moyens de défense. Louvois ne recourut donc point à des ruses inutiles. Le 12 février, il avait envoyé au maréchal d'Humières l'ordre de tenir des troupes prêtes pour investir en même temps, le 1er mars, Valenciennes et Saint-Omer ; car il avait été résolu que les deux siéges se feraient à la fois; mais la saison se maintint si mauvaise que l'on fut obligé de différer l'attaque de Saint-Omer.

Le 1er mars, Louvois assistait de la cense d'Heurtebise à l'investissement de Valenciennes : « Il fait le plus effroyable temps qu'on puisse voir, écrivait-il au roi, et je crains bien que Votre Majesté ne puisse faire les journées qu'elle s'est proposées. » Le même jour, Louis XIV partait de Saint-Germain ; le 4, il arrivait au camp, presque seul ; ses bagages et les voitures des courtisans étaient demeurés par les chemins [1]. La première

[1] Saint-Pouenge à Louvois, 1er mars, Chauny : « Le roi est arrivé ici avec assez de peine et sans aucun bagage. La plupart des carrosses des courtisans sont demeurés par les chemins, et surtout celui de M. [le duc] de Créqui ; pour le mien, il n'est pas demeuré; mais nous avons versé dans un penchant fort rudement, et M. le chevalier de Nogent, qui étoit du côté que le carrosse est tombé, se plaint un peu de l'épaule, et moi de la tête d'un coup que je me suis donné contre l'impériale. » *D. G.* 544.

nuit, il dormit tout habillé dans son carrosse, de grands feux allumés aux portières. L'armée royale était aussi forte que l'année précédente ; elle comptait cinquante-trois bataillons et cent trente escadrons. Monsieur, les maréchaux d'Humières, de La Feuillade, de Schönberg, de Lorge et de Luxembourg accompagnaient le roi.

Valenciennes était une grande place, l'armée assiégeante très-nombreuse ; il ne fallut pas moins de neuf jours pour achever l'immense ligne de circonvallation qui embrassait, dans un périmètre de plusieurs lieues, la disposition concentrique des troupes, des parcs et des magasins autour de la place. Le 9 mars au soir, la tranchée fut ouverte contre les ouvrages du nord-ouest, du côté d'Anzin ; le 12, trente pièces de gros calibre commencèrent à battre les dehors, tandis que trente mortiers lançaient des bombes jusque dans la ville. Le 16, malgré la neige et la pluie, la tranchée avait atteint le glacis des premiers ouvrages, au pied desquels se dévelopait dans des proportions inconnues jusqu'alors une parallèle de quatre cent cinquante toises; c'était un perfectionnement nouveau d'une méthode toute nouvelle dans l'art des siéges, puisqu'il n'y avait pas plus de quatre ans que Vauban avait employé pour la première fois les parallèles devant Maëstricht.

La ville de Valenciennes était couverte, du côté de l'attaque, par un triple rang d'ouvrages extérieurs distincts et profondément séparés par de larges fossés; de sorte qu'avant d'arriver au corps de la place, il fal-

lait régulièrement faire trois attaques successives, trois siéges en quelque sorte, et donner trois assauts [1]. La défense des assiégés avait été si molle que Vauban résolut de faire attaquer l'ouvrage couronné, qui était le premier, quoiqu'il ne se fût pas encore rendu maître de la contrescarpe; mais pour assurer le succès de cet audacieux coup de main, il voulut, comme le prince d'Orange au dernier siége de Maëstricht, que l'attaque eût lieu de jour, au lieu de se faire de nuit, selon la coutume. La plupart des généraux combattirent la proposition de Vauban, parce qu'elle était contraire à l'usage ; c'était précisément le motif qu'invoquait Vauban pour justifier son opinion. Il faisait valoir le nombre inusité des assaillants ; car il ne se proposait pas de lancer à la fois moins de trois à quatre mille hommes ; à quelles erreurs, à quelle confusion ne serait pas exposée, dans l'obscurité de la nuit, une telle foule de combattants? Il faisait surtout valoir la

[1] Louvois à Courtin, 18 mars : « Je vous veux expliquer quelles étoient les fortifications de la ville. L'ouvrage couronné, que j'avois vu autrefois fort méchant et quasi sans fossé, en a un profond de vingt-quatre pieds, une grosse palissade dans le milieu de son fossé, et une sur la berme que le canon ne pouvoit voir. Il y avoit, vis-à-vis des deux courtines dudit ouvrage couronné, deux demi-lunes de chacune vingt-cinq toises de face, bien revêtues; au-devant de cela, une contrescarpe dont les palissades avoient été déchirées du canon; et, à tous les angles, quantité de fourneaux. Derrière cet ouvrage couronné, il y avoit une demi-lune revêtue, de plus de quarante-cinq toises de face, qui avoit un fossé sec de trente pieds de profondeur et de dix toises de large; et ladite demi-lune étoit comme enveloppée des branches de l'ouvrage couronné, en sorte que le canon ne l'avoit pu endommager. Derrière cela, un pâté, grand comme un bastion raisonnable, qui avoit un fossé de six à sept toises de large, dans lequel, en rompant un batardeau, ils pouvoient faire passer l'eau de toute leur inondation ; et entre le pâté et les remparts de la ville, une écluse qu'ils appeloient le *Secret*, par laquelle on pouvoit faire passer tout le courant de l'Escaut. Le pâté est revêtu et le rempart aussi.

routine même qui tenait les assiégés plus éveillés la nuit que le jour; le matin venu, se croyant pour une douzaine d'heures libres d'inquiétude, et laissant le canon faire son œuvre, ils s'endormaient à leurs postes ou les quittaient même pour aller aux provisions et aux corvées. Louis XIV, frappé par l'insistance et convaincu par les raisons de Vauban, lui permit d'agir comme il l'entendait.

Le 16, dans la nuit, deux fortes colonnes d'assaut furent disposées aux extrémités de la parallèle; en tête de ces colonnes se trouvaient les deux compagnies des mousquetaires de la garde et la compagnie des grenadiers de la maison du roi que Louis XIV avait tout récemment formée des meilleurs soldats de son régiment; on les appelait familièrement dans l'armée les *Riotorts*, du nom de leur commandant; ils servaient, comme les mousquetaires, indifféremment à pied ou à cheval. Pendant toute la nuit, les batteries de mortiers n'avaient pas cessé de lancer des bombes. Le 17, au point du jour, leur feu s'éteignit graduellement. Le canon ne tirait qu'à de longs intervalles; un profond silence régnait dans la tranchée; nulle agitation; rien qui pût éveiller l'attention de l'ennemi. Tout à coup, à neuf heures du matin, neuf coups de canon donnent le signal. Quatre mille hommes environ s'élançant brusquement de la parallèle, escaladent sur plusieurs points le premier ouvrage, et tombent sur ses défenseurs qui ne s'attendaient à rien moins qu'à être attaqués. Aussi ce premier ouvrage fut-il emporté en un clin d'œil et presque sans perte. Vauban se félicitait d'un succès qui payait la confiance de Louis XIV, et

Louis XIV de sa confiance qui était couronnée d'un tel succès ; la fortune, en ce moment-là, leur prodiguait d'une main libérale de bien autres faveurs. Les premiers moments donnés aux premiers ordres, Louis XIV qui s'était placé sur une hauteur pour voir l'affaire, entendit un bruit de canon ; comme il cherchait d'où venait ce bruit, il aperçut soudain, non sur le premier ouvrage, ni sur le second, ni sur le troisième, mais sur les remparts mêmes de la ville, les habits éclatants de ses mousquetaires. Il les crut tous perdus, tués ou pris ; ils étaient en train de prendre Valenciennes.

Voici ce qui s'était passé. Après l'assaut, les mousquetaires, jeunes et ardents gentilshommes, avaient dédaigneusement laissé aux troupes qui les suivaient le soin vulgaire de faire le logement dans l'ouvrage conquis; pour eux, ils s'étaient jetés à la poursuite des fuyards. Les *Riotorts*, vieux soldats, ne voulurent pas abandonner ces vaillants étourdis; et les uns et les autres criant . « Tue! tue! » pointant de l'épée dans la masse confuse qui roulait devant eux, allaient au hasard à travers les accidents des fortifications, palissades, fossés, traverses, descendant, montant, tournant, escaladant les ouvrages, et toujours poussant au milieu d'une foule éperdue qui grossissait à mesure, mais sans résistance, et qui les aurait écrasés rien qu'en se refermant sur eux; jusqu'à ce qu'enfin, ayant traversé sur des corps amoncelés un étroit et obscur passage, ils se trouvèrent tout à coup dans la ville. Alors ils commencèrent à se reconnaître; surpris, mais non effrayés de leur situation, ils se rallièrent un cer-

tain nombre; une rue s'ouvrait devant eux, à l'autre bout de laquelle ils voyaient s'avancer une troupe de cavalerie inquiète de ce désordre et de ces clameurs. Les uns, se jetant dans les maisons à droite et à gauche, firent feu par les fenêtres, les autres présentant la baïonnette[1] au poitrail des chevaux, en abattirent quelques-uns qui rompirent la charge et leur firent une sorte de retranchement; les cavaliers tournèrent bride, et, se voyant poursuivis, coururent donner l'alarme au reste de la garnison. Pendant ce temps, les *Riotorts*, qui avaient plus de sang-froid et d'expérience, étaient montés sur le rempart, dont ils avaient facilement chassé les rares défenseurs, ébahis du spectacle étrange qui se passait sous leurs yeux. Les mousquetaires les y rejoignirent bientôt, et, retournant les canons, ils commencèrent à tirer sur la ville. C'est alors que Louis XIV les aperçut.

Le maréchal de Luxembourg, comprenant aussitôt ce qui se passait, se jeta en avant, suivi des compagnies des gardes qui s'étaient logées dans le premier ouvrage. En un instant les portes furent enfoncées, et les hardis mousquetaires se virent soutenus par des forces nombreuses contre lesquelles toute résistance était impossible. Après quelques pourparlers, la garnison se rendit prisonnière, et la bourgeoisie demanda grâce. Louvois accourut, avec les ordres du

[1] Louvois à Courtin, 18 mars : « La cavalerie qui étoit sur la place est venue à la charge et a repoussé nos gens jusque sous la porte; mais les mousquetaires, ayant mis leurs bayonnettes dans leurs fusils, ont marché à eux, et à coups de grenades et à coups de bayonnettes, les ont rechassés bien avant dans la ville. » — On sait qu'il s'agit ici de la baïonnette primitive qui s'enfonçait dans le canon du fusil ou du mousquet.

roi, pour empêcher le pillage. Il était temps. Déjà les travailleurs des tranchées, désertant leurs postes, jetant leurs outils, accouraient en foule pour avoir leur part du butin ; car, c'était la loi de la guerre, toute ville prise d'assaut était abandonnée au soldat. Il fallut la présence de Louvois et toute la vigueur des officiers pour arrêter cette invasion et faire lâcher prise aux premiers qui s'étaient déjà jetés sur leur proie. Louvois donna seulement aux mousquetaires les chevaux de la garnison espagnole[1]. Voilà le récit abrégé d'une action, la plus extraordinaire peut-être de nos annales militaires, si riches en coups d'éclat. Elle n'avait pas coûté quarante hommes tués ou blessés[2].

« Il faut espérer, disait Louvois à Courtin, que ce coup de verge amollira le cœur des Espagnols, et les rendra moins opposés à la paix qu'ils ne l'ont paru par les impertinentes propositions que M. de Ronquillo a données à Nimègue en dernier lieu. Comptez

[1] Il y a dans les *Mémoires inédits du comte d'Aligny*, alors maréchal des logis dans la première compagnie des mousquetaires, un récit très-curieux de cette action. Nous en extrayons seulement l'épisode final, où Louvois joue son rôle. « M. de Louvois étant entré pour régler toutes choses, la cavalerie [espagnole] étant sur la grande place à cheval, il leur dit fort brusquement : « Messieurs, mettez pied à terre. » Et comme notre compagnie étoit en bataille devant eux, M. de Louvois nous dit : « Messieurs les mousquetaires, le roi vous donne ces chevaux pour ne pas « vous en retourner à pied au camp. » Le colonel des dragons, nommé Vieu, s'étant approché de M. de Louvois pour le prier que les officiers ne fussent pas mis pied à terre, ce ministre avec menaces le fit descendre au plus vite; et comme il vit que je tenois le drapeau, il me dit : « M. d'Ali« gny, voulez-vous retourner à pied au camp? » Sur quoi je lui répondis que j'avois envoyé chercher mes chevaux. A quoi il me dit : « Je veux que « vous ayez le cheval de ce colonel, » qui assurément étoit le plus beau et le mieux harnaché de la garnison. Je crus ne pouvoir le refuser. »

[2] Louvois à Courtin, 18 et 28 mars. Récit très-détaillé. — *Voir* aussi Louvois à Navailles, à Créqui, à Vivonne, 18 mars. *D. G.* 531.

que les affaires du roi continueront à aller toujours bien, et que c'est par les conquêtes que l'on fera de ce côté-ci que l'on peut avoir des avantages solides, et parvenir à une paix avantageuse. » Valenciennes était au roi depuis quelques heures à peine, que déjà Louvois envoyait, en Artois et en Picardie, l'ordre de rassembler sur-le-champ des pionniers pour faire les travaux préliminaires de deux siéges à la fois[1]. Louis XIV arrivait, le 22 mars, sous les murs de Cambrai, tandis que Monsieur marchait à Saint-Omer, avec vingt bataillons et trente escadrons. Pour soutenir l'entrain du soldat, pour l'encourager à supporter, non les privations, — car, grâce à l'admirable prévoyance de Louvois, rien ne lui manquait, — mais les rigueurs d'un hiver prolongé, Monsieur demanda et le roi approuva que la gratification, qui était de dix sous pour les travaux de jour et de vingt sous pour les travaux de nuit, fût élevée de moitié[2].

Louvois ne manqua pas d'envoyer à Courtin la relation du siége de Cambrai. On remarquera sans doute, au début de cette relation, une anecdote qui fait plus d'honneur à la sincérité qu'à la bravoure du narrateur, à moins que la prudente retraite de Louvois n'ait

[1] Louvois à Breteuil, 17 mars : « La ville de Valenciennes ayant été prise ce matin, Sa Majesté a résolu d'entreprendre immédiatement le siége de Cambrai et de s'y rendre lundi prochain, 22 de ce mois; de quoi je vous donne avis par ce courrier; afin que vous envoyiez partout vos mandements pour faire rendre à Péronne et à Saint-Quentin six mille pionniers. Vous mettrez partout des gens pour accompagner les convois, et avoir soin de faire payer exactement, à raison de cent sols par jour, chaque chariot à quatre chevaux pendant le temps que Sa Majesté s'en servira. » — Louvois à Robert, 18 mars : « Ce mot est pour vous donner avis que le roi a derechef résolu le siége de Saint-Omer. » *D. G.* 531.

[2] Louvois à Robert, 20 mars et 6 avril.

voulu être une façon plus expressive de blâmer la témérité de Louis XIV, une manière d'argument personnel contre l'excès de la curiosité royale.

« Cambrai a été investi, il y a eu lundi huit jours ; l'on a employé jusqu'au samedi à s'établir et à parfaire les lignes où huit mille pionniers picards ont travaillé. Dimanche [28 mars] on a ouvert la tranchée du côté de la porte Notre-Dame, c'est-à-dire le long de l'Escaut, le laissant à droite ; on a commencé, la même nuit, une batterie au delà de l'Escaut, qui voit à revers les dehors et les remparts de la ville de ce côté-là. Ce même soir, ayant eu à parler à Sa Majesté, je l'allai chercher à l'endroit où les troupes qui devoient monter la tranchée avoient leur rendez-vous ; et comme il y a assez loin du quartier du roi, je n'y arrivai qu'à nuit fermée ; on me dit que le roi étoit sur la contrevallation, qui est en cet endroit fort proche de la place ; à la barrière, je trouvai le guet des gardes du corps, dont les officiers me dirent que le roi étoit allé à la garde de la cavalerie ; j'allai jusque-là où j'appris que Sa Majesté étoit avec Vauban à cheval, à la tête des travailleurs, où je ne jugeai pas à propos de l'aller trouver, et m'en revins à la barrière où, après l'avoir attendu une heure, je le vis revenir. Je vous dis ceci en passant, afin que vous partagiez un peu l'inquiétude que me donnent de pareilles curiosités.

« Le mardi matin, la batterie de dix pièces, au delà de l'Escaut, commença à tirer ; le mercredi matin, une de six étoit à trois cents pas de la contrescarpe ; et jeudi matin, une de sept à cent pas. Jeudi, à minuit, on a attaqué la contrescarpe, où l'on n'a trouvé per-

sonne; on s'y est logé; et l'inquiétude ayant pris aux grenadiers du régiment du roi de voir où étoient les ennemis, ils sont allés en parti dans les dehors; vingt d'entre eux ont rencontré deux cents hommes dans une espèce d'ouvrage couronné qui couvre le château de Selle; ils les ont poussés jusqu'à la porte de la ville que l'on a incivilement fermée au nez des grenadiers du régiment du roi, qui ont rapporté sept habits de soldats ou d'officiers qu'ils ont tués, et ramené deux prisonniers par lesquels nous avons appris que le gouverneur avoit résolu de faire retirer toute sa cavalerie dans la citadelle, tuant les chevaux dans la ville auparavant que de la quitter, à la réserve de dix par compagnie. Cette résolution pourra bien abréger la défense de la citadelle de quatre ou cinq jours, par la quantité de gens qu'il y aura dedans qui seront assurément d'avis de se rendre, dès que les bombes y pleuvront et ruineront un corps de cavalerie considérable, après la perte duquel, et de ce qui est dans Saint-Omer, M. de Villa-Hermosa ne sauroit avoir en campagne, en tirant toute la cavalerie qu'il a dans ses places, plus de mille ou douze cents chevaux ou dragons. Il me reste à vous parler de ce que ce siége a coûté au roi; jeudi au matin, que j'en suis parti, il y avoit dix-neuf hommes à l'hôpital; on m'a mandé qu'il n'y en avoit eu que cinq ou six de blessés à l'attaque de la contrescarpe; ainsi il sera vrai que la réduction de la ville de Cambrai n'aura pas mis cinquante hommes hors d'état de monter la garde pendant huit jours. » A cette relation, datée du 3 avril, il faut ajouter une suite, du 4 : « Je ne me suis point trompé dans

le pronostic que je vous ai fait dans ma lettre d'hier, puisque la ville de Cambrai a demandé à capituler hier, à une heure après midi. La tranchée doit s'ouvrir aujourd'hui devant Saint-Omer; comptez que d'aujourd'hui en quinze jours ces deux places seront réduites à l'obéissance de Sa Majesté; après quoi je crois que, pour vous donner moins d'affaires, elle mettra ses troupes en quartier de printemps pour quinze jours ou trois semaines[1]. »

Louvois adressait à Courtin cette relation, de Lille, où il était allé donner des ordres pour faire marcher de nouvelles troupes au siége de Saint-Omer. Quoi qu'on puisse croire de la jalousie de Louis XIV contre son frère, il est certain qu'il ne négligeait rien pour lui rendre le succès plus facile. Si l'un des deux frères était jaloux de l'autre, c'était surtout Monsieur, abandonné à des hommes tels que le marquis d'Effiat et le chevalier de Lorraine qui, dans l'intérêt de leur détestable crédit, ne cessaient de le tenir en défiance, presque en révolte contre le roi. Le maréchal d'Humières avait été mis auprès de Monsieur, autant pour combattre la pernicieuse influence de ses conseillers que pour l'aider à prendre Saint-Omer. « Je vous dirai, lui écrivait Louvois, que lorsque vous croirez qu'il sera du service du roi que Monsieur prenne quelque parti sur les choses qui se présenteront, Sa Majesté s'attend que vous le lui conseillerez avec fermeté et sans avoir aucune complaisance pour les gens qui ont l'honneur de l'approcher qui

[1] *D. G.* 532.

pourroient être d'un autre avis. Je vous supplie de brûler cette lettre quand vous l'aurez lue, et de ne témoigner à personne ce que j'ai eu ordre de vous mander à cet égard [1]. » Louis XIV était plein de ménagements pour le caractère ombrageux de son frère : « Le roi, lui faisait-il écrire, ne donne aucun ordre à Monsieur, et lui donne simplement son avis, laissant à Monsieur la liberté de ne s'y conformer qu'autant qu'il le trouvera praticable et qu'il le jugera à propos pour le plus grand bien du service de Sa Majesté [2]. » Et cependant les circonstances étaient graves; elles exigeaient de la décision.

Au premier bruit du siége de Valenciennes, le prince d'Orange était accouru du fond de la Hollande ; il avait appelé sous Dendermonde les régiments hollandais et le peu de troupes espagnoles dont le duc de Villa-Hermosa pouvait disposer encore. Mais déjà Valenciennes était tombé ; Cambrai, Saint-Omer étaient investis. Le salut de ces deux places dépendait d'un seul effort ; un des siéges manqué ferait manquer l'autre ; le prince d'Orange choisit Saint-Omer comme plus facile à délivrer, et marcha vers Ypres. Les conseillers de Monsieur commençaient à perdre la tête ; Louvois écrivit, le 31 mars, au maréchal d'Humières : « Sa Majesté voit que vous supposez que si les armées d'Espagne et de Hollande s'avançoient pour le secours de Saint-Omer, Monsieur n'auroit d'autre parti à prendre que celui de se retirer, à moins qu'il ne fût promptement secouru du corps d'infanterie que le roi lui a destiné et de la cava-

[1] Louvois à Humières, 27 mars. *D. G.* 531.
[2] Mémoire pour Monsieur, 7 avril. *D. G.* 532.

lerie des places de Flandre. Sur quoi, Sa Majesté me commande de vous dire que quoiqu'elle ne désire pas que Monsieur se commette à un événement fâcheux, elle verroit avec une peine infinie que Monsieur fût obligé de prendre un pareil parti, et que voulant le mettre en état de n'y être point contraint, elle a envoyé le sieur de Chamlay avec un mémoire des dragons que Monsieur pourroit faire venir pour fortifier l'armée qu'il commande. Si M. le prince d'Orange veut aller secourir Saint-Omer, vous y verrez bonne compagnie vingt-quatre heures avant qu'il arrive. »

Le même jour, Louis XIV envoyait à son frère huit bataillons et dix pièces de campagne. Le lendemain, Louvois partait pour Lille, d'où il expédiait des ordres pour faire sortir la cavalerie de toutes les places de Flandre. Le 3 avril, il écrivait à Courtin : « Il arriva ici vingt-sept escadrons de cavalerie ou de dragons ; il y en arrivera encore aujourd'hui quatre, et il y en a dans les villes qui sont d'ici à Aire, encore vingt qui sont tout prêts à marcher au premier ordre que je leur adresserai; de manière que si M. le prince d'Orange veut s'approcher de Monsieur, il trouvera vingt mille hommes de pied et quinze mille chevaux. » Le 6, Louvois était de retour auprès du roi, devant la citadelle de Cambrai ; aussitôt neuf autres bataillons quittaient encore le camp royal pour rejoindre Monsieur, tandis que le maréchal de Luxembourg courait se mettre à sa disposition avec les deux compagnies des mousquetaires. En quelques jours, Monsieur allait avoir sous ses ordres trente-huit bataillons et quatre-vingts escadrons. Il fut résolu qu'il n'attendrait pas le prince d'Orange

dans ses lignes. Laissant devant Saint-Omer, pour garder les travaux du siége contre les entreprises de la garnison, un petit nombre de troupes régulières et les milices du Boulonnais, il marcha quelques lieues au-devant de l'ennemi, dans la plaine de Cassel.

Le 10 avril, dans la journée, les Hollandais commencèrent à paraître; dans la nuit du 10 au 11, les neuf bataillons envoyés en dernier lieu par le roi rejoignirent leurs camarades au bivouac; les deux armées étaient à peu près égales en nombre. Un ruisseau les séparait; de part et d'autre s'étendait une plaine mamelonnée de monticules couronnés de moulins; les terrains bas coupés de haies vives et de fossés pleins d'eau. L'armée française était rangée sur deux lignes, avec une réserve, la droite appuyée à une hauteur qu'on nommait dans le pays le mont d'Aplinghen, la gauche au moulin de Balenberghe. Le maréchal d'Humières commandait l'aile droite, où se déployaient en première ligne les deux compagnies des mousquetaires et six escadrons de la gendarmerie; le maréchal de Luxembourg commandait l'aile gauche, et Monsieur, assisté du comte du Plessis, lieutenant général, se tenait au centre, à la tête de l'infanterie, dont les premiers bataillons étaient ceux des gardes françaises. Du côté des Hollandais, le comte de Horn commandait l'aile droite, le prince de Nassau l'aile gauche, et le prince d'Orange le centre, avec le comte de Waldeck.

En avant de la gauche française, sur le bord et en deçà du ruisseau, se trouvait l'abbaye de Peene. Ce fut là que les premiers coups de feu furent tirés le 11, au point du jour. Le prince d'Orange fit passer le

ruisseau à quelques troupes qui chassèrent de l'abbaye un petit poste que le maréchal de Luxembourg y avait placé. Monsieur donna aussitôt des ordres pour la reprendre; il y fit marcher le régiment d'Anjou, soutenu de quatre pièces de canon et d'un régiment de cavalerie. Après une résistance opiniâtre, les Hollandais furent délogés à leur tour et repoussés au delà du ruisseau. Il n'y avait plus moyen d'occuper les bâtiments de l'abbaye, qui étaient en feu. Ce premier engagement n'eut pas de suites immédiates, et les troupes qui y avaient pris part rentrèrent des deux côtés dans leur ordre de bataille.

Si le prince d'Orange avait voulu s'emparer de l'abbaye de Peene, c'est que son plan était de faire un grand effort sur sa droite; l'échec qu'il venait d'éprouver le laissa ferme dans son dessein, mais l'amena néanmoins à faire, dans ses premières dispositions, un changement tardif et grave. Sa gauche était couverte par des haies et par des retranchements; il résolut de n'y laisser qu'un petit nombre d'escadrons et d'envoyer tous les autres à l'aile droite. Mais quoiqu'il eût pris la précaution de les faire défiler derrière sa première ligne, il ne put dérober ce mouvement à la vue de ses adversaires. Aussitôt le maréchal d'Humières se fit donner par Monsieur l'ordre d'attaquer l'aile affaiblie. « Je vais à ma droite, lui dit-il en le quittant, je vais passer le ruisseau avec les deux compagnies des mousquetaires du roi; je n'aurai pas le loisir de vous envoyer un aide de camp; si vous entendez tirer, c'est que j'aurai commencé le combat. »

Il était dix heures lorsque la bataille s'engagea ainsi

sur la droite. Les mousquetaires passèrent le ruisseau; arrivés en vue des retranchements qui étaient occupés par deux bataillons des gardes du prince d'Orange, le maréchal leur fit mettre pied à terre, et les lança en avant comme une troupe d'infanterie. Les Hollandais les regardaient venir, immobiles, en silence, prêts à faire feu; déjà les mousquetaires s'accrochaient, pour escalader l'épaulement, aux canons des fusils; une décharge à bout portant les renversa dans le fossé; quarante y demeurèrent tués ou blessés; les autres se relevèrent, forcèrent le retranchement et firent main basse sur tout ce qui ne battit pas assez vite en retraite. Pendant ce temps, la gendarmerie et les autres escadrons défilaient rapidement à droite et à gauche, pour se déployer sur un terrain favorable; le maréchal fit sonner pour rallier les mousquetaires; en un moment ils se retrouvèrent à cheval, en ligne, à leur place d'honneur. Le peu de cavalerie que le prince d'Orange avait laissée à son aile gauche fut bientôt mise en déroute; alors tous les escadrons français, mousquetaires, gendarmes, cuirassiers, chevaux-légers, dragons, se rabattirent par une charge impétueuse sur le flanc découvert de l'infanterie hollandaise. Par une singulière rencontre, les mousquetaires, à cheval, trouvèrent devant eux les débris ralliés de ces mêmes gardes du prince d'Orange qu'ils avaient assaillis tout à l'heure comme gens de pied ; ils achevèrent de les détruire.

A l'autre extrémité du champ de bataille, le maréchal de Luxembourg avait eu d'abord fort à faire pour défendre le passage du ruisseau contre une cavalerie deux fois plus nombreuse que la sienne; mais, enlevés par sa

brillante valeur, les escadrons français avaient repris l'offensive ; cependant de ce côté les charges se succédaient sans produire de résultats décisifs.

Au centre, après une vive canonnade, les bataillons de la première ligne avaient abordé, au delà du ruisseau, l'infanterie hollandaise; ils avaient même commencé à la mettre en désordre, lorsque le prince d'Orange, ordonnant la même manœuvre que le maréchal d'Humières exécutait en ce moment-là contre sa gauche, lança sur le flanc des bataillons français une partie de la nombreuse cavalerie de sa droite. Surpris par cette brusque attaque, ils plièrent sous le choc et se laissèrent ramener jusqu'au bord du ruisseau. A cette vue, Monsieur courut à l'infanterie de la seconde ligne, l'amena au pas de course et rétablit le combat. Chargeant à la tête des bataillons comme un capitaine de grenadiers, il vit tomber autour de lui vingt officiers de son état-major; sa cuirasse fut faussée par une balle ; mais il eut la joie de voir les Hollandais reculer à leur tour. Poussés de front par le prince, pris en flanc par le maréchal d'Humières, leurs bataillons ne tardèrent pas à se confondre en une masse flottante et désordonnée qui, sous un dernier choc de la cavalerie, se divisa de nouveau, mais en groupes plus ou moins nombreux de fuyards.

Les Français ne voyaient plus devant eux, sur tout le champ de bataille, que des fragments d'armée; car, de son côté, le maréchal de Luxembourg avait suivi le mouvement offensif du centre, et donné à ses escadrons un dernier élan qui avait tout emporté. Si la cavalerie victorieuse n'avait pas rencontré sur sa route

les bagages de l'ennemi qu'elle pilla, tout ce qui restait des troupes du prince d'Orange aurait été pris dans la poursuite.

Telle qu'elle a été, voici les résultats de la bataille de Cassel, vraie bataille rangée, dans toute la force du mot : du côté des Hollandais, trois mille morts, quatre à cinq mille blessés, deux mille cinq cents prisonniers, quarante drapeaux, quatorze étendards, tout le canon, toutes les munitions, tous les magasins perdus ; du côté des Français, douze cents morts et deux mille blessés [1]. Monsieur envoya le marquis d'Effiat porter au roi ces glorieuses nouvelles. Louis XIV, répondant aux félicitations du prince de Condé sur cette victoire, lui écrivit le 15 avril : « Mon cousin, c'est avec justice que vous me félicitez de la bataille de Cassel. Si je l'avois gagnée en personne, je n'en serois pas plus touché, soit pour la grandeur de l'action, ou pour l'importance de la conjoncture, surtout pour l'honneur de mon frère ; au reste, je ne suis pas surpris de la joie que vous avez eue en cette occasion. Il est assez naturel que vous sentiez à votre tour ce que vous avez fait sentir aux autres par de semblables succès [2]. » Il était toutefois impossible que cette bataille gagnée par Monsieur sur le prince d'Orange ne ramenât pas dans l'esprit de Louis XIV le souvenir pénible de l'occasion qu'il avait manquée l'année précédente. Quoi qu'il en soit, Monsieur ne commanda jamais plus d'armée.

[1] Détail de la bataille de Cassel, 11 avril. — Saint-Pouenge à Louvois. 13 avril. *D. G.* 545. — Louvois à Créqui, 12 avril ; à Courtin, 13 avril. *D. G.* 532.

[2] *Œuvres de Louis XIV*, t. IV, p. 117.

Louvois s'était empressé de faire son compliment au prince et aux deux maréchaux; il réclamait à M. de Luxembourg sa part du butin. « Vous avez pillé le bagage de M. le prince d'Orange, lui écrivait-il du camp sous Cambrai, le 13 avril; je ne vous demande point son argent ni sa vaisselle, mais je vous demande ses cartes, que je vous supplie de bien cacher, afin que vous ne soyez pas obligé d'en faire présent à personne. J'espère que la réduction de Saint-Omer me mettra bientôt en état d'avoir le plaisir de vous embrasser. Je ne vous parle point de ce siége-ci parce que le mineur étant attaché depuis hier au soir, il y a apparence que M. de Zavala Pedro n'achèvera pas le carême dans la casemate qu'il habite depuis quinze jours. »

Cependant la garnison de Cambrai, si molle dans la défense de la ville, avait, contre toute attente, retrouvé dans la citadelle une énergie que la défaite de Cassel semblait redoubler encore. Après six jours de tranchée, les dehors avaient été emportés le 11 au soir, mais avec des pertes auxquelles on n'était plus accoutumé; il n'y avait pas eu moins de cinquante hommes tués et de deux cent soixante blessés. Le 12, Vauban avait établi, dans le fossé même, une batterie de trois pièces qui, tirant au pied d'un bastion, y eurent bientôt fait un trou suffisant pour loger le mineur; en même temps trois batteries de brèche de quinze pièces étaient construites sur la contrescarpe. Mais le 14, les assaillants subirent un échec ainsi mentionné par Louvois dans son journal du siége : « L'on a voulu pendant le jour faire emporter une demi-lune qui étoit tout à fait à la gauche de l'attaque; elle l'a été l'épée à la main,

sans aucune résistance considérable; mais les ennemis ayant fait un très-gros feu du rempart, ont blessé ou tué la plupart des gens qui étoient dedans, auparavant que le logement fût achevé, et sont revenus ensuite dans ladite demi-lune que nos gens ont été obligés d'abandonner. Nous avons eu vingt-cinq officiers tués ou blessés, cinquante soldats tués sur la place et deux cents de blessés. C'est la seule disgrâce qui soit arrivée depuis le commencement du siége ; et on l'auroit évitée, si l'on avoit suivi l'avis de Vauban[1]. Il y a présentement une des chambres de la mine chargée; demain matin les deux autres le seront; après quoi on conviera M. le gouverneur de l'envoyer visiter, lui déclarant qu'il sera pris à discrétion s'il laisse entamer son bastion[2]. »

Quel devait être le sort de la garnison? C'était une question vivement débattue autour du roi; les uns voulaient qu'elle demeurât prisonnière, les autres qu'on la laissât aller. Parmi les plus violents dans le premier sens était un gentilhomme flamand, le baron de Quincy, ancien officier au service de l'Espagne, devenu sujet de Louis XIV et maréchal de camp dans son armée. « Se pourroit-il, écrivait-il à Louvois, que l'on donnât dans le sentiment des courtisans qui, ennuyés par un peu de pluie et de boue, traitent de bagatelle l'avantage que nous remporterons de prendre treize régiments prisonniers dans la citadelle de Cambrai? Je les ai hier vus alléguer cent méchantes raisons là-des-

[1] Le comte d'Aligny dit que ce fut le colonel du régiment du roi qui fit résoudre cette attaque.
[2] Louvois à Courtin, 12, 13 et 15 avril. *D. G.* 532.

sus; et le cœur me saignoit quand l'on m'a dit que Sa Majesté s'étoit déclarée en faveur de leur opinion. Je ne saurois m'empêcher de dire encore une fois à Votre Excellence que la perte des Pays-Bas dépend de la prise de ces garnisons, n'étant rien de si certain que l'Espagne ne se relèvera jamais d'une perte aussi considérable que celle de ces trente-cinq régiments[1] qui font plus que la moitié de leurs troupes, et que sept à huit jours de patience nous vont les faire prendre[2]. »

Mais Vauban était à la tête des modérés, et son opinion, soutenue de raisons admirables, avait plus d'autorité que celle du baron de Quincy : « Je ne crois pas, monseigneur, écrivait-il à Louvois, le 15 avril, que les ennemis la fassent longue, et, quelque mine qu'ils tiennent, je suis le plus trompé du monde si dans très-peu de temps il ne vous font pas parler de capitulation. Comme le roi m'a témoigné avoir intention de les faire prisonniers de guerre, je crains avec raison qu'il ne persiste dans cette pensée, d'autant que ce seroit nous attirer de la besogne pour cinq ou six jours de plus, et nous mettre en état de redoubler nos pertes. Il ne faut point abuser de la bonne fortune; et les prendre à composition est très-assurément le plus court de cinq ou six jours, voire de dix, et de sept à huit cents hommes de perte; outre que les troupes du roi ont besoin de quelques semaines de repos, sa cavalerie de rafraîchissement et de beaucoup de réfection. Sa Majesté doit songer que l'on va entrer dans de

[1] A Valenciennes, Saint-Omer et Cambrai.
[2] 16 avril. *D. G.* 545.

grandes affaires du côté d'Allemagne, où elle aura besoin de toute la vigueur et du bon état de ses troupes; à quoi j'ajoute que la conservation de cent de ses sujets lui doit être beaucoup plus considérable que la perte de mille de ses ennemis. A tout ce que je viens de dire j'ajouterai, avec la franchise naturelle que Dieu m'a donnée, que je ne prendrois pas grand plaisir à me trouver assiégé dans une place où, par droit de représailles, on me fît prisonnier de guerre, attendu que c'est la condition du monde que je dois le moins désirer par des raisons que vous savez aussi bien que moi[1]. » Louis XIV se convertit sans plus de discussion à l'opinion de Vauban; mais l'honneur castillan voulut tenir jusqu'à la dernière extrémité.

Voici, racontées par Louvois, les dernières scènes, non pas les moins émouvantes, et le dénoûment de ce drame : « L'on a sommé, le 16 au matin, le gouverneur de la citadelle de Cambrai, qui a répondu qu'il ne refuseroit pas les grâces de Sa Majesté quand il les auroit méritées; mais qu'ayant encore quatre citadelles à défendre dans ses quatre bastions, il n'étoit pas en état d'entendre de plusieurs jours à aucune proposition. La mine joua sur le midi, qui renversa dix toises de la face du bastion; aucune pierre ne sauta, et per-

[1] Vauban continuait ainsi : « Il n'y a point de jour présentement que le simple commerce de la tranchée, sans aucune action, ne nous coûte cinquante hommes, l'un portant l'autre; et cela durera tout autant que le siége; jugez du reste. Si notre artillerie est demain bien servie, vous entendrez un beau carillon; mais je doute qu'elle le soit bien partout; il y a des endroits où il y a bien des commissaires [d'artillerie] qui n'ont pas encore fait chef-d'œuvre. Depuis ma lettre écrite, ajoutait-il en *post-scriptum*, nous avons pris la demi-lune fort sagement, et je ne crois pas qu'on y ait perdu quinze hommes tués ou blessés. » *D. G.* 545.

sonne dans la tranchée ne s'en aperçut que par voir tomber la muraille et sentir la terre trembler sous ses pieds; c'est-à-dire qu'elle ne fit aucun bruit. Dès le soir d'auparavant, douze pièces de canon, c'est-à-dire six sur chaque face, entreprirent de faire une brèché au bastion de la droite; le 16, sur les deux heures après midi, elles firent tomber l'angle du bastion et dix toises de chacune des faces; on tira cinq mille coups de canon, depuis le 15 à l'entrée de la nuit jusqu'au 16 à soleil couché. Il y avoit treize ou quatorze pièces de canon qui voyoient la brèche, qui n'y laissoient paroître personne sans être emporté; et plusieurs fois l'on y fit monter cinq ou six grenadiers qui criant : « Tue! tue! » obligeoient le bataillon qui défendoit la brèche à se montrer et à s'exposer au feu de cette artillerie qui étoit pointée dessus.

« J'oubliois de vous dire que, la nuit du 15 au 16, on se logea en deux endroits sur cette demi-lune où nous avions été battus deux jours auparavant, et que l'on n'y perdit que cinq soldats tués ou blessés; que, la nuit du 16 au 17, on avoit mis les mortiers en batterie auprès de la brèche, avec lesquels on devoit faire un feu continuel de pierres[1] qui auroient assurément fort maltraité les ennemis, qui étoient obligés de se tenir toujours derrière leurs retranchements. Les choses étant en cet état, le gouverneur demanda à capituler le 17, à neuf heures du matin; le roi lui accorda une capitulation

[1] Ces mortiers à pierres étaient une invention de Vauban, qui datait de 1672. —*V.* une lettre de Vauban à Louvois du 13 novembre 1672. *D. G.* 296. — *V.* aussi une lettre de Louvois au comte de Calvo du 14 mai 1677. *D. G.* 532.

fort honorable, en exécution de laquelle il doit sortir aujourd'hui à midi pour aller à Bruxelles, et remettre à Sa Majesté une place qui a fait des maux infinis au royaume, qui doit rendre le repos à plus d'un million de ses sujets, et que deux des plus grands capitaines que le roi ait eus dans ses armées[1] avoient manquée l'un après l'autre. L'armée se sépare après-demain pour s'aller rafraîchir jusqu'au 15 ou 20 du mois prochain, et le roi part en même temps pour aller à Calais, le 23 ou le 24 de ce mois[2]. »

Le siége de Saint-Omer se termina le 19, sans avoir offert le même intérêt que celui de Cambrai. Quoique la tranchée eût été ouverte le 4 avril, les pluies, les hésitations des ingénieurs à choisir leur emplacement sur un terrain marécageux, mais surtout l'inquiétude causée par l'approche du prince d'Orange, avaient empêché toute attaque sérieuse avant la bataille de Cassel. Depuis, la construction et l'armement des batteries avaient exigé pendant plusieurs jours des efforts inouïs. Les lourdes pièces de siége, embourbées dans un sol fangeux qui s'effondrait sous leur poids, avaient épuisé tous les attelages de l'armée; mais enfin, les soldats, encouragés par leurs officiers et excités par le désir de gagner la prime que Monsieur donnait pour chaque pièce tirée du bourbier, étaient venus à bout de mettre, le 15 au soir, tous les canons en batterie; le feu avait immédiatement commencé contre la place. L'attaque du chemin couvert était décidée pour

[1] Le comte d'Harcourt et Turenne.
[2] Louvois à Courtin, 18 avril. *D. G.* 532.

le 18; mais, par suite d'une erreur de calcul, du fait des ingénieurs qui avaient assuré que la tête des tranchées était plus avancée qu'elle n'était réellement, il se trouva que l'espace de terrain que les assaillants devaient traverser à découvert était trop étendu; il fallut s'arrêter à moitié chemin, même avec des pertes sensibles, et faire un logement à la hâte, à cent pas du fossé. Heureusement, la défaite du prince d'Orange avait plus abattu les cœurs à Saint-Omer qu'à la citadelle de Cambrai. Le chemin couvert fut emporté sans grande résistance dans la nuit du 18 au 19; et le lendemain, les batteries de brèche étant déjà presque achevées, le fossé à moitié comblé, les assiégés battirent la chamade.

Il y eut, autour de Monsieur, au sujet de la capitulation, les mêmes débats que dans le camp royal. Monsieur et ses confidents voulaient que la garnison se rendît à discrétion; le maréchal de Luxembourg était de l'avis contraire, de l'avis de Vauban. « Je vous prie de venir ici, écrivait-il à Louvois, instruit des intentions du roi selon l'état où vous trouverez la place. Personne ne seroit plus aise que moi que la garnison fût prisonnière de guerre; mais je pense qu'on ne la réduira pas aisément[1]. » Monsieur céda moins facilement que le roi; la capitulation ne fut accordée que le 22; la garnison sortit le même jour avec les honneurs de la guerre, pour être conduite à Gand[2].

[1] 20 avril. *D. G.* 545.

[2] Lorsque Vauban alla visiter les ouvrages de Saint-Omer, il trouva beaucoup à reprendre dans les travaux d'approche et dans toute la con-

Le 20 avril, après deux mois de rudes fatigues sous un ciel inclément, les troupes se séparaient pour aller chercher dans leurs quartiers un repos bien acquis. Louis XIV visitait ses places de Flandre et d'Artois. De Dunkerque, le 27 avril, Louvois écrivait à Courtin : « Nous sommes ici dans la plus belle place de l'Europe; le bruit court à Bruxelles que les Espagnols la veulent donner aux Anglois pour se déclarer contre nous. Pourvu qu'ils ne se déclarent qu'après qu'on la leur aura livrée, les deux nations ne sont pas en état de rompre ensemble de longtemps [1]. » Louvois savait

duite du siége en général. « Tout ce que vous dites sur la circonvallation et sur les attaques de Saint-Omer, lui répondit Louvois, est entièrement conforme à ce que j'ai eu l'honneur de dire au roi étant sur les lieux, et je suis très-aise de m'être trouvé de votre avis sur cela. » Vauban à Louvois, 11 juin. — Louvois à Vauban, 14 juin. *D. G.* 546.

[1] *D. G.* 552. — Vauban voulait que le port fût digne de la place. Il écrivait à Louvois, de Dunkerque, le 18 juillet : « Si dans très-peu de temps je ne fais pas approfondir le chenal à y faire entrer des vaisseaux de quatre à cinq cents tonneaux, je veux que le roi me fasse mettre la tête sur l'une des balises du hâvre; mais il faut dès l'instant même travailler aux fascinades, et que le roi fasse état d'y dépenser 100,000 livres quatre ou cinq ans durant, tant pour les entretiens que pour achever ce port dans la perfection tant de fois vantée, et en un mot s'en assurer, et l'approfondir tout à fait aussi bien que le canal de la Fosse. Le port est d'une telle conséquence que Dunkerque, qui le doit être plus au roi qu'une province entière, ne l'est nullement sans lui, qui n'est rien du tout présentement En un mot, je suis persuadé que Sa Majesté doit tout mettre en usage pour le faire accommoder, en dût-il prendre le fonds sur ses menus plaisirs, voire en retrancher sa propre table. Quant à moi, j'offre de bon cœur mes soins et un voyage exprès s'il le faut, eussé-je la mort entre les dents. Pour rendre un tel service, il n'y a rien qu'on ne doive faire. » *D. G.* 548. — Vauban à Louvois, septembre 1677 (le jour n'est pas indiqué) : « J'ai reçu hier au soir seulement réponse de M. de Seignelay sur le hâvre de Dunkerque; c'est ce qui s'appelle nous avoir fait perdre quinze jours de temps qui vaudroient mieux qu'un mois de l'arrière-saison, si on avoit su en profiter. On me refuse Decombe qui est le seul dont je me pouvois aider; jugez, monseigneur, si cela m'accommode. » *D. G.* 568.

bien que ce n'était pas à cette condition, ni à toute autre du même genre, que tenait la rupture de plus en plus imminente entre la France et l'Angleterre; Louvois savait bien que si Louis XIV s'était arrêté dans ses rapides conquêtes, c'était pour donner quelque répit à son ambassadeur à Londres, et même au roi Charles II, encore plus qu'à ses propres troupes.

La haine du peuple anglais contre la France se traduisait dans le Parlement par des menaces et des imprécations dont Louvois avait sa grande part : « On ne peut pas être plus mal avec la Chambre basse que vous y êtes, lui écrivait Courtin; on y dit tous les jours que vous êtes un diable (ce sont les propres termes dont on se sert) de faire subsister de grosses armées en campagne avant que les herbes soient venues; ceux qui crient le plus contre vous admirent votre prévoyance. Le vacarme est grand contre nous; mais Valenciennes et Cambrai, sans compter même Saint-Omer, dont je fais néanmoins un fort grand cas, valent bien la peine de le souffrir. Il a passé tout d'une voix dans la Chambre basse que les Anglois vendront jusqu'à leurs chemises (ce sont les termes dont ils se sont servis) pour faire la guerre à la France pour la conservation des Pays-Bas. Le bruit ne peut être plus grand, et un ambassadeur ne peut pas être plus embarrassé que je le suis; mais je ne désespère pas de sortir d'intrigue avec honneur. Le roi d'Angleterre et le duc d'York, avec qui je suis aussi bien, pour avoir tenu, si j'ose le dire, la conduite d'un honnête homme, que les ministres des confédérés y sont mal, commencèrent hier les premiers à faire votre éloge d'une si

bonne manière que je vous puis assurer qu'il n'y a pas de ministre dans toute l'Europe pour qui ils aient tant d'estime qu'ils en ont pour vous[1]. » Charles II tint ferme contre le Parlement et le prorogea pour six semaines, le 24 avril. La veille, Louis XIV avait chargé le duc de Créqui de porter au roi d'Angleterre une lettre qui contenait la proposition renouvelée d'une trêve générale; mais Charles II lui-même n'ayant pas cru que cette proposition eût chance d'être accueillie, surtout par les Allemands à qui la prise de Philisbourg avait donné beaucoup de confiance, Louis XIV la réduisit aux proportions d'une trêve spéciale pour les Pays-Bas. C'était une arme qu'il voulait mettre aux mains du roi son allié pour l'aider à repousser les assauts que le Parlement n'allait pas manquer de renouveler après la prorogation.

Quoique Charles II fût dans une situation difficile, il en exagérait encore les difficultés, afin d'exagérer le mérite de ses services et d'obtenir plus d'argent que Louis XIV ne lui en voulait donner. Pourrait-il résister longtemps à la pression de tout son peuple? Pourrait-il toujours refuser les subsides qu'on lui offrait de tous côtés, d'Angleterre et du dehors, pour se déclarer contre la France? Voilà ce qu'il laissait lui-même entendre, voilà ce qu'il faisait dire plus ouvertement par ses amis et par ses ministres à Courtin, au duc de Créqui, à l'archevêque de Reims, frère de Louvois, que la curiosité littéraire et l'amour des livres avaient attiré à Londres[2].

[1] 1er et 8 avril. *D. G.* 545.

[2] Courtin à Louvois, 29 avril : « M. le duc de Rheims a si bonne mine avec votre perruque et l'épée au côté, que j'espère que le plaisir qu'il prend à se regarder dans le miroir me fera jouir plus longtemps de

Le 17 mai, Courtin écrivait à Louvois : « Après vous avoir représenté ce que je crois qui pourroit arriver, si le roi faisoit de plus grands progrès en Flandre, je ne songe plus qu'à bien faire mon devoir pour défendre le terrain contre les confédérés. La seule chose que je vous supplie d'observer, c'est qu'ils n'ignorent pas que le roi d'Angleterre n'est pas en état de les menacer et de se déclarer contre eux, quand même ils s'éloigneront de la paix ou de la trêve. S'il veut prendre ce parti-là contre nous, il est assuré de tous les biens et de toutes les forces de l'Angleterre; mais s'il prétendoit se tourner contre nos ennemis, hors M. le duc d'York qui pourroit être de son parti, je ne crois pas qu'il pût compter sur un seul de ses domestiques. Croyez, monsieur, que je vous dis les choses comme elles sont; je ne serai point surpris quand vous aurez de la peine à le comprendre; mais si vous aviez été huit jours en Angleterre, vous en seriez persuadé comme moi. La forme du gouvernement se comporte ainsi, et le blanc n'est pas plus opposé au noir qu'elle l'est à celle de la France[1]. »

Quelques jours après, lorsque l'archevêque de Reims prit congé du roi d'Angleterre et de ses ministres, l'un d'eux, le comte d'Arlington, le pria de remettre à son frère la lettre suivante, que Charles II

l'honneur de le voir en Angleterre. Je m'en vais lui faire voir les maisons royales et la bibliothèque d'Oxford, pendant que M. le duc de Créqui représentera seul à Newmarket, où vous jugerez sans doute qu'il est plus honnête que je le laisse aller seul. » — 17 mai : « M. l'archevêque duc de Rheims, après avoir acheté une infinité de livres curieux en cette ville, a voulu voir la belle bibliothèque d'Oxford : il est parti ce matin et il reviendra après-demain soir. » *D. G.* 566 et 546.

[1] *D. G.* 546.

avait voulu qu'il écrivît à Louvois : « Monsieur, quoique le roi mon maître soit assez persuadé que vous ne pouvez ignorer la peine que lui fait la continuation de la guerre par les pressantes instances que son peuple lui fait d'y entrer, et qui ne lui peut jamais plaire, Sa Majesté a pourtant voulu m'obliger à me servir d'une main aussi sûre comme doit être celle de M. l'archevêque de Reims, pour vous le faire connoître plus expressément, et pour vous prier en son nom de vous employer à disposer Sa Majesté Très-Chrétienne à moyenner la paix générale avec toute l'expédition qui lui sera possible, voulant s'adresser à vous, puisque vous savez mieux que personne les fondements des fortes liaisons qui le tiennent si étroitement allié avec Sa Majesté Très-Chrétienne, et desquelles rien ne le peut faire départir; mais en effet, monsieur, il n'y a qu'une paix bien prompte qui peut tirer le roi mon maître des embarras où il se trouve. Il est vrai que les États-Généraux y sont assez portés; mais tant que Sa Majesté ne leur peut faire des propositions un peu raisonnables et qui soient en quelque manière un contentement de leurs alliés, cette envie, si grande qu'elle soit, ne produira rien sur ce fondement. Le roi mon maître entre à vous prier de vous appliquer à lui obtenir des propositions au plus tôt pour s'en servir comme de lui-même, et qui laissent le pays espagnol en quelque sûreté, s'assurant qu'il les fera valoir auprès des Hollandois qui semblent les seuls dans la confédération souhaiter la paix avec passion, et qui cependant ne la feront jamais séparée. Je sais qu'à un esprit si éclairé que le vôtre, ce peu de

paroles serviront à me bien acquitter de la commission qui m'a été donnée, et auxquelles je n'ai rien à ajouter pour le présent que de vous témoigner le déplaisir que j'ai eu de me voir si peu utile au service de M. votre frère dans le temps qu'il a été ici[1]. »

Dans le commerce qu'il faisait avec Louis XIV, Charles II n'avait jamais entendu lui vendre toute sa complaisance au point de lui laisser prendre la Flandre entière. Il avait dit, un jour, très-sérieusement à Courtin que la frontière du roi de France lui paraissait avoir besoin, pour être assurée, de Saint-Omer, de Valenciennes et de Cambrai, mais que ses conquêtes ne devaient pas être poussées plus loin[2]. Louis XIV fut fidèle à sa promesse de ne plus rien entreprendre contre les Pays-Bas. Après avoir séjourné quinze jours à Condé, centre des quartiers occupés par ses troupes, il les réunit le 20 mai au camp de Thulin, mais seulement pour faire « herber » sa cavalerie. Il envoya au maréchal de Créqui les gardes du corps, les gendarmes et les chevaux-légers de la garde ; un détachement de cinq mille chevaux et de quatre mille hommes de pied marcha vers la Meuse pour y demeurer en observation, sous les ordres du maréchal de Schönberg ; les garnisons retournèrent dans les places ; le maréchal d'Humières reprit son commandement accoutumé sur la frontière ; l'armée, forte encore de quarante-cinq bataillons et de quatre-vingt-douze escadrons, fut confiée au maréchal de Luxembourg, avec ordre de rester

[1] Arlington à Louvois, 21 mai. *D. G.* 546.
[2] Dépêche citée par M. Mignet, t. IV, p. 442.

sur la défensive; et le roi partit pour Versailles, où il rentra le 31 mai. Le même jour, le Parlement d'Angleterre rentrait en séance. Huit jours après, Charles II le prorogeait de nouveau jusqu'au 26 juillet, irrité, comme d'une atteinte à sa prérogative, que les Communes eussent déclaré qu'elles n'accorderaient aucun subside extraordinaire avant que les traités d'alliance qu'elles réclamaient n'eussent été conclus et communiqués au Parlement. Louvois ne manqua pas de féliciter Courtin de ce grand succès : « Vous avez, lui écrivit-il le 15 juin, bien dérangé les escabelles de M. le prince d'Orange et de ses confédérés, en obtenant la séparation du Parlement d'Angleterre. »

Dès lors, l'attention des politiques et des hommes de guerre, absorbée jusque-là par la campagne diplomatique et parlementaire à Londres, par les grands siéges et la campagne d'hiver en Flandre, se tourna tout entière du côté de la Moselle et du Rhin. C'est là qu'était espéré ou redouté, suivant les sympathies de chacun, le triomphe de la coalition par les armes du duc de Lorraine. Courtin lui-même était troublé; le souvenir de Philisbourg l'obsédait comme un sombre présage. Louvois, au contraire, pour lui relever le cœur, faisait montre d'un optimisme héroïque; il poussait vraiment la satisfaction jusqu'au paradoxe : « Il me paroît, lui avait-il écrit le 29 mars, que vous êtes fort en peine des maux que nos ennemis se promettent que nous feront les Allemands. Vous me direz que nous avons perdu Philisbourg l'année passée; sur quoi je vous dirai que ç'a été un grand bien pour le service du roi qu'ils s'y soient amusés, parce qu'ayant pris le fort

d'en deçà du Rhin, cinq ou six mille hommes qui se seroient retranchés aux avenues de la place l'auroient obligée de se rendre l'hiver passé sans tirer un coup de mousquet, n'étant pas possible de soutenir cette place, tant qu'on a Strasbourg contraire. » Il y avait toutefois d'autres arguments de force à rassurer Courtin davantage ; c'était surtout qu'on avait fait le dégât partout où l'armée impériale aurait pu être tentée de séjourner et de vivre.

Dès la fin de l'année précédente, Louvois avait donné l'ordre de raser les fortifications de Haguenau, de Saverne et de Montbéliard[1], autant de postes qu'il était bon de conserver quand on avait Philisbourg à soi et Strasbourg neutre, mais qu'il fallait détruire avant qu'ils ne tombassent infailliblement au pouvoir d'un ennemi qui avait ces deux portes toujours ouvertes sur l'Alsace. La seule citadelle de Saverne fut exceptée de la ruine et fortifiée, parce qu'elle couvrait un des principaux passages d'Alsace en Lorraine. Ordre fut donné aussi de dévaster tout le pays situé entre le Rhin et la Sarre, et toute la vallée de la Sarre jusqu'à la Moselle. Le baron de Montclar, chargé de cette exécution, la fit pendant l'hiver avec un extrême rigueur ; non content de faire sauter les remparts de Haguenau, il brûla la plus grande partie de la ville, pour empêcher les Allemands d'y pouvoir jamais installer ni leurs hôpitaux ni leurs magasins[2]; il brûla de même la ville de Deux-Ponts, après avoir eu soin pourtant d'enlever

[1] Louvois à Montclar, 22 décembre 1676. *D. G.* 483.
[2] Montclar à Louvois, 11 février 1677. *D. G.* 564.

et de faire transporter à Châlons la bibliothèque ducale[1]; il brûla ou rasa des châteaux qui appartenaient à la comtesse de Hanau, de la maison Palatine, et qu'elle assurait, dans une requête adressée à Louis XIV, n'être d'aucune importance, à tel point, disait cette bonne princesse allemande, qu'on aurait pu « les prendre sans coup férir et, pour ainsi dire, avec des pommes cuites[2]. » A la nouvelle de tous ces ravages, Courtin reprit confiance : « Je comprends fort bien à cette heure, écrivait-il à Louvois, qu'après le

Louvois à Créqui, 17 février : « L'envoyé de Suède s'est plaint au roi que l'on avoit enlevé la bibliothèque du château de Deux-Ponts, et qu'on la menoit à Châlons. Sa Majesté comprend bien pourquoi on l'a sortie, puisque, ayant eu ordre de tout brûler, elle auroit été consumée dans l'embrasement. » *D. G.* 566. — Le roi de Suède était héritier en expectative du duché de Deux-Ponts.

[2] La comtesse de Hanau à Louvois, 30 janvier 1677 : « La nécessité extrême où je me vois réduite me rend importune auprès de vous, sachant qu'il dépend de votre pouvoir de m'en tirer, s'il vous plaisoit seulement, monsieur, de m'accorder votre grâce que j'implore. » Signé Anne-Magdeleine, princesse palatine douairière, comtesse de Hanau. — La comtesse de Hanau au roi, 30 janvier : « Sire, je me jette avec mes cinq pauvres orphelins entre les bras de la clémence royale de Votre Majesté, implorant sa miséricorde de me dispenser, en considération des très-fidèles services que j'ai rendus à ses armées, de l'exécution de l'ordre que M. de Montclar m'a fait dire d'avoir reçu de la cour de raser tous les châteaux et lieux fermés dans ma pauvre comté, qui ne sont d'aucune importance et que l'on pourroit prendre sans coup férir, et, pour ainsi dire, avec des pommes cuites. » — La comtesse de Hanau à Louvois, février : « Si jamais une princesse s'est vue affligée, c'est moi. J'ai rendu de très-fidèles services au roi et ai obéi à tous les ordres que j'ai reçus de la cour, de MM. les généraux, intendants, commandants et commissaires, comme ils me rendront témoignage. Toutes mes terres sont ruinées de fond en comble sans que j'en puisse tirer aucuns revenus; plusieurs mille bâtiments y sont brûlés et abattus par les armées de Sa Majesté, que la somme des dégâts et dommages, suivant les spécifications que j'en ai fait présenter à M. de La Grange, intendant à Brisach, monte à plus de 1,200,000 livres; j'ai payé l'année passée 40,000 livres de contributions à Haguenau ; dans la présente, ils me sont encore imposés 29,000 livres dont j'ai déjà payé une grande partie. » *D. G.* 566. — Ces lettres sont datées de Bouxwiller.

dégât que le roi a fait faire depuis la Sarre jusqu'au Rhin, la guerre deviendra plus difficile aux Allemands; ce sera un effet du bon ordre que vous aurez mis à toutes choses [1]. »

La prise de Philisbourg et l'hostilité de Strasbourg avaient fait reculer du Rhin aux Vosges la frontière militaire de la France; la Lorraine remplaçait l'Alsace comme base d'opération pour une armée française engagée contre les Allemands. Le maréchal de Créqui avait à Nancy son quartier général; c'est de là qu'il envoya, le 14 mars, à Louis XIV un mémoire dans lequel il prévoyait et discutait avec une grande intelligence les partis que pouvait prendre le duc de Lorraine et les mouvements qu'il aurait lui-même probablement à faire. Il s'arrêtait à cette idée que le duc de Lorraine, laissant un corps en Alsace pour diviser l'attention et les forces de son adversaire, s'attacherait à l'attirer sur la Moselle, peut-être même sur la Meuse, et que, tandis que l'armée française, égarée par ces fausses démonstrations, marcherait à grands pas de ce côté pour lui gagner les devants, l'armée impériale rebrousserait chemin, rentrerait en Alsace, choisirait son poste et couvrirait le siége de Brisach, qu'elle trouverait déjà bloqué par le corps laissé sur le Rhin. Pour déjouer ces projets, le maréchal de Créqui se proposait de manœuvrer autour de Nancy, suivant un arc de cercle concentrique à celui que l'ennemi serait obligé de parcourir extérieurement, de sorte que, d'un point quelconque de cette courbe, l'armée française aurait tou-

[1] 12 avril. *D. G.* 566.

jours moins de chemin à faire pour se porter en moins de temps sur un autre. Le maréchal répudiait pour lui-même tout mouvement offensif, du moins au début de la campagne : « Il vaut beaucoup mieux, disait-il, avec des forces égales, tenir les Impériaux de près, leur donner la fatigue d'avoir toujours un ennemi sur les bras, sans se hasarder à combattre, si une forte raison et un bon poste ne nous convient de le faire. » Mais n'était-il pas possible que la campagne, ainsi commencée bride en main, s'achevât d'une autre sorte et donnât un résultat positif? « Comme il est de la prudence, ajoutait le maréchal, d'envisager tous les inconvénients qui peuvent inquiéter notre frontière, il est, ce me semble, nécessaire de considérer aussi tous les moyens de se prévaloir des avantages de nos armes et de profiter du désordre de l'ennemi ; car, si une fois il se jette sur la Moselle, et qu'on le puisse obliger de se retirer du pays qu'il aura passé avec assez de peine, sa retraite pourra peut-être lui coûter beaucoup. Il faudra qu'il regagne Mayence ou qu'il marche par un pays ruiné, pour aller à Philisbourg; et, dans ce temps, que ne peut-on pas faire en s'approchant du haut Rhin trois semaines plus tôt que l'armée de l'Empereur[1] ? »

La première partie de ce plan était tout à fait d'accord avec les idées de Louis XIV et de Louvois; la seconde leur plaisait un peu moins, parce qu'elle s'éloignait de la défensive; mais on verra qu'ils devaient

[1] Ce mémoire est imprimé dans les *Œuvres de Louis XIV*, t. IV, 107-115.

finir par s'y rallier. Toutefois, après avoir rendu aux belles conceptions militaires du maréchal de Créqui la justice qu'elles méritent, il convient d'ajouter qu'au moment d'entrer en campagne, il se sentit agité malgré lui par le démon familier des hardis capitaines, le démon des batailles. Louvois fut obligé de lui serrer le frein; on en trouvera la preuve dans les dépêches qui suivent : « Sa Majesté, disait Louvois, est persuadée que rien ne seroit plus contraire à son service que de hasarder un combat du côté du pays où vous êtes, et que votre principale application doit être, en tenant les ennemis autant près que faire se pourra, de vous poster toujours de manière que vous ne puissiez être forcé à donner un combat que Sa Majesté désire que vous évitiez tout autant que possible. » Cette dépêche est du 25 mars; en voici une autre du 16 avril, après la bataille de Cassel : « La défaite de M. le prince d'Orange dérange si fort les escabelles de nos ennemis, que je ne doute pas que vous ne vous en aperceviez bientôt par les grands détachements qu'ils feront des troupes d'Allemagne pour envoyer en Flandre. Je ne puis m'empêcher de vous répéter encore combien il est important à Sa Majesté que vous preniez vos mesures de manière que vous ne puissiez être engagé à aucun combat considérable; et jusqu'à ce que vous m'ayez fait réponse sur cet article, je serai toujours en peine si vous aurez reçu mes lettres. Je ne doute point que vous ne souhaitassiez fort que les ordres de Sa Majesté vous laissassent plus de liberté; mais il faut servir les maîtres à leur mode, et vous avez intérêt, pour beaucoup de raisons qu'il est inutile que je vous ex-

plique ici, de vous conformer aux intentions de Sa Majesté[1]. » Cette insinuation que le ministre avait soin de laisser dans un demi-jour, était une allusion discrète à l'affaire de Konz-Saarbrück; madame de Sévigné, qui n'avait pas la même obligation de se contenir, écrivait à sa fille : « M. de Créqui voudroit bien ne pas perdre la bataille, par la raison qu'une et une seroient deux[2]. »

Le maréchal se rabattit donc à la défensive, mais par des motifs que Louvois refusait d'admettre, comme la grande supériorité des forces de l'ennemi. D'accord sur le fond du débat, ils ne différaient que par les arguments; où l'un invoquait la nécessité, l'autre voyait le triomphe de la raison; le maréchal se croyait forcé d'être sage, et Louvois prétendait qu'il le fût volontairement. « Sa Majesté a vu avec quelque peine, lui disait-il le 25 mai, que vous croyez que la force de l'ennemi vous oblige à prendre le parti de la défensive, quand, ayant à vos ordres vingt-quatre bataillons et quatre-vingt-dix escadrons de quatre compagnies chacun, vous êtes plus fort de soixante compagnies de cavalerie que jamais M. de Turenne ne l'a été, dans un temps que l'armée de l'Empereur étoit jointe à celle des Cercles et à des troupes de Lunebourg et de Munster; au lieu que présentement elle est affoiblie de deux régiments qui ont hiverné en Bohême, et du corps qui a marché à Fribourg. Ce n'est pas que Sa Majesté approuve fort qu'en exécution de ses ordres qu'elle vous

[1] Louvois á Créqui, 25 mars et 16 avril. *D. G.* 531-532.
[2] Lettre du 16 juin.

a envoyés, vous ne preniez le susdit parti, puisqu'elle trouve que c'est celui qui convient le mieux à son service. »

Enfin, Louvois lui écrivait le 1er juin : « Il me reste à vous expliquer l'intention de Sa Majesté sur la con duite que vous devez tenir pour l'action de l'armée qu'elle a mise sous votre commandement; sur quoi je vous dirai que Sa Majesté persiste toujours à croire qu'il n'est pas de son service d'exposer le bon état de ses affaires au hasard d'une bataille; mais que son intention n'est pas aussi que, pour éviter un combat, vous laissiez prendre aucune de ses places, ni que vous laissiez promener impunément l'ennemi dans son pays. Elle ne voudroit pas non plus que vous fissiez faire à ses troupes aucune démarche qui pût préjudicier à la gloire et à la réputation de ses armes. Pour m'expliquer plus clairement, je vous dirai encore que Sa Majesté trouve bon que vous vous avanciez à la tête du pays autant que vous croirez le pouvoir faire, eu égard à la fourniture du pain et à la commodité des fourrages; que, vous postant avantageusement, vous n'hésitiez point à donner combat, quand les ennemis voudront vous venir attaquer dans un bon poste; mais que vous ne cherchiez point à les attaquer postés, ni à leur donner un combat, quand il ne sera point question de la conservation des places à la sûreté desquelles vous devez veiller. Sa Majesté m'a commandé d'ajouter à tout ce que dessus qu'elle s'attend que, vous ayant expliqué aussi clairement toutes ses pensées, vous vous attacherez à les suivre avec la dernière ponctualité, et que la liberté qu'elle vous donne ne vous fera point

sortir de la conduite qu'elle vous marque qu'il convient au bien de son service que vous teniez. »

Louvois avait pris un soin tout particulier que l'armée française fût aussi bien traitée, sous le rapport des vivres, qu'il espérait que les troupes allemandes le seraient mal. Ainsi, quoique d'ordinaire les intendants n'eussent à s'occuper que de la fourniture du pain en campagne, l'intendant Basin reçut l'ordre de se mettre en état, soit par des achats directs, soit par l'entremise de quelque entrepreneur, de fournir de la viande gratuitement aux soldats d'infanterie, à prix coûtant aux cavaliers et aux dragons, dont la solde était plus forte[1]. De son côté le maréchal de Créqui eut l'attention de ne pas fatiguer ses troupes par des mouvements inutiles. Quoique le duc de Lorraine eût passé le Rhin à Strasbourg dès le 13 avril, le maréchal ne fit lever ses quartiers qu'un mois plus tard, lorsque les projets de l'ennemi commencèrent à se mieux dessiner.

Le duc de Lorraine, laissant en Alsace les troupes des Cercles sous le commandement du prince de Saxe-

[1] Louvois à Créqui, 9 mai. « Sa Majesté a trouvé bon de me commander d'écrire à M. Basin d'essayer de trouver des gens qui se chargent de fournir de la viande à l'armée pendant six vingts jours au meilleur prix que faire se pourra, et d'en faire délivrer à chaque fantassin un tiers de livre par jour, et à chaque cavalier ou dragon un quarteron, retenant sur leur solde ce à quoi elle reviendra à Sa Majesté, en sorte qu'il n'y ait que la distribution qui se fera à l'infanterie qui lui soit à charge. Je mande à M. Charuel de ne plus fournir de vaches et d'imposer 80,000 livres sur la Lorraine pour cette dépense, et à M. Chauvelin de n'en point fournir aussi et d'imposer 30,000 livres sur la Comté. Le surplus sera pris sur les deniers de l'extraordinaire des guerres. » — Louvois à Basin, 14 juin : « Je vous ai déjà mandé que le roi ne vouloit pas payer la viande à 4 sols 6 deniers la livre, et qu'il falloit rompre le marché; et en cas que l'on ne la veuille pas donner pour 3 sols, il vaut mieux fournir des vaches aux troupes, en les payant au pays au plus juste prix que l'on pourra, que

Eisenach, et voyant les passages des Vosges, au-dessus de Saverne et de Schelestadt, gardés par les détachements d'un corps que le maréchal de Créqui laissait également en Alsace aux ordres du baron de Montclar, prit sa direction vers le nord, s'engagea dans les montagnes à la hauteur de Weissembourg, et descendit par Bitche dans la vallée de la Sarre. Après s'être emparé de Saarbrück, où il mit garnison, ne trouvant aucune ressource dans ce pays dévasté, impatient d'ailleurs de rentrer par la force dans son duché de Lorraine que la diplomatie était impuissante à lui rendre[1], il marcha droit à Nancy. Déjà le maréchal de Créqui avait pris position à Vic, sur la Seille. L'armée française lui barrant ainsi la route, le duc de Lorraine descendit par la rive droite, espérant surprendre le passage de la rivière à Nomeny, et tourner son adversaire; mais le maréchal, ayant marché par la rive gauche, vint s'adosser aux bois de Morville, gardé du côté de la Moselle par un gros corps à Pont-à-Mousson. Ce fut pendant cette marche qu'il vit arriver

d'en payer de la livre un prix si excessif. Informez-vous vous-même des cavaliers, dragons et soldats, si la solde de campagne leur est fournie ponctuellement, et rendez compte à Sa Majesté, toutes les semaines, de ce vous en aurez appris. » — Louvois à Basin, 23 juin : « Pour ce qui est des vaches, il suffira d'en donner une par jour à chaque bataillon; et quand vous les ferez acheter par des gens fidèles, bien loin d'en payer 36 livres de chacune, comme il est porté par le mémoire que vous m'avez envoyé, vous en auriez pour 20 ou 22 livres. Je crois qu'il est inutile de vous dire que, dès que les pois et les fèves seront bons, il faudra cesser de donner de la viande. » *D. G.* 532. — De même pour l'armée de Flandre. Louvois à Saint-Pouenge, 15 juin : « Le roi approuve fort les soins que vous prenez pour faire que l'infanterie ne manque pas de vaches, jusqu'à ce que les pois et les fèves soient en maturité; auquel temps Sa Majesté juge inutile de leur en donner. »

[1] Ses drapeaux portaient cette devise : *Aut nunc, aut nunquam.*

avec joie les gardes du corps, les gendarmes, les chevaux-légers de la garde, et plusieurs bataillons d'infanterie que Louvois, mieux renseigné sur la force réelle des Impériaux, s'était hâté de lui envoyer. Désormais il avait à ses ordres trente-deux bataillons et cent dix escadrons.

Cependant le duc de Lorraine avait passé la Seille; mais il ne pouvait aller plus loin sans défiler sous le feu de l'armée française ou sans tenter de la déloger. « On attend des nouvelles d'une bataille, écrit madame de Sévigné, le 16 juin; M. de Lorraine voudroit bien la gagner au milieu de son pays, à la vue de ses villes. » Le 15 juin, en effet, les Impériaux s'avancèrent jusqu'au pied des hauteurs occupées par les Français; mais ils s'arrêtèrent, n'osant pas les gravir, n'osant pas non plus rétrograder, exposés pendant tout le jour aux coups rapides et justes d'une artillerie bien postée, tandis que la leur tirait presque au hasard. Ils regagnèrent leur camp à la faveur de la nuit, emportant beaucoup de morts et de blessés. Quelques jours après, ils repassèrent la Seille, et marchèrent au nord, dans la direction de Trèves.

C'en était fait; le duc de Lorraine s'éloignait de Nancy; il avait perdu la chance d'y rentrer jamais. Son adversaire continuait de le côtoyer à distance. Le 30 juin, le maréchal de Créqui traversait la Moselle à Metz. Là, ses espions lui apprirent que les Impériaux, épuisés, manquant de vivres, attendaient avec impatience un gros convoi qui leur venait de Trèves, sous la protection d'une forte escorte de cavalerie. Aussitôt il fit un détachement de deux mille chevaux-légers et dragons qu'il

mit sous les ordres du marquis de Genlis. Ce détachement, couvert par la Moselle, descendit rapidement jusqu'à Thionville, où il repassa sur la rive droite, et, grossi de la garnison de cette place, il se porta au-devant du convoi, surprit l'escorte, la mit en déroute, et ramena toutes les voitures à Thionville. Quelques jours après, c'étaient les bagages mêmes de l'armée impériale qui étaient enlevés derrière elle, malgré les efforts de la cavalerie d'arrière-garde. Aussi Louvois écrivait-il à Courtin, le 11 juillet : « Si l'on en vient à une action générale, il y a toute apparence qu'elle ne peut être que très-avantageuse aux armes du roi, puisque la cavalerie françoise, qui avoit eu jusqu'à présent un grand respect pour leurs cuirassiers, s'est tellement familiarisée avec eux qu'elle les bat partout où elle les rencontre, les attaquant quelquefois quoique du double plus forts, et les battant toujours; et comme l'infanterie de l'Empereur ne vaut rien, il y a lieu de croire que, si l'on donnoit une bataille, cette armée ne tiendroit pas devant celle de Sa Majesté. »

Le 14 juillet, après avoir fait un long et pénible détour pour éviter le voisinage de Metz et de Thionville, le duc de Lorraine retombait sur la Moselle et la traversait à Remisch, entre Sierck et Trèves. Ainsi la manœuvre que le maréchal de Créqui avait prévue s'effectuait; les Impériaux marchaient vers la Meuse. Mais cette manœuvre n'était pas une feinte comme il avait cru. Le duc de Lorraine ne cherchait pas à se dérober pour rétrograder vers le Rhin; il marchait vers la Meuse, poussé malgré lui par les ordres réitérés de l'Empereur, qui obéissait lui-même aux in-

jonctions du prince d'Orange; car le stathouder, irrité, menaçait la cour de Vienne de laisser triompher le parti de la paix en Hollande, si toutes les forces de la coalition ne venaient pas se concentrer sous sa main pour accabler dans les Pays-Bas les vainqueurs de Cassel.

Il n'y avait donc point à hésiter; il fallait que le maréchal de Créqui renonçât au plan qu'il avait si bien conçu et suivi jusqu'alors; il fallait qu'à tout prix il gagnât les devants sur le duc de Lorraine, ou, s'il ne pouvait l'arrêter au passage de la Meuse ni le tenir séparé du prince d'Orange, qu'il courût se joindre lui-même au maréchal de Luxembourg. Le sort de la campagne et peut-être de toute la guerre dépendait de cette double jonction. Mais, lorsque le maréchal de Créqui avait plus que jamais besoin de toute sa vigueur morale et physique, il tomba malade; aussitôt Louvois envoya le maréchal de Schönberg pour le remplacer[1]. Jamais médecin n'aurait produit une réaction aussi prompte : « Ma fille, écrivait madame de Sévigné, voilà l'affaire; le nom de M. de Schönberg a été un remède souverain pour guérir le maréchal de Créqui. Il ne se jouera plus à être malade, et nous verrons comme il se démêlera des Allemands[2]. » Le maréchal de Schönberg n'eut qu'à s'en retourner après avoir salué son collègue; et Louvois, après avoir félicité le maréchal de Créqui, n'eut qu'à lui donner rendez-vous sous les murs de Charleroi[3]. M. de Créqui n'eut pas besoin de s'y rendre.

[1] Louvois à Schönberg, 27 juillet. *D. G.* 533.
[2] Lettre du 30 juillet.
[3] Louvois à Créqui, 5 et 7 août.

Le duc de Lorraine, qui avait passé la Moselle le 14 juillet, n'était arrivé que le 2 août à Mouzon, sur la Meuse ; cependant, si rien ne le retardait, il pouvait encore joindre à temps le prince d'Orange. Mais le même jour, le maréchal de Créqui se postait sur son flanc, prêt à l'attaquer par la rive droite pendant le passage du fleuve, tandis qu'un corps français porté au delà menaçait de rejeter dans la Meuse les premiers qui tenteraient de prendre pied sur la rive gauche. Le lendemain, le duc de Lorraine s'éloignait désespéré, laissant Mouzon en feu, comme pour marquer par les ruines fumantes d'une ville française sur l'extrême frontière, le terme d'une course qui avait voulu être une invasion profonde jusqu'au cœur de la France. Il en fut sévèrement puni. Tandis qu'il faisait lentement et péniblement sa retraite vers la Moselle, les garnisons de Mézières, de Sedan, de Stenai, de Montmédi, de Verdun, de Thionville, de Metz, ne cessaient de le harceler, de surprendre ses traînards, de couper ses convois, de brûler les fourrages devant sa cavalerie affamée ; c'est ainsi qu'il fut reconduit jusqu'à Trèves. Cependant le maréchal de Créqui ramenait en Alsace, par le plus court chemin, une armée qui avait des vivres en abondance pour réparer les fatigues des marches. Ainsi finissait le premier acte de la campagne d'Allemagne ; mais déjà l'attention des spectateurs, satisfaits ou désappointés, était réclamée pour d'autres scènes et d'autres acteurs dans les Pays-Bas.

Le maréchal de Luxembourg y commandait en chef depuis le départ du roi ; il avait pour instructions de ne rien entreprendre, mais de s'opposer à toutes les

entreprises de l'ennemi[1]. En 1677 comme en 1676, en Flandre comme sur le Rhin, on savait que l'ordre et le soin des troupes n'avaient jamais été le plus grand souci de M. de Luxembourg; de là, comme toujours, le relâchement de la discipline, la négligence et souvent le peu de loyauté des officiers dans le payement de la solde, et tout de suite la désertion. En un seul jour et dès le commencement, vingt-cinq cavaliers et dix-sept dragons s'enfuirent à Saint-Ghislain; dans une quinzaine, le régiment Dauphin perdit cinquante hommes[2]. M. de Luxembourg, comme d'habitude, paraissait encore plus outré de tout ce désordre que Louvois lui-même : « Je ne saurois, lui écrivait-il le 13 juin, me passer de vous dire la colère où j'ai été tout le jour, de la licence que toute l'armée a prise cette nuit. Je ne sais quel esprit s'est mis parmi les troupes, et si les cavaliers et soldats se sont imaginé qu'ils pouvoient tout faire impunément; mais, quoi qu'il en soit, après l'appel des soldats et les fusils serrés la nuit aux tentes des capitaines, ils n'ont pas laissé de sortir; les cavaliers et dragons de même. Ils ont pillé des endroits où il y avoit des sauvegardes, et ont ramené force vaches et moutons dans le camp. Le prévôt a arrêté trois cavaliers qui portoient de la viande, que j'ai fait pendre sur-le-champ; et je ferai retenir la valeur de ce qui a été pris sur la paye de tous les officiers de l'armée, tant de cavalerie que d'in-

[1] Louvois à Luxembourg, 10 juin: « Vous savez l'intention du roi en cas que M. le prince d'Orange attaque quelque place que ce soit, hors Maëstricht; et elle est toujours que, vous fortifiant de tout ce que vous pourriez tirer des garnisons, vous la secouriez. » *D. G.* 532.

[2] Luxembourg à Louvois, 30 mai. *D. G.* 546.

fanterie, parce que je crois que chacun y a eu part. Voilà sept ou huit prisonniers qu'on ramène de Bruxelles; ils disent qu'ils ont trouvé aujourd'hui plus de soixante déserteurs de cavalerie et d'infanterie. Les uns ont dit : « Nous avons été pour gagner quelque « chose, et on est venu pour nous prendre; nous allons « nous mettre en sûreté. » Des cavaliers de Locmaria ont tenu un autre langage ; ils ont dit : « Nous avons « fait la guerre toute la campagne passée ; nous l'a- « vons faite encore tout l'hiver ; le roi voudra prendre « Mons le printemps prochain, comme il a pris Valen- « ciennes ; nous aurons de la peine comme des chiens, « et nous n'aurons pas d'argent ; nous aimons mieux « aller en chercher ailleurs. » Ce dernier discours m'a déplu ; j'ai glissé quelques paroles pour le détruire; mais voilà ce que les prisonniers m'ont rapporté. Quant à la désertion, il vient comme cela des temps où elle est violente ; l'année de la conquête de la Franche-Comté, lorsque j'arrivai au camp de Tille-sur-Haisne, on me dit qu'en trois jours on y avoit perdu six cents hommes ; après, cela se passa ; et quand on a l'expérience de ce qui arrive aux armées, on ne s'étonne point de ces boutades-là[1]. »

Une boutade dont on pouvait s'étonner et dont Louvois s'étonnait d'autant mieux que le maréchal ne lui en avait rien dit, c'est qu'un jour le prévôt chargé de la police de l'armée passant devant le front du camp, des cavaliers avaient pris leurs armes et tiré sur lui. Louvois exigea du maréchal qu'il fît d'un pareil

[1] *D. G.* 547.

crime le châtiment le plus sévère. « Il faut, s'il vous plaît, disait-il, trouver moyen d'empêcher que cela n'arrive plus à l'avenir. Il faut essayer d'empêcher que la désertion qui a commencé dans l'armée n'ait de suites; de fréquentes revues vous apprendront la vérité de ce que vous rapportent les officiers; plusieurs partis à la campagne vous donneront moyen de faire des exemples; et si vous obligez les officiers à faire justice à leurs cavaliers et soldats, vous viendrez à bout de la faire cesser. Sa Majesté est bien persuadée que l'inconstance du soldat a beaucoup de part à la désertion; mais, sans entrer à savoir si les compagnies redoivent à leurs capitaines, le roi vous recommande fort de tenir la main à ce que les officiers donnent à leurs cavaliers, dragons et soldats, l'argent que Sa Majesté leur fait donner, sans souffrir, sous quelque prétexte que ce puisse être, qu'ils leur retiennent rien. M. d'Estrades écrit de Nimègue qu'il étoit déjà passé deux mille déserteurs françois avec plusieurs sergents, et même dix-sept officiers, lieutenants ou sous-lieutenants, lesquels assuroient tous que le roi payoit fort bien, mais que les officiers retenoient l'argent et les rouoient de coups de bâton quand ils en demandoient. Sa Majesté n'est pas accoutumée, après avoir répondu à une chose, d'en entendre parler davantage[1]. »

Cependant, trois mois après, Louvois eut encore à blâmer énergiquement, non plus seulement le maréchal de Luxembourg, mais tout un conseil de guerre, chargé d'appliquer les lois sur la discipline : « Le roi,

[1] Louvois à Luxembourg, 3, 10, 17, 28 juin. *D. G.* 532.

mandait-il au maréchal, a vu le jugement qui a été rendu par les officiers généraux de la cavalerie contre un capitaine du régiment de Grignan et deux cavaliers de sa compagnie. Sa Majesté n'a pu voir sans indignation qu'un conseil de guerre, composé d'un mestre de camp général et de brigadiers de cavalerie, ait cru que des cavaliers, qui ont contrevenu formellement à un ban fait par vous sur peine de la vie, doivent être [seulement] condamnés à être attachés au poteau, ni que le capitaine qui s'est trouvé, au préjudice de vos ordres, avoir permis à ses cavaliers d'aller faire cette contravention, ne dût être qu'en prison pour quinze jours. Sa Majesté auroit pris le parti d'interdire tous ceux qui ont assisté à ce jugement, sans la considération de M. de la Cardonnière[1], aux anciens services duquel elle a eu la bonté d'épargner une pareille mortification; mais, pour apprendre à ceux qui ont rendu ce jugement la manière dont elle désire être servie une autre fois, elle veut que vous les envoyiez tous quérir et que vous leur témoigniez la mauvaise satisfaction qu'elle a de ce qu'ils ont fait en ce rencontre, et combien peu le jugement qu'ils ont rendu la persuade qu'ils aient l'application qu'ils doivent pour se bien acquitter de leurs charges. Sa Majesté ordonne à M. Le Peletier de retenir deux mille livres sur les appointements de ceux qui ont assisté au conseil de guerre, pour être par lui distribuées aux églises de la châtellenie d'Alost, qui peuvent avoir souffert du séjour de l'armée[2]. »

[1] Mestre de camp général de la cavalerie.

[2] Louvois à Luxembourg, 24 septembre. *D. G.* 533. — Le capitaine coupable fut cassé et mis en prison à Oudenarde.

Aux justes sévérités du ministre, à ses propres emportements contre l'inconduite des troupes et la négligence des officiers, le maréchal de Luxembourg ajoutait volontiers sa conclusion familière, qui en détruisait singulièrement l'effet : « Après tout, si avec ces gens-là on voyoit les ennemis dans la plaine, on ne laisseroit pas de les faire repentir, si je ne me trompe, d'y être venus ; il est à souhaiter pour le service du roi qu'ils y viennent [1]. » Ils y voulaient venir, s'il fallait en croire toutes les nouvelles de Hollande, d'Allemagne, d'Espagne et d'Angleterre. Le prince d'Orange rassemblait les débris de son armée, faisait de nouvelles levées dans les Provinces-Unies, secouait rudement la paresse des Espagnols, menaçait l'Empereur de la paix s'il ne lui envoyait pas ses troupes, et séduisait par de brillantes promesses la cupidité des petits princes allemands. Louvois s'en amusait avec le maréchal de Luxembourg. « A l'égard des troupes de Munster, lui écrivait-il le 6 juin, celles qui ont hiverné en Vétéravie, au nombre de deux mille hommes et de cinq ou six cents femmes, ont passé le Rhin le 21 ou le 22 du mois de mai, et étoient à Nuits le 28. L'on dit qu'il y a des troupes du même évêque qui étoient vers Dorsten et qui doivent se rendre à Ruremonde ; mais je suis bien trompé si ce bon prélat livre au duc de Villa-Hermosa cinq ou six mille hommes effectifs, et s'il y en a la moitié en Flandre un mois après qu'ils y seront arrivés. Le surplus de votre lettre n'étant qu'un compte que vous rendez des grands avantages que vous rem-

[1] Luxembourg à Louvois, 2 octobre 1675. *D. G.* 452.

portez tous les jours sur les ennemis [1], il faut espérer que si vous continuez, M. Renaudot en fera des articles dans la Gazette qui porteront votre gloire dans tous les pays où elle se lit. Vous serez toujours en état de prévenir les impertinents desseins de M. le prince d'Orange que l'on continue de dire vouloir à toute force se faire battre une seconde fois, quoique, quand l'on parle dans son armée qu'elle doive s'approcher de celle de l'ennemi, l'on y dise publiquement : « Nous nous « ferons battre dans un pays où nous n'en serons pas « quitte à si bon marché qu'à Cassel. »

Le bruit général était déjà que le prince d'Orange avait choisi tout exprès Charleroi pour y prendre en une seule fois la revanche de tous ses échecs, depuis le premier qu'il avait subi devant cette même place en 1672. Aussi Louvois écrivait-il au maréchal de Luxembourg, le 27 juin : « Si M. le prince d'Orange a envie d'attaquer Charleroi, vous pouvez l'aider à le prendre avec quarante-huit bataillons et cent six escadrons; si vous n'êtes pas content de cela, prenez la peine de me le mander, afin que l'on travaille de bonne heure à en faire mettre sur pied pour l'année prochaine; car, pour celle-ci, dussiez-vous être d'aussi méchante humeur que vous m'avez paru l'être dans vos deux ou trois dernières lettres, vous n'en aurez

[1] Ironique. Il ne s'agissait que de rencontres de partis. — Louvois à Saint-Pouenge, 8 juin : « Le règlement qui a été fait pour les partis ne doit être exécuté que contre ceux des garnisons et non pas contre ceux de l'armée des ennemis, sur lesquels il n'y a rien de réglé; c'est-à-dire que, si l'on trouve un parti des garnisons des Espagnols de moins de dix-neuf hommes pour l'infanterie et de quinze pour la cavalerie ou dragons à cheval, on peut les envoyer aux galères. »

pas davantage. » Un mois plus tard, le 25 juillet, Louvois écrivait du même style à Courtin : « Il n'est pas prudent de faire des horoscopes sur le succès des campagnes, et encore moins à un homme d'aussi courte expérience que je suis sur cela ; mais je ne crois pas qu'il y ait quelqu'un qui ne convienne que, depuis que la guerre est déclarée, les apparences n'ont pas encore été si favorables qu'elles le sont pour le reste de celle-ci, laquelle il faudra que M. le prince d'Orange se résolve d'achever sans rien faire, ou d'attaquer une place dans laquelle il trouvera un tiers plus de monde qu'il ne faut pour la défendre, ou d'en continuer le siége devant une armée qui, quatre jours après l'attaque de la place, sera de six mille hommes plus forte que lui et composée des meilleures troupes qu'il y ait dans l'Europe, pendant que la sienne le sera des plus méchantes. »

Avant d'avoir reçu cette communication de Louvois, Courtin lui mandait de son côté : « Toutes les lettres écrites de l'armée de M. le prince d'Orange qu'on reçut avant-hier parlent du siége de Charleroi ; l'entreprise me paroît grande et difficile ; si ce prince la fait, je m'imagine que vous ferez aussi une cavalcade sur la frontière qui pourra coûter cher aux Espagnols [1]. » Mais Louvois ne croyait déjà plus que Charleroi fût menacé. « Ce que l'on a mandé en Angleterre, répondait-il à Courtin, du dessein de M. le prince d'Orange sur Charleroi, a beaucoup de rapport aux avis que nous avons eus des correspondants que nous entretenons

[1] 26 juillet. *D. G.* 548

un peu chèrement dans le camp de Son Altesse ; mais par les mêmes avis que nous avons eus depuis, il paroît que le 19 du mois [de juillet] passé, cette résolution fut changée. De plus habiles gens que ceux qui composent le conseil de M. le prince d'Orange seroient fort embarrassés; et ce que je puis vous dire en peu de paroles, est ou qu'ils ne feront rien ou que ce sera une sottise qui leur cuira [1]. »

Louvois parlait ainsi le 1er août; il parlait de même le 2, quoique du jour au lendemain le siége de Charleroi lui eût été de nouveau annoncé comme imminent. « Je reçus hier, de l'homme dont je vous ai parlé quelquefois, écrivait-il à Luxembourg, une lettre datée de Bruxelles, du 29 juillet au soir; et il étoit parti de l'armée à midi. Le siége de Charleroi paroissoit résolu; il croyoit même que la nuit suivante on détacheroit de la cavalerie pour aller l'investir. Il me promet de me mander à la huitaine ce qui se sera passé dont je vous rendrai compte aussitôt; je ne le fais présentement de tout ce que dessus que pour vous divertir, voyant fort bien que cela ne conclut à rien. » Il parlait de même encore le 3 août, en s'adressant au gouverneur même de Charleroi, au comte de Montal : « Les lettres de Bruxelles portent que M. le prince d'Orange a publié qu'il vouloit aller attaquer Charleroi, et qu'il le prendroit en six jours avec des bombes. Le roi a fort ri quand il a entendu cette nouvelle, et m'a commandé de vous en faire part et de vous demander ce que vous en pensez. » Quatre

[1] 1er août. *D. G.* 533.

jours après, le 7 août, au point du jour, un courrier du maréchal de Luxembourg apportait la nouvelle que Charleroi était investi depuis la veille par le prince d'Orange.

Après avoir assemblé ses troupes entre Dendermonde et Alost, le stathouder avait remonté la vallée de la Dender jusqu'à Gramont, où il s'était arrêté juste assez de temps pour donner inquiétude au maréchal de Luxembourg qu'il ne se jetât sur Ath ou sur Oudenarde; il en était reparti le 2 août, avait marché par Enghien et Nivelle, était arrivé, le 5, à une lieue et demie de Charleroi, et l'avait fait investir le lendemain matin. Ainsi donc, le prince d'Orange avait à moitié surpris Louvois et Luxembourg; mais Louvois et Luxembourg étaient de ces hommes chez qui la surprise n'est ni longue ni dangereuse. Le 7 août, Louvois écrivait de Paris à Saint-Pouenge, qui faisait fonction d'intendant auprès du maréchal de Luxembourg: « J'ai reçu ce matin en cette ville le courrier dépêché hier par M. de Luxembourg, par lequel ayant vu qu'il n'y avoit plus à douter que Charleroi ne fût investi, je suis monté en carrosse pour en aller rendre compte à Sa Majesté, laquelle, ayant fait réflexion qu'il pourroit arriver que le prince Charles [de Lorraine] se joignant à M. le prince d'Orange pour soutenir le siége de Charleroi, il faudroit que l'armée commandée par M. le maréchal de Créqui joignît celle de M. de Luxembourg, m'a commandé de me rendre auprès de mondit sieur de Luxembourg, afin d'essayer de concilier tellement les choses qu'il y auroit à faire entre M. de Luxembourg et M. le maréchal de Créqui, que son ser-

vice ne pût souffrir des difficultés qui n'arrivent que trop ordinairement en de pareils cas. » Il écrivait en même temps au maréchal de Créqui pour l'avertir de se tenir prêt à marcher au premier ordre.

Louvois ne savait pas encore que le maréchal de Créqui venait d'empêcher le duc de Lorraine d'arriver au rendez-vous que le prince d'Orange lui avait assigné devant Charleroi. Luxembourg lui-même, quoique plus rapproché de la Meuse, ne le savait sans doute pas encore le 8 août, lorsqu'il écrivait au ministre pour lui souhaiter la bienvenue : « Je ne saurois, monsieur, employer une autre main que la mienne pour vous témoigner la joie que j'ai de votre arrivée ; elle nous sera bonne à tout, excepté pour le sujet que vous mandez à M. de Saint-Pouenge; car dès qu'il s'agit du bien du service, je fais toujours ce qu'il faut et je servirois d'aide de camp à tout autre lorsqu'il le faudra ; mais nous vous aurons; vous verrez ce qu'il faudra faire pour battre les ennemis, et ce que nous ferons après les avoir battus ; tout ne peut manquer de bien aller lorsque vous l'aurez dirigé, et personne n'exécutera vos ordres avec plus de plaisir que moi, plus d'envie de se sacrifier pour les faire réussir ; et outre le service du maître et l'envie qu'on a d'acquérir un peu de réputation, il y entrera encore beaucoup de la tendresse avec laquelle je suis à vous[1]. » Louvois se trouva donc débarrassé, dès le début, de la principale et de la plus difficile partie de sa mission, puisque les événements l'avaient dégagé du soin d'établir et de

[1] *D. G.* 549

maintenir l'accord entre deux hommes aussi jaloux du commandement, aussi facilement irritables, aussi mal disposés à céder l'un à l'autre que les maréchaux de Luxembourg et de Créqui. Il arriva le 10 août au camp de Valcourt, à quelques lieues au sud de Charleroi. C'était là que le maréchal de Luxembourg s'était venu poster avec quarante-sept bataillons et cent sept escadrons.

Le prince d'Orange n'avait pas encore ouvert la tranchée ; ses lignes mêmes étaient inachevées et mal conduites. Louvois, qui visita quelques jours après le quartier du duc de Villa-Hermosa, en parlait ainsi, le 15, à Courtin : « Son retranchement est le plus mal entendu et le plus impertinent que l'on ait jamais vu, et il faut que l'ingénieur qui l'a tracé ait étudié sous celui du roi de Narsingue. » La contrevallation était si éloignée de la place que Montal affectait d'envoyer sa cavalerie au fourrage, comme s'il n'y avait pas eu d'ennemis aux alentours. Leurs avant-postes avaient plusieurs fois été surpris et enlevés ; le commandant même de l'artillerie hollandaise fut fait prisonnier pendant qu'il cherchait un emplacement pour ses batteries. Tous ces avantages donnaient confiance à la garnison, qui était d'ailleurs forte et bien composée; il y avait dans Charleroi quatre-vingt-quatre compagnies d'infanterie, huit de chevaux-légers et une de dragons. En outre, comme le prince d'Orange qui était arrivé, dès le 5, aux environs, avait négligé de faire investir aussitôt la place, il y avait vu entrer le même soir les deux compagnies des mousquetaires et leurs compagnons obligés, les grenadiers à cheval ; car, depuis la prise de Valen-

ciennes, une véritable fraternité d'armes s'était nouée entre ces jeunes gens d'illustre naissance et ces obscurs, mais généreux soldats; ils avaient obtenu de n'être jamais séparés. Le premier soin de Louvois, après son arrivée à Valcourt, avait été d'écrire à Montal, d'abord pour lui défendre de s'exposer, puisque le salut de Charleroi dépendait de sa conservation; ensuite pour assurer à sa garnison des avantages exceptionnels[1]; et surtout pour lui recommander de n'employer les mousquetaires qu'aux occasions capitales, cette brillante jeunesse ayant déjà, dans cette même campagne, largement payé sa dette à Valenciennes et à Cassel.

A ceux qui regrettaient que les avenues de Charleroi n'eussent pas été plus tôt interceptées, le prince d'Orange avait négligemment répondu que plus il y aurait de gens dans la place, plus on en prendrait. Tout indiquait une action prochaine et décisive; le prince d'Orange lui-même l'avait annoncée longtemps à l'avance en disant que, si M. de Luxembourg s'approchait de la place qu'il attaquerait, il irait six lieues au-devant de lui. Cette promesse avait eu un tel retentissement en Angleterre, où le public suivait avec une attention passionnée les événements de Flandre, qu'à la première nouvelle de l'attaque de Charleroi, un grand nombre de jeunes gens de la première qualité s'étaient embarqués à la hâte pour venir assister au siége et à la bataille; mais, tandis que le duc de Monmouth arrivait

[1] « Dites au sieur de Pressigny de faire donner trente-six onces de pain par jour à chaque soldat, son prêt ordinaire, et une demi-livre ou trois quarterons de viande. »

presque seul au quartier de M. de Luxembourg, la foule des volontaires courait se presser autour du prince d'Orange.

Le 11 août, le maréchal de Luxembourg se porta au camp de Gerpinnes; c'était un premier pas en avant vers la rive droite de la Sambre, où Louvois avait proposé au maréchal de s'établir, afin de couper les communications entre Namur et l'armée du prince d'Orange. Le lendemain 12, Louvois envoyait au maréchal d'Humières, qui avait dû réunir neuf à dix mille hommes des garnisons de Flandre, l'ordre d'aller prendre position à Braine-le-Comte et de faire occuper la route de Bruxelles à Charleroi; « après quoi, mandait-il à Louis XIV, il y a lieu de croire que le pain enchérira fort dans le camp de M. le prince d'Orange et que ses batteries ne feront pas grand feu. » Mais le même jour, on apprit qu'il se faisait un mouvement extraordinaire parmi les alliés; leurs bagages s'éloignaient du côté de Bruxelles, tandis que l'armée hollandaise passait la Sambre pour venir joindre en deçà les troupes espagnoles. « Cela a bien l'air, disait Louvois, de la levée d'un siége ou de gens qui voudroient donner une bataille. » L'armée française les attendit sous les armes tout le jour; elle les attendit encore le lendemain, aussi vainement. Il paraît certain que le prince d'Orange, vivement pressé par le duc de Villa-Hermosa de tenir ses promesses, s'était montré d'abord disposé à combattre; mais, toute réflexion faite, comme il n'avait jamais été question d'attaquer quarante-cinq mille hommes au lieu de quinze ou vingt mille que les rapports avaient seulement attribués au maréchal de Luxembourg, le

stathouder s'était cru dégagé de sa parole, et, malgré les protestations de ses confédérés, il avait regagné ses quartiers le 13 au matin. On va même voir qu'il n'avait pas pris sa nouvelle résolution à demi.

L'armée française avait d'abord dû marcher, le 13, du camp de Gerpinnes à l'abbaye d'Oignies, sur le bord de la Sambre; l'attente de la bataille ayant obligé le maréchal à garder son poste jusqu'au lendemain, cette marche s'exécutait dans la matinée du 14, lorsque survint un incident qui fit regretter à tout le monde que le mouvement fût déjà commencé. Voici ce que Louvois écrivait au roi, le 14, à une heure et demie, au camp de Gerpinnes : « Suivant ce que j'ai eu l'honneur de mander à Votre Majesté que M. de Luxembourg avoit résolu de marcher ce matin, l'armée a commencé à se mettre en route sur les huit heures; une demi-heure après, l'on est venu avertir M. de Luxembourg que d'un bois d'où on voyoit à revers le poste de M. de Villa-Hermosa, qui étoit sur la hauteur de Couillet, on voyoit ployer les tentes et monter à cheval. Une heure après, on lui est venu dire que cette armée passoit la Sambre. Il y a couru lui-même, et nous avons vu fort clairement cette armée passant la rivière, tout le camp des Hollandois sans aucune tente, et une grosse colonne de troupes marchant pour gagner les bois qui mènent à Thiméon. Dans deux heures, l'on pourra en parler plus positivement; mais, dès à présent, cela ressemble si fort à la levée d'un siége que j'ai cru devoir dépêcher ce courrier à Votre Majesté pour lui en porter la nouvelle[1]. »

[1] Dans une autre dépêche du 15, après avoir discuté différents partis que proposait le roi, Louvois ajoutait: « Il n'est plus présentement ques-

C'était en effet la levée du siége. Ainsi les volontaires anglais, qui étaient accourus auprès du prince d'Orange pour s'instruire dans l'art de gagner les batailles ou tout au moins de prendre les villes, étaient réduits à se contenter d'une leçon sur l'art de battre précipitamment en retraite. « La bonne étoile de M. le prince d'Orange a voulu que M. de Luxembourg ait marché ce jour-là; car si l'armée avoit été dans ce camp de Gerpinnes, il lui en auroit coûté quatre ou cinq mille hommes au moins. » C'était par ces paroles de regret que Louvois terminait la relation qu'il envoyait à Courtin [1]. Rien ne troublait, au contraire, la satisfaction de Louis XIV : « Vous pouvez revenir et être assuré que je serai très-aise de vous voir, écrivait-il à son ministre; dites à M. de Luxembourg que je suis très-content de la manière dont il s'est conduit, qui a fait recevoir un grand affront aux ennemis, sans rien hasarder, qui est ce que je lui avois tant recommandé, à moins qu'il ne le fallût faire bien à propos pour sauver Charleroi. Vous êtes instruit de mes intentions sur tout; c'est pourquoi il ne me reste qu'à vous assurer de mon amitié et de la confiance entière que j'ai en vous [2]. »

En s'éloignant de M. de Luxembourg, Louvois lui faisait ainsi ses adieux, le 23 août : « Je viens de recevoir la permission de m'en retourner à Paris, dont je profiterai, s'il plaît à Dieu, demain avant le jour. J'ap-

tion de tout cela, puisque M. le prince d'Orange est rentré dans son bon sens, et a quitté de lui-même la folle entreprise qu'il avoit faite. »

[1] Louvois au duc de Charost, 15 août : « Je vous supplie d'envoyer diligemment à M. Courtin la lettre ci-jointe, qui lui apprendra la cacade que les ennemis viennent de faire. »

[2] 17 août. *D. G.* 533.

prends que les volontaires, à leur retour à Versailles, ont publié que l'union n'avoit pas été grande entre vous et moi, que même je ne devois pas être content de la manière dont vous m'aviez traité; comme ils ont assurément fort épargné la vérité dans ce récit, je vous supplie de ne leur en savoir pas mauvais gré et de faire part à M. le duc de Villeroi de cet article de ma lettre. Je crois être assez bien avec vous pour ne vous devoir point faire de grands compliments en partant de ce pays-ci; vous savez ce que je vous ai dit lorsque j'ai pris congé de vous; comptez que cela n'a pas changé depuis et ne changera pas assurément. »

Louvois était de retour, le 25, auprès du roi, qu'il devait suivre à Fontainebleau. Aussitôt il écrivit au maréchal de Luxembourg pour lui donner l'ordre de faire une démonstration vers la Flandre orientale, de passer l'Escaut entre Gand et Dendermonde, de ravager le pays de Waes, et de se rabattre ensuite sur le Brabant pour détruire le canal de Bruxelles; c'était un projet auquel Louis XIV s'intéressait d'autant plus qu'il l'avait conçu lui-même[1]. Tandis que le maréchal exécutait le mouvement qui lui était prescrit[2], il

[1] Louvois à Luxembourg, 29 et 31 août : « Il n'est pas nécessaire d'une grande quantité de mineurs pour détruire le canal de Bruxelles, puisque deux barils de poudre mis dessous les arcades par où il passe l'auroient entièrement abîmé, et qu'à l'égard des autres portes ou écluses une bombe mise dans la muraille d'un des bajoyers l'auroit détruit suffisamment pour ne s'en point servir de tout l'hiver. Comme vous savez à quel point Sa Majesté souhaiteroit que ce canal fût détruit, je suis persuadé que vous ne manquerez pas l'occasion, si le plus long séjour des ennemis du côté de Binche vous donne lieu de l'entreprendre avec quelque sûreté »

[2] L'approche inopinée de son armée avait causé à la garnison française d'Oudenarde une émotion dont Luxembourg faisait la plaisanterie à Lou-

fut arrêté soudain par de nouveaux ordres. Le prince d'Orange, qui s'était d'abord retiré sous Bruxelles, avait profité de l'éloignement de l'armée française pour venir de nouveau rôder aux alentours de Charleroi; mais n'osant s'attaquer derechef à cette place, il avait passé sa colère sur la petite ville de Binche, qu'il avait déjà prise deux fois, toujours en manière de consolation, après le siége manqué de Charleroi, en 1672, après le siége manqué d'Oudenarde, en 1674. Cependant il ne semblait pas vouloir se contenter, en 1677, de cet unique avantage; un de ces amis par intérêt, qui, suivant le mot de Louvois, « servoient le roi dans les troupes hollandoises, » donnait avis qu'il était fort question d'assiéger Dinant, sur la Meuse.

Cet avis arriva le 5 septembre à Chaville, où Louvois, malade, avait eu permission d'aller se reposer deux ou trois jours; il repartit aussitôt pour Fontainebleau, y arriva le même soir, conféra quelque temps avec Louis XIV, et dépêcha sur-le-champ au maréchal de Luxembourg l'ordre d'envoyer immédiatement au maréchal d'Humières dix bataillons, vingt-six escadrons, tout l'équipage d'artillerie avec Dumetz, et Vauban avec tous les ingénieurs, pour assiéger dans la Flandre occidentale Dixmude, en représailles de Dinant. Le maréchal d'Humières, qui avait déjà dix-sept bataillons dans les places de son gouvernement, et qui allait en recevoir dix de l'armée, se plaignait cependant de n'a-

vois : « Vous savez trop toutes choses, monsieur, pour ignorer le proverbe de l'anguille de Melun qui crie devant qu'on l'écorche; c'est comme cela qu'en ont usé messieurs d'Oudenarde; jamais je n'ai vu gens tant appréhender le voisinage d'une armée amie que font ceux de cette garnison. » 3 septembre. *D. G.* 550.

voir pas assez d'infanterie; il en réclama d'autre. Luxembourg refusa d'en envoyer davantage. Louvois intervint et donna raison au maréchal d'Humières, qui eut promesse de huit autres bataillons et des meilleurs. Luxembourg ne put supporter ce qu'il appelait une disgrâce; il exhala sa fureur dans une lettre dont Louvois eut le rare mérite de ne pas s'irriter à son tour[1]. Quant au maréchal d'Humières, voici ce qu'écrivait de lui Vauban, qui était de son parti : « M. le maréchal est ravi d'avoir emporté le petit avantage des dix-huit bataillons et de la qualité sur son collègue, et moi aussi; mais malheur à nous de ce que nous n'en ferons rien! Je vous assure que cela ne se passe pas chez moi sans douleur[2]. » Il était vrai; la menace du siége de Dinant s'était évanouie, et la pensée d'assiéger Dixmude avec elle[3]; il ne restait de cet incident et du débat qu'il avait soulevé qu'un peu plus de jalousie entre les deux maréchaux, et dans le cœur de Luxembourg un vif ressentiment contre Louvois[4].

[1] Louvois à Luxembourg, 14 septembre : « Je prends tant de plaisir à vous fâcher que, quoiqu'il ne soit plus question du contenu en la lettre que vous m'avez écrite de votre main le 12 de ce mois, je vous veux justifier ce que je vous ai mandé par ma lettre du 10; à quoi je sacrifie un temps que je donnerois volontiers à mon plaisir (il y avoit des fêtes à Fontainebleau); mais je le tiendrai bien employé pourvu que la force des vérités que je vais vous dire vous fâche autant que je le souhaite. Cependant, soyez bien persuadé que l'on ne peut vous aimer ni vous honorer plus que je fais. »

[2] Vauban à Louvois, 15 septembre.

[3] Louvois à Luxembourg, 15 septembre.

[4] Par une singulière coïncidence, une autre discussion s'était engagée en même temps et sans aboutir, non plus que la première, à quelque résultat positif, entre Louvois et Vauban soutenu du maréchal d'Humières; c'était au sujet des ordres antérieurement donnés à Luxembourg pour dévaster au delà du grand Escaut le pays de Waes, et dont l'exécution, le moment favorable étant passé, ne pouvait plus être reprise. Vauban avait

Le prince d'Orange s'en tenait donc à la prise de Binche; il ne donnait plus d'inquiétude. On savait que jamais la discorde n'avait été aussi grande parmi les confédérés; la discussion entre eux était souvent poussée jusqu'aux injures. Depuis que le maréchal d'Estrades avait été nommé plénipotentiaire à Nimègue, c'était M. de Pomponne qui lui donnait toutes ses instructions publiques et secrètes, pour les négociations générales dans le congrès et pour les négociations particulières autour du prince d'Orange. Louvois crut toutefois l'occasion favorable, après la victoire qu'il venait de remporter en quelque sorte sur le stathouder, de

craint que l'éloignement de l'armée ne donnât aux alliés l'idée de faire également une course vengeresse sur le territoire français : « Je crois les ennemis en Picardie présentement, écrivait-il à Louvois le 10 septembre, et je ne doute pas que, s'ils ont ce dessein, ils n'en continuent l'exécution, quelques démarches que nous fassions en ce pays-ci, à moins que d'assiéger Gand ou Bruxelles, ou d'aller à eux, puisque ni plus ni moins l'affaire ne laissera pas de se faire, si on s'entête aux petites places. Que sait-on si leur dessein n'est pas de vous sacrifier un pays ruiné, pour avoir lieu de mettre le pied dans un qui ne l'est point? Que sait-on s'ils n'ont pas envie de compasser le temps d'une course en France de sept à huit mille chevaux qui, venant à se séparer en trois ou quatre corps, peuvent en moins de quatre ou cinq jours y faire un ravage épouvantable, dont la suite tireroit à des conséquences très-fâcheuses pour le dommage qu'on en recevroit et par le déchet de la réputation de nos armes? En un mot, il peut fort bien être que le dessein des ennemis est de vous abandonner un pays ruiné pour pouvoir entrer dans des lieux qui sont gras et riches, comme ceux chez qui les armées n'ont point encore séjourné. Cela est fort naturel; et pour moi, je n'en doute presque point. Ce n'est pas que je ne les trouve les plus sottes gens du monde de n'avoir pas, de l'heure qu'il est, ravagé la Picardie jusqu'à la Fère ou Chauny; car, qui est-ce qui les en auroit empêchés? » Et comme Louvois lui objectait avec un certain orgueil qu'il n'en était pas des troupes ennemies comme des troupes françaises à qui, seules dans l'Europe, il avait assuré l'avantage de trouver, quelque part qu'elles allassent, du pain tous les jours, Vauban lui répliquait brusquement : « Je me souviens que dans la vieille guerre, quand nous étions sur le pays ennemi, nous étions quel-

lui faire une avance toute personnelle; il écrivit, le 23 septembre, au maréchal d'Estrades : « Vous aurez appris par M. de Pomponne que Sa Majesté trouvoit bon que vous fissiez insinuer à M. le prince d'Orange que, s'il se sentoit quelque disposition de se venger des Espagnols, sa mauvaise conduite passée n'avoit point encore détruit tout à fait la bonne volonté que ce qu'il a l'honneur d'être à Sa Majesté avoit jusqu'à présent entretenue dans le cœur du roi; ainsi je n'ai rien à vous dire sur cela, si ce n'est que M. le prince d'Orange dépense fort mal son argent s'il paye les gens qui lui mandent que le roi le hait, puisque Sa Majesté ne laisse

quefois des trois semaines entières sans prendre une ration de pain dans des saisons comme celle-ci; pourquoi ne feroient-ils pas la même chose? Enfin, ajoutait-il en terminant, M. le maréchal [d'Humières] a trouvé bon que je prisse la liberté de vous dire ma pensée sur la conjoncture présente. » — « Les ennemis, lui répondit Louvois, sont trop habiles gens pour faire toutes les folies portées dans votre lettre; et si le roi avoit à désirer quelque chose, ce seroit que quelqu'un leur fît de pareils projets. Je ne saurois croire que M. le maréchal d'Humières vous ait dit sérieusement de m'écrire tout ce que vous m'avez mandé; et je ne doute point qu'il ne se soit voulu réjouir quand il vous a donné un pareil conseil. » L'inaction des confédérés donnait raison à Louvois; mais Vauban prétendait avoir raison et contre Louvois et contre les confédérés eux-mêmes : « Vous traitez de folie, disait-il, tout ce que je vous ai mandé; je n'ai autre chose à y répliquer, si ce n'est que l'événement vous a fait parler de la sorte; ce qui ne m'empêche pas de croire que le bon sens n'ait été de mon côté, et que nous ne soyons bien heureux de ce que les ennemis ne savent ce qu'ils font. Je profiterai pourtant du ridicule dans lequel vous me tournez pour apprendre une autre fois à me taire et à laisser aller les choses comme elles pourront. Au reste, M. le maréchal, à qui j'ai fait voir votre lettre, m'a bien voulu faire l'honneur d'en prendre la moitié pour lui, et je crois qu'il aura celui de vous y faire réponse. » Vauban à Louvois, 10, 13, 21 septembre. *D. G.* 556 et 568. — Louvois à Vauban, 15 septembre. *D. G.* 533. — Il n'en était pas du caractère brusque, mais franc et généreux de Vauban, comme du caractère faux et vindicatif de M. de Luxembourg : la mauvaise humeur n'y faisait que passer; elle n'y laissait pas de traces.

pas pénétrer ses sentiments par des écrivains de la nature de ceux qui ont commerce avec M. le prince d'Orange, qui apparemment sont bien payés par les Espagnols pour lui mander de pareilles choses. Quant à ceux qui ont l'honneur de servir Sa Majesté, comme ils ne font qu'exécuter ce qui leur est commandé, leurs inclinations particulières (quand elles seroient telles qu'on les a dépeintes à M. le prince d'Orange, en quoi il a été aussi mal averti que sur le reste), ne seroient d'aucune considération, puisqu'elles seroient toujours réglées par celles du maître; et je vous puis assurer, sur ce qui me regarde, que homme vivant ne peut m'avoir entendu dire une parole qui ait pu donner fondement à ce que votre ami vous mande. Il est bien vrai qu'il me passe quelquefois dans l'esprit qu'il faut que M. le prince d'Orange ait une grande aversion pour le roi pour souffrir toutes les infamies que l'on dit de lui à la cour d'Espagne, et que les ministres du roi Catholique répandent dans toutes les cours de l'Europe; quelquefois aussi je le plains de n'avoir pas un homme qui l'aime assez pour lui représenter qu'il ne peut que perdre de la réputation dans le parti où il est, et que quand il a résolu d'aller à Charleroi, il ne lui ait pas fait voir combien il y avoit d'apparence qu'il ne seroit pas quitte de cette entreprise à si bon marché qu'il l'a été. Les Espagnols disent qu'il s'est déshonoré par cette retraite, et sur cela lui donnent mille épithètes qu'il est inutile de vous répéter ici. Je souhaite qu'il soit assez bien averti pour savoir que de la continuation de cette guerre il ne lui peut arriver que de détruire les dispositions favorables que Sa Majesté

avoit eues pour lui, et de se perdre entièrement de réputation, pour des gens qui ne manqueront pas la première occasion qu'ils trouveront de se défaire de lui, et qui sont assez peu scrupuleux pour n'en rejeter aucune, de quelque nature qu'elle soit. » Mais ce n'était pas au moment où son orgueil était le plus humilié que le prince d'Orange se sentait disposé à baiser la main que lui tendait Louis XIV, non plus qu'à prendre Louvois pour tuteur et garant de sa bonne conduite.

Tandis que les bruits de guerre allaient en s'affaiblissant dans les Pays-Bas, ils redoublaient d'éclat sur le Rhin; le second acte de la campagne d'Allemagne était déjà commencé, presque trop tard au gré du maréchal de Créqui. Dès le mois de juin, aussitôt après la canonnade de Morville qui avait marqué le terme du mouvement offensif des Impériaux en Lorraine, il proposait à Louvois de porter la guerre au delà du Rhin. « Sa Majesté, lui répondait alors le ministre, est bien persuadée qu'il lui seroit meilleur que son armée subsistât aux dépens du pays ennemi que de demeurer dans le sien; mais, par les expériences des années passées, Sa Majesté a lieu de croire que la réputation qu'une armée françoise acquiert en passant le Rhin, quand on n'a aucune place ni pays favorable, lui coûte bien cher, et que, pour peu de troupes que les ennemis missent derrière Offenbourg et Fribourg pour appuyer les paysans, on y subsisteroit très peu de temps et encore avec beaucoup d'incommodité[1]. » Aux arguments du ministre vint s'ajouter la force des événements.

[1] 25 juin. *D. G.* 532.

Entraîné jusqu'à la Meuse par la marche du duc de Lorraine, le maréchal de Créqui fut obligé de renoncer pour un temps à ses projets; mais, dès que l'armée impériale, définitivement arrêtée à Mouzon, eut commencé sa longue et pénible retraite sur Trèves et Philisbourg, il les reprit avec une conviction opiniâtre. Au mois d'août comme au mois de juin, dans le camp du maréchal de Luxembourg comme dans son cabinet à Versailles, Louvois persistait également à les combattre. « Si Sa Majesté n'a point changé d'avis à cet égard depuis mon départ, écrivait-il de Flandre, elle ne juge pas que le plaisir de faire mettre dans la gazette que l'armée du roi avoit passé le Rhin, où elle ne pourroit rien faire, fût comparable à l'inconvénient qu'il y auroit de ne laisser personne du côté de Thionville et de Trèves. »

Il lui semblait aussi impossible de prendre Strasbourg, Offenbourg ou Fribourg, devant l'armée du duc de Lorraine, qu'il avait été impossible au prince d'Orange de prendre Charleroi devant l'armée du maréchal de Luxembourg; tout ce qu'il souhaitait, c'était que les Impériaux fussent poussés hors de l'Alsace, ou tellement resserrés autour de Strasbourg, qu'ils fussent obligés d'aller prendre leurs quartiers d'hiver en Allemagne. Mais après son retour de Flandre, lorsqu'il eut mieux connu, par des informations nouvelles, le véritable état des affaires, la détresse et l'affaiblissement de l'armée impériale, son opposition se rendit d'assez bonne grâce, avec les réserves obligées : « Quant à l'attaque de Fribourg et d'Offenbourg que vous proposez, écrivait-il à M. de Créqui, Sa Majesté

trouveroit ces conquêtes fort avantageuses, si l'éloignement du prince Charles vous donnoit occasion de les faire sûrement; mais pour peu qu'il y ait quelque chose à risquer, vous savez que son intention n'est pas, pour des choses semblables, de commettre le bon état de ses affaires à l'incertitude d'une action générale; aussi s'attend-elle que vous vous contiendrez dans les bornes qu'elle vous a prescrites. A l'égard du pont de Strasbourg, le roi ne veut pas que vous songiez à l'attaquer[1]. » C'était le temps où le maréchal de Créqui rentrait en Alsace par les passages de la Petite-Pierre, tandis que le duc de Lorraine, obligé de s'arrêter près de Trèves pour y laisser ses nombreux malades et ravitailler son armée, avait encore tout le Palatinat à traverser avant d'arriver à Philisbourg.

Depuis le commencement de la campagne, le baron de Montclar et le prince de Saxe-Eisenach s'étaient tenus mutuellement en échec dans la haute Alsace; mais, à l'approche du maréchal, le prince allemand se hâta de rentrer dans le Brisgau; il repassa le Rhin dans la nuit du 7 au 8 septembre, avec tant de précipitation et serré de si près par Montclar, qu'il se laissa prendre les deux tiers de son pont et fut réduit à brûler l'autre. Aussitôt le maréchal de Créqui donna l'ordre à Montclar de se porter par Brisach, avec sa cavalerie, sur l'autre rive, pour protéger l'établissement d'un pont à Rheinau. Le 21, il traversa lui-même le fleuve avec quatre mille chevaux et cinq mille hommes de pied, y joignit la cavalerie de Montclar, marcha rapi-

[1] Louvois à Créqui, 18, 19, 22, 30 août, 1er septembre. *D. G.* 533.

dement sur Wilstett, passa la Kintzig, surprit le prince de Saxe-Eisenach, lui tua ou blessa cinq cents hommes, mit le reste en déroute, et poursuivit les fuyards jusqu'au fort de Kehl. L'infanterie s'était jetée dans les marais; les cavaliers, moins une centaine qui se noyèrent, réussirent à gagner à la nage une île du Rhin; mais ils y étaient bloqués et sans ressources; les magistrats de Strasbourg, effrayés, avaient fermé devant eux les barrières de leur pont, et n'osaient pas même leur faire passer des vivres. Le maréchal voulait prendre à discrétion tous ces misérables; mais, apprenant que le duc de Lorraine était arrivé à Philisbourg, il consentit à leur accorder une capitulation, et leur permit de se retirer à Rastadt, sous condition de ne plus servir pendant le reste de la campagne[1].

Cependant l'approche du duc de Lorraine avec des troupes fraîches ou rafraîchies renouvelait l'inquiétude de Louvois. « Vous avez connu par mes précédentes, écrivait-il au maréchal le 15 septembre, que le roi regardoit la prise de Fribourg et d'Offenbourg comme une chose fort avantageuse à son service et comme une fin bien glorieuse d'une campagne de laquelle Sa Majesté doit le principal fruit à votre bonne conduite, mais qu'elle ne désiroit pas que, pour aucune de ces deux entreprises, vous risquassiez le bon état où vous avez mis ses affaires. » Le 29, nouvelle et plus vive anxiété. « Sa Majesté a vu avec peine que, s'il y avoit trop de troupes dans Offenbourg pour que vous pussiez songer à l'attaquer, vous pensiez à vouloir ôter

[1] Louvois à Créqui, 11 septembre; à Barillon, 27 septembre.

à M. le prince Charles le commerce avec Strasbourg; ce qui vous porteroit à vous avancer au delà d'Offenbourg, et à vous mettre dans un pays où M. de Turenne, ayant voulu faire la même chose, y perdit près de la moitié de l'armée du roi; ce qui fait croire à Sa Majesté que celle que vous commandez se trouvant entre le fort de Kehl et l'armée ennemie, et ayant derrière elle Offenbourg, ne pourroit être que dans une très-méchante posture. » Ces observations étaient d'ailleurs si justes que le maréchal de Créqui s'y était en quelque sorte rendu d'avance; il avait repassé le Rhin, le 1[er] octobre, pour rejoindre le gros de son armée à Vangen; aussi Louvois n'avait-il plus que des compliments à lui faire : « Je ne puis m'empêcher de vous dire, lui écrivait-il le 7 octobre, qu'en toutes occasions Sa Majesté s'explique de la satisfaction qu'elle a de la conduite que vous avez tenue cette campagne, et que cela est de manière qu'il ne me reste rien à désirer sur cela. Si vous me faites justice de la part que je prends en ce qui vous touche, vous jugerez que, puisque je suis content sur ce chapitre, vous avez un entier sujet de l'être. »

Il semblait que le maréchal eût choisi précisément ce même jour pour répondre, par un nouveau succès, au compliment du ministre. Après avoir passé le Rhin sur le pont de Strasbourg, en même temps que M. de Créqui le passait sur le pont de Rheinau, le duc de Lorraine s'était approché de l'armée française qui, se repliant sur Saverne, avait occupé les hauteurs de Kochersberg. Le 7 octobre, à dix heures du matin, quelques fourrageurs se rencontrèrent dans la plaine; une

escarmouche s'engagea ; les gardes avancées s'en mêlèrent d'abord, puis peu à peu des volontaires, excités par les curieux qui s'étaient amassés sur le front des deux camps ; les curieux s'étant laissé gagner à leur tour, il se trouva que ce tournoi, qui durait depuis quatre heures, était devenu un grand combat de cavalerie, et qu'il était grand temps que les généraux en prissent la direction. Il ne se termina qu'à la nuit, sans victoire ni défaite absolue, mais avec un avantage marqué pour les escadrons français, à la tête desquels se distingua particulièrement le marquis de Villars[1]. Ce brillant engagement parut clore la campagne. Tout en faisant le plus grand honneur à la cavalerie, il prouva cependant qu'elle n'était plus la force unique de qui dépendait naguère le sort des empires, et que, si elle pouvait se flatter encore de décider les batailles, il fallait que les batailles fussent à moitié déjà gagnées par l'infanterie.

La basse Alsace était ravagée, l'armée impériale habituée à prendre ses quartiers de bonne heure; le duc de Lorraine se retira dans le Palatinat et sépara ses troupes. Le maréchal de Créqui sépara les siennes dans la haute Alsace, et s'établit lui-même à Molsheim. Enfin il était au moment d'accomplir ses desseins. Le 29 octobre, Louvois lui écrivait : « Le roi a vu ce que vous lui avez mandé concernant Fribourg, en cas que M. le prince Charles n'ait point pourvu à sa sûreté. Comme le roi connoît l'importance de ce poste pour la guerre d'Allemagne, et même pour les

[1] Louvois à Barillon, 11 octobre.

vues que Sa Majesté peut avoir du côté de la Bavière[1], elle m'a commandé de vous dépêcher ce courrier pour vous dire qu'elle trouve bon que vous l'attaquiez, si vous l'estimez à propos. » En trois jours, tous les quartiers se trouvèrent levés et les troupes réunies ; le maréchal commença par détacher, sous les ordres du marquis de Rannes, un corps pour bloquer la garnison de Saarbrück ; car ce n'était qu'à cette condition en quelque sorte, qu'il avait obtenu la permission d'attaquer Fribourg : « Sa Majesté désire, à quelque prix que ce soit, ôter Sarbrick aux ennemis, » lui avait écrit Louvois[2]. Puis ayant laissé en Alsace ses cavaliers les moins bien montés, il fit rapidement filer les autres par le pont de Brisach, et l'infanterie à la suite. Le 9 novembre, Fribourg était investi par Montclar ; le 10, tout le matériel de siége arrivait de Brisach ; le 11, le canon commençait à tirer ; le 15, les batteries de brèche étaient construites ; le 16, le gouverneur offrait de capituler, et le 17, la garnison livrait la place au vainqueur. Le duc de Lorraine n'avait pas encore réussi, malgré tous ses efforts, à faire sortir les troupes allemandes engourdies dans leurs quartiers. Cette fin de campagne, cette habileté et cette promptitude à surprendre l'ennemi, rappelaient l'admirable surprise qui avait brusquement ter-

[1] On sait que l'Électeur de Bavière avait refusé de se déclarer contre Louis XIV, et que, sans se déclarer pour lui, il se tenait dans une attitude de neutralité armée, qui donnait beaucoup d'inquiétude à l'Empereur.

[2] 30 octobre. — Voir aussi 19 août, 11 et 15 septembre, 29 octobre. Cependant Saarbrück ne fut repris qu'au commencement de l'année suivante.

miné, sur le même théâtre, la campagne de 1674. Si la France déplorait encore la perte de Turenne, elle voyait avec joie que Turenne n'était pas perdu tout entier.

Le dernier coup porté aux Allemands fut le signal d'un dernier coup porté aux Espagnols, « Sa Majesté, disait Louvois, ayant envie de donner encore quelques bottes aux Espagnols avant les fortes gelées [1]. » Le 23 novembre, il écrivait à Barillon, qui avait remplacé Courtin en Angleterre: « Une campagne aussi glorieuse que celle-ci l'a été de tous côtés pour Sa Majesté, devroit apparemment finir les opérations de guerre jusqu'au mois d'avril; cependant j'ai lu dans un almanach qui n'est pas mauvais, qu'il y aura, le 1er du mois prochain, une place investie aux Pays-Bas, et que vingt pièces de canon seront en batterie trois jours après. Je vous prie de me garder le secret jusqu'à ce que les nouvelles en arrivent en Angleterre. » Cette place devait d'abord être Charlemont, sur la Meuse, que Louvois avait projeté de faire assiéger par le maréchal de Créqui, après la prise de Fribourg; mais, ayant considéré les fatigues d'une longue marche et d'un nouveau siége en hiver, après toutes celles que l'armée d'Allemagne avait eu à supporter depuis le début de la campagne, il avait renoncé bientôt à ce premier dessein, et tout de suite proposé au roi de faire assiéger par le maréchal d'Humières, avec les troupes de Flandre, la place de Saint-Ghislain, située dans le Hainaut, entre Mons et

[1] Louvois à Créqui 4 novembre. *D. G.* 534.

Condé. Le maréchal devait faire ce siége avec vingt bataillons et vingt-deux escadrons ; vingt autres bataillons rassemblés entre Condé, Valenciennes et le Quesnoy, se tiendraient prêts à marcher à lui, dès que le duc Villa-Hermosa sortirait de Bruxelles. Afin d'assurer et de hâter le succès de l'entreprise dont la haute direction lui était confiée, on mettait à ses ordres Chamlay pour régler les mouvements des troupes, Saint-Pouenge pour prendre soin des subsistances, Dumetz pour commander l'artillerie, et Vauban. « Sa Majesté, lui écrivait Louvois, trouve bon que vous meniez M. de Vauban avec vous ; mais elle vous recommande fort sa conservation, et de ne point souffrir qu'il se charge de la conduite de la tranchée, laquelle Sa Majesté désire que le chevalier de Montgivrault conduise avec les ingénieurs que M. de Vauban nommera pour servir sous lui. Vous savez assez le déplaisir que Sa Majesté auroit, s'il arrivoit quelque inconvénient à mondit sieur de Vauban, pour qu'il soit inutile que je vous recommande sa conservation, et de vous servir de votre autorité pour empêcher qu'il ne se commette[1]. »

Quant à Vauban lui-même, voici ce qu'il écrivait de Tournai à Louvois, la veille de l'investissement de Saint-Ghislain : « Si Dieu me prête vie et santé, vous serez tous les jours averti de ce qui se fera à la tranchée. Je crois que nous ne nous servirons guère de balles à feu. Le brûlement des maisons, dans un lieu où les plus forts ne sont pas intéressés à leur conser-

[1] 17 novembre. *D. G.* 534.

vation, ne hâte guère la prise des places; témoin la citadelle de Cambrai, et toutes les places que nous avons assiégées jusqu'à présent. Ce n'est pas que le jour d'une grande attaque, je ne fasse bien état de m'en servir; mais c'est seulement dans la vue d'occuper le bourgeois. Au surplus, nos mesures sont bien prises, et si Dieu nous donne un peu de beau temps, j'espère que le roi sera content de notre petite expédition. Au reste, la venue de M. de Saint-Pouenge, le rassemblage de tous nous autres à Lille, tant de courriers, la venue de quelques officiers généraux, et le mouvement de quelques troupes du côté de France, ont tout rempli de conjectures si violentes qu'il ne reste plus qu'à nommer la place pour que le public en sache presque autant que nous. Une chose sais-je bien, c'est que jusqu'ici je puis vous dire qu'on ne peut pas mieux disposer son fait que M. le maréchal a fait jusqu'à présent, ni se plus précautionner contre les bruits[1]. » Ce nom de la place, que le public ne savait pas, c'était tout le secret de l'entreprise; et le secret si bien gardé, c'était la moitié du succès.

Le lendemain, 1er décembre, Saint-Ghislain était investi, à la grande surprise de son gouverneur, qui ne devait pas faire longue défense, étant, selon ce qu'écrivait Louvois à Barillon, « un des plus grands misérables qu'il y eût parmi ceux de sa nation[2]. »

30 novembre. *D. G.* 568.

[2] Voici le premier bulletin du siége envoyé par Vauban à Louvois le 2 décembre : « Saint-Guillain fut hier investi à la pointe du jour, et les premiers endroits où nos gens parurent de part et d'autre de la rivière, furent du côté de Jemmapes, et ensuite tous les autres endroits et montées; ce qui ne plut point au gouverneur de Saint-Guillain qui en témoi-

Louvois avait assigné, par conjecture, le 20 décembre comme terme du siége; il finit le 10, tous les dehors ayant été emportés la nuit précédente, et le gouverneur s'étant hâté de capituler à la vue des échelles qui le menaçaient d'un assaut. Parmi les troupes françaises, il n'y avait pas eu, depuis l'investissement, cent vingt hommes hors de combat.

Le duc de Villa-Hermosa n'avait quitté Bruxelles que le 8, et il n'était arrivé que le 10 à Mons, avec sept ou huit mille hommes d'infanterie, et trois ou quatre mille chevaux. Il faut laisser Louvois faire à Barillon le récit de sa déconvenue : « Son Excellence fut avertie, le 10, sur les cinq heures du soir, que le guetteur de la tour

gna assez son chagrin par le canon qu'il nous tira. Sur le soir, la redoute de Baudour fut emportée, après avoir souffert quelque quarante coups de canon d'une pièce de huit et une de quatre, par cent dragons de Fimarcon, cent du Dauphin et cent cinquante hommes de la garnison d'Ath. J'en fis la disposition; elle fut attaquée par trois endroits différents et emportée sur quelque cent vingt hommes qui la gardoient et qui avoient commencé des traverses en plusieurs endroits le long de la chaussée. Elle ne dura pas tant qu'il y a que je vous en parle. Les dragons firent fort bien, on ne peut pas mieux ; les ennemis fort mal; car ils ne tirèrent pas cinquante coups; on leur prit quinze ou vingt hommes, la plupart petits garçons que les dragons mirent nus comme la main. La terre est toute blanche de la neige qui a tombé cette nuit; il gèle aussi, ce qui n'accommode pas autrement le bivac. » *D. G.* 556. — Un second bulletin est daté du 5, à cinq heures du matin : « Les jours précédents se sont passés à détourner la Haisne et à travailler aux lignes qui avancent très-peu, tant par la difficulté de la terre qu'on ne peut presque plus ouvrir que par le retard des paysans qui ne sont pas encore tous arrivés, et par la désertion de beaucoup qui ne peuvent résister à la rigueur du temps qui est extrême. La crainte que la terre ne s'endurcît si fort qu'on n'en pût plus venir à bout m'a fait hâter l'ouverture de la tranchée avant que le canon fût prêt. Cette nuit a été la plus rude du siége à mon avis, parce qu'on n'a pas osé faire de feu à la tranchée; le froid est horrible et nous transit tous; mais encore vaut-il mieux que la pluie; et s'il continue, je ne désespère pas de faire prendre Saint-Guillain d'assaut quatre jours plus tôt que nous ne ferions de toutes autres façons. » *D. G.* 515.

de Mons ne voyoit plus tirer à Saint-Guillain ; sur quoi M. de Villa-Hermosa assura que M. le maréchal d'Humières levoit le siége et retiroit son canon. Il étoit si bien averti de tout ce qui se passoit au siége, qu'il ne savoit pas encore que tous les dehors avoient été emportés la nuit précédente ; il l'apprit à neuf heures du soir; ce qui lui fit trouver qu'il avoit bien à remercier Dieu de ce qu'il avoit obligé M. le maréchal d'Humières à lever un siége si avancé. Il envoya trois cents chevaux à chaque côté de la rivière, pour lui rapporter quelle route M. le maréchal d'Humières avoit prise en s'en retournant. Un de ces partis tomba sur une de nos gardes ordinaires de cinquante chevaux, laquelle se retira devant ledit parti sans perte considérable, jusqu'à ce que le cheval du capitaine étant tombé, dix ou douze cavaliers furent obligés de tenir ferme, pour donner le temps à leur capitaine de se relever. Ils furent pris avec lui et menés à M. de Villa-Hermosa, le 11 de ce mois, un peu avant neuf heures du matin. M. de Villa-Hermosa voulut les questionner sur le déplaisir de M. le maréchal d'Humières, d'avoir levé le siége. Le capitaine lui répondit qu'en effet le siége étoit levé depuis quinze ou seize heures, puisque ledit sieur maréchal étoit maître de Saint-Guillain. Son Excellence n'en voulut rien croire d'abord ; mais enfin le capitaine lui dit tant de particularités, qu'il connut qu'il disoit vrai. Il fit en même temps assembler le conseil de guerre et battre la générale, et à onze heures du matin, il partit pour aller à Soignies, par le plus épouvantable temps que l'on ait jamais vu [1]. »

[1] 14 décembre. *D. G.* 534.

Catinat fut nommé gouverneur de Saint-Ghislain ; dans les instructions qu'il lui donna, Louvois eut à lui parler du baron de Quincy, qui était chargé du commandement général de la cavalerie et des dragons sur cette partie de la frontière : « Il a les intentions tout à fait bonnes pour le service du roi, disait Louvois; mais comme ses manières ne sont pas tout à fait polies, Sa Majesté vous recommande de bien vivre avec lui, et de ne pas relever de petites choses dont un homme moins sage que vous auroit peine à s'accommoder[1]. » Catinat allait avoir le maniement d'une certaine somme d'argent, qui devait être employée à débaucher les soldats de la garnison de Mons : « Je ne vous dis point, ajoutait Louvois à ce sujet, que Sa Majesté ne confieroit point son argent à un autre que vous, étant fort persuadée que vous l'administrerez de manière qu'elle aura tout sujet de s'en louer ; je lui en répondrois bien, s'il en étoit besoin. Je ne vous fais point de compliments sur l'établissement que Sa Majesté vient de faire pour vous, parce que, apparem-

[1] Voici une lettre du baron de Quincy qui peut donner une juste idée de l'aménité de son caractère; elle est adressée à Louvois, sous la date du 9 juillet 1677 : « Je vois que je suis au milieu de fourbes et de gens sans âme. M. de Rosen, à son arrivée auprès de moi, me demanda mon amitié et me pria de prendre en lui toute la confiance entière, s'appliquant particulièrement à me faire naître mille ombrages contre nos mestres de camp françois. Cet homme me fit donc donner dans son amitié ainsi feinte, faisant d'ailleurs le petit auprès de moi et toujours fort l'officieux. Je lui ai laissé faire entièrement à sa mode le détail de la cavalerie. Je n'ai donc rien omis pour lui marquer que j'en faisois beaucoup d'estime, puisque je savois que le roi l'estimoit, sans vouloir d'ailleurs approfondir son mérite Mais je vois que cet homme fourbe me donne du venin au lieu de la douceur des roses. » Tant de colère pour aboutir à un jeu de mots ! M. de Rosen, gentilhomme allemand, était appelé par les Français M. Rose. Il est devenu maréchal de France.

ment, vous ne doutez pas que je prenne une très-grande part à tout ce qui vous touche[1]. » On aime à voir l'opinion que Louvois avait de Catinat, et le soin qu'il prenait de sa fortune, comme de celle de Vauban. Il ne se doutait pas qu'un jour, appelé devant l'histoire, accusé par des témoins passionnés, il se trouverait heureux d'être protégé par l'amitié de ces deux grands hommes de bien, qui étaient ses protégés alors ; mais son mérite n'en est que plus grand de les avoir distingués et soutenus, puisqu'il était désintéressé.

Louvois s'élevait au comble de la gloire et de la faveur ; son père, Le Tellier, venait d'être nommé par le roi chancelier de France[2]. « Voilà une famille bien heureuse ! » s'écriait madame de Sévigné. Mais aussi, quels services Louvois n'avait-il pas rendus et ne rendait-il pas tous les jours à Louis XIV ! Valenciennes, Cambrai, Saint-Omer conquis, le prince d'Orange battu, Charleroi délivré, la campagne finissant comme elle avait commencé, par des surprises en plein hiver, Fribourg et Saint-Ghislain ! Bussy-Rabutin, écrivant à madame de Sévigné, faisait honneur d'un bon mot à sa propre fille : « Madame de Coligny dit que si la prise de Fribourg a été pour dire adieu aux Allemands, la prise de Saint-Guillain est pour prendre congé des Espagnols[3]. »

[1] 16 décembre. *D. G.* 534.

[2] Le 27 octobre, après la mort du chancelier d'Aligre.

[3] Faut-il, comme Bussy, comme Louvois, railler les Espagnols ou les plaindre? C'est pitié de voir tomber un grand peuple par la faute de ceux qui le gouvernent. Au mois de mars 1677, Valenciennes est pris, Saint-Omer et Cambrai vont l'être ; un rescrit du roi d'Espagne au gouverneur

Ce n'est pas que, du côté des Pyrénées, les Espagnols eussent trouvé la fortune aussi décidément contraire qu'aux Pays-Bas. De même que le maréchal de Créqui, le maréchal de Navailles avait son idée fixe, la prise de Puycerda ; mais, moins heureux que son collègue, il n'avait pu faire céder l'opposition de Louvois. Le 1er janvier 1677, le ministre lui avait écrit : « Sa Majesté a vu avec quelque surprise que vous parliez

des Pays-Bas est publié à son de trompe dans les rues de Gand ; les Flamands accourent et prêtent l'oreille; aux premiers mots, ils s'en retournent, découragés, consternés: ils attendaient de l'argent et des soldats; c'est un sermon qui leur arrive de Madrid ; qu'on en juge : « Mon cousin, voyant qu'il est de la dernière importance de veiller par toutes voyes au redressement des affaires de ma couronne, et que le plus asseuré moyen pour y réussir est de prendre recours à la divine protection (particulièment en cette occasion que nous en avons si grandement besoing) dont le vray chemin est de corriger la corruption des mœurs et péchés publics, d'administrer justice et de cultiver les vertus par l'establissement des bonnes coustumes et bannissements des vices et abus qui se sont pernicieusement introduits, je vous ordonne bien expressément par cette [lettre] que vous ayez très-soigneux égard à ce que dessus, et qu'à cette fin vous ordonniez aux prélats et ministres supérieurs de votre gouvernement qu'ils aient à prester conjoinctement la main et soing très-particulier, pour déraciner les maux qui se sont glissés dans le bien public et rendre justice à tout le monde, sans exception de personne, et inclinant singulièrement à la protection des pauvres contre l'oppression des riches; pour, par ces moyens, implorer la divine miséricorde et bénédiction sur mes royaumes et Estats dans la pitoyable constitution où ils se trouvent réduits; à quel effet vous ordonnerez aussi aux prélats d'envoyer par leurs diocèses des personnes doctes et exemplaires, tant séculiers que réguliers, pour exhorter les peuples à la bonne vie et correction des péchés, en quoy j'en charge de tant plus la conscience de mes ministres que je décharge la mienne sur la confiance que j'ay de leur probité en l'acquit de leurs obligations et la nouvelle précaution que je leur donne en ce regard. A tant, mon cousin, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. Madrid, le 22e de mars 1677. » — Nous avons trouvé au *Dépôt de la Guerre*, dans le t. 544, un exemplaire de ce placard imprimé à Gand. — Voilà comment le roi d'Espagne, ou plutôt ceux qui le faisaient parler, secouraient les Pays-Bas. Charles II n'avait alors que seize ans; don Juan venait de renverser, le 23 janvier précédent, le gouvernement de la reine mère et de se faire premier ministre.

d'entrer en Catalogne la campagne prochaine, et de faire le siége de Puycerda, après qu'ensuite de ce que le sieur Duclos a représenté par votre ordre, Sa Majesté a résolu de diminuer considérablement les troupes qui composoient, l'année passée, l'armée qui étoit en Roussillon sous votre commandement [1]. » L'argument était sans réplique. Outre que les huit mille hommes qui restaient à peine au maréchal de Navailles n'auraient pas suffi pour assiéger Puycerda, la concentration des troupes françaises autour de cette place, en Cerdagne, à l'extrémité occidentale de la frontière de Catalogne, aurait désarmé les passages des Pyrénées orientales, et livré le Roussillon sans défense aux entreprises des Espagnols. Le maréchal de Navailles n'eut donc autre chose à faire qu'à mener, cette année comme la précédente, sa petite armée dans le Lampourdan. Mais le comte de Monterey, nommé par don Juan, qui venait de renverser à Madrid le gouvernement de la reine-mère, vice-roi de Catalogne, avait plus de pouvoir que ses prédécesseurs, et surtout une plus grande influence personnelle dans la province. Il arrêta, de sa propre autorité, quatre régiments qui allaient être embarqués pour la Sicile ; il convoqua les milices ; il fit appel à la noblesse, qui lui envoya cinq cents cavaliers volontaires ; enfin, il put, au mois de juin, réunir quinze à seize mille hommes.

Devant ces forces, du double supérieures aux siennes, le maréchal de Navailles jugea prudent de rentrer dans le Roussillon ; il se replia sur le col de Bagnols, condui-

[1] *D. G.* 531.

sant sa retraite avec intelligence et fermeté ; mais les bagages de l'armée, surtout les équipages des officiers, dont le nombre et la masse avaient grossi jusqu'à l'abus, ayant encombré les passages [1], la marche des troupes se trouva ralentie. Les Espagnols les atteignirent, le 3 juillet, au col même de Bagnols ; il fallut combattre. Le maréchal avait fait occuper un château et un cimetière, où il avait mis du canon, tandis que le comte de Monterey, pour marcher plus vite, n'avait pas amené d'artillerie. Ce fut à l'attaque de ces deux postes que le combat d'infanterie fut le plus acharné ; au pied des hauteurs, dans un val resserré, la cavalerie et les dragons des deux armées se disputaient les rives étroites d'un ruisseau. Enfin, après six heures de lutte, les Espagnols se retirèrent, avec des pertes énormes ; deux grands d'Espagne, près de deux cents officiers ou volontaires avaient été tués. Le lendemain, le maréchal de Navailles continua sa marche sans être inquiété davantage ; mais il rentrait en Roussillon, au commencement du mois de juillet ; et quoique le comte de Monterey eût été battu, il fit sonner comme une victoire la retraite de son adversaire. L'opinion, en Espagne, se prêta volontiers à cette fraude, comme aux promesses magnifiques de don Juan ; elle ne demandait qu'à reprendre confiance.

Louvois ne voulait pas que la confiance se rétablît en

[1] Louvois à Navailles, 20 juillet : « Sur ce que le sieur Trobat a représenté, de votre part, que le service de Sa Majesté reçoit beaucoup de préjudice par la trop grande quantité d'équipages que les officiers des troupes ont, Sa Majesté m'a commandé de vous faire savoir que son intention est que vous les régliez sur le pied que vous estimerez à propos. » *D. G.* 533.

Espagne. Outre le coup qu'il se préparait à frapper encore dans les Pays-Bas, à Saint-Ghislain, avant la fin de cette campagne, et les coups plus sérieux qu'il méditait déjà d'y frapper au commencement de la prochaine, il avait résolu d'alarmer les Espagnols pour une de leurs possessions qu'ils croyaient le plus à l'abri de la guerre, pour le Milanais. La France exerçait à Turin une influence prépondérante, vainement combattue par l'Espagne et l'Empereur; elle y était représentée en ce temps-là, non-seulement par le marquis de Villars, qui était l'ambassadeur en titre, mais encore par le cardinal d'Estrées, lié de vieille date avec la duchesse régente de Savoie. Ce ne fut pas toutefois ces deux grands personnages que Louvois prit pour confidents de ses véritables desseins; ou plutôt il se servit d'eux pour mieux tromper la cour de Turin et les Espagnols, en commençant par les tromper eux-mêmes. Tandis que M. de Pomponne donnait pour instructions à l'ambassadeur et au cardinal de négocier le libre passage d'un corps d'armée français à travers le Piémont; tandis que Louvois leur écrivait pour leur recommander le sieur Camus Duclos, qui prenait les devants afin de préparer, comme intendant de ce corps, les magasins et les subsistances[1], c'était seulement à ce personnage obscur et secondaire qu'était révélé

[1] Louvois au cardinal d'Estrées et au marquis de Villars, octobre 1677 : « Le roi ayant choisi le sieur Camus Duclos pour faire les fonctions d'intendant du corps de troupes que Sa Majesté a résolu de faire agir en Milanois pendant la campagne prochaine, elle lui a ordonné de se rendre à Pignerol pour faire les préparatifs nécessaires pour l'exécution de ce que le roi veut faire entreprendre; mais sur ce que Sa Majesté a considéré qu'il est bon de ne point trop faire éclater ses résolutions sur cela, c'est-à-dire

le secret d'une manœuvre qui ne devait être et n'avait jamais dû être qu'une feinte, un projet simulé[1].

Quoique les ministres d'Espagne eussent peine à croire que cette menace fût sérieuse, cependant ils ne manquèrent pas de crier à l'aide dans toutes les cours alliées, et de tenter, de concert avec le prince d'Orange, un dernier et grand effort pour entraîner l'Angleterre dans la ligue contre la France. Malheureusement Courtin n'était plus à Londres; l'ambassade lui avait glissé des mains, par sa propre faute.

Comme il n'était pas riche et que la dépense d'un ambassadeur de France en Angleterre devait être grande, il n'avait cessé de réclamer un surcroît d'appointements, ou mieux une pension du roi, affirmant toujours qu'il lui serait impossible, s'il n'était secouru de manière ou d'autre, de soutenir l'emploi ruineux

sur la guerre contre le Milanois, Sa Majesté a estimé à propos de lui faire expédier une commission d'intendant à Pignerol, pour pouvoir, sous prétexte d'en munir la place, travailler à faire les préparatifs nécessaires pour l'avancement des desseins de Sa Majesté. » *D. G.* 533.

[1] Mémoire pour le sieur Duclos, octobre 1677. « Le roi, estimant qu'il convient au bien de son service de faire croire aux Espagnols et à la cour de Savoie que Sa Majesté a résolu de porter la guerre dans le Milanois, a donné ordre à M. le cardinal d'Estrées de s'arrêter à Turin pour insinuer à madame la duchesse de Savoie la résolution que Sa Majesté a prise, et afin de faire éclater davantage la résolution que Sa Majesté veut que l'on croie qu'elle a prise à cet égard, Sa Majesté ordonne au sieur Duclos de partir en poste pour se rendre à Turin. Le sieur Duclos observera que M. le cardinal d'Estrées ni le marquis de Villars ne savent point que la véritable intention de Sa Majesté n'est que de donner l'alarme en ce pays-là. Il publiera que l'armée doit être composée de seize bataillons d'infanterie et de vingt-cinq escadrons de quatre compagnies chacun; il fera semblant de vouloir conclure des marchés pour les munitions. Enfin il n'oubliera aucune des démonstrations qu'il croira pouvoir servir à bien donner l'alarme aux Espagnols dans le Milanois, et à empêcher qu'avant le 10 avril prochain, ils ne s'aperçoivent point que Sa Majesté ne veut pas les attaquer effectivement. » *D. G.* 533.

dont le roi l'avait honoré, et laissant même entendre qu'il souhaitait d'en être délivré. Ce qui n'était qu'un argument pour la forme, une ruse de guerre, une manœuvre de diplomate, fut pris tellement au sérieux à Versailles, que Courtin reçut du même coup sa pension et son congé, et cela juste au moment où il venait de faire la dépense d'une livrée neuve. Il se crut frappé de disgrâce, sacrifié par M. de Pomponne dont il n'était pas l'ami, et sans doute parce qu'il était l'ami de Louvois; aussi ce fut à Louvois qu'il s'empressa de demander un éclaircissement : « Trouvez bon, monsieur, que je vous supplie de me faire savoir confidemment comment les choses se sont passées sur le sujet du congé qu'on m'a donné dans un temps où je ne songeois pas à le demander. » Mais Louvois lui répondit simplement : « Le roi vous a accordé votre congé parce qu'il a cru que vous le désiriez, et que tous ceux qui ont l'honneur d'être auprès de lui en ont été persuadés par toutes les lettres que vous avez écrites sur ce sujet depuis six mois ; et je vous avoue que je l'ai été le premier. Ce que je vous viens de dire vous doit faire connoître qu'il n'y a rien, dans le congé que Sa Majesté vous a accordé, qui vous doive faire la moindre peine, et qu'au contraire vous devez être persuadé que Sa Majesté est très-satisfaite de la manière dont vous l'avez servie en Angleterre [1]. » Avant son départ, Courtin eut au moins la satisfaction de rendre à Louis XIV le grand service d'obtenir une nouvelle et longue prorogation du Parlement anglais, du mois de

[1] Courtin à Louv., 13 mai *D. G.* 566. — Louv. à Courtin, 21 mai. *D. G.* 521.

juillet 1677 jusqu'au printemps de 1678, au prix d'un subside annuel de deux millions que Louis XIV offrait au roi d'Angleterre en retour de ses complaisances.

Charles II, voluptueux et spirituel, avait eu, dès le commencement, beaucoup de goût pour Courtin, homme d'esprit et de plaisir; il poussait souvent avec lui la familiarité de ses confidences jusqu'au détail de ses aventures galantes. Le successeur de Courtin à l'ambassade, M. Barillon, n'eut pas le bonheur ou l'art de lui succéder dans l'intimité royale dont Courtin avait su se faire un avantage politique. Et cependant Barillon aurait eu besoin de tout employer, jusqu'aux influences les plus secrètes, pour combattre les difficultés qui l'accablèrent dès son arrivée. Le prince d'Orange, qui, trois ans auparavant, avait froidement éludé la proposition que lui faisait Charles II d'épouser sa nièce, la princesse Marie, fille du duc d'York, témoignait alors le plus vif désir de passer en Angleterre pour conclure ce mariage. Louis XIV fut surpris et par le voyage et par l'alliance; il fit quelques efforts pour s'y opposer; il échoua. Le 19 octobre, le prince d'Orange arrivait à Londres; le 15 novembre, le futur Guillaume III était devenu le gendre du futur Jacques II. La joie fut universelle en Angleterre.

Déjà Charles II et le duc d'York lui-même écoutaient plus volontiers les ennemis de Louis XIV, lorsqu'ils parlaient des dangers que faisaient courir à l'Angleterre les conquêtes du roi dans les Pays-Bas, mais surtout les progrès de sa marine, et cette expédition de Sicile qui menaçait, en se prolongeant, de donner à la France l'empire de la Méditerranée. Dans des temps même

plus favorables, où Charles II paraissait complétement abandonné à Louis XIV, pendant l'ambassade de Courtin, il s'était montré inquiet de cette occupation de la Sicile. Courtin, rendant compte, au mois de juin, d'une grande conversation qu'il avait eue avec le roi d'Angleterre, écrivait ceci : « Pour ce qui regarde la Sicile, le roi ajouta qu'il importoit beaucoup plus à l'Angleterre que Votre Majesté ne la réduisît pas sous son obéissance, qu'il ne lui étoit nécessaire de s'opposer à vos progrès dans les Pays-Bas; que, la Sicile étant en votre pouvoir, le commerce de la Méditerranée y seroit aussi[1]. »

Ainsi il y avait une question de Sicile que Charles II mettait au-dessus de la question des Pays-Bas; et cette question grandissait en importance, à mesure que le roi d'Angleterre inclinait davantage vers les ennemis de Louis XIV. Il faut donc voir, avant de passer outre, quelle était cette expédition de Sicile, quels résultats elle avait produits, et surtout quelle part Louvois y avait prise, en concurrence plutôt que de concert avec Colbert et Seignelay.

[1] Dépêche du 21 juin citée par M. Mignet, t. IV, p. 479.

CHAPITRE XI

Les Espagnols en Sicile. — Messine — Insurrection du 7 juillet 1674. — Les Messinois demandent la protection de la France. — Le chevalier de Valbelle. — Louvois et Seignelay. — Le marquis de Vallavoire à Messine. — Misère des Messinois. — Le duc de Vivonne — Son caractère. — Combat naval du 11 février 1675. — Le duc de Vivonne demande des renforts. — Conspiration de Barna. — Les milices messinoises. — Tentative sur Melazzo. — Prise d'Agosta. — Le duc de Vivonne maréchal de France. — Caractère des Siciliens. — Ils demandent un roi. — Déclaration de Louis XIV. — Opposition contre le maréchal de Vivonne. — Colbert de Terron. — Question des blés. — Monopole des jurats. — Rancunes du marquis de Vallavoire. — Réponse du maréchal de Vivonne aux attaques dirigées contre lui et contre ses domestiques. — Ruyter et Duquesne — Combat naval du 8 janvier 1676. — Souffrances des troupes. — Conspiration et supplice des frères Lipari. — Combat du Salvador-des-Grecs. — Bataille navale du 22 avril. — Mort de Ruyter. — Combat de San-Stefano. — Bataille navale de Palerme. — L'intendant d'Oppède. — Liberté du commerce des blés — Répugnance des troupes à servir en Sicile. — Lettres du maréchal de Vivonne à madame de Montespan et à Louvois. — Premier projet sur Syracuse. — Prise de Taormine, de La Mole, de Scaletta, etc. — Lettres du maréchal de Vivonne sur la Sicile et les Siciliens. — Lettre de Louvois du 12 janvier 1677. — Arrivée d'un renfort considérable. — Fautes du maréchal de Vivonne. — Deuxième et troisième projets sur Syracuse. — Les troupes ravagées par l'épidémie. — Désertion. — Réforme des troupes. — Irritation de Louvois. — Le maréchal de Vivonne proteste contre la guerre défensive. — Soins pour améliorer la condition des soldats. — Lettre de Louvois à d'Oppède. — Surprise de La Mole. — Le maréchal de Vivonne est rappelé; janvier 1678. — L'évacuation de la Sicile est résolue. — Difficultés de la retraite. — Le maréchal de La Feuillade. — Evacuation de Messine et d'Agosta. — Effectif des troupes revenues de Sicile. — Efforts diplomatiques de Louis XIV en faveur de Messine et des émigrés siciliens.

Tous les principes de la politique espagnole, appliqués depuis Ferdinand le Catholique au gouvernement

des Deux-Siciles, étaient contenus dans ce seul mot : diviser. Rien de plus facile : Napolitains et Siciliens se détestaient; en Sicile, Messine et Palerme rêvaient la ruine l'une de l'autre; dans chaque ville, la noblesse et le peuple étaient, sans métaphore, à couteau tiré. La tâche des gouvernants se réduisait donc à nourrir et à raviver au besoin le feu de cette universelle haine; ainsi, point de révoltes générales à craindre, et, contre les révoltes partielles, des voisins empressés de prêter main-forte au pouvoir. En 1647, Naples et Palerme insurgées ne s'étaient point entr'aidées, tandis que Messine avait contre toutes les deux prodigué ses services aux flottes et aux troupes chargées de les réduire. Messine s'était d'abord vue magnifiquement récompensée; elle avait obtenu pour son port un privilége exclusif et lucratif, l'exportation de toutes les soies de la Sicile. Mais le temps avait graduellement affaibli le souvenir et de l'insurrection de Palerme et de la fidélité de Messine; assailli de réclamations par toutes les autres cités de l'île, le conseil d'Espagne s'était décidé à suspendre l'exécution de l'ordonnance relative à la sortie des soies. Messine envoya des députés à Madrid; ces députés, se fondant sur certains priviléges qui ne remontaient pas moins, disaient-ils, qu'à l'empereur Arcadius, prétendirent être reçus comme les ambassadeurs des têtes couronnées; la régente, mère de Charles II, repoussa leur prétention, et les députés éconduits s'en revinrent communiquer à leurs concitoyens le ressentiment de cette injure. Messine tenait essentiellement à ses priviléges, qui faisaient d'elle une sorte de république aristocra-

tique, et de ses jurats ou sénateurs de petits souverains; il y avait un dicton d'une singulière hardiesse qui courait les rues : « Nous étions Messinois avant d'être chrétiens[1]. »

Le gouvernement espagnol était représenté à Messine par un capitaine général ou *stradico*, le premier personnage de l'île après le vice-roi, qui résidait à Palerme. En 1671, la charge de *stradico* fut donnée à don Luis de Hojo, chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, « versé en tous arts de bonne politique, » dit un écrivain espagnol contemporain, et qui s'était offert au conseil d'Espagne pour mettre à la raison ces insolents Messinois. Il n'eut qu'à reprendre les vieux errements, un peu négligés par ses prédécesseurs : diviser la noblesse et le peuple. Avec l'un, il affecta un vif amour de la religion et de la justice, ne marchant par les rues qu'un grand chapelet à la main, visitant les hôpitaux et les églises, servant les malades, répandant d'abondantes aumônes, tenant tous les jours audience pour les plus humbles; avec les nobles et les riches bourgeois, il était plus réservé, mais sans hostilité apparente; cependant, sous main, ses affidés répandaient peu à peu le bruit dans la foule que les nobles et les riches avaient fait un complot pour affamer le peuple et grossir leur fortune à ses dépens[2]. Ce bruit trouvait d'autant mieux créance que le commerce des

[1] « Llevando por maxima que fueron primero Messineses que Christianos. » *Historia de las reboluciones de Messina. Bibl. imp.* mss. 10236-3. Colbert.

[2] Tous ces détails sont extraits d'un mémoire conservé aux archives des Affaires Étrangères; quelques-uns de ceux qui suivent se trouvent aussi dans le manuscrit espagnol cité plus haut.

grains n'était pas libre à Messine, mais qu'il était concédé par privilége à quelques marchands par les jurats eux-mêmes qui s'étaient attribué le dangereux pouvoir de régler le prix du blé, et par conséquent le prix du pain.

La partie de la Sicile où est située Messine était de beaucoup la moins riche en céréales; c'était des autres parties de l'île et du royaume de Naples que lui venaient ses approvisionnements; il ne fut pas difficile à don Luis de Hojo de faire arrêter dans les ports ou diriger sur d'autres points les cargaisons destinées à Messine. Le prix du pain s'éleva rapidement; les boulangers eurent défense d'en délivrer à chaque personne au delà d'un certain poids qui fut bientôt réduit encore; enfin, un jour, une foule d'hommes et de femmes, qui avaient pour enseigne un morceau de pain couvert d'un voile noir, parcoururent les rues en criant : « Vive le roi et meurent ces voleurs de jurats! » Ce fut le signal de graves désordres; le 30 mars 1672, plusieurs palais furent impunément pillés et brûlés; menacés d'une autre émeute le 13 avril, et se voyant trahis par le gouverneur, les jurats et les nobles, formant, avec leurs domestiques, une troupe d'environ quatre mille hommes, se rassemblèrent en armes, aux cris de « Chassons les Espagnols, meure le *stradico*, et vive la noblesse de Messine! » Don Luis de Hojo, qui n'attendait qu'un prétexte, se rua sur eux avec les troupes espagnoles et la populace, en tua un grand nombre et mit le reste en fuite; mais, enivré par son succès, il voulut trop tôt jeter le masque et s'emparer des bastions de la ville, qui étaient gardés

de tout temps par la milice urbaine. Ce coup de main, sans effet, donna l'éveil aux bourgeois et aux artisans, qui jusqu'alors avaient soutenu le gouverneur contre la noblesse; ils pénétrèrent ses desseins, et commencèrent à se rapprocher des proscrits; dès lors il se forma deux factions, les *merli*, qui étaient les séides du *stradico*, et les *malvizzi*, qui étaient les défenseurs des libertés publiques.

Le prince de Ligne, vice-roi de Sicile, que don Luis de Hojo avait jugé trop peu politique, c'est-à-dire trop honnête homme pour le tenir au courant de toutes ses pratiques, étant venu à Messine afin de mettre un terme au désordre, ouvrit une enquête, entendit les accusations réciproques du gouverneur et de ses adversaires, recueillit tous les témoignages, et finit par ordonner des châtiments sévères contre les principaux complices du *stradico*. Le *stradico* lui-même, indirectement frappé par cet arrêt, fut quelque temps après révoqué de ses fonctions; mais il alla à Madrid, montra qu'il était victime de son zèle pour la couronne d'Espagne, irrita les ministres contre l'esprit de rébellion qui triomphait à Messine, et obtint d'y retourner, sinon comme gouverneur en titre, du moins comme principal conseiller du nouveau gouverneur, don Diego de Soria, marquis de Crispano. Celui-ci entra en fonctions au mois de février 1673, et par ses premiers actes, rendit l'audace aux *merli*. Alors le prince de Ligne, se voyant désavoué, résigna la vice-royauté de Sicile. Son successeur, le marquis de Bayonna, eut pour instruction principale d'aider énergiquement le marquis de Crispano à châtier l'insolence des Messi-

nois. Cependant la faction des *malvizzi* faisait des progrès tous les jours.

Le 6 juillet 1674, Messine célébrait la fête de la madone *della Lettera*, une de ses plus vieilles traditions, un de ses plus glorieux priviléges. Il était de foi qu'avant son Assomption, la Sainte Vierge avait reçu l'hommage des députés de Messine, et leur avait donné, pour satisfaire la dévotion de leurs compatriotes, une lettre qui était, depuis plus de seize cents ans, l'objet de la plus ardente vénération[1]. Or, parmi tous les apprêts que chacun avait faits, comme d'usage, pour fêter, selon ses moyens, la protectrice de la cité, un tailleur, très-populaire dans son quartier, avait imaginé de placer, au-dessous des images de la madone et du roi d'Espagne, superbement décorées, une grossière ébauche où les railleurs s'avisèrent de reconnaître les traits peu flattés du gouverneur et de son principal conseiller. Aussitôt le tailleur fut enlevé par les sbires; c'était un artisan, un homme du peuple; il n'en fallut pas davantage pour que le peuple presque tout entier passât aux *malvizzi*. Le lendemain l'insurrection éclata, violente, implacable; les prêtres et les moines eux-mêmes, après s'être montrés armés

[1] Voici cette lettre, telle qu'elle se trouve rapportée dans une relation manuscrite de la révolte de Messine, *Bibl. imp.*, 514, H Saint-Germain : « Maria Virgo Joachim filia, Dei humillima Christi Jesu crucifixi mater, ex tribu Juda, stirpe David, Messanensibus omnibus salutem et Dei patris omnipotentis benedictionem. Vos omnes fide magna legatos ac nuncios per publicum documentum ad nos misisse constat; filium nostrum Dei unigenitum Deum et hominem esse fatemini, et in cœlum post suam resurrectionem ascendisse, Pauli apostoli prædicatione mediante, viam veritatis agnoscentes, ob quod vos et ipsam civitatem benedicimus, cujus perpetuam protectionem nos esse volumus. »

à l'autel, armés au confessionnal, parcouraient les rues et les places, pour entraîner la foule à la défense de la patrie; les jurats, réunis en séance permanente, déclaraient ennemis et perturbateurs du repos public le marquis de Crispano, don Luis de Hojo et leurs complices, que tenaient assiégés dans le palais du gouvernement les nobles, les bourgeois et le peuple. Pendant huit jours, l'artillerie du palais et des forts ne cessa pas de tirer sur la ville, tandis que les Messinois, qui occupaient les bastions de l'enceinte, concentraient leur feu sur le palais et respectaient les forts, pour montrer que, s'ils voulaient renverser la tyrannie de leur gouverneur, ils n'entendaient point porter atteinte à l'autorité du souverain.

De cette querelle personnelle, en quelque sorte, le marquis de Bayonna fit une insurrection nationale. Comme il s'était approché par mer de Messine, les jurats députèrent vers lui les supérieurs des théatins, des jacobins et des jésuites, pour lui offrir d'entrer dans la ville avec tous les honneurs dus à son rang, mais sans troupes, et à condition qu'il exilât le *stradico* et ses partisans. Le marquis de Bayonna répondit qu'il entrerait en maître dans Messine et qu'il détruirait la cité rebelle; quand sa galère se présenta à l'entrée du port, elle fut saluée d'une volée de canon qui la força de s'éloigner et de mettre le cap sur Palerme. La guerre était déclarée. Le *stradico* continua de se défendre jusqu'au 29 juillet; mais ce jour-là, une des ailes du palais ayant été détruite par l'explosion d'une mine, le gouverneur fut obligé de capituler, obtint quelque délai pour faire ses bagages, sortit, le 4 août,

avec tous ses gens et fut conduit en sûreté hors de la ville. Alors les Messinois attaquèrent les forts; le Castellazzo fut emporté d'assaut; les forts de Matagriffon et de Consagre, ouverts par des fourneaux de mine, se rendirent; mais le Salvador, qui commandait l'entrée du port, repoussa tous les efforts des assiégeants, dont les munitions s'épuisèrent bientôt. Il fallut cesser les attaques, et se réduire à bloquer, par terre, la garnison espagnole qui ne s'en mit pas en peine, ayant toute facilité de communiquer par mer avec Palerme.

Les chefs du mouvement ne s'étaient pas dissimulé que Messine ne pouvait lutter toute seule contre la couronne d'Espagne; aussi, dès le premier jour, avaient-ils envoyé deux députations, l'une à Rome, vers le duc d'Estrées, ambassadeur de France, et l'autre à Paris même, pour implorer directement la protection de Louis XIV. Quelles devaient être les limites et la portée de l'intervention française? Fallait-il se borner à l'occupation de Messine ou conquérir la Sicile entière? C'étaient là des questions à débattre plus tard; l'important était d'arriver à Messine avant que les Espagnols eussent accablé la révolte. Sur ce point, Louis XIV et tous ses ministres furent promptement d'accord. Les députés de l'insurrection n'étaient pas encore arrivés à Paris, que déjà l'ordre était envoyé au chevalier de Valbelle de partir immédiatement de Toulon avec six vaisseaux de guerre, trois brûlots, et deux transports chargés de blé, pour aller donner confiance aux Messinois.

Le 27 septembre 1674, l'escadre française entrait

dans le Phare ; le lendemain, le chevalier de Valbelle, qui avait reçu dans la nuit, à son bord, les compliments des jurats, descendit à terre au milieu des démonstrations de joie les plus vives; les nobles étaient venus au-devant de lui, vêtus à la mode française, et la foule ne cessait de crier : « Vive le roi de France, notre seigneur! » Il fut conduit en grande pompe au palais du sénat, où il fit en italien une courte harangue pour assurer les Messinois de la protection que le roi son maître voulait bien leur accorder, et dont ils voyaient déjà les premiers effets. Les jours suivants, il fit débarquer le blé apporté par les transports, cent milliers de poudre et des boulets ; les canonniers de l'escadre vinrent en aide à ceux de la ville; le siége du Salvador fut repris avec vigueur, et la garnison espagnole, qui attendait du marquis de Bayonna des secours que le marquis de Bayonna lui-même attendait de Naples, se vit enfin réduite à livrer aux assiégeants le dernier poste que le roi d'Espagne occupât encore dans Messine. Après avoir généreusement épuisé, au profit de la ville, les approvisionnements de son escadre, le chevalier de Valbelle mit à la voile le 14 octobre, pour retourner à Toulon et porter lui-même à Versailles le compte de son expédition.

On y avait beaucoup délibéré, depuis son départ, sur l'affaire de Sicile; il avait été décidé que l'intervention française, restreinte à Messine, ne serait comptée, dans la guerre générale, que comme une diversion utile pour obliger les Espagnols, intéressés à la conservation d'une île où leurs plus grands seigneurs avaient leurs plus riches domaines, à consacrer à sa défense l'argent

et les hommes destinés d'abord aux Pays-Bas et à la Catalogne, tandis qu'il suffirait d'un très-petit nombre de troupes françaises à Messine pour tenir en échec des forces dix fois plus considérables. Tel fut, dès le commencement, l'avis de Louvois; tel il resta pendant toute la durée de l'expédition; au point de vue de la politique générale, de la guerre contre une coalition, et de la paix future, il était le seul raisonnable et pratique. Le Tellier et Pomponne suivaient l'opinion de Louvois; Colbert lui-même y était ramené par la crainte que lui inspirait un surcroît de dépense. Seul, mais en dehors du conseil, où il n'avait ni voix ni séance, le fils de Colbert, le marquis de Seignelay, qui partageait avec son père le soin de la marine, soutenait un avis contraire; il représentait à Louis XIV que la conquête de la Sicile entière, moins difficile qu'on ne voulait dire, lui donnerait l'empire de la Méditerranée; il représentait à son père qu'une grande guerre et de grands succès maritimes étaient seuls capables de balancer la faveur acquise à Louvois par la guerre continentale et de grands succès militaires. Mais Seignelay lui-même était embarrassé lorsque Colbert lui représentait à son tour que « l'état présent des affaires ne permettoit guère au roi de faire aucune autre dépense que celle qu'il faisoit pour la guerre de terre[1]. »

Au mois d'octobre, Louis XIV résolut d'envoyer à Messine un lieutenant général, le marquis de Vallavoire, avec une vingtaine d'officiers d'élite pour instruire et former à la guerre les milices du pays, et

[1] Seignelay à Vivonne, 2 novembre 1674. *Bibl. imp.*, mss. suppl. fr. 887-1.

seulement cinq compagnies d'infanterie française[1]; la mission militaire de M. de Vallavoire était subordonnée à sa mission politique, à tel point que ses instructions pour l'une comme pour l'autre lui furent données par M. de Pomponne. Il est vrai que Louvois était alors malade ; mais Le Tellier le suppléait pour l'expédition des affaires. Cette absence forcée de Louvois, que les médecins retenaient à Paris, fut mise à profit par le marquis de Seignelay; il redoubla d'efforts auprès de Louis XIV, et s'il ne le gagna pas complétement à sa cause, il fit pénétrer comme en germe dans son esprit des espérances de conquête et de victoires navales dont la lettre suivante, adressée par Le Tellier à Turenne, le 24 novembre, contient l'évident témoignage : « Comme la sûreté des vaisseaux que Sa Majesté pourra envoyer dans le port de Messine dépendra du caprice des habitants, tant que le roi ne sera pas maître du château, Sa Majesté prescrit à M. de Vallavoire d'essayer de porter lesdits habitants à le remettre à Sa Majesté, pour lui donner lieu de leur envoyer de plus grands secours. Le roi est bien résolu à faire tout ce qui dépendra de lui pour maintenir ceux de Messine contre l'Espagne, et de donner occasion au roi Catholique d'employer une partie de ses forces inutilement de ce côté-là. Il seroit bon que, pendant cette guerre-ci, l'Espagne perdît Messine et le reste de la Sicile, comme il pourra bien arriver, pourvu que l'armement naval que Sa Majesté emploiera de ce côté-là puisse avoir d'heureux succès.

[1] Le Tellier à Turenne, 9 novembre. *D. G.* 382.

Lorsque vous aurez fait déchiffrer cette lettre, et que vous l'aurez lue à votre satisfaction, il vous plaira de la jeter au feu, n'étant pas bon que ce que le roi veut bien vous confier puisse être jamais vu de qui que ce soit[1]. »

Le chevalier de Valbelle, chargé de conduire à Messine le marquis de Vallavoire et sa petite troupe, partit de Toulon le 18 décembre; il avait à ses ordres, comme la première fois, six vaisseaux, trois brûlots et quelques petits bâtiments de transport. L'escadre française était en vue du Phare, le 1er janvier 1675; à l'entrée du détroit croisait la flotte espagnole qui ne comptait pas moins de vingt-deux vaisseaux et de dix-neuf galères. Devant une armée navale si supérieure à son escadre, M. de Valbelle s'arrêta d'abord; mais, voyant que les Espagnols ne venaient point l'attaquer, il prit, dans la nuit du 2 au 3, l'audacieuse résolution de forcer le passage; il le força, avec un succès inouï. « Nous allâmes vers eux en très-bon ordre et avec une gaieté de conquérants, écrivait le marquis de Vallavoire. D'abord que nous parûmes, l'armée navale, pour augmenter le triomphe de celle de Sa Majesté, commença à gagner à la voile[2]. » Comme ces flottes fantastiques, illusion du mirage, cette flotte bien réelle disparut en effet, sans tirer un coup de canon. Les vaisseaux français passèrent l'un après l'autre, écrasant successivement de leur feu la tour du Phare et, sur la hauteur des Capucins, une batterie que les Espagnols se hâtèrent d'abandonner. Quelques heures après, M. de

[1] D. G. 382.
[2] Vallavoire à Louvois, 9 janvier 1675. D. G. 463.

Vallavoire entrait dans le port de Messine. Il était temps qu'il arrivât.

Après le départ du chevalier de Valbelle, au mois d'octobre, les troupes rassemblées à Melazzo par le marquis de Bayonna s'étaient approchées de la cité rebelle, tandis que les vaisseaux et les galères la bloquaient par mer. Une lutte acharnée s'était engagée à plusieurs reprises pour la possession des hauteurs qui commandaient la ville. Toujours les Messinois avaient repoussé l'ennemi, mais au prix de pertes sensibles dont la populace irritée poursuivait la vengeance sur tous ceux qu'elle croyait suspects de connivence avec les Espagnols. Plus de deux cents *merli* avaient été pendus ou étranglés. Cependant il y avait un autre ennemi contre qui les armes étaient impuissantes; c'était la famine. Rien n'entrait plus dans Messine bloquée; rien ne restait plus des approvisionnements laissés par l'escadre française. Des trente-huit jours qui avaient précédé l'arrivée de M. de Vallavoire, les Messinois en avaient passé vingt-cinq à n'avoir chacun que trois onces d'un pain fait en grande partie avec une farine mélangée de pois, de fèves et de graines de lin; les treize derniers jours, ils étaient demeurés sans aucune sorte de pain, n'ayant par jour que trois onces de chair de cheval ou de mule. Les Espagnols leur montraient du pain tout chaud qu'ils faisaient cuire sous leurs yeux, et les avertissaient charitablement qu'ils n'avaient rien à attendre du roi de France, prince pauvre et hors d'état de leur venir en aide; mais les assiégés répondaient qu'en attendant ils mangeraient jusqu'à la terre, et que, si le roi de France ne les envoyait pas

secourir, ils brûleraient leur ville et se donneraient au Turc et au diable même, plutôt que de se rendre entre les mains des Espagnols[1].

M. de Vallavoire qui apportait à Messine, non pas l'abondance, mais tout au plus le nécessaire, fut accueilli comme un sauveur. Voici le compte qu'il rendait, le 9 janvier, à Louis XIV, de ses premiers actes et de son opinion sur les affaires : « Je descendis à terre, le 4 janvier, pour aller au sénat, et j'y présentai la lettre de Votre Majesté et y expliquai ses intentions ; ensuite j'allai à l'église cathédrale où l'on chanta solennellement le *Te Deum;* toutes ces cérémonies se passèrent avec des témoignages de joie incroyables. En sortant de l'église, quelques Messinois me régalèrent de plusieurs têtes d'Espagnols qu'ils avoient tués le matin et qu'ils portoient devant moi au bout de leurs piques, en criant : *Vive le roi de France !* Le soir, après avoir visité une partie des postes de leur ville, je retournai au sénat avec M. le chevalier de Valbelle. Ces messieurs me firent mille protestations de vouloir vivre et mourir sujets de Votre Majesté. Il est bien vrai qu'il faut quelque argent, si Votre Majesté désire faire du progrès ou de la diversion dans la Sicile ; mais aussi, dans la crainte et la foiblesse où sont les Espagnols, si elle y envoyoit présentement deux mille hommes de pied, deux cents chevaux, et de quoi faire subsister deux mille hommes de milice, je me promettrois d'y faire des progrès, pour ne pas dire d'en faire la conquête ; au pis aller, Votre Majesté en tireroit, à mon

[1] Dupuy à Louvois, 15 juin. *D. G.* 463.

avis, de grands avantages pour la paix et pour la guerre. En un mot, sire, les choses sont ici dans la meilleure disposition du monde, pourvu qu'il plaise à Votre Majesté de nous envoyer promptement du secours; mais je ne puis m'empêcher encore de lui dire qu'il faut, s'il lui plaît, qu'elle considère qu'à moins de cela, tous les avantages et tous les succès qui ont réussi jusqu'à présent deviendroient inutiles et périlleux; et que la même constance avec laquelle les Messinois ont attendu ces secours, les porteroit à des extrémités contraires au service de Votre Majesté, si leurs espérances se trouvoient déçues. J'ai pris ce matin possession du Salvador, ajoutait-il en s'adressant à Louvois, et l'on me donne aussi le bastion Saint-George, Castellazzo et Porte-Reale. Je ne puis m'empêcher de vous dire encore que la disette est extrême ici; il n'y a que du pain et du vin, encore médiocrement; et nous courons fortune de commencer le carême de bonne heure et d'être réduits aux mêmes extrémités où les Messinois se sont depuis peu trouvés. Si Sa Majesté n'a la bonté de m'affermir un peu dans ce poste par de prompts secours, je crains que la comédie ne devienne bientôt tragédie. »

Le 17 janvier, il écrivait encore à Louvois, mais pour montrer les affaires déjà moins brillantes et pour réclamer des secours deux fois plus considérables que ceux qu'il sollicitait du roi huit jours auparavant. Tout manquait, jusqu'à la paille. « Je suis contraint de faire faire des matelas de bourre pour les soldats, n'y ayant pas de paille pour leur faire des paillasses. Vous considérerez, s'il vous plaît, que cette place est

assiégée depuis sept mois, qu'il y a dedans près de quatre-vingt mille âmes qui ne subsistent que de ce qui vient de France. Enfin, monseigneur, si Sa Majesté veut maintenir ce poste et y faire des progrès, il est absolument nécessaire qu'elle y envoie trois ou quatre mille hommes de pied et six cents chevaux, avec deux régiments de cinq cents hommes chacun que l'on pourra faire des gentilshommes du pays ; mais pour cela il faut que l'on s'élargisse. De toutes parts, comme de Catane et de Saragousse (Syracuse), on n'attend, pour se déclarer en faveur de Sa Majesté, que la venue de ses troupes. Une partie de la Calabre est dans le même sentiment ; mais, tant que ces peuples ne verront qu'un très-petit secours, ils n'oseront pas se déclarer. Je trouve depuis quelques jours du refroidissement dans les esprits, à cause du manque de payement pour leurs troupes. J'ai donné à don Giacomo Averna une patente de mestre de camp d'infanterie pour un régiment qui doit être de cinq cents hommes. Cela ne peut produire, à mon sens, qu'un très-bon effet sur le peuple qui voudroit fort n'avoir à faire qu'à moi, et qui, lorsque je marche, ne me crie autre chose que : *Gran pane, justicia, vita longa, e viva il re di Francia!* De bonne foi, il y a une grandissime misère pour les vivres, et le sénat a été furieusement volé [1]. »

Tandis que M. de Vallavoire demandait ainsi que sa petite troupe, qui ne faisait pas le tiers d'un bataillon, devînt un corps d'armée de cinq à six mille hommes, tandis qu'il affirmait avec complaisance que

[1] *D. G.* 463.

la population de Messine ne voulait pas avoir affaire à d'autre qu'à lui-même, on lui donnait à Saint-Germain, non pas un successeur, mais un supérieur, le duc de Vivonne. Il y avait déjà longtemps que M. de Seignelay méditait ce coup hardi. Lié particulièrement avec la marquise de Thianges, sœur de madame de Montespan et du duc de Vivonne, le jeune secrétaire d'État avait imaginé d'opposer à la résistance du conseil l'influence de la favorite, et de confondre ses propres intérêts avec ceux de la maison de Rochechouart.

Il n'y a guère de personnages qui aient été aussi maltraités par leurs contemporains et par l'histoire que le duc de Vivonne, si ce n'est peut-être parmi les anciens Lucullus, à qui on est tenté de le comparer. Le Vivonne historique est, en effet, aussi faux que le proverbial et vulgaire Lucullus, uniquement occupé de ses plaisirs, et parmi ses plaisirs, du plus grossier de tous, du manger et du boire. On sait heureusement que ce masque bestial est la caricature et non le portrait de Lucullus; il en est ainsi du duc de Vivonne. Sans tomber dans l'excès du parallèle, sans méconnaître la différence des temps et des lieux, ni la supériorité de l'ancien sur le moderne, on peut dire qu'ils se ressemblent en plus d'un point, tous deux grands patriciens, braves, intelligents et probes, tous deux attentifs à leurs soldats, bons et compatissants pour les populations étrangères, tous deux négligés par les gouvernants, jalousés par leurs égaux, trahis par les subalternes, mal soutenus d'en haut, mal servis d'en bas, tous deux supplantés à l'improviste

par des généraux fanfarons et bruyants, tous deux enfin livrés aux calomnies et aux rancunes envieuses de l'esprit démocratique[1]. Le premier malheur du duc de Vivonne, c'est d'avoir été frère de madame de Montespan; le second, c'est d'avoir été général des galères.

La même rivalité qui existait entre l'armée de terre et la marine, existait dans la marine même entre le corps des galères et celui des vaisseaux. Longues, basses, étroites, montées, non par de libres et hardis marins, agiles à déployer ou à serrer sur les vergues les grands jeux de voiles, mais par des malfaiteurs ou de misérables esclaves enchaînés à la rame, enfermées dans la Méditerranée comme dans un lac dont elles rasaient sans danger les rivages, les galères étaient méprisées par les grands navires, auxquels appartenaient l'empire et les périls de la haute mer. Quoique beaucoup d'officiers des vaisseaux eussent passé leurs premières années sur les galères, ils rougissaient presque au souvenir de ce temps de noviciat et d'épreuve où ils avaient fait le service des côtes et, pour ainsi dire, le cabotage militaire. Les troupes mêmes que portaient les galères, pour le débarquement plutôt que pour l'abordage, leur donnaient plus d'affinités

[1] Nous ne parlerions pas de l'*Histoire de la marine française*, de M. Eugène Sue, mélange singulier de roman et d'histoire, si les documents que ce livre renferme n'avaient égaré des historiens sérieux. M. Sue est le principal ennemi du duc de Vivonne; il a contre lui une de ces haines acharnées et aveugles qui troublent profondément l'esprit et le caractère. Non-seulement M. Sue a négligé, relativement à la partie militaire de l'expédition de Sicile, les documents principaux qui se trouvent au Dépôt de la Guerre, mais il a, plus d'une fois, mal cité les pièces qu'il a eues sous les yeux. Nous avons reconnu et noté, sur qnelques-uns des documents empruntés à la Bibliothèque impériale, des altérations qui en faussent absolument le sens.

apparentes avec la terre qu'avec la mer. Ainsi, trop marins pour l'armée, trop militaires pour la marine, les officiers de ce corps souffraient beaucoup de cette situation équivoque et mal définie.

Lieutenant général dans l'armée de terre et vice-amiral du Levant, le duc de Vivonne était avant tout, et pour tous, le général des galères. Il eut donc à la fois contre lui et le caustique chevalier de Valbelle et le marquis de Vallavoire, plus réservé, mais aussi mécontent d'avoir perdu le commandement des troupes, que l'autre celui de la marine ; il eut contre lui presque tous les officiers de terre et de mer, et les intendants, et les commissaires, qu'il empêchait de procéder en Sicile comme sur le continent, et de traiter les habitants de Messine en peuple conquis. On peut affirmer que le duc de Vivonne avait plus d'esprit, d'intelligence et de bon sens que ses contradicteurs ; mais peut-être, parce qu'il raisonnait davantage, il se décidait moins. Nul ne pouvait douter de son courage qu'il avait fait admirer comme volontaire au passage du Rhin, où il avait été blessé grièvement, et l'année suivante, au siége de Maëstricht ; mais il n'avait pas au même point, sans doute, l'audace dans le commandement, l'énergie de vouloir, d'ordonner et d'être obéi ; comme Louis XIV, il craignait de trop donner au hasard. C'est l'excès d'une qualité militaire, la prudence, que certains historiens ont imaginé de transformer en insouciance et en paresse ; c'est ainsi qu'il leur a plu de représenter, disons mieux, de défigurer le duc de Vivonne sous les traits amollis d'un satrape ou d'un pacha.

D'ordinaire, lorsqu'une entreprise est résolue, c'est de son importance que dépend le choix du chef qui doit la diriger ; ici, ce fut tout le contraire. En faisant donner au duc de Vivonne le commandement et le titre de vice-roi, Seignelay ne doutait pas que le rang et le crédit du généra n'élevassent l'expédition de Sicile aux proportions qu'il souhaitait. Ses calculs ne furent pas tout à fait justifiés. Il est vrai que, le 1er janvier 1675, Louis XIV écrivait au duc de Vivonne qu'en faisant voir autour de la Sicile une aussi belle escadre, neuf vaisseaux qu'il emmenait ajoutés aux six que commandait Valbelle, le plus grand nombre des villes suivraient le parti des Messinois, et qu'il y avait même lieu de croire que le royaume de Naples pourrait bien prendre la même résolution ; mais le 18, Seignelay lui-même était obligé de constater l'échec de ses propres espérances et de celles du duc de Vivonne : « Sa Majesté, lui écrivait-il, m'a ordonné de vous répondre que, comme les troupes et le secours qu'elle envoie pour Messine n'est pas à autre intention que de garder les châteaux de la ville et de faire retirer l'armée navale d'Espagne, elle n'estime pas nécessaire de vous envoyer les mortiers ; à l'égard de la cavalerie, Sa Majesté m'ordonne aussi de vous répondre que, comme il n'est pas question d'une guerre de campagne, vous n'en avez pas besoin [1]. »

L'escadre quitta Toulon vers la fin de janvier ; elle portait trois mille hommes de troupes et servait d'escorte à quelques bâtiments chargés de farine et de

[1] *Bibl imp.*, mss. suppl. fr. 887-1.

grains. Le 11 février, elle rencontra la flotte espagnole, forte de vingt vaisseaux et de seize galères, à l'entrée du Phare Il y eut, cette fois, quelques bordées échangées; mais bientôt, à la vue de quatre vaisseaux que le chevalier de Valbelle avait fait sortir du port de Messine, l'amiral espagnol, craignant, malgré la supériorité du nombre, d'être pris entre deux feux, s'éloigna dans la direction de Naples, laissant en arrière un vaisseau de quarante-quatre canons, qui fut pour la marine française le trophée de cette facile victoire. Le duc de Vivonne arrivait au secours de Messine avec plus d'à-propos encore que n'y était arrivé, six semaines auparavant, le marquis de Vallavoire. Les Espagnols avaient reçu du Milanais et du royaume de Naples un renfort considérable de troupes allemandes; dans la nuit du 16 au 17 janvier, ils avaient tenté, mais sans succès, de brûler, dans le port même de Messine, les six vaisseaux du chevalier de Valbelle; dans la nuit du 8 au 9 février, ils avaient, avec la connivence d'un canonnier calabrais, essayé de surprendre, par escalade, le Castellazzo; mais la résistance de quelques soldats français avait donné au marquis de Vallavoire, malade, le temps de se faire porter en chaise sur le rempart, et de diriger une sortie vigoureuse qui repoussa les assaillants[1].

L'ennemi indomptable, comme toujours, c'était la faim. Après l'arrivée de Vallavoire, chaque Messinois avait d'abord eu sept onces de pain par jour, puis cinq, puis trois, puis, le blé étant épuisé, trois onces

[1] Vallavoire à Louvois, 17 janvier, 19 février. *D. G.* 463.

de biscuit pendant trois jours, puis, pendant trois autres jours, trois onces de chair de cheval ou de mule, puis enfin, deux jours avant l'arrivée du duc de Vivonne, quatre onces de cuir bouilli, puis rien [1]. Le 12 février, la ration de pain fut rétablie à dix onces. Profondément touché de cette misère, le duc de Vivonne refusa les fêtes et l'entrée triomphale que lui préparaient les magistrats ; il se donna tout aux affaires sérieuses, distribua les troupes dans les forts et sur les hauteurs qui dominaient la ville, fit construire, à l'entrée du port, un ouvrage qui croisait ses feux avec ceux du Salvador, et que la reconnaissance des Messinois salua du nom de fort Vivonne; il envoya aussi à Tunis et en Morée quelques bâtiments pour en rapporter des moutons, des poules et des légumes ; enfin il montra pour tous les besoins une telle sollicitude, et dans ses rapports avec les personnes de toute condition, tant d'intelligence et de tact, que M. de Vallavoire lui-même en était surpris : « On ne peut voir, écrivait-il à Louvois, le 25 mars, des gens plus contents que les Messinois le sont de M. le duc de Vivonne. Il sait merveilleusement bien s'accommoder à leur humeur, et dans toutes les occasions, ils montrent pour lui tout le respect et toute l'inclination possible. »

Mais, tandis que M. de Vivonne affectait à Messine de paraître satisfait, c'était au ministre prépondérant qui tenait entre ses mains le sort de l'expédition et de la Sicile entière, c'était à Louvois qu'il découvrait ses

[1] Dupuy à Louvois, 15 juin.

véritables sentiments : « Afin de vous représenter les choses comme elles sont, lui mandait-il, je ne feindrai point de vous dire qu'il n'y a que deux partis à prendre pour Sa Majesté, ou de se retirer ou d'envoyer incessamment ici six mille hommes d'infanterie, une brigade de cavalerie, de l'argent pour payer et entretenir ce petit corps, une gratification de blé pour la ville, suffisante pour la nourrir trois mois, et en dernier lieu, un intendant et un munitionnaire. Comme je ne demande ni plus ni moins que ce qu'il faut, j'avertis Sa Majesté de cela, et je prends la liberté de lui dire que si elle envoie moins que je ne demande, ce sera faire une dépense dont elle ne retirera ni profit ni honneur, et qu'il vaut mieux abandonner l'entreprise et m'envoyer incessamment des ordres de me retirer d'ici. Je vous prie de faire sur cela une réflexion sérieuse, et de contribuer de tout votre pouvoir à ce que je vous demande ; puisque, si on me donne les trois articles ci-dessus, il y a toutes les apparences du monde que nous nous rendrons maîtres de la Sicile entièrement. Pour vous parler plus clairement sur les bons offices que je vous demande, je vous prie de ne pas regarder ce que vous voulez faire ici comme une diversion seulement, mais comme une véritable attaque. Pardonnez, je vous supplie, à ma liberté; se flatter en ce rencontre, ce seroit manquer de fidélité et tromper son maître; ce que je ne ferai jamais. Nous ne débarquons ici que pour deux mois et demi de vivres; encore n'est-ce qu'à dix onces par tête et par jour. »

Seignelay ne manqua pas d'appuyer énergiquement ces réclamations auprès de Louis XIV; il fit habilement

valoir le dernier combat de mer et le succès avec lequel le duc de Vivonne « avoit relevé par une action aussi éclatante la gloire des forces navales de Sa Majesté, lorsqu'elle n'espéroit pas qu'un avantage aussi complet pût être remporté par un nombre de vaisseaux aussi inégal. » Il était lui-même sincèrement et vivement ému de la victoire de son ami, qui était en même temps la sienne[1]. Pour la marine, il obtint facilement du roi la permission de faire un grand armement, trente vaisseaux, dix brûlots, vingt-quatre galères; il obtint aussi d'envoyer en Sicile un intendant et un munitionnaire, tous deux de son choix; pour intendant, un de ses cousins, le créateur du port de Rochefort, Colbert de Terron; pour munitionnaire, un commissaire général de la marine, nommé Courville; il obtint aussi que le roi fît don à Messine de six millecharges de blé, à condition que Messine lui envoyât en retour un certain nombre d'esclaves turcs pour « fortifier la chiourme des galères. » Mais la question des troupes ne fut pas aussi victorieusement résolue; Louvois ne consentit à donner qu'un bataillon de Piémont, un bataillon de Picardie, les régiments de Louvigny et de Crussol, le régiment de cavalerie de Lhéry et les dragons de Tessé; c'est-à-dire environ trois mille hommes de pied et six cents chevaux, « avec lesquels,

[1] « C'est, lui écrivait-il, un plaisir bien complet pour moi qui joins à la qualité de votre serviteur particulier une amitié et une tendresse que vous avez avouée et que vous trouverez toujours égale dans mon cœur. Nous parlons souvent, madame de Thianges et moi, de ce qui vous regarde, et nous y trouvons notre compte par la conformité de nos sentiments; car je suis persuadé que vous auriez de la peine à trouver un tiers qui vous aimât autant que nous vous aimons tous deux. » 15 mars. *Bibl. imp.*, manuscrit déjà cité.

écrivait-il, le 14 mars, au duc de Vivonne, vous pourrez sans difficulté attaquer l'armée de terre des Espagnols, qui ne tiendront pas la campagne devant vous, puisque vous aurez six fois autant de cavalerie qu'ils en ont, et que la vôtre sera aussi bonne que la leur est misérable. » Le roi voulait bien aussi entretenir à ses dépens deux mille hommes de milice messinoise.

C'étaient là les « puissants moyens » que Louis XIV se félicitait sérieusement de donner au duc de Vivonne pour affermir la ville de Messine dans son obéissance, peut-être aussi pour faire la conquête de toute la Sicile. Ils étaient en vérité si insuffisants, que Louvois lui-même, quelque temps après, ne faisait pas difficulté d'en convenir, et que, pendant le siége de Limbourg, écrivant au duc de Vivonne pour lui faire savoir que le roi entrait volontiers dans ses raisons, mais ne pouvait lui envoyer de nouveaux secours, il ajoutait : « Sa Majesté est bien persuadée qu'avec ce que vous devez avoir présentement de troupes, de munitions de guerre et de bouche, vous ne pouvez pas conquérir tout le pays; mais la principale chose qu'elle désire de vous est de lui conserver Messine[1]. » Conserver Messine n'était pas même une tâche aussi facile qu'on se l'imaginait en France; les troupes que le duc de Vivonne avait amenées étaient épuisées par les fatigues du service et par les privations. « Il y a six principales forteresses dans cette ville, écrivait M. de Vivonne, dans lesquelles il faut garnison un peu forte; ce sont

[1] Le roi à Vivonne, 11 avril.— Louvois à Vivonne, 20 juin.

les forts San-Salvador, Torre-Victoria, Consagre, Castellazzo, Matagrifone et des Capucins. La moitié de nos soldats sont malades à cause que, durant tout l'hiver, ils ont été mal couchés et sans bois; en sorte que pour faire cuire leurs vivres, ils ont été obligés de démolir toutes leurs casernes. Il y a longtemps que tout leur manque, si bien que j'ai été obligé d'emprunter de l'argent au denier dix pour faire faire des lits, des matelas et des couvertures à ces pauvres gens; autrement ils seroient tous morts[1]. »

Les Espagnols n'osaient pas faire une attaque de vive force; mais leurs agents semaient l'inquiétude et l'agitation dans Messine. Vers la fin du mois de mars, un prêtre avait été surpris excitant les gens du peuple contre les Français; par ses révélations, on avait su qu'un mouvement devait éclater dans la nuit du 4 au 5 avril. Le chef de ce complot était un noble nommé Barna; le duc de Vivonne le fit arrêter; il fut jugé suivant les formes de la justice messinoise, condamné à mort et décapité dans la prison, le 3 avril; le lendemain, son corps fut exposé en public. « Le peuple parut extrêmement satisfait de cet exemple, mandait le chevalier de Valbelle; nous en avions besoin pour rassurer les esprits, que la douceur naturelle à notre nation avoit effrayés, et pour rendre sages ceux qui pourroient avoir songé à de pareilles entreprises. »

Du 23 au 25 avril, eut lieu l'élection des six nouveaux jurats qui devaient administrer pendant un an les affai-

[1] Vivonne à Louvois 7 mai. *D. G.* 463.

res de la cité. Le 28, dans l'église cathédrale magnifiquement décorée, au bruit du canon et des acclamations populaires, les anciens et les nouveaux sénateurs reconnurent, au nom des citoyens de Messine, la souveraineté de Louis XIV, et prêtèrent le serment d'hommage et de fidélité entre les mains du duc de Vivonne, qui prit solennellement possession de la vice-royauté. Pendant toute cette journée, pendant toute la nuit, dans toute la ville, sur le port étincelant d'illuminations et de feux de joie, la foule ne cessa de s'agiter et de crier : « Vive le roi! Vive notre roi l'invincible Louis Quatorzième! Vive le plus grand roi qui règne présentement dans l'univers! » Le lendemain, ces mêmes hommes qui, depuis dix mois, soutenaient avec tant d'énergie et de constance héroïque la lutte contre leurs anciens maîtres, parurent avoir subi la plus étrange métamorphose; depuis la veille qu'ils étaient devenus sujets du roi de France, ils s'imaginaient n'avoir plus à se préoccuper de rien; c'était au roi de veiller pour eux, de les nourrir, de les défendre; désormais ils allaient assister comme des spectateurs désintéressés aux combats que se livraient sous leurs murs les soldats du roi de France et ceux du roi d'Espagne.

Les troupes dont Louis XIV, Louvois et Seignelay avaient annoncé, dès le mois de mars, le prochain départ, n'arrivèrent à Messine que le 29 mai, sur les vaisseaux et les galères commandés par Duquesne; elles furent accueillies sans enthousiasme, pour des raisons que le duc de Vivonne expliquait avec beaucoup de justesse : « La vue du secours que nous avons reçu, disait-il, a refroidi un peu les esprits du peuple et de la

noblesse de Sicile; chacun se figuroit voir venir une armée capable de maintenir ceux qui se seroient donnés à elle. Mais depuis que nos troupes se sont montrées et qu'on a vu que ce n'est guère plus que la garnison de Messine, on se contente de montrer de la bonne volonté pour la France; mais personne ne veut se rendre une victime infructueuse, et se mettre au hasard de périr pour Sa Majesté, sans être assuré de lui être utile. Si quand Votre Majesté m'a envoyé ici, ou peu de temps après, j'avois eu ce que j'ai présentement, j'aurois pu faire quelque chose, parce que les ennemis n'avoient pas eu le temps de se fortifier et d'hommes et autrement; mais, à présent, les choses ont changé; il faut un peu davantage si l'on veut conquérir. Et je puis avancer cette parole, que si Votre Majesté avoit fait en Sicile l'effort qu'elle a fait en Catalogne, il y a toutes les apparences qu'elle auroit assurément conquis tout ce royaume dans cette campagne, et que celui de Naples auroit fait de grands mouvements. La bonne volonté pour la France, je la tiens toujours sincère dans les cœurs des Siciliens; mais ils ne se mettent point en état de la montrer par effet, tandis qu'ils ne le pourront faire sans courir le risque de périr. Le prince de Trois-Certagnes à Palerme et autres, le comte de Prades à Taormine, me font demander ce que j'ai de troupes, pour savoir si je suis en état de recevoir ces deux places, et me demandent huit mille hommes; et je suis contraint de ne leur pas faire de réponse. En un mot, il faut que les gens de ce pays-ci voient un corps d'armée qui les persuade qu'ils ont un nouveau maître qui les veut et peut maintenir,

ou bien il faut renoncer à la conquête de la Sicile[1]. »

Le duc de Vivonne avait donné à quelques nobles messinois des commissions pour lever et entretenir, aux frais du roi, cinq régiments de milice, à huit compagnies chacun Il faut voir ce que valaient ces milices. Les hommes étaient de bonne mine, bien faits et lestes; ils portaient une escopette, une dague, un pistolet et une gibecière remplie de cartouches dont ils chargeaient leur escopette avec tant de promptitude, qu'ils tiraient trois fois pendant le temps qu'un soldat français mettait à recharger son mousquet; mais ils faisaient beaucoup plus de bruit que de mal, parce qu'ils tiraient de trop loin, ayant soin, par prudence, de se tenir toujours hors de portée, et, le coup lâché, de s'enfuir à toutes jambes; en outre, leur entretien était ruineux, parce qu'ils exigeaient dix sous par jour, le pain fourni, tandis que le soldat français ne recevait que cinq sous au total. Il faut ajouter que la discipline leur était insupportable, et qu'un mois à peine après leur formation, un grand nombre avaient déserté; enfin l'opinion des Français à leur égard se résumait ainsi : « On ne peut se servir de ces gens-là que comme de bandits pour faire des courses dans le pays. » Louvois avait souhaité d'en avoir quelques-uns dans les troupes de France; c'était un souhait aussi

[1] Vivonne au roi, 6 juillet. *D. G.* 463. — C'était l'avis unanime parmi les Français; voici ce qu'un simple commissaire des guerres écrivait à Louvois : « S'il arrivoit que l'on se vît renfermer à Messine et que les besoins de l'État ne permissent pas d'envoyer ici un corps de neuf à dix mille hommes d'infanterie et de deux ou trois de cavalerie, je crois, monseigneur, qu'il n'y auroit rien de plus expédient, pour ne pas perdre toutes choses, que de s'en revenir au plus tôt. » Dupuy à Louvois, 15 juin.

chimérique que celui de Colbert au sujet des esclaves turcs. L'intendant de Terron répondait ainsi à l'un et à l'autre : « Je ne vois aucune apparence de réussir à une levée de soldats de ce pays pour les faire passer en France. Pour ce qui est des esclaves que j'ai eu ordre de procurer pour les galères, en échange du blé que Sa Majesté fait donner au sénat, il faut savoir que la nécessité qu'il y a eu ici des choses comestibles a fait périr ou écarter la plus grande partie de tous ces esclaves[1]. »

Aussitôt après l'arrivée des renforts amenés par Duquesne, le duc de Vivonne avait résolu de tenter une attaque sur le quartier général des Espagnols, à Melazzo. Melazzo, à dix lieues environ à l'ouest de Messine, était, après Palerme, le port le plus considérable sur la côte septentrionale de l'île ; c'était en même temps une place régulièrement fortifiée. En faire le siége, sans matériel, avec une poignée d'hommes, c'eût été folie; tout ce qu'on pouvait essayer, c'était de l'emporter par surprise. Mais, pour y réussir, il fallait un rare concours de circonstances heureuses, et la faveur des vents et de la mer encore plus que l'accord des volontés humaines. D'abord tout alla bien; alarmés par quelques mouvements des troupes françaises vers quelques-uns de leurs postes situés à l'opposite, les Espagnols dégarnirent Melazzo ; il n'y restait plus, disait-on, que six à sept cents soldats, d'origine et de langue diverses. Dans la nuit du 9 au 10 juin, M. de

[1] Terron à Louvois, 30 juin ; Dupuy à Louvois, 15 juin ; Pâris à Louvois, 5 juillet. *D. G.* 463.

Vallavoire partit de Messine avec deux mille hommes; il eut à traverser des défilés dans les montagnes, où dix hommes, suivant son témoignage, pouvaient en arrêter dix mille. Le 12 au matin, il parut devant Melazzo; mais la chance avait tourné. Depuis deux jours, sept cents Allemands, venus de Naples, étaient entrés par mer dans la place; M. de Valbelle, qui devait leur barrer le passage, avait manqué sa croisière; d'autres troupes, également par hasard, étaient arrivées de Palerme; le vent, qui sans doute avait contrarié la manœuvre de M. de Valbelle, retenait aussi dans le port de Messine les vaisseaux qui devaient, de concert avec les troupes de terre, prendre part à l'attaque. Ainsi fut manquée cette entreprise, que Vallavoire lui-même appelait avec raison téméraire, puisqu'elle donnait tout au hasard ; ce ne fut ni l'habileté des Espagnols, ni la maladresse de Vallavoire, de Valbelle ou de Vivonne qui la firent échouer; ce fut la fortune. Après s'être tenue fièrement cinq jours entiers sous le feu de la place, la petite colonne française fit sa retraite sans être inquiétée; elle s'empara même, au retour, des postes de Spadafore et de Libisso.

Que M. de Vallavoire rentrât mécontent à Messine et qu'il se plaignît de n'avoir pas été soutenu, que les autres officiers de terre et de mer, mal disposés, comme on sait, pour leur commun général, et de plus aigris par le séjour de Messine, qui était bien loin d'être une Capoue, quoi qu'on ait dit, se laissassent gagner à la critique et à l'impatience, le duc de Vivonne devait s'y attendre. Le 8 juillet, après avoir rendu compte à Louvois de quelques négociations qu'il avait enta-

mées avec des gens de Palerme, de Taormine et de Reggio, il ajoutait: « Nonobstant toutes ces dispositions, qui semblent devoir produire un effet prochain, je n'ai pas laissé que de me résoudre à sortir du port avec vingt galères et dix-huit vaisseaux pour contenter l'inquiétude de nos François, qui me persécutent tous les jours de sortir pour aller chercher l'armée d'Espagne; et j'aurois mis à la voile ce matin, si le temps m'eût voulu servir pour cela; je le ferai incessamment, quelque chose qui puisse arriver. » Il partit le lendemain, 9 juillet, pour aller vers Naples, où il espérait rencontrer la flotte espagnole. Elle y était en effet, mais dans le port, d'où elle n'osa pas sortir; l'avis unanime des officiers généraux fut qu'il était impossible de l'y aller chercher, sans recevoir plus de dommage qu'on n'aurait chance de lui en faire. Il fallut donc revenir à Messine, avec dix barques et quatre plus gros navires que la fortune jeta sur le passage de la flotte, tous chargés de grains; pour les Messinois, c'était mieux qu'une victoire.

Pendant l'absence du duc de Vivonne, les Espagnols avaient fait une inutile tentative sur le poste de San-Stefano, au sud de Messine. C'était M. de Vallavoire qui les avait repoussés; mais il se plaignait à Louvois des souffrances des troupes, et de la désertion, qui en était la conséquence inévitable; à peine, disait-il, avait-on seize à dix-huit cents hommes à mettre en campagne, tandis que les Espagnols, réparant tous les jours leurs pertes par des recrues allemandes, pouvaient constamment disposer de sept à huit mille fantassins et d'un millier de chevaux. « En cas que Sa Majesté veuille

faire quelque progrès considérable en ce pays-ci, disait encore M. de Vallavoire, il faut qu'elle ait la bonté de nous envoyer un peu plus de troupes, et des ordres pressants pour les faire agir, autant à la marine qu'à la terre. Je n'ose point vous écrire d'où vient notre peu de progrès cette campagne; je vous laisse à y faire réflexion. Il ne tient pas à moi que vous n'ayez plus souvent de nos nouvelles[1]. »

Cette malveillante insinuation contre le duc de Vivonne n'était pas moins injuste; car, dans la même lettre, M. de Vallavoire annonçait à Louvois que la veille, en conseil de guerre, une expédition avait été résolue contre le port d'Agosta, qui était, sur la côte orientale, au port de Syracuse, ce qu'au nord Melazzo était à Palerme. Il est vrai que, toujours en crainte d'affaiblir la garnison de Messine, M. de Vivonne avait décidé de n'employer que les troupes spéciales des vaisseaux et des galères à cette expédition toute maritime, dont le principal objet était d'enlever les blés dont regorgeait la ville et de ruiner les défenses du port, de sorte qu'on pût toujours y entrer, sans être obligé de s'y établir[2]. Mais la fortune, qui avait refusé Melazzo à M. de Vallavoire, donna de force, pour ainsi dire, Agosta au duc de Vivonne. Voici, en effet, ce que l'intendant de Terron mandait, le 4 septembre, à Louvois : « Le 15 du mois d'août, étant parti de Messine avec les vaisseaux et les galères, en espérance de sur-

[1] Vallavoire à Louvois, 31 juillet et 14 août.

[2] Vallavoire à Louvois, 14 août : « On ne jugea pas à propos de mettre sur les vaisseaux des troupes de terre pour attaquer les forts d'Aguste, appréhendant que si l'on les prenoit, on ne fût obligé d'y laisser une partie de nos troupes qui nous sont nécessaires pour garder Messine. »

prendre Agouste et d'y trouver des blés de la dernière récolte, M. de Vivonne, le samedi 17 au matin, après une assez légère canonnade, se trouva maître de la ville, de la citadelle et des trois forts qui défendent la rade. Les bourgeois, ayant été surpris et intimidés par la présence des forces maritimes de Sa Majesté, communiquèrent leur peur et leur foiblesse aux garnisons des forts, lesquelles n'étoient pas nombreuses; ainsi ce fut à qui se rendroit le premier et feroit sa composition. » Dès que le duc de Vivonne eut considéré la beauté de la rade et du port, et surtout l'état merveilleux des défenses, dont il disait au roi : « Si les ennemis avoient connu leurs forces, nous ne les aurions jamais pu prendre; » il changea tout à coup de dessein et résolut de garder une place excellente, qui lui donnait le voisinage de la riche plaine de Catane. Aussitôt il alla chercher à Messine, pour les établir dans Agosta, les régiments de Louvigny et de Crussol avec toute sa cavalerie, qui était réduite à cent cinquante chevaux; et pour combler, s'il était possible, le vide que le départ de ces troupes avait laissé dans la garnison de Messine, il fut contraint de faire parmi les gens du pays une nouvelle et difficile levée de douze cents miliciens.

Ce fut en ce temps-là qu'on apprit en Sicile la promotion des maréchaux, au nombre desquels était le duc de Vivonne. Cette nouvelle arrivait à propos; quoique la prise d'Agosta se fût faite sans difficulté, elle n'en était pas moins le succès le plus important que les Français eussent remporté jusqu'alors en dehors de Messine. L'heureuse fortune du duc de Vi-

vonne avait encore pour lui cet avantage qu'elle relevait son autorité, au-dessus des Français comme des Messinois, et qu'elle donnait à réfléchir aux malveillants. Messine lui fit une réception triomphale ; il remercia Louis XIV ; il remercia Louvois ; mais il se préoccupa surtout de les éclairer sur la situation nouvelle que la prise et l'occupation d'Agosta venaient de lui faire en Sicile. « J'aurai l'honneur de vous dire, écrivait-il de Messine à Louvois, le 30 septembre et le 21 octobre, que, depuis que j'ai séparé les troupes de Sa Majesté, partie à Augouste et partie en cette ville, il peut y avoir présentement ici environ quinze cents hommes, la plupart desquels étant malades, il ne s'en trouve ici que sept cents en état de combattre et de servir. Les nouvelles qui nous viennent sont que nous aurons, dans peu de temps, l'armée navale des Hollandois dans ces mers. Je vous prie, monsieur, de considérer ce que nous pouvons faire, si le roi ne nous envoie du monde. Il est absolument nécessaire que nous en ayons. Nous sommes réduits au point qu'il faut que nous avancions, si nous voulons maintenir ce que nous avons. Les peuples de Sicile ne sont pas des gens à souffrir les disgrâces de la guerre ; quand ils ne verront pas la fin de leurs maux prochaine, nous pouvons compter qu'ils nous deviendront tous ennemis, et il ne peut naître à cela qu'une grande confusion et une ruine totale de tout ce que nous avons cherché d'établir en ce pays. Représentez, monsieur, je vous supplie, tout cela fortement à Sa Majesté, afin qu'elle se résolve à faire un effort. Faute de vivres, nous avons renvoyé les galères et vingt vaisseaux ; de

sorte qu'il ne nous reste que dix navires, lesquels ne nous peuvent donner aucun secours ou bien peu. Messine n'a présentement de vivres que jusqu'à la fin de novembre; Messine ne se peut pas toujours maintenir par la mer; encore faut-il faire une fin et lui ouvrir la plaine de Catane, afin qu'elle en tire sa subsistance; et pour cela il faut des troupes assurément.

« Quand je vous écrirois toutes les semaines, je ne saurois vous dire autre chose; je vous l'ai répété déjà plusieurs fois, je vous le redirai sans cesse de même, jusqu'à ce que vous nous ayez envoyé de quoi nous étendre. Sa Majesté aura toujours des occasions d'entreprendre sur la Catalogne; mais la conjoncture de conquérir la Sicile ne reviendra jamais; et, puisqu'on s'est résolu à y venir et à s'y vouloir maintenir, on s'est trop engagé pour abandonner les avantages que la fortune nous y a donnés jusqu'à présent. Je vous supplie, au nom de Dieu, de ne pas nous laisser longtemps dans l'état où nous sommes, travaillant auprès de Sa Majesté, pour qu'elle nous envoie au moins de quoi maintenir ce que nous avons, si elle ne peut faire davantage, ou des ordres précis de ce que nous devons faire. Vous n'ignorez pas le naturel des peuples que nous avons à gouverner; il n'y a personne qui ne sache de quelle dissimulation ils sont capables; dont il faut tirer la conséquence que nous devons être dans de perpétuelles craintes, pendant que le peu de forces que nous avons ne nous donnera qu'une autorité précaire en ce pays. C'est une vérité que je vous ai répétée plusieurs fois, et que je ne cesserai jamais de vous écrire, jusqu'à ce que vous m'ayez fait quelque réponse à laquelle je me doive tenir sur

ce sujet. Il y a cinq mois que nous n'en avons reçu aucune sur cet article; cependant il y va du tout, et de l'honneur des armes du roi particulièrement, que nous savons qui fait toute votre passion. Je vous prie, monsieur, si Sa Majesté le trouve à propos, d'envoyer au plus tôt la ratification du serment de fidélité que la ville de Messine fit entre mes mains au mois d'avril dernier; on s'inquiète ici de ce que cet instrument ne revient point; vous connoissez les conséquences que cela peut porter. »

Si l'acte solennel par lequel les Messinois s'étaient reconnus sujets de Louis XIV n'avait pas encore été ratifié par lui, c'est qu'il hésitait à décider la grave question des rapports mutuels de la France et de la Sicile. A Palerme, à Taormine, dans d'autres villes siciliennes, à Reggio même, et jusqu'à Naples, il y avait bon nombre de gens, surtout parmi les nobles, qui ne demandaient pas mieux que de se débarrasser, par la main des Français, de la domination espagnole; mais qui ne voulaient, à aucun prix, passer sous la domination française; ces gens-là souhaitaient avant tout, pour employer une expression de nos jours, garder leur autonomie. Tous réclamaient un roi « propre et absolu, » qui n'eût avec le roi de France que des relations de vassal à suzerain, tout au plus sous la condition d'un tribut régulier. Les uns auraient accepté un fils naturel de Louis XIV, comme le comte de Vermandois; d'autres jetaient les yeux sur les princes de Conti, parce qu'ils étaient, dans la maison de Bourbon, les plus éloignés de la couronne et de la personne royale; il y en avait enfin qui proposaient un prince de la maison de

Savoie[1]. Le 15 octobre 1675, Louis XIV publia une déclaration générale dans laquelle il promettait aux Siciliens de leur donner pour souverain un prince de son sang; mais cette déclaration n'amena pas le soulèvement universel sur lequel on avait compté. Il n'en fut plus parlé désormais, quoique le duc d'Estrées, ambassadeur de France à Rome, pressât vivement Louis XIV et ses ministres de donner, ou plutôt de montrer aux Siciliens ce roi qu'ils attendaient, disait-il, avec tant d'impatience; mais il avait soin de réserver Messine pour le roi de France, afin de tenir en bride le futur souverain de la Sicile et ses indociles sujets[2]. La politique du duc d'Estrées s'ingéniait en pure perte; le royaume de Sicile passa comme une imagination sans effet, et Louis XIV se décida enfin, le 31 mai 1676, après un an d'hésitation, à ratifier l'acte de soumission de sa bonne ville de Messine[3].

[1] Vivonne à Louvois, 8 juillet et 4 septembre, avec une lettre du comte de Prades à Vallavoire. — Vallavoire à Louvois, 18 août. *D. G.* 463. — Advis donnés à Sa Majesté par l'abbé Laudati Caraffa, Napolitain. Onze mémoires en italien et en français, *Bibl. imp.* suppl. fr. 10359-5.

[2] « Il y a sans doute beaucoup de fondement à en excepter Messine, écrivait-il au duc de Vivonne; son ancienne jalousie avec Palerme et l'indépendance qu'elle sembleroit désirer pourroient ne lui pas rendre ce don agréable; mais à cela près, on pourroit trouver des tempéraments pour le lui faire goûter; et Sa Majesté la retenant sous sa protection, comme un gage de la foi du nouveau prince et de ses successeurs, on éviteroit l'inconvénient de cette jalousie, et l'on se conserveroit une clef de ce nouveau royaume utile à mille choses. Je ne voudrois pas non plus, dans l'état où sont les conquêtes, que le prince vînt en qualité de roi tout fait, mais de roi à faire, c'est-à-dire comme le sujet destiné par Sa Majesté à être acclamé par les villes et par le royaume, auquel Sa Majesté seroit toute prête en ce cas de remettre ce qu'elle y possède déjà et les droits si justes qu'elle a d'ailleurs pour le reste.» 11 février 1676. *Bibl. imp.*, S. fr., 887-2.

[3] Par suite de nouveaux retards, cette ratification n'arriva même à

Quoique Louvois, par une exception bien remarquable, n'entretînt pas avec le duc de Vivonne une correspondance exacte ni fréquente, il ne lui avait pas fait attendre jusque-là ses nouvelles; par malheur, elles étaient invariablement les mêmes; le roi, lui mandait-il le 14 septembre 1675, ne pouvait qu'approuver sa conduite, mais non pas lui envoyer des renforts. Et M. de Vivonne, de son côté, reprenait, le 29 octobre : « Il y a longtemps que je vous avertis et M. le marquis de Seignelay; cependant les réponses que j'ai de vous me sont que le roi ne peut pas nous envoyer de troupes, et de M. de Seignelay, que l'on n'a point de blé à nous envoyer. Eh! comment puis-je faire, n'ayant ni gens de guerre pour combattre, ni grains pour donner à manger à Messine? Je ne puis que tenir jusqu'à l'extrémité, et puis me retirer, si la chose est possible; sinon, m'enterrer en ce pays; il n'y a point de milieu entre ces deux choses. Je vous avertis de cela, monsieur, du dernier sérieux et avec la dernière sincérité. » Cette ville de quatre-vingt mille âmes à nourrir était un grand embarras, dans un temps où Louis XIV pliait déjà sous le poids d'accablantes dépenses[1]. La question des blés était, parmi toutes les préoccupations du duc de Vivonne, la plus sérieuse et la plus irritante; c'était la préoccupation du pain quotidien.

Messine qu'à la fin de septembre. Vivonne à Louvois, 30 septembre. *D. G.* 511.

[1] Pendant l'année 1675, la somme des fonds avancés par le roi pour l'entretien de Messine fut de 1,115,931 livres 10 sous. — Janvier 1676. État des fonds portés en Sicile : 3 janvier 1675, 24,730 livres; 25 mai, 480,000; 1[er] novembre, 250,000. Lettres de change, 120,000 et 84,902 liv. 10 sols. Emprunté, 50,000 ; 9,300; 30,000. Vente du blé du vaisseau génois, 66,999. *D. G.* 510, n° 27.

Depuis qu'il avait été fait maréchal de France, son autorité militaire avait gagné d'être moins contestée; mais la politique et l'administration du vice-roi n'en étaient que plus contredites. A la tête des contradicteurs se faisait remarquer l'intendant Colbert de Terron. Le pouvoir d'un intendant, comme il s'exerçait en France, était déjà chose nouvelle en Sicile; M. de Terron l'avait rendu plus odieux encore, en faisant ajouter dans sa commission cette clause extraordinaire, qu'il était envoyé « pour prendre connoissance des affaires de Messine et remédier aux désordres et aux abus qui s'y pourroient commettre[1]. » A chaque pas, il heurtait quelque privilége ou quelque magistrature indigène, et, dans les conflits de juridiction, il ne pouvait compter sur le maréchal de Vivonne, dont la politique était invariablement favorable aux usages du pays. Aussi M. de Terron se plaignait-il amèrement à Louvois; et comme il n'osait entrer directement en lutte avec le maréchal, il s'attaquait à ses agents, surtout à son secrétaire nommé Dautiège, « L'état des affaires, disait-il, ne permet pas que je puisse à présent me prévaloir de cette commission; il faut un peu de patience et qu'il plaise à M. le maréchal de se donner plus d'autorité avec le sénat. Cependant son secrétaire a pris toute la direction de la douane, et fait pourvoir aux charges qui servent à la régie, comme il juge à propos. Vous voyez par là qu'il se présente diverses difficultés pour me mettre en possession de toute l'autorité que je pourrai avoir et prendre dans un temps plus paisible.

[1] 14 septembre 1675, n° 231. D. G. 636.

Je me crois obligé de vous faire savoir, écrivait-il encore, que je n'ai ici aucune des fonctions pour lesquelles j'ai cru principalement avoir été envoyé; je ne saurois entrer dans la connoissance des affaires de police et de commerce, sans ruiner les intérêts de bourse des sénateurs. Le temps n'a pas encore été jugé propre pour se commettre avec eux sur ces matières. Il n'y a pas moyen de prendre une résolution dont l'exécution puisse être nette[1]. »

On sait que le commerce des grains n'était pas libre à Messine, mais qu'il passait exclusivement par les mains des jurats et de certains marchands privilégiés. Louis XIV, Colbert, Pomponne et Louvois n'avaient pas cessé de s'élever contre ce monopole, auquel ils attribuaient la rareté des approvisionnements et le prix élevé du pain. M. de Vivonne était loin de contester ou d'excuser ce qu'il regardait lui-même comme un grave abus; mais il croyait dangereux d'y toucher dans la condition précaire où le réduisait la faiblesse de ses ressources militaires : « Donnez-moi des troupes, disait-il, et je vous donnerai la liberté du commerce. » Cependant, à force de caresses et d'instances, il avait amené les jurats à renoncer à leur privilége, lorsque tous ses plans furent renversés par une catastrophe inattendue. Ce Courville, que Seignelay avait envoyé en Sicile comme munitionnaire de la marine et de l'armée, avait traité avec les jurats pour la fourniture des grains jusqu'à la fin du mois d'avril 1676; il se prétendit lésé par les nouveaux arrangements qui permet-

[1] Terron à Louvois, 2 novembre, 11 et 29 décembre. *D. G* 463.

taient aux marchands de s'approvisionner comme ils voulaient; après bien des contestations, il s'enfuit, laissant les généraux et les magistrats dans la plus grande inquiétude pour la subsistance de l'armée, de la marine et de la population messinoise[1]. Il fallut au plus vite rétablir le monopole, qui augmentait sans doute le prix du pain, mais qui imposait aux jurats l'obligation d'assurer à chaque citoyen sa part, tandis qu'au milieu du désordre causé par la fuite de Courville, et par la liberté même qui était une révolution dans les habitudes du commerce, il était à craindre que les riches ne s'emparassent des grains à tout prix et qu'il n'en restât plus pour les pauvres; « de sorte, ajoutait péremptoirement le maréchal de Vivonne, qu'afin que tout le monde en ait, il est d'une absolue nécessité de continuer cette méthode jusqu'à l'arrivée des troupes que Sa Majesté nous promet. C'est mon sentiment et je n'en ai jamais eu d'autre, et je suis persuadé que, si l'on fait autrement, le service du roi en souffrira ici notablement. Pour ce qui est d'ôter les gabelles qui sont sur le blé, afin que les marchands le puissent donner à meilleur marché, c'est encore une chose qui n'est pas praticable présentement dans cette ville. Je ne sais qui peut avoir mandé ces sortes d'avis à Sa Majesté; mais ils sont assurément bien mal fondés. Ce n'est pas que je ne sois prêt d'appuyer de mon autorité tout ce qu'on me pourra demander sur ce sujet; mais ce n'est qu'après vous avoir fait ma déclaration

[1] Vivonne au roi, 10 décembre; Terron à Louvois, 29 décembre 1675. *D G.* 463. — Vallavoire à Louvois, 9 février 1676. *D. G.* 510

que je ne réponds plus de Messine après cela. Je suis persuadé que ce changement nous mettra l'épée à la main avec les bourgeois et la noblesse; car de vouloir ôter ces gabelles dont il s'agit, c'est comme qui voudroit ôter aux bourgeois de Paris les rentes sur l'Hôtel de Ville, et, ce qui est pis, les ôter dans le temps qu'ils n'auroient que cela pour vivre, tous leurs autres biens étant entre les mains des ennemis. »

Le marquis de Vallavoire soutenait énergiquement sur cette importante question l'avis du maréchal de Vivonne[1]; et cet accord était d'autant plus significatif qu'il était plus rare; car M. de Vallavoire avait associé ses rancunes à celles de l'intendant contre le maréchal. Il avait sollicité et obtenu de Louvois une commission spéciale pour commander dans Messine en l'absence du maréchal. « Je n'aurois pas cru cette commission nécessaire après les ordres que Sa Majesté m'avoit déjà donnés, écrivait-il au ministre, le 1er janvier 1676, si M. le maréchal de Vivonne étoit toujours demeuré à Messine, et qu'en son absence son secrétaire n'eût pas voulu faire les mêmes choses que s'il eût été présent; mais, comme j'ai vu qu'il prétendoit y être maître de toutes les affaires, et que même M. le maréchal, sur les plaintes que je lui en fis, me témoigna qu'il le désiroit absolument, je crus qu'il valoit mieux, pour me conserver un droit qui m'appartenoit, que j'eusse recours à l'autorité de la cour que de m'amuser ici à des contestations qui ne pouvoient être que pré-

[1] Vivonne à Louvois, 29 janvier 1676; Vallavoire à Louvois, 30 janvier. *D. G.* 510.

judiciables aux affaires. Que si je ne vous ai point dit d'abord toutes ces raisons, c'est que, de bonne foi, il est de certaines choses dont on n'ose point parler et encore moins écrire; et vous seriez à savoir celle-ci, si M. le maréchal n'en agissoit à présent d'une manière à me faire croire que je n'aurai pas besoin à l'avenir de prendre ces sortes de précautions. Ce pouvoir me tiendra lieu de celui de *stradico*, qui est ordinairement ici le second poste des personnes d'épée; je joins ici une copie des patentes du dernier *stradico*, afin que vous ayez la bonté de m'en faire expédier de semblables. » Le maréchal, au contraire, montra si peu de mauvais vouloir pour son lieutenant, quoique au fond du cœur il fût blessé de son procédé, qu'il appuya lui-même auprès de Louvois ses prétentions à la qualité de *stradico*; mais Louvois lui répondit qu'avant de disposer d'un semblable titre, le roi serait bien aise de voir les affaires mieux affermies à Messine[1].

Ce fut à l'occasion des charges et des magistratures vacantes, pour lesquelles M. de Vivonne avait un droit de nomination ou de présentation, qu'il laissa éclater son ressentiment de certaines insinuations sourdes qui incriminaient sa vigilance, sinon sa probité même. « Mon opinion, écrivait-il à Louvois, est qu'il faudroit traîner pour les grandes charges, et, pour les petites, ou les donner ou les taxer à quelque chose de médiocre, pour employer à la réparation de la ville ou des forts. J'attends sur cela les ordres de Sa Majesté, et la grâce que d'autres que moi ne se mêle-

[1] Vivonne à Louvois, 27 janvier. — Louvois à Vivonne, 22 mars.

ront pas de ses affaires, pouvant répondre à Sa Majesté, sans offenser personne, que mes mains sont pour le moins aussi nettes que celles des autres. J'avois résolu de ne répondre aucune chose à tout ce que j'ai appris de la cour que l'on y a dit contre moi, me fondant sur une maxime que j'ai de tout temps observée, que je devois songer seulement à bien faire et ne me mettre du reste en aucune peine. Mais, ayant fait réflexion que mon silence me pouvoit être nuisible, je n'ai pu résister à l'impulsion que j'ai ressentie de vous écrire pour vous éclaircir l'esprit sur cet excès de médisance qui s'est, dit-on, répandue à la cour, au retour des vaisseaux et des galères en Provence. En effet, monsieur, il me paroît que je serois coupable d'une trop grande négligence, si je ne me mettois en devoir de faire connoître la vérité enveloppée sous de si épais nuages. Je commencerai donc par l'endroit qui m'a le plus surpris et qui vous aura surpris aussi sans doute davantage; c'est par ce qu'on m'impose que je me suis laissé corrompre par de vilains intérêts, et que, ayant eu toujours les mains extrêmement nettes, je les avois salies depuis que je suis à Messine, par le moyen de ceux dont je me sers en ce pays pour travailler dans mes affaires. Ceux qui ont écrit que les charges des juges et d'autres ont été vendues, pourront peut-être administrer la preuve de ce qu'ils ont avancé. En ce cas, malheur à qui se trouvera coupable ! et j'abandonnerai à la justice volontiers, et de tout mon cœur, ceux sur qui le sort tombera, fussent-ils même de mes domestiques. Ce pays, monsieur, est un lieu où l'envie tient son siége principal, et l'on peut dire que

c'est ici la source de toutes les autres envies que l'on voit régner dans le reste du monde. Quelque mérite qu'ait un homme, on ne peut le voir gratifier de la moindre grâce; de sorte que ce qui animeroit les gens à bien faire dans un autre pays, est ce qui fait ici précipiter le service. »

Et comme Louvois lui répondait qu'on ne l'avait pas accusé lui-même, mais bien quelqu'un de ses domestiques, le maréchal reprenait, avec une nouvelle vivacité : « A l'égard de ce que vous me dites, que l'on n'a rien écrit contre moi, mais seulement contre quelqu'un de mes domestiques, je puis vous assurer que ça été une pure calomnie que ce que l'on a écrit contre mes gens. On s'imagine facilement, dans le monde, que je ne m'applique pas trop aux affaires, et que mes confiances sur ce sujet sont un peu aveugles. Mais ceux qui croient cela sont trompés assurément. J'ouvre les yeux sur mes domestiques bien plus que sur les autres; et s'il y avoit eu un mot de vérité dans tout ce qu'on a dit, j'aurois fait une si rigoureuse justice des personnes qu'on a accusées que le roi en auroit eu satisfaction. Il y a des gens qui sont ou qui se croient plus clairvoyants que moi, qui n'oseroient en dire autant peut-être. Quoi qu'il en soit, ayant fait toutes les perquisitions qui ont été en mon pouvoir, pour pénétrer si les bruits qui ont si fort couru avoient du fondement, je dois cette justice aux accusés, que je n'ai non-seulement rien trouvé de tout ce qu'on a publié, mais que j'ai trouvé tout le contraire. Que si, nonobstant toutes mes perquisitions, il y avoit quelque chose que je n'eusse pu découvrir, je

répète ce que j'ai déjà dit, que je vous aurai une sensible obligeance de m'en donner avis, afin que j'y remédie. Et vous m'avouerez, monsieur, qu'il est bien rude de passer les nuits et les jours dans un travail le plus épineux du monde, et, au bout de tout cela, de ne recueillir que des calomnies[1]. »

Le maréchal de Vivonne était, en effet, dans la situation la plus critique où chef d'expédition se soit jamais trouvé. Tout était plein de rumeurs alarmantes; on disait partout que les Espagnols, assistés des Hollandais, allaient revenir avec des forces accablantes pour exterminer les Français et tous leurs partisans. Déjà, le 24 octobre 1675, quinze vaisseaux et neuf galères d'Espagne étaient venus mouiller sur la côte de Calabre, en face de Messine; mais le lendemain, les dix vaisseaux français, commandés par M. d'Almeiras, étant sortis du port par ordre du duc de Vivonne, la flotte espagnole n'avait pas attendu le combat qu'elle semblait provoquer; elle s'était hâtée de lever l'ancre et de sortir du Phare, chassée jusqu'à Melazzo par l'escadre française[2]. Cependant la grande guerre, les menaces de combats acharnés et sanglants, commençaient à se montrer à l'horizon, enveloppées dans les plis du pavillon hollandais.

Retenu plusieurs mois à Cadix par les querelles de la régente et de don Juan, Ruyter s'était à la fin dé-

[1] Vivonne à Louvois, 27 janvier, 10 février, 5 mai.

[2] Vivonne à Louvois, 29 octobre : « Toute la Calabre et toute la Sicile furent spectateurs de cette fuite; cela nous étoit nécessaire dans cette conjoncture; car, comme c'étoient les *merles* qui avoient fait venir les ennemis pour atterrer les *malvizzes*, il s'est trouvé, par ce moyen, que leur précaution est tournée à leur confusion. » *D. G.* 463.

gagé de ces misérables intrigues; sa présence était signalée dans les derniers jours de décembre, au nord de la Sicile; c'était là qu'il attendait, au passage, les vingt vaisseaux que Duquesne avait ordre de conduire de Toulon à Messine. Le 8 janvier 1676, les deux flottes se rencontrèrent à l'ouest des îles Lipari; elles étaient à peu près égales en nombre, les Espagnols, toujours en retard, n'ayant pas encore joint Ruyter. La bataille s'engagea vers onze heures du matin et dura tout le jour, énergiquement soutenue de part et d'autre, sans victoire ni défaite; les Hollandais se retirèrent avec un vaisseau coulant bas; les Français perdirent trois brûlots; mais Ruyter leur abandonnait en quelque sorte le champ de bataille pour s'éloigner vers Palerme, tandis que Duquesne, rallié deux jours après par d'Almeiras, qui était sorti de Messine à sa rencontre, poursuivait librement sa route. Cependant les Espagnols firent des réjouissances comme pour un grand succès; il fallait tromper les peuples.

Sur terre, d'ailleurs, ils se croyaient certains de triompher. Toute l'infanterie française, répartie dans les divers postes qu'elle occupait en Sicile, ne s'élevait pas à deux mille huit cents hommes en état de combattre[1]; et ces hommes étaient mal vêtus, mal logés, mal nourris. Louvois mandait au duc de Vivonne, le

[1] État de l'infanterie en Sicile au 30 décembre 1675 : « Bataillon de Picardie, 420 hommes; bataillon de Piémont, 420 : ces deux premiers bataillons sont composés d'assez bons soldats, mais ils ont besoin d'être vêtus pour le printemps prochain. — Bataillon de Crussol, 550; fort bon, mais il aura besoin d'être habillé au plus tôt. — *Idem* pour le bataillon de Louvigny, 580 — Bataillon de Provence, 400; ne vaut rien. — Bataillon de Vivonne, 350, en sept compagnies assez bonnes. » Envoyé à Louvois par M. de La Villedieu, brigadier d'infanterie. *D. G.* 463.

31 janvier 1676, que le roi, prenant en pitié leur misère, donnait des ordres à l'intendant pour leur faire distribuer, à ses dépens, des justaucorps, et pour augmenter d'un sou leur solde quotidienne. Un sou d'augmentation! lorsque l'intendant écrivait : « La viande est extraordinairement chère, à huit et dix sols la livre, et le bois à brûler encore davantage; de sorte que le cavalier et le soldat ne peuvent manger un peu de soupe aux choux et à l'huile, que le feu ne coûte autant que ce qu'ils mangent; » lorsque le maréchal de Vivonne écrivait : « Les officiers même ne sont pas sans chagrin, la plupart n'ayant pas mangé de viande depuis six mois, à cause qu'elle est fort chère [1]. »

Dans la nuit du 1er au 2 janvier 1676, les Espagnols, introduits par un capitaine sicilien, surprirent sans combat le fort de Libisso, qui était gardé par cinq cents Messinois; c'était le seul poste important qui couvrît Messine du côté de Melazzo. Dans les premiers jours de février, une conspiration fut découverte dans la ville même d'Agosta, dont la citadelle devait être livrée aux Espagnols; l'audace et la persévérance des conspirateurs étaient telles, qu'ils avaient fait offrir, un mois auparavant, cent mille écus au commandant même des troupes françaises, s'il voulait seulement laisser surprendre la ville, et se retirer dans le château [2]. Cependant qu'était ce complot, au prix de celui qui se tramait à Messine même, parmi les personnages les plus obligés à la France?

[1] Terron à Louvois, 25 février; Vivonne à Louvois, 1er mars. *D. G.* 510.

[2] Mornas à Vivonne, 4 janvier, *Bibl. Imp.*, sup. fr. 887-2. — Gaffard à Louvois, 16 février. *D. G.* 510.

Lorsque le duc de Vivonne avait été envoyé à Messine, il avait trouvé à Toulon deux frères, du nom de Lipari, tous deux prêtres, hommes d'esprit et d'intrigue, qui paraissaient fort affectionnés à la France, et fort au courant des affaires de la Sicile. Il les avait emmenés, et s'était servi d'eux avec succès dans ses premiers rapports avec les Messinois; il avait même donné à l'un d'eux, l'abbé Lipari, un logement au palais. L'autre, fra Tomaso, qui était un religieux dominicain, fut bientôt pourvu par le duc de Vivonne, d'accord avec le sénat, de la plus grande charge de judicature ecclésiastique, celle de Juge de la Monarchie, dont les fonctions étaient de juger les procès des membres du clergé entre eux ou avec les séculiers. Mais le duc de Vivonne ne tarda pas à s'apercevoir que ces deux frères, à qui, malgré l'obscurité de leur naissance, il avait fait une si haute fortune, étaient fort avides et montraient plus de zèle pour leurs propres intérêts que pour ceux de la France. Il retira peu à peu sa confiance à l'abbé Lipari, qui parut très-touché de sa disgrâce et demanda de lui-même à se retirer à Rome. Là, tout en affectant de s'attacher au duc d'Estrées, il noua de secrètes relations avec les cardinaux et les prélats de la faction espagnole. Dès le mois de décembre 1675, le duc de Vivonne avait cru devoir envoyer ces détails à Louvois, afin de lui faire connaître le personnage, qui, pour mieux cacher son jeu, se disait alors disposé à passer en France[1].

[1] « Je ne suis pas plus content de son frère que de lui, ajoutait le duc; car je l'ai trouvé homme qui se mêle de trop de choses et qui va

Au lieu de passer en France, l'abbé Lipari revint à Messine à la fin de janvier 1676, avec un Romain nommé Francesco Marchesi. Ils se réunissaient, la nuit, avec le Juge de la Monarchie, dans une maison attenante aux remparts et dont le propriétaire était un certain Silvestro Scudéri; c'était par cette maison que les Espagnols devaient s'introduire dans la ville, tandis que deux mille *merli* feraient main basse sur les Français et les nobles, sans toucher aux gens du peuple. Parmi les autres principaux conjurés se trouvait l'un des chefs de la révolution qui avait chassé les Espagnols : c'était un noble appelé don Giuseppe Marchisio, pour qui le duc de Vivonne avait demandé la charge de grand prévôt de Sicile; il devait livrer aux Espagnols le bastion de Landria, dont il avait le commandement. Mais, au dernier moment, une vive discussion s'éleva entre Marchisio et Scudéri; chacun d'eux prétendait à diriger, comme chef d'action, le complot dont la direction politique appartenait aux deux Lipari; Scudéri, voyant son compétiteur, qui lui était supérieur en tous points, près de l'emporter, alla tout révéler

plus loin qu'il ne faut. Mais, comme nous sommes ici dans un état de foiblesse, j'aime mieux souffrir et dissimuler que de me porter à toucher à un homme qui a grand manége dans la ville et dehors, et qui, étant plein d'une ambition excessive, pourroit aisément, pour se venger, avoir recours aux ennemis. Ayant ces jours passés intercepté quelques-unes de ses lettres, dans lesquelles, écrivant à son frère à Rome, il se vantoit à son tour que Ferrandine [vice-roi de Palerme] lui avoit écrit, comme l'autre se vante à Rome que le vice-roi de Naples avoit fait la même démarche à son égard, j'avois envie de le renvoyer en France; mais, par la raison que je vous ai dite, j'ai suspendu toute résolution. Cela vous fait voir, monsieur, que, si nous n'avons bientôt des troupes ici, il nous y arrivera du déplaisir. » Vivonne à Louvois, 11 décembre 1675. *D. G.* 463.

au duc de Vivonne, qui tenait en partie déjà le fil de l'intrigue. Il n'y avait plus à hésiter; le 21 février, à deux heures de la nuit, les frères Lipari furent surpris avec quelques autres conjurés dans la maison de Scudéri; Marchisio n'y était pas; mais il fut arrêté quelques jours après[1].

Le procès fut instruit avec une grande activité; lorsqu'il fallut dégrader les deux Lipari, qui étaient prêtres, l'archevêque de Messine s'y refusa : « Cela m'a un peu chagriné contre ce bonhomme, écrivait à Louvois le duc de Vivonne, voyant qu'il est toujours Espagnol, et que, quelque bon traitement qu'on lui fasse, il ne change point de sentiment. » On passa outre. Le 10 mars, les deux Lipari furent mis à mort avec deux conjurés subalternes; le lendemain, leurs corps furent exposés en divers endroits de la ville. Tous les jours on découvrait de nouveaux complices parmi les gens de marque; mais on n'osait pas les poursuivre, parce qu'on ne se sentait pas en force; ce fut par le même motif qu'on ne poussa pas le procès à l'égard de Marchisio, qui fut seulement envoyé en France[2].

[1] Vivonne à Louvois, 25 février; 18 mai. *D. G.* 510. — « Ceux que nous tenons, écrivait à Louvois M. de La Villedieu, le 25 février, sont des premiers de la ville, non-seulement ceux à qui le roi a fait le plus de bien, mais même ceux qui ont été les premiers dans la révolte contre les Espagnols, et qui nous avoient paru les plus acharnés à faire du mal à ceux qu'on soupçonnoit rester encore de cette faction. Outre le péril où l'on sera tous les mois de l'année à Messine de mourir de faim, on y sera toujours exposé aux conjurations et à la légéreté du peuple du monde le plus scélérat et le plus infidèle. »

[2] Voici les observations que ce dangereux événement suggérait au duc de Vivonne : « La ville de Messine a montré beaucoup de surprise dans cette rencontre, et je n'ai pas lieu de me plaindre de son zèle; mais il

Les Espagnols avaient à craindre que la découverte de leurs intrigues et le châtiment des frères Lipari n'effrayassent leurs partisans; ils résolurent de les raffermir par une grande attaque à main armée sur Messine même. Le 25 mars, don Gaspar Borgia, gouverneur de Libisso, vint assaillir avec mille hommes de troupes régulières et cinq cents paysans la redoute des Capucins; déjà les échelles atteignaient le rempart lorsque deux capitaines du régiment de Vivonne les renversèrent; les ennemis revinrent encore une fois à l'assaut; une poignée de soldats français les culbuta jusqu'au pied de la hauteur. Le 27, la flotte d'Espagne et de Hollande vint mouiller en face du port; le 28, les troupes allemandes et espagnoles, qui s'étaient coulées le long de la montagne, surprirent, tout près de Messine et sur le bord de la mer, un couvent appelé le Salvador des Grecs. Pendant toute la nuit suivante, aidés de mille paysans, ils travaillèrent à s'y retrancher. Pendant la même nuit, le maréchal de Vi-

s'en faut beaucoup qu'il ait été accompagné de cette ardeur primitive qui subsistoit encore du temps de la conjuration de Barna. Le monde se refroidit, et nous voyons qu'en diverses maisons on cherche à attirer nos soldats pour les corrompre; par ce moyen, les soldats françois diminuent tous les jours, et d'ailleurs leur chagrin augmente si fort à cause de leur misère, que leur passion n'est que de déserter. On n'ose laisser sortir un soldat à cause de cela, et on verroit les ennemis qu'on n'entreprendroit pas d'aller à eux, pour ainsi dire, de crainte de tout perdre. Il vaut bien mieux se résoudre à une dépense tout d'un coup pour en être quitte en une fois et produire un effet durable et glorieux, que d'en continuer une dont l'effet ne pourra être que de peu de durée, et par conséquent désavantageux, et enfin honteux. » Vivonne à Louvois, 25 février, 1er mars. — En deux mois, du 1er janvier au 1er mars, la garnison française de Messine se trouvait réduite de seize cents hommes à treize cents; les huit régiments de milice ne présentaient pas tous ensemble un effectif plus considérable. Pâris à Louvois, 2 mars 1676.

vonne rassemblait sa petite armée; il avait d'abord fait débarquer les troupes des vaisseaux; mais les capitaines, espérant que le vent allait devenir favorable pour appareiller, réclamèrent leurs hommes qu'il fallut leur rendre. Au point du jour, le 29 mars, jour des Rameaux, on marcha à l'ennemi. Les Messinois faisaient l'avant-garde, sans ordre, sans discipline; le premier feu les étonna; ils reculèrent. Mais leurs officiers, qui étaient des jeunes gens de la meilleure noblesse, se reconnurent bientôt et les ramenèrent en avant. Entraînés par M. de La Villedieu, soutenus par un demi-bataillon français, ils se lancèrent à corps perdu dans le fossé, escaladèrent les retranchements, tombèrent sur les Allemands avec une telle furie, que les Allemands se renversèrent sur les Espagnols, et que les uns et les autres furent rejetés hors de l'église et du couvent. Le comte de Bucquoy, général des troupes allemandes, s'efforçait de les rallier, lorsqu'il fut abattu d'un coup d'escopette par un Messinois qui lui coupa aussitôt la tête; dès lors le désordre fut sans remède; les officiers, malgré leur résistance, furent emportés dans la déroute, qui devint, en peu d'instants, universelle. Les Messinois bondissaient dans les montagnes à la poursuite des fuyards; c'était une chasse terrible, sauvage, impitoyable. Les blessés, comme les morts, étaient décapités; il y eut des têtes d'hommes rapportées par centaines[1].

[1] Il faut entendre M. de Vallavoire : « Ce fut dans ce désordre des ennemis que nos Messinois, dispersés et par pelotons dans les montagnes, eurent occasion de couper des têtes; et, à dire le vrai, ils ne s'y épargnèrent pas aussi; ils en apportèrent un nombre très-honnête, et celle même du comte de Bucquoy y fut apportée en triomphe et présentée

Pendant le combat, les vaisseaux français étaient sortis du port; mais, avant qu'ils se fussent mis en bataille, la flotte ennemie, informée du désastre des Espagnols à l'attaque de terre, s'éloigna vers le sud. Le maréchal de Vivonne avait résolu d'aller la chercher lui-même et de la combattre; cependant les soins du gouvernement et les soucis de la politique le retinrent encore. Les difficultés, les intrigues, la malveillance, les conspirations, étaient bien plus menaçantes que lorsque sept mois auparavant, le 4 septembre 1675, il écrivait à Louis XIV : « Votre Majesté m'ordonne de monter sur l'amiral lorsque j'apprendrai que Ruyter sera entré dans ces mers, et elle peut compter que je n'ai pas une plus grande joie que d'obéir à ses ordres; mais, néanmoins, il me paroît que Messine s'épouvante si fort lorsqu'elle me voit embarquer, et les malinten-

à M. le maréchal. Quelque rage qu'ils eussent pourtant contre les ennemis, ils ne laissèrent pas de l'accompagner souvent de quelques actes de charité; et l'on dit qu'il y eut un prêtre qui se trouva au combat, qui ne voulut jamais souffrir qu'on coupât la tête d'un Espagnol qu'auparavant il ne l'eût confessé. Au reste leur zèle pour la France ne parut pas moins que leur bravoure. Ils faisoient porter à leurs prisonniers des mouchoirs en guise de bannières; il fallut qu'ils criassent : Vive Maria et le roi de France! Et quiconque ne le faisoit pas ou le différoit d'un moment, étoit exposé aux plus rudes châtiments. Enfin, il y eut plusieurs de ces pauvres prisonniers qui furent tellement troublés de ce qu'ils voyoient et de ce qu'on leur disoit, que de bonne foi ils ne se crurent en vie que lorsqu'ils se virent entre nos mains. Les Messinois prirent deux drapeaux et pillèrent tout le bagage des ennemis avec dix ou douze mille livres d'argent; tout cela avec tant de bonheur, qu'ils n'y perdirent pas un seul homme et n'en eurent que deux ou trois de blessés. Je ne vous dis point toutes les réjouissances des Messinois lorsque nous entrâmes dans la ville; c'étoit le dimanche des Rameaux, et l'on peut dire de bonne foi que c'en fut véritablement la fête par les acclamations et les cris de : Vive le roi! avec lesquels ils nous accompagnèrent jusqu'à l'église. » Vallavoire à Louvois, 13 avril; Vivonne à Louvois, 1er avril; La Villedieu à Louvois, 11 avril.

tionnés que les Espagnols y entretiennent encore savent si bien dire que je m'en retourne en France, que, si l'armée ennemie venoit, pendant que je serois dehors, se présenter à Messine, je ne fais nul doute qu'il n'y survînt un très-grand désordre qui donneroit moyen aux Espagnols d'y entrer. » Le maréchal se crut donc obligé de laisser à Duquesne la glorieuse fortune d'une nouvelle rencontre avec Ruyter.

Cette rencontre eut lieu le 22 avril, à la hauteur de Catane. Dès le commencement de l'action, d'Almeiras fut tué; c'était une grande perte pour la marine française; la marine hollandaise fut bien plus cruellement frappée; Ruyter tomba, les deux jambes fracassées par un boulet. Duquesne gagna la bataille; les galères d'Espagne sauvèrent, en les remorquant jusqu'à Syracuse, cinq vaisseaux hollandais désemparés qui, sans leur secours, seraient tombés aux mains des vainqueurs. Après avoir réparé à la hâte ses avaries les plus graves, Duquesne se présenta le 29 avril, devant le port de Syracuse, offrant de nouveau le combat aux ennemis; mais ils refusèrent de l'accepter. Ruyter succombait, ce jour-là même. aux blessures mortelles qu'il avait reçues à la bataille de Catane.

Le 25, les Espagnols s'étaient décidés à renouveler par terre leurs tentatives contre Messine. Les Messinois avaient, du côté de San-Stefano, leur promenade favorite qu'ils appelaient le *Drome;* elle s'étendait sur le rivage, bordée de magnifiques maisons de plaisance, d'où l'on avait l'admirable vue du détroit et de la côte de Calabre; à l'extrémité se trouvait, au pied d'une hauteur, le petit village de Callispira. C'était ce village que les Espagnols

avaient occupé. Le 25 au matin, cinq cents Messinois, tout fiers de leur bonne conduite au Salvador-des-Grecs, s'avancèrent, pleins de confiance, pour déloger l'ennemi; ils couraient, comme toujours, en désordre, sans souci de leurs officiers; tout à coup, accueillis de front par le feu de l'infanterie retranchée, ils entendent derrière eux un bruit de chevaux et des clameurs étranges : c'étaient des cuirassiers allemands, embusqués dans les jardins du *Drome*, qui chargeaient sur eux en poussant des hourras; si la réserve, composée de troupes françaises, ne s'était pas élancée à son tour pour couper la retraite à ces cavaliers, les Messinois eussent été taillés en pièces. Mais ils ne se remirent pas de leur émoi, comme au Salvador; à peine la route fut-elle dégagée, qu'ils se précipitèrent à l'envi du côté de Messine; rien ne put les retenir; rien ne put les ramener au combat; la vue de ces cavaliers aux armures de fer les avait frappés d'une invincible terreur : « Ces sortes de troupes sont d'un grand effet dans ce pays-ci, » disait le maréchal de Vivonne. Les Français, heureusement, ne firent que s'égayer de cette panique; et les fantassins espagnols, comme les cuirassiers allemands, qui criaient déjà victoire, furent, après un court engagement, chassés de leur poste et forcés de battre en retraite[1].

Cette échauffourée, en portant un coup fatal à la confiance des Messinois, n'était pas faite pour calmer les inquiétudes de M. de Vivonne. Les moindres difficultés devenaient tout de suite de gros embarras. Il n'y

[1] Vallavoire à Louvois, 30 avril; La Villedieu à Louvois, 3 mai; Vivonne à Louvois, 5 mai.

avait pas d'autres ressources, pour convertir en farine les blés apportés à Messine, qu'un certain nombre de moulins à eau situés en dehors de la ville, et dont la conservation, menacée constamment par les Espagnols, dépendait de la vigilance des troupes françaises. M. de Vivonne avait imaginé de faire construire des moulins à vent dans Messine même; mais les sénateurs s'y étaient opposés avec l'énergie du désespoir; les propriétaires des moulins à eau leur faisaient peur[1]. Et c'était sur de pareilles misères qu'il fallait que le maréchal réglât sa politique! Il n'avait reçu de France, depuis huit mois, ni blé, ni troupes, ni argent[2]. On lui envoyait des troupes, disait-on; mais combien? Onze à douze cents hommes, tout au plus, au lieu des huit mille fantassins et cavaliers qu'il réclamait. Était-ce bien aux Espagnols qu'il songeait lorsqu'il disait à Louvois, le 5 mai : « Je considérois ce matin, à part moi, que les Espagnols, depuis la perte de cette ville, ont fait passer en Sicile plus de trente mille hommes, et n'ont rien fait par eux, parce qu'ils les ont fait venir chiquet à chiquet; au lieu que si, tout d'un coup, ils en eussent envoyé le tiers, ils remettoient sans contredit Messine sous leur obéissance en peu de jours. »

Le 21 mai, vingt-cinq galères entrèrent dans le port, venant de Toulon; elles amenaient le régiment d'infanterie de Schönberg, dont l'effectif était de huit cents hommes médiocres, tandis qu'il aurait dû être de mille, et trois cents dragons non montés; on avait eu seulement le soin de leur faire emporter tous les

[1] Vallavoire à Louvois, 30 avril; Vivonne à Louvois, 5 mai.
[2] Vivonne à Louvois, 11 avril.

objets de harnachement qu'ils auraient eu trop de peine à se procurer en Sicile. Colbert n'avait pas envoyé d'argent; M. de Vivonne fut obligé d'emprunter, comme il avait déjà fait, et d'avancer de sa bourse dix mille écus entre les mains de l'intendant[1].

L'intendant était un nouveau-venu, M. d'Oppède, président au parlement de Provence; Colbert de Terron avait demandé son rappel sous prétexte de santé[2]. On verra bientôt si le maréchal de Vivonne devait mieux s'entendre avec M. d'Oppède qu'avec M. de Terron. Dans le premier moment, il se préoccupa beaucoup moins du nouvel intendant que de l'arrivée des galères et des troupes qu'elles apportaient. Si peu considérable qu'il fût, c'était un secours; il ne fallait donner ni aux Messinois ni aux Espagnols le loisir d'en reconnaître la faiblesse; un grand coup, peut-être décisif, pouvait d'ailleurs être frappé sur mer. Le 28 mai, le maréchal de Vivonne, assisté de Duquesne, mit à la voile, avec vingt-huit vaisseaux, vingt-cinq galères et neuf brûlots; le 1er juin, il reconnut l'armée navale des Hollandais et des Espagnols, rangée sur une seule ligne devant Palerme[3]; le lende-

[1] Vallavoire à Louvois, 25 mai.

[2] L'opposition que M. de Terron faisait au maréchal de Vivonne, il l'éprouvait lui-même d'un de ses subalternes, le commissaire Gaffard, qui était l'homme de confiance de Louvois en Sicile; celui-ci blâmait son chef, comme l'intendant blâmait le maréchal; mais si M. de Terron s'irritait des objections d'un commissaire des guerres, il ne s'abaissait pas jusqu'à les discuter: « Je ne sais, écrivait-il à Louvois le 4 mai, où M. Gaffard a pris ce qu'il vous a écrit. C'est une petite tête qui a les organes de l'entendement fort bouchés et sans avenue, et il ne peut y avoir dans cette tête que des espèces fort confuses. »

[3] Elle comptait vingt-sept vaisseaux, dix-neuf galères et quatre brulots.

main, il l'attaqua. L'ordre était donné de ne tirer le canon qu'à portée de mousquet; à la vue de ces grands vaisseaux arrivant sur eux en silence, malgré le feu que les alliés faisaient de toutes leurs pièces, la plupart des capitaines ennemis coupèrent leurs câbles et se jetèrent à la côte; cette manœuvre désespérée ne les sauva pas; les brûlots s'attachèrent aux flancs de leurs navires, et l'incendie se communiquant de proche en proche, des explosions successives lancèrent leurs débris enflammés jusque dans la ville. Ce fut une grande et complète victoire. Le 3 juin, Vivonne écrivait à Louvois : « Nous avons eu hier le bonheur de brûler ou couler à fond douze vaisseaux et six galères des ennemis sous Palerme. C'est une bonne nouvelle que je me donne l'honneur de vous apprendre avec bien du plaisir, parce que je sais qu'elle vous en donnera; car je crois même qu'outre la raison du service du roi, vous en aurez de la joie pour l'amour de moi. Et j'espère que ceci vous poussera encore davantage à solliciter Sa Majesté de nous envoyer de quoi pousser par terre la prospérité de ses armes, au moins quand le fort sera passé de la campagne en Flandre, et lors, monsieur, que la nécessité des autres affaires ne s'y opposera point[1]. » Le 5 juin, le maréchal rentrait à Messine, qu'il trouvait avec douleur moins touchée de son éclatante victoire que des entreprises du nouvel intendant.

M. d'Oppède s'annonçait comme « un homme qui vouloit tout faire, et qui vouloit renverser toutes

[1] *D. G.* 511.

les coutumes et tous les priviléges de Messine [1]. » Tandis que le maréchal de Vivonne était allé combattre et vaincre les flottes unies d'Espagne et de Hollande, M. d'Oppède avait profité de son absence pour entrer en lutte avec les jurats. C'était une

[1] Cependant la première lettre qu'il écrivait à Louvois, le 28 mai, huit jours après son arrivée, le montrait encore comme en observation et en suspens: « Je n'ai pas manqué, monsieur, de presser, comme vous me l'aviez ordonné, M. le duc de Vivonne de consentir à l'établissement que le roi souhaite si fort de la liberté dans la vente du blé; mais il est persuadé que ce seroit la perte de Messine, soit parce que la ration journalière que le sénat a accoutumé de faire délivrer à chacun ne pourroit pas être distribuée par ceux qui achèteroient les blés, soit parce que les Espagnols en pourroient faire faire de grands amas et réduire par ce moyen la ville dans l'extrémité où elle s'est vue. Il appréhende encore de dégoûter les jurats qui font un profit considérable sur ce commerce, et de réduire ceux qui ont des rentes sur la gabelle à la dernière misère; il est encore persuadé qu'il faut laisser les moyens aux sénateurs de soutenir leur faste et de donner des spectacles publics, les jours de leurs fêtes, pour amuser le peuple qui a accoutumé d'en voir. Je ne connois pas encore assez la situation des esprits et des affaires de cette ville pour vous pouvoir éclaircir sur tous les inconvénients que M. le duc de Vivonne trouve dans l'établissement que le roi recommande si fort. Tout ce que je vois dans cette ville, c'est une misère universelle que la cherté du blé entretient. » *D. G.* 510. — Cette dernière assertion était certainement contestable, puisque, environ trois semaines auparavant, le 4 mai, M. de Terron mandait à Louvois que le prix du blé était moins élevé d'un sixième à Messine qu'à Marseille : « Sur ce que M. Colbert m'écrit du prix des blés de France à dix-sept et dix-huit livres la charge, je vois de l'impossibilité d'en retirer l'argent; les blés ne valent ici que dix écus la salme, qui fait deux charges de Provence. » Quelques mois après, M. d'Oppède reconnaissait lui-même non-seulement que le blé de France était trop cher, mais encore que cette liberté du commerce, encore une fois obtenue des jurats par les efforts conciliants du maréchal, n'était rien moins que la panacée de la misère publique : « Il est impossible, disait l'intendant, que Messine puisse subsister sans de très-grandes précautions. La liberté qui a été établie dans la vente du blé attire véritablement beaucoup de marchands; mais c'est un peu trop vivre sur la Providence que de s'abandonner entièrement au cours du commerce qui peut être détourné par mille contretemps, outre qu'il n'est pas assez grand pour fournir tout le blé nécessaire. Celui qui vient de France est trop cher. » Mémoire de M. d'Oppède, 9 novembre. *D. G.* 511.

maladresse vis-à-vis d'eux, et vis-à-vis du maréchal une inconvenance. A son retour, M. de Vivonne eut beaucoup de peine à calmer l'agitation; mais ensuite il se crut obligé d'écrire au roi pour lui rappeler que c'étaient les attaques des derniers *stradicos* contre les priviléges de Messine qui avaient causé la chute de la domination espagnole, et qu'en tous cas les réformes n'étaient pas opportunes : « Que si, disait-il, quand Votre Majesté aura conquis le royaume, elle juge à propos de changer ses lois, elle pourra alors les faire telles qu'il lui plaira et y introduire la forme qu'elle estimera la meilleure. Cependant il ne me paroît pas qu'on doive toucher cette corde ni montrer qu'on soit pour y toucher jamais, afin que tout le monde nous soit favorable. J'en parle, parce que, depuis que je suis en ce pays, je vois que ces peuples sont extrêmement amoureux de leurs usages et de leur gouvernement, et qu'ils sont sensibles au dernier point au moindre changement qu'on y veut faire. Je supplie Votre Majesté de croire que mon intérêt n'est pas ce qui me fait agir dans ce rencontre; l'obéissance que j'ai rendue sur-le-champ aux ordres de Votre Majesté touchant l'amirauté[1] lui fera voir le contraire, si toute ma vie passée ne l'en avoit pas convaincue. Ce que je fais donc ici n'est que pour représenter à Votre Majesté ce qui est de son service sur une matière délicate et qui peut causer ici de la brouillerie; à quoi je me suis vu obligé d'autant plus que Votre Majesté m'a ordonné elle-même et m'a fait ordonner de sa part de lui conser-

[1] Il s'agit de certains droits et revenus qu'il touchait, suivant de vieux usages, comme vice-amiral.

ver Messine avec grand soin; à quoi je ne vois rien de plus contraire que la division qui commence à prendre naissance entre M. l'intendant et le sénat, et le mécontentement général que témoigne le peuple de sa puissance et de son autorité. Ces peuples-ci ne sont pas des François qui n'ont qu'une chaleur qui passe; ce sont des hommes qui couvent les ressentiments et qui savent fort bien prendre leur temps pour les faire éclore. Je ne crois pas qu'il faille leur donner lieu de se repentir de ce qu'ils ont fait, ou, si l'on a à le leur donner, je crois qu'il faut attendre que nous soyons en état de ne les pas craindre. Je ne sais si Votre Majesté approuvera ma pensée; mais, comme Messine doit servir à lui faire conquérir le royaume de Sicile, il faudra que le royaume conquis serve à mettre Messine sur le pied qui conviendra le mieux. J'ai tout fait pour moi, sire, quand j'ai averti Votre Majesté de ce qui peut arriver contre son service; le reste doit dépendre de sa volonté; mais je serois criminel envers elle si je lui cachois que les prétentions de M. l'intendant sur les Messinois ne peuvent assurément pas subsister dans la conjoncture où nous sommes, et que ces gens-là croiront ne devoir plus garder de parole avec nous, quand ils verront qu'on ratifie leurs priviléges d'une main, et que de l'autre on leur envoie un ministre avec des pouvoirs qui les détruisent entièrement[1]. »

M. d'Oppède fut obligé de retirer ses prétentions, et

[1] 13 juin et 31 juillet. — Voir aussi Oppède à Louvois, 15 juin, et le mémoire du sénat intitulé *Motivi da considerarsi sopra la patente del signor intendente*, nº 27. *D. G.* 511.

le calme se rétablit dans les esprits; mais il en était de cette victoire politique du maréchal comme de celles qu'il remportait sur les ennemis du dehors, et dont il ne pouvait atteindre toutes les conséquences, à cause de la pénurie de ses ressources. Les troupes, malgré le dernier secours, étaient notoirement insuffisantes; le blé allait manquer; l'argent manquait absolument. Depuis le mois d'août 1675, époque où M. de Terron avait reçu deux cent cinquante mille livres, il n'était plus rien venu à Messine; et cependant la dépense était de cent mille livres par mois; plusieurs lettres de change avaient été protestées; le maréchal avait été forcé d'engager sa propre signature; car, disait-il au roi, « on ne trouveroit pas présentement, pour le service de Votre Majesté, cent pistoles à emprunter en cette ville[1]. »

[1] « Je conjure Votre Majesté, ajoutait M. de Vivonne, de se vouloir souvenir de tout cela; autrement je crois, à lui parler librement et en fidèle serviteur, que Messine périra entre mes mains sans que je le puisse empêcher. Nous n'avons pas sitôt évité une extrémité, que nous tombons dans une plus grande; et s'il ne nous arrive des miracles, pour ainsi dire, à point nommé, nous nous voyons réduits ou à nous rendre ou à nous embarquer. Que puis-je faire au milieu de tant de maux que de périr? Je ne peux pas me promettre autre chose ni faire espérer autre chose à Votre Majesté. » — « Tout ce que j'ai l'honneur de mander au roi, ajoutait-il en s'adressant à Louvois, est vrai au pied de la lettre, et il n'y a aucune exagération dans mon fait. Nous sommes réduits à l'extrémité la plus fâcheuse où des gens éloignés se puissent trouver. Nous n'avons ni argent, ni crédit, ni blé, ni munitions; quels moyens après cela de rien entreprendre, même de se maintenir? Je vous supplie, au nom de Dieu, d'y faire réflexion et de ne nous pas délaisser dans des temps où il semble que le ciel nous veut ouvrir la porte à faire des avances pour la conquête au moins d'une partie de ce royaume. Nos soldats sont dégoûtés et au désespoir; les Messinois sont à bout de tout. Les trois cent mille livres qui sont à Toulon sont déjà consommées par avance; ainsi les armées de terre et de mer se trouveront à Messine sans avoir le premier sol pour les faire subsister. Y a-t-il, monsieur, un plus grand accablement? » Vivonne au roi et à Louvois, 18 juin. — L'amour même causait des embarras au maréchal. Il écrivait à Louvois le 16 juillet, de

Le vainqueur de Palerme croyait avoir gagné le droit de se faire écouter. Le Tellier lui écrivit qu'on allait faire passer sur-le-champ en Sicile six bataillons et quatre escadrons, avec un fonds de cinq cent cinquante mille livres; mais ce que Le Tellier négligeait d'ajouter, c'est que ces troupes étaient tirées de l'armée de Roussillon, qui était déjà une armée sacrifiée; c'est que tous, officiers et soldats, qui se considéraient comme en disgrâce parce qu'ils servaient en Catalogne, s'abandonnèrent à tout leur chagrin quand ils apprirent qu'on les envoyait en Sicile. Ni l'autorité du comte de Grignan, lieutenant général en Provence, ni celle de l'intendant Rouillé, ne purent les contenir dans la discipline, tandis qu'on les embarquait à Toulon. Les soldats mettaient le feu à leurs baraques, pour s'échapper à la faveur du désordre; les officiers eux-mêmes déclaraient hautement « qu'ils se soucioient peu d'être cassés. » Était-ce un événement propre à relever les cœurs à Messine, que l'arrivée de ces trois ou quatre mille mécontents? Par une étrange fatalité, le capitaine de la tartane qui portait les dépêches de la cour, s'étant vu sur le point d'être attaqué, les avait jetées à la mer, de sorte que le maréchal de Vivonne, qui depuis six mois

Messine : « J'ai été obligé de faire arrêter prisonnier le sieur de Vincheguerre, major de cette ville, parce qu'il étoit devenu extrêmement amoureux d'une religieuse de l'ordre de Saint-Benoît, fille d'un nommé Borgia, Espagnol, et qui se trouve commandant pour les ennemis à Libisso. Comme sa fréquentation étoit continuelle avec cette Espagnole, j'ai cru que sa passion pourroit nuire au service de Sa Majesté ; jusqu'à présent je n'ai pas trouvé matière de procéder contre lui. » Il ajoute qu'il a surpris une lettre de la religieuse à son père, que cette lettre l'a mis sur la trace d'un complot, qu'il a fait arrêter plusieurs personnes et que deux ont été pendues.

attendait des ordres, n'en reçut aucun. Enfin, au lieu des cinq cent cinquante mille livres annoncées, il ne s'en trouva que cent cinq mille en argent comptant et deux cent mille en lettres de change[1]. Ainsi ni Louvois ni Colbert lui-même n'avaient tenu leurs promesses.

Abandonné par les ministres, le cœur ulcéré, M. de Vivonne laissa éclater son ressentiment dans une lettre confidentielle adressée à sa sœur, madame de Montespan, et destinée à être mise par elle sous les yeux de Louis XIV. « Je me confie, disait-il, en l'application de Sa Majesté, laquelle n'a pas envoyé des troupes pour les laisser périr avec la réputation de ses armes, et pour perdre, dans le temps que l'on doit le plus espérer, ce qu'il y a de conquis en Sicile. Voilà, ma chère sœur, la fâcheuse situation où je me trouve. Je ne veux point déplaire aux ministres que le roi aime, et qui le servent si bien en d'autres occasions; mais aussi, comme bon et fidèle sujet, je ne veux pas manquer à mon devoir en faisant savoir à Sa Majesté ce que de petites haines ou de petits intérêts particuliers pourroient produire contre le service. C'est pourquoi je vous supplie de montrer ceci au roi seul, afin qu'il soit averti de la répugnance qu'a M. de Louvois pour la conquête de la Sicile, puisqu'il nous laisse absolument manquer de tout argent, et qu'il ne nous envoie jamais les troupes que le plus tard qu'il peut, les choisissant les plus nouvelles et les envoyant en si petit nombre qu'il faut ou se résoudre à ne rien faire ou, si on fait

[1] Vivonne à Louvois, 25 août, 1er septembre.

quelque chose, se résoudre à perdre le fruit des conquêtes, n'ayant ni de quoi les soutenir, ni de quoi les faire valoir. Il vaudroit mieux que Sa Majesté se résolût à renoncer de bonne heure à ses justes prétentions que de s'exposer à perdre honteusement des choses qui sont, pour ainsi dire, dans sa main, si elle le veut, et pour l'acquisition desquelles il faudroit si peu de chose au delà de ce qu'elle fait[1]. »

Quelque ménagement que M. de Vivonne voulût garder envers Louvois, la froideur affectée du ministre, qui se bornait en général à lui accuser réception de ses dépêches, tandis qu'il écrivait en détail à M. de Vallavoire, à M. de La Villedieu, à M. de Mornas, finit par pousser à bout sa patience. Le maréchal avait plusieurs fois demandé un équipage de vivres et un train d'artillerie; il avait plusieurs fois réclamé des commissions pour les officiers de son régiment; outré de n'avoir de réponse sur aucun de ces sujets, sur le dernier particulièrement, qui lui était tout personnel, il écrivit à Louvois : « Je m'étois flatté jusqu'à présent que vous aviez quelque bonté pour moi; mais vous voulez bien me permettre de vous dire, avec la liberté qu'une amitié sincère et respectueuse autorise, que je commence presque à douter de cette vérité avec toute l'armée; car un chacun s'aperçoit qu'il y a en cela quelque chose d'extraordinaire, d'autant plus que votre silence ne s'arrête pas sur ce sujet seulement, mais qu'il continue encore sur le sujet des aides de camp que je vous ai pareillement demandés. Si ces airs de froideur ou de disgrâce

[1] 24 août. *Bibl. imp.*, sup. fr., 887-2.

apparente de votre part, monsieur, se pouvoient cacher, je ne vous importunerois pas de ces lignes, et je souffrirois avec patience la distinction onéreuse que l'on fait dans ce rencontre de M. de Vallavoire à moi; mais ces mortifications ne se pouvant cacher, je ne puis aussi me taire ni m'empêcher de vous demander encore avec instance de prendre soin de moi dans ce rencontre. La qualité que j'ai de maréchal de France, et le commandement actuel que j'ai à terre, ne me doit pas rendre de pire condition que M. de Mornas[1]. » Cependant, malgré tous ces dégoûts, le maréchal ne laissa pas de faire son devoir; il semblait même que l'irritation si légitime qu'il éprouvait réagît sur sa volonté comme un aiguillon.

Après avoir habilement attiré les principales forces des Espagnols à Melazzo, il essaya de se porter sur Syracuse; mais deux fois le vent contraria ses projets. Alors il concentra tous ses desseins sur Taormine. Tandis que M. de Vallavoire était chargé de garder Messine avec douze cents hommes, et que M. de Mornas s'emparait du poste de Merilli auprès d'Agosta, M. de La Villedieu débarquait avec deux mille hommes aux environs de Taormine, et s'en rendait maître après une assez vive résistance. Les espions annonçaient un retour offensif des ennemis; mais déjà le maréchal avait envoyé contre eux M. de Vallavoire; un violent combat s'engagea dans la montagne; les Espagnols vigoureusement abordés, se retirèrent en désordre; le prince Cicinelli, qui les commandait, fut blessé et pris. En

[1] 30 septembre. *D. G.* 511.

quelques jours, le maréchal reçut la soumission du château de La Môle, de Saint-Alexis, de La Force, de Savoca, de Fiume-de-Nisi. Le 25 octobre, il fit investir par terre et par mer Scaletta, qui était défendue par douze cents hommes; après quinze jours de siége, la place capitula, le 9 novembre. Le contre-coup de ces rapides succès sur la côte orientale de la Sicile se fit sentir sur la côte septentrionale; les Espagnols abandonnèrent d'eux-même Libisso et la tour de San-Rizzo. « Le roi est maître en Sicile de soixante milles de côtes, » écrivait le maréchal de Vivonne[1]. Mais ces conquêtes avaient aussi leurs inconvénients; il fallait, pour les garder et les soutenir, plus d'hommes, plus d'argent et plus de blé. Le témoignage de M. d'Oppède n'était pas suspect; voici ce qu'il mandait à Louvois : « Tous les lieux nouvellement conquis sont fertiles en huile, en soie, en vins et en pâturages; mais il n'y croît presque point de blé, de sorte qu'au lieu d'en retirer pour Messine, il faut que nous pensions à leur en envoyer : et en effet, pas un de ces lieux n'a demandé une capitulation qu'il n'ait en même temps demandé du blé. Sans compter la subsistance des troupes, il faudra plus de deux cents salmes par jour au lieu de cent dix qui suffisoient[2]. » Ainsi, dans cet étrange pays, les

[1] Vivonne à Louvois, 30 septembre, 14 octobre; Vallavoire à Louvois, 25 septembre, 17 octobre.

[2] « Je ne prétends point dire que l'on souhaite dans ce royaume la domination françoise plus qu'une autre, car je suis persuadé que nous ne sommes pas plus aimés que les Espagnols; mais comme l'inconstance est habituelle à ces peuples, et qu'ils désirent toujours ce qu'ils n'ont pas, le changement de domination ne leur fera jamais peine. » Oppède à Louvois, 9 novembre et 30 décembre 1676.

idées reçues n'étaient plus applicables; le vainqueur défrayait le vaincu; la conquête ruinait le conquérant[1].

L'une des plus tenaces prétentions de Louvois et de d'Oppède, c'était que, la guerre devant nourrir la guerre, il fallait au moins exiger la contribution des pays encore soumis aux Espagnols. M. de Vivonne y contredisait de toutes ses forces dans une dépêche qui, parmi ses réclamations habituelles, contenait des renseignements très-curieux sur le caractère et les mœurs des Siciliens. « Il me paroît, disait-il, que ce royaume se peut conquérir, pourvu que les secours d'Espagne

[1] C'était ce renversement des lois et des traditions de la guerre que le maréchal de Vivonne s'efforçait de faire comprendre à Louvois : « Ayant fait la revue de ce qui reste à Messine, lui écrivait-il le 22 novembre, les postes fournis partout où il est nécessaire, je ne me trouve pas un petit bataillon à pouvoir mener en campagne. Si l'on pouvoit avoir une connoissance de la Sicile comme on l'a du reste de l'Europe où l'on fait la guerre, je pourrois peut-être me mieux conduire suivant les règles que je vois observer à Sa Majesté et à ses plus habiles généraux; mais je ne saurois me régler que sur ce que j'ai pu voir cette campagne du bord de la mer, car il n'y a personne à Messine qui ait jamais voyagé en Sicile par terre; ou la plupart ne sont jamais sortis de la ville, ou ils en sont sortis par mer, soit à cause de la commodité de la voiture, soit pour la crainte des bandits, qui ont toujours inondé ce royaume par la mauvaise justice et sale administration des Espagnols, dont la politique a été et est encore de laisser les crimes impunis, pour en tirer de l'argent et pour complaire au génie des peuples, qui est extrêmement amoureux de la vengeance et enclin au vol. De ce principe s'ensuit que personne ne me sait pas dire ni comment le pays est fait, ni où il y a une montagne ou une plaine, une rivière ou une fontaine, un chemin pour passer ou un précipice, si un poste avancé se peut maintenir ou non; et si par hasard quelque bandit ou une autre personne me tombe entre les mains et que je l'interroge, il me donne de fausses lumières et sur lesquelles je ne puis faire de fondement, parce que, ou ne sachant rien de la guerre, ou ne l'ayant faite qu'en voleur et en petit nombre de personnes, il ne me peut rien dire qui soit proportionné avec un campement, ni une marche d'armée, ni avec aucune idée que se puisse former un homme qui a l'honneur de commander un corps considérable de troupes. » — « Ce qui passe ici pour plaine, disait aussi M. d'Oppède, passeroit partout ailleurs pour un pays impraticable. »

ne préviennent pas ceux de Sa Majesté, parce que rien n'est plus léger que les peuples de ce pays; le plus fort ou celui qui en a l'apparence est toujours le maître; et ils aiment mieux se soumettre que d'exposer leurs biens et leur vie au hasard. Lorsque j'ai pris la liberté de vous parler dans mes précédentes de gagner l'affection des peuples de Sicile, je vous supplie très-humblement de croire que ce que je vous en ai dit n'a pas été seulement une raison de bienséance pour avancer dans le pays; ce que j'en ai fait a été pour donner à entendre à Sa Majesté que les contributions y sont impraticables. Les Espagnols, qui les savent faire payer aussi bien que nous en Flandre, ne les exigent point en Sicile des lieux que les troupes du roi ont conquis. Lorsqu'ils les veulent châtier, ils font faire des courses dans les villages et les font brûler; mais ils ne leur font point demander d'argent, parce qu'ils connoissent l'humeur du Sicilien, qui ne peut nullement se rendre capable de ce traitement. Si j'envoyois demander la contribution aux villages non rendus, outre que je ferois de leurs habitants autant de soldats contre le roi, ils sont gens à prendre plutôt le parti de cacher tous leurs biens meubles sous terre, et abandonner leurs maisons, que celui de payer une taxe comme celle-là. Ils ne se plaignent des Espagnols qu'en ce qu'ils leur ont mis des impositions, et ne veulent les François que pour faire ôter ces mêmes impositions; de sorte que, n'ayant pas une bonne armée pour les forcer à prendre le pli qu'on voudra, il n'y a que la douceur au monde qui les puisse attirer ou qui les puisse faire tenir en repos et, pour ainsi dire, dans la neutralité. Il n'y a

qu'à parler seulement de la contribution; il est certain que tout le paysan désertera, et que l'on trouvera les villages dépourvus de tous biens. Encore que les Espagnols aient été les maîtres de ce pays-ci pendant quatre cents ans, ils n'ont pu néanmoins gagner en aucun temps la confiance des Siciliens au point de savoir où ils cachent leurs blés, leurs huiles et autres denrées. Ils font des caches dans les plaines et dans les montagnes, et sèment par-dessus ou plantent des arbres; et souvent le père meurt sans le découvrir à ses enfants, comme en Turquie. Ce sont des gens d'humeur méfiante et fainéante; ils ont toujours peur de mourir de faim, et cependant ne veulent rien faire; ce qui est cause que le commerce y est médiocre, et qu'avec la plus grande abondance du monde ils trouvent le secret d'être mis à la nécessité pour un léger accident, n'osant sortir leurs denrées de dessous terre qu'avec de grandes précautions, de crainte qu'on ne sache qu'ils les ont. En France, en Flandre et en Allemagne, les pays sont plus mauvais et les habitants beaucoup plus riches, à cause de l'industrie et du trafic qui leur donnent moyen de porter toutes sortes de dépenses; mais le Sicilien ne veut rien de tout cela, et n'est susceptible d'aucune discipline. Il s'irrite à l'excès pour la moindre chose, et un simple mouvement de colère le porte à tuer avec une vitesse incroyable, de sorte qu'on ne voit que meurtres parmi eux. Ce qu'il est nécessaire de faire, c'est de les conquérir et soumettre; et puis, ayant la force à la main, on leur pourroit imposer ce qu'on voudroit; mais, quand on le fera, il faudra s'attendre à tout ce

que le ressentiment et la rébellion pourra produire de cruauté[1]. »

[1] « Ce qui causa les Vêpres siciliennes fut les impositions des gens d'affaires, et, quoique les Siciliens eussent leur roi voisin dans le royaume de Naples, et extrêmement puissant en troupes et favorisé du pape, ils tramèrent si finement leur révolte, que le roi ni ses ministres n'en surent jamais rien et ne purent être à temps de l'empêcher. Je pourrois encore alléguer la situation des villes et des villages de cette contrée; elles sont si fortes et extraordinaires qu'on n'y peut entrer que par des siéges ou par la bonne volonté des habitants; et s'ils vouloient se défendre autant qu'ils le pourroient faire, et qu'une certaine espérance qu'ils ont d'améliorer leur condition dans leur changement ne leur fît ouvrir les portes, il nous auroit fallu d'autres forces que celles que nous avons eues pour conquérir le peu que nous avons pris cette année. Encore une fois, monsieur, les situations de ce pays-ci ne se comprennent point que par ceux qui le voient. » 23 décembre. *D. G.* 511. — Pour compléter cette esquisse, si intelligente et si vraie, il faut ajouter un détail de mœurs qui n'est pas moins nettement dessiné par Dautiége : le crayon du domestique vaut presque celui du maître. Le secrétaire du duc de Vivonne écrivait à l'abbé Huet, secrétaire de l'ambassade française à Rome : « Nous avons ici, monsieur, un grand embarras dans le gouvernement, dont je vous veux entretenir. Outre une infinité de priviléges qu'a la ville de Messine qui lient le plus souvent les mains à ceux qui commandent pour faire la justice, il y a une immunité ecclésiastique qui met au désespoir. La ville est si fort pleine d'églises et de chapelles, que vous ne sauriez faire quatre pas sans en trouver une. Les places publiques en ont une à chaque coin; ainsi ceux qui veulent assassiner trouvent par toute la ville un asile si proche, qu'il est impossible de pouvoir faire le châtiment d'aucun crime. Et de là vient qu'on assassine tous les jours des François et des Messinois impunément; car le bras ecclésiastique ne se connoît point à faire aucun châtiment. L'Église est une bonne mère qui pardonne tout à ses enfants meurtriers, et elle a pris dans les bulles des papes une si grande précaution pour aller au-devant de ces punitions, qu'elle a fait des définitions exprès pour diminuer l'espèce et le nombre des crimes; de manière que de tuer ici un homme par derrière ou étant dix contre un, ce n'est pas un assassinat, c'est un cas fortuit pardonnable. L'assassinat est seulement quand on donne de l'argent à une ou plusieurs personnes pour en aller tuer une autre, et s'il n'y a point d'argent donné, ce n'est pas un assassinat. En bonne vérité, cela ne vous fait-il pas compassion? Or, monsieur, ayant discouru sur cette matière avec le vicaire général *sede vacante*, je l'ai trouvé si fort conforme à nos mœurs, qu'il m'a dit qu'il ne souhaitoit rien tant que de voir ôter cette immunité ecclésiastique à la plupart des églises de Messine, confessant lui-même avec gémissement qu'elle étoit la cause d'une infinité de meur-

En montrant avec cette franchise un tel pays et un tel peuple, d'une conquête si difficile et d'un gouvernement plus difficile encore, le duc de Vivonne ne pouvait se dissimuler qu'il donnait contre lui-même des armes à Louvois; cependant il ne désespérait pas de le toucher et de le convaincre. Avant ses derniers succès, il avait obtenu la promesse que, s'il pouvait faire quelque chose avec les faibles ressources dont il disposait, et s'il était assez heureux pour réussir, le roi lui enverrait des renforts. L'épreuve était faite, l'avantage considérable, et les renforts ne venaient point. Le 14 janvier 1677, le maréchal écrivit au ministre pour lui rappeler sa promesse par de nouvelles instances[1] : « Je vous supplie de tout mon cœur, lui di-

tres dans toute la Sicile. Pour cet effet, dans la dernière conversation que j'ai eue avec lui, il me dit qu'il falloit écrire à Rome pour obtenir du pape qu'il n'y eut que trois églises à Messine qui jouissent de cette immunité, à savoir l'église principale, qu'ils appellent la *Madre Chiesa*, et l'église des Jésuites et celle des Théatins, et que toutes les autres généralement, dedans et dehors la ville, fussent dépouillées de ce cruel privilége. Il a choisi les Jésuites et les Théatins parce que déjà ces deux corps de religieux ne reçoivent point chez eux de meurtriers quand ils s'y veulent réfugier. Ainsi en apparence la grâce s'accorderoit à trois églises, et dans le fond à une seule, qui est l'église métropolitaine. » 16 janvier 1677. *Bibl. imp.*, sup. fr., 887-3.

[1] « Nous sommes dans une situation de souffrance qui nous oblige, pour ainsi dire, de nous plaindre malgré que nous en ayons. Je vous dirai donc, monsieur, que je passe ma vie dans les plus cruelles appréhensions du monde, lorsque je songe que ni le roi ni la ville n'ont aucuns magasins de blé pour la subsistance du peuple et de l'armée; ainsi un grand accident peut arriver le plus facilement du monde, qui est que la ville, les conquêtes et l'armée se trouvent sans pain, sans savoir où en prendre. Il faut que ceux qui ont l'honneur d'être chargés des affaires du roi en ce pays puissent une bonne fois ôter de devant leurs yeux les fâcheuses images dont ils sont travaillés depuis deux ans, en voyant leur administration toujours prête à tomber, et touchant continuellement du doigt aux plus grandes extrémités du monde. Je suis persuadé que, si on ne

sait-il, et je vous conjure même par ce zèle si ardent que vous avez au service du roi, et dont toute l'Europe est convaincue, de vouloir bien nous en départir quelque portion en ce pays, puisqu'il n'y auroit rien de plus fâcheux, pour ne pas dire davantage, qu'après tout ce qui s'est fait depuis deux ans et par terre et par mer, un ouvrage aussi considérable, et qui fait tant de bruit et d'effet dans toute l'Italie, vînt à tomber et à se perdre tout à fait, faute d'une prévoyance comme celle que je demande. »

Louvois n'avait pas oublié sa promesse. Après avoir affecté, pendant deux ans, de se tenir à l'écart d'une expédition dont il avait blâmé, sinon le principe, du moins la direction et le développement, il y entrait tout à coup avec cette résolution qui décidait le succès des grandes affaires; il était ou il semblait converti, comme par miracle, à la conquête de la Sicile. Peut-être était-ce l'influence de madame de Montespan qui avait opéré ce prodige. Quoi qu'il en soit, voici ce que Louvois annonçait, le 12 janvier 1677, au maréchal de Vivonne : « Celle-ci sera seulement pour vous informer des résolutions qu'il a plu au roi de prendre touchant la Sicile, lesquelles ayant passé mes espérances, je ne

prend quelque expédient prompt et solide, il m'est du tout impossible que je puisse promettre à Sa Majesté de soutenir ici les affaires, ni que je lui réponde en façon quelconque qu'il n'y arrive point quelque révolution dans le temps qu'elle y pensera le moins. Nos places conquises sont toutes ouvertes comme des marchés publics; lorsque je vous prie, monsieur, d'envoyer de l'argent pour les réparer, je vous prie de ne vous en point effaroucher, car il ne s'agit pas d'une grande somme; si nous avions présentement cinq mille écus, nous mettrions tous les postes que le roi a en ce pays en état de défense : je parle de ceux qui sont aux environs de Messine, depuis Taormine. » *D. G.* 610.

puis m'empêcher de vous en faire compliment et de vous assurer que, présentement que Sa Majesté a résolu les moyens de vous secourir, j'y donnerai non-seulement l'application que je dois au service de Sa Majesté, mais encore, s'il est possible, j'y ajouterai quelque chose. Je le ferai avec le plus grand plaisir du monde, quand je ferai réflexion que je contribuerai en quelque manière à votre satisfaction particulière et à vous donner les moyens d'acquérir de nouveaux mérites auprès de Sa Majesté. Pour le passé, n'y ayant rien de réglé pour la Sicile, je n'ai pu que vous envoyer l'argent à mesure que l'on en faisoit les fonds, et que faire marcher les troupes qu'il plaisoit à Sa Majesté de résoudre qui y passassent, sans que l'on pût pourvoir à rien par avance, soit à cause du manque d'informations ou à cause de l'état des affaires générales. Présentement que les conquêtes que vous avez faites ont mis Sa Majesté en état de pouvoir espérer des avantages réels des dépenses et des efforts qu'elle feroit pour vous secourir, elle a pris la résolution de faire une véritable guerre en Sicile, en a résolu les moyens, et m'a chargé de prendre les mêmes soins pour cet emploi que mon devoir et mon inclination m'obligent de prendre à la guerre qui se fait ailleurs. J'ai cru devoir vous dire ce que dessus, afin de vous mieux faire comprendre quelle est la résolution de Sa Majesté et l'application avec laquelle elle sera exécutée dorénavant. A l'égard des troupes, Sa Majesté a résolu de vous envoyer six bataillons d'infanterie, savoir : deux qui seront composés d'un régiment suisse de huit compagnies de deux cents hommes chacune, qui sera commandé en

qualité de colonel par le sieur Stoupe (Stoppa), frère de M. Stoupe, maréchal de camp, lequel est un très-bon officier. Les compagnies dudit régiment sont remplies toutes de vieux soldats, et sont commandées par des officiers fort capables, en sorte que vous pouvez compter que ces deux bataillons embarqueront plus de dix-sept cents vieux soldats et officiers. Pour ce qui est des quatre autres bataillons, il y en a trois de nouvelles troupes, et l'autre est sur pied depuis deux ou trois ans. Vous en garderez ce que vous trouverez de bonnes compagnies, et l'intention du roi est que le surplus soit réformé et incorporé dans les bataillons qui sont présentement en Sicile pour les rendre complets. Sa Majesté a résolu de faire passer aussi un régiment composé de huit vieilles compagnies de cavalerie, avec lequel, et vos dragons remontés, Sa Majesté suppose que le corps de cavalerie qui est à vos ordres sera suffisant pour être supérieur, non-seulement à celui que les ennemis ont présentement, mais encore à celui qu'ils pourront avoir ci-après[1]. » Malheureusement la question d'argent n'était pas réglée d'une manière aussi satisfaisante; Louvois persistait à vouloir que la Sicile fournît aux dépenses de la guerre[2].

[1] *D. G.* 517.

[2] « Le roi, écrivait-il encore au duc de Vivonne le 18 janvier, le roi a paru très-satisfait du succès de votre campagne, ne doutant point que les postes que vous avez occupés ne vous donnent moyen de faire d'assez grands progrès la campagne prochaine pour décharger Sa Majesté de la dépense trop considérable que lui cause la guerre de Sicile en la faisant porter au pays; et quoique par mes précédentes lettres je vous aie bien expliqué les intentions de Sa Majesté à cet égard, néanmoins elle m'a commandé encore de vous les confirmer et d'y ajouter qu'il n'y a point de raisons politiques (quand même ce seroit l'espérance prochaine que

En attendant l'arrivée des nouvelles troupes qui ne pouvaient être embarquées qu'au mois d'avril, le duc de Vivonne avait fort à faire de veiller à la sûreté de ses postes et de contenir, dans de justes bornes, l'antagonisme du sénat de Messine et de l'intendant d'Oppède. La guerre faillit éclater entre eux ouvertement au sujet d'un vaisseau rempli de blé dont l'intendant voulait prendre le chargement pour la subsistance des troupes, quoiqu'il eût été retenu d'avance par le sénat pour nourrir, suivant l'usage, la population de Messine pendant les fêtes de Pâques. L'altercation fut si vive que le duc de Vivonne se vit obligé d'intervenir : « J'apaisai cette affaire, écrivait-il à Louvois, mais je ne dois pas me flatter d'avoir ôté du cœur de ces messieurs de part et d'autre beaucoup de haine et beaucoup de colère [1]. »

L'escadre et le convoi, commandés par le chevalier de Valbelle, arrivèrent à Messine le 26 avril 1677; le lendemain, les troupes débarquèrent, au bruit des acclamations et des fanfares; les Messinois ne se lassaient pas d'admirer la prestance et la belle tenue des hommes, surtout dans le régiment de Stoppa. Tout le monde s'attendait, en Sicile, en Italie, en Espagne, en France, à l'ouverture prochaine d'une campagne plus brillante encore que celle de l'année précédente. Il faut

le pays achèveroit de se soulever) qui ne doivent céder à ce que la nécessité et le bien de ses affaires l'obligent de vous ordonner sur cela; et pourvu que l'on règle la subsistance que les troupes devront tirer, de manière qu'elle ne soit point excessive, il n'y a point à appréhender que lesdites charges fassent haïr aux peuples la domination françoise et songer à retourner sous celle des Espagnols. »

[1] 12 avril. *Bibl. imp.*, S. fr., 887-3.

bien le reconnaître, le maréchal de Vivonne ne se préoccupa pas assez tôt de satisfaire cette attente universelle. Ce fut une faute grave, surtout par rapport à Louvois, dont la conversion toute récente avait besoin d'être affermie par de prompts et solides arguments. Il en était du duc de Vivonne comme de ces pauvres gens à qui vient subitement la fortune, et qui ont peine à se débarrasser de leurs habitudes de resserrement et d'épargne; ils ne savent pas se mettre au large. A lui aussi, deux années de misère dans le commandement avaient donné des habitudes, nécessaires alors, de circonspection et de prudence; mais, l'abondance venue, l'audace, la prodigalité même, étaient de mise; le caractère sicilien exigeait cette soudaine métamorphose; il ne trouva qu'un riche honteux. Ce n'est pas que le duc de Vivonne n'eût la meilleure volonté d'agir; mais c'est d'agir et de frapper vite qu'il importait.

Le maréchal réunit en conseil de guerre les officiers généraux à peine débarqués; ils ne pouvaient avoir d'autre avis que le sien, n'ayant aucune connaissance du pays. Le marquis de Vallavoire, malade de corps et d'esprit, était retourné en France, La Villedieu commandait à Taormine, Mornas dans Agosta. Louvois avait proposé de détruire tous les postes secondaires, pour épargner les garnisons; le maréchal lui opposa l'opinion du conseil. « Les officiers généraux, lui écrivait-il deux jours après le débarquement, sont tombés d'accord qu'il est impossible de faire ici, avec succès, plusieurs choses qui se pratiquent utilement en France et ailleurs. Il leur a paru, comme à moi, qu'on ne pou-

voit ruiner quelques postes forts de situation sans nous affoiblir, ayant jugé que ces lieux sont essentiellement nécessaires à maintenir les armes de Sa Majesté ici, et la sûreté des terres qui lui obéissent. »

Voici quelle était la distribution des troupes : la majeure partie de l'infanterie, c'est-à-dire six à sept mille hommes, formait quinze bataillons de douze compagnies chacun, qui devaient servir en campagne avec un régiment de dragons et quatre régiments de cavalerie; le service des garnisons, réduit au plus strict nécessaire, occupait quatre-vingts compagnies d'infanterie. Il est probable que si toutes ces troupes eussent été envoyées du premier coup en Sicile, la conquête en eût été facilement faite, mais sans aucune assurance de s'y maintenir. Était-il temps encore ? M. de La Villedieu ne le pensait pas. « Il ne faut plus se flatter, écrivait-il à Louvois, que la conquête entière de la Sicile soit aisée. Les peuples, soit par un esprit de légèreté, soit qu'ils supportassent avec peine la domination des Espagnols, dans le commencement de la révolte de Messine, sembloient vouloir suivre son exemple; tout le royaume étoit ébranlé. Mais les Espagnols, et par les troupes qu'ils y ont fait passer depuis ce temps-là, s'en sont rendus les maîtres, et par ce qu'ils leur ont fait croire, se sont si bien raffermis que nous trouverons plus de résistance dans les gens du pays que dans les troupes réglées. On leur a persuadé que le roi ne pensoit point à la conquête de ce royaume; que ce que Sa Majesté en faisoit n'étoit que pour faire une diversion, ou tout au plus pour y prendre quelques places pour les échanger ensuite dans un traité de

paix contre d'autres que Sa Majesté prenoit d'un autre côté. Ainsi ce peuple, persuadé de retourner sous la domination des Espagnols, quand même nous les aurions conquis, fait de son mieux pour se les concilier et pour s'acquérir du mérite auprès d'eux [1]. » Si les Espagnols n'avaient pas de grands généraux, ils avaient encore, on le voit, d'assez bons agents politiques; leurs raisonnements, pour agir sur l'esprit des peuples de Sicile, étaient simples et très-vraisemblables; ils étaient plus près de la vérité qu'ils ne le croyaient peut-être eux-mêmes.

Le duc de Vivonne avait fait un grand projet d'attaque par mer contre Syracuse; mais il n'avait voulu le communiquer à personne, n'ayant éprouvé que trop souvent, disait-il avec amertume, que dès qu'il s'était ouvert de quelque pensée, on affectait de la rendre publique à toute l'armée et à toute la ville. Tout était réglé d'avance, l'ordre de bataille pour les vaisseaux, les manœuvres des galères, la désignation précise d'un point où la muraille du port n'avait que peu d'épaisseur et pas de terrassement; enfin, les dispositions pour le débarquement et l'attaque. Le 27 mai, le régiment de Stoppa et la cavalerie marchèrent à Taormine comme pour menacer Catane; le 30, les galères sortirent du port; mais, pendant huit jours, le vent, constamment contraire, ne permit pas aux vaisseaux d'appareiller. Le maréchal fut obligé de renoncer à son projet, sans désespérer toutefois de le reprendre dans un temps plus favorable [2].

[1] 30 juin. *D. G* 610.
[2] Vivonne à Louvois, 17 juin.

C'était pour le maréchal de Vivonne une fâcheuse affaire que ses desseins sur Syracuse n'eussent pas pu s'accomplir au mois de mai; jusqu'en septembre, le soleil de Sicile rendait impossible toute grande opération militaire. Louvois le savait bien, puisqu'en Roussillon, où la chaleur n'était pas aussi forte, l'habitude était de mettre, pendant ces trois mois, les troupes en quartiers de rafraîchissement; cependant Louvois s'irritait, non sans raison, de ces retardements et de l'inaction forcée de ces troupes qu'il aurait si utilement employées ailleurs; il sentait diminuer son bon vouloir et renaître ses méfiances contre l'expédition de Sicile. « Le roi a vu avec surprise et avec douleur, écrivait-il à M. de Vivonne au mois de septembre, qu'après tous les efforts que Sa Majesté a faits pour envoyer des troupes à Messine, des sommes très-considérables pour les faire subsister, et toutes les autres choses qu'elle a cru qui pourroient vous aider à faire quelque conquête considérable en Sicile, l'on y trouvoit les choses plus difficiles alors que l'année passée, dans le temps que vous manquiez de tout. Toutefois, Sa Majesté veut espérer qu'après que les excessives chaleurs seront passées, vous vous serez mis en campagne pour faire quelque entreprise qui puisse répondre à l'attente et aux efforts de Sa Majesté et convenir à votre réputation. Il est inutile de répondre à ce vous marquez de la force des troupes ennemies, parce que le roi vous a envoyé toutes celles qu'il pouvoit faire passer en Sicile, dans l'état présent des affaires ; et si, avec un corps si nombreux, il n'est pas possible d'y faire des progrès, il seroit bon que vous prissiez la peine de le mander

au roi, afin que Sa Majesté prît ses mesures, étant certain qu'il vaudroit beaucoup mieux qu'elle prît le parti de la défensive et de maintenir seulement ce qu'elle occupe présentement, que d'entretenir inutilement en Sicile un corps aussi nombreux que celui que vous avez[1]. »

Le maréchal de Vivonne venait d'être encore une fois trahi par la fortune, pour subir ensuite l'une des plus douloureuses épreuves qui puissent frapper un chef d'armée. Il avait repris, dès le mois d'août, ses projets sur Syracuse; le 19, toute la cavalerie et la plus grande partie de l'infanterie avaient marché du côté de Melazzo, le but de cette démonstration étant d'attirer dans cette place les principales forces des Espagnols. Le 24, le maréchal fit embarquer à bord des vaisseaux et des galères, quinze cents hommes d'élite choisis dans tous les bataillons; le même jour, la flotte sortit du port. Arrivé à la hauteur de Scaletta, le duc de Vivonne réunit à son bord les officiers généraux de la marine, auxquels il communiqua le plan des opérations qu'il avait jusque-là tenu secret. La discussion fut très-vive; elle dura plusieurs jours, le plus grand nombre alléguant l'état de la mer, qui, par une fatalité nouvelle, était en effet devenue très-mauvaise. Cependant le maréchal voulut passer outre; il avait résolu, si le vent ne permettait pas aux vaisseaux de canonner les défenses extérieures du port de Syracuse, de les faire remorquer par les galères, et d'entrer de vive force dans le port même, lorsque l'intendant survint

[1] 22 et 30 septembre. *D. G.* 527.

à l'improviste, apportant des lettres de Colbert qui rappelaient la flotte à Messine. Les Hollandais, disait-on, se préparaient à rentrer dans la Méditerranée ; le roi voulait que ses vaisseaux, aussitôt les dépêches reçues, fissent toutes leurs dispositions et leurs approvisionnements pour se tenir prêts à partir et à combattre au premier ordre. Ainsi l'attaque de Syracuse fut manquée pour la troisième fois[1]. Quelques jours après, toutes les troupes d'infanterie et de cavalerie campaient ensemble dans la plaine de Mascari; tout à coup, officiers et soldats tombèrent en foule, atteints tous à la fois par un ennemi invisible et invincible, par un mal inconnu, foudroyant, cruel. Après quelques heures d'horribles souffrances, la plupart mouraient; ceux qui ne mouraient pas restaient incapables de se mouvoir. Lorsque le maréchal voulut arracher les survivants aux miasmes empestés de cette plaine pour les ranimer par un air plus salubre, sur cent vingt officiers de cavalerie, il s'en trouva neuf en état de monter à cheval; quand ils arrivèrent à Messine, ils n'étaient plus que trois. Ce mal affreux les poursuivit dans leur retraite; au mois d'octobre, à Messine même, il mourut encore en deux jours quatre capitaines d'infanterie et deux de cavalerie[2].

Après le fléau de la maladie, le fléau de la désertion; quoi d'étonnant? parmi des hommes qui n'avaient pas la distraction du combat pour rompre la mo-

[1] Vivonne à Louvois, 15 et 18 septembre; Dumonceau de Nollant à Louvois, 15 septembre. *D. G.* 610.

[2] Vivonne à Louvois, 23 et 26 septembre; Casaux à Louvois, 5 octobre; La Villedieu à Louvois, 9 octobre.

notonie de la misère. « Il est à craindre, écrivait M. de La Villedieu, que nous ne perdions beaucoup de monde de désertion. Les cavaliers et les soldats, qui avoient espéré une meilleure subsistance en faisant la guerre, sont au désespoir de se voir réduits tout de nouveau à leur pain de munition et à quelques herbes; à peine peuvent-ils avoir un morceau de fromage. On ne trouveroit pas une vache ni un mouton à acheter dans toute l'étendue du pays que nous possédons. Par-dessus tout cela, les soldats et cavaliers sont sans matelas ni couvertures; on ne veut point qu'ils logent dans les maisons avec les habitants des lieux où ils sont; et, dans le fond, on auroit peine à l'établir dans ce pays-ci, de l'humeur dont sont les Italiens[1]. » Lorsqu'au mois de novembre, le maréchal fit la revue de l'infanterie française, sur deux cent vingt et une compagnies, il en fallut réformer entièrement quatre-vingt-trois pour rendre les autres complètes à cinquante hommes; des cent trente-huit compagnies ainsi conservées, soixante-dix-huit étaient réclamées pour le service des garnisons, en dehors de Messine; il ne restait, pour garder cette grande ville et pour servir en campagne, que

[1] La Villedieu à Louvois, 9 octobre. — Casaux à Louvois, 5 octobre : « L'infortune la plus grande du monde est arrivée à l'armée; elle a été attaquée par un air pestilentiel. Il y a eu et sont encore des régiments de cavalerie commandés par un cornette, et d'autres par des maréchaux des logis. Il y a un grand nombre de cavaliers et de soldats qui n'ont pas mangé un morceau de viande ni bu du vin depuis plus de deux ans, la livre de viande se vendant ordinairement huit sols, le vin fort cher; leur solde ne suffit que pour acheter un peu d'huile pour faire de la soupe. Toutes les troupes des garnisons de ce pays, depuis qu'elles y sont, à la réserve de Messine qui a eu quelques matelas et quelques paillasses, tout le reste couche sur la terre; je crois que c'est en partie ce qui cause la désertion. » *D. G.* 610.

soixante compagnies, c'est-à-dire trois mille hommes de troupes françaises, et douze cents Suisses environ. N'était-il pas besoin d'un renfort considérable « pour réparer les ruines de la désertion et des maladies[1]? »

Le troisième et dernier échec des projets du duc de Vivonne sur Syracuse avait si peu disposé Louvois à faire passer de nouvelles troupes en Sicile, qu'il songeait au contraire à retirer une partie de celles qui s'y trouvaient. « Sa Majesté, écrivait-il au maréchal, le 31 octobre 1677, ne peut voir qu'avec un déplaisir sensible qu'une dépense et des efforts aussi extraordinaires que ceux qu'elle a faits soient demeurés inutiles; et comme, vu l'état présent de ses affaires, Sa Majesté ne vous peut point envoyer plus de troupes que vous en avez présentement, et que tout ce qu'elle peut faire est de leur faire passer des recrues, elle m'a commandé de vous demander votre avis sur la continuation de la guerre de Sicile, c'est-à-dire si, les forces des ennemis et la difficulté du pays continuant à vous empêcher de rien entreprendre avec le corps que vous avez, Sa Majesté ne pourroit pas disposer de la plus grande partie des troupes qui le composent pour l'employer contre la Catalogne ou contre le Milanois, dont elle peut espérer plus de fruit. En ce cas-là, Sa Majesté désire que vous lui mandiez le nombre des compagnies de cavalerie, d'infanterie et de dragons dont vous croirez avoir besoin pour maintenir les postes que vous jugerez à propos de garder en Sicile, et de quel nombre de troupes Sa Majesté pourroit disposer

[1] Vivonne à Louvois, 16 novembre

pour les employer ailleurs. C'est sur quoi Sa Majesté attendra de vos nouvelles avec beaucoup d'impatience. »

Le ministre s'expliquait ensuite au sujet d'un conflit ou plutôt d'un embarras causé par l'arrivée de quelques officiers venus de France, avec des commissions royales, pour occuper certains emplois auxquels le maréchal de Vivonne avait déjà pourvu : « Quant à ce que vous dites que, depuis que vous avez rempli les charges vacantes dans la cavalerie qui est à Messine, il s'est présenté des gens avec des brevets du roi pour y être reçus, je dois vous dire qu'il est sans doute que ceux pourvus par Sa Majesté doivent être préférés aux autres, et je vous supplie de trouver bon que je vous dise qu'il est nécessaire qu'il vous plaise de vous abstenir de nommer aux places qui pourront vaquer dans les troupes, jusqu'à ce que Sa Majesté vous en ait donné le pouvoir[1]. » Évidemment, sur ce dernier grief, Louvois faisait au maréchal une mauvaise chicane, ou tout au moins il avait la mémoire bien courte; car le duc de Vivonne avait entre les mains des armes dont il aurait pu se servir avec moins de modération et de bon goût : « Lorsque j'ai nommé aux charges vacantes dans les troupes; répondit-il, vous m'avez témoigné, monsieur, que Sa Majesté l'avoit agréable, et même par le dernier article d'une de vos lettres du 27 septembre 1676, vous avez la bonté de parler sur ce sujet en ces termes : « Le roi approuve qu'à mesure qu'il viendra à vaquer des charges, vous les remplissiez de

[1] Louvois à Vivonne, 31 octobre. *D. G.* 528.

« ceux que vous en jugerez les plus capables, et, sur les « mémoires que vous m'enverrez des promotions que « vous aurez faites, je vous en adresserai les provisions « de Sa Majesté; » ce qui vous doit faire voir, monsieur, que je n'ai rien entrepris de moi-même. Mais comme j'ai su obéir d'une façon, je saurai si bien obéir de l'autre, que vous n'aurez plus occasion de me faire un semblable reproche. »

Si le duc de Vivonne écartait avec cette courtoisie une attaque mal fondée qui n'atteignait que sa personne, il repoussait avec une tout autre énergie un projet qui lui paraissait menacer les intérêts du roi, le projet renouvelé de la défensive et de l'occupation restreinte en Sicile : « Vous désirez, monsieur, savoir de moi si le roi ne pourroit point tirer des troupes d'ici pour envoyer en Catalogne ou ailleurs, estimant que nous en avons plus qu'il n'en faut pour être sur la défensive. Mais, monsieur, vous voulez bien que je vous die deux choses avec tout respect : l'une, que les deux grandes réformes qui nous ont été ordonnées, les désertions, les maladies et les accidents de la guerre, ont réduit les troupes à un nombre si médiocre, qu'il n'en reste seulement que pour la garde des postes; et l'autre, que Sa Majesté ne doit plus compter sur la conservation de ce pays sous son obéissance, dès qu'elle y aura fait connoître qu'elle n'y veut être que sur la simple défensive. Je ne sais quelle fatalité il y a sur moi que je n'aie jamais pu trouver créance sur tout ce que j'ai représenté touchant la Sicile. D'autres gens, qui n'étoient pas chargés du gros des affaires, cherchant à se rendre agréables aux dépens du

service du roi, ont fait sans doute les choses plus aisées qu'elles ne sont. Je sais que c'est le secret pour ruiner à coup sûr les affaires; mais je serois au désespoir que ma peur eût lieu, qui est que les lettres de ces gens-là coûteront cher à Sa Majesté. Je vous prie, monsieur, d'ajouter une fois créance à ce que vous écrit un des plus zélés sujets du roi, et soyez, s'il vous plaît, persuadé que qui n'avancera pas en ce pays-ci y reculera notablement et d'une manière qui ne peut donner que du déplaisir à Sa Majesté. J'ai toujours parlé dans ce sens-là dans toutes mes lettres, et croyez, je vous prie, que, comme le bonheur de mes commencements ne m'en a point fait imaginer les suites faciles comme à d'autres, une situation contraire ne me fait point grossir les objets au delà de leur juste grandeur. Si j'ai fait des progrès l'année passée, c'est parce que je n'avois qu'un seul lieu à garder; mais depuis que j'ai eu le bonheur de m'étendre, ce qui étoit une armée n'a plus été que des garnisons. Si vous me voulez faire un peu de justice (comme je ne puis pas croire que vous ne me la fassiez), vous m'avouerez que tous ceux qui ont l'honneur de commander les armées du roi présentement, hors de la Sicile, ont un corps de troupes qui est distinct et séparé des garnisons des places; il n'y a qu'à moi qu'on compte les garnisons fixes pour troupes de campagne. Après cela, Sa Majesté non-seulement ne peut pas songer à nous rien ôter; mais, si elle n'envoie de quoi faire quelque chose dans le temps et dans la saison, ma fidélité m'oblige de l'avertir que toutes les apparences sont que ses affaires ne se soutiendront pas longtemps en ce pays; dans d'autres,

on n'a à combattre que les ennemis du roi ; mais ici on a, outre ceux-là, les gens du pays qui songent à une révolte, dès qu'il y a la moindre ombre de disgrâce [1]. »

Le duc de Vivonne adressait à Louvois cette protestation, le 10 janvier 1678; cette date est importante à noter. Mais déjà Louvois n'insistait plus; une dépêche qu'il écrivait au maréchal, le 18 décembre 1677, semblait même indiquer un nouveau revirement dans ses opinions; il ne s'opposait plus à la guerre de conquête [2]. En même temps, il informait l'intendant d'Oppède des ordres que le roi venait de donner pour assurer la subsistance des troupes et de la population de Messine. La ville allait recevoir de grands approvisionnements de blé par les soins de M. de Seignelay; l'armée, par les soins du munitionnaire général Berthelot; en outre, Colbert venait de traiter avec deux compagnies de gens d'affaires qui se chargeaient d'acheter et de transporter des grains en Sicile. Sur le produit de la vente de ces grains, l'intendant devait recevoir immédiatement cent mille livres pour subvenir aux premières dépenses de l'année 1678. Afin d'améliorer la condition des

[1] Vivonne à Louvois, 10 janvier 1678. *D. G.* 610.

[2] Voici en effet ce qu'il mandait au sujet des sollicitations importunes dont le duc de Vivonne était assailli par les innombrables candidats aux charges du royaume de Sicile : « Le roi a vu vos avis sur les personnes qui pourroient être pourvues des charges vacantes. Sa Majesté a toujours eu beaucoup de répugnance à en disposer, dans la connoissance qu'elle a que, n'y en ayant pas assez pour gratifier tous les prétendants, ceux qui n'en auroient point deviendroient ennemis de la nation françoise : c'est ce qui lui a fait croire qu'il seroit bon de suspendre la disposition de ces charges jusqu'à ce que, les armes de Sa Majesté faisant des progrès considérables en Sicile, il y ait moins de lieu d'appréhender le ressentiment de ceux qui seroient mécontents, ou plus de matière de les gratifier. » *D. G.* 530.

troupes, Louvois se proposait d'expédier à Messine des couvertures, des draps de lit, et plus de matelas que de paillasses, « puisque la paille y étoit presque aussi chère que la laine en France. » Ordre était donné à l'intendant de Provence de laisser sortir en franchise et de faire transporter gratuitement par les vaisseaux du roi, des viandes salées, des légumes et du vin; c'était l'affaire de M. de Seignelay. Louvois, de son côté, s'était entendu avec un marchand de Paris pour faire acheter en Irlande et passer à Messine deux cent mille livres de bœuf salé; tous ces vivres, destinés aux troupes, leur devaient être délivrés par les soins de M. d'Oppède, au prix coûtant[1].

[1] Si l'âme du duc de Vivonne avait été de ces âmes vulgaires qui se consolent de leurs propres disgrâces par l'infortune d'autrui, les consolations ne lui auraient pas manqué. On sait contre quelles attaques M. de Vivonne s'était vu réduit à défendre sa probité personnelle et celle de ses domestiques; les intendants n'y avaient pas échappé à leur tour, aussi peu justement sans doute. Déjà, au mois de janvier 1676, Colbert de Terron était accusé d'avoir fait tort au roi de huit cent quatre-vingt-treize mille deux cents livres. (Voir un mémoire anonyme qui paraît être d'un sieur Delacroix, ancien munitionnaire. N° 27. *D. G.* 510.) Au mois de décembre 1677, M. d'Oppède recevait de Louvois cette désagréable communication : « Par diverses lettres qui ont été écrites ici de Messine, le roi a vu qu'un nommé Giavella et quelques autres marchands qui ont habitude chez vous, et sont d'intelligence avec vos domestiques, sous prétexte de la franchise qu'ont les denrées qui se consomment par les troupes et pour l'hôpital, font passer en franchise toutes sortes de victuailles et de boissons qu'ils vendent ensuite à leur profit particulier bien chèrement; et cela préjudicie si fort aux peuples de Messine et aux marchands forains, que le commerce de ladite ville en est presque tout perdu, personne ne s'en mêlant plus que ces gens-là. Sa Majesté n'a pu donner créance à des avis de cette qualité, puisque, s'ils étoient véritables, ils seroient d'un préjudice infini à son service, et que rien au monde ne seroit plus capable de faire haïr la domination françoise, une pareille conduite des Espagnols ayant excité les présents mouvements. » Louvois à d'Oppède, 18 décembre. *D. G.* 530. Un homme comme le président d'Oppède doit être au-dessus du soupçon en si basse matière; mais si sa vigilance n'était pas apparemment en défaut sur ce point, elle l'était sur

Malheureusement, cette sollicitude, lors même qu'elle eût été sincère, avait trop tardé à se produire. La misère a le triste effet de ruiner les âmes autant que les corps. Parmi les troupes découragées et affaiblies, il ne restait plus aucune trace de leurs vertus militaires; le sentiment du devoir et de l'honneur, le courage et l'énergie, tout avait disparu. La garnison de La Môle, qui était de quatre compagnies, se laissa surprendre pendant la nuit du 18 au 19 décembre, non par les troupes régulières des Espagnols, mais par les habitants mêmes du village, aidés de quelques paysans des environs qui entrèrent par les brèches. Le commandant du poste s'était retiré dans son logis après avoir fait deux rondes; il y fut assailli par les insurgés une heure avant le jour; atteint de cinq ou six blessures, il réussit à s'échapper; mais il ne put parvenir à réunir ses soldats qui étaient dispersés, et qui furent presque tous égorgés par leurs hôtes. Une compagnie entière était dans le château; elle aurait pu non-seulement s'y défendre, mais encore chasser par son feu les insurgés du village : le capitaine perdit la tête, et se rendit au bout

d'autres qui intéressaient plus directement le service du roi. Dans la crainte sans doute d'exaspérer le chagrin des officiers qui n'étaient guère moins misérables que leurs soldats, il fermait les yeux sur les abus que les commissaires constataient dans les revues : les capitaines, pour grossir l'effectif, faisaient entrer dans les rangs leurs valets, et jusqu'à des femmes! Joly à Louvois, 8 avril 1678, Toulon : « Il semble que l'on fasse toutes choses au monde pour persuader que l'on a repassé beaucoup de troupes de Messine. Les officiers, trouvant avec les derniers chagrins que je leur faisois injustice de rebuter les valets et les p.... des rangs, ils m'ont dit que M. d'Oppède les faisoit passer aux commissaires à Messine. Je leur ai demandé si cela étoit vrai, et ils n'en sont pas disconvenus. Ceci est un chaos, et on prend encore des soins de le couvrir et de le brouiller. » *D. G.* 610.

de vingt-quatre heures à des paysans mal armés. Des deux cents hommes qui étaient la veille à La Môle, il en restait quatre-vingts à peine. Comme ce poste dominait entièrement Taormine, il fallut porter de deux bataillons à cinq la garnison de cette ville, dont les terrassements mêmes, pour comble de malheur, s'effondrèrent tout à coup, minés par les pluies[1]. L'affaire de La Môle fit sur les troupes et sur les peuples une impression funeste; elle augmenta la défiance des unes et l'hostilité des autres. Le bataillon de Champagne, qui était à Libisso, perdit par la désertion, en dix jours, soixante-cinq soldats qui ne s'y croyaient plus en sûreté. Le maréchal de Vivonne était navré : « J'aurois voulu de bon cœur, écrivait-il à Louvois, et je voudrois bien encore vous donner de meilleures nouvelles que celles que vous avez eues par le passé et celles que j'ai à vous dire aujourd'hui; mais les événements ne dépendent pas des hommes; on fait de son mieux, et les succès ensuite ne sont pas entre nos mains. » Cependant il ne perdait pas courage. « Nous avons eu nouvelles, écrivait-il encore, que les ennemis se sont retirés dans leurs quartiers. Si cela est, et que M. Duquesne revienne bientôt, nous ne sommes pas sans espérance de rétablir les affaires comme elles étoient. »

Cette lettre était du 14 janvier 1678; quelques jours après, M. de Vivonne recevait une dépêche de Louvois qui le frappait comme d'un coup de foudre; il était rappelé. Louvois lui écrivait, du 2 janvier, sans préambule, sans préparation : « Comme le désir que le roi a

[1] Morton à Louvois, 3 janvier; Nollant à Louvois, 12 janvier; Vivonne à Louvois, 10 et 14 janvier 1678. *D. G.* 610

que vous arriviez promptement près de lui est extrême, Sa Majesté m'a commandé de vous adresser, par la voie d'une tartane qu'elle fait dépêcher exprès, le double des lettres que M. le duc de La Feuillade, qui va vous relever, doit vous porter, afin que, suivant ce que vous verrez des intentions de Sa Majesté par ces dépêches, vous disposiez les choses de telle manière pour votre départ que vous ne perdiez pas un moment de temps à vous mettre en mer pour repasser dans le royaume, lorsque M. de La Feuillade sera arrivé à Messine[1]. » Pour des raisons de politique et de convenance, le bruit officiel et partout accrédité se répandit que le duc de Vivonne, après trois années de commandement, avait lui-même et depuis longtemps demandé son rappel; c'est ainsi que les auteurs de mémoires et les historiens, et Louis XIV lui-même, en ont parlé; pour des raisons de convenance, le duc de Vivonne laissa dire et ne démentit rien; la vérité est que la soudaineté, disons mieux, la brutalité de la mesure le surprit au moment où il s'y attendait le moins. Mais pourquoi lui donner à peine le temps de se reconnaître? Quel était cet extrême désir qui agitait Louis XIV? Était-ce bien, comme disait Louvois, de le voir arriver promptement auprès de lui? N'était-ce pas plutôt, avec une légère variante, de le voir promptement hors de Messine? On craignait que sa présence ne contrariât le dénoûment de l'affaire de Sicile.

Tous ces grands préparatifs d'armement et de ravitaillement, dont on faisait tant de bruit, n'étaient

[1] *D. G.* 570.

qu'une feinte. L'évacuation de la Sicile était résolue; Louvois y avait décidé Louis XIV. Que dans l'opposition que Louvois n'avait presque jamais cessé de faire à cette expédition, il entrât pour une certaine part quelque sentiment de jalousie contre Colbert et Seignelay, il est permis de le croire; mais que ce sentiment tout seul ait inspiré la conduite du ministre de la guerre, on ne saurait le prétendre sans injustice. Il faut voir plus loin que la Sicile; il faut voir les affaires générales, Louis XIV luttant contre une coalition, Louvois s'épuisant à recruter ses armées, s'attachant avec Vauban aux conquêtes prochaines, répudiant les lointaines, et concentrant les forces de la France. Réduite à l'occupation de Messine avec un petit nombre de soldats, l'expédition de Sicile rentrait dans son plan; elle avait été ce qu'elle avait dû être, une diversion bonne et utile pour donner jalousie à l'Espagne et la contraindre à détourner de ce côté-là une grande partie de ses ressources; au delà de ces proportions, elle devenait une guerre ruineuse, et, quoi qu'on ait dit, sans avenir. La Sicile était ingouvernable.

En 1676, les Hollandais et les Espagnols avaient fait de vaines tentatives pour en chasser les Français; pour la campagne de 1678, les Hollandais préparaient un nouvel effort, et les Anglais allaient se joindre à eux. On sait que l'un des principaux griefs de l'Angleterre contre la France, c'était la présence des Français en Sicile, au moins autant que leurs progrès en Flandre. Il fallait évacuer la Sicile avant d'y être enfermé; mais, dans une pareille entreprise, où la mer est la

seule voie de communication, c'est le retour qui est l'affaire sérieuse. Elle était aussi sérieuse en 1678 et en Sicile qu'elle puisse jamais l'être en aucun temps et en aucun lieu. « Il n'y avoit pas d'apparence qu'une ville comme Messine, peuplée de plus de quatre-vingt mille personnes, où les bourgeois et les paysans des villages circonvoisins alloient au marché l'escopette sur l'épaule, et les jours de fête à la messe dans le même équipage, laissassent embarquer les François tranquillement, pour être le moment d'après à la discrétion des Espagnols. Outre cet intérêt qui touchoit les *Malvizzes*, il y avoit encore celui de ceux que l'on nommoit *Merles*; les derniers eussent volontiers couronné leur fidélité par de secondes Vêpres siciliennes. Le peuple de Messine est très-spirituel, très-méfiant, fort glorieux, et surtout bien persuadé que Messine est la capitale du monde. Les deux tiers des bourgeois et de la noblesse ont pour occupation de s'assembler sur la place du Change, deux ou trois fois le jour, pour raisonner sur ce qu'ils savent et sur ce qu'ils s'imaginent. Toutes ces circonstances rendoient l'affaire difficile; mais, ce qui paroissoit insurmontable, c'étoit la brièveté du temps; car il falloit finir en cinq semaines, ou se trouver les Hollandois, les Anglois et Espagnols sur les bras. Chacun croira aisément qu'il étoit dangereux que les ennemis eussent connoissance du dessein; mais, ce qui étoit bizarre, c'est que trois années à Messine avoient donné à la plupart des François des maîtresses ou des amis intimes, ou un mélange d'intérêt par le commerce, ce qui demandoit un redoublement d'application pour les éloigner de la pensée d'une re-

traite. Le roi, pour mieux faire croire qu'il y envoyoit un grand secours, commanda des troupes et des vaisseaux pour y passer dans les premiers jours de février[1]. » Tel est le début d'une relation de l'évacuation de Messine, due sans doute à la « plume cavalière » du duc de La Feuillade.

On n'avait pu mieux choisir, pour tromper tout le monde, que ce maréchal de France, audacieux et fanfaron; sauf la bravoure, il était tout l'opposé du duc de Vivonne. Aussi les Messinois disaient-ils : « Vivonne, prudent, bon politique plus que soldat; La Feuillade, bouillant, plus soldat que politique[2]. » Il partit de Toulon le 26 janvier 1678; le 3 février, il arrivait à Messine. Le duc de Vivonne s'embarqua le 10, regretté par le peuple, qui redoutait instinctivement la fougue de son successeur. Un des lieutenants du vice-roi déchu, M. de Montauban, avait fait de lui, chose rare dans ce temps de passions envieuses, un bel et juste éloge : « M. de Vivonne a rendu des services considérables en ce pays; jamais gouverneur ne fut plus doux ni plus judicieux parmi des peuples capables de mettre à bout tout le flegme et toute l'habileté des plus grands hommes. » Le duc de La Feuillade avait eu le bon goût de laisser à son prédécesseur tous les honneurs et toute l'autorité du commandement jusqu'à son départ; le 13 février, il prit solennellement possession de la vice-royauté. Il ne parlait que guerre et conquête; on lui

[1] Relation, n° 109. *D. G.* 610.

[2] « Los delineavan los genios, a Buibona la calificacion por prudente, y buen politico mas que soldado, a Follada por furioso, y mas soldado que politico. » ***Historia de las reboluciones de Messina.*** Bibl. imp., mss. 10236-3. Colb.

proposait de reprendre La Môle : La Môle! une bicoque! un beau début pour un si grand capitaine! C'était à Catane, à Carlentine ou à Syracuse qu'il voulait marcher. Agosta devait être le quartier général. Le 16, on commença d'embarquer pour Agosta la cavalerie, et les convalescents, et les magasins, et le matériel de l'armée. Les Messinois voyaient partir tout cela, étourdis du langage belliqueux et des façons bruyantes du nouveau vice-roi; à peine restait-il quelques centaines de soldats français à Messine.

Le 21 février, le duc de La Feuillade écrivit à Louvois une lettre qui pouvait tomber en toutes mains, sans danger pour le secret de ses desseins véritables. « Augouste, disait-il, me servira proprement de place d'armes pour faire la guerre du côté de Catane, Carlentine et Syracuse, et Messine servira pour la guerre du côté de Mélasse et Palerme. Je laisse dans le Salvador cent cinquante hommes et dans Matagrifon cinquante, qui sont en sûreté comme dans mes vaisseaux. Pour les autres forts royaux qui sont hors la ville, j'en fais descendre le canon et j'en fais ôter les munitions de guerre et de bouche, et de plus rompre les citernes de manière qu'il faudroit plus de six semaines pour les raccommoder. Le sénat y fera faire garde par quatre soldats qui se relèveront tous les jours et y porteront de quoi boire et manger. Cette manière de garder les forts a surpris les François et les Messinois; mais comme je leur ai fait connoître mes raisons, chacun en a paru satisfait. J'ai fait lever mille Messinois pour mettre à Libisso, pour avoir toutes mes troupes en campagne, et le sénat a fait cinq cents

hommes pour garder le château de Taormine, ceux de Saint-Alexis, Savoca, Laforce, Lescalette et autres. Les assassinats sont ici fort fréquents, et, depuis que Messine est au roi, on n'y a pas fait justice en public; ce qui les rend fort familiers. Aujourd'hui je prends la liberté d'en faire pendre un en place publique, qui a assassiné sa sœur; je ne doute pas que le tout ne se passe sans bruit, quoique l'on ait cru jusqu'à présent que le privilége de la ville est de n'y faire mourir personne en public. J'ai trouvé ici le port des armes établi de jour et de nuit, de manière qu'à sept heures sonnées on ne sauroit marcher sans courre risque de la vie. J'ai défendu le port des armes de nuit, et, pour remédier à l'abus de laisser entrer les paysans avec des fusils, j'ai ordonné que l'on les laissât dans les faubourgs ou à la porte[1]. » Les jurats voulurent protester, les juges faire des remontrances; le duc de La Feuillade les reçut si mal, qu'ils ne jugèrent pas à propos d'y revenir.

Avec de pareils procédés, et les Messinois une fois revenus de leur stupeur, une insurrection contre les Français était inévitable; mais le maréchal espérait bien gagner ainsi quinze jours ou trois semaines; c'était tout le temps qui lui était nécessaire. En attendant, l'agitation redoublait dans toute la Sicile et dans le royaume de Naples; les Espagnols étaient aux abois; à Naples, pour contenir le peuple, ils faisaient courir le bruit que quatre-vingt mille Anglais étaient en marche pour assiéger Paris[2]. Cependant l'embarque-

[1] *D. G.* 610.
[2] Nouvelles de Naples, 26 février. *D. G.* 615

ment de tout ce qui appartenait à la France était poussé activement dans le port de Messine; bien des rumeurs circulaient, bien des soupçons s'éveillaient; mais le maréchal de La Feuillade continuait de parler avec une assurance si imperturbable de ses projets d'attaque contre les Espagnols que, même dans les troupes françaises, on traitait de fables tous les bruits de retraite. Ce fut seulement dans les derniers jours que le maréchal fit confidence de son secret à l'intendant et aux officiers généraux. Les marchands et les résidents français, avertis par quelques mots mystérieux, se hâtèrent de prendre passage sur les felouques et les tartanes qui se trouvaient dans le port.

Enfin, le 13 mars, le duc de La Feuillade écrivit à Louvois : « Vous pouvez compter qu'à Messine il ne reste pas dix malades qui sont absolument hors d'état de pouvoir être transportés. Toute votre infanterie est embarquée; vous pouvez faire état qu'il ne restera pas un soldat à Messine. Je sors d'ici si agréablement à l'égard des Messinois, et ils sont si persuadés que je vais à quelque expédition, que, quoiqu'il soit public parmi les François que nous retournons en France, ce matin on a béni, à la Grande Église, un étendard de la *madonna della lettera*, que l'on m'a apporté, et où est l'inscription que je vous envoie[1]; je l'ai été recevoir à la porte de mon logis, et suis allé à la Grande Église

[1] Voici cette inscription : « Maria Virgo, Ancilla Dei humillima, Christi Jesu crucifixi Mater, Messanensium protectrix, tibi Francisco de Albuconio de La Feuillade, pugnaturisque omnibus, salutem, Dei patris omnipotentis benedictionem, nostram protectionem, certissimam de hoste victoriam, et ex eâ Messanæ urbi, totius Siciliæ capiti, felicitatem; perge, vince, sospes, triumphaturus huc revertere. »

remercier la Vierge de m'avoir aidé à exécuter si heureusement les ordres du roi. Cette petite visite à l'église a fortifié encore les peuples dans la pensée que je n'allois pas en France. Cet étendard n'a jamais été donné qu'à M. don Juan d'Autriche, vice-roi de Sicile, qui battit les ennemis à Lépante. Souffrez ces petites circonstances qui vous marquent comme tout ceci s'est fait doucement et honnêtement de part et d'autre. Ce qui est de bien positif, c'est qu'ils ne se sont aperçus de mon dessein que lorsque j'ai été nécessité de le communiquer; ce qui n'a été qu'après avoir mis les choses en état que j'aurois pu embarquer quatre mille François devant dix mille Espagnols, sans courre aucun risque. Ainsi les plus habiles, bien et mal intentionnés, n'ont pas pu trouver de meilleur parti que de faire semblant de ne rien voir, puisque ce qu'ils auroient pu faire n'alloit qu'à faire piller leur ville, sans pouvoir m'empêcher d'exécuter mon dessein. Pour Augouste, comme il n'y a point d'ennemis, et qu'il n'y a qu'à embarquer huit cents Suisses et mille cavaliers, je compte cela comme une affaire sans difficulté. Je conduis avec moi plusieurs prisonniers de guerre, entre autres le prince Chinchinelli, et quelques autres de conséquence, qui nous répondront de ceux que nous avons entre les mains des ennemis[1]. »

Le lendemain, le maréchal de La Feuillade, qui s'était embarqué sur une galère, fit venir à son bord les jurats de Messine; il leur dit que l'Angleterre et la Hollande ayant résolu de joindre leurs armées navales à

[1] Lettre achevée à Agosta, le 18 mars. *D. G.* 610.

celle de l'Espagne dans la Méditerranée, le roi lui avait donné l'ordre de retirer pour un temps ses troupes de Sicile; mais que, si la fortune des combats était favorable à la flotte française, l'intention du roi était de renvoyer à Messine, dans un délai de deux mois, des forces plus considérables que par le passé; que c'était aux jurats de voir s'ils pouvaient se maintenir pendant ce temps-là contre les Espagnols, qu'autrement le roi les déliait de leurs serments et les laissait libres de s'accommoder avec leurs anciens maîtres. Les jurats s'attendaient à ce discours; ils l'écoutèrent sans complaisance, mais sans récriminations inutiles; le temps pressait. Ils demandèrent seulement au maréchal qu'il voulût bien retarder son départ jusqu'au 16; il y consentit. Au dernier moment, il fit enlever militairement et transporter à son bord deux portraits de Louis XIV qui étaient dans le palais et dans la salle du sénat; c'était le signe évident que la protection de la France se retirait de Messine[1]. Le peuple, qui avait refusé jusque-là de croire à cette retraite, aurait volontiers égorgé les rares Français qui se trouvaient encore dans la ville, et porté leurs têtes aux Espagnols; mais la terreur que lui inspiraient l'énergie du maréchal et les canons de la flotte le contint heureusement dans une attitude d'observation malveillante.

Pendant les deux nuits du 14 au 15 et du 15 au 16, les jurats, la plupart des nobles et beaucoup de riches

[1] « Le duc de La Feuillade crut du respect dû à Sa Majesté de rapporter ses portraits, crainte que les merles n'en usassent pour eux comme les malvisses avoient fait [en 1674] pour celui du roi d'Espagne, qu'ils embarquèrent dans une chaloupe et l'abandonnèrent à la mer après beaucoup d'indignités. » Relation. *D. G.* 610.

bourgeois se réfugièrent avec ce qu'ils purent emporter de leur fortune mobilière sur les bâtiments de commerce qui furent bientôt encombrés; enfin, le 16 mars, à dix heures du matin, le maréchal de La Feuillade donna le signal du départ. Ce fut pour la populace le signal du pillage; elle se jeta sur les palais et sur les maisons des fugitifs qu'elle saccagea, tandis que les principaux des *merli* couraient à Melazzo porter la bonne nouvelle.

Il faut rendre cette justice aux Espagnols que la réaction ne fut pas aussi violente qu'on pouvait le craindre; une amnistie fut proclamée, dont le bénéfice était même étendu aux émigrés, pourvu qu'ils revinssent à Messine dans un certain délai; il n'y eut d'exceptés que les personnages les plus compromis. Ce fut seulement après trois mois que, des rixes ayant éclaté entre la populace et les soldats, et des projets de complot ayant été découverts, entre autres, dit-on, celui d'appeler les Turcs à Messine, le gouvernement espagnol fit prononcer vingt condamnations à mort, soixante aux galères, quarante au bannissement, la confiscation des biens des fugitifs et la restriction des privilèges de la ville[1].

Cependant, des navires qui portaient les émigrés, les uns avaient fait voile immédiatement pour Marseille, tandis que les autres suivaient la flotte française. Après quelques jours passés à Agosta pour achever l'embarquement des troupes qui restaient dans cette place, la flotte et le convoi firent, par le sud, le

[1] Cotolendi à Louvois, 6 mai. *D. G.* 610. — Nouvelles de Naples, Milan, Venise, avril à juin. *D. G.* 615.

tour de la Sicile, et mouillèrent, le 7 avril, dans la rade de Toulon. Lorsque les commissaires délégués par Louvois firent la revue des troupes, à mesure qu'elles débarquaient, ils constatèrent la présence de six mille cinq cent quatre-vingt-un hommes, sans compter les officiers; la France en avait envoyé successivement seize mille en Sicile; il en manquait donc dix mille à peu près; c'était le contingent de la désertion et de la mort[1]. Mais de combien d'autres victimes, siciliennes, espagnoles ou allemandes, l'Espagne n'avait-elle pas à demander compte à la Sicile!

En résumé, quelques défauts de conduite qu'on puisse reprendre dans une expédition soumise comme celle-ci à des influences contradictoires, elle avait produit son effet; le duc de Vivonne avait utilement secondé en Sicile les efforts de Louis XIV sur le continent, et l'on ne peut méconnaître que l'évacuation de Messine, heureusement faite par le maréchal de La Feuillade, n'ait dérangé les plans des puissances maritimes, et contribué, pour une part notable, au rétablissement de la paix générale. Il est vrai que les intérêts de Messine ont dû être sacrifiés à ceux de la France, nécessité douloureuse qui a soulevé des regrets au-

[1] Compte des troupes envoyées de France en Sicile : janvier 1675, deux cent cinquante; février, trois mille; mai, trois mille six cents; mai 1676, onze cents; août, trois mille cinq cents; avril 1677, quatre mille cinq cents. Total, quinze mille neuf cent cinquante Le compte de l'effectif au retour se trouve dans deux lettres du commissaire Joly à Louvois, du 8 et du 12 avril 1678. On lit dans la dernière le détail suivant, curieux à noter pour les rapports habituels de Louvois et de La Feuillade : « Une personne, voyant M de La Feuillade fort inquiet de ce qu'il n'avoit point trouvé de vos lettres ici, lui demanda comme il étoit avec vous; il lui répondit : « Il ne se leveroit pas de son lit pour me servir. » *D. G.* 610.

tour de Louis XIV et dans l'âme attristée du monarque. Ce n'est ni volontairement, ni de gaieté de cœur, ni avec la légèreté impertinente du maréchal de La Feuillade, que Louis XIV a délaissé les Messinois.

Tant qu'il a pu stipuler en leur faveur, il l'a fait; lors même qu'il n'avait plus le droit de le faire légalement, en quelque sorte, il se sentait encore lié envers eux par une obligation morale. Le 4 janvier 1678, parmi les offres d'accommodement qu'il proposait à la médiation du roi d'Angleterre, « il s'engageait à évacuer la Sicile à condition qu'on pourvoirait à la sûreté des habitants de Messine, et qu'on garantirait leurs priviléges[1]. » L'intérêt de la France ayant exigé que Messine fût évacuée, Louis XIV n'avait plus aucun titre pour parler au nom de la cité qui était rentrée sous la souveraineté du roi d'Espagne; mais il se croyait tenu de parler pour les particuliers qui s'étaient compromis au service de la France; au mois d'août encore, « il demandait, par un article exprès, que les exilés de Messine fussent rétablis dans leur patrie, leurs biens, leurs droits et leurs charges[2]. » Ce ne fut qu'au mois de septembre, six mois après l'évacuation de la Sicile, à ce moment critique où les traités récemment conclus allaient être déchirés, les hostilités reprises entre la France et l'Espagne, et la guerre générale de nouveau déchaînée, que Louis XIV se vit contraint de céder à la résistance des Espagnols sur la difficulté des Messinois : « J'aurois désiré, écrivait-il à ses ambassadeurs, que ces exilés eussent pro-

[1] Mignet, t. IV, p. 527.
[2] *Idem*, p. 645.

fité de ma protection pour leur rétablissement dans leur patrie; mais comme l'intérêt général de toute l'Europe ne doit pas être assujetti à celui de quelques particuliers, je vous permets encore de réduire ce point aux termes les moins désavantageux, ou de vous en désister tout à fait lorsque vous ne pourrez rien obtenir en leur faveur[1]. » La protection de Louis XIV ne manqua jamais à ceux qui s'étaient retirés dans son royaume; ils furent toujours traités, non comme des étrangers, mais comme les hôtes de la France, mieux encore, comme des Français.

[1] Lettre du 9 septembre; *id.*, p. 652.

CHAPITRE XII

Effectif de l'armée au 1er janvier 1678. — Violences dans les enrôlements. — Négligence des officiers. — Préparatifs pour le siége de Gand. — Instruction pour le maréchal d'Humières. — Départ du roi et de la cour. — Attitude de l'Angleterre. — Départ de Louvois. — Louis XIV à Metz. — Retour précipité en Flandre. — Investissement simultané de Luxembourg, Namur, Mons et Ypres. — Investissement et capitulation de Gand. — Siége et prise d'Ypres. — Retour de Louis XIV à Saint-Germain. — Effet de la prise de Gand et d'Ypres en Angleterre et en Hollande. — Propositions du roi. — Surprise de Leeuw. — Le maréchal de Navailles en Catalogne. — Siége et prise de Puycerda. — Louis XIV reparaît en Flandre. — Arrivée d'un ambassadeur hollandais. — Dégradation des places qui doivent être rendues aux Espagnols. — Graves difficultés au sujet de la Suède. — Alliance offensive entre l'Angleterre et les Provinces-Unies. — Blocus de Mons. — Signature de la paix entre la Hollande et la France. — Le maréchal de Luxembourg attaqué par le prince d'Orange. — Bataille de Saint-Denis. — Le maréchal de Luxembourg et les nouvellistes de Paris. — Chicanes des Espagnols. — Signature de la paix entre la France e l'Espagne. — Guerre d'Allemagne. — Belles manœuvres du maréchal de Créqui. — Combat de Rhinfeld. — Marche sur Offenbourg. — Combat d'Ortenberg. — Prise de Kehl, du pont de Strasbourg et des forts. — Retraite du duc de Lorraine. — Signature de la paix entre le roi de France, l'Empereur et l'Empire. — Protestation du duc de Lorraine. — Résistance de l'Électeur de Brandebonrg. — Combat de Minden. — Signature de le paix entre l'Électeur de Brandebourg, la France et la Suède. — Rétablissement de la paix générale. — Humiliation de Charles II. — Observations sur la guerre dite de Hollande. — Les flatteurs de Louis XIV et de Louvois. — Mariage de mademoiselle de Louvois. — Disgrâce du maréchal de Luxembourg. — Affaire des poisons. — Humilité du maréchal de Luxembourg. — Disgrâce de M. de Pomponne — Colbert de Croissy. — Prépondérance de Louvois.

Au 1er janvier 1678, Louis XIV avait sous les armes 279,610 hommes, ainsi répartis : infanterie, 219,250;

maison du roi et gendarmerie, 3,420; cavalerie légère, 47,100; dragons, 9,840. Sur ce nombre, 100,000 hommes d'infanterie et 16,370 hommes de cavalerie étaient destinés aux garnisons; il restait donc, pour le service en campagne, 119,250 fantassins et 43,990 cavaliers [1]. C'était avec ces forces redoutables, les plus nombreuses qu'il eût encore eues à sa disposition, que Louis XIV se préparait à recommencer pour la septième fois la lutte engagée depuis 1672. Quel sujet d'étonnement pour l'Europe et quelle matière à réflexion pour ses hommes d'État! Au lieu d'épuiser les ressources de la France, la guerre semblait les accroître; après chaque campagne, elle reparaissait plus forte sur les champs de bataille. Telle était l'apparence, telle n'était pas au fond la réalité. La France avait besoin de la paix; les efforts gigantesques et, pour ainsi dire, contre nature, auxquels elle se condamnait pour imposer à la coalition, ne pouvaient être longtemps soutenus sans tarir les sources mêmes de la vie nationale. Il en est de la richesse en hommes comme de la richesse en finances; c'est un dangereux procédé que de faire brèche au capital.

Tous ces soldats étaient supposés s'être enrôlés volontairement; pour combien d'entre eux la supposition s'accordait-elle avec la vérité? Au mois de janvier 1677, Louvois écrivait au lieutenant de police, M. de La Reynie : « L'intention du roi n'est pas de tolérer les friponneries qui se font dans Paris pour les levées, et Sa Majesté trouve bon que tous ceux qui sont présente-

[1] *Bibl. du Dépôt de la Guerre*, mss., Tiroirs de Louis XIV, t. II n° 59.

ment dans les prisons et qui seront pris à l'avenir pour ce fait-là, soient punis suivant la rigueur des ordonnances contre de pareils crimes[1]. » Au mois de décembre de la même année, Louvois écrivait à l'intendant d'Oppède : « C'est une fort méchante excuse à un soldat, pour appuyer sa désertion, que de dire qu'il a été pris par force; et, si l'on vouloit admettre des raisons de cette qualité, il ne resteroit pas un seul soldat dans les troupes du roi, puisqu'il n'y en a presque pas un qui ne croie avoir quelque bonne raison pour réclamer contre son enrôlement[2]. » Les officiers qui s'abaissaient à ces « friponneries, » disons mieux avec Louvois lui-même, à ces « crimes, » ne devaient pas être très-scrupuleux ni très-larges pour l'entretien de ces misérables enlevés de vive force ou par surprise. Il est vrai que leur négligence était sévèrement châtiée par le ministre; mais, quelque active et bien informée que fût sa vigilance, l'œil du maître ne pouvait tout voir; il lui échappait encore bien des abus, sinon dans le grand jour de la vie en campagne, au moins dans l'ombre difficile à éclairer des garnisons.

On a vu qu'après la prise de Saint-Ghislain, le baron de Quincy avait été nommé par Louvois pour commander pendant l'hiver la cavalerie des places sur la frontière du Hainaut; on sait aussi quel était ce per-

[1] 31 janvier 1677. *D. G.* 517. — Louvois à La Reynie, 25 mai 1678 « Sa Majesté estime que vous ne sauriez faire une trop sévère punition des gens qu'Auzillon a menés au Châtelet, après avoir trouvé des gens qu'ils avoient pris par force et enfermés à Aubervilliers, puisque, en même temps qu'ils troublent le repos public, ils décrient la levée des soldats par leurs violences. » *D. G.* 574.

[2] 18 décembre 1677. *D. G.* 530.

sonnage, soupçonneux, insociable, irrité, rigoureux, voyant partout le mal où il était, quelquefois où il n'était pas, et l'exagérant toujours, de sorte que ses opinions ne pouvaient jamais être accueillies ni comme absolument fausses, ni comme absolument vraies. Voici le rapport qu'il adressait à Louvois, le 1er janvier 1678, quelques jours à peine après avoir commencé son service : « Les commandants trouvent dans les troupes du roi deux puissants ennemis à combattre, particulièrement dans la cavalerie, qui sont la paresse ou plutôt la délicatesse, et surtout l'intérêt du capitaine; car, pour ne point perdre un cheval de leur compagnie, ils laisseront perdre une occasion considérable. L'on fait une volerie exécrable de l'argent du roi partout; l'on le joue en tous lieux en poignées de pistoles, et sa cavalerie demeure à pied et toute nue; c'est une pitié de la voir autant délabrée qu'elle l'est. Je soutiendrai devant toute la France que tout ce que j'en ai vu à Saint-Guillain ne peut pas être qualifié du nom de cavaliers, mais bien de misérables gueux, sans armes, sans bottes et sans habits, montés sur des chevaux entièrement ruinés, et des compagnies les plus fortes de vingt hommes. Les commissaires qui mandent le contraire à Votre Excellence ne sont pas serviteurs du roi, mais voleurs de son patrimoine et même de son honneur. C'est une infection de domestiques montés sur des chevaux de leurs maîtres, qui forment un quart de compagnie[1]. » L'irritation du baron de Quincy était évidemment sincère, et sans doute sur

[1] *D. G.* 595.

quelques points fondée; mais n'était-elle pas excessive? Elle l'était certainement en ce qui concernait Saint-Ghislain, où commandait un homme qui n'aurait point toléré de semblables abus, et dont Louvois disait publiquement qu'il ne connaissait pas « un officier plus exact ni plus appliqué que M. de Catinat. » Il n'est pas impossible que cette louange même ait aigri l'humeur d'un misanthrope toujours porté à contredire, et qu'elle ait provoqué le rapport qu'on vient de lire comme une réponse désobligeante pour le ministre et pour son favori. Quoi qu'il en soit, Catinat n'en souffrit guère, car il fut, quelques jours après, confidentiellement averti par Louvois de se tenir prêt à servir comme major général dans l'armée qui allait se rassembler en Flandre, sous le commandement provisoire du maréchal d'Humières.

Louvois voulait, par un coup d'éclat, prouver à l'Angleterre et à la Hollande que le meilleur parti à prendre pour elles-mêmes et à conseiller aux Espagnols, afin de sauver ce qui restait des Pays-Bas à l'Espagne, c'était d'abandonner au roi, par une paix promptement conclue, la plus grande partie de ses conquêtes, plutôt que de lui donner, en continuant la guerre, l'occasion d'en faire de nouvelles et de plus considérables. Conquérir la paix en avançant, et non l'acheter en reculant, telle était la politique, renouvelée de l'ancienne Rome, que Louvois montrait à Louis XIV comme la plus expéditive, la plus efficace et la plus glorieuse. La place qu'il avait marquée à prendre, c'était la capitale même, la tête et le cœur de la Flandre, Gand. A lui doit revenir le principal honneur

et de la conception, et de la direction, et de la complète exécution de ce grand dessein. Le siége de Saint-Ghislain en avait été le prélude et l'essai; il avait parfaitement réussi. Les moins avisés comme les plus habiles se disaient que la prise de Saint-Ghislain, soudaine, en plein hiver, ne s'expliquait pas, si elle n'était en quelque façon la première opération d'un plus grand siége, et que Saint-Ghislain n'étant, à proprement parler, qu'un ouvrage avancé par rapport à Mons, c'était Mons qui allait être assiégé. Telle était l'opinion unanime, et Louvois s'en félicitait; car il faisait tout pour la justifier; les instructions de Catinat et du baron de Quincy avaient pour principal objet le blocus de Mons.

Cependant le siége de Saint-Ghislain avait montré une fois de plus à Louvois que le premier élément du succès dans de pareilles entreprises, c'était le secret, et que le plus grand obstacle au secret, c'était beaucoup moins les mouvements des troupes que les préparatifs pour les faire vivre. Il y avait là, pour un ennemi clairvoyant, toute une série d'indices révélateurs qu'il fallait absolument supprimer. Dès le 7 décembre 1677, Louvois écrivait à Saint-Pouenge : « Vous avez vu la peine où l'on a été pour pouvoir fournir du pain aux troupes qui devoient investir Saint-Ghislain, sans que la cuisson de ce pain donnât connaissance du dessein que l'on avoit; et comme le roi est bien aise de prévenir cet inconvénient pour la première entreprise qu'il voudra faire l'année prochaine, je vous prie d'examiner avec [le munitionnaire] Bertier ce que l'on pourroit faire de mieux pour cela. Il ne me vient point d'antre expédient dans l'esprit que de faire biscuiter le pain

assez pour qu'il se puisse garder une couple de mois, d'en faire faire le travail dans la citadelle de Tournai et de Lille, de le mettre dans des tonneaux ou dans des caisses, lesquelles on chargeroit sur les rivières cinq ou six jours devant que l'on en eût besoin, sans que personne de la ville eût connoissance de ce qui seroit dedans. Il faudroit écrire dessus que ce sont des souliers, ou des sacs à terre, ou telle autre chose que vous estimeriez à propos. Quatre-vingt ou cent mille rations suffiroient, ce me semble[1]. » Des apprêts mystérieux du côté de Gand; du côté de Mons et au delà, des apprêts publics : à Saint-Ghislain, Louvois faisait construire vingt fours, autant à Condé; dans l'une et dans l'autre de ces places, à Charleville, à Metz, s'accumulaient des farines et des munitions de guerre, des boulets, des bombes, des pièces de gros calibre[2].

Les années précédentes, les troupes ne s'étaient mises en mouvement qu'à la veille de l'action, afin d'attirer le plus tard possible l'attention des Hollandais, renfermés dans leurs quartiers d'hiver; cette année, au contraire, le prince d'Orange ayant laissé la plus grande partie de son armée dans les Pays-Bas espagnols, les troupes françaises s'ébranlèrent de bonne heure, afin d'alarmer et de fatiguer l'ennemi[3]. Le

[1] *D. G.* 534.

[2] Louvois à Le Peletier, 23 décembre 1677. *D. G.* 534.

[3] De même sur le Rhin, afin d'épuiser d'avance l'armée impériale; le 3 janvier 1678, Louvois écrivait au baron de Montclar: « Les moindres préparatifs à Brisach pour du canon et des munitions de guerre, la marche de quelques gens commandés, feront remuer tout ce qui est en Souabe et derrière Offenbourg; et quand ils seront tous assemblés, vous pourrez renvoyer les troupes dans leurs quartiers. Quand, au bout de dix ou douze jours, vous apprendrez que les ennemis seront retournés chez

maréchal d'Humières eut pour première instruction de faire, tous les dix ou quinze jours, quelque mouvement du côté de Mons, de Halle ou de Bruxelles; tous les intendants de la frontière eurent ordre de rassembler deux ou trois fois quinze mille pionniers et dix-sept cents chariots[1]. « Un homme plus clairvoyant que M. de Villa-Hermosa et moins saisi de terreur, disait Louvois, ne donneroit pas dans des panneaux de cette nature; mais, en l'état où sont les choses, les moindres apparences le persuaderont de tout ce que l'on désirera. »

Le secret du siége de Gand fut resserré d'abord entre trois personnes, Louis XIV, Louvois et l'intendant de Flandre, Le Peletier, dont le concours était de bonne heure indispensable; le maréchal d'Humières n'y eut part qu'au commencement du mois de février. Le 4, Louvois lui adresse une longue dépêche, un chef-d'œuvre, le *scenario* détaillé d'une action simple au fond, multiple dans la forme, dont le théâtre s'étend de Brisach à la mer; et sur cette vaste scène, Louvois indique à l'avance, jour par jour en quelque sorte pendant trois semaines, les mouvements de cent mille per-

eux, vous pourrez recommencer ce manége. Enfin, de façon ou d'autre, vous pouvez, sans faire faire des fatigues considérables aux troupes du roi, donner une si grande agitation aux Impériaux, que vous les ruiniez tout à fait. »

[1] Louvois à Humières. 4 janvier. — Louvois à Breteuil, 23 janvier. Demander à l'Artois trois mille pionniers; prendre de bons hommes entre vingt ans et quarante; déclarer « que d'ici à six semaines de temps, le « premier qui manquera à marcher au premier ordre sera envoyé aux « galères, et la communauté dont il sera, taxée à cent francs d'amende. » Il faut que, par chaque centaine, il y ait soixante bèches ou louchets, vingt pics ou pioches et vingt pelles de bois ferrées. *D. G.* 534.

sonnages, à commencer par le roi, qui consent à y jouer son rôle, non dans les splendeurs du dénoûment, mais dans l'agitation fatigante de la péripétie. Après le roi, les princes et les maréchaux; mieux encore ! la reine elle-même, et madame de Montespan, et les dames du palais et les courtisans; car tous doivent paraître, depuis les premiers acteurs jusqu'aux simples comparses qui n'ont d'autre mission que de faire foule et d'animer la scène. Le 7 février, Louis XIV part de Saint-Germain avec la reine et la cour. Où va-t-il? En Lorraine ! première surprise. Louvois, le directeur de cette troupe illustre, demeure quelques jours encore à Paris, en apparence pour assister sa belle-mère dans les difficultés d'une succession litigieuse; en réalité, pour être plus rapproché du centre de l'action, et pour surveiller l'attitude d'un comédien jaloux et inconstant, le roi d'Angleterre, qui passe d'un rôle à un autre et n'en joue bien aucun, mais dont la brusque entrée sur le théâtre pourrait déranger les combinaisons et compromettre le succès du drame[1].

« Rien ne peut être plus utile au service du roi, mandait Louvois à Barillon, le 13 février, que d'empêcher que le Parlement d'Angleterre ne s'accorde

[1] Louvois à Barillon, 28 janvier : « Je me proposois de partir suivant ma coutume au même temps que Sa Majesté ; mais la mort de madame la marquise de Sablé donnant des affaires fort importantes à madame la marquise de Boisdauphin, ma belle-mère, qui a besoin de mon assistance pour les mettre en quelque sorte d'état, je crois que je serai nécessité de supplier Sa Majesté de trouver bon que je reste après elle cinq ou six jours pour cela. Vous me ferez un grand plaisir de me donner part de ce qui se passera en Angleterre depuis que vous recevrez cette lettre jusqu'au 20 du mois prochain, dans lequel temps je fais mon projet d'avoir joint Sa Majesté auparavant son arrivée à Toul. » *D. G.* 534.

avec le roi de la Grande-Bretagne pour faire la guerre à la France; et quand l'on ne pourroit pas l'empêcher tout à fait, ce seroit toujours un grand bien d'en différer la résolution douze ou quinze jours, et de mettre par là le roi d'Angleterre hors d'état d'envoyer un secours aux Espagnols qui puisse rendre plus difficiles les entreprises que le roi projette dans le mois prochain. Cela est d'une telle conséquence que non-seulement l'argent que le roi a laissé à votre disposition, mais encore tout celui qui sera nécessaire pour y parvenir, ne doit point être épargné[1]. » Le 10 janvier, un traité d'alliance avait été signé à La Haye, entre l'Angleterre et les Provinces-Unies, pour le rétablissement de la paix générale. Le 7 février, Charles II avait ouvert le Parlement par une harangue belliqueuse, et demandé des subsides pour armer immédiatement quatre-vingt-dix vaisseaux et trente ou quarante mille hommes. Les Anglais avaient une grande colère contre la France, mais une plus grande méfiance encore de leur propre souverain; ils répugnaient à lui donner leur argent, même pour faire la guerre à la France. Après une vive discussion, la Chambre des communes, sur la proposition d'un vieux parlementaire du temps de Cromwell, fit une adresse au roi pour le prier de ne traiter avec la France qu'après l'avoir réduite aux conditions de la paix des Pyrénées, et de rompre, en attendant, tout commerce avec elle. Cette adresse était si violente et tellement au delà d'une politique raisonnable, que Charles II, rencontrant Barillon, ne put

[1] *D. G.* 534.

s'empêcher de lui dire : « Je crois qu'ils ont perdu l'esprit et que vous leur avez donné de l'argent pour proposer une chose si extravagante[1]. » Le roi d'Angleterre se plaignit hautement en effet que la Chambre des communes voulût porter atteinte à sa prérogative, en lui prescrivant une certaine conduite; et comme il craignait de n'avoir pas de subsides de son Parlement ou de n'en avoir que d'insuffisants et à des conditions onéreuses, il rechercha l'ambassadeur de France, lui affirma que, quoi qn'il parût au dehors, il n'avait pas dessein de faire la guerre, et finit par lui dire « qu'il seroit perdu dans son pays après la paix, si le roi de France ne l'assistoit d'une somme de six millions une fois payée. » En attendant, quoique la Chambre des communes se fût décidée, contre l'avis d'une minorité nombreuse, à lui donner les moyens de faire les armements qu'il demandait, il promit formellement à Barillon qu'il ne se laisserait arracher aucune déclaration de guerre avant le 10 mars[2]. C'était tout ce que souhaitait Louvois. Il avait quitté Paris le 16 février, et fait route à travers la Champagne comme pour rejoindre le roi; mais il n'alla pas plus loin que Bar-le-Duc.

Pendant ce temps-là, Louis XIV poursuivait péniblement son voyage par des chemins effondrés, au grand déplaisir des dames et des courtisans, pour qui s'ajoutait aux ennuis des carrosses embourbés, des mauvais repas, des méchants gîtes, aux indispositions, aux

[1] Barillon au roi, 9 février. *D. G.* 595.
[2] Barillon au roi et à Louvois, 10, 17, 19 février. *D. G.* 595 et 596.

malaises, l'irritation croissante d'une curiosité non satisfaite. Où allait-on? Le soir, le roi lisait ses dépêches chez madame de Montespan; on observait, on prêtait l'oreille; il ne disait rien et ne laissait rien deviner[1]. Après quinze jours, le 22 février, on arrivait à Metz; on y trouvait enfin de grandes nouvelles, un grand spectacle militaire. Partout, de la Meuse au Rhin, les troupes étaient en mouvement; sur le Rhin, le maréchal de Créqui formait ses colonnes à Fribourg et à Brisach; à Metz, le roi passait en revue et faisait marcher vers le nord des troupes nombreuses d'infanterie et de cavalerie. Le 25, ces corps arrivaient en vue de Luxembourg; le 26, le comte de Calvo sortait de Maëstricht avec six pièces de canon, un équipage de pont, quatre mille hommes de pied et quinze cents chevaux; neuf autres escadrons accouraient de Dinant pour se joindre à lui. Mais déjà Louis XIV n'était plus à Metz; on le cherchait au nord-est: c'était au nord-ouest qu'il marchait. Arrivé à Stenay, le 27, il dédoubla sa

[1] Saint-Pouenge à Louvois, 9 février, Provins : « Le roi est arrivé sur les quatre heures après-midi, n'étant parti qu'à dix heures du matin. Les chemins sont si vilains et si rompus que la plupart des équipages de la cour ont eu beaucoup de peine à arriver jusqu'ici. Les carrosses des dames du palais demeurent fort souvent. Le roi a lu ce soir chez madame de Montespan, pendant qu'on jouoit à la bassette, une partie de celles que vous m'avez adressées. » — 13 février, Fère-Champenoise. « Madame de Montespan a encore eu la fièvre la nuit passée, et même l'on dit qu'elle ne l'avoit pas quittée ce matin sur les dix heures lorsqu'elle est partie de Sézanne; elle se porte présentement mieux. » — 15 février, Vitry. « Vous aurez appris par les lettres que je vous ai écrites hier que la santé de madame de Montespan étoit beaucoup meilleure; elle a pris aujourd'hui médecine, dont elle se porte bien. M. Charuel me marque que la chaussée de Commercy est très-bien rétablie par les soins que M. le cardinal de Retz en a fait prendre. » — 18 février, Commercy. « Madame de Montespan se porte fort bien et a été aujourd'hui pendant la marche dans le carrosse de la reine. » *D. G.* 595 et 596.

suite; la reine, les dames, les gens de cour, dans leurs carrosses, devaient gagner Lille à petites journées par Cambrai et Arras; le roi et les militaires, à cheval, prenaient une autre route; le 28, ils firent quatorze lieues tout d'une traite. Le 2 mars, ils étaient à Saint-Amand, au delà de Valenciennes : « Sa Majesté est extrêmement fatiguée, mandait Saint-Pouenge; elle a avoué, en arrivant ici, qu'elle n'a de sa vie tant souffert. » Mais Gand était investi depuis la veille; ni le roi ni les officiers ne songeaient plus à la peine qu'ils avaient eue d'aller jusqu'à Metz pour revenir en Flandre.

Tout marchait d'ensemble. Le 27 et le 28 février, des courriers étaient arrivés coup sur coup à Bruxelles: Luxembourg investi! Ypres, Mons, Namur investis! Auquel entendre? auquel croire? Tous avaïent raison : de Halle, au sud de Bruxelles, on entendait distinctement le canon de Namur et de Mons. Quelques escadrons de cavalerie française, déployés en rideau, attiraient sur leurs lignes sans profondeur le feu des places; derrière eux passaient rapidement les troupes qui de tous les points de la frontière marchaient à Gand; quand elles avaient défilé jusqu'au dernier homme, ils se repliaient et disparaissaient à leur tour. Chaque soldat emportait du pain ou du biscuit, et chaque cavalier, en outre, de l'avoine pour cinq jours.

Louvois présidait lui-même à ce mouvement admirable; il s'était porté le 28 février, au point de concentration, à Oudenarde. Le même jour, le gouverneur de Gand envoyait sa cavalerie au secours d'Ypres; il lui restait cinq cents hommes pour toute défense; mais

il se croyait si peu menacé! Louvois écrivait d'Oudenarde, le 1er mars, au chancellier Le Tellier : « Dans tout le pays, tout le monde a été si fort persuadé du siége de Namur et de celui de Mons, que l'on n'a eu aucune attention pour ce côté-ci. J'arrivai hier à neuf heures du matin à Tournai, et entendis pendant tout le chemin le canon de Mons qui tiroit sur les troupes qui l'investissoient. J'arrivai à la nuit fermante en ce lieu, où je trouvai les troupes qui sortoient pour l'investiture de Gand, sans que qui que ce soit au monde se doutât de rien. Par un billet que je viens de recevoir, daté d'hier à deux heures, il paroît que la cavalerie de Gand montoit à cheval pour aller au secours d'Ypres, et qu'il n'y a que cinq cents hommes de pied en garnison dans la ville et dans le château. Il y aura aujourd'hui douze mille chevaux autour de la place, demain quarante-huit bataillons; les dix-neuf restants y arriveront après-demain avant midi. Il y aura ce soir au camp sept mille pionniers, et, s'il n'entre point de secours dans la place la nuit prochaine, vous pouvez compter Gand au roi entre-ci et samedi prochain. J'ai trouvé cette ville-ci bien fournie de fourrages; mais le sieur Berthelot, qui ne croyoit pas que l'on pût attaquer Gand, avoit négligé l'exécution d'un ordre que je lui avois donné au mois de décembre dernier d'y mettre quatre mille sacs de farine, et il n'y en avoit que douze cents. Je réparerai cela et me vengerai en argent de l'inquiétude qu'il m'a donnée[1]. » Cette faute de Berthelot, c'était le triomphe de

[1] *D. G.* 534.

Louvois, la preuve que son secret n'avait été ni pénétré ni trahi.

Le 3 mars, il y avait autour de Gand quatre-vingt-quatre escadrons et soixante-sept bataillons; soixante et un escadrons étaient en réserve à Oudenarde; ils pouvaient rejoindre en six heures l'armée de siége. Chaque corps, à son arrivée, avait trouvé son campement indiqué sur le terrain d'après un plan dressé à l'avance par Chamlay. Quelque étendue qu'il eût fallu donner à la circonvallation, à cause des canaux, des rivières, des inondations et de la grandeur même de la place, les troupes étaient si nombreuses, qu'il avait été nécessaire de les établir, contre l'habitude, sur deux lignes. Louis XIV arriva au camp le 4 mars; les maréchaux d'Humières, de Luxembourg, de Schönberg et de Lorge commandaient sous ses ordres les différents quartiers qui communiquaient entre eux par des ponts de bateaux et des digues à travers les terrains inondés. Deux jours furent consacrés à ces premiers travaux et à l'achèvement de la circonvallation seule; car les précautions d'usage étaient superflues du côté de la place. Le 5 au soir, Vauban fit ouvrir la tranchée entre la Lys et l'Escaut. Dans la nuit du 8 au 9, les dehors furent emportés sans beaucoup de résistance; le lendemain matin, la ville capitula, et deux jours après, le château. Lorsque la garnison sortit, le gouverneur, don Francisco de Pardo, « vieil et barbu, » s'approcha de Louis XIV et lui fit ainsi son compliment : « Je viens rendre Gand à Votre Majesté; c'est tout ce que j'ai à lui dire. »

« Voilà ce qui s'est passé jusqu'à présent, mandait

Louvois au maréchal de Navailles ; à quoi j'ajouterai que cette conquête n'a pas coûté au roi la vie de quarante hommes, et qu'il n'y en a pas cent dans l'hôpital. Je ne vous mande rien des démarches que les ennemis ont faites pour secourir cette place, parce que, s'étant laissé tromper par les démonstrations que le roi avoit faites en envoyant des troupes dans le pays de Liége, et par la marche de Sa Majesté en Lorraine, ils se sont tellement éloignés d'ici, que l'on n'a plus entendu parler pendant tout le siége du peu de troupes qu'ils ont pu mettre ensemble. » Dès l'instant que Gand avait pu être investi, Gand était pris ; tout ce qu'il y avait d'intéressant s'était fait avant le siége, presque rien dans le siége même.

« Voilà ce qui s'est passé jusqu'à présent, » disait Louvois; il y avait donc une suite dont il ne parlait pas au maréchal de Navailles. A peine le château de Gand avait-il capitulé, que Louis XIV donnait l'ordre au marquis de La Trousse d'investir Ypres avec dix mille chevaux; en même temps, deux autres corps de cavalerie étaient envoyés devant Bruges et devant Dixmude. Le maréchal d'Humières demeura sous le canon de Gand avec vingt-sept bataillons et quarante escadrons. Louis XIV, suivi du reste de l'armée, se porta sur Ypres ; la place était forte, la garnison nombreuse et résolue ; aussi ce second siége fut-il plus sérieux et plus sanglant que le premier. Les travaux d'approche commencèrent le 18 mars, du côté de la citadelle; mais le terrain, déjà marécageux, était tellement détrempé par les pluies, qu'il fallut construire, du parc de siége aux batteries, un chemin de madriers, et gar-

nir de fascines le fond même de la tranchée. Pendant les deux ou trois jours qui furent employés à ces pénibles labeurs, le feu rapide et bien dirigé des canonniers espagnols, auxquels les assiégeants ne pouvaient encore répondre, tua une centaine d'hommes parmi les travailleurs; mais, les batteries ayant été armées, vingt-deux pièces de gros calibre et douze mortiers firent en quelque trente heures un tel ravage dans la citadelle, que le 23 au matin, suivant l'expression de Louvois, « elle parut toute défigurée. » Le même jour, Vauban ouvrit la tranchée contre la ville, afin de diviser les forces de la garnison. La disposition du terrain ayant permis de l'ouvrir à courte distance, elle fut poussée dès la première nuit si près du glacis, que Louis XIV résolut de faire attaquer les dehors de part et d'autre dans la nuit du 24 au 25. Du côté de la ville, le chemin couvert fut emporté sans beaucoup de pertes; mais, du côté de la citadelle, il fut énergiquement disputé; la compagnie des grenadiers à cheval y laissa vingt-deux morts, plus du tiers de son effectif; ils s'étaient fait tuer sur le corps de leur capitaine, M. de Riotort; les mousquetaires furent aussi braves et moins malheureux. Ce combat de nuit, long et meurtrier, fut décisif; le 25, au point du jour, les assiégés capitulèrent pour la ville et pour la citadelle; ils sortirent le lendemain au nombre de seize cents hommes valides et de six cents blessés.

Même après la conquête d'Ypres, la prise, ou plutôt la surprise de Gand restait le grand événement politique et militaire de cette étonnante campagne. Les Français étaient ravis, les étrangers consternés, tous,

de gré ou de force, en admiration devant le génie de Louvois; car c'était bien l'œuvre de son génie; et tels étaient, dans cette œuvre, l'imprévu et la nouveauté des faits, et, pour ainsi dire, l'invraisemblance de la vérité même, que l'imagination la plus inventive y aurait vainement ajouté un détail qui ne fût au-dessous de la réalité. Voici ce que le maréchal de Navailles écrivait à Louvois, le 23 mars: « Nous avons appris la réduction de Gand presque aussitôt qne le siége; la marche de Sa Majesté du côté de l'Allemagne, et l'investiture de quatre ou cinq grandes places en Flandre en même temps, est une chose si surprenante, qu'elle met à couvert la conduite des ennemis, n'y ayant point de tête ni de force qui puisse parer à une manœuvre aussi extraordinaire que celle-là. Je ne saurois assez admirer l'investiture d'une aussi grande place que Gand, coupée par plusieurs canaux et rivières, où il faut une très-grande quantité de ponts, et qu'une armée de soixante ou quatre-vingt mille hommes tombe dessus sans que l'on puisse rien jeter dedans, que tous les vivres, canons et autres munitions nécessaires arrivent en même temps, et que pas une de toutes les troupes qui composent cette grande armée ne sachent où elles vont qu'en arrivant devant la place. Ce sont de ces choses que nous n'avions jamais vues et dont les histoires ne font aucune mention. » Dans cet éloge, en apparence si voisin de la flatterie, il n'y a pas un mot de trop[1].

[1] Le siége de Gand tirait à sa fin, lorsque Louvois reçut au camp un livre tout frais éclos, la *Princesse de Clèves*, que lui envoyait son frère, l'archevêque de Reims. Il lui répondit, le 10 mars : « J'ai reçu le roman

Louis XIV, aussitôt après la prise d'Ypres, confia le commandement de l'armée au maréchal de Luxem-

de la *Princesse de Clèves;* je vous remercie de la part que vous m'avez bien voulu donner de cette nouveauté; mais j'aurai de la peine à vous en dire mon sentiment, les occupations que j'ai ici ne me laissant pas la liberté de donner attention à de pareilles choses. » *D. G.* 572. — Il se préoccupait, lui aussi, d'achever son roman. Le roman serait-il complet cependant, si l'on négligeait, comme peu digne d'intérêt et d'estime, cette partie de l'expédition royale que Louis XIV avait laissée en arrière pour monter à cheval? Tout appartient à l'histoire, dans la vie de Louis XIV, même ses misères et ses faiblesses. Tous ceux qu'il a tenus à son service, à quelque titre que ce soit, hommes et femmes, grands et petits, ministres et généraux, maîtresses et valets, ont leur place autour de sa mémoire comme ils avaient leur place autour de sa personne. Il faut s'occuper d'eux au moins par incidence; il faut parler de cette pauvre reine qui a si peu fait parler d'elle, si dolente, si pâle, si éteinte dans le rayonnement de sa plus brillante rivale, madame de Montespan, mais si touchante par ses affections d'épouse et de mère. Villacerf, son premier maître d'hôtel, écrivait à Louvois, de Cambrai, le 10 mars : « Votre courrier qui a apporté la prise de la ville de Gand est arrivé à minuit. La reine étoit couchée et endormie, aussi bien que madame de Montespan; je les ai toutes deux éveillées pour leur apprendre cette nouvelle et leur rendre les lettres du roi. L'on ne peut avoir plus de joie qu'elles en ont témoigné; je crois que vous en êtes bien persuadé. Je ne puis vous dissimuler la mienne, monseigneur, étant dans vos intérêts comme j'y suis; tout ce que je vous demande est de vous conserver. Je vous informerai régulièrement de tout ce qui se passera à notre petite cour; selon les apparences, il n'y aura pas de grandes nouvelles. La reine est logée dans l'archevêché, et il n'y a que madame de Montespan qui y soit avec elle. Je trouve la reine un peu de meilleure humeur ce voyage-ci que les autres. Elle a pourtant sur le cœur d'être à quarante lieues de M. le Dauphin et à trente du roi. Madame de Béthune, de l'humeur dont le roi la connoît, contribue un peu à sa mauvaise humeur; cependant je la trouve moins susceptible de fâcherie qu'à l'ordinaire; ce qui nous pourroit faire croire qu'elle changeroit si elle étoit plus jeune. » Voilà comment l'infortuné Villacerf, le berger de ce troupeau, le gardien de ce sérail, se vengeait en épigrammes de ses tribulations quotidiennes; car il avait plus de peine à faire marcher une vingtaine de femmes de Cambrai à Lille, que n'en avait eu Louvois à remuer cent mille hommes de Brisach à Dunkerque. « Il n'a pas été au possible de la reine de partir demain, écrivait-il le 12 au soir; Sa Majesté a pris le parti d'aller lundi coucher à Arras et mardi à Lille. Elle l'écrit ainsi au roi. Il ne tiendra pourtant pas à moi qu'elle n'aille en un jour à Lille; mais c'est une étrange chose que d'avoir affaire à des femmes; je louerai Dieu quand vous m'en aurez délivré. » Le

bourg. Tandis que Louvois allait visiter Gand, Oudenarde, Condé, Saint-Ghislain, Valenciennes et Cam-

13, nouvelle difficulté : « La reine sera demain sans faute à Arras; mais, selon toute apparence, Sa Majesté n'ira pas de là à Lille en un jour. Ce n'est pas qu'elle ne le veuille, parce qu'elle croit fâcher le roi en ne le faisant pas; c'est une marque de sa foiblesse ordinaire. Si le roi y étoit, elle y arriveroit jour ou nuit. Depuis cette lettre écrite, j'ai vu madame de Montespan sur la journée d'Arras à Lille, qui est d'avis de ne la pas faire, par l'impossibilité qui s'y trouve. Ainsi, selon les apparences, la reine sera mardi à Lens et mercredi à Lille. » Enfin le 16 on est à Lille. Tandis que la reine se repose de ses fatigues, faisant tout au plus quelques tours de promenade « dans le jardin de M. l'intendant, » madame de Montespan, vaillante, active, veut aller à Oudenarde; elle aurait même grande envie de pousser jusqu'à Gand, pour voir et se faire voir; mais le temps manque, et Villacerf s'inquiète; il ne peut s'éloigner de la reine, et cependant il faut qu'il rende compte de tous les pas de la favorite. « L'on vient de partir, écrit-il à Louvois le 20 mars, et l'on me donne la lettre ci-jointe pour l'envoyer par un exprès. Madame la comtesse [de Soissons] seule est de la partie. L'on ne reviendra, selon les apparences, que mardi, parce que l'on ne pourra faire à Oudenarde ce que l'on aura à y faire et venir coucher ici; mais l'on couchera demain à Courtrai, en sorte que l'on sera ici mardi de bonne heure. » Il y a encore dans cette petite cour un autre personnage à noter, un autre familier du sérail, M. de Langlé, le rival de Dangeau dans l'art du courtisan et du joueur, le connaisseur en ajustements, que madame de Montespan ne manque jamais de consulter sur le choix d'une étoffe ou sur la coupe d'un grand habit; celui-là, tandis que les autres exposent leur vie dans les tranchées de Gand et d'Ypres, celui-là n'expose que ses pistoles aux chances de la *bassette*. Villacerf écrit à Louvois, le 14 mars : « M. de Langlé perdit hier dix-huit cents pistoles à la bassette. » Saint-Pouenge écrit, le 30 mars : « M. de Langlé, qui taille, perdit avant-hier deux mille sept cents pistoles, dont madame de Montespan et madame la comtesse gagnèrent une bonne partie. » *D. G.* 596-597. — Ainsi va le monde sous Louis XIV; la guerre et la politique d'un côté, le jeu et la galanterie de l'autre; un air de littérature par dessus tout; la prise de Gand, la *bassette*, la *Princesse de Clèves*, voilà ce monde en abrégé. Celui qui mêle toutes ces choses ensemble est l'homme accompli, l'honnête homme, suivant une expression tellement particulière à ce temps-là, qu'elle pouvait s'appliquer, par exemple, au maréchal de Luxembourg. Le sens des expressions change avec les temps et les mœurs. Le maréchal de Luxembourg sera toujours un personnage illustre; on ne mettra jamais en doute qu'il ait été un grand général, un parfait courtisan, bien vu des femmes, spirituel, homme de goût, attentif aux bons ouvrages et presque un écrivain lui-même; qui oserait dire aujourd'hui que le maréchal de Luxembourg était un honnête homme?

brai, le roi rejoignait à Lille la reine et la cour; le 7 avril, il rentrait à Saint-Germain, deux mois juste après son départ pour Metz. Les diplomates avaient le champ libre; par une déclaration du 9 avril, Louis XIV s'engageait à ne reprendre pas avant le 10 mai les hostilités en Flandre. Quel effet avait produit sur les hommes d'État et sur l'opinion publique, en Angleterre et en Hollande, la prise de Gand et d'Ypres? En Angleterre, une émotion violente; trois mille hommes furent envoyés à Ostende, des commissions délivrées pour la levée d'une vingtaine de régiments; cependant, au moment de déclarer la guerre à la France, Charles II ne put se décider, et, pour échapper aux obsessions de son Parlement, il l'ajourna deux fois pendant le mois d'avril, de quinze jours en quinze jours.

Les dispositions de la Hollande, surtout d'Amsterdam, étaient beaucoup moins défavorables à la politique de Louis XIV. Depuis 1674, la bourgeoisie républicaine et commerçante n'avait pas cessé de reprendre des forces, et l'opposition de grandir contre le prince d'Orange. L'indépendance des Provinces-Unies n'étant plus directement menacée par les armes de Louis XIV, elles s'inquiétaient de plus en plus, pour leurs libertés, du pouvoir exorbitant du stathouder; son mariage même, si applaudi, si populaire à Londres, n'avait fait qu'augmenter la défiance publique en Hollande. On en vit bientôt un éclatant témoignage. Lorsque le traité d'alliance conclu le 10 janvier entre l'Angleterre et les Provinces-Unies fut soumis à la sanction des États-Généraux, ils en effacèrent les articles qui avaient un caractère offensif, et le réduisirent aux proportions

d'une simple ligue défensive. On souhaitait le rétablissement du commerce et des bons rapports avec la France; et, si la paix tardait trop à sortir du labyrinthe où les diplomates étrangers, réunis à Nimègue, s'efforçaient de l'égarer et de la retenir, on était tout disposé à lui ouvrir une secrète issue, de concert avec les ministres français. Un traité particulier, c'était tout ce que pouvait désirer Louis XIV; une pièce venant à manquer dans l'échafaudage compliqué de la coalition, tout s'écroulait. Pour achever de gagner les Hollandais et de mettre ses adversaires dans leur tort, le roi fit proposer une trêve générale que les Espagnols et les Allemands repoussèrent avec autant de véhémence que les conditions mêmes de la paix, aux termes desquelles Louis XIV aurait gardé la plus grande partie de ses conquêtes.

Ce n'était qu'en Flandre que le roi s'était engagé à ne point faire de nouveaux progrès; partout ailleurs il demeurait libre d'agir. Louvois avait envoyé des renforts à la garnison de Maëstricht, et donné des ordres formels au gouverneur pour qu'il tînt sans cesse en campagne, dans le duché de Limbourg, et jusque dans le Brabant, des partis chargés d'inquiéter les Espagnols et d'exiger la contribution, sous peine d'incendie. Cependant les succès de cette garnison ne répondaient pas à l'attente du ministre : « Si cela continue, écrivait-il durement à M. de Calvo, je serai obligé d'en rendre compte au roi, et il est impossible que Sa Majesté n'ait de l'indignation de voir ce qui se passe à cet égard; songez donc à changer de conduite. L'on me mande souvent que l'on a brûlé dans un tel village;

mais ce n'est pas là ce qu'il faut pour faire réussir la contribution, il faut brûler les villages entiers, et dès que les peuples verront que l'on prend ce train-là, vous verrez que vos ordres seront exécutés autrement qu'ils ne l'ont été par le passé. Le roi est fort indigné de l'habitude que prennent les partis de cavalerie que vous envoyez à la guerre de se faire battre[1]. » Le comte de Calvo prit à cœur de rétablir la réputation de ses troupes; dans la nuit du 3 au 4 mai, il fit surprendre et forcer, sans artillerie, sans matériel de siége, par un détachement de six cents hommes sous les ordres d'un colonel de dragons, M. de la Bretèche, la forteresse de Leeuw, qui couvrait la frontière du Brabant du côté de Maëstricht. Dès lors tout le pays, jusqu'à Louvain, fut ouvert aux Français et soumis impitoyablement à la contribution.

Vers le même temps, les Espagnols perdirent, en Catalogne, une place bien autrement importante. Le maréchal de Navailles n'avait jamais abandonné ses projets sur Puycerda; rebuté par Louvois, en 1676, en 1677, il revint à la charge en 1678. La difficulté qui lui avait toujours été faite était celle-ci : Comment s'arrangerait-il, avec le peu de troupes que le roi pouvait mettre à sa disposition, pour faire le siége régulier d'une place forte, au sud-ouest du Roussillon, et pour garder en même temps, contre une invasion des Espa-

[1] 14 avril. *D. G.* 534. — Il mandait encore à M. de Saint-Rhue : « Sa Majesté s'attend que vous remettrez la cavalerie qui est à Maëstricht sur un autre pied qu'elle n'a été depuis quelque temps, où les cavaliers ont quasi toujours pris le parti de s'enfuir dès qu'ils ont vu les ennemis, en sorte que ça toujours été les dragons qui ont fait la retraite et qui ont donné le temps à la cavalerie de se retirer »

gnols, les passages des montagnes vers la mer? Pendant deux ans, il lui avait été impossible de résoudre ce problème très-sérieux; en 1678, une circonstance fortuite lui en offrit la solution. La Sicile venait d'être évacuée; le maréchal de Navailles obtint, non pas qu'on lui donnât, mais qu'on lui prêtât, pour un ou deux mois, les troupes qui revenaient de Messine à Toulon; désormais le siége de Puycerda n'était plus que difficile. Autant Louvois y avait fait d'opposition, autant, depuis qu'il y avait consenti, se montrait-il impatient d'en voir le succès. Il gourmandait le maréchal, il gourmandait l'intendant, qui ne se pressaient pas assez ou ne lui donnaient pas assez d'informations. « Je ne puis voir qu'avec beaucoup d'étonnement, écrivait-il à l'intendant Beaulieu, que vous ne daigniez pas me mander un mot des mesures que l'on prend pour l'exécution de ce qu'il a plu au roi de commander. Ces négligences ne font pas un bon effet et ne persuadent pas Sa Majesté que l'on songe à ce que l'on fait quand on écrit, n'y ayant pas d'apparence que vous puissiez oublier que votre premier devoir est de lui mander ce qui se dit, ce qui se projette et ce qui se fait dans l'armée. Changez donc de conduite à cet égard, ou Sa Majesté y pourvoira promptement[1]. »

Le maréchal de Navailles ne perdait cependant pas une minute. Tandis que quelques détachements français se montraient au débouché des passages dans la Catalogne orientale, le gros des troupes marchait à l'ouest aussi rapidement que possible par des chemins étroits,

[1] Louvois à Navailles, 27 avril; Louvois à Beaulieu, 27 avril. *D. G.* 534.

difficiles et pleins de neige; il fallut laisser le canon en arrière. Le 29 avril, avant le jour, la colonne d'avant-garde parut devant Puycerda; telle était la sécurité du gouverneur, qu'il avait dansé toute la nuit aux noces d'un officier de son état-major, et qu'il était à peine couché depuis une heure lorsqu'on vint l'éveiller à la hâte; il était investi[1]. M. de Navailles ne fit pas de travaux préliminaires; les montagnes enveloppaient à peu près régulièrement Puycerda, comme une circonvallation naturelle; le maréchal se contenta d'en faire occuper les passages du côté de la Catalogne. Le 30 avril, la tranchée fut ouverte; mais si don Sanche, le gouverneur de la place, avait péché par négligence, il était prêt à racheter sa faute par une défense énergique. M. de Navailles, de son côté, péchait par excès de confiance. Le 3 mai, il fit attaquer le chemin couvert; il le prit, mais ne put s'y maintenir, parce qu'il n'avait pas jugé nécessaire d'ouvrir la communication d'usage entre l'ouvrage conquis et la tranchée. D'ailleurs ses batteries n'étaient pas armées; le canon n'arriva que le 5, grâce aux efforts des Suisses qui s'y étaient attelés, les mules ayant refusé le service. Bientôt les boulets firent brèche; la moitié d'un bastion fut emportée par l'explosion d'une mine; les assiégeants montèrent à l'assaut; ils furent repoussés; des retranchements improvisés fermèrent les plaies béantes de la place; don Sanche s'indignait au mot de capitulation, et toute la garnison partageait son indignation héroïque.

Si le comte de Monterey avait eu quelque part de cette

[1] Louvois à Créqui, 11 mai. *D. G.* 582.

énergie, Puycerda n'eût pas été pris par le maréchal de Navailles; deux ou trois fois, l'armée espagnole s'approcha des passages gardés par les Français; mais, après de simples escarmouches, elle se replia chaque fois; enfin, elle s'éloigna tout à fait, faute de vivres. Pendant ce temps, le canon avait continué son œuvre; de nouvelles mines avaient éclaté; toutes les défenses tombaient en ruines; don Sanche capitula le 28 mai, après un mois de siége; c'était la plus longue et la plus belle défense qu'un gouverneur espagnol eût encore faite sous le règne de Charles II. Il avait mérité tous les honneurs de la guerre; il sortit par la principale brèche, à la tête de la garnison, avec armes et bagages. Il eût coûté trop cher de réparer la place; d'ailleurs Louis XIV n'avait pas l'intention de la garder; il suffisait qu'elle cessât d'être une menace pour le Roussillon. Louvois envoya l'ordre au maréchal de Navailles de la désarmer et de faire sauter toutes les fortifications, « de manière, ajoutait-il, qu'elle ne fût plus qu'un village que les Espagnols ne pussent refortifier qu'en faisant une place toute neuve. » La cour d'Espagne, surprise par ce dernier coup de verge, commençait à se résigner à la paix.

Le 16 mai, Louis XIV avait reparu en Flandre. L'armée royale, rassemblée sous Courtrai, comptait cinquante bataillons et cent escadrons, avec soixante pièces de campagne, dix bouches à feu de gros calibre, et trente pontons de cuivre; quatre bataillons et six escadrons sous Dunkerque, dix bataillons et seize escadrons à Marville, six bataillons et douze escadrons sous Saint-Ghislain, complétaient ce déploiement ex-

traordinaire des forces françaises[1]. Le 11 mai, à la veille de quitter Saint-Germain, Louvois avait écrit à Barillon : « Nous partons toujours demain pour arriver dimanche à Courtrai, et lundi à deux lieues de Bruges ; l'armée s'y rafraîchira quatre ou cinq jours, après quoi elle commencera à marcher; et je suis bien trompé si vous n'entendez dire qu'entre-ci et la fin de ce mois, M. le prince d'Orange aura passé de mauvais quarts d'heure. » Huit jours après, le 19, il écrivait au chancelier Le Tellier : « J'ai fait voir au roi aujourd'hui une nouvelle manière de faire un pont de bateaux de cuivre. Il avoit soixante-trois pieds de large sur la largeur du canal de Bruges, qui est environ seize toises; un bataillon de huit cents hommes y passe sans défiler; l'on y fera passer ce soir un escadron pour voir s'il résistera à la charge des chevaux. C'est la plus belle chose qui ait jamais été inventée; mais apparemment messieurs les Hollandois nous empêcheront d'en profiter si tôt. »

C'est qu'en effet la démonstration militaire de Louis XIV avait moins en vue la guerre que la paix ; elle était plutôt dirigée contre les intrigues des diplomates que contre les troupes du prince d'Orange et des Espagnols; elle était faite surtout pour encourager et déterminer les États-Généraux à traiter séparément avec la France. Le 18, le roi leur adressait, du camp de Deinse, la promesse officiellement renouvelée de borner ses prétentions et ses conquêtes dans les Pays-Bas aux conditions qu'il leur avait déjà

[1] Louvois à Créqui, 16 avril. *D. G.* 534.

fait connaître, alors même que, la paix étant rétablie entre la France et la Hollande, l'Espagne refuserait de s'y associer. Cette déclaration à la main, les amis de la paix battirent à plate couture la minorité des belliqueux et des partisans du prince d'Orange. M. de Beverningk fut nommé pour porter à Louis XIV, dans son camp, la réponse des États, toute remplie de reconnaissance et de respect. Aussitôt après avoir donné audience à cet ambassadeur, le roi, satisfait, quitta de nouveau l'armée pour retourner à Saint-Germain. Il rendit publique et fit imprimer la déclaration qu'il avait adressée aux États-Généraux, en y ajoutant la promesse de n'attaquer aucune place en Flandre pendant toute la durée du mois de juin[1].

On marchait, on courait à la paix. Le versatile Charles II lui-même, qui n'était pas encore un ennemi déclaré, mais qui n'était déjà plus un médiateur, voulut tout à coup redevenir l'ami ou plutôt le pensionnaire de Louis XIV; c'était moins à son alliance qu'à ses subsides qu'il avait hâte de se rattacher[2]. Le 27 mai, après avoir encore une fois prorogé son Parlement, il vendit, moyennant six millions, la neutralité de l'Angleterre au roi de France, dans le cas où la paix ne serait pas faite avant deux mois. Quel trafic de l'honneur et des intérêts d'un peuple! Et quel souverain que ce Stuart dont le premier ministre disait amèrement à

[1] Louvois à Créqui, 5 juin; à Schönberg, 6 juin.

[2] Louvois à Créqui, 28 mai : « Les dispositions guerrières de l'Angleterre paroissent entièrement changées; l'on cherche à rentrer dans les bonnes grâces du roi, et par une conduite toute opposée à celle qui a été tenue depuis quatre ou cinq mois, à faire oublier ce qui s'est passé. » *D. G.* 582.

l'ambassadeur de Louis XIV que, « si Cromwell étoit à la tête de la nation, le roi de France auroit plus de considération pour lui[1]! » La paix! tout le monde la croyait déjà faite, tant elle était souhaitée, surtout en Hollande et en France; mais les mécontents et les diplomates n'étaient pas encore près de rendre la place; le terrain tout autour était semé de piéges et miné par-dessous. Le 29 mai, Louvois écrivait à Villacerf : « Si la reine a été chagrine sur ce que la paix étoit rompue, je ne doute pas que, présentement que les affaires prennent ce chemin-là, sa bonne humeur ne soit revenue; mais il seroit fort à désirer que les gens qui lui parlent de ces sortes de choses lui expliquassent qu'un pareil ouvrage ne vaut rien quand il se fait si promptement[2]. » Le maréchal de Luxembourg, qui commandait l'armée depuis le départ du roi, avait eu ordre de demeurer immobile aux portes de Bruxelles, en attendant l'issue des négociations. Louvois l'invitait seulement à se tenir sur ses gardes : « Quoique les Espagnols et les Hollandois, disait-il, soient bien résolus à accepter la paix, nous ne savons rien encore du dessein de l'Empereur ni des princes de l'Empire; et, par-dessus cela, vous savez qu'il faut des ratifications, et que, pendant des trêves, il est de la prudence d'un aussi habile roi que le nôtre de ne se pas laisser surprendre à ses ennemis. »

Ce n'est pas que Louvois ne crût sincèrement à la paix avec la Hollande et l'Espagne, ni qu'il y apportât le moindre obstacle. Déjà même il avait retiré des

[1] Barillon au roi, 25 avril. Mignet, t. IV, p. 544.
[2] *D. G.* 574.

troupes de Flandre pour les envoyer en Allemagne[1]; il faisait mieux encore, car il réglait d'avance la réforme d'une partie de l'armée[2]; il prenait soin de faire ruiner les fortifications des places qui allaient être rendues à leurs anciens maîtres. Pour quelques-unes, comme Montbéliard et Puycerda, il ne dissimulait pas ses intentions[3]; mais, pour d'autres, pour certaines places de Flandre, il fallait plus de précautions et de secret. Ainsi, pour Charleroi, il recommandait, le 29 juin, au comte de Montal de dégrader les digues, de ruiner les galeries et les contre-mines, mais « surtout, ajoutait-il, conduisez ce travail de manière que l'on ne puisse point dire que le roi vous l'ait commandé. » Ainsi, pour Oudenarde, il recommandait au marquis de Chamilly de faire dommage aux manœuvres d'eau : « Si vous pouviez, lui écrivait-il, le 30 juin, engager sous les radiers quelque bombe et y faire mettre le feu la nuit, cela avanceroit bien la besogne; mais il faut faire cela de manière que personne ne sache qu'on l'a fait exprès, et essayer que les écluses et batardeaux ne tombent qu'après que l'on aura

[1] Luxembourg n'était pas content qu'on lui retirât des troupes; il écrivait ironiquement à Louvois, le 18 juin : « Vous avez peut-être envie que l'armée du roi prenne un autre poste, étant affoiblie aussi considérablement qu'elle va l'être; je n'en vois guère de sûr, à moins qu'on ne la mette à couvert de la Somme. Mandez-moi, s'il vous plaît, quand il faudra y marcher. » *D. G.* 599. — Louvois lui répondait, le 20, sur le même ton : « Les postes derrière la Somme étant assez commandés par le terrain qui est du côté de l'Artois, il me semble que l'on ne pourra pas trouver de sûreté que derrière la rivière d'Oise, la droite à Compiègne, et la gauche à Verberie, faisant tête à la rivière, la forêt derrière soi. Faites un peu réflexion à cette proposition, et m'en mandez votre avis. » *D. G.* 582.

[2] Louvois à Luxembourg, 15 juin.

[3] Louvois à Navailles, 6 juin; à La Grange, 11 juin.

remis la place aux ennemis. » Vauban s'employait lui-même à ces mystères de destruction [1]. Cependant c'était à contre-cœur; non qu'il blâmât ces ruses de guerre aux approches de la paix; mais il gémissait de sacrifier tant de beaux ouvrages, monuments de son génie; il y avait en lui comme une révolte de l'amour paternel. Ne valait-il pas mieux les livrer intacts à l'ennemi, sauf à les lui reprendre plus tard? Ainsi Vauban ne se résignait aux sacrifices de la paix qu'en songeant à les réparer par la guerre. « Ce que j'ai fait de mieux, écrivait-il à Louvois, est d'avoir très-bien reconnu les endroits par où nous pourrons rentrer dans ces places, en faisant de bons plans et des mémoires de leur attaque, qui, étant un jour bien suivis, vaudront moitié besogne faite, et nous conduiront à leur prise en toute sûreté. C'est de quoi vous aurez amples copies quand elles seront faites, mais qu'il faudra garder comme la prunelle de l'œil et comme un trésor inestimable [2]. » Enfin, le 28 juin, Louvois ordonnait au maréchal de Luxembourg de quitter les environs de Bruxelles, d'envoyer quinze bataillons et vingt-neuf escadrons aux ordres du maré-

[1] Louvois à Vauban, 27 juin : « Voir comment l'on pourroit dégrader et détériorer les plus essentielles fortifications de Courtrai, Oudenarde et Ath, sans que l'on puisse se plaindre que l'on rase ces places. Sa Majesté croiroit que, pour cet effet, il faudroit gâter les batardeaux de Courtrai, ceux d'Oudenarde et les radiers des écluses, lesquelles écluses on feroit ensuite jouer de manière que les eaux les achevassent de ruiner. Sa Majesté estimeroit que la même chose se pourroit faire à Ath. Mais vous jugez bien que tout cela se doit faire assez délicatement pour que l'on ne puisse point en avoir de reproches bien fondés. C'est ce qu'elle se promet de votre industrie et sur quoi elle attend de vos nouvelles, après que vous aurez passé dans chacune de ces places. » *D. G.* 582.

[2] 26 juillet. *D. G.* 616.

chal de Schönberg, sur la Meuse, de laisser quarante escadrons au blocus de Mons, et de se replier avec le reste de l'armée sur la frontière française.

Le 3 juillet, tous ces ordres étaient contremandés. De graves difficultés venaient de surgir à Nimègue, tout à coup, à la dernière heure. La Suède avait fait, par ses revers mêmes, une diversion puissante au profit de la France; elle avait aidé et payé, par ses provinces perdues, les progrès et les conquêtes de sa grande alliée. Louis XIV ne lui devait-il pas, dans les négociations du congrès, la fidélité qu'elle lui avait gardée sur les champs de bataille? Pour elle il affronta une guerre nouvelle, une guerre que l'irritation des amis de la paix, trompés dans leur attente, aurait rendue plus ardente et plus implacable. Cette généreuse persistance en faveur d'un allié malheureux est certainement l'un des titres les plus glorieux du règne de Louis XIV. Il exigea que la Suède fût rétablie dans toutes ses possessions; la Hollande ni l'Espagne n'y firent point d'objection, n'ayant rien des dépouilles de la Suède. Mais comment contraindre à restitution les spoliateurs, le roi de Danemark, les princes de la basse Allemagne, l'Électeur de Brandebourg surtout? La Hollande et l'Espagne demeuraient indifféreutes dans une question qui leur était étrangère : Louis XIV imagina de les y intéresser directement. Il subordonna l'évacuation de Maëstricht qu'il devait rendre aux Hollandais, et des places de Flandre qu'il devait rendre aux Espagnols, à l'évacuation du duché de Brême et de la Poméranie par les troupes allemandes et danoises. Aussitôt éclatèrent des cris de surprise et de

colère, surtout en Hollande. Les amis du prince d'Orange attisaient avec ardeur l'irritation publique ; ils disaient qu'heureusement le roi de France avait, trop tôt pour lui, jeté le masque, et qu'on voyait clairement combien ses promesses étaient peu sincères. La réaction ne pouvait manquer de se faire sentir à Londres. De nouveau le vent soufflait à la guerre : Charles II tournait à la guerre. Il échauffa son Parlement, et, comme il en attendait de gros subsides, il refusa de ratifier le traité du 27 mai; il pressa les levées et fit marcher des troupes vers les côtes de la mer du Nord; enfin, il envoya en Hollande sir William Temple, l'habile et persévérant diplomate, l'irréconciliable ennemi de la politique française. Amsterdam et deux ou trois villes avec elle résistèrent vainement. Le 26 juillet, les États-Généraux conclurent avec l'Angleterre un traité d'alliance offensive et défensive; la Hollande s'engageait à poursuivre la guerre contre Louis XIV, et l'Angleterre à y entrer, si le roi ne faisait pas connaître avant le 11 août, terme de rigueur, sa volonté formelle de faire les restitutions auxquelles il s'était engagé, sans attendre le règlement de la question suédoise. Aussitôt le traité conclu, Charles II fit passer en Flandre cent trois compagnies anglaises, sous le commandement du duc de Monmouth, et le prince d'Orange partit de La Haye pour aller prendre le commandement des forces réunies de la Hollande, de l'Angleterre et de l'Espagne.

Louis XIV n'avait pas attendu jusque-là pour mettre son armée en état de soutenir le choc ardemment souhaité par le maréchal de Luxembourg. Le maré-

chal avait reçu de nouveau l'ordre de se replier sur Mons, qui n'avait pas cessé d'être bloqué par un corps dont le commandement, destiné d'abord au maréchal de Schönberg, fut définitivement confié au comte de Montal. Louvois envoyait renforts sur renforts à M. de Luxembourg, « en sorte, lui écrivait-il, que vous pourrez donner le plaisir à M. le prince d'Orange de voir cinquante-quatre bataillons ensemble, s'il veut s'approcher de vous. J'avoue que ce seroit une chose bien agréable que de finir cette guerre par battre M. le prince d'Orange; mais, quelque envie que j'en aie pour la gloire des armes du roi et pour la vôtre particulière, je ne saurois croire qu'il soit assez enragé pour s'y exposer[1]. » Cependant, à mesure que le terme de la trêve se rapprochait, une rencontre aux environs de Mons devenait de plus en plus probable. Le 25 juillet, Louvois donnait au maréchal de Luxembourg licence de combattre : « Si M. le prince d'Orange, lui écrivait-il, avec trente et un bataillons qu'il peut au plus ramasser, veut jeter un convoi de chariots dans Mons, le roi s'attend de recevoir nouvelles que vous l'aurez bien battu, et que la saignée sera assez grande pour évacuer ce qui reste d'humeurs opposées à la

[1] 9 et 10 juillet. — « Vous me témoignez, lui écrivait-il encore le 14 juillet, fort désirer de trouver une occasion de remporter quelque avantage considérable sur les ennemis qui donne lieu au roi d'achever la conquête des Pays-Bas ou oblige les ennemis à faire une prompte paix. Rien ne seroit plus désirable; mais comme, en l'état où sont les choses, les ennemis ne sont pas en état de se montrer devant vous, il n'y a guère lieu de s'attendre à un avantage général sur eux, et ce d'autant moins que Sa Majesté est toujours persuadée qu'il n'est pas de son service d'exposer le bon état de ses affaires au hasard que vous savez qui décide la plupart du temps ces sortes d'actions. »

paix dans le corps de la république hollandoise[1]. » Mais, le 11 août, guerre, bataille, victoire, s'évanouissaient comme une fumée vaine : « Il est fort plausible, disait Louvois, que la paix soit signée dans toute cette semaine, les Suédois ayant bien voulu mettre le roi en liberté de promettre l'évacuation des places aussitôt après la ratification. » Ce qui n'était à Paris, le 11 août, qu'une opinion plausible, était à Nimègue, depuis quelques heures, un fait accompli. Si Louis XIV avait généreusement rempli ses devoirs envers la Suède, la Suède n'avait pas moins noblement compris quels étaient les siens envers Louis XIV et la France; elle s'était en quelque sorte dévouée de nouveau, non-seulement en laissant le roi libre de faire la paix, mais en l'engageant elle-même à la faire. C'était un grand service, plus grand peut-être que ceux qu'elle avait déjà rendus à Louis XIV; n'est-ce pas dire une plus grande obligation pour le roi de France de soutenir la cause de la Suède? On verra bientôt qu'il n'y faillit pas.

La paix fut signée à Nimègue, entre la France et la Hollande, le 10 août, à onze heures du soir, une heure seulement avant le terme fatal des négociations. Des courriers aussitôt furent dépêchés par tous les chemins, vers toutes les capitales et vers toutes les armées. Celui qui allait au camp du maréchal de Luxembourg, le marquis d'Estrades, y arriva le 14, entre huit et neuf heures du matin, ayant passé par Venloo,

[1] Il lui écrivait encore le 2 août : « Sa Majesté estimeroit qu'il seroit de son service que vous n'attendissiez pas qu'ils vous attaquassent, et que vous marchassiez à eux. » *D. G.* 601.

Ruremonde, Maëstricht, Liége et Dinant. Celui qui se rendit au camp du prince d'Orange par une voie plus directe, par Anvers, Malines et Bruxelles, quand y arriva-t-il, quel jour et à quelle heure? On ne l'a jamais su. A qui, de ce courrier ou du prince d'Orange, la conscience humaine doit-elle demander compte du sang inutilement versé? Elle ne le sait pas encore. Mais, dans cet accident déplorable qui se nomme la bataille de Saint-Denis, si, du côté des alliés, tout est mystérieux et obscur, tout est clair et connu du côté des Français.

Mons était étroitement bloqué par vingt-deux bataillons et trente-deux escadrons, séparés en deux quartiers, sous les ordres du comte de Montal et du baron de Quincy. On savait que le prince d'Orange avait formellement promis au duc de Villa-Hermosa de débloquer la place. Il marchait; devant lui se retirait lentement le maréchal de Luxembourg, l'observant de près et lui barrant le passage. L'armée française, sans compter le corps de blocus, s'élevait à cinquante mille hommes; celle des alliés, à quarante-cinq mille. Mons leur était à toutes deux également assigné comme dernière étape et comme prix du combat. Le maréchal de Luxembourg écrivait à Louvois, du camp de Soignies, le 11 août, à onze heures du soir : « Je marcherai demain pour aller camper sur la bruyère de Casteau, la droite à Saint-Denis, la gauche derrière les Masnuys [1]. C'est un poste où le prince d'Orange seroit fou de nous venir attaquer, qui couvre entièrement Mons de tout ce côté-ci, et d'où je pourrai me porter partout

[1] Deux villages, Masnuy-Saint-Pierre et Masnuy-Saint-Jean. L'abbaye de Saint-Denis était à une lieue et demie environ au nord-est de Mons.

avant que les ennemis y arrivent, en passant sur les ponts que j'ai fait faire entre Obourg et Nimy. J'y aurai encore une commodité, c'est que si, contre toute apparence, les ennemis venoient nous y attaquer, les troupes de M. de Montal et de M. de Quincy m'y joindroient en moins de deux heures. »

L'armée française s'établit en effet, le 12, sur la bruyère de Casteau; elle avait sur sa gauche des bouquets de bois; en arrière et sur sa droite, la forêt de Mons; sur son front, un vallon resserré, aux pentes abruptes, au fond duquel coulait un ruisseau qui tombait dans la Haisne, une demi-lieue plus loin vers le sud, à Obourg, entre Nimy et Havré. L'escarpement opposé, de l'autre côté du vallon, était couvert de bois; sur deux points seulement, faisant face aux deux extrémités de la bruyère, le passage du vallon devenait relativement praticable, par des ravins naturels ou par d'étroits chemins, taillés dans le roc. De part et d'autre, ces deux défilés étaient flanqués d'habitations qui s'élevaient par étage; ainsi l'armée française voyait échelonné, devant sa gauche, le village de Casteau, depuis le moulin au bord du ruisseau jusqu'à l'église construite à mi-côte, et jusqu'au château qui couronnait l'escarpement. A ce village répondaient plus au sud, et dans une disposition analogue, les grands bâtiments et les dépendances de l'abbaye de Saint-Denis. C'était dans cette abbaye que la convenance du logis, et plus encore le voisinage de M. de Montal, avaient engagé le maréchal de Luxembourg à placer son quartier général en avant et sur la droite de son armée; deux bataillons le couvraient sur la hauteur. à l'entrée

du défilé vers les bois; deux autres bataillons faisaient pareillement, à Casteau, le service des avant-postes. Enfin, les communications étaient assurées entre le camp et le corps de blocus par des chemins ouverts dans la forêt de Mons, et par des ponts jetés sur la Haisne. Le 13, après avoir rendu compte à Louvois de ces dispositions, le maréchal ajoutait : « Vous voyez bien que je suis en état de donner la main à M. de Montal et à M. de Quincy, et que, comme il n'y a pas d'apparence que M. le prince d'Orange nous attaque au poste où nous sommes, il faudroit donc, s'il arrivoit quelque chose, que ce fût dans un des quartiers de ces messieurs. Je pense que ce sont des soins bien inutiles, puisqu'on mande de Philippeville qu'un courrier venant de Nimègue y a passé, qui porte la signature de la paix. Cependant M. le prince d'Orange n'a pas laissé que de marcher aujourd'hui; ils disent qu'ils doivent marcher demain; je ne sais pas pourquoi, s'il est vrai que la paix soit faite, à moins que M. le prince d'Orange ne voulût dire par vanité qu'il étoit près de l'armée du roi, et que, sans la paix, il auroit fait quelque chose. »

Le 14, au point du jour, le maréchal de Luxembourg voulut diriger en personne une reconnaissance vers Soignies, où il savait que le prince d'Orange était arrivé la veille; il vit en effet les alliés se mettre en mouvement, non par la route qu'il avait suivie lui-même et qui traversait la bruyère de Casteau, mais dans la direction de Ville-sur-Haisne, comme s'ils voulaient laisser sur leur droite l'armée française et passer la rivière au-dessus de Havré, pour se déployer en face

des lignes de M. de Montal, dans la plaine de Binche.

M. de Luxembourg rentra vers neuf heures au quartier général ; le marquis d'Estrades venait d'y arriver, apportant la nouvelle officielle de la paix. Le maréchal n'en fut pas surpris : c'était le bruit du camp depuis la veille; mais alors il réunit ses officiers généraux et les consulta : devait-il donner part aux ennemis de cette grande nouvelle ? Les avis furent partagés ; cependant la lettre fut écrite [1] et le trompette qui la devait porter montait à cheval, lorsque M. de Luxembourg changea tout à coup de résolution. Écoutons un témoin véridique, un des principaux acteurs du drame, Chamlay : « La lettre fut écrite, mais M. de Luxembourg ayant fait réflexion que la démarche qu'il feroit, outre le peu de bienséance qu'il pourroit y avoir à la faire le premier, seroit entièrement inutile, puisque M. le prince d'Orange, qui avoit reçu le traité, ne l'en avoit point fait avertir, et que vraisemblablement son dessein étoit d'engager quelque action qui pût rompre la paix quoique faite, si l'événement lui étoit favorable, M. de Luxembourg jugea à propos de ne rien faire savoir aux ennemis et de serrer le traité dans sa cassette [2]. » Entre le sentiment de l'honneur national et militaire et le sentiment de l'humanité, le maréchal de Luxembourg aima mieux donner satisfaction au sentiment de l'honneur ; le blâmera-t-on ? Pas un

[1] Elle était adressée non au prince d'Orange, mais au prince de Vaudemont, alors au service d'Espagne ; c'était un ancien ami de M. de Luxembourg.

[2] Ce n'était pas le traité, mais seulement la nouvelle du traité. — Mémoire des événements de 1678 à 1688, manuscrit autographe de Chamlay, inédit. *D. G.* 1183.

de ses contemporains n'eût songé à lui en faire un reproche[1].

Trois heures s'étaient écoulées depuis le retour du maréchal, après la reconnaissance qu'il avait faite sur la route que les alliés paraissaient disposés à suivre parallèlement au front de l'armée française, lorsque, vers midi, les avant-postes signalèrent la présence de l'ennemi dans les bois qui dominaient l'abbaye de Saint-Denis. Le feu commença de part et d'autre; mais, pendant plus d'une heure, ce premier engagement ne dépassa pas les proportions restreintes d'une escarmouche. Cependant, le nombre des assaillants ayant grossi peu à peu, et le feu devenant plus vif, les deux bataillons du régiment de Feuquières qui étaient sur la hauteur furent rappelés en deçà du ruisseau, sauf une ou deux compagnies qui restèrent

[1] Ce n'est pas de cela que que quelques-uns l'ont blâmé, c'est de s'être laissé surprendre. S'est-il laissé surprendre en effet, suivant le bruit commun? Ou bien cette prétendue surprise n'est-elle qu'une de ces inventions malveillantes dont la crédulité publique ne se met pas en peine de contrôler l'exactitude et de rechercher l'origine? Le maréchal de Luxembourg connaissait à fond le prince d'Orange, son caractère dissimulé, opiniâtre, impitoyable, l'opposition qu'il avait toujours faite à la paix et le ressentiment qu'il en devait avoir; il ne doutait pas qu'il ne voulût passer outre; c'est le témoignage formel de Chamlay. Comment donc aurait-il été surpris par une attaque à laquelle il s'attendait et se préparait depuis plusieurs jours? Et cependant l'opinion qui a cours n'est pas sans quelque fondement; s'il est faux que l'attaque des alliés ait surpris le maréchal de Luxembourg, il est vrai qu'il n'a point reconnu d'abord le point capital de cette attaque; il est vrai qu'il a lui-même éloigné du véritable champ de bataille la moitié de ses troupes, et que lorsqu'il les a eu ramenées sous sa main, il n'était plus temps de remporter une victoire décisive. Mais il est encore plus vrai que le prince d'Orange, après avoir changé de plan trois fois en quelques heures, finit par engager l'action contre toutes les règles de l'art militaire, et que « la folie » même d'une attaque qui n'avait aucune chance de succès sera toujours la meilleure excuse des hésitations du maréchal de Luxembourg.

embusquées dans les houblonnières autour de l'abbaye; en même temps, le maréchal fit évacuer le quartier général et retirer ses équipages; le détachement des gardes françaises et suisses qui était de service auprès de lui demeura seul dans les bâtiments, avec ordre de se replier, aussi bien que les compagnies de Feuquières, dès que l'ennemi déploierait des forces trop considérables. Convaincu que cette attaque n'était qu'une fausse démonstration du prince d'Orange pour masquer la marche de son armée vers la Haisne, M. de Luxembourg prolongea sa droite dans la direction d'Obourg, en faisant occuper par deux bataillons de Navarre et deux de la Reine la lisière de la forêt de Mons, qui commandait le cours inférieur du ruisseau. Entre deux et trois heures, les Hollandais étaient complétement maîtres de l'abbaye, les faibles détachements qui l'avaient défendue jusque-là s'étant repliés, suivant l'ordre qu'ils avaient reçu.

Vers ce même moment, on commença d'entendre les premiers bruits d'un combat à Casteau; mais, entre ce village et l'abbaye, le long de cet escarpement étendu dont ils marquaient les extrémités, on ne voyait pas d'ennemis: où donc était le gros de leur armée? Cette nouvelle diversion sur son extrême gauche ne fit que convaincre de plus en plus le maréchal que le véritable danger était sur sa droite, au delà même, vers la Haisne, vers le quartier de M. de Montal. Comment supposer qu'une armée de quarante-cinq mille hommes pût avoir l'idée de déboucher en face d'une position comme la sienne, par deux étroits défilés, très-éloignés l'un de l'autre? « Je trouvois, écri-

vait-il à Louvois quatre jours après la bataille, je trouvois qu'il y avoit si peu de raisons à nous attaquer par ces endroits-là, que je m'imaginois que ce n'étoit que pour nous amuser, et que le reste de l'armée ennemie que les bois nous cachoient, pouvoit marcher entre Obourg et Havré pour essayer de forcer le quartier de M. de Montal; ce qui me paroissant plus vraisemblable que ce que je leur voyois faire, je fis passer la Haisne à toute la seconde ligne pour assurer ledit quartier que je craignois qui ne fût attaqué. » Chamlay, qui avait l'esprit exact et le coup d'œil sûr, fut envoyé de ce côté pour reconnaître le véritable état des choses et pour s'entendre avec les deux commandants du corps de blocus.

Le maréchal n'avait gardé que sa première ligne; encore la disposition du terrain rendait-elle inutile toute sa cavalerie, dont les escadrons déployés sur la bruyère demeuraient immobiles, ou ne se mettaient en mouvement que pour fermer au centre les vides laissés par l'infanterie, qui prenait au contraire leur place accoutumée sur les ailes. Mais cette infanterie de la première ligne était l'élite de l'armée, six bataillons des gardes françaises, deux des gardes suisses, quatre du régiment du Roi, trois de Navarre, trois de la Reine, et ces deux bataillons de Feuquières, qui recevaient et rendaient bravement le feu, tenant ferme, à découvert sur le bord du ruisseau, contre un ennemi nombreux et protégé par les bâtiments de l'abbaye. Les Hollandais ne cessaient de descendre par le défilé; enfin, enhardis par la supériorité du nombre, deux de leurs bataillons, passant à gauche de l'ab-

baye, traversent le ruisseau et commencent à gravir les hauteurs occupées par les Français. Le duc de Villeroi, lieutenant général, commandait la droite de l'armée; il voit le danger, il appelle à lui les bataillons des gardes; les gardes accourent, et d'abord arrêtent l'ennemi par un feu plongeant; puis, quelques compagnies, le mousquet sur l'épaule, l'épée à la main, descendent sur les Hollandais, les renversent au bas de l'escarpement et rejettent leurs débris de l'autre côté du ruisseau.

Cette tentative d'assaut ne fut pas renouvelée; les généraux alliés se contentèrent de faire avancer du canon et de déployer beaucoup d'infanterie sur les hauteurs opposées à la droite de l'armée française. Le duc de Villeroi, qui avait ordre de rester sur la défensive, fit les mêmes dispositions; le commandant de l'artillerie, Dumetz, amena trente pièces de canon sur l'extrême limite du plateau. Alors ce fut, pendant six heures, d'un bord à l'autre de cet étroit vallon, un échange à bout portant de balles et de boulets; le feu de l'artillerie française, plus nombreuse et mieux servie, fit de grands ravages dans les rangs des alliés; mais les Français eurent beaucoup de victimes; tous les capitaines du premier bataillon des gardes, deux exceptés, furent atteints; la cavalerie elle-même était frappée, sans pouvoir rendre les coups qui la décimaient[1]. Ceux qui continuaient de combattre dans le fond du vallon, sur les bords du ruisseau, ne s'épargnaient pas davantage; il fallut que le duc de Villeroi

[1] La seconde relation cite particulièrement l'escadron des gendarmes-Dauphin, commandé par M. de Sévigné, qui soutenait les gardes. — Voir la lettre de madame de Sévigné à Bussy du 23 août.

y fit descendre un bataillon des gardes pour remplacer un des bataillons de Feuquières, aux trois quarts détruit. De ce côté, la bataille se réduisait donc au carnage, sans manœuvres; il n'en était pas tout à fait de même du côté de Casteau.

Le feu, qui n'avait commencé là que vers trois heures, était bientôt devenu tout aussi vif qu'à Saint-Denis. Un lieutenant général, Colbert de Maulevrier, envoyé par M. de Luxembourg, y trouva M. de Rosen, maréchal de camp, qui n'ayant à ses ordres que le troisième bataillon de la Reine, le troisième de Navarre et les dragons de Fimarcon, luttait avec une indomptable énergie contre des forces dix fois plus nombreuses. Après avoir évacué volontairement l'église et le château, il avait placé ses deux bataillons à droite et à gauche du moulin, tandis que les dragons, faisant le service d'infanterie, se maintenaient dans les dernières maisons et dans les enclos du village. M. de Maulevrier jugea la situation du premier coup d'œil; c'était là qu'étaient le prince d'Orange et le gros de son armée qu'on cherchait en vain sur la Haisne; c'était là qu'il fallait gagner la bataille. Aussitôt averti, le maréchal de Luxembourg y fit marcher au pas de course ce qu'il avait encore d'infanterie, deux bataillons des gardes françaises, et les gardes suisses, et la brigade du Roi. Des aides de camp partirent bride abattue à travers la forêt de Mons, pour ramener à la hâte le comte d'Auvergne et l'infanterie de la seconde ligne. Mais comment le prince d'Orange se trouvait-il à Casteau, à l'extrémité du champ de bataille la plus éloignée de Mons?

Après avoir marché le matin de Soignies vers la Haisne, ses têtes de colonnes ayant déjà dépassé la hauteur de Saint-Denis, il avait fait halte, et, par un mouvement à droite, il s'était trouvé en bataille, vis-à-vis du maréchal de Luxembourg, mais dérobé à sa vue par un épais rideau de bois. Instruit des dispositions de son adversaire, avait-il craint d'être surpris au passage de la Haisne, ou jeté dans la rivière après l'avoir passée? Quoi qu'il en soit, laissant un petit détachement vers Obourg, il avait renoncé au projet, dangereux sans doute, mais aussi d'un résultat décisif s'il avait réussi, de forcer directement la ligne de blocus. C'est alors qu'il avait imaginé d'attaquer la droite du maréchal de Luxembourg par le défilé de Saint-Denis, dans l'espoir de s'emparer de la forêt de Mons, de prendre en flanc l'armée française, de la refouler à l'autre extrémité de la bruyère, et de retomber ensuite par Nimy sur le quartier de M. de Montal. Mais les difficultés qu'il aurait dû prévoir, la lenteur de ses troupes dans une marche à travers bois et par des ravins où les hommes ne pouvaient s'engager qu'à la file, enfin, l'attitude des Français, mis sur leurs gardes par une longue escarmouche, toutes ces raisons le dégoûtèrent bientôt de ce second projet, moins bon que le premier, et qui n'avait qu'une seule chance de succès, la brusquerie de l'attaque. Il ne resta de l'un comme de l'autre qu'une tentative de diversion; ainsi, tandis que l'extrême gauche se montrait vers Obourg, et que la gauche tout entière était fortement engagée à Saint-Denis, le prince d'Orange prenait le parti définitif de ramener son centre sur sa droite à Thieussies, et de

faire un grand effort sur l'aile gauche de l'armée française.

Un des généraux espagnols, M. de Louvigny, qui connaissait bien cette partie du Hainaut, offrit de se mettre à la tête d'un gros corps de cavalerie, dix ou douze mille chevaux-légers et dragons, de passer le ruisseau moins encaissé vers sa source, de tourner les bois clair-semés qui se trouvaient au delà, de déboucher sur la bruyère par la trouée des deux Masnuys, et de charger en flanc ou par derrière les Français surpris, tandis que le prince d'Orange les canonnerait de la hauteur de Casteau, si même il ne parvenait pas à forcer le défilé, moins défendu que celui de Saint-Denis[1]. Le stathouder de Hollande, le généralissime des forces alliées, eut-il peur de laisser au général du roi d'Espagne la chance d'un succès personnel? On ne sait; mais il objecta l'heure avancée, le long détour que la cavalerie aurait à faire; enfin, il n'accueillit pas la proposition de M. de Louvigny, et s'entêta dans son projet d'attaque directe sur la gauche française, par le seul défilé de Casteau. Ce troisième projet, le moins heureux des trois, ne pouvait avoir, en aucun cas, de résultat plus décisif que la manœuvre du général espagnol, puisque l'armée française, même battue, aurait été refoulée sur Mons au lieu d'en

[1] Chamlay, qui eut plus tard connaissance de la manœuvre imaginée par Louvigny, avoue qu'elle n'eût pas été sans danger pour l'armée française; toutefois, en admettant que M. de Luxembourg se fût laissé surprendre et mettre en désordre par le choc d'une telle masse d'assaillants, il aurait toujours eu la ressource de se replier dans la forêt de Mons, où la cavalerie n'aurait pu le poursuivre, et de se retirer derrière les retranchements de M. de Montal. Ainsi le prince d'Orange aurait dû nécessairement engager une seconde action pour forcer la ligne de blocus.

être séparée; l'exécution, d'ailleurs, était incomparablement plus difficile. A vrai dire, il était tout aussi impraticable de déboucher sur la bruyère par le défilé de Casteau que par le défilé de Saint-Denis; mais le prince généralissime avait décidé de la sorte.

Les alliés s'étaient solidement établis dans le village; les maisons à mi-côte étaient remplies de mousquetaires; au-dessus, les dragons d'Espagne occupaient l'église; à droite et à gauche, des bataillons massés; plus haut encore, le château, entouré de retranchements et gardé par un corps d'élite, le régiment de Roque-Servière, tout composé, depuis le colonel jusqu'au dernier soldat, de protestants français au service du prince d'Orange; sur le plateau, l'artillerie, et derrière elle, mais empêchées dans leur développement par les bois, des masses profondes d'infanterie et de cavalerie. En face des alliés, dans le vallon, se tenaient appuyés au moulin les deux bataillons de la Reine et de Navarre qui s'étaient retirés du village, mais qui, bientôt rejoints par deux bataillons des gardes françaises, s'obstinaient à fermer l'issue des ravines et des chemins creux; un peu en avant, les dragons de Fimarcon, embusqués dans les bas enclos; sur la bruyère, à travers la fumée du canon déjà placé par l'infatigable Dumetz, on voyait accourir les quatre bataillons du régiment du Roi et les deux des gardes suisses. Le prince d'Orange veut prévenir l'arrivée de ce renfort; deux régiments anglais partent des abords de l'église et viennent aux dragons, qui se retirent de haie en haie. Les Anglais débouchent, se forment sous le feu et traversent le ruisseau; mais un bataillon du Roi, qui s'est lancé, plutôt qu'il n'est

descendu, du haut de l'escarpement, roule sur eux en masse confuse et les arrête ; au même instant, un escadron du régiment de Varennes, venu par la gauche, on ne sait comment, au fond du vallon, les charge en flanc, les renverse et les met en fuite. Comme à Saint-Denis, les alliés ne jugent pas prudent de renouveler cette tentative ; de son côté, M. de Maulevrier ne se croit pas assez fort pour prendre l'offensive; il attend. Comme à Saint-Denis, c'est de part et d'autre un feu roulant de mousqueterie et d'artillerie, sans manœuvres.

A six heures, l'infanterie de la seconde ligne débouche enfin de la forêt de Mons ; tout va bien du côté de la Haisne. Le maréchal de Luxembourg n'est pourtant pas sans inquiétude, car il entend de ce côté gronder le canon ; c'est l'extrême gauche du prince d'Orange qui fait mine de vouloir passer la rivière, mais qui se retire bientôt sous le feu de la grosse artillerie de Montal. Pour se rassurer entièrement, le maréchal arrête au passage trois bataillons suisses qu'il fait placer au delà de sa droite, déjà prolongée vers Obourg; tout le reste de la seconde ligne se hâte vers Casteau. Deux bataillons d'Alsace arrivent les premiers ; aussitôt M. de Maulevrier donne le signal de l'attaque. Les colonnes se forment ; mais au moment d'entrer dans le défilé, il faut qu'elles se divisent, il faut que chaque homme, en quelque sorte livré à lui-même, cherche, trouve et se fraye sa propre voie; les officiers ne peuvent que donner l'exemple ; plus d'ordre, plus de commandement; à chacun son œuvre selon son intelligence et sa bravoure. Les bataillons, arrêtés encore dans le vallon, et dont le feu doit protéger cette sorte d'assaut, en suivent avec

émotion les lents et difficiles progrès. Enfin, sur la droite du village, dans une éclaircie, on aperçoit un groupe de quarante à cinquante hommes; sont-ils amis ou ennemis? Quelles sont les couleurs de leurs uniformes? Rouge et gris. Gardes françaises et gardes suisses, les plus agiles ou les plus heureux, ils ont les premiers franchi le défilé. Bientôt un second peloton les a rejoints; mais où sont-ils? Écoutons le maréchal de Luxembourg, qui les admire et qui tremble pour eux : « Le lieu où ils étoient se trouvoit disposé tout autrement que ceux qu'on cherche d'ordinaire pour se mettre en bataille; car ces deux petites troupes avoient derrière elle un grand vallon escarpé, d'où elles n'étoient montées pour entrer dans la plaine que par un sentier roide et étroit où il ne pouvoit passer qu'un seul homme. Elles avoient devant elles la droite de l'armée ennemie, formée en bataille sur plusieurs lignes de cavalerie et d'infanterie. Mais sur chaque flanc des deux petites troupes il se trouvoit encore une chose assez incommode : à la droite, une grosse haie farcie d'infanterie ennemie, et à la gauche une église, un château et une haie parallèle à l'autre, tout cela aussi rempli d'infanterie. Il faut ajouter qu'on dit que la première ligne des ennemis n'étoit qu'à quatre-vingts pas des petits pelotons dont je vous parle, qui vous paroîtront par ce récit dans une gaufre fort incommode[1]. »

Mais ils ont ouvert et montré le chemin; le danger qu'ils affrontent a redoublé l'ardeur de leurs cama-

[1] Luxembourg à Louvois, 18 août. Première relation. *D. G.* 601.

rades; les obstacles sont renversés ou escaladés, les sentiers élargis; les deux bataillons d'Alsace, qui tiennent toujours la tête de la colonne, débouchent et commencent le feu; le premier du Roi s'élance presque aussitôt d'un chemin qu'il a découvert et se place à la droite d'Alsace, tout auprès de la haie, à travers laquelle un ennemi invisible le fusille à bout portant; mais tout de suite, les deux bataillons des gardes françaises apparaissant de l'autre côté de cette haie, ont bientôt éteint ce feu meurtrier; plus à droite encore, un bataillon de Lyonnais sort des fourrés et s'empare de trois pièces de canon qu'il tourne aussitôt contre les masses profondes de l'ennemi.

Pendant que ces six premiers bataillons rectifient leur ligne sous le commandement de leurs officiers, un escadron du régiment de Tilladet, conduit par le chevalier d'Esclainvilliers, défile rapidement entre les intervalles, se déploie en avant et charge; deux escadrons des gardes du roi d'Espagne viennent à sa rencontre, ils sont renversés; les chevaux-légers lancés à fond de train traversent encore deux lignes d'infanterie, et, leur charge fournie, reviennent par le même chemin; malheureusement, le chef audacieux qui les avait entraînés, le chevalier d'Esclainvilliers, tombe frappé à mort. Cependant les alliés ébranlés font un mouvement en arrière; mais la petite plaine dont les Français ont conquis la possession n'a pas plus de cinq à six cents pas de largeur. Les bataillons qui ne cessent d'arriver s'entassent dans cet étroit espace et poussent les premiers, devant lesquels l'ennemi recule peu à peu, toutefois sans se rompre.

Dans ce mouvement, le village, l'église, le château même sont dépassés; les troupes que le prince d'Orange y a placées au commencement de l'action n'ont pas eu le temps de se retirer et ne peuvent plus être soutenues. Alors le comte d'Auvergne, qui, plus ancien lieutenant général que M. de Maulevrier, a pris le commandement supérieur, mène lui-même quatre bataillons à l'attaque de l'église; un bataillon des gardes du prince d'Orange est détruit; les dragons d'Espagne sont forcés dans l'église même. Les Français, irrités de ce qu'ils appellent la trahison des Hollandais, qui les ont attaqués la paix faite, ne donnent pas de quartier. Tandis que le village est ainsi emporté, le marquis d'Huxelles, à la tête du régiment Dauphin, marche au château, fortifié par Roque-Servière comme une espèce de citadelle, et dont le feu dominant n'a pas cessé, depuis plusieurs heures, de faire parmi les soldats du maréchal de Luxembourg de nombreuses victimes que leurs camarades ont juré de venger. Cette lutte de Français contre Français animés par les haines religieuses, fut presque le dernier épisode, certainement le plus sanglant et le plus acharné de la bataille. Roque-Servière et les siens connaissaient leur situation; ils savaient qu'ils étaient séparés de leurs alliés, et comme perdus au milieu de l'armée française. Ils se défendirent à outrance; enfin, les assaillants ayant mis le feu aux bâtiments de la basse-cour, ceux des protestants qui ne furent pas brûlés firent une sortie, mais pour se jeter volontairement au-devant des balles et des piques; à peine en sauva-t-on quelques-uns. Roque-Servière et huit de ses capitaines étaient morts.

Le combat se prolongeait sur l'étroit champ de bataille où les deux infanteries, accumulées, échangeaient à courte portée des décharges meurtrières; cependant on voyait la cavalerie française, longtemps immobile sur la bruyère de Casteau, traverser le vallon et gravir obliquement les pentes opposées pour tourner le flanc des troupes ennemies. Les difficultés du terrain la retardèrent; quelques escadrons arrivèrent seuls à temps pour fournir une dernière charge, à laquelle se joignirent les gardes suisses. Les alliés reculèrent encore sous le choc; mais aucun effort ne put les mettre en désordre. Dans cette dernière action, l'armée française fit des pertes cruelles, deux surtout : M. de Saint-Georges, colonel du régiment du Roi, et M. de Fimarcon, colonel de dragons, le meilleur officier de l'arme, furent mortellement frappés. La nuit tombait rapidement; l'horizon, assombri par les bois, se rétrécissait à vue d'œil; l'artillerie, tirant de part et d'autre sur des masses noires, égarait ses boulets dans les arbres. Peu à peu le feu se ralentit, puis il cessa tout à fait; la bataille de Saint-Denis finissait comme celle de Seneffe, indécise après une lutte opiniâtre. Il n'y avait plus, tout à l'extrémité du champ de bataille, qu'un seul point flamboyant au milieu des ténèbres, le château que les Français avaient incendié.

Ce fut à la lueur de ces flammes que les troupes françaises quittèrent, sans être inquiétées dans leur retraite, les hauteurs de Casteau; elles se replièrent pendant la nuit, à travers la bruyère et la forêt de Mons, derrière la Haisne, en avant du quartier de M. de Montal. Le maréchal de Luxembourg ne savait

pas si le prince d'Orange, qui n'était ni vainqueur ni vaincu, ne tenterait pas le lendemain une nouvelle attaque, et, vraisemblablement cette fois, sur les lignes mêmes du blocus. Le maréchal avait pris sa résolution pendant la bataille; aussitôt après avoir rappelé la moitié de son infanterie détournée vers Mons, il avait fait partir les bagages de l'armée pour Saint-Ghislain, afin d'avoir toute la liberté de ses mouvements. La journée du 15 s'écoula cependant sans alerte; de part et d'autre on rendait les derniers devoirs aux morts, on donnait les premiers soins aux blessés. Les pertes des alliés s'élevaient à trois ou quatre mille hommes environ; celles de l'armée française sont exactement connues : neuf cent quarante morts et quinze cent soixante blessés; trente-cinq officiers et six cent vingt-cinq soldats avaient été frappés dans les six bataillons des gardes.

Le 16 au matin, un envoyé du prince d'Orange, un député aux États-Généraux, se présentait aux avant-postes, demandant à parler au maréchal de Luxembourg; il apportait enfin la nouvelle de la paix! Ce fut au sortir de cette conférence que M. de Luxembourg écrivit à Louvois la dépêche suivante : « M. Dickfeldt, député de la part des États-Généraux pour demeurer dans leur armée, vient de se rendre à la vue d'une de nos gardes, et a demandé à me parler; j'y ai été, et voici le discours qu'il m'a tenu. Il a commencé par un compliment pour moi de la part de M. le prince d'Orange; ensuite de quoi il me dit que la nouvelle de la signature de la paix leur étant hier arrivée, il me venoit trouver pour savoir comme quoi l'on en

useroit à l'égard des armées et de Mons. A quoi j'ai répondu que j'avois de la peine à comprendre qu'ils eussent eu si tard la nouvelle de la paix, puisque leur armée étoit plus près de Nimègue que celle de Sa Majesté; que les courriers passoient par leurs pays qui leur étoient libres, et que le jour de l'affaire qui arriva entre les deux armées, j'avois appris, avant le combat, que la paix étoit faite, et que cela m'avoit paru une chose fort extraordinaire de voir en même temps la paix, et qu'ils commençassent leurs attaques. Sur quoi il m'a répondu qu'ils ne l'auroient pas fait si j'avois fait dire quelque chose, et pourquoi je n'avois pas eu cette bonté-là? Sur quoi je lui ai répliqué que ce n'étoit pas la coutume des François, lorsqu'ils voyoient une occasion de combattre, de rien dire qui en empêche, et que nous avions un maître trop jaloux de la gloire de ses armes pour avoir trouvé bon qu'on eût différé un combat; mais que, s'il s'étonnoit, comme il me disoit, que je ne leur eusse rien fait dire, je voulois lui faire part aussi d'une chose qui m'avoit étonné dadantage; et, sur cela, je lui ai dit que je n'étois point surpris que M. le prince d'Orange, qui a bien de la valeur et du courage, ait été bien aise de profiter des derniers jours de la guerre pour faire une tentative pour ravictuailler Mons; mais que je ne pouvois comprendre comme quoi lui-même et son associé, qui doivent être les maîtres de l'armée de Hollande, étant députés pour cela des États, avoient consenti que M. le prince d'Orange en fût venu aux mains avec l'armée de Sa Majesté, dont ils redevenoient amis, et qu'ils ne se fussent pas souvenus qu'autrefois ces armées-là leur

avoient été utiles; et même que je lui parlois devant des troupes (car c'étoit fort près de la ligne), que je lui parlois, dis-je, devant des troupes qu'ils avoient vues, il n'y a que peu de temps, dans leur pays pour leur service[1], et qu'il me sembloit qu'en cela Sa Majesté n'avoit pas lieu de se louer à MM. les États-Généraux de la conduite des députés qu'ils avoient dans leur armée; ce qui m'a paru l'intriguer un petit. Il me réitéra ses instances pour que je permisse qu'il entrât quelques vivres dans Mons, seulement pour deux ou trois jours, et m'en a dit une bonne raison, c'est que M. le prince d'Orange s'étoit engagé à ravictuailler cette place. Je lui ai répondu que, sans les ordres du roi, je n'y pouvois laisser entrer aucune chose; et, comme il m'a pressé, la seule dont j'ai cru pouvoir convenir avec lui, ç'a été de rendre compte de ceci à Sa Majesté; que j'aurois, le 18, sa réponse que j'exécuterois ensuite, et que sans cela il m'étoit aussi peu permis de donner le moindre soulagement à Mons, qu'il le devoit être au prince d'Orange d'agir sans les ordres de MM. les États. Il me semble, monsieur, qu'il n'est point mal que, les deux armées en présence, ils viennent demander la paix au roi après avoir fait une tentative inutile et un des gros combats d'infanterie qui se soit donné[2]. »

[1] En 1665, dans la guerre contre l'évêque de Munster.

[2] 16 août. *D. G.* 582. — Le même jour, l'intendant Robert, qui s'était rendu au camp du prince d'Orange pour régler provisoirement les rapports des deux armées, écrivait à Louvois : « M. le prince d'Orange a commencé par me faire de grandes protestations qu'il n'avoit rien su du tout de la signature de la paix avec MM. les États-Généraux, devant le combat, et s'est étendu sur diverses particularités qui ne serviroient de rien à vous redire, pour me prouver qu'il n'en avoit effectivement

Le lendemain, Louvois envoyait au maréchal de Luxembourg l'autorisation de lever le blocus de Mons. Les deux armées commencèrent à marcher le 19, les alliés vers Bruxelles, les Français vers Ath. Il y eut ce jour-là une entrevue de politesse entre le maréchal et le prince d'Orange, accompagnés de leurs principaux officiers. « Cela se passa, dit Chamlay, avec beaucoup d'honnêteté et de civilité de part et d'autre; et la conversation, qui fut assez courte, roula sur des discours généraux, sur l'inutilité dont chacun alloit être durant la paix, et sur la nécessité qu'il y avoit de s'adonner à la chasse pour s'occuper[1]. » Nobles regrets! magnanime douleur! Admirons ces grands cœurs si touchés de leur oisiveté prochaine! Plaignons-les, ces vivants inutiles, et non pas ces morts inutiles de la dernière bataille! Plaignons-le surtout, ce généreux prince d'Orange, qui avait si bien su, jusqu'au dernier moment, même au delà, donner pâture à son activité dévorante! La moralité manquait au drame de Saint-Denis; la voilà.

Qu'importe que le prince d'Orange n'ait pas eu la nouvelle officielle de la paix! Il la sentait venir, et il

rien su, ce que M. Dickfeldt m'a aussi confirmé. Il m'a dit ensuite qu'il ne sait encore aucunes particularités du traité; mais que, comme on lui mande positivement que la paix est signée, il lui semble que, puisque nous la savons les uns et les autres, nous devrions toujours commencer à vivre avec plus d'intelligence que par le passé. Je lui ai répondu que j'ajoutois trop de foi à ses paroles pour croire qu'il eût connoissance de la signature de la paix avant le combat, que nous l'avions appris deux ou trois heures auparavant, par une lettre de MM. nos plénipotentiaires; mais que nous n'en savions non plus encore aucunes particularités, et même que nous n'en avions encore eu aucun avis du roi. »

[1] Mémoire autographe déjà cité. *D. G.* 1183.

n'a pas voulu l'attendre. Ses complices ont été le marquis de Grana, commissaire de l'Empereur, et l'ambassadeur d'Angleterre, sir William Temple. « M. de Grana et M. Tempel, par ses lettres, sont cause que Son Altesse s'est précipitée de donner le combat. M. Tempel a écrit à Son Altesse que le seul moyen de rompre la paix étoit celui d'attaquer l'armée du roi, que Sa Majesté ne voudroit plus de paix et désavoueroit ses ambassadeurs, et qu'aussitôt que ce point seroit fait, il [Tempel] échangeroit la ratification du traité de ligue avec l'Angleterre. » Voilà ce que mandait, le 15 août, le correspondant bien informé du maréchal d'Estrades, « un de mes amis, disait Louvois, qui voyage avec le prince d'Orange[1]. » Louvois n'avait pas encore reçu ce renseignement, mais il n'en avait pas moins son opinion faite, lorsqu'il écrivait à Barillon, le 17 août : « Je doute que les États-Généraux approuvent que M. le prince d'Orange, qui ne pouvoit ignorer la signature de la paix, ait ainsi prodigué la vie de leurs sujets et mis leur fortune au hasard d'une bataille où leur armée auroit été entièrement défaite, si ç'avoit été dans un pays où l'on eût pu marcher à eux[2]. »

Louvois n'avait pas même encore reçu le détail de l'action. Le maréchal de Luxembourg, qui écrivait si facilement et si longuement d'habitude, n'envoya d'abord au ministre qu'une relation très-abrégée; il ne manquait pas d'ailleurs de raisons spécieuses pour justifier son laconisme. « Je voulois, monsieur, disait-il, vous

[1] Louvois à Luxembourg, 26 août. *D. G.* 602.
[2] *D. G.* 582

envoyer une petite relation du combat qui s'est donné; j'avois prié Chamlay de la faire; mais c'est, comme vous savez, un travail fort ingrat; car ceux de qui l'on dit du bien trouvent qu'on ne leur rend qu'une justice qui leur est due; les gens qui ne se croient pas assez loués en savent mauvais gré à l'auteur; les oubliés ne le pardonnent jamais; et s'il y en avoit dont on n'eût rien à dire, ils voudroient qu'on forgeât quelque chose. Toutes ces réflexions qu'il m'a faites, et ce qu'il m'a représenté là-dessus, l'ont rendu pour excusé à mon égard, et font que je ne vous dirai que succinctement comme quoi les choses se sont passées, parce que les ai vues de plus loin que les autres, et que j'y ai eu bien moins de part que tous MM. les officiers généraux [1]. » Cependant M. de Luxembourg, qui n'avait vu que les avantages de sa méthode expéditive, en connut bientôt aussi les inconvénients, auxquels il n'avait pas songé. Le général n'ayant pas assez parlé pour tous, chacun parla trop pour son propre compte; ceux mêmes qui n'avaient pas assisté à l'affaire la racontèrent et la jugèrent comme s'ils l'avaient vue; le silence du maréchal fut interprété comme un embarras; s'il se taisait, n'était-ce pas qu'il avait des fautes à dissimuler? C'est ainsi que le baron de Quincy, qui n'avait pas mis le pied sur le champ de bataille, écrivit aussitôt à Louvois pour blâmer le maréchal de n'avoir pas suivi un certain plan qu'il lui avait donné d'avance, et fut un des premiers, le premier peut-être, à mettre en circulation le bruit que M. de Luxem-

[1] 18 août. *D. G.* 601.

bourg s'était laissé surprendre, l'ennemi, disait-on, étant déjà maître du défilé de Saint-Denis, tandis qu'on dînait gaiement au quartier général[1].

Naturellement ces méchants bruits furent rapidement propagés, facilement accueillis, et tout de suite rapportés aux oreilles du maréchal. On connaît son orgueil et sa verve irritable; on ne s'attend donc pas qu'il ménage à son tour « ces messieurs, qui causent à leur aise sur le pavé de Paris, » ni les auteurs de ces misérables relations qu'on imprime et qu'on colporte[2]. Alors il reprend la plume, et il écrit tout d'un trait sa seconde relation, ample et détaillée. Il comptait, pour la faire valoir, sur Louvois, qui l'avait consolé d'abord et défendu contre la critique injurieuse; mais un mois s'était écoulé depuis la bataille, d'autres événements étaient survenus, et le ministre lui répondait avec un air de distraction, voisin de l'indifférence et de l'ennui : « Il est un peu tard de publier présentement une relation de ce qui s'est passé dans le dernier combat; je n'ai pas laissé de remettre à Sa Majesté celle que vous m'avez adressée. Au surplus, je crois inutile de vous dire que je ne me mêle point de contrôler la Gazette, et que je n'ai garde de rien entreprendre sur les fonctions de M. l'abbé Dangeau[3]. » Le maréchal fut

[1] Quincy à Louvois, 17 août. *D.G.* 601.

[2] « Je ne sais comme quoi l'on souffre que des choses qui vont au public soient si mal digérées » 21 août et 9 septembre.

[3] Louvois à Luxembourg, 13 septembre. *D. G.* 583. — Le 5 août, la circulaire suivante avait été adressée par Louvois aux maréchaux de Luxembourg, de Créqui, de Navailles, de Schönberg et d'Humières : « Celui qui a jusqu'à présent été chargé de faire la *Gazette de Paris* s'en est si mal acquitté, que le roi a résolu de charger de ce soin M. l'abbé Dangeau; et comme, pour s'en bien acquitter, il est nécessaire qu'il soit informé de ce

blessé ; cependant la distraction de Louvois avait bien son excuse.

Contre l'attente générale, l'Espagne, qui devait signer la paix quelques jours après la Hollande, avait soulevé des difficultés nouvelles ; non qu'elle osât remettre en question les conditions principales que Louis XIV et les États-Généraux avaient arrêtées de concert ; mais elle s'aheurtait à des points de détail. Cette politique de chicane était encore une intrigue du prince d'Orange et de ses acolytes, qui ne désespéraient pas de la guerre jusqu'à l'accomplissement des dernières formalités de la procédure diplomatique ; or, ils avaient obtenu que la ratification des États fût ajournée après la signature du traité d'Espagne. Comment contraindre les Espagnols à signer? Réveiller la guerre dans les Pays-Bas était dangereux ; mais on pouvait agir en Catalogne. Louvois enjoignit au maréchal de Navailles de préparer l'attaque de quelque place importante[1]. Cette menace ne devait pas être suivie

qui se fait, Sa Majesté m'a commandé de vous faire savoir qu'elle désire que vous lui fassiez dorénavant envoyer par votre secrétaire des Mémoires qui contiennent ce qui se sera passé dans l'armée que vous commandez sur les affaires générales. » *D. G.* 577.

[1] Le ton de sa correspondance trahissait l'impatience et l'irritation de son esprit ; ainsi il écrivait, le 14 septembre, à l'intendant Beaulieu : « En même temps que vous me mandez qu'il n'y a point de siége en Catalogne plus difficile que celui de Campredon, il seroit nécessaire que vous m'en mandassiez les raisons, parce que ces sortes de décisions sentencieuses ne me conviennent pas. » Le haut rang du maréchal de Navailles ne le mettait pas davantage à l'abri des rebuffades ministérielles. « Je n'ai point lu au roi, lui écrivait Louvois, le 12, ce que vous me mandez à l'égard de M. de Beaulieu, parce que Sa Majesté auroit été surprise avec raison que vous trouvassiez mauvais qu'un intendant exécutât les ordres qu'il a de l'informer de tout ce qui se passe; à quoi j'ajouterai que le roi avoit eu tant de chagrin de voir l'incertitude avec laquelle vous l'informiez des mesures

d'effet; le traité d'Espagne était enfin signé, le 17 septembre, et le 19, le traité de Hollande ratifié par les États-Généraux. Louis XIV ayant fait à propos quelques concessions sans importance, les Hollandais avaient contraint les Espagnols à terminer le litige

Au contraire du traité d'Aix-la-Chapelle, qui n'avait jamais eu que l'instabilité d'une trêve, le traité de Nimègue avait toute la solidité d'une paix définitive; le second s'appliquait à corriger les fantaisies du premier, à régler, par une délimitation raisonnable, la fron-

que vous preniez pour l'attaque de Puycerda et de ce qui s'y passoit pendant les premiers jours du siége, qu'elle commanda au sieur de Beaulieu d'en écrire avec beaucoup de soin, et de dépêcher un courrier dès le moment que la place demanderoit à capituler. Il a eu le même ordre à l'égard du rasement de Puycerda, et Sa Majesté auroit été fort mal satisfaite de lui s'il avoit différé de deux ou trois jours à envoyer un courrier, pour avoir le temps d'en recevoir votre permission qu'il n'est point obligé de vous demander lorsqu'il s'agit d'exécuter ce qu'il plaît au roi de lui commander. Sur quoi vous me permettrez de vous dire qu'au lieu d'inquiéter et de mortifier un homme qui se conforme aux ordres de Sa Majesté, il ne peut être que très à propos que vous vous absteniez de témoigner du chagrin sur des matières de la nature de celle-ci, desquelles si le roi avoit connoissance, Sa Majesté ne pourroit prendre qu'une fort méchante opinion de vous, en voyant que vous êtes capable de prendre du chagrin contre un homme qui exécute ce que Sa Majesté lui ordonne, ce qui ne peut faire qu'un très-mauvais effet pour son service, puisque, quand les officiers s'apercevront qu'il y aura de la division entre vous et l'intendant, il sera beaucoup moins en état de le bien faire que si on le voyoit appuyé de vous, comme c'est l'intention du roi. C'est par ordre de Sa Majesté que les commissaires ont fait des procès-verbaux de l'état des compagnies du régiment de Gassion, et il n'est point extraordinaire qu'il plaise au roi de donner des ordres pour être informé de plusieurs endroits du véritable état des troupes. Si, quand M. du Saussay vous vient faire de pareilles plaintes, vous lui laviez la tête, vous empêcheriez bien plutôt les cabales qui se font dans une armée que par toute autre voie que vous puissiez tenir, et je vous supplie de trouver bon que je vous exhorte à régler dorénavant votre conduite sur ce que je vous marque des intentions du roi. » *D G.* 583.

tière entre la France et les Pays-Bas espagnols. Ainsi, plus d'enclaves, ni de ces places avancées, menace perpétuelle et tentation de guerre ; ainsi Courtrai, Oudenarde, Ath, Charleroi, que le traité d'Aix-la-Chapelle avait attribués à la France, étaient restitués à l'Espagne par le traité de Nimègue ; ainsi Louis XIV lui rendait encore quelques-unes de ses récentes conquêtes, Binche, Saint-Ghislain, à plus forte raison Gand, Leeuw, Limbourg, et Puycerda en Catalogne[1]. De son côté, l'Espagne cédait irrévocablement à la France Saint-Omer, Cassel, Aire, Bailleul, Poperinghe, Ypres, Werwicq et Warneton, Cambrai, Bouchain, Valenciennes, Condé, Bavai, Maubeuge, et toute la Franche-Comté. De plus, Louis XIV voulant fermer la trouée que la vallée de la Meuse ouvrait dans sa frontière, les Espagnols s'engageaient à obtenir de l'évêque de Liége la cession de Dinant à la France, ou, si cette cession n'était pas obtenue dans le délai d'un an, à céder directement au roi la ville de Charlemont.

On sait qu'un article du traité précédemment conclu entre la France et la Hollande stipulait la restitution de Maëstricht et de ses dépendances aux États Généraux ; les Espagnols y prétendaient, en vertu d'une certaine

[1] Ces restitutions mettaient au désespoir le baron de Quincy, exaspéré déjà par le résultat douteux de la bataille de Saint-Denis et par la levée du blocus de Mons. Il écrivait à Louvois le 24 août : « Je ne me consolerai de ma vie de vous avoir vu abandonner cette proie [Mons] qui ne nous pouvoit manquer, et de nous avoir vus avec une armée de soixante mille hommes à portée de canon d'une de trente-cinq mille sans l'écraser; ces fâcheux spectacles m'ont tellement outré que je n'en reviendrai de ma vie. Je vous écris, monseigneur, d'un cœur outré de douleur ou plutôt de rage, de voir que nous n'eussions point achevé la prise des Pays-Bas et d'en voir rendre de si belles parties à ceux qui n'auroient pu nous enlever une seule ville en un siècle. » *D. G.* 602.

convention de 1673, par laquelle les Hollandais auraient promis de donner Maëstricht à l'Espagne en compensation des pertes qu'elle pourrait faire pendant la guerre. La guerre était finie, et l'Espagne en sortait avec de grands dommages ; mais combien ces dommages n'auraient-ils pas été plus considérables, sans l'assistance des États-Généraux ? D'ailleurs, comme c'était à cette assistance, et non pas à ses propres forces, que l'Espagne devait spécialement la restitution d'un si grand nombre de places dans les Pays-Bas, les États-Généraux se croyaient autorisés, sans scrupule de conscience, à garder Maëstricht. C'était affaire entre l'Espagne et la Hollande ; Louis XIV n'avait pas à prendre parti dans ce différend ; il n'avait qu'à l'observer de loin et à s'en réjouir. L'Espagne était mécontente ; comme elle avait chicané sur les détails du traité, elle montra puérilement sa mauvaise humeur en ajournant, sans motif, l'échange des ratifications qui devait s'effectuer régulièrement le 31 octobre. Après avoir attendu un mois encore au delà de ce terme, Louis XIV, à bout de patience, fit faire à ses troupes un mouvement du côté de Bruxelles ; cette démonstration suffit ; les ratifications furent échangées le 15 décembre.

De même que le prince d'Orange avait compté sur l'Espagne pour empêcher l'effet du premier traité de Nimègue entre la France et les États-Généraux, de même l'Espagne avait compté sur l'Empereur et sur les Allemands pour empêcher l'effet du second. Vain espoir ; l'Empereur et les Allemands ne se souciaient que d'obtenir la paix à leur tour, aux conditions les moins défavorables. Bien loin de songer à soutenir les Espagnols

pendant cette campagne, l'Empereur en particulier ne s'était préoccupé que de sortir d'affaire pour son propre compte; toute sa politique était dans le Brisgau.

L'étroite vallée du Rhin gardait encore toutes fraîches les dernières traces de Turenne et de Montécuculi; c'était déjà un grand mérite de les reconnaître et de les suivre; mais ce mérite ne suffisait plus à la généreuse ambition du maréchal de Créqui; devenu lui aussi un maître, il voulut y marquer les siennes. Sa tâche n'était pas facile. Les ordres de Louis XIV le resserraient encore plus étroitement que le terrain même; respecter Strasbourg, de peur d'irriter l'Allemagne; respecter les villes forestières[1], de peur d'irriter les Suisses; respecter Offenbourg, de peur d'engager une bataille; et se garder d'une bataille, de peur de compromettre la bonne situation des affaires; telles étaient les recommandations négatives qui lui avaient été faites expressément avant le commencement de la campagne. Dans trois ou quatre dépêches successives, Louvois ne cessait pas de lui répéter les mêmes choses presque dans les mêmes termes: « Le roi, lui disait-il, souhaiteroit fort que l'armée que vous commanderez pût faire des progrès considérables au delà du Rhin; mais Sa Majesté considère que le pays est fort serré par les montagnes; qu'il y a peu d'apparence d'en tenter le passage devant une armée comme celle de l'Empereur; qu'il y en a encore moins de se mettre

[1] Waldshutt, Lauffenbourg, Seckingen et Rheinfeld, situées sur le Rhin supérieur, entre le confluent de l'Aar et Bâle. Elles appartenaient à l'Empereur.

à l'attaque d'Offenbourg devant ladite armée; qu'une marche vers les villes forestières vous éloigneroit fort de Brisach et de Fribourg; que la conquête de quelques-unes de ces places pourroit causer du mouvement en Suisse, qui porteroit plus de préjudice au bien général des affaires de Sa Majesté que ne lui feroit le bien de cette conquête. La destruction du fort de Kehl ne paroît à Sa Majesté d'aucun avantage, n'ayant pas dessein d'attaquer Strasbourg. Quant à présent, elle estime que vous ne pouvez pas, dans le cours de cette campagne, rien faire de plus utile à son service que de contenir les choses sur le pied de l'année dernière, c'est-à-dire conserver ses places et ses troupes, essayer que la campagne finisse sans que les ennemis puissent prendre aucun établissement en deçà du Rhin, et sans s'exposer à l'événement d'aucune action générale. Sa Majesté croit que rien n'est plus pernicieux à l'état présent de ses affaires que de les risquer à l'événement d'un combat; et pour m'expliquer plus clairement, je vous dirai qu'elle ne regarde pas la guerre d'Allemagne comme elle fait celle de Flandre; et pourvu que, par l'armée que vous commanderez, vous conteniez les Allemands dans la basse Alsace ou au delà du Rhin, et souteniez Fribourg et Schelestadt, Sa Majesté sera en état de donner à l'Allemagne les lois qu'elle voudra, et viendra à bout de tous ses ennemis[1]. »

Comme si le problème n'eût pas été de lui-même assez compliqué, le maréchal devait encore, tout en se gardant avec soin d'une bataille, avoir pour tout le

[1] Louvois à Créqui, 9, 13, 18 avril. *D. G.* 534.

monde, amis ou ennemis, les apparences d'un homme qui chercherait l'occasion d'en livrer une. « Le roi, lui écrivait Louvois le 25 avril, n'a point eu intention, en vous mandant que Sa Majesté désiroit que vous évitassiez d'en venir à un combat, de vous faire comprendre qu'elle souhaitoit que vous relâchassiez le pays aux ennemis et que vous vous tinssiez toujours si hors de portée d'eux, qu'ils ne pussent pas vous trouver, s'ils vouloient vous attaquer. Cette extrémité seroit pire que ce qu'elle vous prescrit d'éviter; et lorsqu'il lui a plu de me commander de vous faire part sur cela de ses intentions, ç'a été en réponse d'un mémoire par lequel vous lui insinuïez que vous croyiez qu'il étoit à propos d'en venir à une action pour s'élargir et se donner un plus grand pays. Cependant Sa Majesté estime qu'il est de la dernière conséquence que personne dans l'armée ne puisse pénétrer ce que je viens de vous marquer de ses intentions, et qu'au contraire, en même temps que vous éviterez avec soin une affaire générale, les officiers généraux et particuliers de l'armée soient persuadés que vous avez intention d'en venir aux mains avec les ennemis, à la première occasion favorable qui se présentera. » Les lisières du maréchal furent toutefois un peu rallongées; il eut l'autorisation de faire quelque démonstration vers les villes forestières, assez hardie pour alarmer l'Empereur, assez prudente pour n'inquiéter pas la Suisse. Quels exemples de l'instabilité des intérêts politiques et du jeu des alliances! La Suisse veillant d'un œil jaloux sur l'antique patrimoine des Hapsbourg! La Hollande protégeant contre la France l'héritage de Philippe II!

Pour agir peu, le maréchal de Créqui eut de puissants moyens d'action ; dès le début, vingt-six bataillons et quatre-vingt-douze escadrons, les gardes du corps, les gendarmes et les chevaux-légers de la garde ; un peu plus tard, à mesure que l'apaisement se faisait dans les Pays-Bas, il reçut, en plusieurs fois, des renforts considérables. Les Allemands n'avaient ni le goût ni l'habitude des campagnes hâtives ; ce fut seulement vers le milieu du mois de mai que le duc de Lorraine commença de rassembler l'armée impériale entre Offenbourg et Wilstett. De même alors le maréchal de Créqui rassembla la sienne autour de Schelestadt, d'où il porta son quartier général à Brisach, puis au delà du Rhin, à Fribourg. C'était le moment où, suivant l'opinion commune, l'accommodement définitif de la Hollande avec la France pouvait être l'affaire de quelques jours ; aussi Louvois, qui partageait sincèrement cette opinion, s'empressait-il de nouveau d'envoyer vers le Rhin des conseils de prudence : « Ce que je vous viens de marquer sur l'état de la négociation de la paix, écrivait-il au maréchal, porte Sa Majesté à vous recommander encore davantage l'exacte observation de ses ordres, un combat ne pouvant, dans la situation présente des affaires de l'Europe, que ruiner les siennes, sans lui donner aucun avantage quand vous le gagneriez[1]. »

Cependant le duc de Lorraine promenait ses équipages de pont d'Altenheim à Rheinau, comme s'il voulait passer en Alsace ; la garnison de Rheinfeld elle-même s'agitait avec affectation, quoiqu'il lui eût fallu,

[1] 19 mai *D. G.* 534. — Voir aussi la dépêche du 5 juin, annonce de renforts et défense de combattre. *D. G.* 582.

pour entrer en France, violer le territoire suisse. Le maréchal de Créqui ne se laissa pas prendre à ces manœuvres; il était évident que le général de l'Empereur ne pouvait avoir d'autre objectif que Fribourg. Quelques détachements français furent seulement envoyés pour éclairer la rive gauche du Rhin; et l'armée demeura ferme, dans son attitude défensive, adossée à Fribourg, les ailes appuyées aux montagnes. Pendant une quinzaine de jours, le duc de Lorraine essaya de trouver un point faible sur toute l'étendue de la ligne française; il n'y réussit pas, et, manquant de vivres, il prit son parti de rétrogader vers Offenbourg, le 25 juin, non sans avoir reçu quelque échec à son arrière-garde.

Le maréchal de Créqui était bien résolu a se porter aux extrêmes limites de ses instructions et, sans les dépasser, à les élargir en quelque sorte, en livrant des combats, sans engager d'action générale. A peine les Impériaux s'éloignaient-ils vers Offenbourg qu'il marchait, lui, du côté opposé, aux villes forestières. Dix bataillons et vingt-cinq escadrons, venant de Flandre, étaient arrivés à Huningue; le maréchal les recueillit en passant et s'avança sur Rheinfeld. Surpris dans son mouvement de retraite par cette nouvelle inopinée, le duc Charles n'eut pas même le temps de ravitailler son armée; il rebroussa chemin vers le sud, aussi vite que pouvaient marcher des troupes épuisées de fatigue et de faim; un détachement de cinq à six mille hommes spécialement approvisionnés aux dépens de leurs camarades, fut envoyé en avant, sous le commandement du comte de Stahrenberg, avec ordre de suivre le pied des mon-

tagnes, tandis que le maréchal suivait le bord du Rhin. Habilement et vivement conduit, ce détachement réussit à longer sans être aperçu le flanc gauche, et même à gagner de vitesse l'avant-garde de l'armée française.

Le 6 juillet au matin, celle-ci trouva devant elle, en avant de Rheinfeld, une tête de pont fortement occupée. Ses dispositions faites en quelques instants, le maréchal donna le signal d'une double attaque par la droite et par la gauche; les retranchements furent forcés et les troupes du comte de Stahrenberg refoulées sur le pont, où l'infanterie française les poursuivit l'épée dans les reins. Peu s'en fallut que Rheinfeld ne fût envahi comme l'avait été Valenciennes; si le comte de Merci, gouverneur de la place, n'avait pas fait précipitamment fermer la porte et hausser le pont-levis, les vainqueurs s'y seraient jetés pêle-mêle avec les vaincus. Les malheureux soldats de Stahrenberg payèrent pour la ville qu'ils étaient venus défendre; n'ayant plus de retraite possible, ils furent tous noyés, tués ou pris. Après avoir lancé quelques boulets et quelques bombes dans la place, le maréchal de Créqui fit attaquer la petite ville de Seckingen, qui, située sur la rive droite du Rhin et presque sans défenses, fut emportée facilement; puis il poussa un détachement vers une redoute que les Impériaux avaient construite entre Seckingen et Lauffenbourg, et qui fut également enlevée. Tandis que le gros de l'armée française se reposait dans la plaine de Rheinfeld, le duc de Lorraine, n'osant pas déboucher directement devant les positions de son adversaire, traversait péniblement les défilés de la Forêt-Noire pour se reformer sous le canon de Walds-

hutt, la plus orientale des villes forestières. Mais ses dernières troupes y arrivaient à peine que le maréchal de Créqui levait son camp, le 19 juillet, et reprenait, le long du Rhin, la route par laquelle il était venu trois semaines auparavant.

Le succès de Rheinfeld avait eu son effet à Saint-Germain comme en Souabe; la résistance de Louis XIV et de Louvois aux entreprises hardies était au moins ébranlée; si l'attaque de Strasbourg était toujours interdite à l'opiniâtre maréchal, un coup de main sur Offenbourg n'était plus désapprouvé. « Quant à la proposition que vous faites d'attaquer Strasbourg, lui écrivait Louvois le 27 juillet, Sa Majesté ne juge pas à propos de faire une pareille entreprise dans la conjoncture présente, et elle estime qu'après celle d'Offenbourg, faite ou faillie, il est de son service de donner du repos à l'armée que vous commandez. » En menaçant les villes forestières, le maréchal de Créqui avait eu principalement pour but d'éloigner d'Offenbourg le duc de Lorraine. Ce but atteint, il marchait sur Offenbourg par la route la plus facile et la plus courte, tandis que l'armée impériale avait à refaire, par le versant oriental des montagnes Noires, un chemin long et pénible avant d'atteindre la vallée de la Kinzig. Le maréchal de Créqui s'était montré jusqu'alors incontestablement supérieur à son adversaire; les marches et contremarches qu'il lui avait fait faire, à son gré, sans lui laisser un moment de loisir, étaient un juste sujet d'admiration et d'orgueil pour les Français, et, pour les Allemands, de découragement et de dépit. Le duc de Lorraine avait fait des fautes; mais il était de la race

de ces vrais hommes de guerre à qui leurs fautes mêmes sont profitables. Turenne et Créqui lui servaient d'exemple; ils avaient été battus et ils étaient devenus de grands capitaines.

Lorsque le maréchal de Créqui parut avec son avant-garde, le 23 juillet, devant Offenbourg, qu'il croyait surprendre réduit à sa seule garnison, il fut tout surpris lui-même de trouver, sous le château d'Ortenberg, un corps d'armée qui lui barrait la route. C'étaient les contingents des Cercles que le duc de Lorraine avait laissés par précaution en réserve, et derrière lesquels il se montrait lui-même avec la cavalerie impériale, ayant marché jour et nuit. Attaquées sur-le-champ, les troupes allemandes ne tinrent pas longtemps contre l'impétuosité française; elles cédèrent du terrain et perdirent beaucoup de monde; mais elles ne furent pas entièrement rompues, reculèrent sous la protection de leur artillerie, et, le soir venu, se rapprochèrent d'Offenbourg, où les régiments impériaux arrivaient successivement par les montagnes.

Si le brillant combat d'Ortenberg flattait l'amour-propre des officiers et des soldats, le maréchal de Créqui n'était pas satisfait; son grand dessein, si bien conduit, avait échoué; l'entreprise d'Offenbourg était faillie. Personne, Louis XIV et Louvois exceptés, ne savait cependant qu'il l'eût sérieusement conçue; mais la grosse artillerie qu'il faisait venir d'Alsace n'allait-elle pas trahir ses projets avortés? Quels projets? L'attaque d'Offenbourg? C'était une feinte, comme l'attaque de Rheinfeld. Le maréchal de Créqui ne laissa pas aux critiques le temps de se produire; en deux

jours, ses plans étaient changés, les opérations tournées contre Strasbourg, et tous, amis ou ennemis, convaincus que le maréchal ne s'était jamais proposé d'autre objet. Quelle promptitude et quelle sûreté de décision! Quel parti-pris, non d'emportement, mais de sang-froid! C'était bien le même homme qui, battu le matin à Konz-Saarbrück, le soir se jetait dans Trèves, souple et tenace, ingénieux et résolu, un admirable homme de guerre. Mais s'en prendre à Strasbourg, n'était-ce pas contrevenir aux ordres du roi? Oui, s'il attaquait la ville; non, s'il donnait seulement quelque sévère leçon à messieurs de Strasbourg. Quelle avait été, pendant toute la guerre, la conduite de ces neutres? Une perpétuelle trahison contre la France.

Le 25 juillet, le maréchal fit sommer les magistrats de Strasbourg de lui livrer le fort de Kehl et ce pont du Rhin, toujours ouvert aux Allemands, toujours interdit aux Français. Ils refusèrent. Le soir même, la tranchée fut ouverte devant le fort par un détachement commandé par M. de Montclar; l'armée couvrait le siége, le front tourné vers Offenbourg, prête à recevoir le duc de Lorraine, s'il marchait au secours de ses alliés. Il ne marcha pas. Le 26, les batteries de canons et de mortiers ouvrirent le feu; le 28, la brèche étant déjà praticable, tous les grenadiers de l'armée réunis donnèrent l'assaut en même temps que les dragons; tout fut emporté : les débris de la garnison s'enfuirent à grand'peine dans le fort de l'Étoile, au milieu du Rhin. Le maréchal fit détruire la partie du pont dont il était maître et raser le fort de Kehl. Le 2 août, l'armée prit la direction d'Altenheim. Cette marche de

flanc, exécutée en présence de l'ennemi, se fit sans précipitation, sans désordre, avec toute la régularité d'un défilé de parade; on eût dit qu'avant de repasser le Rhin, le maréchal de Créqui tenait à faire au duc de Lorraine les honneurs d'une grande revue. Les brigades de cavalerie, déployées l'une après l'autre en bataille, laissaient passer derrière elles les bagages, l'infanterie, le canon, et se repliaient tour à tour à l'arrière-garde. Cette belle manœuvre dura six jours; le 8, toutes les troupes avaient repassé le Rhin, et l'équipage de pont était replacé sur les chariots.

Déjà, comme le duc de Lorraine, avec autant de déplaisir et plus d'effroi, les bourgeois de Strasbourg pouvaient contempler, du haut de leurs murs, le magnifique spectacle que leur avait réservé la courtoisie menaçante du maréchal de Créqui. Il prit position au nord de la ville, et, sur un nouveau refus des magistrats, encouragés par l'arrivée de quelques troupes allemandes qui avaient traversé le Rhin en bateau, la tranchée fut ouverte, le 9 au soir, devant le fort du Péage, qui répondait sur la rive gauche au fort de Kehl sur la rive droite; le 11, après une courte canonnade, ce fort et celui de l'Étoile furent volontairement évacués par leurs défenseurs, et quelque temps après, détruits par ordre du maréchal, ainsi que la partie du pont qui les reliait entre eux. Strasbourg n'avait plus de communication directe avec la terre allemande. Était-ce une leçon suffisante? Non, sans doute, au gré du maréchal de Créqui; mais il ne lui était pas permis de la pousser plus loin.

Pendant ce temps, le duc de Lorraine, honteux de

son inaction, faisait, comme au début de la campagne, beaucoup de démonstrations pour passer le Rhin, non plus au-dessus, mais au-dessous de Strasbourg; nulle part il ne put prendre pied sur la rive française, les détachements qu'il aventurait au delà du fleuve étant toujours surpris, tués ou noyés par les troupes vigilantes du maréchal de Créqui. Enfin il descendit jusqu'à Philisbourg, où le passage était plus éloigné, mais plus sûr; ce fut une opération sans résultat. L'armée française, qui suivait tous ses mouvements, s'était d'abord rangée le long de la Lauter; elle poussa même ses avant-postes jusqu'à Landau, d'où elle chassa les grand'gardes de l'armée impériale. Le mois de septembre s'écoula ainsi; dans les derniers jours de ce mois, le duc de Lorraine, découragé, se retira dans le Palatinat transrhénan. Les Allemands, qui commençaient tard leurs campagnes, les terminaient de bonne heure; ce n'était pas assurément faute de courage et de patience; c'était faute de munitions, de vivres, de fourrages; faute, en un mot, d'une bonne administration militaire. Leurs armées se ruinaient vite; lorsque, dans les premiers jours d'octobre, le duc de Lorraine renvoya ses troupes dans leurs quartiers, elles avaient perdu plus de la moitié de leur effectif.

Avant de séparer les siennes, le maréchal de Créqui voulut venger l'enlèvement d'un de ses convois, qui avait été surpris par un parti composé d'Impériaux et de gens appartenant à la comtesse de Hanau. Touché par les supplications pathétiques de la comtesse, qu'appuyait la duchesse d'Orléans, sa parente, Louis XIV avait sauvé de la ruine quelques-uns de ses châteaux;

c'était, dans la basse Alsace, autant de foyers d'intrigues germaniques et de retraites assurées pour les maraudeurs allemands, qui, se glissant par les défilés des Vosges, ou traversant subrepticement le Rhin, venaient faire des courses sur le territoire de Haguenau. Le maréchal abandonna d'abord à ses soldats la ville de Bouxwiller, chef-lieu des domaines de la comtesse, et son château, qu'il fit sauter; puis il fit attaquer le château-fort de Lichtenberg, dont la garnison avait pris part au pillage du convoi. Ce poste, vieux château féodal, au sommet d'un rocher à pic, exigea les travaux d'un siége en règle, et surtout des travaux de mine; il ne se rendit qu'après huit jours d'attaque. Le maréchal de Créqui faillit être tué dans cette aventure, après avoir échappé à de plus glorieux dangers pendant la belle campagne qu'il venait d'achever, à la grande satisfaction de Louis XIV et de Louvois, au grand désespoir du duc de Lorraine et de l'Empereur.

Malgré quelques résistances isolées, la paix était le vœu public en Allemagne, surtout dans les contrées visitées par la guerre. L'Empereur fut obligé de s'y rendre; mais il se donna, comme le roi d'Espagne, la misérable satisfaction de prolonger les négociations outre mesure; elles prirent fin cependant, le 5 février 1679. Ce troisième traité de Nimègue, entre Louis XIV, l'Empereur et l'Empire, rétablissait en général sur ses bases le traité de Westphalie, sauf l'échange de Fribourg, qui restait à la France, contre Philisbourg, que l'Empereur préférait garder. Il était stipulé, en outre, que le roi de Suède rentrerait dans ses possessions allemandes; que le prince Guillaume de

Fürstenberg serait remis en liberté, et réintégré, ainsi que ses frères, dans ses principautés, biens et bénéfices; enfin, que le duc Charles V serait rétabli en Lorraine, mais sous deux conditions expresses : la première, d'échanger Nancy et Longwy, que Louis XIV entendait conserver, contre Toul et une prévôté quelconque à désigner ultérieurement; la seconde, de céder, en toute souveraineté, au roi de France, quatre routes stratégiques, d'une demi-lieue de largeur, traversant la Lorraine de part en part, et destinées à mettre Nancy, devenue place française, en communication directe avec la Champagne, les Trois-Évêchés, l'Alsace et la Franche-Comté. Le duc Charles V repoussa ces conditions humiliantes. Ce n'était pas sa chère Lorraine, vivante, active, qu'on lui rendait ainsi, c'étaient les quatre parts d'un cadavre, moins le cœur. Il aima mieux vivre de la vie de soldat, exilé volontaire, prince dépossédé, que de régner sur un peuple mutilé, sujet lui-même, courtisan surveillé parmi les courtisans du roi de France. Il sauva son honneur, et Louis XIV garda la Lorraine. « Si la Lorraine peut rester au roi, disait Louvois, et qu'il ait deux ans pour y accommoder les places que Sa Majesté y a projetées, on n'entendra jamais parler d'armée d'Allemands en deçà de la Sarre, et Brisach et toute l'Alsace sera aussi aisément soutenue et défendue que Péronne et Ham l'ont été pendant les guerres précédentes[1]. »

L'empereur Léopold, moins fier que le duc Charles, se félicitait de retrouver ses domaines du Brisgau,

[1] Louvois à Le Tellier, 17 juin 1679. *D. G.* 621.

même sous les feux croisés de Brisach et de Fribourg; mais dans quel état les retrouvait-il? Écoutons encore Louvois, qui venait de les visiter : « Rien n'est égal à la ruine du pays que le roi rend à l'Empereur; c'est entièrement désert et en friche. Le Brisgau est entièrement ruiné; c'est-à-dire que de dix villages, à peine y en a-t-il deux où il y ait une ou deux maisons habitées [1].» L'Empereur toutefois paraissant satisfait, les petits princes allemands s'empressèrent de faire leurs traités particuliers; ceux qui avaient des lambeaux suédois les vendirent au roi de France. Seul dans l'Empire, l'Électeur de Brandebourg protesta contre un traité qui lui enlevait sans compensation les fruits d'une guerre heureuse.

Louis XIV fut d'autant plus surpris et irrité de sa résistance, que l'année précédente, au moment où tout le monde croyait que la paix générale allait se conclure, l'Électeur avait paru craindre de se trouver seul, et vouloir prévenir par un sacrifice volontaire les exigences du roi de France, vengeur de la Suède. Le 25 juin 1678, Louvois mandait au maréchal de Créqui : « L'Électeur de Brandebourg a fait écrire ici qu'il sacrifieroit de bon cœur ses conquêtes à la gloire du roi, pourvu que Sa Majesté voulût bien oublier sa conduite passée, et lui rendre l'honneur de ses bonnes grâces. Vous jugez bien que si cet Électeur ne change point de résolution, l'évêque de Munster, le duc de Lunebourg et le roi de Danemark ne manqueront point de suivre son exemple, et qu'ainsi la paix sera

[1] Louvois à Le Tellier, 12 juin; au roi, 14 juin. *D. G.* 621.

générale dans très-peu de jours » Mais la paix générale ne s'était point faite, et l'Électeur de Brandebourg avait changé de résolution. Il fallut l'y ramener par les armes. L'Empereur et l'Empire abandonnèrent le prince allemand aux vengeances du roi de France, et consentirent au passage d'une armée française à travers l'Allemagne. Déjà les pays de Clèves et de Juliers, sur la rive gauche du Rhin, étaient occupés par un corps sous les ordres du comte de Calvo; effrayé de l'approche du maréchal de Créqui, l'Électeur consentit à lui remettre Wesel et Lippstadt, pour prix d'une suspension d'armes de quelques semaines; l'armistice étant expiré le 19 mai 1679, le maréchal franchit le Rhin et marcha au Weser, en poussant devant lui les troupes électorales; le 30 juin, il força, près de Minden, le passage du Weser, après un brillant combat qui fut le dernier de la guerre. Comme la bataille de Saint-Denis, ce combat de Minden avait été livré, la paix déjà faite; mais là doit s'arrêter la comparaison; ni le maréchal de Créqui, ni le comte Spaen, son adversaire, ne pouvaient avoir connaissance d'un traité signé la veille à Saint-Germain. L'Électeur de Brandebourg rendait à la Suède tout ce qu'il lui avait pris, moins une ou deux villes, et recevait trois cent mille écus des libéralités du roi de France.

Enfin, le roi de Danemark eut le regret de s'être attardé le dernier; il fut contraint à restitution, sans aucun dédommagement, même pécuniaire. Ainsi Louis XIV avait généreusement acquitté sa dette envers la Suède; sa persévérance à continuer la guerre, non plus pour lui-même, puisque son intérêt était satisfait, mais pour

un allié malheureux qu'il rétablissait dans sa fortune, avait considérablement augmenté sa gloire et son autorité il était vraiment le dictateur de l'Europe.

Si l'on veut, par contraste, opposer à ce triomphe de la France et de Louis XIV l'humiliation la plus complète d'un prince et d'un peuple, qu'on ne cherche pas parmi leurs adversaires déclarés et armés; c'est l'Angleterre qu'il faut voir, ou plutôt le roi d'Angleterre, Charles II, ce singulier médiateur qui, au milieu de tant de traités, n'avait pas un seul acte de médiation à produire; ce politique intrigant qui s'était jeté dans toutes les négociations à la traverse, mais qui, s'étant pris dans ses propres intrigues, ne s'en était pas encore démêlé lorsque tous les autres étaient déjà d'accord; ce spéculateur malhabile à force d'habileté, qui, ayant à choisir entre les subsides de son Parlement et les subsides de Louis XIV, pensait qu'il valait mieux prendre de toutes mains; mais qui, à force de marchander tantôt l'un, tantôt l'autre, et de chercher la combinaison la plus subtile, fit si bien qu'il donna le temps au Parlement et à Louis XIV de serrer chacun leur bourse. La paix était faite; on n'avait plus besoin de ses services; l'alliance de l'Angleterre n'était plus qu'une valeur avilie, comme la parole de son roi.

Ainsi s'était terminée, après huit campagnes, cette lutte de la France contre l'Europe, à laquelle les incidents de son début, ou plutôt de sa reprise, ont fait donner le nom de guerre de Hollande; car c'était, en 1672 comme en 1668, la guerre de *dévolution* qui se poursuivait, la succession des entreprises de la France contre l'Espagne, interrompues quatre ans au-

paravant par la Triple Alliance et par la trêve d'Aix-la-Chapelle. De la Triple Alliance, la diplomatie française avait détaché l'Angleterre et la Suède; la Hollande seule restait et résistait; elle était le seul obstacle à la conquête des Pays-Bas; Louis XIV et Louvois résolurent de briser cet obstacle. Sans doute le ressentiment, l'orgueil, et la facilité des premiers succès les emportèrent au delà même de leurs propres desseins; ils s'acharnèrent trop et trop longtemps sur la Hollande avant de retomber sur les Pays-Bas espagnols. Cependant les conquêtes sur l'Espagne étaient le but qu'ils s'étaient toujours proposé. C'est ainsi que l'accessoire a été pris pour le principal, l'incident pour le fond du procès, et que l'expression de guerre de Hollande a prévalu; c'est ainsi qu'une certaine politique de principes a été supposée, prenant la place de la politique d'intérêts, et qu'on s'est fait un Louis XIV, despote et catholique, ayant juré la destruction de la Hollande, républicaine et protestante; enfin, c'est ainsi qu'en comparant l'invasion de 1672 et les traités de 1678, Nimègue conquis par les Français et Nimègue siége du congrès pour la pacification générale, on a conclu au renversement absolu des projets de Louis XIV, au triomphe absolu de la Hollande. On reconnaît, il est vrai, que l'Espagne a largement payé pour les Provinces-Unies, et que, sauf en Hollande, Louis XIV a partout ailleurs fait prévaloir sa volonté. Grâce à ses derniers succès, on le tient pour absous de ses premières erreurs.

Pour ceux, au contraire, qui regardent la guerre de 1672 comme la suite nécessaire de la guerre de 1667,

ils ne sauraient considérer comme une erreur l'envahissement de la Hollande; ils y peuvent blâmer certains excès de conduite, mais ils apprécient les motifs qui en ont dicté la résolution et le plan. Ils ne croient pas que, par la guerre de 1672, Louis XIV ait rompu avec les traditions de Mazarin, de Richelieu et de Henri IV; ils croient au contraire qu'en s'efforçant, comme ces grands politiques, d'enrichir la France des dépouilles de l'Espagne, Louis XIV a continué leur œuvre, et que si la Hollande a jugé nécessaire à ses intérêts de s'opposer aux agrandissements de la France, c'est bien elle qui a provoqué la rupture d'une alliance séculaire. Sans l'opposition de la Hollande, les Pays-Bas eussent été sans doute entièrement conquis par la France; toutefois la Hollande avait plus sujet d'être fière après le traité d'Aix-la-Chapelle qu'après la paix de Nimègue, tandis que la gloire de Louis XIV, obscurcie comme d'un nuage en 1668, dix ans plus tard éclatait radieuse sur l'Europe éblouie. Paris le salua du nom de Louis le Grand; les louanges qu'il aimait lui furent prodiguées sans mesure, et il aspira jusqu'à l'ivresse les vapeurs de l'encens que des courtisans idolâtres brûlaient à ses pieds.

Louvois eut aussi sa part d'applaudissements; mais il fut moins complaisant à ses flatteurs que Louis XIV aux siens. Il avait employé récemment, en qualité de commissaire pour le règlement des contributions dans les Pays-Bas, un Flamand nommé Woerden, un de ces ouvriers de la dernière heure qui sont les plus empressés autour de leurs nouveaux maîtres. Ce Flamand était un bel esprit, nourri de bonne latinité; il avait

imaginé d'employer les loisirs de la paix à célébrer en latin, sous forme d'inscriptions et d'éloges, les hauts faits du roi dans la dernière guerre, et de mettre en tête de son recueil une épître dédicatoire, également en latin, qui était un panégyrique empressé de Louvois. Lorsque l'œuvre fut achevée, il l'adressa respectueusement au ministre avec la lettre suivante : « Je me fais une étude et un plaisir extrême de travailler à ce qui peut répandre la gloire du roi dans les pays où la langue latine, seule universelle, peut la porter, en conséquence de l'agrément qu'il a plu à Votre Excellence de donner au dessein que j'ai pris la liberté de vous mander. J'ai résolu, sous votre bon plaisir, de commencer par assembler ce que j'ai fait d'inscriptions et d'éloges depuis le commencement de la guerre d'Hollande, qui ont été favorablement reçus dans les pays éloignés, où nos négociants de Lille les ont envoyés par mes soins. Ce bon accueil chez les savants et les curieux étrangers me fait espérer, monseigneur, que l'amas de trente ou trente-deux pièces que j'ai dessein de faire imprimer aura quelques succès. Je vous supplie très-humblement de me permettre en même temps, monseigneur, de vous dédier cet ouvrage comme à la personne qui a eu plus de part à l'exécution des commandements de Sa Majesté, dans tout le cours des guerres passées. Je sais combien vous êtes délicat et retenu sur ce que l'on appelle louange; mais je crois, monseigneur, m'y être pris d'une manière qui ne sauroit vous déplaire, puisque j'ai tourné toutes choses en sorte que tout ce que j'avance de vous et de votre ministère est rapporté à la gloire même de

Sa Majesté. Et n'est-il pas bien juste qu'en gardant toutes les règles d'une modestie scrupuleuse, on publie dans le monde ce que vous avez fait pour le service et pour la gloire du roi, et pour le bien et la grandeur du pays? Cependant, quoiqu'il ne soit rien de si raisonnable, je n'ai rien voulu faire, et je vous envoie, monseigneur, ma dédicatoire, afin qu'il vous plaise m'ordonner ce que vous vous voulez bien me permettre à cet égard. Je suis par vos bienfaits ce que je suis dans le service; je serai tout ce qu'il vous plaira que je sois, et étant votre créature immédiate, je n'entreprendrai jamais rien sans vos ordres exprès. C'est avec ce respect et cette entière dépendance que je suis, etc.[1]. »

A cette dédicace française d'une dédicace latine Louvois répondit aussitôt : « J'ai reçu votre lettre avec la copie qui y étoit jointe de l'épître que vous projetiez de mettre à la tête de votre ouvrage. Je regarde la résolution que vous avez prise de me le dédier, et tout ce que vous dites de bien de moi dans cette épître, comme une marque de votre amitié à laquelle je suis fort sensible; mais je vous prie de la renfermer en vous-même, et de ne pas songer à me dédier un ouvrage qui ne le peut être dignement à personne qu'à l'auteur de toutes les grandes choses que vous devez décrire. Je voudrois qu'aux inscriptions ou éloges que vous avez faits, lesquels vous voulez faire rimprimer, vous joignissiez quelque discours qui pût rendre plus croyables aux siècles à venir les grandes actions de Sa Majesté. Si vous voulez bien m'envoyer de temps en

[1] Woerden à Louvois, 16 décembre 1678. *D. G.* 672.

temps ce que vous aurez projeté, je serai en état de vous dire la vérité des faits où vous pourriez vous tromper; et, au surplus, je profiterai avec joie des occasions que cela me donnera de vous rendre auprès de Sa Majesté les bons offices que mériteront votre application et votre zèle pour sa gloire[1]. » Évidemment Louvois était touché de l'ardeur de son panégyriste; cependant il en contenait sans hésiter l'expression trop vive, non par fausse modestie, simplement par bon sens, mérite rare partout et toujours, mais surtout dans les hautes régions où la fortune ne cessait d'élever le ministre de Louis XIV.

Tout le monde sollicitait sa faveur; les plus considérables se disputaient son alliance; pour marier sa fille aînée, il n'eut qu'à choisir entre des prétendants illustres; il la donna au duc de La Rocheguyon, fils du prince de Marsillac, le favori de Louis XIV, et petit-fils du duc de La Rochefoucauld. Les gens heureux, lorsqu'ils sont prudents, s'inquiètent parfois de leur excessive prospérité; ils souhaitent même quelque légère disgrâce qui en tempère un peu l'éclat, et qu'ils puissent offrir aux jaloux comme une rançon de leur fortune. Louvois eut à propos deux accidents pour racheter ainsi la sienne; dans une promenade, son cheval s'abattit, et lui cassa une jambe[2]; peu de jours après, le duc de La Rocheguyon tomba malade. Le mariage fut retardé; mais le zèle des complimenteurs ne fit que s'accroître; aux félicitations vinrent s'ajouter les condoléances; les unes et les autres se mêlèrent en un concert harmo-

[1] 19 décembre 1678. *D. G.* 581.
[2] Le 3 août 1679.

mieux où la voix même des malheureux ne faisait pas dissonance. Du fond de leur prison de Pignerol, Fouquet et Lauzun voulurent ajouter leur humble vote à cette espèce de suffrage universel. Louvois les en remercia, particulièrement Fouquet; voici la réponse du ministre en faveur au ministre déchu : « Je ne pouvois recevoir une plus grande marque de la part que vous prenez à ce qui me touche qu'en me faisant connoître les sentiments que vous avez sur le mariage de ma fille. Je vous suis très-obligé de la part que vous prenez à l'accident qui m'est arrivé. Je ne doute point que vous n'appreniez avec plaisir le bon état où je suis, qui, quoiqu'il m'oblige à demeurer encore vingt jours au lit, me laisse néanmoins la liberté tout entière d'agir aux affaires dont je suis chargé[1]. » Ni le mal ni les préoccupations de famille ne pouvaient distraire son zèle infatigable pour la chose publique.

La convalescence de Louvois se fit lentement; cinquante jours après son accident, il écrivait à son frère, l'archevêque de Reims : « Je m'occupe présentement à apprendre à marcher; c'est un assez joli emploi pour un homme de mon âge. Comme j'y donne beaucoup d'application, j'espère qu'en douze ou quinze jours je deviendrai fort savant[2]. » Il fut enfin célébré ce grand mariage dont l'éclat et l'importance mettaient en émoi la cour et la ville. Il faut entendre madame de Sévigné, disant d'abord à sa fille, le 10 novembre : « On va voir, comme l'Opéra, les habits de mademoiselle de Lou-

[1] Louvois à Fouquet, 21 août et 13 septembre. — Louvois à Lauzun, 21 août et 30 septembre. *D. G.* 623-624.
[2] 22 septembre. *D. G.* 624.

vois; il n'y a point d'étoffe dorée qui soit moindre que vingt louis l'aune. Là Langlé s'est épuisé pour joindre l'agrément avec la magnificence; » et trois semaines plus tard, le 29 : « J'ai été à cette noce de madame de Louvois; que vous dirai-je? Magnificence, illuminations, toute la France; habits rebattus et rebrochés d'or, pierreries, brasiers de feu et de fleurs, embarras de carrosses, cris dans la rue, flambeaux allumés, reculements et gens roués; enfin le tourbillon, la dissipation, les demandes sans réponses, les compliments sans savoir ce que l'on dit, les civilités sans savoir à qui l'on parle, les pieds entortillés dans les queues. » « O vanité des vanités ! » ajoute madame de Sévigné. Pourquoi? C'est que, tout à côté de ce triomphe, une grande disgrâce venait de se faire qui la touchait profondément. Une autre se préparait encore plus éclatante. Deux personnages illustres dans la politique et dans la guerre, le général qui avait livré la dernière bataille aux Pays-Bas, le ministre qui avait dirigé les grandes négociations de la paix, le maréchal de Luxembourg et M. de Pomponne, étaient, celui-ci déjà disparu, celui-là près de disparaître.

La chute du maréchal de Luxembourg et le mariage de mademoiselle de Louvois doivent être rapprochés, non comme l'effet et la cause, mais comme deux événements qui ne sont pas étrangers l'un à l'autre. Le maréchal, avec l'ardeur d'un ambitieux qui n'est jamais satisfait, avait passionnément souhaité de faire épouser à son fils la fille du ministre; il avait échoué; mais les moyens qu'il avait employés n'étaient pas tous avouables; ils ne demeurèrent pas secrets. Au

lieu de s'adonner à la chasse, ainsi que faisait le prince d'Orange, M. de Luxembourg s'était aventuré sur le sol fangeux des sortiléges et des maléfices: il y tomba de lui-même, sans effort d'autrui; mais Louvois ne l'empêcha pas d'y tomber.

Le procès de madame de Brinvilliers avait révélé d'abominables mystères et réveillé ces idées d'empoisonnement qui obsédaient l'imagination publique, depuis la mort tristement fameuse de Madame. Depuis ce temps, la police vigilante et sévère de M. de La Reynie n'avait cessé de fouiller les repaires où se cachaient, disait-on, les empoisonneurs. Quoique Paris fût du département de Colbert, Louvois, de l'aveu de Louis XIV, avait détourné vers cette œuvre de sûreté publique une partie de sa prodigieuse et lucide activité; c'était par lui seul que les rapports de M. de La Reynie passaient avant d'arriver au roi. Vers la fin de l'année 1678, la police avait surpris deux femmes, la Voysin et la Vigoureux, qui faisaient commerce de poisons et de philtres, et un prêtre interdit du nom de Lesage, leur associé, qui se mêlait en même temps de sorcellerie[1]. Cependant plusieurs mois se passèrent avant qu'on pût tirer de ces misérables rien d'important ni de précis. Enfin, le 16 septembre 1679, Louvois écrit au roi : « La Voysin

[1] Le 24 janvier 1679, Louvois écrivait à M. Robert, procureur du roi au Châtelet : « Quoique je ne doute point que vous n'apportiez tous les soins nécessaires pour la continuation de l'instruction des procès que M. de La Reynie fait par ordre du roi aux gens qui sont à la Bastille et à Vincennes, j'ai cru devoir vous faire connoître que vous ne sauriez rien faire de plus agréable à Sa Majesté que de donner votre application tout entière à mettre au plus tôt ces affaires-là en état de finir. » *D. G.* 617.

commence fort à parler. » Dès lors les révélations affluent; elles débordent; le flot monte rapidement; il atteint successivement toutes les couches de la société, jusqu'aux plus hautes, jusqu'à la cour. C'est peu que Lesage indique le moyen de connaître « tout ce qu'il y a d'habiles empoisonneurs et d'artistes dans l'Europe[1]; » des noms illustres de grands seigneurs, de grandes dames, sont à chaque instant prononcés dans les interrogatoires.

D'abord Louvois ne veut croire qu'à des sortiléges ridicules, à des accès de curiosité mauvaise. « Votre Majesté trouvera dans ce paquet, écrit-il au roi le 27 septembre, ce que Lesage a encore dit sur les voyages que la Voysin a faits à Saint-Germain. Il nomme tant de gens pour témoins de ce qu'il allègue, qu'il est difficile de croire qu'il l'ait inventé; et cependant il l'est encore plus que tous les gens qu'il nomme se soient intéressés à une sottise pareille à celle dont je m'imagine qu'il s'agissoit[2]. » Mais M. de La Reynie fait tous les jours des progrès et des découvertes. Le 8 octobre, Louvois écrit au roi la lettre suivante, la pièce capitale de cette étrange instruction : « J'entretins avant-hier M. de La Reynie, qui m'apprit que les crimes des prisonniers détenus à Vincennes s'éclaircissent tous les jours de plus en plus, et qu'il y auroit treize ou quatorze témoins du crime de madame Le Féron[3]. Il me remit ensuite l'original des interroga-

[1] 4 février 1680. Déposition de Lesage. *D.G.* 672.
[2] *D. G.* 624.
[3] Femme d'un président au parlement, accusée, comme beaucoup d'autres femmes, d'avoir voulu se défaire de son mari.

toires du nommé Lesage, qu'il a désiré que je n'aie point envoyé à Votre Majesté, parce que, étant long et mal écrit, il lui auroit donné de la peine à déchiffrer; et je suis convenu avec lui de le garder jusqu'à ce que je puisse avoir l'honneur de le lire à Votre Majesté à Saint-Germain. Tout ce que Votre Majesté a vu contre M. de Luxembourg et M. de Feuquières n'est rien au prix de la déclaration que contient cet interrogatoire, dans lequel M. de Luxembourg est accusé d'avoir demandé la mort de sa femme, celle de M. le maréchal de Créqui, le mariage de ma fille avec son fils, de rentrer dans le duché de Montmorenci, et de faire d'assez belles choses à la guerre pour faire oublier à Votre Majesté la faute qu'il a faite à Philisbourg. M. de Feuquières y est dépeint comme le plus méchant homme du monde, qui a cherché les occasions de se donner au diable pour faire fortune, et demandé du poison pour empoisonner l'oncle ou le tuteur d'une fille qu'il vouloit épouser. M. de La Reynie me témoigna ensuite qu'il étoit persuadé que, si je parlois au nommé Lesage, il achèveroit de se déterminer à dire tout ce qu'il sait; ce qu'il croyoit d'autant plus important que cet homme, qui jusqu'à présent n'est convaincu d'avoir fait lui-même aucun empoisonnement, a une parfaite connoissance de tous ceux qui se sont faits à Paris depuis sept ou huit ans. J'y ai été hier matin, et je lui ai parlé au sens que M. de La Reynie a désiré, lui faisant espérer que Votre Majesté lui feroit grâce pourvu qu'il fît les déclarations nécessaires pour donner connoissance à la justice de tout ce qui s'est fait à l'égard desdits poisons. Il me promit de le faire et me dit qu'il étoit bien

surpris que je l'excitasse à dire tout ce qu'il savoit, puisqu'il avoit été persuadé jusqu'à présent, par les discours de M. de Luxembourg et de M. de Feuquières, que j'étois si fort de leurs amis que je serois un de ceux qui le persécuteroient davantage s'il disoit rien contre eux[1]. »

Huit jours après, Louvois écrivait à La Reynie : « J'ai rendu compte au roi de toutes les lettres que vous avez pris la peine de m'écrire depuis sept ou huit jours, dont la dernière est d'hier, et des mémoires et procès-verbaux qui les accompagnoient, que je vous renvoie tous. Sa Majesté, qui en a entendu la lecture avec horreur, désire que l'on instruise toutes les affaires dont il y est fait mention, et que l'on acquière toutes les preuves possibles contre les gens qui y sont nommés. » Ainsi, lorsque Louvois s'essayait à marcher, c'était pour aller à Vincennes prêter à la justice le secours de son expérience, habituée à démêler les intrigues; et lorsque, six semaines plus tard, la plus brillante foule accourait à ses fêtes, combien d'hommes et de femmes venaient à lui, le sourire sur les lèvres, dont il tenait le sort entre ses mains! Le secret était bien gardé. Le 22 décembre, Louvois écrivait à M. Boucherat : « Le roi me commande de vous faire savoir qu'il désire que vous vous trouviez mercredi prochain, 27 de ce mois, à l'issue de son dîner, dans la chambre de Sa Majesté, avec MM. de Bezons, de La Reynie et Robert[2]. » C'étaient les commissaires instructeurs que

[1] *D. G.* 625.
[2] *D. G.* 627.

le roi voulait entendre encore avant le commencement du procès.

Au mois de janvier 1680, la Chambre de justice pour l'affaire des poisons fut installée à l'Arsenal, et le procès commença; mais les audiences n'étaient pas publiques. Le 22 janvier, Louvois écrivait à Boucherat : « Le roi a été informé, par la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire cette après-dînée, de ce qui s'est passé à la Chambre ce matin. Sa Majesté donnera, dans la journée de demain, les ordres nécessaires pour faire arrêter les personnes de considération contre lesquelles il a été décrété ce matin[1]. » A Saint-Germain et à Paris, on ne se doutait de rien; le 24, on apprit tout et tout d'un coup. « Il y a deux jours que l'on est assez comme le jour de Mademoiselle et de M. de Lauzun, écrivait, le 26, madame de Sévigné; on est dans une agitation; on envoie aux nouvelles; on va dans les maisons pour en apprendre; on est curieux; et voici ce qui a paru, en attendant le reste : M. de Luxembourg était mercredi à Saint-Germain, sans que le roi lui fît moins bonne mine qu'à l'ordinaire. On l'avertit qu'il y avoit contre lui un décret de prise de corps; il voulut parler au roi ; Sa Majesté lui dit que, s'il étoit innocent, il n'avoit qu'à s'aller mettre en prison, et qu'il avoit donné de si bons juges pour examiner ces sortes d'affaires, qu'il leur en laissoit toute la conduite. M. de Luxembourg pria qu'on ne l'y menât point; et en effet il monta aussitôt en carrosse, et s'en vint chez le Père de La Chaise. Après avoir été une heure aux Jésuites,

[1] *D. G.* 637.

il fut à la Bastille, et remit à Bezemaux l'ordre qu'il avoit apporté de Saint-Germain. » En effet, le 24, à peine le maréchal avait-il quitté la cour, que Louvois s'était hâté d'envoyer un exprès à Boucherat : « M. de Luxembourg, lui disait-il, a pris le parti de se rendre prisonnier à la Bastille. Il y sera ce soir, où vous pourvoirez, s'il vous plaît, à ce que les procédures se continuent contre lui. Le roi a fait partir deux officiers de ses gardes pour aller arrêter madame la comtesse [de Soissons] et madame d'Alluye. » Madame la comtesse et son amie, averties sans doute, s'étaient enfuies; certains des accusés firent de même; d'autres, comme la duchesse de Bouillon, restèrent et comparurent devant la Chambre.

Tous les suspects ne furent pas arrêtés; il y avait un personnage, sans doute considérable, dont Louvois parlait sans le nommer, dans une lettre à La Reynie : « A l'égard de la personne à laquelle l'usage du poison n'est pas inconnu, et que vous croyez qu'il est dangereux de laisser à la cour, le roi a jugé à propos de vous entretenir sur cette affaire, et désire, pour cet effet, que vous vous rendiez ici, le jour de la semaine où nous allons entrer qui vous sera le plus commode; il faut que ce soit avant neuf heures du matin, et en vous montrant à la porte du cabinet du roi, lorsqu'il y entrera après avoir prié Dieu, Sa Majesté vous fera entrer et vous entretiendra sur cette affaire[1]. » Quel pouvait être ce personnage? Probablement le favori de Monsieur, le chevalier de Lorraine, soupçonné jadis d'avoir

[1] Louvois à La Reynie; 3 février. *D. G.* 638.

empoisonné Madame. Quoi qu'il en soit, il n'y eut plus de nouvelles poursuites; la liste des accusés resta close. Si les débats du procès eussent été publics, l'émotion du premier jour se fût incessamment ravivée; toutefois elle parut encore assez vive pour que Louvois écrivît, le 4 février, à Boucherat : « Le roi vous a chargé d'expliquer à la Chambre que son intention étoit qu'elle continuât les procédures nécessaires pour la punition des coupables de poison, et qu'elle agît en toute liberté contre tous ceux qui se trouveroient convaincus d'un crime si énorme. Depuis, Sa Majesté ayant été informée des discours qui se sont tenus à Paris à l'occasion des décrets donnés depuis quelques jours par la Chambre, elle m'a commandé de vous faire savoir qu'elle désire que vous assuriez les juges de sa protection, et que vous leur fassiez connoître qu'elle s'attend qu'ils continueront à rendre la justice avec la même fermeté qu'ils ont commencé, sans s'en laisser détourner par quelque considération que ce puisse être. »

Il n'était guère besoin de menacer; trois jours après, madame de Sévigné disait : « On ne parle plus de M. de Luxembourg; j'admire vraiment comme les choses passent; c'est bien un vrai fleuve qui emporte tout avec soi. » Le silence de nouveau se faisait autour de cette affaire. Le maréchal était au secret, étroitement renfermé; le 10 avril seulement, Louvois expédiait à Bezemaux l'autorisation « de faire promener M. de Luxembourg deux heures par jour sur la terrasse de la Bastille[1]. » Un mois après, cependant, le maréchal fut

[1] *D. G.* 640.

relaxé sans être absous effectivement; mais un ordre du roi l'éloigna de la cour et de Paris. Tel fut aussi le sort de ses principaux coaccusés ; leur honneur sortit de ce procès, frappé d'une marque indélébile. La Voysin et la Vigoureux furent brûlées; Lesage, Bonnard, l'intendant du maréchal de Luxembourg, et quelques autres condamnés obscurs allèrent se perdre dans la chiourme des galères.

Le maréchal de Luxembourg devait avoir un profond ressentiment contre Louvois; tout au moins l'intérêt de sa dignité lui défendait de renouer de longtemps avec lui. Et pourtant il n'est que trop vrai qu'il s'empressa de le rechercher; à peine hors de la Bastille, il lui écrivit. Certes l'humilité, le pardon et l'oubli des offenses sont au nombre des plus belles vertus chrétiennes; mais qui se serait jamais attendu qu'au sortir d'un commerce avec le diable, M. de Luxembourg deviendrait tout à coup si vertueux et si chrétien? Louvois, de son côté, ne fut pas moins charitable; il lui répondit : « J'avois appris avec beaucoup de plaisir votre justification; mais la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire m'a appris qu'elle a été suivie d'un ordre de vous éloigner de la cour, dont j'ai été fort affligé. Je vous supplie d'en être bien persuadé et de la part sincère que je prends à ce qui vous touche, étant aussi véritablement que je suis tout à vous[1]. » Quelques mois après, Louvois eut le malheur de perdre un de ses enfants; aussitôt M. de Luxembourg lui envoya le témoignage d'une sympathique douleur. « Je

[1] 28 mai 1680. *D. G.* 642.

vous rends très-humbles grâces, lui répondit Louvois, des marques que vous me donnez de votre souvenir. Les assurances de la continuation de votre amitié me seront toujours fort chères, et je vous supplie d'être persuadé que personne ne souhaite plus votre satisfaction que moi, ni les occasions d'y contribuer[1]. » Quelque douteuse que puisse paraître la sincérité de Louvois, il fit cesser, l'année suivante, l'exil du maréchal qui reparut à la cour, au mois de juin 1681. M. de Luxembourg n'avait jamais été aimé; il n'était plus estimé ni redouté; le scandale de son retour effaça le scandale de sa disgrâce. « Quand on passeroit sa vie à méditer les changements qu'on voit à la cour tous les jours, on n'y comprendroit rien, » écrivait à ce propos madame de Sévigné[2].

La disgrâce de M. de Pomponne n'avait pas eu cet éclat funeste; il était tombé victime d'une intrigue, consolé dans sa chute, accompagné dans sa retraite par l'estime et les regrets de tous les gens de bien. Un mariage aussi avait été le prétexte et l'occasion de cette catastrophe. Le Dauphin devait épouser la princesse de Bavière, sœur de l'Électeur; c'était Colbert de Croissy, le frère du contrôleur général, le diplomate au congrès de Nimègue, qui avait été chargé de négocier cette alliance à Munich. Louis XIV en attendait les nouvelles avec impatience; un courrier arriva tandis que le ministre des affaires étrangères était à sa maison de campagne; deux jours se passèrent avant que le

[1] 1er octobre. *D. G.* 644.
[2] Lettre à Bussy, du 24 juin 1681.

roi pût avoir les dépêches déchiffrées : c'était trop; M. de Pomponne eut ordre de se défaire aussitôt de sa charge[1]. « Il est donc vrai, disait madame de Sévigné, que c'est la dernière goutte d'eau qui a fait répandre le verre; ce qui nous fait chasser notre portier quand il ne nous donne pas un billet que nous attendons avec impatience, a fait tomber du haut de la tour, et on s'est bien servi de l'occasion. En vérité, je ne m'accoutume point à la chute de ce ministre; je le croyois plus assuré que les autres, parce qu'il n'avoit point de faveur. On dit qu'il y avoit près de deux ans qu'il étoit gâté auprès du roi[2]. »

Il y avait plus de deux ans que Colbert, Le Tellier et Louvois s'étaient ligués contre lui; il y avait déjà longtemps que le ministre honnête, modéré, un peu timide, n'avait plus le goût ni la force de servir la politique trop active de Louis XIV. Les négligences mêmes qui furent le prétexte de sa disgrâce n'étaient que le signe de sa tristesse et de son découragement. Louis XIV a motivé sa condamnation en quelques lignes superbes et cruelles : « J'ai souffert plusieurs années de sa foiblesse, de son opiniâtreté et de son inapplication. Il m'en a coûté des choses considérables; je n'ai pas profité de tous les avantages que je pouvois avoir, et tout cela par complaisance et par bonté. Enfin il faut que je lui ordonne de se retirer, parce que tout ce qui passe par lui perd de la grandeur et de la force qu'on doit avoir en exécutant les ordres d'un roi de

[1] Le 18 novembre 1679.
[2] Lettres du 6 et du 8 décembre 1679

France qui n'est pas malheureux[1]. » Comment Louis XIV n'a-t-il pas effacé cette sentence injuste, prononcée dans l'ivresse de la gloire et de la puissance, le jour où, non point malheureux encore, mais déjà moins heureux, il se hâta de rappeler M. de Pomponne dans son conseil au milieu duquel la mort de Louvois, frappé trop tôt ou trop tard, à la fois maudit et regretté, laissait un vide qui finit par s'élargir en abîme pour engloutir la fortune du grand roi !

L'intrigue ourdie contre M. de Pomponne parut d'abord tourner à l'avantage de Colbert; trompant ses alliés et les gagnant de vitesse, il emporta les affaires étrangères pour son frère, M. de Croissy, tandis que Le Tellier et son fils espéraient y faire arriver Courtin. « Un certain homme, disait encore madame de Sévigné, parlant de Louvois, avoit donné de grands coups depuis un an, espérant tout réunir; mais on bat les buissons, et les autres prennent les oiseaux; de sorte que l'affliction n'a pas été médiocre, et a troublé entièrement la joie intérieure de la fête[2]. C'est donc un *mat* qui a été donné, lorsqu'on croyoit avoir le plus beau jeu du monde et rassembler toutes ses pièces ensemble. Faites un peu réflexion à toute la puissance de cette famille [des Colbert], et joignez les pays étrangers à tout le reste, et vous verrez que tout ce qui est de l'autre côté, où l'on se marie, ne vaut point cela[3]. »

Le triomphe de Colbert semblait, il est vrai, balancer l'effet du mariage de mademoiselle de Louvois avec le

[1] *Mémoires de Louis XIV*, t. II, p. 521. Édition de M. Dreyss, 1860.
[2] C'était juste au moment du mariage de mademoiselle de Louvois.
[3] Lettres du 22 novembre et du 8 décembre 1679.

fils du favori de Louis XIV; et Louis XIV lui-même pensait faire un coup de maître en opposant dans le conseil deux Colbert à deux Le Tellier. Madame de Sévigné, la cour, dont elle exprimait l'opinion, et le ro lui-même se trompaient; rien ne pouvait arrêter le courant de Louvois. En se croyant plus libre, Louis XIV allait moins se garder contre l'influence de son ministre de la guerre, et, sans s'en douter, s'y abandonner davantage. M. de Croissy, avec des formes plus rudes, ne sut pas se défendre mieux que son prédécesseur contre les usurpations de Louvois, qui ne cessa pas jusqu'à sa mort de donner l'impulsion à la politique générale, et d'absorber même exclusivement certaines négociations étrangères.

Louvois embrassait donc le pouvoir dans sa plénitude; il était réellement le maître des affaires. Mais à mesure qu'il se faisait plus puissant, il se faisait d'autant plus responsable. Tout pouvait, tout devait lui être imputé. C'est la condition fatale du pouvoir absolu. Porter déjà le fardeau de ses propres fautes, quel accablement! Qu'est-ce donc, lorsque les fautes d'autrui viennent s'y ajouter par surcroît!

FIN DU DEUXIÈME VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

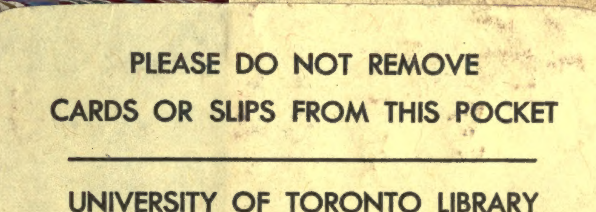
CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME

Paris. — Imprimerie P.-A. BOURDIER et Ce, 30, rue Mazarine






NOT WANTED IN RBSC

